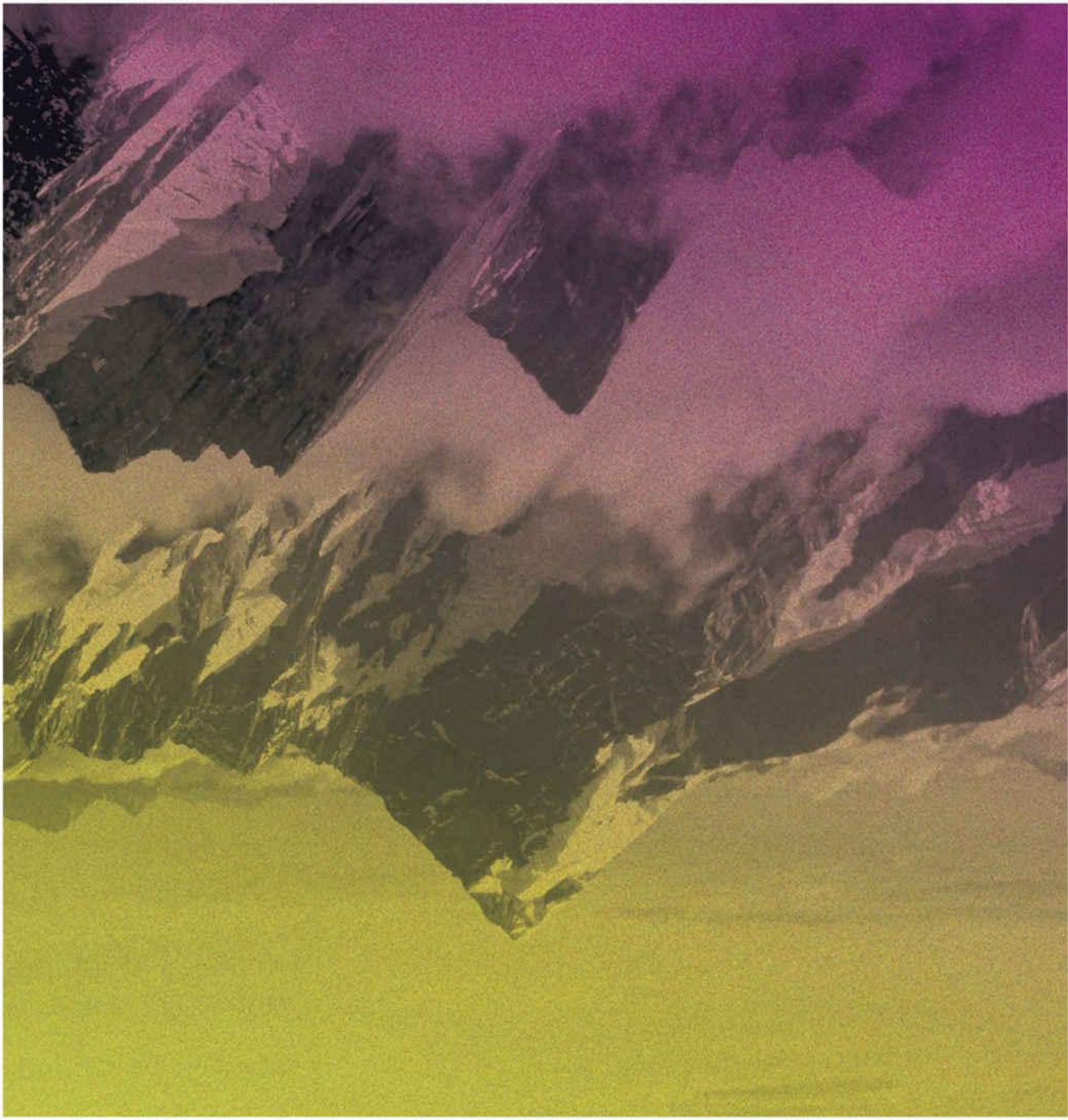
Erik Olin Wright

Utopies réelles



L'horizon des possibles | **La Découverte**

Utopies réelles

Erik Olin Wright

La Découverte

2017

Cet ouvrage est initialement paru en 2010 aux éditions Verso, sous le titre *Envisioning Real Utopias*.
Traduit de l'anglais (États-Unis) par Vincent Farnea et João Alexandre Peschanski

Erik Olin Wright est professeur de sociologie à l'université de Wisconsin (Madison) et ancien président de l'*American Sociological Association*. Spécialiste des classes sociales et des inégalités, ses travaux sont discutés dans le monde entier. Utopies réelles est son premier livre traduit en français.

Présentation

Pourquoi et comment sortir du capitalisme ? Quelles sont les alternatives d'ores et déjà présentes ? Peut-on, doit-on réinventer les socialismes par des réalisations concrètes ? Avec quels outils, quelles formes d'action, quelles institutions ? Telles sont les vastes questions, solidaires les unes des autres, auxquelles répond ce livre original et magistral, synthèse d'une enquête internationale et collective de plusieurs années sur les théories les plus actuelles de l'émancipation ainsi que sur de nombreux projets vivants de transformation radicale, ou plus graduelle, déjà observables dans les domaines sociaux, économiques et politiques.

À partir d'un regard rigoureux et acéré, appelé à fonder un nouveau programme de recherche sur les expérimentations postcapitalistes contemporaines, se détachent une conception neuve du progrès et de ses instruments potentiels ainsi qu'une vision scientifique des modalités de dépassement du capitalisme. Les utopies réelles ne sont ni pour les idéalistes ni pour les réalistes. Ce sont les expériences vécues, les projections audacieuses qui créent dès maintenant les conditions comme les formes d'un avenir meilleur, d'un autre futur possible.

Traité savant, arme au service d'un renouveau nécessaire de l'imagination politique, *Utopies réelles* figure déjà parmi les classiques de la pensée sociale du XXIe siècle.

Table

PRÉFACE À L'ÉDITION FRANÇAISE

CHAPITRE 1 - Introduction : Pourquoi s'intéresser aux utopies réelles ?
- 1. Le budget participatif municipal
- 2. Wikipédia
- 3. Les coopératives de travailleurs autogérées de Mondragón
- 4. Le revenu de base inconditionnel

CHAPITRE 2 - Les tâches d'une science sociale émancipatrice
- Évaluation et critique
- Développer des alternatives viables
- Une théorie de la transformation

PARTIE I - DIAGNOSTIC ET CRITIQUE

CHAPITRE 3 - En quoi le capitalisme est-il si nuisible ?
- Définition du capitalisme : une brève présentation
- Onze critiques du capitalisme

PARTIE II - ALTERNATIVES

CHAPITRE 4 - Penser les alternatives au capitalisme
- La théorie marxienne des alternatives au capitalisme : la théorie de la trajectoire historique
- Les insuffisances de la théorie marxienne concernant l'avenir du capitalisme
- Vers une autre formulation du problème

CHAPITRE 5 - La boussole socialiste
- Prendre au sérieux le « social » dans le socialisme
- Clarifications conceptuelles
- La boussole socialiste : les voies d'accès permettant de renforcer le pouvoir d'agir social
- Conclusion : trois remarques sceptiques

CHAPITRE 6 - Utopies réelles I : pouvoir d'agir social et État
- Trois formes institutionnelles de démocratie
- La démocratie directe : nouvelles formes de gouvernement participatif doté de pouvoir
- La démocratie représentative : ébauches de deux propositions
- La démocratie associative
- Approfondir la démocratie et renforcer le pouvoir d'agir social

CHAPITRE 7 - Utopies réelles II : pouvoir d'agir social et économie
- L'économie sociale
- Le revenu inconditionnel de base
- Le capitalisme social
- L'économie de marché coopérativiste
- Deux modèles d'alternatives complètes au système
- Conclusion : un panorama plus complet des dispositifs de renforcement du pouvoir d'agir social

PARTIE III - TRANSFORMATIONS

CHAPITRE 8 - Éléments pour une théorie de la transformation
- La reproduction sociale
- Les limites, les déficiences et les contradictions
- Les dynamiques sous-jacentes et la trajectoire contingente du changement social
- Les stratégies de transformation

CHAPITRE 9 - La transformation par la rupture
La question centrale et les hypothèses sous-jacentes
La transformation par la rupture et le creux transitionnel
Répliques

CHAPITRE 10 - La transformation interstitielle
Qu'est-ce qu'une stratégie interstitielle ?
Comment les stratégies interstitielles peuvent contribuer à une transformation sociale émancipatrice
Ouvrir la voie de la rupture
Éroder les limites contraignantes du capitalisme
Les stratégies interstitielles et l'État

CHAPITRE 11 - La transformation symbiotique
Le compromis de classe
La logique des stratégies symbiotiques
Des transformations symbiotiques postcapitalistes ?

CONCLUSION - Construire des utopies réelles

POSTFACE À L'ÉDITION FRANÇAISE

PRÉFACE À L'ÉDITION FRANÇAISE

La rédaction de ce livre débuta entre 2007 et 2008 et fut achevée durant l'été 2009, au plus fort de la crise financière qui frappa les États-Unis. Ce travail ne constitue pas à proprement parler une réponse argumentée à cette crise intense qui secoua le capitalisme au début du XXIe siècle, mais la pertinence des développements proposés fut probablement renforcée par cette période d'agitation durant laquelle le livre fut publié. Les crises sérieuses que traverse le capitalisme apparaissent toujours comme des moments historiques ouvrant de nouvelles possibilités. Ces périodes de crise sont assez complexes à analyser non seulement parce que les structures du pouvoir peuvent devenir fragiles et plus vulnérables face à un défi et une reconstruction de grande ampleur – bien que cette dernière puisse parfois être provoquée –, mais également parce que ces crises intenses perturbent le caractère prétendument naturel et évident des systèmes sociaux. Les individus sont mus non seulement par le désir de voir naître une alternative aux conditions épouvantables générées par la crise, mais aussi par la volonté de penser de manière originale les caractéristiques concrètes de cette alternative et les moyens d'y parvenir. Et, en effet, force est de constater que cette aspiration s'est exprimée à travers toute une série de manifestations spontanées et enthousiastes qui ont émergé en 2011 : la protestation des Indignados en Espagne, le mouvement Direct Democracy Now! en Grèce, et le mouvement Occupy aux États-Unis.

Cependant, cette aspiration n'a pas eu pour effet de consolider un programme de transformation positif en lien avec une vision alternative au capitalisme. Bien que ces mouvements protestataires de 2011 aient souvent proclamé leur désir d'approfondir et de renforcer la démocratie, et même si des débats occasionnels ont pu naître en leur sein sur la nature d'un système alternatif, l'idée centrale qu'ils défendirent, et qui fut reprise par des organisations politiques apparues dans ce contexte de protestation, telles Syriza et Podemos, consistait à lutter *contre* l'austérité. L'impératif du moment était la défense des droits et l'opposition aux coupes budgétaires massives effectuées dans les programmes de subvention publique, coupes qui ont détruit la vie d'un grand nombre de personnes. La cible idéologique de ces mouvements protestataires fut davantage le néolibéralisme que le capitalisme en tant que tel. Le dénominateur commun des innombrables personnes impliquées dans ces mouvements fut plus leur opposition à une politique économique que leur adhésion à un modèle émancipateur et à une alternative durable au capitalisme.

Ce constat n'est peut-être guère surprenant. Pour la plupart des personnes, les grandes conceptions stratégiques du XXe siècle visant à répondre aux préjudices occasionnés par le capitalisme ont perdu de leur potentiel d'attraction. Les espoirs portés par la social-démocratie de *domestiquer le capitalisme* en neutralisant ses effets nuisibles par l'intermédiaire d'interventions décisives conduites par l'État ont été ébranlés par la mondialisation et la financiarisation du capital et par l'adhésion

des partis sociaux-démocrates à une version édulcorée du néolibéralisme. Suite aux conséquences tragiques des révolutions du XXe siècle, les ambitions révolutionnaires visant à *briser le capitalisme* par la prise du pouvoir, une dissolution coercitive des institutions capitalistes et leur remplacement par une alternative émancipatrice manquent de crédibilité. Le modèle réformiste et le modèle révolutionnaire – les deux principaux modèles d'une transformation sociale au XXe siècle – semblent conjointement épuisés.

Ce livre propose un moyen alternatif de penser les processus de transformation du capitalisme en direction d'un horizon postcapitaliste. Au lieu de domestiquer le capitalisme en imposant une réforme par le haut ou de briser le capitalisme par le biais d'une rupture révolutionnaire, l'idée centrale consiste à *éroder le capitalisme* en construisant des alternatives émancipatrices dans les espaces et les fissures des économies capitalistes et en luttant pour défendre et étendre de tels espaces. Les utopies réelles sont des institutions, des relations et des pratiques qui peuvent être construites ici et maintenant, qui préfigurent un monde idéal et qui nous aident à atteindre cet objectif post-capitaliste.

En résumé, voici l'argument proposé : les systèmes économiques actuels associent le capitalisme à de nombreux autres moyens d'organiser la production et la distribution des biens et des services : directement par l'État, à l'intérieur de la sphère familiale afin de répondre aux besoins de chacun, par des coopératives autogérées et dirigées démocratiquement par leurs membres, à travers des réseaux locaux et des organisations communautaires que l'on a coutume de regrouper sous le nom d'économie sociale et solidaire, par des organisations à but non lucratif, ou bien des réseaux *peer-to-peer* engagés dans des processus de production collaboratifs, et *via* bien d'autres possibilités encore. La plupart de ces modes d'organisation économique peuvent être pensés comme des hybrides, combinant ainsi des éléments capitalistes et non capitalistes – certains d'entre eux étant entièrement non capitalistes et d'autres anticapitalistes. Un tel système économique complexe peut être appelé « capitaliste » lorsqu'il est avéré que le capitalisme est prédominant pour déterminer les conditions de vie économique et l'accès aux moyens de subsistance de la plupart des individus. Cette position dominante est hautement destructrice. Par conséquent, l'une des voies permettant de défier le capitalisme consiste, dans la mesure du possible, à construire des relations et des organisations plus participatives, égalitaires et démocratiques au sein de ce système complexe, et de lutter politiquement pour étendre et défendre ces espaces en changeant les règles du jeu à l'intérieur de la société capitaliste. Nul doute qu'une telle situation requiert aussi des efforts pour approfondir le caractère participatif et démocratique du pouvoir étatique. L'idée d'éroder le capitalisme suggère ainsi que ces alternatives ont le potentiel, à long terme, d'atteindre un niveau de développement à partir duquel le capitalisme est destitué de sa fonction dominante.

Ce cadre stratégique combine des idées héritées des anciennes traditions révolutionnaires et réformistes avec des intuitions tirées de l'anarchisme contemporain. S'il retient de la tradition révolutionnaire que l'objectif à long terme

consiste bien à dépasser le capitalisme en érigeant une économie et une société solidaires, égalitaires et démocratiques, ce cadre stratégique rejette néanmoins l'idée qu'un tel objectif puisse être atteint par une rupture au sein des structures de pouvoir existantes. S'il s'inspire de la tradition anarchiste pour souligner l'importance de construire sur le terrain des alternatives qui incarnent ici et maintenant des aspirations émancipatrices dans le monde réel, ce même cadre rejette l'idée que cette stratégie puisse être déployée entièrement en dehors de l'État. Enfin, s'il reconnaît l'importance donnée par la tradition réformiste sociale-démocrate aux politiques publiques impulsées par l'État pour faire avancer les idéaux progressistes, il rejette également l'idée que cette question puisse entièrement relever du pouvoir centralisateur de l'État, allant du haut vers le bas, afin de neutraliser les « défaillances » du marché capitaliste. Bref, ce dont nous avons besoin, c'est d'un projet politique et social qui milite en faveur d'une réelle démocratie à l'intérieur même de l'économie, de l'État et de la société. C'est la perspective que défendent les utopies réelles.

Erik Olin Wright
Madison, Wisconsin,
avril 2016.

CHAPITRE 1

Introduction : Pourquoi s'intéresser aux utopies réelles[1] ?

Il fut une époque, pas si lointaine, où aussi bien les pourfendeurs que les défenseurs du capitalisme croyaient encore qu'« un autre monde était possible ». Cette possibilité d'un autre monde était généralement connue sous le nom de « socialisme ». Alors que la droite accusait le socialisme de violer les droits individuels rattachés à la propriété privée et de provoquer des formes monstrueuses d'oppression étatique, et que la gauche le percevait comme une ouverture vers de nouvelles perspectives d'égalité sociale ou bien comme une liberté authentique favorisant l'actualisation de potentialités humaines, elles croyaient l'une et l'autre qu'une alternative fondamentale au capitalisme était possible.

La plupart des gens dans le monde aujourd'hui, et plus particulièrement dans les régions économiquement développées, ne croient plus en cette possibilité. Le capitalisme leur paraît comme faisant partie de l'ordre naturel des choses, et le pessimisme a remplacé l'optimisme de la volonté que Gramsci considérait autrefois comme essentiel si le monde devait un jour être transformé.

Dans ce livre, j'espère contribuer à redonner un sens quant à la possibilité d'un changement social émancipateur en examinant la manière dont différentes institutions radicales pourraient se réaliser tout en cernant les types de relations sociales qui pourraient potentiellement faire avancer les objectifs démocratiques et égalitaristes historiquement associés à l'idée de socialisme. Cette enquête sera en partie empirique, puisqu'elle consistera à étudier des cas pratiques d'innovations institutionnelles qui incarnent des alternatives émancipatrices aux organisations sociales dominantes. Notre travail fera également l'objet de développements plus spéculatifs, explorant ainsi des propositions théoriques qui n'ont pas encore été mises en œuvre, mais qui sont néanmoins attentives aux problèmes réalistes soulevés par la question du dispositif institutionnel (*institutional design*) et de sa faisabilité sociale. L'idée est de jeter les bases empiriques et théoriques qui sont censées nourrir les visions égalitaristes et démocratiques radicales d'un monde social alternatif.

Quatre exemples, que nous discuterons en détail dans les chapitres suivants, nous permettront de dégager la signification de ce que nous souhaiterions entreprendre dans cette enquête :

1. Le budget participatif municipal

Dans la plupart des villes du monde qui sont administrées par une forme de gouvernement élu, les budgets municipaux sont mis en œuvre par le personnel administratif qui travaille sous la direction du chef de l'exécutif – généralement le maire d'une ville. Si la municipalité dispose également d'un conseil élu, le budget sera probablement soumis à ce conseil municipal lorsqu'il s'agira d'en modifier le contenu et de l'adopter. Les arbitrages budgétaires sont alors déterminés par l'agenda politique du maire et des autres forces politiques dominantes qui travaillent de concert avec des économistes, des ingénieurs, des urbanistes et d'autres technocrates. Brièvement résumée, il s'agit là de la situation que nous connaissons actuellement.

Mais imaginez désormais le monde alternatif suivant : au lieu que le budget municipal soit élaboré par le sommet du pouvoir, supposez que la ville soit divisée en un certain nombre de quartiers, et que chaque quartier dispose d'une assemblée participative adoptant son propre budget. Supposez également qu'il y ait des assemblées municipales assez vastes pour statuer sur des sujets variés relevant généralement de l'intérêt public – manifestations culturelles, transports en commun, etc. Le seul mandat pour siéger au sein de ces assemblées participatives consiste à émettre des propositions budgétaires concrètes, concernant plus particulièrement différents projets d'infrastructures, et à les soumettre à un conseil municipal dont la composition est élargie. Chaque habitant résidant dans la ville peut ainsi participer à ces assemblées et voter les propositions. Notons que ces assemblées fonctionnent davantage sur le modèle des réunions publiques, modèles historiquement inventés dans les villes de la Nouvelle Angleterre, à cette exception près qu'elles se réunissent régulièrement pendant plusieurs mois en vue d'améliorer les propositions avant leur adoption définitive. Après avoir ratifié leur budget de quartier et leur budget thématique, les assemblées choisissent des délégués qui ont vocation à siéger pendant plusieurs mois au conseil municipal jusqu'à ce qu'un budget cohérent et consolidé soit adopté.

Dans les faits, ce modèle s'inspire de la réalité, et notamment de l'expérience menée au sein de la ville de Porto Alegre au Brésil. Avant qu'il soit institué en 1989, peu de gens auraient pensé qu'un budget participatif pouvait fonctionner dans une ville relativement pauvre abritant plus d'un million et demi d'habitants, et plus généralement dans un pays dont les traditions démocratiques demeurent fragiles et qui reste gangrené par la corruption et le népotisme. Ce modèle (qui fera par ailleurs l'objet de plus amples discussions dans le chapitre 6) constitue une forme de démocratie directe et participative qui tend fondamentalement à remettre en cause la manière conventionnelle dont les villes allouent les ressources sociales à des fins alternatives.

2. Wikipédia

Wikipédia est une imposante encyclopédie disponible en libre accès sur Internet. Vers le second semestre de l'année 2009, elle contenait plus de 2,9 millions d'articles rédigés en langue anglaise, faisant d'elle la plus grande encyclopédie planétaire. Quiconque a accès aujourd'hui à Internet est donc libre de la consulter, ce qui signifie que, dès l'instant où Internet est en libre accès dans la plupart des bibliothèques publiques, même dans les pays les plus pauvres, cet énorme stock d'informations est potentiellement et gratuitement disponible à toutes les personnes qui en ont besoin. En 2009, environ 65 millions d'individus avaient accès tous les mois à Wikipédia. Les articles ont été rédigés par une centaine de milliers de rédacteurs bénévoles. N'importe quel article peut être modifié par un rédacteur, et ces modifications peuvent être rectifiées à leur tour. Comme nous le verrons dans le chapitre 7, bien qu'un grand nombre de règles aient évolué afin de traiter des conflits de contenu, Wikipédia a été pensé et développé avec un minimum de surveillance et de contrôle social. Et, aussi surprenant que cela puisse paraître, les articles mis à disposition sont généralement d'assez bonne qualité. Dans une étude mentionnée par la revue *Nature*, il a été montré, à partir d'une sélection de sujets scientifiques, que les taux d'erreur relevés dans Wikipédia et dans l'encyclopédie *Britannica* étaient assez similaires[2].

Wikipédia est essentiellement un moyen anticapitaliste de produire et de disséminer le savoir et la connaissance. Cette encyclopédie se fonde sur le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Aucune personne n'est rémunérée pour participer à la rédaction d'un article, et aucune personne ne souscrit à un abonnement payant pour y accéder. Wikipédia est donc régi par un principe égalitaire et s'est construit sur la base d'une logique de réciprocités horizontales davantage que sur celle d'un contrôle hiérarchique. En 2000, avant que Wikipédia ne soit lancé, personne – y compris ses fondateurs – n'aurait imaginé qu'un tel scénario puisse se réaliser.

3. Les coopératives de travailleurs autogérées de Mondragón

L'idée qui prévaut chez de nombreux économistes est que, dans une économie de marché, les entreprises commerciales détenues et gérées par les employés ne peuvent survivre économiquement que sous certaines conditions. Elles doivent être de taille réduite et disposer d'une main-d'œuvre homogène. Au sein d'une économie capitaliste, elles ne peuvent se développer que dans certains segments de marché, mais elles ne seront jamais en mesure de produire des biens sophistiqués en s'appuyant sur des technologies à forte intensité capitalistique impliquant une division complexe du travail. Un haut niveau de complexité requiert en effet des relations hiérarchiques de pouvoir et des rapports capitalistes de propriété.

Mondragón est un conglomérat de coopératives autogérées situées dans le Pays basque espagnol. Rappelons que cette expérimentation politique est née dans les années 1950, sous la dictature de Franco. Aujourd'hui, la Mondragón Corporacion Cooperativa est le septième plus grand groupe d'affaires espagnol, le plus important du Pays basque, et compte plus de 40 000 membres qui sont autant de travailleurs-propriétaires[3]. Ce conglomérat est composé de plus de 250 entreprises autonomes organisées sur le modèle coopératif, chacune d'entre elles appartenant à ses employés – aucun membre de ce réseau coopératif ne peut se voir refuser de devenir propriétaire d'une entreprise appartenant à ce conglomérat – et produisant un très large panel de biens et de services : machines à laver, pièces de voiture, services bancaires, assurance, épiceries. Comme nous le verrons au chapitre 7, bien que ce réseau coopératif soit aujourd'hui confronté à de véritables défis concernant son insertion au sein du marché mondialisé, la direction générale n'en continue pas moins d'être élue par les travailleurs, et les décisions majeures engageant l'avenir de l'entreprise sont prises soit par un conseil d'administration représentant tous les membres, soit par l'assemblée générale des travailleurs.

4. Le revenu de base inconditionnel

L'idée d'un revenu de base inconditionnel est assez simple : chaque personne résidant légalement dans un pays reçoit tous les mois une rémunération décente qui lui permet de vivre au-dessus du seuil de pauvreté et d'atteindre un « niveau de vie (culturellement) respectable et non superflu ». Cette allocation est *inconditionnelle* dans la mesure où elle est déconnectée des résultats du travail (du montant des rémunérations que chacun perçoit en exerçant une activité salariée) ou de toute forme de contribution, et elle est *universelle* puisque tout le monde est censé bénéficier de cette allocation, aussi bien les personnes aisées que celles qui sont dans le besoin. De plus, à la différence des prestations familiales, cette allocation est directement versée aux individus. Les revenus alloués aux mineurs (et dont le montant peut être moins élevé que celui perçu par les adultes) demeurent sous la protection des parents.

Rien n'interdit que des politiques de service public, comme l'éducation ou les politiques de santé, qui dérogent à l'impératif de rentabilité, puissent continuer à être mises en œuvre parallèlement au versement de ce revenu inconditionnel de base qui, en échange, se substituerait aux différentes prestations sociales redistribuées par l'État (protection sociale, allocations familiales, assurance chômage, pensions de retraite), puisque le montant des revenus de cette allocation de base permettrait à tous les individus de subvenir décemment à leurs besoins. Ce qui signifie que, dans les systèmes sociaux garantissant un haut niveau de prestations sociales et qui fournissent déjà une aide financière substantielle permettant de lutter contre la pauvreté par l'intermédiaire d'une mosaïque de programmes spécialisés, l'augmentation nette des coûts induits par ce revenu de base ne serait pas si importante. Des subventions spéciales, censées satisfaire des besoins particuliers (comme ceux, par exemple, qui concernent les personnes handicapées), n'en continueraient pas moins d'être accordées, mais leur niveau de dotation serait moins élevé que celui des dispositifs actuels, puisque le coût des besoins premiers serait couvert par le revenu de base inconditionnel. Les règles censées encadrer le salaire minimum seraient alors assouplies ou abrogées, puisque l'interdiction légale des salaires dont le montant se situerait en deçà du seuil minimum serait levée. Bien que tout le monde bénéficie de cette allocation, en tant que celle-ci est un droit inconditionnel, rien n'exclut *a priori* que la plupart des individus puissent devenir des contributeurs nets, car le montant de leurs impôts augmenterait bien plus que celui de leur revenu de base. Cependant, au fil du temps, il y a fort à parier que de nombreux individus passeront une partie de leur vie aussi bien à contribuer financièrement à ce dispositif qu'à en percevoir les bénéfices.

Par conséquent, le revenu inconditionnel de base contribue fondamentalement à refondre le système de redistribution des revenus. Comme nous le verrons en détail dans le chapitre 7, ses ramifications avec une transformation égalitaire et démocratique du capitalisme sont potentiellement profondes : la pauvreté est éliminée ; le contrat de travail se négocie sur une base plus volontaire puisque tout le

monde se voit reconnaître la possibilité de le résilier à tout moment ; les rapports de pouvoir entre travailleurs et capitalistes deviennent moins inégaux, puisque, en cas de grève, les travailleurs disposent en effet d'une caisse permanente ; la possibilité pour les individus de former des associations coopératives afin de produire des biens et des services visant à satisfaire des besoins humains en dehors des mécanismes du marché augmente, puisqu'une telle activité n'a plus besoin d'assurer un niveau de vie décent à ses membres.

À l'heure actuelle, aucun pays n'a adopté le revenu inconditionnel de base, bien que la plupart des États-providence en aient décliné des versions incomplètes et fragmentées, et qu'un seul programme-test ait été mené à titre expérimental en Namibie, pays durement frappé par la pauvreté[4]. Il s'agit donc d'une proposition théorique qui implique nécessairement des spéculations sur ses effets dynamiques. Il se pourrait aussi qu'un revenu de base généreux ne soit pas viable s'il était mis en place. Il pourrait s'autodétruire en raison d'une série d'effets pervers. Mais, comme je le soutiendrai plus tard, il existe aussi de bonnes raisons de croire qu'il puisse fonctionner et jeter les bases d'une nouvelle alternative.

Il va de soi qu'il existe bien d'autres exemples d'« utopies réelles ». Par ailleurs, j'ai bien conscience que l'association de ces deux termes constitue un oxymoron. Les utopies sont avant tout des créations imaginaires, des conceptions moralement inspirées visant à un monde de paix et d'harmonie, et non contraintes par des considérations réalistes qui touchent à la psychologie humaine et à la question de la faisabilité sociale. Mais les réalistes ont tendance à fuir de telles créations de l'esprit. Ce dont nous avons besoin, nous disent-ils, c'est de propositions fondées sur l'observation empirique pour améliorer de manière pragmatique nos institutions. Au lieu de nous complaire dans les vaines spéculations de notre imaginaire utopique, nous devons alors scruter nos réalités concrètes.

C'est pourquoi l'idée d'« utopies réelles » cristallise cette tension entre rêves et pratiques. Elle se fonde sur la croyance que ce qui est pragmatiquement possible n'est pas fixé indépendamment de nos capacités à imaginer et demeure façonné par nos capacités à prévoir. À ce titre, les prophéties autoréalisatrices constituent des forces puissantes en histoire et, alors même qu'il peut être naïvement optimiste de soutenir que « vouloir c'est pouvoir », il est certainement vrai que, en l'absence de « volonté », beaucoup de « possibilités » deviendraient impossibles. Entretenir un ensemble de réflexions lucides sur les moyens qui permettraient de créer des institutions sociales libérées de l'oppression est en partie à l'origine d'un volontarisme politique qui milite en faveur d'un changement social radical visant à réduire l'oppression. Une croyance vitale dans un idéal utopique peut être une source de motivation nécessaire afin qu'en premier lieu des individus prennent le risque de bouleverser l'ordre des choses, même si le résultat concret qui sera probablement obtenu peut différer de l'idéal utopique escompté. Cependant, des créations imaginaires utopiques assez imprécises peuvent nous dévoyer en nous encourageant à suivre des voies qui n'ont aucune issue réelle ou, pire encore, qui nous plongent dans des abîmes inexplorés. Alors qu'elle se fondait sur le vieil adage « vouloir c'est

pouvoir », la lutte pour l'émancipation humaine a souvent rencontré l'idée selon laquelle « l'enfer est toujours pavé de bonnes intentions ». Ce dont nous avons besoin, par conséquent, c'est bien d'« utopies réelles » : des idéaux utopiques fondés sur les potentialités réelles de l'humanité, des objectifs utopiques accessibles par étapes, des dispositifs institutionnels qui peuvent, en vue d'un changement social, orienter notre responsabilité de construire un monde dont les conditions sont imparfaites.

On peut également rappeler que l'idée d'une transformation rationnelle des institutions sociales qui augmenterait le bien-être et le bonheur humains a une longue histoire controversée. D'une part, des penseurs radicaux de différentes sensibilités ont soutenu que les agencements sociaux hérités du passé ne sont pas des faits naturels immuables, mais des artefacts humains susceptibles d'être modifiés. Les institutions sociales peuvent être conçues en vue d'éliminer les différentes formes d'oppression qui entravent les aspirations humaines à vivre une vie épanouissante et ayant du sens. La tâche centrale des politiques émancipatrices consiste donc à créer de telles institutions.

D'autre part, les conservateurs ont généralement soutenu que les grands projets de reconstruction sociale se sont presque toujours conclus par un désastre. Alors que les institutions sociales contemporaines sont loin d'être parfaites, elles sont néanmoins fonctionnelles. Elles fournissent au moins les conditions minimales pour maintenir un ordre social et stabiliser les interactions. Ces institutions se sont développées à partir d'un lent processus de modification, les individus adaptant les lois sociales et les pratiques aux circonstances qui évoluent. Ce processus se déploie donc selon une succession d'allers-retours entre essais et erreurs bien plus qu'il n'est conduit par un projet conscient. C'est pourquoi les institutions qui ont perduré dans le temps sont celles qui s'appuient sur des vertus pérennes. Cela n'exclut pas l'idée qu'un changement institutionnel puisse intervenir, y compris sur un mode volontariste, mais cela signifie qu'un tel changement doit s'opérer sous le signe de la prudence et de manière progressive, et doit exclure toute transformation profonde des structures sociales existantes.

Au cœur de ces perspectives alternatives, nous percevons alors un désaccord au sujet de la relation entre conséquences intentionnelles et conséquences non intentionnelles produites par des efforts délibérés visant un changement social. La critique conservatrice des projets radicaux de transformation sociale ne s'appuie pas principalement sur l'idée selon laquelle les objectifs émancipateurs des penseurs radicaux sont moralement indéfendables – bien qu'un certain nombre de conservateurs n'hésitent pas également à critiquer les valeurs sous-jacentes de tels projets – mais reposent sur l'idée que les conséquences non intentionnelles de leurs efforts en vue d'un changement social de grande ampleur, conséquences incontrôlables et généralement négatives, engloutissent inévitablement les conséquences intentionnelles. Autrement dit, les penseurs radicaux et les révolutionnaires souffrent de ce que Friedrich Hayek nomme la « présomption fatale » – la croyance erronée que la société peut être reconfigurée selon un calcul

rationnel et une volonté politique en vue d'améliorer significativement la condition humaine[5]. Avancer par touches successives n'est certes pas très stimulant, mais, nous disent les conservateurs, c'est la meilleure voie que nous puissions suivre.

Bien sûr, on peut remarquer qu'un certain nombre de réformes impulsées par les conservateurs ont aussi produit des conséquences non intentionnelles destructrices et de grande ampleur. Les ravages provoqués dans de nombreux pays en voie de développement par les programmes d'ajustement de la Banque mondiale en sont un exemple flagrant. En outre, dans certaines circonstances, les conservateurs soutiennent eux-mêmes des projets institutionnels qui s'appliquent à l'ensemble d'une société, comme par exemple la stratégie catastrophique dite de la « thérapie du choc », qui a conduit dans les années 1990 à transformer l'économie planifiée de l'URSS en une économie capitaliste fondée sur l'économie de marché. Néanmoins l'explication générale avancée par les conservateurs contient une certaine plausibilité apparente : plus sont importantes l'ampleur et l'étendue des projets préétablis de transformation, moins nous serons vraisemblablement en mesure d'en prédire toutes les conséquences.

Les partisans de la gauche radicale ont généralement rejeté cette vision de la possibilité humaine, particulièrement dans la tradition marxiste. Des intellectuels radicaux ont en effet insisté sur l'idée que la reconfiguration systématique des institutions sociales serait à la portée des êtres humains. Cela ne signifie pas, comme Marx le soulignait, que des « schémas directeurs » institutionnels détaillés peuvent être conçus à l'avance à partir de l'opportunité de créer une alternative. Mais ce qui pourrait être formulé, ce sont les principes d'organisation qui sont au cœur de ces alternatives aux institutions existantes, c'est-à-dire les principes qui guideraient cette entreprise empirique et pragmatique de construction institutionnelle. Bien entendu, le risque de voir apparaître des conséquences non intentionnelles sera toujours présent, mais celles-ci peuvent être traitées lorsqu'elles surgissent « après la révolution ». Le point crucial est que les conséquences non intentionnelles ne représentent pas nécessairement une menace fatale pour les projets émancipateurs.

Quel que soit le degré de plausibilité que semblent atteindre ces positions, la *croyance* en la possibilité d'alternatives radicales aux institutions existantes a joué un rôle important dans la vie politique contemporaine. Il est vraisemblable que l'espace politique consacré aux réformes sociales d'inspiration démocratique fut, au moins en partie, élargi parce que les ruptures radicales avec le capitalisme furent davantage perçues comme possibles, et cette possibilité à son tour dépendait de manière cruciale de la croyance partagée par un certain nombre d'individus que ces ruptures radicales étaient réalisables. La *croyance* en la viabilité du socialisme révolutionnaire, spécialement lorsqu'elle fut renforcée par les expériences historiques menées en URSS et ailleurs, a augmenté le degré de *faisabilité* (*achievability*) du modèle réformiste de la social-démocratie comme une forme de compromis de classe. Par conséquent, les conditions politiques pour remanier par touches successives les agencements sociaux pourraient reposer de manière significative sur la présence plus nombreuse de visions radicales de transformations

possibles. Cela ne signifie pas, bien sûr, que les croyances erronées concernant le possible doivent être confortées simplement parce qu'elles sont pensées comme ayant des conséquences désirables, mais cela semble indiquer que les visions plausibles d'alternatives radicales, fondées sur de solides bases théoriques, sont une condition importante pour un changement social émancipateur.

Force est néanmoins de constater que nous vivons désormais dans un monde dans lequel ces visions radicales sont plus souvent tournées en dérision que sérieusement considérées. Parallèlement au rejet postmoderniste des « grands récits », nous observons également un rejet idéologique des desseins politiques de grande ampleur, y compris chez un très grand nombre d'individus se situant toujours à gauche du spectre politique. Ce rejet ne traduit pas nécessairement un abandon des valeurs émancipatrices et égalitaires, qui demeurent des valeurs profondes et enracinées, mais il reflète davantage une attitude cynique face à la capacité humaine de réaliser ces valeurs à une échelle significative. C'est ce cynisme qui, à son tour, affaiblit les forces politiques progressistes.

Ce livre est un effort pour contrer un tel cynisme en élaborant un cadre général qui se fixe comme objectif d'explorer les alternatives incarnant l'idée d'« utopie réelle ». Nous commencerons, dans le chapitre 2, par cerner un problème spécifique qui consiste à envisager des utopies réelles à l'intérieur d'un cadre épistémologique plus large, celui d'une « science sociale émancipatrice ». Ce cadre s'articule autour de trois grands moments de réflexion : le diagnostic et la critique ; la formulation d'alternatives ; et l'élaboration de stratégies de transformation. Ces trois moments de réflexion définissent les axes de recherche des trois principales parties de ce livre. La première partie (chapitre 3) présente le diagnostic et la critique fondamentale du capitalisme qui animent la recherche de réelles alternatives utopiques. Puis la seconde partie discute du problème de ces alternatives. Le chapitre 4 réexamine l'approche marxiste traditionnelle pour penser ces alternatives et montre en quoi cette approche reste insatisfaisante. Le chapitre 5 élabore une stratégie d'analyse alternative en s'appuyant sur l'idée que le socialisme, comme alternative au capitalisme, devrait être compris comme un processus de renforcement du pouvoir d'agir social (*social empowerment*)[6] par-delà l'économie et l'État. Les chapitres 6 et 7 explorent toute une série de propositions concrètes qui tentent de traduire institutionnellement ce processus de renforcement, le premier de ces chapitres se focalisant sur la question de l'État, et le second sur celle de l'économie. La troisième partie de ce livre aborde le problème de la transformation (comment comprendre le processus par lequel ces alternatives utopiques réelles pourraient être mises en œuvre). Le chapitre 8 explore de manière plus systématique les éléments centraux d'une théorie de la transformation sociale. Les chapitres 9, 10 et 11 examinent trois différentes stratégies générales de transformation émancipatrice : la transformation par la rupture (chapitre 9), la transformation interstitielle (chapitre 10) et la transformation symbiotique (chapitre 11). Le livre se conclut avec le chapitre 12 qui répartit les arguments principaux en sept leçons clés.

1. Certaines parties de ce chapitre ont été publiées dans la préface du premier volume consacré au programme de recherche *The Real Utopias Project* Voir Joshua Cohen et Joel Rogers (dir.), *Associations and Democracy*, Londres, Verso, 1995.

2. Voir Jim Gales, « Special report : Internet encyclopaedias go head to head », *Nature*, vol. 428, 2005.

3. Voir *Mondragón Annual Report*, 2007, p. 3. Notons que ce rapport est en libre accès sur Internet <http://www.mcc.es/ing/magnitudes/memoriaé007.pdf>.

4. Claudia Haarmann et Dirk Haarmann, « Making the difference ! The BIG in Namibia : Basic Income grant pilo project assessment report », avril 2009 (<http://www.bignam.org>).

5. Friedrich A. Hayek, *La Présomption fatale. Les erreurs du socialisme*, Paris, PUF, « Libre échange » 1993.

6. Nous avons délibérément choisi de traduire *social empowerment* par l'idée d'un renforcement du pouvoir d'agir social afin de souligner l'importance de la conception tripartite du pouvoir proposée par l'auteur dans le chapitre 5. En optant pour ce choix de traduction, nous souhaitons en effet insister sur l'idée que l'« *empowerment* social » ne se limite pas seulement à renforcer des capacités individuelles mais concerne un pouvoir *collectif* d'auto-organisation visant à mobiliser les individus dans des actions de coopération volontaire. Pour l'histoire de la réception du concept d'*empowerment* dans le champ universitaire, intellectuel et politique français, voir Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener, *L'*Empowerment*, une pratique émancipatrice ?*, Paris, La Découverte, « La Découverte Poche/Sciences humaines et sociales », 2015 (*NdT*).

CHAPITRE 2

Les tâches d'une science sociale émancipatrice

L'entreprise intellectuelle qui consiste à envisager des utopies réelles constitue l'élément central d'une opération théorique d'une plus grande ampleur qui peut être appelée *science sociale émancipatrice*. Une science sociale émancipatrice cherche à produire une connaissance scientifique en rapport avec un projet collectif contestant les différentes formes d'oppression humaine. L'appeler *science* sociale, plutôt que critique ou philosophie sociale, oblige à reconnaître l'importance, pour cette tâche, d'une connaissance scientifique systématique du fonctionnement du monde. La dimension *émancipatrice* identifie, quant à elle, un objectif moral central dans la production de cette connaissance, à savoir l'élimination de l'oppression et la création des conditions favorisant l'épanouissement humain[1]. Le terme de *social* implique enfin la croyance que l'émancipation humaine dépend de la transformation du monde social, et non pas seulement d'une révolution intérieure.

Pour accomplir cette entreprise intellectuelle, une science sociale émancipatrice est confrontée à trois tâches fondamentales : 1) élaborer une évaluation et une critique systématiques du monde tel qu'il existe ; 2) envisager des alternatives viables ; et 3) comprendre les obstacles auxquels se heurte tout projet de transformation, mais aussi ses possibilités et ses dilemmes. L'urgence de ces trois tâches peut varier selon les époques et les lieux concernés, mais toutes sont nécessaires pour élaborer une théorie émancipatrice complète.

Évaluation et critique

Le point de départ pour construire une science sociale émancipatrice est d'identifier comment les institutions et les structures sociales existantes imposent systématiquement des préjudices aux individus. Il ne suffit pas de décrire la souffrance des gens ou de dévoiler l'existence d'inégalités patentes dont la réduction améliorerait le sort des individus. Encore faut-il pour une théorie scientifique émancipatrice qu'elle soit en mesure de démontrer que de telles souffrances ou inégalités proviennent des propriétés spécifiques des institutions et des structures sociales. Par conséquent, la première tâche d'une science sociale émancipatrice est l'évaluation et la critique des processus causaux qui engendrent ces préjudices.

Ces deux aspects ont souvent permis de mener une recherche empirique plus systématique et développée. Prenons l'exemple du féminisme. Beaucoup d'écrits féministes concentrent leur évaluation sur la manière dont les relations et les pratiques sociales existantes entraînent différentes formes d'oppression sur les femmes. Des études consacrées au marché du travail ont mis ainsi en évidence toute une série de phénomènes : ségrégation entre les sexes dans le monde du travail, dysfonctionnement des systèmes d'évaluation qui dévalorisent les profils professionnels associés à des caractères culturels définis comme féminins, discrimination dans les procédures de promotion professionnelle, mesures institutionnelles qui désavantagent et pénalisent les mères de famille dans leur carrière professionnelle, et bien d'autres choses encore. Les études féministes consacrées à la culture ont également démontré comment un large éventail de pratiques culturelles dans les médias, l'éducation, la littérature et d'autres institutions ont traditionnellement renforcé les identités de genre et les stéréotypes qui enracinent l'oppression des femmes. Et les études féministes consacrées à l'État ont insisté sur la manière dont les structures étatiques et les politiques publiques ont systématiquement renforcé la subordination des femmes et maintenu différentes formes d'inégalités de genre. Toutes ces recherches ont tenté de montrer que les inégalités de genre et la domination masculine ne sont pas seulement le résultat de différences biologiques dites « naturelles » entre les hommes et les femmes, mais sont plutôt générées par les structures, les institutions et les pratiques sociales. Une série d'observations similaires pourraient être faites concernant la recherche empirique inspirée par la théorie émancipatrice issue de la tradition marxiste, ou bien par les théories traitant de l'oppression raciale ou de l'écologie radicale. Dans chacune de ces traditions, une bonne partie de la recherche menée consiste à décrire les maux générés par les structures et les institutions sociales existantes, et tenter d'identifier les processus causaux impliqués.

Par ailleurs, l'évaluation et la critique sont étroitement liées aux questions de justice sociale et de théorie normative. Dire d'un agencement social qu'il engendre des « préjudices » implique nécessairement d'introduire un jugement moral dans l'analyse[2]. Par conséquent, derrière toute théorie émancipatrice se cache une théorie implicite de la justice, c'est-à-dire une certaine conception des conditions à

satisfaire pour que les institutions d'une société puissent être considérées comme justes. Nous allons voir que les analyses qui traversent ce livre sont animées par ce que l'on pourrait appeler une compréhension *égalitariste*, *démocratique* et *radicale* de la justice. Celle-ci repose sur deux affirmations normatives générales ; l'une concerne les conditions de la justice sociale, l'autre celles de la justice politique.

1) La justice sociale : *dans une société socialement juste, l'ensemble des individus disposeraient assez largement d'un accès égal aux moyens matériels et sociaux de vivre une vie épanouissante.*

2) La justice politique : *dans une société politiquement juste, l'ensemble des individus disposeraient assez largement d'un accès égal aux moyens nécessaires pour participer de manière significative aux décisions qui affectent leur vie. Ceci inclut à la fois la liberté des individus de faire des choix qui affectent leur propre vie en tant que personnes distinctes, et leur capacité à participer aux décisions collectives qui affectent leur vie en tant que membres d'une communauté plus large.*

L'une et l'autre de ces affirmations présentent une difficulté et une controverse philosophiques. Je ne tenterai pas ici de fournir une justification très élaborée de ces affirmations. Néanmoins, il serait utile de clarifier la signification et les implications de ces deux principes, et d'expliquer les motifs sur lesquels ils se fondent afin de fournir une évaluation et une critique des institutions sociales.

1. La justice sociale

La conception de la justice sociale qui anime la critique du capitalisme et la recherche d'alternatives gravite autour de trois idées : l'épanouissement humain ; les moyens sociaux et matériels nécessaires ; l'accès plus ou moins égal à ces moyens.

L'« épanouissement humain » est un concept générique, multidimensionnel et assez général, couvrant différents aspects du bien-être humain[3]. De la même manière que l'idée de « santé » signifie à la fois une absence de maladies affectant le fonctionnement physiologique normal du corps et un état de vitalité physique permanent, l'idée d'épanouissement humain a une double signification. Sa signification restrictive concerne l'absence de carences qui sapent le fonctionnement physiologique normal du corps humain. Cette absence inclut des phénomènes physiologiques comme la faim et d'autres privations matérielles, une santé défectueuse, l'isolement social et les maux psychologiques liés aux stigmates sociaux. Cette liste est hétérogène – certains éléments se réfèrent aux déficiences corporelles, d'autres aux déficiences culturelles ou sociales. Mais toutes ces déficiences, à travers les différents mécanismes qu'elles produisent, perturbent le fonctionnement physiologique élémentaire du corps humain. Une société juste est donc une société dans laquelle tous les individus ont un accès inconditionnel aux moyens nécessaires pour s'épanouir selon cette signification restrictive de la satisfaction des besoins humains élémentaires[4].

La signification plus étendue du concept d'épanouissement concerne les différents moyens par lesquels les individus parviennent à développer et exercer leurs talents

et leurs capacités ou, pour utiliser une autre expression, à réaliser leurs potentiels individuels. Cette signification n'implique pas qu'il préexisterait en chacun de nous une « essence » naturelle, latente et unique qui se développerait et s'autoréaliserait pleinement si sa croissance n'était pas bloquée. La signification plus étendue de l'épanouissement individuel ne revient pas à dire métaphoriquement que chaque gland contient un chêne majestueux : un sol approprié, la présence alternée du soleil et de la pluie sont autant de conditions nécessaires qui permettront au chêne de croître et au potentiel contenu dans le gland de se réaliser en devenant un arbre mûr. Les talents et les capacités humains sont donc multidimensionnels. Il y a plusieurs lignes de développement, plusieurs exemples d'hommes épanouis, ayant atteint la maturité, qui ont pu se développer à partir de cette « matière brute » qu'est le nourrisson. Leurs capacités peuvent être intellectuelles, artistiques, physiques, sociales, morales ou spirituelles. Elles supposent aussi bien de la créativité que de la maîtrise. Une vie durant laquelle ces talents et ces capacités peuvent se développer sans entraves est donc une vie humaine épanouie.

L'idée d'épanouissement humain est également neutre par rapport aux différents modes de vie qui peuvent se construire sur la base d'une forme particulière d'épanouissement. Par exemple, rien ne laisse supposer que les capacités intellectuelles soient plus dignes d'être développées que les capacités physiques, artistiques ou spirituelles. Aucune supposition ne laisse entrevoir que les êtres humains, pour être épanouis, doivent développer l'ensemble de leurs capacités : les individus ont une multitude de potentiels différents et il est généralement peu probable que l'ensemble de leurs capacités soient réalisées malgré un accès élargi aux moyens matériels et sociaux[5].

De manière décisive, développer et exercer ces potentialités exigent des ressources matérielles et des conditions sociales appropriées. L'importance des ressources matérielles pour promouvoir l'épanouissement humain est évidente. En l'absence d'une alimentation adéquate, d'un logement, de vêtements et d'une sécurité personnelle, il est difficile pour la plupart des individus de s'épanouir dans les deux sens du terme. Mais le développement de capacités intellectuelles, physiques et sociales exige bien plus que de simples nécessités matérielles. Ce développement exige également un accès tout au long de la vie, et pas seulement durant l'enfance, à un environnement scolaire au sein duquel l'enseignement aurait une place prépondérante et les talents seraient actualisés. Il exige aussi un accès au monde du travail où les compétences peuvent être développées et exercées, et au sein duquel l'activité devient, dans une large mesure, autonome. Il exige enfin que les communautés fournissent des opportunités de participation dans les affaires civiques et les activités culturelles.

Une société juste est donc une société dans laquelle tout le monde dispose assez largement d'un accès égal à ces conditions. L'« égalité d'accès » est un critère pour l'égalité qui est similaire à l'idée d'« égalité des chances ». La différence est que le critère de l'égalité des chances serait satisfait par un système de loterie équitable qui justifierait que certains individus se retrouveraient avec d'importants moyens pour

vivre une vie épanouissante, tandis que d'autres vivraient dans une extrême pauvreté, à la seule condition que chacun ait initialement les mêmes chances de devenir vainqueur d'une telle loterie. Or nous allons voir que le critère de l'« égalité d'accès » est incompatible avec un tel système[6].

L'égalité d'accès ne signifie pas que chacun devrait recevoir le même revenu ou avoir un niveau de vie identique, à la fois parce que les « moyens nécessaires » de s'épanouir peuvent varier selon les individus et parce qu'une certaine quantité d'injustice peut très bien s'accommoder avec le fait que chacun dispose continuellement d'un accès égal aux moyens nécessaires de vivre une vie épanouissante[7]. De la même manière, un point de vue égalitariste radical n'implique pas que dans les faits chacun s'épanouirait, mais simplement que tous les échecs qui se produiraient dans une société juste ne seraient pas le résultat des inégalités d'accès aux ressources matérielles et sociales nécessaires pour que les individus s'épanouissent.

Il faut également préciser que cette conception de la justice sociale ne concerne pas simplement les inégalités de classe, mais condamne également les inégalités fondées sur le genre, la race et les handicaps physiques, et tout autre attribut moralement hors de propos qui interfère avec l'accès d'une personne aux moyens matériels et sociaux nécessaires pour vivre une vie épanouie. C'est pourquoi l'intégration des moyens *sociaux* est cruciale, puisque le manque de respect, les discriminations et l'exclusion sociale fondée sur les statuts sociaux peuvent constituer de sérieux obstacles à l'épanouissement et favoriser les inégalités économiques. La conception égalitariste et radicale de la justice sociale proposée ici inclut donc ce que Nancy Fraser a appelé les politiques de la reconnaissance de même que la question de la distribution matérielle[8].

Alors que la conception de l'épanouissement proposée ici ne privilégie aucune des formes particulières qu'il peut prendre, celle-ci n'est pas tout à fait neutre par rapport aux conceptions culturelles de la « vie bonne » qui interdisent fondamentalement à toute une catégorie d'individus l'accès égal aux conditions d'une vie épanouie. Une culture qui juge indigne que certains groupes ethniques ou raciaux aient accès aux moyens matériels et sociaux de développer leurs capacités humaines est profondément injuste. Cette conception de la justice sociale est aussi violée par les cultures qui soutiennent que la forme d'épanouissement féminin la plus élevée est de devenir une épouse attentive au service de son époux et une mère entièrement dévouée à l'éducation de ses enfants. Les femmes peuvent certainement s'épanouir dans la maternité et le mariage, mais une culture qui enferme les femmes dans ces rôles et réduit l'aptitude des jeunes filles à développer d'autres capacités et talents viole le principe de l'égal accès aux moyens sociaux et matériels de vivre une vie épanouie. Selon nos propres critères, une telle culture favorise l'injustice[9].

Notons aussi que la conception égalitariste et radicale de la justice sociale ne se limite pas à l'État-nation qui, lorsqu'il s'agit de penser l'égalitarisme, n'est pas le seul espace social approprié. Le principe selon lequel tout le monde devrait assez largement avoir un accès égal aux moyens matériels et sociaux pour vivre une vie

épanouie s'applique à *tous* les individus. Il s'agit donc d'un principe global qui concerne à son niveau le plus profond l'humanité tout entière. Il est injuste qu'une personne née au Guatemala dispose d'un accès beaucoup plus limité aux conditions sociales et matérielles pour vivre une vie épanouie qu'une personne née au Canada. Par conséquent, en tant qu'outil critique, l'idéal égalitariste peut viser n'importe quelle unité sociale au sein de laquelle l'accès aux ressources est encadré juridiquement par une législation. Une famille peut être critiquée comme étant injuste lorsque ses membres disposent d'un accès inégal aux moyens disponibles au sein de la cellule familiale de vivre des vies épanouies. Et des institutions mondiales peuvent être critiquées comme étant injustes lorsqu'elles appliquent des règles qui maintiennent de telles inégalités sur une échelle mondiale. En termes pratiques, la plupart des discussions autour de la justice sociale se concentrent principalement sur le problème de la justice au sein d'entités sociales délimitées que nous appelons « États-nations », notamment depuis qu'il existe des unités sociales au sein desquelles toutes formes d'action politique en vue d'un changement social majeur restent largement circonscrites, mais cette contrainte pratique n'épuise pas en lui-même ce principe central[10].

Bien entendu, il n'est pas aisé de définir avec précision les agencements institutionnels qui satisferaient en pratique ce critère visant à instaurer une société juste. Toute tentative visant à satisfaire un tel critère devrait se confronter à toute une série de problèmes épineux : comment la conviction morale fondée sur la juste *distribution* de l'accès aux ressources peut-elle être compensée par des considérations pragmatiques concernant la *production* des moyens matériels et sociaux de l'épanouissement ? Certains talents contribueront plus que d'autres à créer les conditions matérielles et sociales de l'épanouissement humain. Devrait-on alors recourir à diverses formes d'incitations afin de favoriser ces talents particuliers au détriment des autres ? Et, si c'est le cas, une telle mesure ne transgresse-t-elle pas l'idée d'égalité d'accès ? Certains talents sont plus coûteux à développer que d'autres, et puisqu'il y a de fortes chances qu'une contrainte budgétaire pèse globalement sur les ressources disponibles pour assurer le développement de ces talents, il semble impossible de garantir à tout le monde un accès égal aux moyens nécessaires de développer un talent particulier que chacun souhaiterait voir développer. Par conséquent, l'égalité d'accès aux moyens de s'épanouir ne se confond pas avec l'égalité d'accès aux moyens nécessaires de cultiver n'importe quels talents que nous souhaiterions développer. Une justification philosophique complète de cet idéal de l'égal accès devrait sans nul doute affronter ces problèmes. Mais quelles que soient les implications de cet idéal, celui-ci sous-entend un accès aux moyens nécessaires pour satisfaire des besoins de base, comme la nourriture, les vêtements, un habitat décent et la santé, ainsi qu'aux moyens pour développer et exercer certains de nos talents et capacités, et participer pleinement à la vie sociale de la société dans laquelle nous vivons. Mais force est de constater que nous ne vivons pas encore dans une telle société.

2. La justice politique

Le second principe normatif sur lequel reposent l'évaluation et la critique présentes dans ce livre concerne la liberté individuelle et la démocratie. Ces deux idées sont ici liées car elles concernent le pouvoir des individus d'opérer des choix qui affectent leurs vies. Le principe fondamental est le suivant : les individus devraient pouvoir contrôler autant que possible les décisions qui affectent leurs vies. De ce point de vue, la « liberté » est donc le pouvoir de faire des choix qui déterminent notre propre vie, et la « démocratie » est le pouvoir de participer au contrôle effectif des choix collectifs qui affectent notre vie en tant que membre d'une société au sens large. Le principe égalitariste et démocratique de la justice politique est que tous les individus devraient avoir un accès égal aux instances de pouvoir qui sont indispensables à la production de choix qui orientent leur propre existence et à la participation de choix collectifs qui les affectent en tant que membres d'une société.

Cette compréhension égalitariste de la liberté reconnaît les idéaux libéraux fondamentaux des droits individuels et de l'autonomie, idéaux qui cherchent à réduire les effets des contraintes extérieures auxquelles les individus sont soumis. Cette compréhension diffère néanmoins des formulations libérales classiques en insistant aussi sur le principe égalitariste selon lequel tous les individus devraient avoir un accès égal aux instances de pouvoir requises pour faire des choix concernant leurs propres vies et pas seulement pour être protégés de la coercition exercée par les autres. Ce point de vue correspond à ce que Philippe Van Parijs a appelé une « liberté réelle pour tou-te-s[11] ». Une liberté réelle implique que les individus aient des capacités effectives pour faire des choix qui leur importent et qu'ils aient accès aux ressources de base requises pour réaliser leurs projets de vie[12].

La dimension démocratique de la justice politique concerne également l'accès égal aux moyens politiques qui sont nécessaires pour participer aux décisions collectives affectant notre vie en tant que membre d'une société. Cette dimension affirme que, dans une démocratie, l'égalité politique formelle est une condition nécessaire et non suffisante (tout le monde devrait légalement avoir un accès égal aux moyens de la participation politique), mais soutient que la démocratie doit être dotée de pouvoir (*empowered*), de sorte qu'elle puisse permettre aux individus de contrôler collectivement leur destin commun. Généralement, dans les sociétés contemporaines, les individus portent un regard assez restrictif sur la démocratie. D'un côté, de nombreux problèmes, relevant du domaine public et ayant une importance cruciale, ne sont pas soumis légitimement à des prises de décision démocratiques. Plus précisément, un certain nombre de décisions économiques qui produisent des effets considérables sur notre destin collectif sont perçues comme des questions « privées » adressées aux cadres et aux propriétaires des grandes entreprises. La démarcation entre « public » et « privé » se fonde alors sur une conception relativement forte de la propriété privée qui isole de manière significative un large éventail de décisions concernant les ressources et les activités économiques d'un contrôle démocratique intrusif. D'un autre côté, même pour les

problèmes perçus comme des objets légitimes de contrôle public, le pouvoir d'agir démocratique et populaire est en réalité assez limité. Les élections sont massivement dominées par les élites qui violent ainsi les principes démocratiques de l'égalité politique, et les autres lieux pouvant faire l'objet d'une participation populaire demeurent généralement à l'état symbolique. Les citoyens ordinaires ont donc peu d'opportunités pour concrétiser de manière significative l'idéal démocratique du « gouvernement par le peuple ».

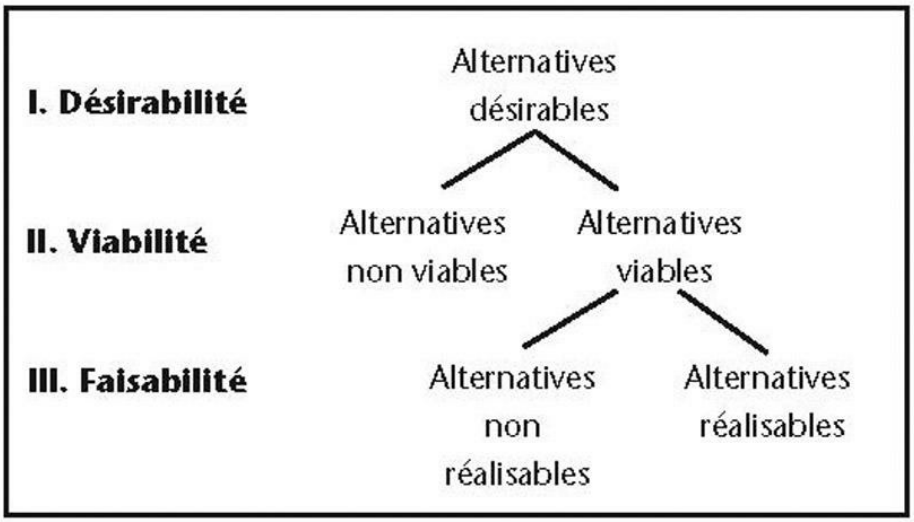
En revanche, la démocratie radicale défend une compréhension plus exhaustive de la démocratie. L'idéal de l'égalité politique de tous les citoyens requiert des mécanismes institutionnels solides afin de bloquer le transfert du pouvoir politique au pouvoir du secteur économique privé. L'éventail des prises de décision démocratiques doit être élargi à tous les domaines qui ont des conséquences publiques importantes. Et l'appropriation par les citoyens des lieux de participation politique permet ainsi d'étendre les périodes de mobilisation citoyenne bien au-delà des périodes électorales.

Une démocratie radicale est à la fois un idéal à part entière (les individus devraient avoir le droit de participer de manière significative aux décisions qui affectent leur vie) et une valeur instrumentale (du point de vue de l'épanouissement humain, la réalisation d'un principe égalitariste et radical de justice sociale serait facilitée par un pouvoir politique dont les institutions seraient radicalement démocratiques). L'*égalitarisme démocratique* est donc la combinaison d'une vision égalitariste et radicale de la justice sociale avec celle d'un pouvoir politique radicalement démocratique. C'est pourquoi l'évaluation et la critique des institutions existantes, ainsi que la recherche d'alternatives transformatrices doivent désormais être guidées par cette fondation normative.

Développer des alternatives viables

La seconde tâche d'une science sociale émancipatrice consiste à développer une théorie crédible et cohérente des alternatives aux institutions existantes et aux structures sociales qui élimineraient, ou du moins réduiraient significativement, les maux et les injustices que nous avons identifiés dans la partie consacrée à l'évaluation et la critique. Selon nous, des alternatives sociales peuvent être élaborées et évaluées selon trois critères différents : leur désirabilité, leur viabilité et leur faisabilité. Comme l'illustre la figure 2.1 ci-dessous, ces trois critères sont hiérarchiquement emboîtés : toutes les alternatives désirables ne sont pas nécessairement viables, et toutes les alternatives viables ne sont pas nécessairement réalisables.

FIGURE 2.1 LES TROIS CRITÈRES D'ÉVALUATION DES ALTERNATIVES SOCIALES



1. Le critère de désirabilité

L'exploration des alternatives *désirables*, sans les contraintes de la viabilité ou de la faisabilité, relève du domaine des théories sociales utopistes et d'une partie importante de la philosophie politique normative. Généralement, de telles discussions sont assez faibles du point de vue institutionnel, l'accent étant généralement mis sur l'énonciation de principes abstraits plutôt que sur des dispositifs institutionnels concrets. Ainsi, par exemple, la description marxiste du communisme comme une société sans classes régie par le principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » ne dit presque rien des agencements institutionnels concrets qui rendraient ce principe opératoire. De même, les théories libérales de la justice élaborent et défendent des principes qui devraient être réalisés dans les institutions d'une société juste sans se demander systématiquement si des institutions solides et soutenables pourraient en réalité être conçues pour appliquer ces principes selon la forme pure dans laquelle ils sont exprimés. Des discussions de ce type sont intéressantes dans la mesure où elles peuvent grandement contribuer à clarifier nos valeurs et à renforcer notre engagement moral en faveur du changement social. Mais la contribution de la pensée utopiste à la construction concrète d'institutions alternatives reste marginale et peut décrédibiliser les critiques adressées aux institutions existantes.

2. Le critère de viabilité

En revanche, l'étude d'alternatives viables met à l'épreuve les propositions de transformation des institutions et des structures sociales existantes pour déterminer si, une fois mises en œuvre, elles produiraient efficacement les objectifs émancipateurs qu'elles souhaitent voir réalisés. Une objection courante aux propositions égalitaristes radicales est de dire : « En théorie c'est parfait, mais en pratique cela ne marchera jamais. » L'exemple le plus connu est celui de la planification centralisée, la forme classique utilisée par les révolutionnaires pour

mettre en œuvre les principes socialistes. Les socialistes avaient émis de vives critiques concernant l'anarchie des marchés et leurs effets destructeurs sur la société, et ils croyaient qu'une économie rationnellement planifiée améliorerait le sort de la population. Le dispositif institutionnel qui leur semblait approprié à l'époque était la planification centralisée intégrale. Mais toute une série de conséquences imprévues, *perverses* de la planification centralisée intégrale ont subverti les objectifs initiaux, en raison de l'excès d'informations générées par la complexité de la situation et d'un ensemble de problèmes liés aux incitations.

Un autre exemple d'alternative viable est la proposition d'un revenu de base inconditionnel dont le montant serait assez substantiel, proposition que nous discuterons plus précisément dans le chapitre 7. Supposons que chacun perçoive, sans aucune condition ou restriction, un salaire mensuel dont le montant garantirait à tout le monde un niveau de vie socialement respectable. Selon le point de vue moral que défendent les visions égalitaristes et radicales de la justice sociale, il existe de bonnes raisons de penser que ce dispositif pourrait être perçu comme une alternative désirable aux processus de distribution économique actuels. Toutefois, des personnes sceptiques soutiennent qu'un revenu de base assez généreux ne constitue pas une alternative viable : un tel revenu inciterait peut-être les gens à rester chez eux et à devenir accros à la télévision, augmenterait le taux d'imposition à un niveau tel qu'il étoufferait l'activité économique, et provoquerait un tel ressentiment de la part de ceux qui combineraient cette allocation avec des revenus du travail envers ceux qui vivraient uniquement de ce revenu inconditionnel qu'une telle mesure serait jugée politiquement instable. Nous voyons bien ici que la question de la viabilité des alternatives ne peut esquiver ce genre de problèmes.

Bien entendu, la viabilité d'un dispositif institutionnel spécifique visant à réaliser des objectifs émancipateurs peut dépendre de manière cruciale du contexte historique et de différentes conditions collatérales. Par exemple, un revenu de base inconditionnel généreux peut être viable dans un pays qui s'est structuré autour d'une éthique du travail contraignante et culturellement enracinée, et qui s'est construit sur un fort sentiment d'obligation collective (car dans une telle société peu de gens consommeraient leur revenu de base sans fournir une contribution réciproque), mais non dans une société consumériste, égoïste et hautement atomisée. Ou alors, la viabilité d'un tel revenu peut être garantie dans une société qui s'est historiquement appuyée sur un État-providence généreux, assurant un haut niveau de redistribution et fondé sur des programmes sociaux ciblés, mais non dans une société dotée d'un État-providence faible et limité. Par conséquent, les discussions portant sur la viabilité des dispositifs doivent aussi inclure une étude approfondie des conditions de possibilité contextuelles d'application.

Il est vrai que l'exploration d'alternatives viables met souvent entre parenthèses la question de leur faisabilité concrète. Certains doutent de l'intérêt de discuter théoriquement d'alternatives viables si elles ne sont pas stratégiquement réalisables. Face à ce scepticisme, la réponse est de dire que l'avenir est à ce point grevé d'incertitudes et de contingences qu'il nous est impossible de savoir à l'avance

quelles seront réellement les limites futures de leur faisabilité. Pensons à ce qu'était l'URSS en 1987. Personne ne pensait que l'effondrement de l'État soviétique et la transition vers le capitalisme qui en a résulté interviendraient en si peu de temps. Peut-être aujourd'hui sommes-nous en mesure de dire contre quels types de changements nous souhaitons nous battre, quelles sont les coalitions possibles et celles qui sont irréalistes compte tenu des conditions actuelles, et quels types de stratégies politiques seraient susceptibles d'être efficaces ou non dans un futur proche. Mais plus nous cherchons à scruter l'avenir, moins nous disposons de certitudes concernant les limites de ce qui est réalisable.

Compte tenu de ces incertitudes, il existe deux raisons pour lesquelles il est important de formuler des analyses claires concernant l'éventail des alternatives viables qui, si elles étaient mises en œuvre, auraient de bonnes chances de perdurer. En premier lieu, développer dès à présent de telles alternatives augmente la probabilité, si les conditions historiques élargissent l'horizon du possible, de voir naître des stratégies de transformation émancipatrices qui seraient mises en œuvre par des forces sociales convaincues de la légitimité d'un tel changement. Bien conçues et parfaitement comprises, des alternatives viables sont en effet susceptibles de se réaliser. En second lieu, les limites réelles de ce qui est réalisable dépendent en partie des croyances qui portent sur le type d'alternatives que nous concevons comme viables. Il s'agit d'un point crucial et d'un argument sociologique fondamental si nous souhaitons aborder la question délicate des « limites du possible » pour un changement social : les limites sociales de ce qui est possible ne sont pas indépendantes des croyances portant sur ces limites. Lorsqu'un physicien affirme qu'il existe une limite à la vitesse maximale à laquelle un objet peut voyager, il s'agit d'une contrainte objective et impossible à transgresser, qui opère indépendamment de nos croyances à propos de la vitesse. De même, lorsqu'un biologiste soutient qu'en l'absence de certaines conditions la vie est impossible, il s'agit bien d'une affirmation portant sur des contraintes objectives. Bien entendu, le physicien et le biologiste pourraient se tromper, mais leurs affirmations n'en demeurent pas moins réelles, dans la mesure où elles apparaissent comme l'horizon indépassable du possible. En revanche, les affirmations concernant les limites sociales du possible sont de nature différente de celles concernant les limites de la réalité physique ou biologique. Dans le cas de la société, les croyances concernant les limites conditionnent structurellement le champ du possible de manière substantielle. Par conséquent, développer des explications systématiques et convaincantes sur la viabilité des alternatives aux structures sociales et aux institutions de pouvoir et de privilège existantes est un élément essentiel du processus social par lequel les limites qui encadrent les conditions de possibilité de ces alternatives peuvent elles-mêmes être changées.

Cela dit, il n'est pas aisé de développer un argument crédible selon lequel « un autre monde est possible ». Les gens naissent dans des sociétés toujours-déjà construites. Les normes de la vie sociale qu'ils apprennent et intériorisent en se socialisant leur paraissent naturelles. Ils sont préoccupés par les tâches quotidiennes

qui leur permettent de gagner leur vie, tout en étant confrontés aux peines et aux plaisirs de l'existence. L'idée que le monde social pourrait être délibérément et positivement transformé, de telle sorte que la plupart des individus puissent bénéficier d'une vie meilleure, leur paraît improbable parce qu'il est difficile d'envisager une alternative profondément meilleure et praticable, mais aussi parce qu'il est difficile d'imaginer défier avec succès les structures de pouvoir et de privilège pour mettre en œuvre cette alternative. Ainsi, même si l'on accepte l'évaluation et la critique des institutions existantes, la réaction la plus naturelle réside probablement dans un fatalisme qui consiste à penser que rien ou presque ne peut être fait pour que les choses changent vraiment.

Un tel fatalisme pose un sérieux problème aux personnes qui se sont engagées à contester les injustices et les maux du monde social existant, puisque le fatalisme et le cynisme réduisent les perspectives de transformation émancipatrice. Bien entendu, une stratégie possible serait de renoncer à développer une explication scientifiquement crédible du changement social et de s'efforcer à créer une perspective stimulante en faveur d'une alternative souhaitable, fondée sur le rejet viscéral des inégalités planétaires et remplie d'espoir et de passion à propos des potentialités humaines. Parfois, des pensées charismatiques et chimériques de ce genre ont pu constituer une force mobilisatrice importante. Mais il est peu probable qu'elles forment une base suffisante pour transformer le monde en générant une alternative émancipatrice durable. L'histoire des luttes humaines regorge de victoires héroïques contre des structures d'oppression, suivies par la tragique apparition de nouvelles formes de domination et d'inégalité. C'est pourquoi la deuxième tâche d'une science sociale émancipatrice est de développer de manière aussi systématique que possible une conception scientifiquement fondée d'institutions alternatives viables.

3. Le critère de faisabilité

Développer des théories cohérentes d'alternatives *réalisables* constitue un élément central d'une entreprise intellectuelle qui souhaite élaborer des stratégies de transformation sociale. Il s'agit d'une tâche difficile, non seulement parce que l'évaluation de ce qui est réalisable conduit souvent à prendre ses désirs pour la réalité, mais aussi parce que les conditions futures qui affecteront à long terme les perspectives de succès sont fortement contingentes.

Qui plus est, comme nous l'avons observé pour le critère de la viabilité, la faisabilité ne repose pas sur une dichotomie simple : différents projets de transformation institutionnelle ont en effet des chances multiples d'être mis en œuvre. La probabilité qu'une alternative aux structures sociales et aux institutions existantes puisse être réalisée dans le futur dépend alors de deux types de processus. En premier lieu, elle dépend des *stratégies consciemment poursuivies* et du *pouvoir relatif* des acteurs sociaux qui soutiennent et s'opposent à l'alternative considérée. D'où l'importance de la stratégie, car la probabilité de voir des alternatives émancipatrices « jaillir de nulle part » est assez faible. Elles ne peuvent en effet se

réaliser que si des individus s'efforcent de les mettre en œuvre et parviennent à surmonter toute une série d'obstacles et d'oppositions. La probabilité d'un succès final dépend alors du rapport de force entre ceux qui tentent consciemment de mettre en œuvre cette transformation émancipatrice et ceux qui tentent d'y résister. En second lieu, elle dépend aussi de l'évolution historique d'un éventail assez large de *conditions sociales structurelles* qui affectent les chances de succès de ces stratégies[13]. Cette évolution est le produit d'effets *non intentionnels* et cumulés de l'activité humaine, mais elle est aussi le fruit de stratégies conscientes des acteurs visant à *transformer les conditions de leurs propres actions*. La faisabilité d'une alternative dépend ainsi du degré de formulation des stratégies cohérentes et convaincantes qui contribuent à créer les conditions de mise en œuvre des alternatives futures, tout en disposant du potentiel de mobilisation des forces sociales nécessaire pour soutenir l'alternative lorsque ces conditions adviennent. Le troisième objectif d'une science sociale émancipatrice est désormais de développer une compréhension de ces questions à travers une théorie de la transformation.

Une théorie de la transformation

La troisième tâche d'une science sociale émancipatrice consiste par conséquent à élaborer une théorie de la transformation sociale. Un tel projet s'apparente alors à un long voyage qui consiste à partir du présent pour parvenir à un avenir possible : 1) l'évaluation et la critique de la société nous dévoilent pourquoi nous souhaitons abandonner le monde dans lequel nous vivons ; 2) la théorie des alternatives nous indique la destination que nous souhaitons rejoindre ; et 3) la théorie de la transformation nous expose les moyens d'y parvenir (comment réaliser des alternatives viables). Encore faut-il préciser qu'une théorie de la transformation comporte quatre éléments centraux :

1. Une théorie de la reproduction sociale

Toutes les théories émancipatrices reposent sur une proposition centrale selon laquelle les structures et les institutions qui engendrent les formes d'oppression et les préjudices sociaux identifiés ci-dessus ne peuvent se reproduire éternellement selon les lois de l'inertie sociale. Ces structures et ces institutions exigent en effet des mécanismes actifs de reproduction sociale. Cette proposition est fondée sur un argument contrefactuel : étant donné que ces structures et ces institutions imposent aux individus des préjudices réels, en l'absence d'une reproduction sociale active, les personnes lésées résisteraient à ces maux et contesteraient ces institutions en vue de les transformer. Par conséquent, la stabilité relative des structures et des institutions oppressives dépend de l'existence d'un certain nombre de mécanismes de reproduction sociale interconnectés qui bloquent ou répriment cette contestation. Si nous souhaitons transformer ces institutions, nous devons alors développer une compréhension scientifique de ces mécanismes de reproduction.

2. Une théorie des failles et des contradictions présentes dans le processus de reproduction

Si le processus de reproduction sociale était un système tout à fait cohérent et totalement intégré, les stratégies délibérées de transformation sociale disposeraient alors d'une marge de manœuvre extrêmement limitée. Il se pourrait qu'un changement émancipateur puisse éventuellement se produire, mais il serait seulement le résultat de trajectoires imprévues, agissant « à l'insu » des individus. Certaines théories sociales partagent ce genre d'affirmation et propagent une vision totalisante de la reproduction sociale : la domination est tellement omniprésente et cohérente que tous les actes de résistance apparents ne conduisent seulement qu'à renforcer le système de domination lui-même. De telles théories peuvent encore produire une évaluation et une critique de la société, mais elles rejettent finalement la possibilité de construire une science sociale émancipatrice, car elles doutent fortement de l'efficacité des luttes et admettent que la connaissance scientifique ne peut contester les formes d'oppression[14]. Une théorie sociale émancipatrice doit donc examiner les fissures de l'édifice, les contradictions et les failles qui sont présentes dans le

processus de reproduction sociale, ses défaillances – en un mot, les multiples façons dont le processus de reproduction sociale ouvre des espaces au sein desquels des luttes collectives peuvent s'engouffrer.

Cependant, si nous prenons au sérieux la science sociale émancipatrice, comme une *science* à part entière et pas seulement comme une *critique philosophique*, alors nous ne pouvons pas supposer *a priori* qu'il existe des contradictions suffisamment fortes dans les mécanismes de reproduction sociale qui favoriseraient l'apparition d'une contestation émancipatrice efficace. La *recherche* de processus contradictoires qui ouvrent des espaces libres en vue d'une transformation émancipatrice est un élément central, mais la *découverte* de ces possibilités dépend aussi du progrès de la connaissance.

3. Une théorie des dynamiques et de la trajectoire sous-jacentes du changement social non intentionnel

Une science sociale émancipatrice inclut non seulement une théorie sociologique de la reproduction et des contradictions sociales, mais aussi une théorie systématique de la trajectoire dynamique du changement social *non intentionnel*. Lorsqu'il s'agit de formuler des projets de transformation sociale qui emporteraient l'adhésion à long terme, il est évidemment souhaitable de saisir non seulement la nature des obstacles qui interfèrent sur les stratégies mises en œuvre dans le présent, mais aussi la façon dont ces obstacles et ces opportunités sont susceptibles de se développer au fil du temps. À titre d'exemple, la théorie de l'histoire développée dans le marxisme classique s'est structurée autour de ce thème central. Le matérialisme historique a en effet proposé une approche systématique et cohérente des tendances dynamiques internes au capitalisme qui l'ont orienté de manière non intentionnelle vers une trajectoire particulière. Cette trajectoire n'était pas le fruit d'une volonté délibérée, et sa création n'était pas le résultat d'un projet conscient. Elle fut le résultat non intentionnel de stratégies d'acteurs qui poursuivaient leurs objectifs au sein des structures sociales existantes. Le matérialisme historique a en effet proposé une vaste histoire du futur. Si cette théorie *était* adéquate, elle aurait alors permis de formuler des stratégies d'émancipation à long terme car, une fois la lutte engagée, elle aurait prédit les évolutions des obstacles et des opportunités qui se seraient présentés aux acteurs.

Pour des raisons qui s'éclairciront dans le chapitre 4, je ne crois pas que cette théorie classique des tendances immanentes du changement social soit satisfaisante, mais je ne pense pas non plus qu'une alternative convaincante ait été développée à ce sujet. Il se peut que nous ayons une bonne compréhension scientifique des mécanismes de reproduction sociale et de leurs contradictions, mais nous ne disposons pas d'une théorie convaincante des tendances immanentes du développement social qui sont générées par l'interaction de trois phénomènes sociaux : la reproduction, les contradictions et l'action sociale. L'absence d'une théorie satisfaisante de la trajectoire dynamique du changement social est donc une lacune importante lorsqu'il s'agit de penser une science sociale émancipatrice. Ce

qui signifie que la robustesse des projets d'émancipation sociale dépend nécessairement d'une connaissance relativement faible des conditions futures. Le défi est donc le suivant : tous les projets plausibles de transformation doivent se fondre dans un horizon temporel lointain, car les changements structurels et institutionnels fondamentaux qui sont nécessaires à la création d'une société égalitaire et démocratique ne peuvent s'enclencher dans un avenir immédiat. Et pourtant, lorsqu'il s'agit de prédire l'évolution des conditions sociales dans un avenir lointain, notre capacité de produire des connaissances scientifiquement crédibles reste alors limitée. Il y a donc un hiatus entre les horizons temporels de la théorie scientifique et ceux des luttes transformatrices.

4. Une théorie des acteurs collectifs, des stratégies et des luttes

En fin de compte, la réalisation des utopies réelles, à partir des perspectives d'émancipation offertes par les alternatives viables, sera le résultat de stratégies conscientes d'individus qui s'engageront en faveur des valeurs égalitaristes et démocratiques. Par conséquent, le dernier élément central d'une théorie de la transformation sociale réside dans une théorie des stratégies d'action collective et de lutte transformatrice. La théorie de la reproduction sociale met en lumière les obstacles au changement social que nous devons relever. La théorie des contradictions nous aide à mieux comprendre les opportunités qui se présentent à nous malgré la persistance de ces obstacles. Une théorie de la trajectoire dynamique du changement – si nous l'avions – nous indiquerait comment ces obstacles et ces opportunités seraient susceptibles d'évoluer au fil du temps. Et la théorie de la stratégie de transformation nous permet de comprendre comment nous pouvons collectivement contourner ces obstacles et tirer parti des opportunités afin de libérer les effets attendus de l'émancipation sociale.

1. Lors d'un entretien personnel, Steven Lukes m'a fait remarquer que le terme d'« émancipation » étai originairement lié à la lutte contre l'esclavage : l'émancipation des esclaves signifiait leur libération du servage. Plus généralement, l'idée d'émancipation était liée aux idéaux libéraux de liberté et à la pleine réalisation des droits libéraux plutôt qu'aux idéaux socialistes d'égalité et de justice sociale. Au cours du XXe siècle, la gauche s'appropria ce terme afin de se référer à une vision plus large de l'émancipation, éliminant toutes formes d'oppression, et pas seulement les formes de coercition qui bafouent les libertés individuelles.

2. Bien entendu, il est toujours possible d'admettre que le capitalisme contemporain génère des préjudices et des souffrances humains et de refuser malgré tout de reconnaître qu'il s'agit là d'une injustice. On pourrait penser, à l'instar de bon nombre de libertariens, que les individus ont le droit de disposer librement de leur pauvreté, même si des usages alternatifs de celle-ci réduiraient la souffrance humaine. Un libertarien cohérent pourrait accepter le constat selon lequel le capitalisme demeure déficitaire lorsqu'il s'agit de mesurer le degré d'épanouissement des individus, et soutenir néanmoins que ce serait une violation de la liberté individuelle, et par conséquent une injustice, de forcer les gens à faire un usage de leur propriété qui contreviendrait radicalement à leur choix initial. Cependant, lorsque des institutions génèrent des préjudices structurels qui envahissent la vie des individus, la plupart des personnes croient aussi que de telles institutions sont probablement injustes. Bien entendu, cela ne signifie pas que les personnes qui reconnaissent l'injustice du capitalisme souhaiteront nécessairement le changer de manière fondamentale, puisque la justice n'est pas toujours leur unique source d'inquiétude.

3. Les philosophes qui discutent les conceptions égalitaristes de la justice sociale ont utilisé un certain nombre de concepts pour identifier la source de leur préoccupation morale : le bonheur, le bien-être moral (*welfare*), le

bien-être matériel, l'épanouissement. Chacun d'entre eux a des avantages et des inconvénients, et en pratique il importe peu de savoir sur quel concept s'appuyer pour amorcer une discussion sur la justice. Je préfère néanmoins le concept d'« épanouissement » parce qu'il suggère une idée assez large du bien-être et parce que beaucoup d'aspects de l'épanouissement se réfèrent à des propriétés objectives, et pas seulement à des états subjectifs.

4. Le sens restrictif de l'épanouissement élaboré ici correspond étroitement aux notions de « capabilités » (*capabilities*) et de fonctionnement de base (*basic functioning*) développées par Amartya Sen. Dans son analyse, les sociétés devraient être jugées non sur la base du niveau des revenus par habitant, mais sur leur capacité à fournir des capabilités de base pour tous. Voir Amartya Sen, *Development as Freedom*, Oxford, Oxford University Press, 1999 [parmi les traductions disponibles, le lecteur français pourra consulter avec profit *Éthique et Économie* (1993), Paris, PUF, 2008, *NdT*]. Pour une élaboration de l'idée d'épanouissement comme idéal central de la société bonne, voir également Martha C. Nussbaum, *Femmes et développement humain : l'approche des capabilités* (2000), Paris, Éditions des Femmes, 2008.

5. La multidimensionnalité de l'idée d'épanouissement signifie également qu'aucun système de mesure ne nous permettrait d'affirmer sans ambiguïté et sans exception la proposition suivante : « X est davantage épanoui que Y », puisque n'importe quelle trajectoire de vie donnée doit probablement combiner, selon différentes modalités, épanouissement et carences. Cela revient à évoquer le problème de l'état de santé d'une personne en termes physiques : une personne souffre d'un mal de dos chronique, une autre de crise d'asthme. Laquelle est en meilleure santé ? On peut préciser cette question par rapport aux tâches et contextes particuliers et apporter peut-être une réponse – l'asthme n'altère pas notre capacité de s'asseoir à un bureau, et un lumbago ne ralentit pas notre respiration dans un univers pollué. Mais il n'existe aucun moyen de mesurer la commensurabilité de ces deux conditions sur une échelle de santé unidimensionnelle qui fournirait une réponse simple à la question « qui jouit de la meilleure santé ? ». Néanmoins, malgré ce problème, les manières dont une société donnée promeut ou ralentit le bien-être peuvent être discutées, et il est donc possible de recourir à la promotion de la santé comme critère d'évaluation pour les institutions. En raison de cette complexité multidimensionnelle, il est tout à fait possible qu'un agencement institutionnel donné favorise ou entrave l'épanouissement humain. De même, proclamer explicitement que l'épanouissement humain puisse être amélioré par un changement particulier au sein même des institutions nous paraît problématique. Cela ne signifie pas pour autant que l'idée d'épanouissement humain ne soit pas une valeur appropriée pour évaluer les institutions. Cela signifie simplement que les évaluations peuvent ne pas être toujours simples et sans équivoque.

6. L'égalité des chances est aussi associée à l'idée d'« égalité de départ » (*starting gate equality*) qui met en avant l'idée suivante : dès lors que chacun bénéficie jusqu'à l'âge adulte de chances égales, si par la suite certains individus gaspillent leurs chances, leur accès restreint aux conditions permettant de vivre ultérieurement une vie épanouie ne constituerait pas un échec du point de vue de la justice. « L'égalité d'accès aux moyens matériels et sociaux nécessaires pour vivre une vie épanouie » suggère qu'idéalement les individus devraient avoir accès tout au long de leur vie aux moyens de vivre une vie épanouie. Bien que cet idéal se heurte à des contraintes pratiques, et qu'il y ait bien sûr des problèmes complexes liés à la question des incitations et de la « responsabilité personnelle », l'idéal selon lequel tous les êtres humains devraient bénéficier d'un tel accès demeure pertinent.

7. Ce point ici est assez proche de la règle normative suivante : « Répartition équitable jusqu'à satisfaction des besoins premiers, concurrence loyale pour le surplus » ; voir William Ryan, *Equality*, New York, Pantheon Books, 1981, p. 9. Dans cette règle, « jusqu'à satisfaction » peut se rapporter soit aux moyens nécessaires de satisfaire en toute sécurité des besoins de base (cas de figure qui correspond au sens restrictif que j'ai donné à l'épanouissement), soit aux conditions d'une vie épanouissante dans un sens plus étendu. L'idée exprimée est que, une fois cette condition satisfaite, une « concurrence loyale » plutôt qu'une répartition équitable devrait devenir un principe de justice opérationnel.

8. La « reconnaissance » fait référence aux pratiques sociales à travers lesquelles les individus témoignent d'un respect mutuel et confirment sur le plan moral leur statut d'égaux au sein d'une société. Voir Nancy Fraser, « Justice sociale, redistribution et reconnaissance », *Revue du MAUSS*, n° 23, premier semestre 2004, p. 152-164. Bien entendu, le problème de la distribution matérielle et celui de la reconnaissance morale sont reliés, bien que le manque de respect (la « non-reconnaissance » et les stigmatisations) puisse renforcer les désavantages matériels et que les inégalités de classe puissent entraîner aussi de sérieux préjudices dans le domaine du respect. Pour une

discussion du lien entre classe et reconnaissance, voir Andrew Sayer, *The Moral Significance of Class*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

9. L'affirmation selon laquelle un certain nombre de cultures favorisent systématiquement certaines formes d'injustice est un aspect particulièrement controversé lorsqu'il s'agit de promouvoir, comme nous le proposons ici, une conception égalitariste, démocratique et radicale de la justice, car une telle conception implique une critique des valeurs profondes qui sont rattachées à certaines cultures. Certains considèrent une telle critique comme un préjugé « occidental » ou européo-centré. Pour ma part, je soutiendrais la position suivante : alors qu'il peut historiquement s'avérer que les conceptions universalistes de l'épanouissement humain que je défends soient liées à la culture occidentale, un tel universalisme n'est pas uniquement un trait occidental, et une théorie de la justice liée à un tel universalisme ne reflète pas seulement la perspective réduite de l'individualisme occidental. Par conséquent, en me fondant sur les critères de justice que je défends ici, j'estime aussi que les cultures occidentales, à certains égards, favorisent l'injustice, plus particulièrement lorsqu'il s'agit d'approuver des règles censées encadrer de manière coercitive la propriété privée et de soutenir les versions exacerbées de l'individualisme compétitif.

10. Il est important de lever toute forme d'ambiguïté sur ce point : l'univers moral dans lequel baignent les idéaux égalitaristes est un univers mondial – l'humanité comme un Tout –, mais les luttes pour ces idéaux sont profondément déterminées par les contraintes pratiques qui traversent les différents espaces publics sur lesquels l'action politique interagit.

11. Philippe Van Parijs, *Real Freedom for All*, Oxford, Oxford University Press, 1997.

12. Les distributions égalitaires des ressources matérielles contiennent donc deux justifications distinctes : la justice sociale requiert un accès égal aux moyens matériels nécessaires pour vivre une vie épanouissante ; la justice politique requiert un accès égal aux moyens matériels nécessaires à l'instauration d'une liberté réelle. Ces deux raisons favorisant une distribution égalitariste des ressources matérielles sont liées, dans la mesure où une liberté réelle contribue elle-même à l'épanouissement humain.

13. Pour citer (hors de son contexte) le célèbre aphorisme de Marx : « Les hommes font leur propre histoire mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé », voir Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1851), Paris, Les Éditions sociales, 1969, p. 15. L'interprétation de cette citation qui prédomine généralement est de dire que les structures sociales imposent des contraintes sur l'activité humaine, mais le contexte réel dont il est question porte davantage sur les conditions mentales de l'action. Le passage continue ainsi : « La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté » (*ibid.*). Même si l'argument de Marx se concentrait sur la persistance de contraintes culturelles lors d'un processus révolutionnaire, l'idée plus générale est que les stratégies collectives se heurtent à des conditions qui échappent à des choix stratégiques.

14. Le cadre théorique élaboré par Michel Foucault pour analyser le pouvoir et la domination se rapproche parfois de cette vision totalisante et immuable des relations de pouvoir. Il peut y avoir de la résistance, mais son potentiel de transformation est dénié. Dans une moindre mesure, la plupart des travaux de Pierre Bourdieu sur la reproduction sociale, qui mettent l'accent sur un « habitus » profondément enraciné (des dispositions intériorisées), ne traitent les phénomènes stratégiques de contestation et de transformation qu'à la marge. Lorsque l'adéquation entre les dispositions intériorisées et les espaces sociaux est perturbée, le changement social peut alors se produire et être, à certains moments de l'histoire, émancipateur. Mais il est peu probable qu'un tel changement émancipateur soit le résultat de transformations impulsées par des projets collectifs.

PARTIE I

DIAGNOSTIC ET CRITIQUE

CHAPITRE 3

En quoi le capitalisme est-il si nuisible ?

Il est difficile de nier qu'il existe un hiatus entre un idéal radicalement égalitariste et démocratique et la réalité sociale du monde dans lequel nous vivons. Or le rêve des égalitaristes démocratiques est de créer les institutions nécessaires à la réalisation de cet idéal. C'est pourquoi la première étape pour que ce rêve se transforme en une ambition concrète est de comprendre ce qui freine la réalisation de cet idéal. Une évaluation du monde actuel doit donc s'imposer car elle fournit le contexte empirique permettant d'explorer le champ des possibles.

Dans ce chapitre, nous allons précisément nous concentrer sur la question qui vise à comprendre comment les structures économiques du capitalisme violent les idéaux normatifs de l'égalitarisme démocratique radical. Pour autant, cela ne signifie pas que tous les problèmes identifiés par ces idéaux soient imputables aux structures économiques du capitalisme. L'égalitarisme démocratique radical repose en effet sur une conviction morale qui remet en question toutes les pratiques sociales et culturelles qui provoquent des inégalités dans l'accès aux conditions sociales et matérielles pour l'épanouissement humain, et conteste tous les obstacles à l'égalité d'accès aux conditions réelles de la liberté individuelle et à une démocratie collectivement autonomisée. Cette remise en question inclut les structures de pouvoir et de privilège liées à différents facteurs : genre, race, ethnicité, sexualité, nationalité et citoyenneté. En dernière instance, l'idée d'envisager des utopies réelles doit donc promouvoir des agencements institutionnels égalitaires. Néanmoins, puisque l'ambition de créer les conditions égalitaires de l'épanouissement humain et de l'autonomie démocratique dépend fortement d'un capitalisme omniprésent, tout projet radicalement égalitariste et démocratique de transformation sociale doit se confronter à la nature et aux évolutions du capitalisme. Il s'agit là d'une tâche particulièrement urgente, puisque, au début du XXIe siècle, le capitalisme est devenu une structure économique considérée comme « naturelle ». Nous commencerons donc par explorer cette piste de réflexion.

Définition du capitalisme : une brève présentation

Commençons par dire que le capitalisme est un mode particulier d'organisation visant à encadrer les activités économiques d'une société. Il peut être défini selon deux critères principaux : la nature de ses *rapports de classes* et ses mécanismes centraux de *coordination économique*.

Les rapports de classes sont des relations sociales à travers lesquelles les moyens de production sont détenus et le pouvoir de leur usage s'exerce. Dans le capitalisme, les moyens de production sont possédés de manière privée et leur utilisation est contrôlée par les propriétaires ou leurs représentants. Bien entendu, les moyens de production ne produisent rien par eux-mêmes : ils doivent être mis en branle par un travail ou une activité humaine, quelle que soit sa nature. Au sein du capitalisme, ce travail est assuré par des travailleurs qui ne détiennent pas les moyens de production et qui, dans le but d'acquérir un revenu, sont embauchés par des entreprises capitalistes en vue de faire fonctionner ces moyens de production. Le rapport de classes fondamental du capitalisme est donc la relation sociale entre capitalistes et travailleurs[1].

Au sein du capitalisme, la coordination économique est principalement assurée par des mécanismes d'échange volontaire décentralisé qui fonctionnent sur la base d'accords privés entre parties – ce qu'on appelle généralement les « marchés libres » – et qui déterminent les prix et les quantités de biens et de services produits. La coordination par le marché est traditionnellement opposée à la coordination autoritaire de l'État, dans laquelle le pouvoir étatique est mobilisé pour encadrer l'allocation des ressources[2]. La fameuse métaphore de la « main invisible » nous permet de mieux saisir l'idée de base : les individus et les entreprises, en poursuivant tout simplement leurs propres intérêts privés, participent à des négociations et à des échanges volontaires avec d'autres individus et entreprises, et, à partir de cet ensemble hétérogène de micro-interactions, se forme un système économique qui est plus ou moins coordonné au niveau global.

La combinaison de ces deux caractéristiques du capitalisme – des rapports de classes définis par la propriété privée et par des travailleurs sans propriété ainsi qu'une coordination organisée par le biais d'échanges marchands décentralisés – engendre ce fameux dynamisme concurrentiel qui favorise les profits et l'accumulation du capital. Mais afin d'assurer leur pérennité, les entreprises capitalistes doivent également écraser avec succès la concurrence. Les entreprises qui innovent, réduisent leurs coûts de production et augmentent leur productivité peuvent en effet affaiblir leurs rivales, augmenter leurs profits et, par conséquent, se développer aux dépens des autres. Chaque entreprise doit donc faire face à ces pressions concurrentielles. C'est pourquoi toutes les entreprises sont en général obligées de chercher des innovations pour survivre. Par ailleurs, la course effrénée aux profits qui résulte de cette situation produit un dynamisme saisissant si l'on compare le capitalisme à toutes les formes antérieures d'organisation économique.

En réalité, les économies capitalistes sont bien plus complexes qu'elles n'y

paraissent au premier abord. Comme le soulignent les sociologues de l'économie, aucune économie capitaliste ne pourrait fonctionner efficacement, ou même survivre, si elle se fondait exclusivement sur les institutions de la propriété privée et le système concurrentiel du marché. En effet, un certain nombre d'agencements institutionnels sont nécessaires pour mettre réellement en marche le capitalisme et sont présents dans l'organisation sociale de toutes les économies capitalistes. On peut ainsi constater que les propriétés institutionnelles des économies capitalistes varient considérablement selon les époques et le lieu. Dans le monde, il existe plusieurs formes de capitalisme réel qui diffèrent toutes du modèle abstrait du capitalisme « pur ». Par exemple, certaines variantes du capitalisme disposent d'un État fort et interventionniste qui régule de nombreux aspects du marché et renforce le pouvoir (*empower*) des travailleurs de contrôler les différents aspects du processus de travail. Il s'agit d'économies capitalistes dans lesquelles le « privé », qui est présent dans la notion de « propriété privée », a été partiellement érodé, et l'échange volontaire au sein des marchés est encadré par toute une série de dispositions institutionnelles. D'autres variantes du capitalisme prévoient également que les entreprises et les travailleurs soient organisés en associations collectives pouvant se décliner sous différentes formes et assurant une coordination qui se distingue à la fois de la coordination assurée par le marché et de celle garantie par l'État. Les associations professionnelles, les syndicats, les chambres de commerce et d'autres types d'associations favorisent ainsi la constitution de ce que certains ont appelé le « capitalisme organisé ». On peut aussi remarquer que d'autres déclinaisons possibles du capitalisme ne s'appuient pas sur ce type d'associations collectives bien établies, et que leur mode de fonctionnement se rapproche du modèle du marché libéral. Toutes les déclinaisons du capitalisme disposent également d'un espace économique important dont l'activité se situe hors du marché et échappe à la régulation de l'État, je pense plus particulièrement aux activités économiques au sein des ménages et des réseaux de parenté, mais aussi au sein de groupes sociaux plus larges, souvent désignés comme « communauté[3] ».

Il est indéniable que ces divergences sont importantes et influent sur la dynamique de l'économie et la vie des gens au sein des sociétés capitalistes. Et, comme nous le verrons dans le chapitre 5, certaines de ces divergences peuvent être perçues comme une réduction du « degré capitalistique » de l'économie : certaines sociétés capitalistes sont, au vrai sens du terme, moins capitalistes que d'autres[4]. Néanmoins, dans la mesure où ces divergences conservent tous les éléments centraux de l'institution de la propriété privée des moyens de production et s'appuient sur les marchés en tant que mécanisme central de coordination économique, elles ne sont que des déclinaisons possibles du capitalisme[5].

Onze critiques du capitalisme

La plupart des gens tiennent tout simplement pour acquis que le capitalisme appartient à l'ordre naturel des choses. Certes, les comportements adoptés par les entreprises privées ou bien les politiques économiques ciblées des gouvernements peuvent faire l'objet de critiques circonstanciées, mais le capitalisme lui-même n'est pas radicalement remis en cause. Par conséquent, l'une des principales tâches pour les socialistes a toujours été de convaincre les individus que le capitalisme *en tant que tel* engendre toute une série de conséquences indésirables et qu'on devrait au moins entretenir l'idée qu'une alternative au capitalisme peut être souhaitable et possible.

Selon nous, les critiques centrales du capitalisme en tant que système économique peuvent être organisées en onze propositions fondamentales que nous pouvons décliner comme suit :

- 1. Les relations capitalistes de classe maintiennent des formes éliminables de souffrance humaine.
- 2. Le capitalisme bloque l'universalisation des conditions favorisant l'expansion de l'épanouissement humain.
- 3. En matière de liberté humaine et d'autonomie, le capitalisme reste déficient.
- 4. Le capitalisme viole les principes égalitaristes et libéraux de la justice sociale.
- 5. Le capitalisme est inefficace sous certains aspects cruciaux.
- 6. Le capitalisme est structurellement axé sur le consumérisme.
- 7. Le capitalisme détruit l'environnement.
- 8. La marchandisation capitaliste menace des valeurs importantes qui sont amplement partagées.
- 9. Dans un environnement mondial d'États-nations, le capitalisme encourage le militarisme et l'impérialisme.
- 10. Le capitalisme pervertit les liens communautaires.
- 11. Le capitalisme limite la démocratie.

Aucune de ces critiques n'est simple et directe, et elles sont certainement loin de faire l'unanimité. Elles impliquent toutes une évaluation d'un certain nombre de conséquences négatives qui, hypothétiquement, seraient engendrées par la structure de base du capitalisme en tant que système de production fondé sur des relations de classe, qui sont elles-mêmes définies par la propriété privée et des travailleurs qui en sont exclus, et par une coordination économique fondée sur des échanges au sein de marchés décentralisés. Ces propositions n'indiquent nullement comment ces effets pourraient être neutralisés par la création d'institutions contre-capitalistes au sein même de la société capitaliste. Il se pourrait bien que l'évaluation selon laquelle ces préjudices sont intrinsèquement produits par le capitalisme soit correcte. Il se pourrait également qu'il soit possible de considérablement remédier à de tels

préjudices grâce à différentes formes de changements institutionnels, mais qui ne suffiront pas en eux-mêmes à se substituer complètement au capitalisme. À titre d'exemple, le stress peut occasionner des maux de tête, mais le préjudice subi peut être considérablement réduit par l'absorption d'aspirine. Le problème des transformations nécessaires pour remédier à de tels préjudices est donc un thème central sur lequel nous allons nous concentrer dans les chapitres suivants. Dans cette partie, notre objectif est avant tout de diagnostiquer les préjudices eux-mêmes et de cibler les mécanismes spécifiques qui en favorisent la production.

Avant de décliner ces onze propositions, j'aimerais cependant ajouter deux autres remarques préliminaires : en premier lieu, les adversaires du capitalisme sont parfois tentés de traiter tous les problèmes sérieux et les préjudices du monde contemporain (tels que le racisme, le sexisme, la guerre, le fondamentalisme religieux, l'homophobie, etc.) comme des conséquences du capitalisme. Cette tentation doit être combattue. Le capitalisme n'est pas la racine de tous les maux présents dans le monde d'aujourd'hui. Il existe d'autres processus causaux en jeu qui alimentent le racisme, l'ethnonationalisme, la domination masculine, le génocide, la guerre et d'autres formes significatives d'oppression. Néanmoins, même si le capitalisme n'est pas à l'origine de ces formes d'oppression, il peut tout de même être indirectement impliqué, dans la mesure où il rend ces problèmes plus difficiles encore à surmonter. À titre d'exemple, le capitalisme peut ne pas être la principale cause du sexisme, mais il pourrait entraver fortement la résolution d'un tel problème en n'affectant pas les ressources adéquates pour la mise en place d'un service public de la petite enfance de bonne qualité. Par conséquent, la tâche essentielle de toute critique du capitalisme est d'identifier les préjudices qui sont directement produits par des mécanismes capitalistes spécifiques et de comprendre les manières dont le capitalisme peut contribuer indirectement à entraver la réduction de ces formes d'oppression.

En second lieu, parmi les onze critiques du capitalisme que nous allons développer ci-dessous, certaines peuvent également être formulées à l'encontre de ces systèmes économiques du XXe siècle qui ont typiquement été étiquetés comme « socialistes » ou, comme je les appellerai plus tard dans le chapitre 5, « étatistes ». Par exemple, l'une des critiques du capitalisme (proposition 6), selon laquelle un tel système tend à détruire l'environnement, peut aussi s'appliquer à l'appareil autoritaire de planification centrale de l'économie étatiste qui gouvernait l'Union soviétique. Nous savons désormais qu'un appareil de planification centralisée a également produit des effets négatifs sur l'environnement. Si la seule alternative possible au capitalisme était l'étatisme (une structure économique dans laquelle les moyens de production sont détenus et contrôlés par l'État et coordonnés par un système bureaucratique centralisé), la critique du capitalisme formulée en ces termes serait alors affaiblie. Mais, comme je le soutiendrai dans le chapitre 5, il existe une autre alternative, une conception du socialisme qui s'appuie sur l'idée d'un contrôle démocratique significatif, tant au niveau de l'État que de l'économie[6]. L'argument central de ce livre est qu'une économie structurée selon cette idée renforce notre

capacité collective à atténuer les préjudices que nous allons discuter dans les onze propositions ci-dessous.

1. Les relations capitalistes de classe maintiennent des formes éliminables de souffrance humaine

Commençons par une observation simple et indiscutable : le monde dans lequel nous vivons juxtapose une extraordinaire productivité et une abondance matérielle, sur lesquelles viennent se greffer des possibilités meilleures de développer la créativité et l'épanouissement humains, avec le spectacle de la misère et un gaspillage inouï de potentialités humaines. Cette observation est vraie si l'on considère le monde comme un tout, ou si l'on se penche tout simplement sur les conditions de vie des personnes qui vivent dans les pays capitalistes les plus développés. Il existe sans doute de nombreuses explications possibles permettant de saisir cette situation. Par exemple, il est possible de soutenir que, dans un monde d'abondance, la pauvreté constitue tout simplement une triste fatalité de la vie (« la pauvreté est un phénomène qui a toujours existé »). À défaut, certains n'hésitent pas à dire qu'il s'agit là d'une situation temporaire que le développement économique éradiquera dans un avenir proche : sans les entraves de la régulation étatique et avec le temps comme allié, le capitalisme finira un jour par éradiquer la pauvreté. D'autres estiment que la souffrance et l'absence de réalisation de soi relèvent peut-être tout simplement de la responsabilité des individus dont la vie a mal tourné. Le capitalisme contemporain offrirait en effet une multitude d'opportunités que certains gaspillent parce qu'ils sont trop paresseux, irresponsables ou impulsifs pour en tirer profit. Mais il est également possible que la situation actuelle de la pauvreté dans un monde d'abondance soit un symptôme visible de certaines propriétés fondamentales du système socio-économique. Il s'agit là de la revendication principielle de la critique socialiste du capitalisme : *le capitalisme produit structurellement des souffrances humaines inutiles* (« inutiles » au sens précis où, si un changement adéquat se produisait au sein des relations socio-économiques, ces carences pourraient être éliminées). La rhétorique anticapitaliste la plus dure, qui dénonce le capitalisme en termes d'oppression et d'exploitation, met ainsi davantage l'accent sur cet aspect.

Pour un grand nombre de personnes, accuser le capitalisme d'être une source essentielle de pauvreté dans la société contemporaine apparaîtra comme une accusation étrange, voire absurde. Le « marché libre » et l'esprit d'entreprise orienté vers la recherche du profit sont sans cesse présentés comme la source du progrès technologique, de la croissance économique et d'une prospérité accrue. Bien qu'il soit admis que des problèmes sociaux, sur lesquels vient se greffer la question de la souffrance humaine, puissent perdurer au sein de sociétés capitalistes riches et opulentes, l'argument avancé est que de tels problèmes ne peuvent en aucun cas être imputés au capitalisme en tant que tel, mais plutôt à d'autres processus sociaux qui coexistent avec le capitalisme au sein même des sociétés capitalistes. Si, au début du XXIe siècle, 20 % des enfants aux États-Unis vivent dans la pauvreté, les raisons

avancées seront alors exogènes : éclatement de la cellule familiale ; carences culturelles au sein des communautés pauvres ; politiques publiques irresponsables qui créent une situation d'assistanat, de dépendance envers les prestations sociales et qui favorisent la création de trappes à pauvreté ; ou système éducatif mal conçu qui ne parvient pas à adapter les individus aux évolutions rapides du marché du travail. La persistance de la pauvreté ne serait donc pas liée à la nature capitalistique du système économique en tant que tel. Il est certes admis que le marché libre engendre des inégalités économiques, mais il produit aussi la croissance économique et, comme les défenseurs des institutions capitalistes aiment à le répéter, « une marée montante soulève tous les bateaux ». Pourquoi devrait-on alors se soucier de l'inégalité si celle-ci a pour conséquence d'améliorer le sort des plus pauvres à plus ou moins long terme ? Pour étayer leur démonstration, les partisans du capitalisme soutiennent aussi que toutes les alternatives au capitalisme créent encore plus de problèmes. Il suffit pour cela de regarder le sort des économies gérées par l'État dans l'Union soviétique et ailleurs : le capitalisme a triomphé parce qu'il a été beaucoup plus efficace et parce qu'il a été capable de garantir un niveau de vie élevé pour la plupart des gens, sans parler du fait que, contrairement à ces alternatives, le capitalisme tend davantage à favoriser la liberté individuelle et la démocratie politique.

Si l'on traite cette question selon une perspective à long terme, il est certes admis que le capitalisme a engendré un progrès scientifique et technologique spectaculaire au cours des deux derniers siècles, qui a conduit à une meilleure nutrition, réduit le nombre de maladies et augmenté l'espérance de vie pour une proportion importante de la population dans de nombreuses zones géographiques. Ce qui est particulièrement pertinent pour notre propos est de rappeler que ces améliorations substantielles ne sont pas simplement l'apanage d'une certaine classe ou strate privilégiée, mais qu'elles ont également touché assez largement, y compris dans une période récente, plusieurs grandes régions du monde en voie de développement. Bien que ce progrès ne puisse pas être exclusivement attribué au capitalisme en tant que tel (à titre d'exemple, les actions menées à l'échelle de l'État ont eu un rôle important dans les politiques de santé publique), le capitalisme a joué un rôle central dans ce processus. Ce fait indéniable selon lequel le capitalisme est une machine à produire de la croissance (et la croissance peut avoir des effets positifs significatifs sur le niveau de vie d'un grand nombre de personnes) est l'une des raisons pour lesquelles le capitalisme demeure un ordre social solide.

Cependant, l'affirmation contenue dans notre première proposition n'est pas de soutenir que le capitalisme n'a pas contribué à une réduction de la souffrance humaine par rapport aux états *antérieurs* du monde, mais que, par rapport à des états *possibles* du monde, il perpétue des sources de souffrance qui peuvent être éliminées. Ce point implique donc le scénario contrefactuel suivant : dans le monde d'aujourd'hui, des réductions significatives de la souffrance humaine seraient possibles en mettant en place des institutions non capitalistes adéquates. Selon nous, ce scénario contrefactuel ne peut guère être réfuté sur la base d'observations

empiriques qui en concluent que les conditions matérielles sous le règne du capitalisme actuel se sont fortement améliorées. L'affirmation est davantage de soutenir que ces améliorations sont en deçà de ce qu'elles pourraient être.

Ce point étant précisé, la question est donc de savoir quel est l'argument qui se cache derrière l'affirmation selon laquelle le capitalisme a tendance à perpétuer une forme éliminable de souffrance. Selon nous, trois mécanismes sont particulièrement importants ici pour en saisir toute la portée : l'exploitation, les externalités sociales négatives et incontrôlées du changement technologique et la compétition capitaliste.

L'exploitation. Selon nous, le capitalisme confère un pouvoir économique à une catégorie de personnes – les propriétaires du capital – qui ont un puissant intérêt économique à maintenir une bonne partie de la population dans une position économiquement vulnérable et dépendante. Voici l'argument : le capitalisme est un système économique qui est guidé par la quête perpétuelle du profit. Encore faut-il préciser que cette quête ne se réduit pas à une simple question d'avarice personnelle qui serait propre aux capitalistes – même si une culture de la maximisation du profit renforce indubitablement une poursuite obstinée de l'intérêt personnel qui s'apparente fortement à une forme d'avarice. Au contraire, cet objectif est le résultat d'une dynamique concurrentielle et des pressions exercées sur les entreprises pour tenter d'augmenter sans cesse leurs profits ou bien de prévenir tout risque de déclin.

Il faut également ajouter qu'un aspect primordial de la quête du profit par les entreprises capitalistes est de se centrer sur le travail des salariés. Les entreprises capitalistes embauchent en effet des travailleurs afin de faire fonctionner les moyens de production dans le but de produire les biens et les services que l'entreprise capitaliste vend par la suite. La différence entre la totalité de ces coûts de production et le prix auquel ces biens et services sont vendus constitue les profits de l'entreprise. Mais afin de maximiser leurs profits, ces entreprises doivent faire face à un double problème : d'une part, l'embauche de la main-d'œuvre constitue elle-même un coût qui revêt la forme de salaires, et les capitalistes veulent maintenir ces coûts aussi bas que possible (comme tous les coûts de production). Car, toutes choses égales par ailleurs, baisser les coûts salariaux signifie augmenter les profits. D'autre part, les capitalistes veulent que les salariés travaillent aussi dur et efficacement que possible. En effet, plus les travailleurs fournissent d'efforts, plus il sera produit pour un niveau donné de salaires. Et plus ils produisent à ce niveau donné de coûts, plus les profits seront élevés[7]. Les intérêts économiques des capitalistes – les profits qu'ils exigent – dépendent donc de l'extraction d'une dépense d'énergie de leurs travailleurs à un coût aussi bas que possible. C'est, rapidement résumé, ce que l'on entend lorsqu'on mobilise le concept d'« exploitation[8] ».

Bien sûr, les capitalistes ne peuvent fixer unilatéralement le montant des salaires, ni déterminer unilatéralement l'intensité du travail parce qu'ils sont à la fois contraints par les conditions du marché du travail et confrontés à diverses formes de résistance qui proviennent des travailleurs. Par conséquent, afin de maximiser leurs profits, les capitalistes ont intérêt à maintenir les conditions du marché de travail qui

leur garantissent la présence d'une main-d'œuvre abondante et qui sapent la capacité des travailleurs à résister aux pressions pour qu'ils intensifient leur dépense d'énergie. Plus particulièrement, les capitalistes ont intérêt à ce qu'un grand nombre de travailleurs soient en compétition pour accéder à l'emploi, puisqu'une telle situation tend à faire baisser les salaires. Ils ont également intérêt à maintenir un niveau assez élevé de chômage afin d'entretenir chez les travailleurs un sentiment d'anxiété quant à la perspective de perdre leur emploi. En d'autres termes, les capitalistes ont grandement intérêt à accroître la vulnérabilité des travailleurs.

Le changement technologique. Dans le cadre du processus de production, le changement technologique est une tendance qui est consubstantielle à la compétition capitaliste, car c'est l'un des principaux moyens dont disposent les capitalistes pour augmenter la productivité lorsqu'ils s'efforcent de maintenir leurs profits. En soi, augmenter la productivité est une bonne chose, puisque cela signifie que nous avons besoin d'un niveau d'intrants moins élevé pour atteindre un certain seuil de production. Cet impératif est l'une des grandes réalisations du capitalisme que mettent en lumière tous ses partisans.

Mais quel est alors le problème ? Le problème est que le changement technologique rend continuellement obsolètes les compétences mobilisées, détruit des emplois et déplace les travailleurs. Autrement dit, il crée des difficultés qui s'imposent aux individus. Mais les défenseurs du capitalisme rétorqueront que le changement technologique stimule également la demande de nouvelles compétences et crée de nouveaux emplois. Ils poursuivront en ajoutant qu'en moyenne le changement technologique a amélioré à long terme la qualité des emplois et des salaires dans l'économie. Selon eux, loin de maintenir des formes de pauvreté qui pourraient être éliminées, le changement technologique rend possible une réduction spectaculaire de ce fléau social. Le problème avec ce type de réponse, c'est que le capitalisme en tant que système économique ne produit pas par lui-même des mécanismes pour réaffecter des personnes dont les compétences sont dépassées et pour lesquelles les possibilités d'emploi restent limitées, notamment dans des secteurs d'activité en expansion qui exigent de nouvelles compétences. La tâche de fournir de nouvelles compétences et de nouveaux emplois pour des travailleurs qui ont été déplacés est en effet très exigeante : la plupart sont relativement âgés, et les entreprises capitalistes sont peu incitées à investir dans le capital humain de ces travailleurs ; les nouvelles possibilités d'emploi sont souvent géographiquement éloignées des zones d'habitation dans lesquelles se sont installés ces travailleurs, et le coût des bouleversements sociaux induits par la délocalisation de ces emplois reste considérable ; par ailleurs, les entreprises capitalistes sont souvent réticentes à offrir une formation efficace à des travailleurs qui disposent de compétences inadéquates, puisque, une fois nouvellement formés, ils seraient libres de réinvestir leur capital humain dans d'autres entreprises. Ainsi, même s'il est vrai que le changement technologique crée souvent des emplois dotés d'une plus grande productivité et qui exigent la maîtrise de compétences nouvelles, et même si nous pouvons également admettre que ces nouveaux emplois sont parfois mieux rémunérés

que les anciens qui ont été détruits, il n'en demeure pas moins que le processus de destruction/création d'emplois engendre un flux continu de personnes déplacées dont la plupart sont incapables de profiter des nouvelles opportunités qui leur sont offertes. En d'autres termes, le changement technologique marginalise autant qu'il crée de nouvelles opportunités, et – *en l'absence d'un processus non capitaliste compensatoire* – cette marginalisation accroît la pauvreté. Il va de soi que ce constat est inhérent à la logique du capitalisme et qu'en l'absence d'institutions non capitalistes une telle marginalisation perpétue un sentiment de souffrance.

La compétition fondée sur la maximisation du profit. Le changement technologique est un exemple précis d'une dynamique plus large qui touche les économies capitalistes : les moyens par lesquels une compétition entre les entreprises fondée sur la maximisation du profit détruit des emplois et déplace les travailleurs. L'observation banale selon laquelle les entreprises capitalistes délocalisent souvent leur production vers des économies où les salaires sont plus bas, afin de réduire leurs coûts et d'augmenter leurs profits, fait écho aux discussions contemporaines sur le libre-échange et le capitalisme mondial. Ce constat n'est pas nécessairement imputable au changement technologique ou à l'efficacité technique, mais simplement à des différences de salaires entre certaines zones géographiques. Dès lors que ce mouvement de capitaux s'amplifie, des emplois sont en effet détruits et des travailleurs marginalisés. Pour plusieurs raisons, le capital est beaucoup plus mobile que les individus : les personnes sont enracinées dans des communautés, ce qui rend tout déplacement très coûteux ; il existe souvent des obstacles juridiques à la circulation en raison du maintien de frontières internationales ; et même à l'intérieur des frontières nationales, les travailleurs déplacés peuvent pâtir d'un manque d'information et ne pas disposer des ressources nécessaires pour obtenir de nouveaux emplois. Le résultat est que, même si la compétition capitaliste et les marchés de capitaux faiblement réglementés stimulent la croissance économique, des travailleurs sont déplacés malgré eux, en particulier lorsque les marchés sont organisés au niveau mondial.

Pris dans leur ensemble, ces trois processus – exploitation, externalités sociales négatives du changement technologique, compétition fondée sur la maximisation du profit – montrent bien que le capitalisme, alors même qu'il est un moteur de la croissance économique, est une source intrinsèque de vulnérabilité, de pauvreté, de privations ou bien de marginalisation. Et ces processus sont particulièrement saillants lorsque le capitalisme est appréhendé comme un système global. D'une part, vers la fin du XXe siècle, les mouvements mondiaux du capital et l'extension de l'exploitation capitaliste dans les régions les moins développées du monde, ainsi que les changements technologiques et la compétition fondée sur la maximisation du profit ont contribué, dans certains cas, et de manière frappante, à une croissance économique fulgurante et au développement de la Chine et de l'Inde[9]. D'autre part, ces mêmes processus ont également produit des formes profondes et dévastatrices de marginalisation et de pauvreté extrêmes dans diverses parties du monde.

En principe, les fruits de la croissance pourraient bien entendu être distribués en

vue d'améliorer le bien-être matériel de chaque individu. Même en l'absence de croissance économique, il est indéniable que le capitalisme a suffisamment produit de richesse matérielle au point d'éradiquer toute forme de misère extrême au sein des pays capitalistes développés et de satisfaire les besoins de base des populations des pays pauvres du tiers monde. Cependant, il n'existe pas de mécanisme *interne qui serait propre au capitalisme* pour assurer cette redistribution nécessaire, aussi bien dans les pays riches que dans le reste du monde. C'est pourquoi, pour que « *tout* le monde soit gagnant », des institutions contre-capitalistes doivent impérativement être créées, c'est-à-dire des institutions qui soient capables de neutraliser l'impact destructeur du capitalisme sur la vie de nombreuses personnes. C'est précisément parce que le capitalisme crée la potentialité d'éliminer toute forme de privation matérielle, mais ne peut en lui-même réaliser pleinement cette potentialité, qu'il est donc légitime de l'accuser de perpétuer des formes éliminables de souffrance humaine.

2. Le capitalisme bloque l'universalisation des conditions favorisant l'expansion de l'épanouissement humain

Lorsque les socialistes, plus particulièrement ceux qui se réclament de la tradition marxiste, critiquent le capitalisme, ils invoquent généralement une litanie de préjudices et de méfaits (pauvreté, dégradation des conditions d'existence, labeur inutile, opportunités manquées, oppression) et ils mobilisent, peut-être de manière plus théorique, des idées complexes, comme celles d'aliénation et d'exploitation. Toutefois, lorsque la vision d'une alternative au capitalisme est esquissée, l'image décrite n'est pas simplement celle d'un paradis de la consommation sans pauvreté ou privation matérielle, mais plutôt celle d'un ordre social dans lequel les individus se développent, où leurs talents et leurs potentialités créatives sont nourris et s'exercent librement dans leur intégralité. Il va de soi que l'élimination de la privation matérielle et de la pauvreté constitue la condition essentielle pour que les potentialités humaines soient pleinement réalisées et exercées, et c'est cette réalisation que l'on retrouve au cœur de l'idéal d'émancipation défendu par les socialistes. C'est pourquoi je souhaite traiter la question de l'« épanouissement humain » au sens large : la réalisation et l'exercice des talents et des potentialités des individus.

Bien que le capitalisme ait pu contribuer de manière significative à élargir les potentialités d'épanouissement humain, grâce en particulier aux énormes avancées en matière de productivité humaine, et bien qu'il ait certainement créé les conditions dans lesquelles une grande partie de la population a pu accéder à une vie épanouissante, cette seconde proposition affirme cependant que le capitalisme bloque l'expansion de ces conditions à toutes les personnes, même au sein des pays capitalistes développés, pour ne pas parler du reste du monde. Selon nous, trois questions sont particulièrement saillantes ici et méritent donc d'être débattues : premièrement, les fortes inégalités produites par le capitalisme dans l'accès aux conditions matérielles pour mener une vie épanouissante ; deuxièmement, les

inégalités dans l'accès à un travail intéressant et stimulant ; et troisièmement, les effets destructeurs de l'hypercompétition sur les possibilités d'épanouissement.

Inégalité matérielle et épanouissement. La relation entre les marchés et l'inégalité demeure compliquée. D'une part, les marchés et la compétition produisent certains effets qui assurent la *promotion de l'égalité* : dans une certaine mesure, les marchés capitalistes créent les conditions réelles d'une mobilité de classe par rapport aux sociétés précédentes, ce qui signifie que la position sociale d'un individu au sein d'un système économique inégalitaire est moins déterminée par la naissance que dans les formes antérieures de sociétés de classes. Même s'ils sont relativement rares, les grands récits d'ascension sociale relatent des faits réels et sont facilités par l'existence de marchés ouverts et compétitifs. Il est vrai aussi qu'une économie de marché dynamique dissout généralement les inégalités ayant un statut non économique, notamment les inégalités de statut fondées sur le sexe, la race, l'ethnicité et la religion, dans la mesure où un marché du travail compétitif inciterait davantage les employeurs à rechercher des talents indépendamment de ces attributs héréditaires et assignés. Dans la mesure où le capitalisme a contribué à la destruction de ces discriminations héréditaires, il a donc accentué le processus d'universalisation des conditions d'épanouissement humain[10].

Mais les marchés sont également de puissants leviers pour créer des inégalités. La compétition marchande produit des gagnants et des perdants, et dès lors que les individus tendent à cumuler durant leur vie les effets bénéfiques et nuisibles d'une telle compétition, puisque de tels effets auront également un impact sur la prochaine génération, et en l'absence de mécanismes compensateurs, il est fort probable que les inégalités produites par le marché auront tendance à s'intensifier au cours du temps. Bien entendu, certaines de ces inégalités sont aussi le résultat de facteurs qui dépendent partiellement du contrôle des individus. Plus précisément, ces derniers peuvent être amenés à prendre des décisions sur la manière dont ils répartissent leur temps personnel et leurs ressources lorsqu'ils procèdent à différents types d'investissements, y compris les investissements dans l'acquisition de capital humain (compétences et connaissances), et, par conséquent, même si tout le monde avait débuté avec une dotation humaine et financière identique, il est vraisemblable que des inégalités émergeraient au fil du temps, reflétant ainsi les différentes préférences et les multiples efforts des acteurs. Mais une grande partie de l'inégalité générée par les marchés est tout simplement le fruit du hasard plutôt que du travail et de la prévoyance. De manière responsable, un travailleur peut s'impliquer dans son éducation et sa formation pour se retrouver ensuite dans une situation où ses compétences seraient dépassées et ses perspectives d'emploi beaucoup plus réduites. Même si cette situation ne conduit pas nécessairement vers la pauvreté absolue, certains individus peuvent néanmoins être contraints de ne pas pouvoir exercer pleinement leurs talents. Les entreprises peuvent faire faillite et les salariés perdre leur emploi non pas à cause d'une mauvaise planification ou de pratiques commerciales douteuses, mais en raison de chocs survenant sur les marchés et que personne ne contrôle. À défaut de promouvoir des mécanismes solides visant à

récompenser le « mérite », les marchés fonctionnent bien plus souvent comme des loteries brutales.

Les fortes inégalités économiques engendrées par les marchés signifient que, en l'absence de mécanismes de distribution qui compensent les effets du marché, les moyens matériels pour mener une vie épanouissante seront très inégalement répartis aussi bien dans un cadre national qu'entre les régions du capitalisme mondial. À l'évidence, cette inégalité de répartition a des conséquences particulièrement néfastes pour les enfants, pour qui les inégalités matérielles peuvent gravement entraver l'accès aux conditions de développement de leurs potentialités humaines. Mais ce n'est pas seulement un problème que l'on rencontre lors des premières années de la vie. L'idée d'« épanouissement » comprend non seulement le développement des capacités intellectuelles, psychologiques et sociales durant l'enfance, mais aussi la possibilité d'exercer tout au long de son existence ces capacités et d'en développer par la suite de nouvelles lorsque les circonstances de la vie changent. En somme, les marchés capitalistes produisent des inégalités importantes en termes de possibilités réalistes pour le développement et l'exercice de talents et de capacités tout au long de la vie.

Le travail. Au-delà de la question des rétributions économiques liées à l'activité du marché du travail, le capitalisme crée de très grandes disparités lorsqu'il s'agit d'accéder à un travail intéressant et stimulant. Les employeurs capitalistes sont incités à concevoir des emplois de manière à extraire au moindre coût le maximum d'effort fourni par les travailleurs. Souvent – mais pas invariablement –, cette incitation capitaliste se concrétise en adoptant des technologies qui réduisent les niveaux de compétences requis afin d'accomplir le travail demandé, de routiniser les principales tâches et de simplifier les exigences de surveillance. Il faut également ajouter que l'évolution technique peut favoriser la création de nouveaux profils de travailleurs hautement qualifiés, et certains de ces emplois impliquent aussi la résolution de problèmes considérables et des possibilités d'exprimer sa créativité. Le problème est que ces emplois stimulants qui sont offerts par les entreprises capitalistes ne sont pas déterminés en fonction des besoins des personnes de s'épanouir dans un travail enrichissant, mais selon des critères de rentabilité définis par l'entreprise. Aucune raison ne soutient donc l'idée générale selon laquelle la rentabilité devrait être maximisée par la création d'emplois salariés intéressants et stimulants. De plus, lorsque de tels emplois sont créés pour répondre à la création de nouvelles technologies et à la mise en place de conditions de travail inédites qui exigent des compétences rares et donc très bien rémunérées, la concurrence capitaliste engendre généralement des pressions continues afin de routiniser autant que possible les tâches dévolues à ces emplois et de réduire les coûts associés à l'embauche de salariés hautement qualifiés[11]. Le résultat est donc sans appel : dans les économies capitalistes, la plupart des individus, durant la plus grande partie de leur carrière professionnelle, sont confrontés à des perspectives d'emploi qui offrent des opportunités réduites d'exercer toute forme de créativité et de relever des défis stimulants, et cette situation freine considérablement l'épanouissement humain.

La compétition destructrice. La relation entre compétition et épanouissement humain est également complexe. D'une part, la compétition – essayer d'être meilleur que les autres – est l'un des processus sociaux qui obligent les gens à consacrer du temps ou de l'énergie et à mobiliser les ressources nécessaires pour développer leurs talents. Cela ne signifie pas que la seule motivation pour développer ses talents soit le désir d'être meilleur que les autres. Les gens sont aussi bien motivés par le sentiment de réussite et de réalisation de soi, qui provient de la maîtrise de compétences, que par le défi d'exercer ces mêmes compétences lorsqu'elles sont actualisées. Néanmoins, la concurrence est une force puissante pour récompenser les gens qui ont développé avec succès leurs talents, et c'est pourquoi un certain degré de compétition stimule indubitablement l'épanouissement humain. Mais d'autre part, la compétition se fonde sur une culture de la réussite qui évalue les gens en fonction de leur position relative par rapport aux autres. La réussite se définit non pas comme la réalisation d'une potentialité, mais suivant une culture de la gagne où il s'agit d'être meilleur que les autres. Dans les versions les plus radicales d'une telle compétition – la compétition dans laquelle « le vainqueur rafle toute la mise » (*« winner-take-all » competition*) selon les fameux termes de Robert Frank et de Philip Cook –, seul un vainqueur reconnu est en mesure de recevoir virtuellement la totalité de la mise, tous les autres participants étant considérés comme perdants[12]. Il n'est donc pas difficile de voir que cette compétition intense a des conséquences potentiellement négatives pour l'épanouissement humain. Bien évidemment, dès lors que nous sommes jetés dans une telle compétition et que nous savons pertinemment que nous n'avons aucune chance réaliste de l'emporter, il est très facile de se décourager et d'abandonner complètement. Plus largement, dans le cadre d'un système de compétition intense, la plupart des individus seront considérés comme en « échec » relatif. Par conséquent, la perte de l'estime de soi et la crise de confiance en ses propres capacités qui résultent d'un tel échec ébranlent les conditions psychologiques de l'épanouissement. En outre, étant donné que dans le capitalisme l'allocation des ressources visant à faciliter le développement des talents est principalement considérée comme un investissement économique, et que les investissements sont évalués en fonction de leurs rendements économiques attendus, une forte tendance s'imposera pour que les ressources visant à cultiver les talents soient fortement concentrées parmi les plus talentueux. Après tout, dans un marché, consacrer beaucoup de ressources pour développer les talents des moins talentueux serait perçu comme un mauvais investissement. C'est pourquoi les personnes ayant des talents ordinaires ont généralement un accès restreint aux moyens visant à les développer. Cette restriction obstrue également l'universalisation de l'épanouissement humain[13].

La compétition en tant que telle a donc des effets positifs et négatifs sur l'universalisation des conditions de l'épanouissement humain. Mais le solde net se calcule en fonction de l'intensité de la compétition et doit tenir compte des mécanismes compensateurs qui atténuent les effets négatifs et facilitent l'épanouissement. Plus une économie est organisée sur une base purement capitaliste,

dans laquelle la compétition marchande et la propriété privée dictent leur conduite en matière d'allocation de ressources, plus la probabilité d'atteindre l'équilibre entre compétition et épanouissement humain diminue.

3. En matière de liberté humaine et d'autonomie, le capitalisme reste déficient

Pour les partisans du capitalisme, il va de soi que les valeurs de liberté et d'autonomie individuelles ne peuvent pleinement s'exprimer que dans le cadre de ce système économique. La « liberté de choisir », qui s'enracine fortement dans les droits individuels à la propriété, est, comme l'a fait valoir Milton Friedman, la vertu morale essentielle exigée par le capitalisme[14]. Le capitalisme favorise en effet la création de commerces qui sont remplis d'une innombrable variété de marchandises, et les consommateurs sont libres d'acheter ce qu'ils veulent dans les limites fixées par leurs contraintes budgétaires. Les investisseurs sont libres de choisir où ils souhaitent investir leur argent. Les travailleurs sont libres de quitter leur emploi. Tous les échanges sur le marché sont volontaires. Le fonctionnement du capitalisme est indissociable de la liberté individuelle de choisir.

Cette liberté de choix qui est fondée sur le marché et la propriété n'est pas une illusion, mais elle n'est pas pour autant le reflet fidèle de la relation entre la liberté individuelle et l'autonomie face au capitalisme. Il existe deux raisons pour lesquelles le capitalisme fait obstacle de manière significative à cet idéal, au lieu de le réaliser pleinement. En premier lieu, les relations de domination qui structurent les lieux de travail capitalistes restreignent l'autonomie individuelle et organisationnelle. Le pouvoir des propriétaires de décider comment leur propriété doit être utilisée reste au cœur de l'institution de la propriété privée. Dans le contexte des entreprises capitalistes, cette institution est la source de légitimation qui permet d'investir les propriétaires de l'autorité nécessaire pour orienter les actions de leurs salariés. Une partie essentielle du contrat de travail consiste en effet à obtenir l'accord des salariés pour exécuter ce qu'on leur demande de faire[15]. Bien entendu, il se peut qu'un certain degré d'autonomie organisationnelle soit autorisé parce que, d'un point de vue pratique, les employeurs ne sont pas toujours en mesure de contrôler efficacement tous les comportements de leurs salariés, et parce que dans certains processus de production l'employeur peut accorder au salarié une plus grande autonomie. Néanmoins, pour la majorité des travailleurs de la plupart des lieux de travail capitalistes, la liberté individuelle et l'autonomie organisationnelle sont assez réduites. Ce manque d'autonomie et de liberté dans le monde du travail constitue une partie importante de ce qu'on a coutume d'appeler « aliénation » dans la critique du capitalisme.

À cet argument, les défenseurs du capitalisme répondent que, si les ouvriers n'aiment pas ce qu'on leur demande de faire, ils sont toujours libres de partir. Ils ne sont donc pas vraiment dominés, car ils se soumettent volontairement à l'autorité de leur patron. Cependant, la liberté des individus de quitter leur emploi afin de se prémunir d'une telle domination n'est qu'une fuite illusoire car, sans la propriété des

moyens de production et sans l'accès aux biens de première nécessité, les travailleurs sont contraints de chercher du travail dans les entreprises capitalistes ou les organisations étatiques, et dans les deux cas ils doivent abandonner leur autonomie.

La deuxième manière dont le capitalisme dénature l'idéal de la liberté et de l'autonomie individuelles concerne les inégalités démesurées de richesse et de revenu que ce système économique engendre. Comme l'explique de façon convaincante Philippe Van Parijs, ces inégalités présupposent l'existence d'une inégalité plus fondamentale qui concerne la « liberté réelle » des individus. La « liberté réelle » consiste dans la capacité effective des individus à agir sur leurs projets de vie, à être en position de faire réellement des choix qui, à leurs yeux, revêtent une importance cruciale[16]. L'existence d'inégalités de richesse et de revenu démesurées signifient alors que certaines personnes disposent d'une plus grande liberté que d'autres. Bien qu'il soit certainement vrai que le capitalisme renforce l'autonomie et la liberté individuelles par rapport à des formes antérieures de société, il semble difficilement contestable qu'il érige également des obstacles à la réalisation pleine et entière de ces valeurs.

4. Le capitalisme viole les principes égalitaristes et libéraux de la justice sociale

Nous avons vu que les conceptions égalitaristes et libérales de la justice tournent autour de l'idée d'*égalité des chances*[17]. De façon générale, l'idée est qu'un système de distribution est juste si toutes les inégalités résultent d'une combinaison de choix individuels et de ce qu'on appelle la « chance optionnelle » (*option luck*). La chance optionnelle est comme une loterie librement choisie – une personne connaît à l'avance les risques et les probabilités de succès et décide alors de tenter sa chance. Si ces personnes gagnent, elles sont riches. Si elles perdent, elles n'ont pas à se plaindre. Cette chance diffère de la « chance pure » (*brute luck*). Ce sont les risques sur lesquels nous n'exerçons aucun contrôle et dont nous ne portons pas la responsabilité morale. La « loterie génétique » qui détermine le patrimoine génétique d'une personne est l'exemple le plus souvent évoqué, mais la plupart des maladies et des accidents auraient également ce caractère. Pour l'égalitariste libéral, les individus doivent être dédommagés pour les déficits de possibilités ou de bien-être qui surviennent en raison de la chance pure, mais ils n'ont pas besoin de compensation pour les conséquences produites par la chance optionnelle. Dès lors que les effets de la chance pure ont été compensés, tous les individus disposent alors effectivement des mêmes chances, et toutes les inégalités qu'ils subissent sont le résultat de choix individuels qui renvoient à leur responsabilité morale.

Le capitalisme est fondamentalement incompatible avec cette notion forte d'égalité des chances. Au sein du capitalisme, l'accumulation privée des richesses et les grandes disparités entre les revenus procurent à certains individus des avantages intrinsèques et injustes par rapport à d'autres. Ce constat vaut particulièrement pour les enfants. Les inégalités matérielles considérables dans lesquelles grandissent les

enfants violent les principes de l'égalité des chances, parce que de telles inégalités matérielles peuvent avantager certains enfants, lorsqu'il s'agit pour eux d'acquérir un capital humain, et parce qu'elles ouvrent à certains jeunes adultes l'accès à une quantité non négligeable de capitaux dont d'autres seront privés durant leur jeunesse. Ainsi, même si nous écartons provisoirement le problème complexe de savoir comment mettre en place des mécanismes qui viendraient compenser les « mauvais aléas » de la loterie génétique, encore faut-il rappeler que, aussi longtemps que persistera la transmission de la fortune privée par l'héritage et aussi longtemps que les investissements en capital humain des enfants seront étroitement liés à l'inégalité des ressources des parents, l'égalité des chances restera une pure fiction. Parce qu'il crée nécessairement de telles inégalités dans les conditions de vie des enfants, le capitalisme est donc incompatible avec l'égalité des chances[18].

Le capitalisme viole non seulement les convictions les plus fortes des égalitaristes libéraux concernant l'égalité des chances, mais également les idéaux communs de la justice qui ont été promus par les libéraux. L'une des idées fondamentales mises en avant par les notions libérales de justice est que, dans la poursuite de son propre intérêt, il est injuste d'imposer aux autres des charges non choisies. C'est pourquoi le vol est illégitime : voler de manière coercitive impose à la victime un coût. La logique privée de maximisation du profit que développe le capitalisme signifie que les entreprises capitalistes ont tendance naturellement à essayer de déplacer leurs coûts sur les autres : toutes choses égales par ailleurs, les profits seront plus élevés si une partie des coûts de production sont supportés par des personnes différentes des propriétaires, c'est-à-dire si des charges non choisies sont imposées aux autres. L'exemple classique est celui de la pollution : il est généralement moins coûteux pour les entreprises capitalistes de déverser leurs déchets dans la nature que de payer les coûts liés à la prévention de la pollution. Mais la pollution impose aux autres des coûts – sous plusieurs formes, comme l'augmentation des dépenses en santé, les coûts d'assainissement de la nature et la dégradation esthétique de l'environnement. Ces différents types de coûts que l'on déplace vers les autres sont appelés « externalités négatives ». Elles ne traduisent pas seulement une forme d'inefficacité économique – même si elles sont inefficaces, comme nous le verrons dans la proposition 5 ci-dessous – mais une forme d'injustice.

Un défenseur du capitalisme pourrait très bien répliquer que, si tous les droits de propriété étaient pleinement spécifiés et appliqués, alors il n'y aurait pas d'« externalités négatives ». Dans un monde où les droits de propriété sont pleinement spécifiés, les contrats sont établis de manière complète, et l'information est réputée parfaite. Pour qu'une entreprise capitaliste m'impose ses coûts de pollution, elle serait alors contrainte d'acheter mon autorisation. Je pourrais, au cas où je le désirerais, vendre et monnayer mon droit personnel à respirer de l'air pur. Les entreprises capitalistes opteraient alors pour la solution la plus avantageuse économiquement : prévenir la pollution ou bien payer ces coûts. Si l'entreprise décide de polluer l'air, cette décision traduirait alors tout simplement un échange volontaire entre ceux qui respirent la pollution et l'entreprise pollueuse. La même

idée pourrait s'appliquer à d'autres formes d'externalités négatives : la diminution de la valeur d'un bien immobilier lorsqu'une grande entreprise industrielle se délocalise et s'implante dans une nouvelle zone géographique, le bruit désagréable produit par le trafic aérien, et ainsi de suite. Telle serait, dans ses grandes lignes, l'argumentation d'un partisan du capitalisme.

Aussi bien le caractère exhaustif de ce type de spécification concernant les droits de propriété que la création de marchés complets dans lesquels ces droits peuvent être échangés sont néanmoins impossibles pour de nombreuses raisons. Les conditions d'information qui seraient nécessaires pour créer de tels marchés sont inatteignables. Même si l'on parvenait à s'en approcher grossièrement, les coûts de transaction pour exécuter ces échanges seraient monumentaux. Mais, plus fondamentalement, puisque la plupart des externalités négatives qui proviennent des comportements de maximisation des profits sont imposées aux générations futures, les personnes effectivement concernées qui subiront ces charges non choisies ne pourront pas prendre part à l'« échange volontaire ». Dans le cadre du marché, il n'existe tout simplement aucun moyen pour que les générations futures puissent participer à un processus de négociation, puisque les coûts à supporter dans un avenir proche, et qui correspondent à l'épuisement de ressources engendré par la logique de la maximisation du profit, sont établis aujourd'hui par les utilisateurs des ressources.

Bien sûr, cette question de l'injustice *intergénérationnelle*, qui consiste à imposer aux générations futures des externalités négatives, se posera pour n'importe quel système économique qui sera conscient des conséquences à long terme liées à la production et aux décisions de consommation actuelles. La question est donc de savoir si ce problème aura des effets plus néfastes dans certains systèmes économiques que dans d'autres. En raison de la manière dont le capitalisme favorise l'intérêt égoïste et dont il réduit la perspective temporelle de ses impacts et organise les décisions économiques par le biais de marchés décentralisés, il nous apparaît évident que ces problèmes d'injustice liés aux externalités négatives intergénérationnelles se posent avec acuité. Même un système économique dans lequel les choix d'investissement seraient soumis à un contrôle démocratique ne pourrait garantir que les intérêts des générations futures soient satisfaits de manière adéquate. Mais, dans un tel système, il n'est pas à exclure que l'équilibre entre les intérêts présents et les intérêts futurs puisse devenir un objet de délibération central plutôt que le résultat final de choix privés et atomisés d'individus agissant selon leurs propres intérêts.

5. Le capitalisme est inefficace sous certains aspects cruciaux

Si les idéaux de liberté et d'autonomie sont considérés comme les principales vertus morales du capitalisme, l'efficacité est généralement perçue comme sa vertu pratique cardinale. Indépendamment des débats autour des inégalités qui persistent en son sein et des injustices qu'il produit, le capitalisme est censé promouvoir l'efficacité parce qu'il « fait le boulot ». Selon cet argument, le marché et la

concurrence imposent une discipline sévère aux entreprises en vue de promouvoir une efficacité à la fois statique et dynamique.

L'efficacité statique (parfois appelée aussi l'« efficacité d'allocation ») renvoie à l'efficacité dans l'allocation des ressources. Le capitalisme promeut l'efficacité d'allocation en s'appuyant sur le mécanisme général de l'offre et de la demande dans les marchés où les prix sont déterminés par la concurrence et où la prise de décision est décentralisée. L'histoire est bien connue : pour un bien donné, si l'offre est inférieure à la demande, les prix montent, ce qui signifie que les producteurs de ce bien vont en général entraîner des profits supplémentaires (car ils peuvent vendre leurs biens à des prix plus élevés, sans que leurs coûts augmentent proportionnellement par unité produite). Ce niveau de profit, qui est supérieur à la moyenne des profits attendus, conduit alors à une augmentation de la production de ce bien qui devient alors difficile à obtenir, et des ressources issues d'activités moins profitables sont par la suite réaffectées. Puis cette réaffectation est mise en œuvre jusqu'à ce que le prix du bien atteigne le niveau où la demande est satisfaite.

L'efficacité dynamique renvoie à l'innovation technologique et organisationnelle qui augmente la productivité au fil du temps. Ce point a déjà été examiné dans la proposition 1 : chaque entreprise capitaliste est sous la menace perpétuelle d'une innovation, d'une réduction des coûts ou d'une amélioration de la qualité d'un bien qui peuvent provenir d'entreprises concurrentes. C'est pourquoi chaque entreprise doit faire face à la pression d'innover afin de maintenir ses profits. Bien sûr, consacrer du temps, des ressources et de l'énergie humaine à l'innovation est un pari risqué car une grande partie de cet effort ne conduira pas à des résultats utiles. Mais il est également risqué de ne pas tenter d'innover car, si d'autres entreprises innovent, la viabilité d'une entreprise sur son segment de marché va diminuer à plus ou moins long terme. La pression compétitive a donc tendance à stimuler l'innovation et à augmenter l'efficacité, dans la mesure où nous avons besoin d'un niveau d'intrants (*input*) moins élevé pour atteindre un niveau de production (*output*) équivalent.

Bien entendu, le capitalisme détient une certaine efficacité sous ces deux aspects. À cet égard, il semble être plus efficace que des formes d'organisation économique antérieures, ou bien par comparaison avec la production centralisée et autoritaire planifiée par l'État. Cependant, cela ne signifie pas que le capitalisme soit exempt de toutes formes d'inefficacité. La question de savoir si, finalement, le capitalisme est plus ou moins efficace que ses alternatives devient alors une question empirique complexe car toutes les formes d'efficacité (et pas seulement l'efficacité définie selon les indicateurs de mesure étroits du marché) et d'inefficacité devraient être incluses dans l'équation. Selon nous, il existe six sources d'inefficacité dans le capitalisme qui sont particulièrement importantes : la sous-production des biens publics ; la sous-évaluation des ressources naturelles ; les externalités négatives ; le contrôle et l'exécution des contrats de marché ; les déficiences des droits de propriété intellectuelle ; et les coûts de l'inégalité.

Les biens publics. Pour des raisons bien connues et reconnues aussi bien par les

défenseurs du capitalisme que par ceux qui le critiquent, le capitalisme produit intrinsèquement des carences importantes dans la production des biens publics. La notion de biens publics se réfère à un large éventail d'objets satisfaisant deux conditions : 1) il est très difficile d'exclure quiconque souhaite consommer des biens publics lorsqu'ils sont produits ; et 2) la consommation de ce bien par une personne ne réduit pas la consommation d'une autre personne. L'air pur et la défense nationale sont des exemples classiques. La connaissance en est un autre : la consommation de connaissances par une personne ne diminue pas le stock de connaissances disponible, et une fois que les connaissances sont produites, il est assez difficile d'empêcher les gens de les consommer. Les marchés capitalistes ne fournissent pas un cadre idéal pour produire des biens publics, puisqu'il est difficile de générer du profit lorsqu'on peut difficilement exclure les personnes de la consommation des biens que l'on a produits. Et, puisque de nombreux biens publics sont essentiels à la fois pour la qualité de vie et la productivité économique, il est donc inefficace de s'en remettre aux marchés pour les produire.

À première vue, on pourrait penser que les biens publics constituent une catégorie relativement étroite de biens. En réalité, cette catégorie de biens que nous pouvons aussi concevoir avec l'idée d'« externalités positives » est assez large. Une externalité positive est un effet secondaire positif de la production d'un bien. Prenons le cas des transports en commun pour lesquels il existe de nombreuses externalités positives – par exemple, la conservation de l'énergie, la réduction des embouteillages et la diminution de la pollution. Toutes ces externalités ont des effets secondaires positifs qui peuvent être considérés comme des biens publics, mais de tels biens ne sont pas négociables dans les marchés : une société de transport en commun ne peut pas proposer un tarif sur la base d'une réduction des coûts de santé ou en assurant à ses clients qu'ils repeindront moins souvent leurs maisons en raison de la diminution du niveau de pollution produit par les transports publics. Ce sont des bénéfices retirés par un groupe d'individus plus large que celui des individus qui ont acheté leurs billets de transport en commun. Si une société publique de transport est organisée selon les principes du capitalisme, elle devra répercuter sur le prix des billets tous les coûts directs de production d'un tel service. Si elle recevait une indemnisation pour l'ensemble des externalités positives qu'elle engendre par son activité, le prix du billet pour les trajets individuels pourrait fortement diminuer (puisque le tarif proposé n'aurait plus à couvrir le coût du transport), mais il n'existe aucun mécanisme au sein des marchés des transports en commun permettant de faire payer les gens pour les faire bénéficier de ces externalités positives. En conséquence, du point de vue de l'efficacité globale, le prix des billets sera beaucoup plus élevé qu'il n'aurait dû l'être et, en raison de l'augmentation du prix des billets, la demande en transport public diminuera, donc l'offre de transport sera moins fournie et les externalités positives seront réduites[19]. Force est de constater que cette situation est économiquement inefficace.

Le même type d'argument concernant les externalités positives peut être mobilisé au sujet de l'éducation, des services de santé publique et même lorsqu'il s'agit de

secteurs d'activité comme les arts et le sport. Dans chacun de ces secteurs, il existe des externalités positives pour la société en général puisqu'elles ne touchent pas seulement les personnes qui consomment directement un tel service : il est préférable de vivre dans une société dans laquelle les personnes sont instruites que dans une société où les gens n'ont pas reçu d'instruction ; il est préférable de vivre dans une société dans laquelle les vaccins sont disponibles gratuitement, même si on n'est pas vacciné ; il est préférable de vivre dans une société qui regorge d'activités artistiques, même si on ne les consomme pas directement ; il est préférable de vivre dans une société qui propose de nombreuses activités de loisirs pour les jeunes, même si on n'est plus en âge de pratiquer de tels loisirs. Si ce raisonnement est correct, alors il est économiquement inefficace de compter sur le capitalisme et le marché pour qu'ils produisent de tels biens ou services.

La sous-évaluation et la surconsommation des ressources naturelles. Selon la théorie économique standard, le prix des biens dans un marché concurrentiel reflète approximativement les coûts de production. Ce principe d'équivalence est jugé efficace car cela signifie que les prix émettent de bons signaux aux producteurs et aux investisseurs. Et si les prix sont nettement au-dessus des coûts de production, les personnes qui investissent dans ces produits obtiendront des profits supplémentaires, et le signal envoyé aux producteurs les incitera à augmenter la production. En revanche, si les prix sont en dessous des coûts de production, cela signifie alors que les gens perdent de l'argent, et le signal envoyé sera sans appel : l'investissement et la production doivent baisser.

Cependant, cet argument standard concernant l'efficacité des signaux de marché qui sont émis par les coûts de production en interaction avec l'offre et la demande s'effondre lorsqu'il s'agit d'extraire des ressources naturelles non renouvelables. Le problème concerne essentiellement les horizons temporels dans lesquels les gens ressentent les « coûts de production » et donc interprètent les signaux produits par les prix. Nous savons que dans l'avenir les coûts de production des combustibles fossiles seront beaucoup plus élevés du fait de l'épuisement d'une telle ressource. Si ces coûts de production, qui seront plus élevés dans un avenir proche, étaient actuellement pris en compte dans le calcul des profits, il deviendrait alors évident que les prix actuels ne couvriraient pas l'ensemble de ces coûts. En conséquence, la production diminuerait afin d'augmenter suffisamment les prix en vue de couvrir ces coûts futurs qui seront bien plus élevés. Cependant, le marché est incapable d'imposer ces coûts à long terme sur la production actuelle. Le résultat est donc la sous-évaluation des ressources naturelles non renouvelables et leur surexploitation. C'est pourquoi l'utilisation de ces ressources à plus ou moins long terme est inefficace.

Dans certains cas, ce mécanisme affecte aussi des ressources renouvelables. Cela se produit notamment lorsque les coûts de production à court terme conduisent à exploiter une ressource à un rythme soutenu qui épuise ses capacités de renouvellement. L'exemple classique ici est l'épuisement rapide des stocks de pêche à grande échelle. Les poissons vivant dans l'océan constituent certainement une

ressource naturelle renouvelable, à condition que le volume de poissons capturés ne dépasse pas la capacité de reproduction du stock de pêche. Néanmoins, avec la technologie moderne, les coûts directs liés à la pêche deviennent si bas que le prix du poisson sur le marché conduit à sous-évaluer cette ressource et donc à la surconsommer. À cause des horizons temporels dans lesquels le marché impose ses coûts aux producteurs, nous voyons bien que le marché capitaliste ne peut pas lui-même résoudre ce problème[20]. Par conséquent, cette situation conduit de nouveau à une distribution totalement inefficace des ressources.

Les externalités négatives. Nous avons déjà abordé la question des externalités négatives en termes de concepts libéraux de la justice. Nous allons voir que les externalités négatives constituent aussi une source d'inefficacité dans l'allocation des ressources. Répétons-le, une allocation efficace des ressources dans un marché ne se produit que lorsque les producteurs sont confrontés à des coûts monétaires qui reflètent les coûts réels de la production, parce que, et seulement dans ce cas bien précis, la demande pour ces produits sera susceptible d'envoyer un signal correct aux producteurs. Le problème qui se pose dans les économies capitalistes est que les entreprises sont fortement incitées à transférer autant que possible leurs coûts à d'autres personnes, puisqu'un tel transfert augmente leur capacité compétitive sur le marché. Comme nous l'avons déjà noté, la pollution est l'exemple classique : à partir du point de vue strict de la maximisation du profit, il serait irrationnel pour les entreprises capitalistes de ne pas déverser leurs déchets dans la nature si elles ne craignaient pas d'être sanctionnées pour une telle action. Un argument identique pourrait être mobilisé au sujet des mesures de santé et de sécurité, dont le coût est élevé, et qui pourraient affecter à long terme les conditions de travail des salariés de l'entreprise. Sauf à considérer que des conditions insalubres de travail ont un impact sur les coûts de production, les entreprises qui veulent maximiser leurs profits sont fortement incitées à ignorer ces coûts.

Notons bien que ces considérations ne sont pas seulement des arguments théoriques. Dans les débats actuels, aussi bien sur le contrôle de la pollution que sur la santé et la sécurité dans le travail, les entreprises se plaignent constamment que les réglementations qui s'appliquent à ces domaines les rendraient moins compétitives. Selon cette perspective, les entreprises dans les pays en voie de développement ne sont pas soumises à ces réglementations et ont donc des coûts de production moins élevés, ce qui leur permet de vendre leurs produits à des prix inférieurs. Concrètement, cela signifie que les producteurs non réglementés sont en mesure d'imposer leurs coûts à leurs concurrents. Il se pourrait bien que les entreprises qui se plaignent aient raison sur le fait qu'elles soient menacées par l'existence de ces réglementations, mais cette menace traduit simplement que la compétition dans le marché capitaliste, sous ces conditions, renforce l'inefficacité dans l'allocation des ressources.

En tant que tel, le capitalisme ne peut pas résoudre ces problèmes car ils sont une conséquence inhérente à des décisions économiques privées motivées par le profit. Bien entendu, il serait exagéré de soutenir que les sociétés capitalistes ne seraient

pas en mesure de remédier aux externalités négatives. Les nombreuses tentatives visant à réguler la production capitaliste sont précisément un moyen de lutter contre les externalités négatives, en essayant d'empêcher les entreprises de transférer leurs coûts. Cependant, les mécanismes de régulation étatique ont toujours comme fondement l'érosion des droits de propriété strictement privée qui sont associés au capitalisme : certains de ces droits, tel le droit de décider du volume de déchets à déverser dans l'environnement, deviennent alors publics et s'émancipent du droit de la propriété privée.

Le contrôle et l'application des contrats marchands et la propriété privée. Une quatrième source d'inefficacité présente dans le capitalisme est centrée sur les coûts associés à l'application des contrats de marché. Au cœur des échanges marchands se trouve en effet la question des contrats – des accords volontaires visant à échanger toutes sortes de droits de propriété. Les contrats ne sont pas auto-exécutoires et il existe toute une série de coûts associés au contrôle et à l'application de ces accords. Plus il faut consacrer de ressources à cette tâche, moins il y a de ressources disponibles pour produire les biens et les services qui peuvent être échangés sur un marché. Il y a inefficacité dans la mesure où des ressources ne sont pas consacrées à la production, mais seulement utilisées en vue d'empêcher toute forme de fraude.

Les sommes mirobolantes engagées par les entreprises pour s'offrir les services d'un avocat lors de procès civils ou de litiges portant sur des différends contractuels, l'application des droits de propriété intellectuelle ou les protestations contre les régulations gouvernementales montrent à quel point les droits de propriété capitaliste peuvent engendrer des pertes d'efficacité. Étant donné les enjeux présents dans de tels conflits, ces dépenses de ressources peuvent être entièrement rationnelles et nécessaires pour que la production puisse se développer selon les conditions capitalistes. Néanmoins, ces types de dépenses détournent les ressources qui proviennent directement des activités productives.

Cependant, les problèmes d'efficacité créés par l'exécution des contrats outrepassent les simples questions de litige. Ils ont également une incidence sur le fonctionnement normal des relations contractuelles. Deux exemples permettent d'illustrer la portée de ce problème : les coûts associés à la surveillance des salariés et les énormes coûts bureaucratiques liés aux soins médicaux pris en charge par un système d'assurance privée décentralisé.

Rappelons que le contrat de travail implique l'échange d'un salaire contre une quantité de travail déterminée. Mais le problème qui se pose est le suivant : bien qu'un travailleur puisse accepter formellement d'exercer une activité pénible, il lui est cependant impossible d'exercer réellement sa dépense d'énergie sous le contrôle d'une personne extérieure. Les individus ne sont pas des robots, ils conservent toujours un certain degré de contrôle sur leurs activités. Les employeurs sont donc confrontés à un problème lorsqu'il s'agit de maximiser la dépense d'énergie de leurs salariés parce qu'ils veulent généralement que les travailleurs travaillent plus durement que ceux-ci ne voudraient le faire eux-mêmes. La solution à ce problème consiste alors à combiner plusieurs facteurs : menaces contre l'absentéisme (en

particulier la menace d'être licencié), incitations lors de résultats satisfaisants (plan de carrière et augmentation de salaire), et surveillance du niveau de performance des salariés en appliquant un arsenal de sanctions adéquates[21].

Il va de soi que les possibilités d'absentéisme existent dans toute forme d'activité coopérative. Cependant, les rapports de classes capitalistes exacerbent ce problème, puisque les travailleurs ne sont pas eux-mêmes propriétaires de l'entreprise dans laquelle ils travaillent. S'ils faisaient partie, par exemple, d'une coopérative de travailleurs autogérée, leurs intérêts individuels seraient alors fortement alignés sur ceux de l'entreprise, et les ressources allouées au contrôle social diminueraient[22]. Comme, en général, les travailleurs qui possèdent les moyens de production travailleraient plus intensément et sous un contrôle moindre, le lourd appareil de contrôle social de la production capitaliste peut être considéré comme une source d'inefficacité.

Un second exemple de problèmes d'efficacité que nous pouvons lier à l'exécution des contrats au sein des marchés capitalistes concerne le système de santé. Aux États-Unis, les soins médicaux sont garantis financièrement par toute une série de mécanismes. Ces mécanismes dépendent soit de l'État, soit des individus qui rémunèrent les médecins selon une formule de paiement à l'acte, soit des assurances privées organisées selon les principes capitalistes de la maximisation du profit. Les médecins, les cliniques et les hôpitaux doivent recruter du personnel pour gérer administrativement les formulaires d'assurance et prendre en charge le suivi des frais versés par les patients ; les compagnies d'assurances doivent embaucher des individus pour surveiller les demandes et évaluer les profils à risque des personnes susceptibles de souscrire à une assurance ; et, bien entendu, les patients doivent consacrer beaucoup de temps et d'énergie à contrôler les nombreuses factures, souvent confuses et incompréhensibles, qu'ils reçoivent. Au Canada, en revanche, la quasi-totalité des factures médicales sont payées par l'État au sein d'un système appelé très justement le « système du paiement unique ». Le gouvernement du Canada établit des frais pour différents services au terme d'un processus de négociation avec les médecins et les organisations médicales. Pour le remboursement, toutes les factures sont donc centralisées. Une mesure des pertes d'efficacité directement reliées au problème de l'exécution des contrats d'assurance privée est la proportion des coûts médicaux totaux absorbés par la paperasse et l'administration. À titre d'exemple, en 1999, les coûts administratifs en matière de soins médicaux aux États-Unis constituaient 31 % des dépenses de santé, alors qu'ils s'élevaient seulement à 16,7 % au Canada. En ce qui concerne les compagnies d'assurances privées aux États-Unis, les fameux « frais généraux » que l'on peut isoler des coûts administratifs constituent environ 12 % des dépenses, alors qu'ils s'élèvent seulement à environ 1,3 % dans le système canadien[23]. Même si tous les coûts administratifs ne sont pas liés à des questions de contrats, la différence entre le Canada et les États-Unis tient à la complexité du système de contrôle et aux modalités de paiement de tels coûts sur le marché. Le système canadien d'allocation des ressources qui simplifie les règles de comptabilité est donc beaucoup plus efficace que celui des États-Unis qui s'est

construit sur des rapports de propriété capitalistes.

Les droits de propriété intellectuelle. Les droits de propriété intellectuelle comprennent toute une série de règles juridiques qui empêchent les gens d'avoir accès gratuitement à l'utilisation de différents types de connaissances et d'informations : les brevets restreignent l'utilisation des inventions ; les droits d'auteur évitent la duplication des produits intellectuels et des créations artistiques ; les marques déposées protègent l'utilisation de leurs noms à des fins commerciales. Pour justifier ces formes de droits de propriété privée, il n'est pas rare d'entendre dire que, en l'absence de tels droits, l'incitation à produire des inventions, des produits intellectuels ou des créations artistiques diminuerait. La recherche et le développement d'inventions exigent de consacrer du temps, de l'énergie et des ressources, et demeurent une activité assez risquée. Les produits intellectuels, tels que les livres et les œuvres d'art, exigent aussi beaucoup de temps et d'efforts, et, parfois, des investissements financiers. Sauf à anticiper la valeur future des produits sur laquelle les investisseurs misent, il est difficile au départ d'inciter les gens à investir dans une situation d'incertitude.

La plausibilité de cet argument semble certaine. Néanmoins, il existe très peu de preuves empiriques venant le confirmer[24]. Et trois grandes questions méritent selon nous d'être soulevées pour en discuter la pertinence. Premièrement, bien que les droits de propriété intellectuelle peuvent fournir des incitations, ils constituent également un obstacle à la diffusion de l'information et à l'utilisation de nouvelles idées qui permettent de produire des avancées importantes. L'impact des brevets et des droits d'auteur sur l'invention, la créativité et la production intellectuelle dépend donc de l'ampleur relative de deux forces qui s'opposent – la force positive de l'incitation et la force négative des obstacles à l'utilisation et la diffusion. Et, de manière générale, rien ne laisse supposer que la première l'emporte sur la seconde.

Deuxièmement, les défenseurs des droits de la propriété intellectuelle présument que la récompense monétaire est la seule incitation fiable pour stimuler la créativité et l'invention, mais cette assertion est tout simplement inexacte. Dans les universités ou les différents centres de recherche, la grande majorité des projets de recherche et de développement sont financés par des fonds publics. Les scientifiques sont motivés par toute une série de raisons qui ne se réduisent pas à la seule récompense monétaire : le prestige, la curiosité, la résolution de problèmes pour le bien de l'humanité. La plupart des artistes et écrivains, même les plus dévoués, ne reçoivent pas de récompenses financières substantielles pour leur travail et, pourtant, ils poursuivent leurs activités en raison de leurs engagements en faveur de valeurs esthétiques et de la nécessité de s'exprimer. Cela ne veut pas dire que la récompense financière ne joue aucun rôle. Si les producteurs de produits intellectuels ne reçoivent aucune rétribution financière pour leur travail créatif, il peut être difficile pour eux de poursuivre leurs activités. Mais pour beaucoup d'individus qui se sont engagés dans des activités intellectuelles créatives – peut-être même l'immense majorité – les incitations monétaires protégées par des droits de propriété intellectuelle sont d'une importance secondaire.

Troisièmement, il se peut également que l'accent mis sur les incitations monétaires et la forte protection de la propriété intellectuelle sape en réalité les autres motivations qui sont importantes pour l'innovation et la créativité. Des investigations empiriques de qualité ont démontré que les incitations monétaires peuvent réduire les motivations altruistes de la coopération, et réduire de surcroît toute forme de coopération[25]. La créativité scientifique et artistique peut également être affectée : récompenser financièrement des efforts créatifs commercialement rentables peut nuire à la motivation de poursuivre plus librement un travail artistique ou une recherche scientifique.

Il se peut qu'une certaine protection limitée des droits de propriété intellectuelle soit nécessaire lorsqu'il s'agit de penser la question des incitations – par exemple, pour garantir la rétribution des droits d'auteur – mais le bilan du régime de la propriété privée, qui gouverne de manière rigide les produits intellectuels et qui caractérise le capitalisme, est négatif lorsqu'il s'agit d'en mesurer les effets sur l'innovation et la créativité. Le mouvement *open source* qui traverse le secteur des technologies de l'information en est une démonstration concrète. Ce mouvement est surtout connu pour avoir développé en libre accès le système d'exploitation Linux. Aucun brevet ou droit d'auteur ne vient verrouiller le code source de Linux. Ce code a été créé, développé et enrichi grâce à la coopération de milliers de programmateurs. Et, selon la plupart des analyses, le système qui en résulte est technologiquement supérieur à son principal rival, le système d'exploitation Windows, développé par Microsoft.

Les coûts de l'inégalité. Un certain nombre de partisans du capitalisme affirment qu'il existe un compromis entre égalité et efficacité : une redistribution qui tend à réaliser une plus grande égalité désinciterait les personnes à travailler et à investir, et réduirait au final l'efficacité économique. À l'instar de l'argument mobilisé pour justifier les droits de propriété intellectuelle, cette affirmation peut sembler intuitivement plausible, mais les recherches empiriques menées sur la question n'ont pas été en mesure d'établir une relation directe entre les niveaux d'inégalité dans un pays et le taux de croissance économique, la croissance de la productivité ou toute autre mesure globale d'efficacité[26]. Comme pour les droits de propriété intellectuelle, la question ici est de savoir s'il existe un certain nombre de raisons importantes pour lesquelles l'inégalité, au-delà d'un certain niveau, entrave l'efficacité, et si les effets négatifs qu'elle produit peuvent neutraliser tous les effets d'incitation positifs qui sont liés à l'inégalité. En premier lieu, un niveau élevé d'inégalité, en particulier lorsqu'il touche les classes sociales les plus marginalisées, favorise les conflits sociaux et produit du désordre social. La police, l'armée, les tribunaux, les prisons, sans parler des coûts directement liés au crime en tant que tel, démontrent bien que l'inégalité a un coût. Deuxièmement, même si on ne tient pas compte des coûts liés au désordre social, un niveau élevé d'inégalité érode la solidarité sociale, le sentiment que, comme nous le rappelle ce fameux dicton populaire, « nous sommes tous logés à la même enseigne ». La solidarité est indispensable au maintien d'une coopération efficace – une coopération qui ne nécessite pas des investissements massifs dans un

dispositif de contrôle qui encouragerait l'effort et stimulerait le sens des responsabilités. Troisièmement, et il s'agit peut-être de la question la plus cruciale concernant l'efficacité, un niveau élevé d'inégalité implique un gaspillage énorme de talents humains et de ressources. Steven Jay Gould, biologiste évolutionniste reconnu, formule cette idée en ces termes : « En quelque sorte, je suis moins intéressé par le poids et la circonvolution du cerveau d'Einstein que par la quasi-certitude que des gens ont vécu avec le même talent et sont morts dans des champs de coton et dans des ateliers clandestins[27]. » Un niveau élevé d'inégalité signifie nécessairement que persistent des inégalités dans l'accès aux moyens matériels pour développer les talents et les potentialités humains. Il s'agit là d'une situation de gaspillage massif.

La plupart de ces problèmes d'inefficacité économique ne sont pas propres au capitalisme. Dans toutes les économies développées ayant un fort taux d'industrialisation et un degré élevé d'interdépendance, les questions d'externalités négatives et de surexploitation des ressources naturelles peuvent potentiellement advenir. La déresponsabilisation et les autres formes de comportements opportunistes peuvent apparaître dans tout type d'organisation économique. La combinaison des incitations matérielles et des motivations intrinsèques favorisant la créativité et l'innovation restera toujours une question difficile. Ainsi, lorsqu'il s'agit d'aborder la critique du capitalisme en s'appuyant sur la question de l'inefficacité, encore faut-il préciser que les sources de cette inefficacité ne sont pas propres au capitalisme, mais sont plutôt susceptibles d'être particulièrement intenses et difficiles à tarir en raison, d'une part, de la centralité des motivations privées qui, au sein même du marché, recherchent le profit maximal et, d'autre part, du caractère conflictuel des rapports de classes capitalistes.

6. Le capitalisme est structurellement axé sur le consumérisme[28]

L'une des vertus du capitalisme est qu'il contient une dynamique de base qui tend à accroître la productivité au fil du temps. Lorsque la productivité augmente, deux phénomènes peuvent en principe apparaître : soit on peut produire la même quantité de marchandises avec un niveau d'intrants moins élevé, soit on peut produire davantage de marchandises avec une quantité d'intrants équivalente. La critique du capitalisme tient ici au fait que la transformation des gains de productivité se traduit systématiquement par une augmentation de la consommation plutôt que par une augmentation du « temps libre ». Bien sûr, il y a des moments où la meilleure façon d'améliorer les conditions de vie des individus consiste à augmenter la production. Par exemple, lorsqu'une économie n'atteint pas le seuil de production nécessaire pour assurer un niveau de nutrition satisfaisant, ou bien pour fournir à la population un nombre d'habitats suffisant et d'autres équipements adéquats, la croissance économique, autrement dit l'augmentation du niveau global de la production, sera généralement perçue comme un facteur positif. Mais dans une société qui a déjà atteint un niveau de richesse très élevé, il n'est guère souhaitable d'augmenter le niveau global de consommation.

La dynamique impulsée par une concurrence marchande motivée par la recherche du profit impose donc une forte pression et conduit les économies capitalistes à augmenter leur niveau global de production et pas seulement de productivité. Encore faut-il rappeler que les profits réalisés proviennent de la vente de biens et de services. Plus une entreprise capitaliste vend, plus ses profits augmenteront. Les entreprises capitalistes sont donc constamment tentées d'augmenter leur niveau de production et leur volume de ventes. C'est pourquoi les économies capitalistes consacrent des ressources énormes à cette tâche spécifique qui consiste à développer des stratégies publicitaires et de marketing, ou à mettre en place des politiques gouvernementales qui favorisent systématiquement l'expansion du niveau de production. Dans l'ensemble, ces stratégies et ces politiques influent sur la courbe de la croissance qui est fortement orientée vers l'augmentation de la production. Puisqu'une telle croissance implique une augmentation progressive et dynamique de la consommation, qui est elle-même soutenue par des formes culturelles qui mettent l'accent sur la manière dont la consommation peut augmenter la satisfaction des individus, nous pouvons sans problème traduire ce phénomène par le terme plus adéquat de « consumérisme ».

Cette propension à augmenter le niveau de production trouve son aboutissement dans la manière habituelle dont sont présentés les « taux de croissance » : la croissance du produit national brut ou du produit intérieur brut est évaluée selon les prix du marché. Dans un tel calcul, on attribue au temps libre une valeur équivalente à zéro (car il n'est pas vendu sur le marché). Un processus de croissance économique dans lequel la productivité dégagerait du temps libre serait alors perçu comme une forme de stagnation, et un pays dans lequel les individus travailleraient moins et qui allongerait les périodes de congés serait considéré comme un pays plus « pauvre » qu'un pays ayant un niveau de productivité similaire.

Un défenseur du capitalisme pourrait répondre à la critique du consumérisme en affirmant que la raison fondamentale pour laquelle le capitalisme augmente le niveau de production au détriment du temps consacré aux loisirs provient du fait que les individus ne souhaitent pas remettre en cause leurs préférences. Le consumérisme reflète simplement les préférences réelles des individus qui veulent toujours consommer davantage. L'arrogance des intellectuels de gauche consisterait alors à déprécier les préférences en matière de consommation des gens ordinaires. Si les individus optaient réellement pour des activités de loisir au détriment d'une activité de consommation plus soutenue, alors ils travailleraient moins.

Selon nous, cet argument repose sur trois hypothèses erronées lorsqu'il s'agit notamment de comprendre les conditions dans lesquelles les individus hiérarchisent leurs choix entre loisir, travail et consommation. Tout d'abord, l'affirmation selon laquelle le consumérisme reflète simplement les préférences individuelles en matière de consommation et de loisir suppose que celles-ci soient formées de manière autonome, indépendamment des stratégies menées par les entreprises capitalistes. Or cette hypothèse ne semble guère plausible. Ce dont les individus ont besoin pour bien vivre est fortement façonné par des discours culturels et des attentes socialement

diffusées. Par conséquent, imaginer que les préférences en matière de consommation sont formées de manière autonome revient à prétendre que la publicité, le marketing et la promotion des modes de vie consuméristes dans les médias de masse n'ont aucun effet sur les individus.

Deuxièmement, l'affirmation selon laquelle les individus seraient libres de moins travailler suppose qu'il n'y ait pas d'obstacles institutionnels importants pour que les individus choisissent librement de répartir équitablement leurs temps de travail et de loisir durant leur vie. Or ce n'est tout simplement pas le cas. Il existe en effet des obstacles importants, qui se distinguent de la seule préférence individuelle consumériste et qui empêchent les individus de choisir librement l'équilibre entre travail, consommation et « temps libre ». De nombreuses entreprises capitalistes préfèrent embaucher un nombre restreint de travailleurs, mais sur un volume horaire plus important, que d'embaucher davantage de travailleurs sur un volume moins élevé, car lors de la procédure de recrutement, de nombreux emplois engendrent des frais fixes et généraux. Certains d'entre eux sont le résultat de réglementations qui régissent le contrat de travail, comme les avantages sociaux et les cotisations sociales, mais certains frais fixes et généraux sont aussi intrinsèques aux différents processus de production. De tels frais comprennent les coûts de formation, les coûts liés à l'acquisition de connaissances qui dépendent du lieu de travail, les coûts liés au développement du capital social au sein d'un environnement professionnel donné (c'est-à-dire le développement de réseaux professionnels et de la communication entre les membres d'une même unité de travail). Tout cela signifie qu'il est généralement moins cher d'embaucher un travailleur sur une base horaire de 40 heures que deux travailleurs sur une base de 20 heures. Un tel constat n'incite pas les employeurs à autoriser leurs salariés à choisir librement le nombre d'heures qu'ils veulent consacrer à l'entreprise (ou, de façon équivalente, une telle situation conduit les employeurs à pénaliser économiquement et socialement leurs salariés lorsqu'une baisse du temps de travail est envisagée au sein de l'entreprise, ce qui rend le compromis travail/loisir beaucoup plus coûteux pour les travailleurs).

Troisièmement, l'argument selon lequel le consumérisme ne serait que la traduction d'une simple préférence (et non un biais structurel) suppose que, si un grand nombre d'individus devaient opter pour un mode de vie beaucoup moins consumériste, les effets d'une telle situation causeraient d'importantes perturbations macroéconomiques et finiraient par rendre l'anticonsumérisme insoutenable. Si, d'une manière ou d'une autre, un certain nombre d'individus parvenaient dans une société capitaliste à résister aux préférences façonnées par la culture consumériste et à opter pour la « frugalité volontaire », en réduisant leur activité de consommation et en augmentant leur temps de loisir, une telle situation provoquerait vraisemblablement une grave crise économique : la demande sur le marché diminuant de façon drastique, les profits de nombreuses entreprises capitalistes s'effondreraient. En l'absence d'un marché en pleine expansion, la compétition entre les entreprises serait alors beaucoup plus intense, puisque tout gain réalisé par une entreprise entraînerait nécessairement des pertes pour ses concurrentes, et les

conflits sociaux s'exacerberaient. Pour toutes ces raisons, si ces mouvements de contestation avaient suffisamment d'impact pour renverser les rapports de force au sein du marché, l'État adopterait alors des politiques anticonsuméristes.

Le rôle de l'État dans la promotion de la consommation, qui est l'effet d'un biais intrinsèque à l'économie capitaliste, est particulièrement visible en temps de crise économique. En période de ralentissement économique, les gouvernements tentent de « stimuler » l'économie en encourageant de plusieurs façons les individus à consommer davantage, en réduisant les impôts ou les taux d'intérêt afin que les emprunts soient moins élevés ou, dans certains cas, en augmentant directement le niveau des prestations sociales. Durant la grave crise économique qui a débuté en 2008, les économistes avaient averti que non seulement la consommation avait baissé en raison de la hausse du chômage, mais que les individus avaient également commencé à épargner davantage et qu'une telle situation ne ferait qu'empirer les choses. Afin de relancer l'économie, il était alors essentiel que les individus commencent à dépenser plus en épargnant moins. Redynamiser la consommation de masse est donc une condition pour revigorer le capitalisme.

Bien entendu, ce biais en faveur du consumérisme devient un problème dans la mesure où des conséquences négatives peuvent être associées à cette consommation continuellement exponentielle. Quatre questions sont particulièrement importantes ici : premièrement, comme nous le verrons ci-dessous dans la proposition 7, le consumérisme est nuisible pour l'environnement. Deuxièmement, la plupart des individus vivant dans des sociétés hautement productives ressentent l'obligation de travailler comme une contrainte qui envahit progressivement toutes les sphères de l'activité humaine. Le manque de temps est une source continuelle de stress et, avec les pressions culturelles que subissent les individus et les dispositions institutionnelles qui encadrent le consumérisme, il est alors difficile de résoudre individuellement cette équation. Troisièmement, on peut prouver de façon convaincante que le consumérisme capitaliste conduit à promouvoir des modes de vie bien moins épanouissants et enrichissants que des modes de vie alternatifs qui se détournent du modèle consumériste. Les recherches menées sur le bonheur indiquent clairement qu'une personne ayant atteint un niveau de vie confortable ne ressentira pas davantage de satisfaction ou de joie de vivre si ses revenus et son niveau de consommation augmentent[29]. Les gens trouvent un sens à leur vie et éprouvent un sentiment de bonheur grâce aux relations qu'ils entretiennent avec d'autres personnes, lorsqu'ils s'engagent dans un travail épanouissant et des activités intéressantes, et lorsqu'ils participent à la vie de collectifs, et non pas lorsqu'ils s'enferment dans un modèle de consommation effrénée. Par conséquent, le consumérisme en tant que modèle culturel du bonheur entrave l'épanouissement humain. Enfin, même si nous adoptions une position culturellement relativiste sur la question de la vie bonne et que nous affirmions que le mode de vie consumériste est tout aussi bon que des modes de vie alternatifs moins consuméristes, il n'en demeure pas moins que le capitalisme n'est pas neutre à l'égard de ce choix car il érige constamment des obstacles structurels aux modes de vie moins orientés vers la

consommation. Et le problème central demeure bien ce biais en faveur du consumérisme, plus que le consumérisme en soi.

7. Le capitalisme détruit l'environnement

Le capitalisme contribue de manière significative aux problèmes environnementaux. Nous avons déjà examiné les trois principaux points qui nous ont permis d'enrichir cette affirmation lorsque nous avons abordé les propositions précédentes, mais la question de la destruction de l'environnement est suffisamment importante pour que nous estimions nécessaire d'y revenir ici.

En premier lieu, la pression systématique exercée sur les entreprises qui fonctionnent selon le principe de la maximisation du profit conduit à produire des externalités négatives. Cela signifie que les entreprises capitalistes, en l'absence d'un mécanisme de compensation fort, ne tiendront pas compte des coûts environnementaux. Il s'agit d'une affirmation bien plus convaincante qu'un simple argument qui se limiterait à la seule rationalité des individus agissant selon des motivations égoïstes. Les individus peuvent bien dégrader l'environnement en jetant une canette d'une fenêtre de leur voiture parce qu'ils estiment que c'est un moyen peu coûteux de s'en débarrasser et qu'ils sont indifférents à l'impact négatif que cette action peut produire sur les autres, mais il n'est pas vrai qu'il existe de fortes pressions poussant les individus à agir de la sorte. Les entreprises capitalistes font face à des pressions compétitives qui les incitent à réduire leurs coûts. L'externalisation de ces coûts sur l'environnement devient alors une bonne stratégie pour les réduire. Et cette pression ne peut pas être contrebalancée par le marché lui-même. Un tel mécanisme compensateur exige en effet une certaine forme d'intervention non capitaliste soit de l'État, soit de forces sociales organisées.

En second lieu, les ressources naturelles non renouvelables sont systématiquement sous-évaluées par le marché, puisque leur valeur future n'est pas répercutée dans les dynamiques actuelles de l'offre et de la demande. Le résultat est que les acteurs des marchés capitalistes surconsomment ces ressources. L'organisation des marchés capitalistes fonctionne intrinsèquement sur la base d'horizons temporels relativement courts. C'est pourquoi la seule solution, pour que les décisions actuelles concernant l'usage de ces ressources prennent en compte leur valeur future pour les générations à venir, est que l'État ou des forces sociales organisées imposent, encore une fois, un certain nombre de contraintes sur le capitalisme.

Enfin, la forte propension au consumérisme qui est sous-tendue par la dynamique des marchés capitalistes a des conséquences écologiques désastreuses. En principe, l'augmentation de la productivité pourrait être très bénéfique pour l'environnement, puisqu'une telle augmentation signifierait qu'un niveau moins élevé d'intrants permet d'atteindre un niveau de production équivalent. Cependant, la compétition capitaliste a tendance à favoriser l'expansion des marchés. Et la consommation d'une quantité toujours plus élevée de marchandises signifie que la croissance de la productivité se traduit généralement au sein du capitalisme par une augmentation de la production et des niveaux de consommation. Cette question devient d'autant plus cruciale que, si

nous l'abordons d'un point de vue global, nous observons alors que la croissance économique dans les régions du monde en voie de développement alimente le consumérisme en tant que phénomène mondial et qu'il est difficile d'imaginer comment une telle situation pourrait écologiquement être soutenable. Cela ne signifie pas que le niveau de consommation des pays pauvres ne devrait pas augmenter. Tous les critères de justice sociale posent comme principe qu'une telle augmentation est souhaitable. Mais cela signifie qu'un système économique qui encourage l'escalade du consumérisme dans les pays déjà riches, et qui bloque tout projet visant à freiner la croissance de la consommation dans ces pays, détruit l'environnement au niveau mondial.

8. La marchandisation capitaliste menace des valeurs importantes qui sont amplement partagées

Le terme de « marchandisation » se réfère au processus par lequel de nouvelles sphères d'activité humaine s'organisent à travers les marchés. Historiquement, ce processus a principalement conduit à réorienter la production domestique, où les biens et les services étaient produits en vue d'être directement consommés par les membres de la famille, vers une production assurée par les entreprises capitalistes au sein du marché. Mais dans la période contemporaine, la marchandisation traduit également la réorientation de la production encadrée par l'État vers le marché capitaliste[30]. L'exemple classique de la marchandisation de la production domestique est la nourriture : il fut un temps où la plupart des gens produisaient leur propre nourriture, la traitaient pour la stocker et la cuisinaient lors des repas. Au XXe siècle, la plupart des gens vivant dans les sociétés capitalistes développées achetaient encore leurs aliments sur le marché, mais prenaient le temps de les cuisiner en vue des repas familiaux. Depuis les dernières décennies du XXe siècle, la plupart des denrées alimentaires achetées sur le marché sont directement destinées à la consommation (pizzas, plats surgelés, etc.) et la marchandisation complète des repas accomplie par le secteur de la restauration est devenue progressivement une partie importante de la consommation alimentaire.

Les marchés peuvent être une manière économiquement efficace d'organiser la production et la distribution, mais la plupart des gens ont le sentiment que certaines sphères de l'activité humaine doivent échapper à ce mode d'organisation, même si des critères d'efficacité au sens techniquement économique nous l'imposaient. Presque tout le monde, à l'exception de quelques libertariens radicaux, estime qu'il serait mauvais de créer un marché capitaliste pour la production et l'adoption de nourrissons[31]. Même si les échanges étaient entièrement volontaires, l'idée qu'un nourrisson puisse se métamorphoser en une marchandise échangeable selon un prix fixé par le marché et être vendu au plus offrant est perçue par une majorité d'individus comme une violation monstrueuse de la valeur morale des êtres humains. Un très grand nombre d'individus rejettent également l'idée d'un marché d'esclaves volontaires – c'est-à-dire un marché dans lequel vous seriez autorisé à vous vendre volontairement en tant qu'esclave – et s'opposent à la marchandisation des organes,

quelle que soit leur provenance (donneurs vivants, comme pour les reins et les cornées, ou donneurs décédés, comme dans le cas des greffes de cœur)[32]. Cette forte réticence s'explique non seulement par la croyance partagée que les marchés profiteraient inévitablement de la vulnérabilité des populations pauvres et conduiraient à de nombreux abus, mais aussi par la crainte de voir le corps humain réduit à l'état de marchandise à laquelle serait associé un prix. En conséquence, même dans les sociétés capitalistes ultramarchandes, bon nombre d'individus partagent la croyance qu'il existe des limites morales auxquelles se heurtent les marchés capitalistes lorsqu'il s'agit d'organiser certains secteurs de la vie humaine. En d'autres termes, les êtres humains ne doivent pas être traités comme des marchandises.

Si la marchandisation menaçait des valeurs morales importantes, mais qui concerneraient seulement quelques cas particuliers, une critique du capitalisme formulée en ces termes aurait alors une portée relativement limitée. Cependant, nous allons voir que ce n'est pas le cas. En examinant de manière détaillée la question, nous pouvons observer qu'il existe un large éventail d'activités pour lesquelles la marchandisation soulève des questions morales essentielles. Prenons les quatre exemples suivants :

Les gardes d'enfants. Les enfants requièrent la présence d'une attention particulière. Cette dernière peut être assurée par une multitude d'organisations sociales : la famille, des services publics de la petite enfance, différents systèmes de crèche locale ou des systèmes de garderie à but lucratif organisés par des entreprises capitalistes. La solution proposée par le marché ne signifie pas que tous les services de garde à but lucratif seront de mauvaise qualité et dangereux pour le bien-être des enfants. Un tel système signifie que la qualité de l'attention portée sera souvent déterminée en fonction de la capacité des parents à payer. En effet, les entreprises capitalistes qui fournissent des services de garde seront organisées en vue de maximiser leurs profits, et la prise en compte des besoins des enfants sera d'autant plus importante que ces services atteignent cet objectif. Afin de maximiser leurs profits, les entreprises seront fortement incitées à recruter une main-d'œuvre à bas coût qui assurera ce service de garderie, notamment dans les entreprises où travaillent les familles pauvres. Dans la plupart de ces garderies, la formation des personnes qui auront la charge de s'occuper des enfants sera de mauvaise qualité et le taux d'encadrement du personnel sera sous-optimal. Les parents qui disposent de ressources suffisantes et des bonnes informations concernant la qualité des prestataires seront en mesure d'offrir financièrement à leurs enfants une prestation de service d'une qualité supérieure, mais de nombreuses familles ne seront pas en mesure de garantir une telle prestation à leurs enfants.

Pour les partisans convaincus de l'économie de marché, cette différenciation qui polarise fortement la qualité des prestations offertes n'est pas un problème en soi. Après tout, si nous suivons leur raisonnement, un système de garderie de mauvaise qualité offert par le marché est préférable à une situation de pénurie, et les parents, selon leurs préférences, peuvent toujours opter financièrement pour un service de

garde à domicile[33]. C'est seulement parce qu'un tel système implique une amélioration globale de leur situation qu'ils préfèrent opter pour des systèmes de garderie privée de mauvaise qualité et non pour une solution familiale. C'est pourquoi la responsabilité des parents dans la dévaluation des besoins des enfants est engagée car ce sont eux qui décident de l'équilibre du compromis entre, d'une part, garantir financièrement à leurs enfants une qualité d'attention inférieure tout en tirant davantage de revenus de leurs emplois et, de l'autre, garder eux-mêmes leurs propres enfants en prenant le risque de gagner moins. Les entreprises capitalistes de garde d'enfants qui sont présentes sur le marché répondent simplement à leurs préférences.

Mais ce plaidoyer ignore précisément comment le caractère capitaliste de l'économie impose ces compromis aux individus concernés. D'autres systèmes organisationnels créeraient sans doute d'autres dilemmes – par exemple entre bénéficier d'un service public de garde de bonne qualité et payer moins d'impôts – mais ils n'imposeraient pas aux parents modestes d'avoir à choisir un système de garde de mauvaise qualité afin d'augmenter leurs revenus. De toute façon, indépendamment de la croyance selon laquelle l'acteur moralement responsable de la dépréciation des besoins des enfants serait le consommateur (les parents) ou l'entreprise capitaliste, il n'en demeure pas moins qu'un système privé de garderie, ayant un but lucratif et organisé selon les principes du marché, produira cet effet.

Les problèmes soulevés par la qualité des prestations offertes par les services de garde peuvent, bien sûr, être pondérés par l'octroi de licences publiques et la mise en place de normes de qualité et de contrôle. Mais, dès lors que de tels dispositifs entrent en vigueur, il n'est pas difficile de comprendre qu'ils peuvent interférer avec le fonctionnement du marché, restreindre le périmètre des droits de la propriété privée et diminuer le caractère purement capitaliste de la prestation offerte. Si une telle réglementation conserve la structure marchande de la production capitaliste, elle aura nécessairement pour effet d'augmenter les coûts de ces services, tout en ayant un impact négatif pour les familles pauvres, sauf si certains mécanismes non capitalistes sont introduits, comme des subventions versées par l'État. Force est de constater qu'une telle situation nous éloigne également d'une prestation de services qui serait entièrement assurée par des mécanismes marchands. Il est donc important de rappeler ici que, aussi longtemps que les services extrafamiliaux de garde d'enfants sont assurés exclusivement par le marché capitaliste, il y aura une forte tendance à ce que la marchandisation de ces services contribue à la dévaluation des besoins des enfants.

La sécurité des produits. L'une des questions que tout producteur doit résoudre consiste à sécuriser les produits qu'il vend aux consommateurs. Et certains domaines de production, tels que la nourriture ou le transport, sont particulièrement concernés. En règle générale, la sécurisation d'un produit augmente son coût, du moins lorsque celle-ci exige des procédés plus coûteux ou des contrôles de qualité rigoureux. La question est donc de savoir comment les entreprises qui veulent maximiser leurs profits évaluent dans un cadre compétitif imposé par les marchés capitalistes les

coûts et les avantages visant à améliorer la sécurité des produits.

Il s'agit d'un problème sur lequel nous avons accumulé des preuves empiriques assez convaincantes. L'un des cas les plus tristement célèbres fut la décision concernant la sécurité du réservoir de carburant de la Ford Pinto dans les années 1970. Selon les notes de service qui circulaient en interne au sein de l'entreprise Ford et qui furent analysées par Mark Dowie[34], il est désormais possible de relater cette histoire dans ses grandes lignes : la Ford Pinto souffrait d'un défaut de fabrication au niveau de ses réservoirs de carburant qui présentaient un risque d'explosion en cas d'accident. Lorsque ce défaut de fabrication fut décelé, la société dut choisir la solution la plus rentable entre régler le problème et, au contraire, verser des dommages et intérêts en cas de poursuites judiciaires pour blessures et décès occasionnés par cette imperfection initiale. Pour procéder à cette analyse des coûts et des bénéfices, la Ford Motor Company calcula, selon son point de vue, la valeur de chaque vie humaine perdue en cas d'accident. Elle la calcula principalement sur la base des revenus futurs qui seraient perdus à cause de chaque décès et qui, en 1971, s'élevaient (selon leur estimation) à environ 200 000 dollars. Le coût du rappel de toutes les Ford Pinto et du règlement du problème leur revenait à 11 dollars par voiture. Selon cette base d'estimation, une question épineuse se posa alors : que devait faire la Ford Motor Company ? La remise à neuf coûterait à Ford environ 137 millions de dollars – soit 11 dollars pour les 12,5 millions de véhicules en circulation. En sachant qu'en moyenne 180 personnes décéderaient chaque année en raison de ce défaut de fabrication, le « bénéfice » total que pouvait récupérer la Ford Motor Company s'élevait donc à 36 millions de dollars (180 x 200 000 dollars). Même si les dommages et intérêts pouvaient considérablement augmenter, les dirigeants de la société en ont conclu qu'il était plus avantageux économiquement d'être poursuivis devant les tribunaux et d'indemniser les victimes que de payer les réparations. C'est pourquoi ils choisirent de ne pas effectuer les travaux de réparation.

Ce genre de calcul est parfaitement logique dans un marché capitaliste qui vise la maximisation du profit. La seule façon de calculer « rationnellement » le compromis coûts/bénéfices était d'estimer la « valeur marchande » d'une vie humaine. Cette marchandisation virtuelle de la vie permet alors de peser les coûts et les bénéfices du point de vue de la stratégie de maximisation des profits adoptée par l'entreprise. Bien entendu, il va de soi que, lors de l'évaluation de risques et de l'allocation des ressources, ce type de calcul visant à mesurer les coûts et les bénéfices doit toujours intervenir, puisque notre champ d'action est limité et que les ressources rares doivent au final être distribuées. Mais les marchés capitalistes réduisent ce problème à la question de savoir *quelle est l'option la plus rentable pour les entreprises capitalistes*, et une telle stratégie peut aller à l'encontre des valeurs humaines.

Le monde des arts. Bon nombre de personnes considèrent le monde des arts comme un domaine de l'activité humaine d'une importance vitale pour explorer la vie, le sens et la beauté. Bien sûr, les artistes et les interprètes ont souvent consenti à faire des sacrifices économiques personnels considérables afin de prendre part

activement à la création artistique dont une grande partie se déploie en dehors du marché capitaliste. Cependant, le secteur artistique a besoin de ressources financières pour prospérer : les pièces de théâtre ont besoin de lieux de diffusion ; les orchestres symphoniques de salles de concert ; et tous les interprètes et artistes ont besoin de se nourrir. Mais si la principale source de financement repose sur les mécanismes du marché, l'autonomie et la vitalité artistiques risquent alors d'être menacées. De nombreux théâtres subissent de nos jours d'énormes pressions pour limiter leur répertoire et produire des « pièces à succès » plutôt que des créations controversées, novatrices ou moins accessibles. Les musiciens sont freinés par les impératifs commerciaux des « contrats des maisons de disques ». Les écrivains éprouvent les pires difficultés pour publier leurs romans lorsque les stratégies de maximisation du profit des éditeurs s'orientent vers la production de « best-sellers ». La marchandisation complète des secteurs de l'art menace donc les valeurs fondamentales de l'activité artistique. Et c'est l'une des raisons principales pour lesquelles il existe dans la plupart des pays des subventions importantes pour le secteur artistique. Cette propension à la marchandisation explique également pourquoi les riches subventionnent par le biais de la philanthropie les formes artistiques qu'ils aiment consommer – opéras, musées, orchestres symphoniques. Ils prennent conscience que, si ces institutions dépendaient uniquement de leur succès commercial par le nombre de billets vendus aux spectateurs, elles ne seraient pas en mesure de survivre économiquement.

La religion et la spiritualité. La religion et la spiritualité abordent sans doute les questions existentielles les plus profondes auxquelles se heurtent les gens : la mort, la vie, les raisons d'exister, le sens ultime. Toutes les religions perçoivent ces questions comme transcendant le monde prosaïque de l'activité économique. C'est pourquoi la religion est estimée par les individus en raison de l'aide cruciale qu'elle leur fournit pour résoudre ces questions. Mais la valeur distinctive de la religion est constamment menacée par la marchandisation. L'exemple le plus significatif, qui est décrié par de nombreux chrétiens pratiquants, est la commercialisation de Noël. Plus profondément, la marchandisation des Églises elles-mêmes – qui incite à promouvoir la religion sur le modèle capitaliste de la maximisation du profit – menace les valeurs religieuses.

Ces exemples n'invitent pas à suggérer qu'il est toujours inapproprié de recourir aux critères et à la rationalité du marché pour déterminer l'allocation des ressources. L'argument que nous souhaitons défendre ici est de dire que, lorsqu'il s'agit de prendre les décisions économiques qui s'imposent, la logique du marché doit être contrebalancée par d'autres valeurs et que pour certains types d'allocations les critères du marché devraient être exclus. Il s'agit néanmoins d'une tâche complexe en raison de l'hétérogénéité des différentes valeurs qui entrent en jeu dans de nombreux contextes. Les formes de dialogue et de délibération nécessaires pour composer avec ces problèmes sont en effet impossibles lorsque la marchandisation est considérée universellement comme la meilleure solution au problème de l'organisation économique et lorsque la forme spécifique du calcul rationnel des coûts et bénéfices

est considérée comme un paradigme universel pour opérer des choix. Nous touchons ici le cœur de la discipline imposée par le capitalisme.

9. Dans un environnement mondial d'États-nations, le capitalisme encourage le militarisme et l'impérialisme

Au sens où je les emploie ici, les termes de militarisme et d'impérialisme renvoient à des propriétés et des stratégies étatiques. À partir d'un certain niveau, le *militarisme* est lié au développement de la puissance militaire à des fins purement défensives. Un État hautement militariste est un État dans lequel le personnel, les croyances et les valeurs militaires imprègnent l'appareil d'État, subordonnant la politique aux priorités militaires comme ce fut le cas, par exemple, au Japon dans les années 1930 et aux États-Unis depuis le milieu du XXe siècle. Plus précisément, en ce qui concerne les États-Unis, les priorités militaires dominent le budget de l'État national, les dépenses de l'armée jouent un rôle essentiel dans la relation entre l'État et l'économie, et les valeurs et objectifs militaires imprègnent la politique étrangère. La première décennie du XXIe siècle a pu voir ces configurations stratégiques s'intensifier, mais elles demeurent un trait marquant de l'État américain depuis les années 1950. L'*impérialisme*, quant à lui, renvoie aux stratégies adoptées par les États qui instrumentalisent le pouvoir politique et militaire pour dominer économiquement des territoires en dehors de leur juridiction immédiate[35]. Cette puissance politico-militaire peut non seulement impliquer la conquête territoriale ou le renversement de régimes, mais aussi des formes « plus souples » de pouvoir, comme des prêts internationaux et l'aide internationale, autant de dispositifs qui renforcent les situations de dépendance économique. L'idée centrale est que l'impérialisme est un système politico-économique dans lequel le pouvoir de l'État est utilisé au niveau international pour soutenir des formes mondialisées d'exploitation et de domination économiques.

L'impérialisme et le militarisme sont évidemment liés, puisque la puissance militaire est l'un des répertoires d'action qui sont déployés pour étendre et défendre au niveau mondial des relations économiques impérialistes. Néanmoins, il semble utile de distinguer ces deux concepts : le militarisme ne répond pas seulement à des objectifs économiques, mais est également façonné par les dynamiques géopolitiques[36], et l'impérialisme économique ne dépend pas uniquement du pouvoir militaire.

Selon cette double définition, le militarisme et l'impérialisme sont loin d'être spécifiques au capitalisme. Les États féodaux étaient principalement organisés autour du pouvoir militaire et subordonnés à leur commandement, et la domination impériale de territoires visant à exploiter leurs ressources naturelles et humaines existait dès la création des premières cités-États. Par conséquent, le capitalisme en tant que tel ne crée pas le militarisme et l'impérialisme. En revanche, le capitalisme alimente de manière spécifique ces deux phénomènes et leur confère un trait distinctif dans le monde d'aujourd'hui.

L'impérialisme a en effet accompagné le capitalisme dès ses origines. La

recherche de marchés et de nouveaux profits constitue l'épicentre d'une économie capitaliste, et souvent une telle recherche implique d'étendre les marchés à de nouvelles zones géographiques et de localiser des sources de profits au niveau mondial. Parfois, la création de marchés mondiaux ainsi que la dynamique d'expansion du capitalisme s'opèrent par des moyens purement économiques : les marchands étendent leurs réseaux commerciaux et trouvent des sources d'approvisionnement inexplorées et de nouveaux débouchés pour des investissements rentables par-delà de longues distances. Mais le plus souvent, cette dynamique d'expansion mondiale du capitalisme a été soutenue par la puissance militaire.

Historiquement, différentes forces sont intervenues pour établir un lien entre l'expansion économique et la force militaire. Le recours à la puissance militaire pour étendre et défendre les marchés peut être un moyen d'exclure les classes capitalistes rivales de ces marchés. Cette ressource a été particulièrement mobilisée à l'époque du mercantilisme, puis à celle du colonialisme, lorsque les grandes sociétés commerciales capitalistes étaient étroitement liées à des États qui faisaient valoir leur monopole sur leurs activités commerciales. Le recours à la puissance militaire peut également jouer un rôle central pour surmonter la résistance à la pénétration capitaliste, comme ce fut le cas dans les guerres impérialistes menées contre la Chine au XIXe siècle. Dans la seconde moitié du XXe siècle, la puissance militaire a joué un rôle important dans la préservation des possibilités d'accumulation du capital à l'échelle mondiale en essayant de réprimer les mouvements révolutionnaires et les politiques anticapitalistes qui ont touché différentes régions du monde, par le biais de modes d'intervention militaire directs et indirects[37].

En plus d'être encouragé par le capitalisme, en raison de son lien avec l'impérialisme, le militarisme est également profondément lié au système capitaliste à travers le niveau élevé des dépenses militaires. Cette corrélation est particulièrement centrale aux États-Unis où les dépenses militaires jouent un rôle crucial dans l'économie capitaliste et garantissent les profits de plusieurs grandes sociétés, mais elle concerne aussi des pays qui disposent d'un appareil d'État moins militarisé, comme la Suède, et dans lesquels la production d'équipements militaires peut être un secteur très rentable de la production capitaliste. Bien qu'il soit exagéré de réduire le militarisme aux seuls intérêts directs des entreprises capitalistes, il n'en demeure pas moins qu'un niveau élevé de dépenses militaires crée des groupes d'intérêt puissants qui s'opposent à la démilitarisation.

10. Le capitalisme pervertit les liens communautaires

Le terme de « communauté » est l'un de ces termes polysémiques qui émaillent les discussions politiques et sociales et qui peuvent être utilisés d'une multitude de manières à des fins différentes. Pour ma part, je définirai la notion de communauté de manière large, comme toute unité sociale dans laquelle les individus sont concernés par le bien-être de tous et ressentent un fort sentiment de solidarité et d'obligation envers les autres. Une « communauté » ne se confond pas nécessairement avec un

petit espace localisé, comme un quartier, même si les communautés ont souvent des racines géographiques, puisque les attachements et les engagements profonds que celles-ci suscitent sont fréquemment construits à partir d'interactions interpersonnelles et directes. Dans un contexte social particulier, on peut aussi parler du *degré* de communauté, puisque la réciprocité, la solidarité, l'intérêt mutuel et l'attention portée aux autres peuvent varier en intensité et selon la durée. Une communauté forte est une communauté dans laquelle ces obligations mutuelles sont très profondes ; une communauté faible est une communauté dans laquelle ce type d'obligations est moins contraignant et plus facilement perturbé.

Ajoutons que la communauté comme idéal moral se réclame de ces valeurs de solidarité, de réciprocité, d'intérêt et d'attention mutuels. En ce sens, l'accès à une communauté est une condition sociale de l'épanouissement humain. Mais la question de la communauté ne se réduit pas seulement à une interrogation morale sur ce qui définit une société bonne ; c'est aussi une question d'ordre instrumental qui consiste à résoudre un problème pratique, profond et propre aux êtres humains : nous ne pouvons survivre, et surtout nous épanouir, que si nous coopérons les uns avec les autres. La coopération peut être construite sur la base exclusive de l'intérêt personnel, mais elle est alors plus fragile et nécessite davantage de sanctions et de surveillance qu'une coopération qui se développe à partir du sens de la réciprocité, de l'obligation et de la solidarité. Par conséquent, même si on n'accorde aucune importance particulière à l'attention et l'intérêt mutuels en tant qu'idéal moral, on peut néanmoins reconnaître que d'un point de vue instrumental la communauté est précieuse car elle diminue les coûts de la coopération sociale[38].

Parce qu'il organise l'activité économique, le capitalisme entretient une relation profondément contradictoire avec la communauté en tant que moyen d'organiser la coopération sociale. D'une part, le capitalisme présuppose au minimum des formes faibles de communauté, puisqu'un certain degré d'obligation mutuelle est requis pour que les échanges marchands et les contrats puissent être possibles (les fameuses « bases non contractuelles du contrat » évoquées par Émile Durkheim)[39]. Rappelons aussi que Polanyi a souligné l'importance des moyens par lesquels les marchés détruiraient la société s'ils n'étaient pas contraints par des institutions communautaires efficaces[40]. D'autre part, le capitalisme érode la communauté. Deux considérations importantes peuvent en effet en témoigner : d'abord, la manière dont les marchés encouragent des motivations anticommunautaires et, deuxièmement, la manière dont le capitalisme provoque des inégalités qui détruisent la solidarité sociale au sens large.

Les motivations centrales que promeuvent les marchés capitalistes sont profondément antagoniques aux principes de la communauté. G. A. Cohen explique brillamment cet antagonisme dans son essai « Back to socialist basics » :

> Par « communauté » j'entends ici le principe antimarché selon lequel je ne vous sers pas en raison du gain que je peux retirer, mais parce que vous avez besoin de mon service. Ce principe est antimarché car le marché stimule la

> contribution productive, non pas sur la base d'un engagement envers des êtres humains semblables à nous et du désir de les servir tout en étant *aussi* servis par eux, mais sur la base d'une récompense monétaire impersonnelle. Le motif immédiat de l'activité productive dans une société de marché est généralement un mélange d'avidité et de peur. […] Du côté de l'avidité, les autres personnes sont perçues comme des sources possibles d'enrichissement et, du côté de la peur, elles sont perçues comme des menaces. Ce sont des manières horribles de percevoir les autres, mais nous sommes désormais aguerris et habitués à ce type de perception, qui est le résultat d'un développement multiséculaire du capitalisme[41].

Le marché cultive des tempéraments personnels qui sont fortement contraires aux types de motivations nécessaires pour construire une communauté forte. Bien évidemment, cela ne signifie pas que la communauté et le marché ne peuvent coexister au sein d'une société : aucune loi sociologique ne stipule que les sociétés qui s'appuieraient sur des principes profondément contradictoires seraient vouées à disparaître. Mais cela veut dire que la plupart des interactions sociales au sein du capitalisme sont dominées par des motivations qui s'opposent à la communauté. Il faut donc lutter contre la présence envahissante des marchés et de la pensée mercantile afin de renforcer le sentiment communautaire. Par conséquent, le champ de la communauté tend davantage à se limiter aux relations interpersonnelles et aux actions locales, à défaut de s'étendre à des cercles plus larges de l'interaction sociale.

Compte tenu des mécanismes sous-jacents de l'exploitation au sein des relations de classes capitalistes, le capitalisme compromet également la communauté en entretenant l'inégalité économique. Dans une relation d'exploitation, la catégorie exploitante a fortement intérêt à maintenir la catégorie exploitée dans un état de vulnérabilité et de privation. Cette relation entraîne ainsi des antagonismes d'intérêts qui altèrent le sentiment de partager un destin commun et la générosité mutuelle.

Marx pensait que l'effritement de la solidarité sociale au sein de la société capitaliste serait contrebalancé par l'approfondissement de la solidarité au sein de la classe exploitée. Il croyait que la dynamique du capitalisme créerait une interdépendance croissante et une homogénéité des conditions de vie parmi les travailleurs, et que cette interdépendance et cette homogénéité produiraient un sentiment croissant de solidarité. La communauté des travailleurs deviendrait alors la base d'une transformation finale du capitalisme en une communauté de tous. Malheureusement, la dynamique du capitalisme n'a pas produit cette homogénéité radicale de la situation de classe, mais plutôt des formes de plus en plus complexes d'inégalités économiques et des formes plus intenses de compétition au sein du marché du travail. À défaut d'avoir développé une solidarité toujours plus grande parmi la classe des non-capitalistes, le capitalisme a favorisé l'émergence de cercles toujours plus étroits de solidarité disposant de possibilités inégales et segmentées sur le marché. En raison de la structure inégalitaire qui en résulte et à

cause des principes d'avidité et de peur gouvernant la concurrence, la communauté s'est donc restreinte et fracturée.

11. Le capitalisme limite la démocratie

Les défenseurs du capitalisme prétendent souvent que le capitalisme est une condition essentielle pour la démocratie. La version la plus connue de cette thèse provient du manifeste capitaliste de Milton Friedman, *Capitalisme et Liberté*. Selon Friedman, la grande vertu du capitalisme est d'empêcher une concentration unitaire du pouvoir par la séparation institutionnelle du pouvoir économique et du pouvoir d'État. En conséquence, le capitalisme garantit un ordre social composé d'un système d'élites en concurrence, ce qui faciliterait la liberté individuelle et la compétition démocratique. Pour autant, le capitalisme est loin de garantir la démocratie. De nombreux exemples témoignent de l'existence d'États autoritaires dans les sociétés capitalistes. Le capitalisme est donc une condition nécessaire mais non suffisante pour la démocratie. Mais, selon Friedman, c'est une condition nécessaire essentielle, et lorsqu'une telle condition se combine avec le développement économique (favorisé aussi par le capitalisme), la démocratie est alors presque inévitable.

Même si l'on rejette la version forte de l'argument de Friedman – selon laquelle, en l'absence de capitalisme, la démocratie serait impossible –, il semble définitivement acquis que, sous certaines conditions, notamment celles qui garantissent un niveau élevé de développement économique, le capitalisme est fortement associé à des formes démocratiques d'État. Comme l'a montré Adam Przeworski (dans 100 % des cas jusqu'à présent), aucune société capitaliste, dont le revenu par habitant est supérieur à 6 000 dollars, n'a vu un gouvernement démocratique se transformer en dictature[42]. Néanmoins, si l'on définit sérieusement l'idée de démocratie en tant que « gouvernement par le peuple », on se heurte à trois objections majeures qui montrent en quoi le capitalisme limite la démocratie.

Premièrement, la propriété « privée » des moyens de production signifie *stricto sensu* que certains secteurs décisionnels importants ayant des répercussions collectives ne relèvent tout simplement pas d'une prise de décision collectivement partagée. Même si les frontières entre le caractère privé des droits de propriété et les domaines d'application qui sont soumis à un contrôle public sont périodiquement contestées, il n'en demeure pas moins qu'une société capitaliste reste attachée à la présomption selon laquelle les décisions concernant la propriété doivent rester dans le giron des affaires privées, les institutions publiques ne pouvant légitimement empiéter sur une telle disposition que si des circonstances particulières les y obligent.

Si les décisions privées des propriétaires des entreprises capitalistes n'avaient aucune incidence importante sur le bien-être des gens qui sont exclus de ces processus décisionnels, il va de soi qu'une telle situation ne constituerait pas une limite importante à la démocratie. Mais la démocratie se fonde précisément sur l'idée selon laquelle les gens devraient collectivement délibérer sur des sujets qui

affectent leur destin collectif, sans pour autant qu'un tel processus décisionnel vienne paralyser l'utilisation des ressources présentes dans une société. La question centrale est donc de savoir si les décisions privées prises par les propriétaires des entreprises capitalistes ont de lourdes conséquences collectives sur leurs employés et les personnes qui ne travaillent pas directement dans l'entreprise. Exclure ces décisions de la délibération et du contrôle publics réduit alors le champ de la démocratie. Une société dans laquelle il existe des formes significatives de contrôle démocratique exercé par des travailleurs au sein des entreprises, ainsi que des contrôles publics et externes, est bien plus démocratique qu'une société où ces agencements institutionnels sont absents. Bien entendu, comme le soutiennent les défenseurs du capitalisme, certaines raisons peuvent être avancées pour exclure les non-propriétaires de telles décisions, par exemple des raisons d'efficacité économique, ou bien parce que les gens ont le droit de disposer de « leur » propriété comme ils l'entendent, même si un tel droit a des conséquences importantes pour d'autres. Mais ces considérations ne changent rien au fait que les droits de propriété capitalistes réduisent la démocratie[43].

Deuxièmement, outre ces effets directs qui consistent à exclure des instances démocratiques le contrôle de l'allocation des investissements, l'incapacité de ces mêmes instances à contrôler les flux et les mouvements du capital anéantit la capacité de la démocratie à définir des priorités collectives, même dans le cas d'activités que les entreprises capitalistes n'organisent pas directement. La capacité décisionnelle d'une collectivité locale à subvenir efficacement aux besoins de l'éducation ou à s'assurer du bon fonctionnement des services publics (par exemple : gardes d'enfants, services de police ou pompiers) est réduite par le fait que les impôts locaux dépendent de l'investissement privé et que le montant de cet investissement est sous contrôle privé. La communauté démocratique dispose par conséquent d'un pouvoir très limité pour résoudre le problème de savoir comment le *surplus social global* doit être réparti tout en tenant compte des différentes priorités (croissance économique, consommation individuelle, équipements publics, système de santé public, subventions culturelles, police, etc.). La question ici ne consiste pas seulement à constater que la plupart de ces décisions court-circuitent toute forme de délibération démocratique, mais à voir que la menace de désengagement, parce que les investissements sont décidés en privé, contraint fortement toutes les autres décisions prises par des instances démocratiques et qui visent à répartir de telles ressources, y compris les ressources dans lesquelles les capitalistes ne font pas d'investissements[44].

Troisièmement, la concentration des richesses et du pouvoir engendrée par la dynamique capitaliste subvertit les principes démocratiques de l'égalité politique. L'égalité politique signifie qu'aucun attribut jugé moralement non pertinent – tels la race, le genre, l'appartenance religieuse, la richesse, le revenu et ainsi de suite – n'est censé produire des inégalités qui viendraient entraver la possibilité reconnue à chacun de participer de fait à la politique démocratique et d'influencer les décisions politiques. Cela ne signifie pas que chaque personne exerce une influence égale sur

les résultats politiques. Lors d'un processus décisionnel, une personne qui est perçue comme digne de confiance, honnête et capable d'exprimer ses idées clairement et avec persuasion, peut avoir une influence plus importante qu'une autre qui est dépourvue de ces attributs. Ces derniers sont pourtant des attributs moralement pertinents lorsqu'il s'agit de conduire une délibération publique pour prendre des décisions collectives. La clef de voûte de l'égalité politique est que les attributs qui ne sont pas moralement pertinents ne devraient pas produire des inégalités en matière de pouvoir politique. Et pourtant, le capitalisme viole cette condition. Même si la violation de l'égalité politique peut être plus grave aux États-Unis que dans la plupart des autres pays capitalistes développés, il n'en demeure pas moins que, dans toutes les sociétés capitalistes, les personnes aisées ou qui occupent des postes importants dans l'économie ont toujours eu une influence disproportionnée sur les résultats politiques. Pour saisir une telle situation, il n'est pas difficile de voir que de nombreux mécanismes en jeu interviennent. Les personnes aisées ont en effet une capacité beaucoup plus grande à financer des campagnes politiques. Les gens influents issus des grandes entreprises sont également intégrés dans des réseaux sociaux qui leur permettent de côtoyer les responsables politiques des différents gouvernements et sont en mesure de financer des lobbyistes pour influencer les politiciens et les bureaucrates. Ils ont enfin une plus grande influence sur les médias, notamment sur les médias privés et capitalistes, et peuvent ainsi infléchir l'opinion publique. Même si le principe électoral « une personne, une voix » est un principe essentiel de l'égalité politique, son efficacité lui permettant de garantir l'égalité politique au sens large dans les démocraties capitalistes est gravement atteinte par les interconnexions profondes entre pouvoir politique et puissance économique.

Ces onze propositions ont ainsi permis de déceler les défaillances du capitalisme selon un point de vue normatif, radical, égalitaire et démocratique. Si l'on parvenait à invalider ces propositions, dans l'hypothèse où le capitalisme, laissé à lui-même, serait capable de remédier à tous ces préjudices, la volonté de penser les caractéristiques d'une alternative émancipatrice serait alors fortement remise en cause. Mais compte tenu de l'état actuel des connaissances sur les propriétés et les dynamiques du capitalisme, une telle hypothèse paraît assez invraisemblable. Si ce jugement est correct, tout effort sérieux visant à corriger ces préjudices doit au final affronter le capitalisme lui-même.

Mais cette position soulève immédiatement deux problèmes importants. Premièrement, quelle est l'alternative au capitalisme ? Sauf à croire à la possibilité d'une alternative viable qui réduirait réellement ces préjudices, à quoi bon en effet défier le capitalisme lui-même ? Et, deuxièmement, comment pouvons-nous remettre en question les rapports de pouvoir et les institutions de la société existante afin de créer cette alternative ? Comment parvenir à créer cette alternative à partir de notre situation présente ? Les développements qui vont suivre tenteront de répondre à ces questions.

1. Il s'agit d'une vision très simplifiée et abstraite de la structure capitaliste de classe dans laquelle il n'y a que deux positions de classe, les travailleurs et les capitalistes. Bien que ce soit la relation de classe centrale ou fondamentale du capitalisme, les sociétés capitalistes actuelles contiennent une multitude de positions de classe, en particulier celles que l'on a l'habitude de regrouper sous la rubrique « classe moyenne » et qui n'appartiennent pas exactement à l'une ou l'autre de ces deux catégories polarisées. Pour une discussion approfondie du problème qui consiste à combiner l'idée simple et abstraite d'une relation de classe polarisée entre capitalistes et travailleurs avec la complexité des structures de classe actuelles, voir Erik Olin Wright, *Class Counts : Comparative Studies in Class Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, chap. 1. D'autres approches alternatives pour mieux saisir les enjeux de cette question ont également été proposées, voir Erik Olin Wright (dir.), *Approaches to Class Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

2. L'État et le marché ne sont pas les seuls mécanismes de coordination économique. De nombreux sociologues de l'économie ont fait valoir que la coordination est également assurée par des associations, des communautés et toutes sortes de réseaux sociaux, y compris les réseaux de parenté. Pour une discussion portant sur ces multiples processus de coordination, voir Wolfgang Streeck, « Community, market, state and associations ? The prospective contribution of interest governance to social order », *in* Wolfgang Streeck et Philippe C. Schmitter (dir.), *Private Interest Government : Beyond Market and State*, Beverly Hills-Londres, Sage, 1985, p. 1-29.

3. L'activité économique des ménages comprend toute une série d'activités qui peuvent se regrouper sous la bannière « travaux ménagers ». L'activité économique communautaire comprend, quant à elle, un large éventail de travaux informels, pouvant aller des échanges de baby-sitting entre amis à des activités de services bénévoles au sein de communautés religieuses. Elles peuvent toutes être considérées comme « économiques » au sens où elles impliquent des activités de travail qui fournissent des biens et des services visant à satisfaire des besoins humains. Pour une discussion approfondie de ces formes « non marchandes » d'activités économiques, voir J. K. Gibson-Graham, *A Postcapitalist Politics*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006, chap. 3.

4. Il existe deux formes théoriquement distinctes de variations entre les économies capitalistes. 1) Des variations-types : elles incluent des différences dans le degré de compétitivité des marchés, la taille des entreprises, le niveau de développement de la technologie, l'imbrication des secteurs industriels, la nature de la division du travail au sein du processus de travail, etc. 2) Des variations hybrides : ce sont les différences qui proviennent des manières dont les structures économiques capitalistes et non capitalistes se combinent et s'interpénètrent. Elles incluent les variations dans l'étendue de l'organisation étatique de la production, dans l'importance de la production domestique, le rôle des coopératives et d'autres formes de propriété collective, la présence continuelle de formes économiques précapitalistes, etc. Cette seconde forme de variations est particulièrement importante pour comprendre le problème des alternatives au capitalisme. Nous reviendrons en détail sur cette question des variations hybrides lorsque nous aborderons le chapitre 5.

5. Nous rencontrons ici un problème théorique épineux que nous allons devoir contourner : lorsque nous avons affaire à un système économique qui combine des éléments capitalistes avec différents types d'éléments non capitalistes, qu'est-ce qui justifie de continuer à appeler globalement un tel système « capitalisme » ? Quelle dose de non-capitalisme est-il nécessaire d'injecter avant que l'hybride qui en résulte soit quelque chose d'entièrement nouveau, et non pas une forme hybride de capitalisme ? Il existe une multitude de réponses évidentes à cette question. Par exemple, on pourrait dire que le système reste capitaliste aussi longtemps que les éléments capitalistes sont « les plus importants » ou « dominants ». Ou bien on pourrait soutenir que le système reste capitaliste aussi longtemps que les dynamiques de reproduction sociale et de développement sont « principalement » capitalistes. Ces formulations se fondent sur une intuition importante, mais elles sont toutes vagues, dans la mesure où des mots comme « plus », « dominant » ou « principalement » n'ont pas une signification quantitative très précise.

6. En termes de destruction de l'environnement, le capitalisme et l'étatisme pâtissent d'un même déficit : 1) l'échec à mettre en place une délibération publique assez large pour établir des compromis entre le niveau de consommation actuel, la croissance économique et la protection de l'environnement ; et 2) l'absence de mécanismes démocratiques qui seraient en mesure de traduire une délibération publique dans une politique publique efficace. Dans une certaine mesure, ce déficit était bien pire dans les économies étatistes autoritaires, puisque ni l'État ni l'économie n'étaient sous contrôle démocratique. Dans les pays capitalistes, même si la forme

démocratique demeure relativement fragile, il existe pourtant un espace public important qui délibère sur des questions relatives à l'environnement, ainsi qu'un processus politique visant à imposer certaines contraintes sur les pratiques économiques qui nuisent à l'écosystème.

7. Ces deux objectifs – persuader les travailleurs de travailler sans relâche, tout en les payant le moins possible – peuvent entrer en contradiction, puisque les travailleurs sont en partie payés en fonction du volume de travail consacré. Cette remarque est vraie pour deux raisons principales : les travailleurs qui sont les mieux rémunérés sont davantage susceptibles d'éprouver un sentiment d'obligation envers leurs employeurs, ce qui pourrait les inciter à fournir un travail plus intense, et ces mêmes travailleurs ont davantage intérêt à s'investir dans leur travail et ils ont tout à perdre s'ils sont licenciés, ce qui les incite également à travailler avec une diligence plus accrue. Bien qu'ils n'utilisent pas explicitement le terme « exploitation » dans leurs analyses, ces questions sont brillamment explorées dans un essai sur la nature de l'incitation au travail par Samuel Bowles et Herbert Gintis, « Contested exchange : New microfoundations for the political economy of capitalism », *Politics and Society*, vol. 18, nº 2, 1990, p. 165-222.

8. Le concept d'exploitation est un concept controversé lorsqu'il est appliqué à l'analyse du capitalisme. Selon les tenants de l'économie néoclassique, l'exploitation peut surgir dans le capitalisme à condition qu'advienne une certaine forme de coercition dans les relations de marché qui oblige les travailleurs à vendre leur force de travail pour un prix moins élevé que celui fixé par le marché concurrentiel. Certains sociologues (par exemple Aage B. Sørenson, « Toward a sounder basis for class analysis », *American Journal of Sociology*, vol. 105, nº 6, 2000, p. 1523-1558) ont adopté une variante de cette notion économique néoclassique en définissant l'exploitation comme un « loyer » qui serait lié à diverses formes de « clôture sociale ». Pour une discussion approfondie des questions renvoyant à la définition de l'exploitation, voir Erik Olin Wright, *Class Counts : Comparative Studies in Class Analysis*, *op. cit.*, chap. 1 ; et G. A. Cohen, « The labour theory of value and the concept of exploitation », *in* id., *Labour and Freedom*, Oxford, Oxford University Press, 1989.

9. En réalité, Marx a célébré cet aspect de l'expansion capitaliste aux quatre coins du monde, en soutenant qu'une telle expansion était nécessaire pour la modernisation des régions les moins développées. Pour Marx, l'impérialisme était le processus nécessaire pour engendrer un capitalisme véritablement mondial qui, à son tour, était la condition nécessaire pour dépasser le capitalisme. Voir Bill Warren, *Imperialism : Pioneer of Capitalism*, Londres, Verso, 1980.

10. Karl Marx et Max Weber ont perçu l'impact du capitalisme sur les inégalités de statut assigné (les inégalités de statut liées à des attributs de la naissance) comme étant l'une de ses principales vertus. Dans *Le Manifeste du Parti communiste*, Marx voit ces formes traditionnelles de statut « partir en fumée » sous les assauts répétés du capitalisme, et Weber voit le dynamisme des marchés capitalistes détruire les ordres rigides de statut. Pour une discussion de cette similitude qui traverse les œuvres de Marx et Weber, voir Erik Olin Wright, « The shadow of exploitation in Weber's class analysis », *American Sociological Review*, vol. 67, nº 6, 2002, p. 832-853.

11. Il y a donc une sorte de processus cyclique à l'œuvre ici : le changement technique stimule souvent la demande de travailleurs hautement qualifiés pour exercer de nouveaux types d'emplois ; au fil du temps, l'innovation suivante cible la routinisation de ces emplois pour supprimer la nécessité d'avoir à embaucher de nouveaux travailleurs hautement qualifiés. La trajectoire professionnelle des programmateurs informatiques constitue un bon exemple de ce processus cyclique. Dans les années 1960, c'était un travail extrêmement qualifié qui nécessitait beaucoup d'années de formation. Au début du XXIe siècle, avec la croissance prodigieuse du parc informatique, la plupart des tâches de programmation ont été réduites à une simple fonction qui peut être accomplie avec relativement peu de connaissances.

12. Robert H. Frank et Philip J. Cook, *The Winner-Take-All Society : Why the Few at the Top Get So Much More Than the Rest of Us*, New York, Penguin, 1996.

13. Dans les marchés du type de ceux où le vainqueur remporte toute la mise, nous pouvons observer la tendance suivante : des personnes misent de manière déraisonnable dans le développement de certains talents selon une prévision qui apparaît irréaliste lorsqu'il s'agit de mesurer les retours probables de leurs investissements.

C'est notamment le cas lorsque nous observons l'excès d'investissement en temps et en énergie afin de développer des compétences athlétiques, phénomène qui touche spécialement les jeunes issus des quartiers pauvres des villes. Pour une discussion sur l'excès d'investissement dans le sport, voir Robert H. Frank et Philip J. Cook, *The Winner-Take-All Society*, *op. cit.*

14. Milton et Rose Friedman, *La Liberté du choix*, Paris, Belfond, 1980 ; et Milton Friedman, *Capitalisme et Liberté* (1962), Paris, Laffont, 1971.

15. Dans un livre important sur le sens de la démocratie, Robert Dahl a fait valoir qu'il n'existe pas de raison logique pour laquelle les droits de propriété privée conféreraient un droit au pouvoir dictatorial sur les employés. Alors même qu'on a aboli l'esclavage, y compris dans les cas où une personne souhaiterait volontairement conclure un contrat qui la transformerait en esclave, on pourrait également interdire aux gens de renoncer à leur droit à l'autonomie dans le cadre de leur contrat de travail pour une entreprise capitaliste. Voir Robert A. Dahl, *A Preface to Economic Democracy*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1985.

16. Philippe Van Parijs, *Real Freedom for All*, *op. cit.* Van Parijs met l'accent sur les manières dont la distribution des revenus engendre des inégalités dans l'exercice de la liberté réelle. Pour une discussion sur la manière dont de fortes inégalités dans la distribution des richesses restreignent aussi la liberté de la plupart des individus, voir Bruce Ackerman et Anne Alstott, *The Stakeholder Society*, New Haven, Yale University Press, 2000.

17. Les égalitaristes libéraux partagent avec les libéraux une préoccupation commune sur les choix et la liberté individuels dans leurs conceptions de la justice, mais ils diffèrent par rapport à leurs exigences autour de la spécification des conditions dans lesquelles les choix individuels peuvent être considérés comme produisant des résultats justes.

18. L'argument ici n'est pas simplement de soutenir que les systèmes capitalistes actuels sont imparfaits parce qu'ils n'ont pas réussi à corriger les inégalités des chances. L'argument est qu'ils ne pouvaient pas, en principe, compenser entièrement ces inégalités sans cesser d'être capitalistes. Cela signifie qu'un défenseur honnête du capitalisme devrait admettre que ce système viole nécessairement le principe d'une véritable égalité des chances et, par conséquent, qu'un tel système est nécessairement injuste, mais qu'il est souhaitable à d'autres égards, et que ces autres facteurs sont suffisamment importants pour que tout bien considéré le capitalisme doive être soutenu.

19. Ces externalités positives produites par les transports en commun sont l'une des principales justifications pour que des systèmes de transport public soient subventionnés, mais généralement ces subventions sont relativement modestes et les réseaux de transport doivent s'acquitter de la quasi-totalité des coûts de production par le biais des frais d'utilisation imposés aux usagers. Ce constat est économiquement irrationnel. Or, si toutes les externalités positives produites par les transports publics étaient réellement prises en compte (y compris les externalités positives pour les générations futures) dans les subventions versées, alors la gratuité des transports en commun serait le moyen le plus efficace de fixer le prix du service rendu.

20. Bien entendu, il serait présomptueux d'en conclure qu'il n'existerait aucune solution à l'épuisement des ressources halieutiques. Il serait plus raisonnable de dire simplement que la solution envisagée nécessite une violation des principes du marché et de la concurrence capitalistes, même si l'abolition des processus de marché ne serait pas nécessairement complète. Par exemple, lorsqu'un contingent global est fixé pour la pêche, certaines entreprises capitalistes pourraient toujours répondre de manière concurrentielle à lancer un appel d'offres concurrentiel pour obtenir le droit à des quotas particuliers. L'imposition du quota serait le résultat d'un mécanisme non marchand et non capitaliste – généralement soumis à l'autorité de l'État –, mais l'attribution de droits à l'intérieur de ce quota peut être organisée selon une logique marchande.

21. Pour une discussion de la logique économique concernant le problème de l'extraction de la dépense d'énergie des travailleurs, voir Samuel Bowles et Herbert Gintis, « Contested exchange », art. cité ; et Michael Burawoy et Erik Olin Wright, « Coercion and consent in contested exchange », *Politics and Society*, vol. 18, nº 2, 1990, p. 251-266.

22. L'argument ici est de soutenir que, même s'il y aura toujours des individus parasites qui profiteront de la situation pour se dérober, y compris dans des entreprises coopératives, les coûts pour résoudre ce problème seront moins élevés, puisque les travailleurs se surveilleront mutuellement et constamment du simple fait que les enjeux qui concernent l'entreprise collective seront plus importants. La propriété coopérative gérée par les travailleurs implique également un ensemble de normes morales qui traitent la question de l'effort au travail et qui réduisent aussi les coûts de surveillance. Ces questions sont discutées en détail par Samuel Bowles et Herbert Gintis, *Recasting Egalitarianism : New Rules for Communities, States and Markets*, Londres, Verso, 1998. Pour une vision plus sceptique des gains d'efficacité dans la gestion de la propriété coopérative, voir Henry Hansmann, *The Ownership of Enterprise*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1996.

23. Ces chiffres sont tirés de Steffie Woolhandler, Terry Campbell et David U. Himmelstein, « Costs of health care administration in the United States and Canada », *The New England Journal of Medicine*, vol. 349, 2003, p. 768-775.

24. Pour une discussion approfondie des raisons pour lesquelles les brevets ne promeuvent pas, en général, l'innovation, voir Michele Boldrin et David Levine, *Against Intellectual Monopoly*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

25. La question ici est de penser les limites de la complémentarité entre les motivations altruistes (ou autres motivations morales en matière de coopération) et les motivations égoïstes. Deux motivations sont complémentaires lorsque la présence de l'une ne porte pas atteinte à l'efficacité de l'autre. Si tel est le cas, alors dans une situation où les gens sont motivés afin de coopérer pour des raisons morales, ils seront encore plus motivés si des incitations monétaires viennent s'y ajouter. En revanche, si les motivations sont des substituts ou sont contradictoires, ajouter des incitations monétaires réduit la force des motivations fondées sur des engagements moraux. Pour une discussion sur la manière dont les motivations égoïstes peuvent éclipser des motivations plus altruistes, voir Samuel Bowles, « Policies designed for self-interested citizens may undermine "The Moral Sentiments" : Evidence from economic experiments », *Science*, vol. 320, nº 5883, 2008, p. 1605-1609.

26. Voir Lane Kenworthy, « Equality and efficiency : The illusory tradeoff », *European Journal of Political Research*, vol. 27, nº 2, 2006, p. 225-254, et *Egalitarian Capitalism : Jobs, Incomes, and Growth in Affluent Countries*, New York, Russell Sage Foundation, 2007, chapitre 4.

27. Stephen Jay Gould, « Wide hats and narrow minds », *in The Panda's Thumb*, New York, W.W. Norton, 1980, p. 151.

28. La discussion de cette proposition s'inspire largement de la lecture des deux ouvrages de Juliet Schor, *The Overworked American : The Unexpected Decline of Leisure,* New York, Basic Books, 1992, et *The Overspent American : Upscaling, Downshifting and the New Consumer,* New York, Basic Books, 1998.

29. Pour une analyse plus approfondie qui creuse précisément le lien entre situation économique et bonheur, voir Richard Layard, *Happiness,* New York, Penguin, 2005.

30. La « privatisation » exponentielle des services publics – incluant les services publics assurant la distribution de l'eau et de l'électricité, les transports publics, les services de santé et même des services essentiels de l'État comme la protection sociale, les prisons et l'éducation publique – est un exemple de marchandisation partielle puisque, dans ces cas précis, les prestations offertes par ces services demeurent en général assez fortement réglementées par les pouvoirs publics.

31. Certains libertariens soutiennent qu'un marché consacré à la production et l'adoption de nourrissons améliorerait la vie de tous les protagonistes concernés : les femmes pauvres verraient leur revenu substantiellement augmenté ; les couples qui souhaitent adopter considéreraient éventuellement qu'il est plus facile de s'en remettre à de tels mécanismes pour obtenir des nourrissons ; les nourrissons vivraient mieux ; et il y aurait moins d'avortements. Puisque sur la base d'un tel échange tout le monde serait gagnant, pourquoi interdire alors la mise en place d'un tel marché ? De plus, certains libertariens encore plus radicaux défendent l'idée que les parents disposent en quelque sorte d'un droit de propriété sur leurs enfants et devraient donc avoir le droit de vendre cette

propriété comme n'importe quel autre bien. Pour une défense de ce type d'arguments, voir Murray Rothbard, *L'Éthique de la liberté* (1998), Paris, Les Belles Lettres, « Bibliothèque classique de la liberté », 2011.

32. Le consensus est moins fort lorsqu'il s'agit de marchés qui prendraient en charge certaines parties renouvelables du corps humain, comme par exemple le sang. Beaucoup de gens partagent le sentiment qu'il n'y a rien de choquant à voir certaines entreprises commercialiser les dons sanguins dans un but lucratif. Toutefois, la recherche sur le don du sang montre généralement que la qualité et la quantité de sang recueilli par le biais des mécanismes de marché sont inférieures à celles d'un système non commercial et bien organisé qui repose sur l'altruisme (et le renforce). Voir Jane Piliavin et Peter Callero, *Giving Blood : The Development of an Altruistic Identity,* Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1991 ; et Kieran Healy, *Last Best Gifts : Altruism and the Market for Human Blood and Organs*, Chicago, University of Chicago Press, 2006.

33. Dans *Capitalisme et Liberté* (*op. cit.*), Milton Friedman propose un argument similaire pour les médecins : il serait souhaitable d'éliminer la délivrance de licences ou de diplômes d'État pour exercer officiellement la médecine car une telle mesure permettrait de garantir aux populations les plus modestes un service médical à bas coût. La délivrance de licences officielles est tout simplement un moyen de créer une situation monopolistique en faveur de médecins certifiés. En l'absence de toute certification officielle, un service privé qui évaluerait la qualité des prestations médicales favoriserait ainsi les choix des consommateurs qui pourraient choisir entre une médecine certifiée de qualité supérieure, et dont les prestations proposées sont élevées, et une médecine alternative moins onéreuse.

34. Ce récit est fondé sur la recherche de Mark Dowie et tiré de son article « Pinto madness » publié dans la revue *Mother Jones*, septembre/octobre 1977.

35. Le mot « impérialisme » est parfois utilisé pour désigner les stratégies d'un empire dans lequel un État conquiert et subordonne d'autres régions du monde qui deviennent soit des colonies, soit les composantes d'un État multinational géographiquement étendu. Selon un autre usage, ce terme est utilisé pour désigner les systèmes économiques mondiaux dans lesquels les entreprises capitalistes, qui agissent dans un environnement économiquement développé, dominent les activités économiques et l'accumulation de capital dans d'autres parties du monde. Pour ma part, j'utilise ce terme pour décrire une intersection particulière entre les stratégies des États et la domination économique sur tous les territoires.

36. Par « dynamique géopolitique », j'entends la dynamique engendrée par les rivalités entre les États dans un système interétatique. Ces rivalités sont alimentées par une multitude de processus, dont certains peuvent être d'ordre économique et étroitement liés au capitalisme, mais incluent également des forces idéologiques et culturelles. Par exemple, le nationalisme en tant que processus idéologique et culturel peut favoriser l'émergence de nouveaux États et enclencher ainsi des dynamiques conflictuelles, et il s'agit là d'une variante du militarisme qui se distingue de l'impérialisme économique.

37. Le recours à la force militaire par les pays capitalistes développés, en particulier les États-Unis, contre les mouvements anticapitalistes dans le tiers monde a été présenté comme une politique visant à contenir l'Union soviétique et la Chine qui étaient alors perçues comme des menaces géopolitiques pour la sécurité américaine. Si durant cette période la présence d'une dynamique géopolitique conflictuelle était indéniable, encore faut-il préciser que les interventions militaires américaines, que ce soit sous la forme d'une intervention directe de l'armée, comme au Vietnam, ou d'une participation indirecte en vue de soutenir les coups d'État en Iran, au Guatemala, au Chili et dans de nombreuses zones géographiques, étaient aussi une réponse à toutes les formes de menaces qui concernaient les structures économiques capitalistes mondialisées.

38. L'affirmation selon laquelle le sentiment d'appartenance communautaire diminue le coût de la coopération peut être illustrée par l'histoire bien connue du dilemme du « passager clandestin » dans l'action collective. Un tel problème se produit quand on peut profiter personnellement de certaines actions collectives sans en supporter les coûts de participation. Dans un monde où les gens sont motivés exclusivement par l'intérêt personnel, il est généralement assez coûteux de prévenir un tel problème, car cela nécessiterait une plus grande coercition ou des incitations spéciales. Lorsque les gens sont motivés par un fort sentiment communautaire (obligations partagées, réciprocité, bienveillance mutuelle, etc.), le problème du passager clandestin devient alors moins urgent.

39. Émile Durkheim, *De la division du travail social* (1898), Paris, PUF, 2007.

40. Karl Polanyi, *La Grande Transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps* (1944), Paris, Gallimard, 1983.

41. Gerald Allan Cohen, « Back to socialist basics », *New Left Review*, vol. 207, septembre-octobre 1994, p. 9.

42. Adam Przeworski, « Self-enforcing democracy », *in* Donald Wittman et Barry Weingast (dir.), *Oxford Handbook of Political Economy,* New York, Oxford University Press, 2006.

43. Face à cette critique, un défenseur du capitalisme qui croit aussi en la valeur de la démocratie peut défendre le capitalisme de trois façons : 1. La démocratie restreinte est la seule forme stable de démocratie. Sur le papier, il serait évidemment préférable que les gens disposent d'un large contrôle démocratique sur l'ensemble des choses qui affectent leur destin collectif, mais ce n'est tout simplement pas possible. Toute tentative de créer de telles institutions échouera. 2. Élargir le champ de la démocratie est possible, et un tel modèle pourrait être stabilisé, même s'il se traduisait par des pertes indésirables d'efficacité. Le compromis optimal entre ces deux valeurs – efficacité et démocratie – exige alors que certaines décisions fondamentales concernant les investissements échappent au contrôle démocratique direct. 3. Il y a deux valeurs qui s'affrontent ici : le droit moral des gens à disposer de leurs biens comme ils le souhaitent et le droit des personnes à participer aux décisions collectives qui influent sur leur destin collectif. Pour une multitude de raisons développées par les libertariens, la première jouit d'une priorité lexicale sur la seconde (autrement dit, elle doit être totalement satisfaite avant que la deuxième entre en jeu).

44. La menace de désengagement a été identifiée par de nombreux auteurs comme la forme essentielle de la puissance structurelle du capital au sein d'une démocratie capitaliste. Cette dépendance de l'État par rapport à l'investissement privé est identifiée par Göran Therborn comme l'une des caractéristiques majeures d'un « État capitaliste ». Charles Lindblom identifie un tel état de dépendance comme la raison essentielle qui explique pourquoi l'État est obligé de se soucier de la création d'un « climat favorable aux affaires ». Joshua Cohen et Joe Rogers perçoivent cette dépendance comme le centre de la « contrainte sur les revendications » : les gens ne peuvent revendiquer que des choses qui soient compatibles avec l'investissement capitaliste existant. Dans toutes ces analyses, la démocratie est limitée par le pouvoir du capital. Voir Göran Therborn, *What Does the Ruling Class Do When it Rules ?,* Londres, Verso, 1980 ; Charles E. Lindblom, *Politics and Markets : The World's Political Economic Systems,* New York, Basic Books, 1977 ; Joshua Cohen et Joel Rogers, *On Democracy,* New York, Penguin, 1982.

PARTIE II

ALTERNATIVES

CHAPITRE 4

Penser les alternatives au capitalisme

Dans ce chapitre, nous allons explorer la logique de deux grandes stratégies permettant de construire les fondements d'une théorie des alternatives sociales émancipatrices. La première a été initialement élaborée par Marx, et elle est de loin la contribution historique la plus importante à ce problème. Même si les perspectives marxistes sur le changement social sont désormais tombées en disgrâce auprès des adversaires du capitalisme, la tradition marxiste demeure néanmoins la tentative la plus ambitieuse de construire une théorie scientifique des alternatives au capitalisme. Il est donc important de comprendre la logique et les limites de cette contribution. C'est pourquoi nous allons commencer par esquisser brièvement ses éléments centraux, avant de discuter les aspects de la stratégie marxienne qui se sont avérés insatisfaisants. Et nous conclurons ce chapitre en expliquant la logique centrale d'une alternative qui sera par la suite exposée dans le chapitre 5.

La théorie marxienne des alternatives au capitalisme : la théorie de la trajectoire historique

Marx avait élaboré une solution intellectuellement brillante, mais au final insatisfaisante, pour résoudre de manière crédible le problème de la spécification d'une alternative au capitalisme. Plutôt que de développer un modèle théorique et systématique pour démontrer la possibilité d'une alternative émancipatrice viable, il avait proposé une théorie de l'*impossibilité du capitalisme* à long terme. Ses arguments sont désormais connus : en raison de sa dynamique et de ses contradictions internes, le capitalisme a tendance à détruire ses propres conditions de possibilité. Il s'agit d'une théorie déterministe : à long terme, le capitalisme est condamné à devenir un ordre social impossible, si bien qu'*une* alternative devra nécessairement éclore en son sein. L'astuce consiste alors à rendre crédible l'idée qu'une organisation démocratique et égalitaire de l'économie et de la société constitue la forme annoncée d'une telle alternative. Sur ce point, la théorie de Marx est particulièrement élégante, car les contradictions qui infléchissent la trajectoire autodestructrice du capitalisme vers son propre déclin créent aussi un agent historique – la classe ouvrière – ayant à la fois un intérêt à la mise en place d'une société démocratique et égalitaire et une capacité croissante à traduire progressivement ses intérêts en actions. D'après ces éléments, la théorie du socialisme de Marx implique une sorte de croyance pragmatiste dans le principe volontariste « vouloir, c'est pouvoir », dont l'esprit est de promouvoir des solutions que des ouvriers inventifs et solidaires auraient déjà expérimentées.

Examinons néanmoins ces arguments de plus près. Ils peuvent selon nous être décomposés en cinq thèses fondamentales.

Thèse 1. La thèse de la non-soutenabilité à long terme du capitalisme

À long terme, le capitalisme est un système économique non soutenable. Ses dynamiques internes (« lois mécaniques ») sapent systématiquement les conditions de sa propre reproductibilité, rendant ainsi le capitalisme de plus en plus vulnérable et, éventuellement, non soutenable.

Il s'agit ici d'une proposition concernant la trajectoire à long terme du développement capitaliste. Il s'agit surtout d'une prédiction ambitieuse sur le futur : la trajectoire du développement capitaliste conduira à la disparition du capitalisme lui-même. Autrement dit, le capitalisme est une forme historiquement spécifique de l'organisation économique, qui est le résultat des dynamiques internes engendrées par une organisation économique antérieure, et qui cessera finalement d'exister. Le capitalisme est également un système intégré, et pas seulement un rassemblement hétéroclite de plusieurs parties. Il contient donc des mécanismes cohérents assurant sa propre reproduction. Mais c'est un système spécifique – un système rempli de contradictions dynamiques qui, au fil du temps, détruisent ces mécanismes de reproduction, rendant finalement le système non soutenable. Il ne s'agit pas

simplement d'affirmer que le capitalisme, en tant que construction humaine, *peut* être transformé par une initiative humaine délibérée. Au contraire, il s'agit de défendre l'idée selon laquelle le capitalisme *va* inéluctablement se transformer en raison de ses contradictions internes. Du point de vue du bien-être humain, cette proposition n'implique pas que le capitalisme sera remplacé par quelque chose de mieux, mais que les dynamiques autodestructrices qui le traversent font de lui une forme économique historiquement limitée dans le temps.

Cette prédiction se fonde principalement sur quatre tendances empiriques que Marx a observées au XIXe siècle et qu'il a combinées avec un argument théorique. Ces tendances empiriques sont les suivantes : premièrement, au cours du développement capitaliste, le niveau de productivité augmente de manière considérable, en raison notamment des gains dans ce domaine qui résultent de l'intensification capitalistique de la production. Deuxièmement, le capitalisme se déploie sans relâche en un double sens : d'une part, de nombreux domaines de la production ne résistent pas à la marchandisation et sont organisés par des entreprises capitalistes, et d'autre part les marchés capitalistes s'étendent à des zones géographiques de plus en plus vastes. Le capitalisme se développe donc à la fois intensivement et extensivement, en pénétrant toutes les sphères de la société et en augmentant son amplitude géographique. Troisièmement, le développement capitaliste augmente la concentration et la centralisation du capital : au fil du temps, les entreprises capitalistes deviennent de plus en plus imposantes, et le pourcentage de la production sur le marché qui est contrôlée par les grandes entreprises augmente progressivement. Cette tendance lourde signifie que non seulement le monde se structure autour des marchés capitalistes, mais que ces marchés sont de plus en plus dominés par des entreprises transnationales. Quatrièmement, les crises économiques qui perturbent périodiquement les marchés capitalistes et la production ont tendance à s'aggraver et à se prolonger au fur et à mesure que le capitalisme se développe. Cette dernière observation est liée aux trois premières : en général, plus les forces productives sont développées, plus le marché dans une économie capitaliste sera étendu, plus le marché est dominé par des entreprises transnationales, et plus grave seront les crises économiques lorsque celles-ci se produisent.

Il s'agit ici d'observations empiriques générales que Marx a formulées vers la fin du XIXe siècle. Afin de procéder à une projection scientifique de ces tendances dans l'avenir, il était nécessaire d'identifier les processus causaux sous-jacents qui les produisaient. C'est en identifiant de tels processus que Marx a pu émettre ses prédictions ambitieuses sur l'histoire de l'avenir du capitalisme[1]. Une partie essentielle du *Capital* est en effet consacrée à l'élaboration de ces processus causaux sous-jacents qui constituent collectivement les « lois mécaniques » du capitalisme. En ce qui nous concerne, le noyau central de cette analyse relève de ce que Marx a appelé la « loi de la baisse tendancielle du taux de profit ». Cette loi désigne un ensemble de processus causaux interconnectés qui engendrent une tendance structurelle selon laquelle le taux global de profit dans une économie capitaliste diminue au fil du temps. Et c'est à partir de cet élément central de la

théorie marxienne que se fondent directement la plupart des analyses sur l'intensification progressive des crises au sein du capitalisme et l'instabilité du système à long terme.

L'élaboration théorique de cette loi est assez complexe puisqu'elle implique de connaître les détails techniques de la théorie de la valeur travail[2]. Je ne reviendrai pas ici sur les fondements théoriques de l'analyse de Marx, mais l'essence de l'argument en faveur de la baisse du taux de profit est le suivant : il y a deux types de processus qui sont à l'œuvre dans la production des crises économiques du capitalisme. En premier lieu, on constate des hausses et des baisses périodiques du taux de profit qui engendrent ce que nous appelons désormais des cycles conjoncturels. De nombreux facteurs contribuent à nourrir ces cycles économiques, mais en général ils relèvent de ce qu'on peut appeler l'« anarchie du marché », ce qui comprend, par exemple, la propension des entreprises capitalistes à produire plus que ce que le marché peut absorber la (« surproduction ») ou la tendance des capitalistes à baisser les salaires de leurs travailleurs afin de réduire les coûts, diminuant ainsi la demande sur le marché la (« sous-consommation »). Notons que ces processus sont étroitement liés aux mécanismes de crise économique identifiés par Keynes au XXe siècle.

En second lieu, Marx postulait l'existence d'un processus causal qui réduit progressivement le taux moyen de profit d'une économie capitaliste par-delà même les cycles conjoncturels. Selon Marx, ce mécanisme de long terme est lié à l'intensification croissante de la production capitaliste. Plus précisément, les profits globaux du capitalisme dépendent de la production d'une *plus-value* économique – c'est-à-dire produire plus que ce qui est nécessaire pour reproduire simplement les intrants utilisés dans la production, aussi bien les apports de main-d'œuvre que les autres apports (matières premières, moyens de production, etc.). La valeur monétaire de cette plus-value constitue ce que nous appelons les « profits ». Le taux de profit est alors le rapport entre la valeur de cette plus-value économique et la valeur de tous les intrants utilisés dans la production. La question est donc la suivante : pourquoi ce rapport devrait-il décliner au fil du temps ? La réponse de Marx repose sur les détails techniques de la théorie de la valeur travail. Dans ses grandes lignes, l'argument consiste à soutenir que la valeur de tous les produits est déterminée par la quantité de temps de travail incorporée à leur production (d'où la théorie de la valeur *travail*). En effet, selon la théorie de la valeur travail, seul le travail crée de la valeur, et la valeur de la « plus-value » dépend de la quantité de travail mise en jeu dans la production de cette plus-value. Dès lors que l'intensité capitalistique augmente, la quantité de travail supplémentaire nécessaire à la production diminue par rapport à la quantité des moyens de production et des matières premières. En un sens, même si la productivité générale augmente, l'intensité de la production qui est à l'origine de la plus-value décline. Comme avec l'augmentation de l'intensité capitalistique, le rapport entre la plus-value et la valeur de tous les intrants aura tendance à diminuer, et le taux monétaire de profit – qui est déterminé par ce ratio – diminuera aussi. Parce que la compétition entre les entreprises oblige chacune

d'entre elles à innover dans le processus de production, et dans la mesure où Marx pensait que ces innovations avaient tendance à augmenter l'intensité capitalistique de la production, le taux de profit aurait alors tendance à diminuer sur le long terme[3].

Ce déclin à long terme du taux global de profit dans une économie capitaliste signifie que les crises épisodiques qui se produisent à partir des mécanismes de surproduction et de sous-consommation deviendront de plus en plus graves. Le creux de la dépression économique sera alors profond, et le pic du développement au plus bas. Le déclin à long terme du taux de profit réduit en effet la marge de manœuvre au sein du système : des microdéclins cycliques pousseront davantage d'entreprises à la faillite et il sera plus difficile de régénérer les conditions de profitabilité de l'accumulation du capital. Et, au fur et à mesure que le taux de profit se rapproche de zéro, le capitalisme pourrait devenir si instable qu'il serait non soutenable.

Thèse 2. La thèse de l'intensification de la lutte des classes anticapitalistes

Les dynamiques de développement capitaliste ont systématiquement tendance à (a) accroître la proportion de la population – la classe ouvrière – dont les intérêts sont constamment lésés par le capitalisme et, simultanément, (b) augmenter la capacité collective de la classe ouvrière à contester le capitalisme. Le résultat est une intensification de la lutte des classes dirigée contre le capitalisme.

La thèse 1 est une proposition sur les tendances structurelles du développement capitaliste. La thèse 2 est une proposition concernant la capacité d'action (*agency*). Elle postule que le capitalisme produit un acteur collectif ayant un intérêt à le contester et la capacité de le faire. Pour recourir à une métaphore populaire tirée de la tradition marxiste, le capitalisme produit ses propres fossoyeurs.

La première partie de cette proposition concerne la création de la classe ouvrière, ce qui renvoie généralement au processus de *prolétarisation*. La prolétarisation implique deux types de changement social. Premièrement, le processus par lequel une proportion croissante de la population est entraînée dans une relation de travail capitaliste et devient donc assujettie à l'exploitation. Un tel processus implique la destruction à grande échelle de différents types d'emplois non capitalistes, plus particulièrement, à l'époque de Marx, de petits exploitants agricoles indépendants et d'autres types de producteurs « petits-bourgeois ». Plus récemment, cet aspect de la prolétarisation s'est centré sur l'entrée des femmes mariées sur le marché du travail. Deuxièmement, il s'agit du processus par lequel l'autonomie et les compétences des travailleurs sont réduites en un processus de routinisation du travail et de « déqualification ». Pris ensemble, ces deux processus signifient qu'au fil du temps les prolétaires deviennent de plus en plus nombreux et que l'homogénéité des conditions de travail augmente.

Cependant, la prolétarisation à elle seule ne constitue pas une condition suffisante pour exacerber la lutte des classes postulée dans la thèse 2, car l'intensité du conflit social ne dépend pas seulement de l'intensité des intérêts opposés, mais aussi de la capacité des personnes à s'engager dans des actions collectives en vue de défendre

leurs intérêts. Les griefs ne suffisent jamais à expliquer l'existence de conflits manifestes, car il arrive souvent que les individus n'aient pas la capacité d'agir pour défendre leurs intérêts. La seconde partie de la thèse 2 suggère aussi que la dynamique du développement capitaliste a tendance à résoudre ce problème. Plus particulièrement, la croissance du nombre de vastes sites productifs, qui résulte de l'augmentation de l'intensité capitalistique et de l'échelle de production, favorise la concentration physique des travailleurs et facilite ainsi la communication et la coordination nécessaires pour mener une action collective. L'homogénéisation croissante des conditions de travail signifie aussi que les clivages d'intérêts fondés sur les différences de compétences entre les travailleurs diminuent, et la destruction de la petite bourgeoisie et des petites entreprises signifie pour la classe ouvrière que les perspectives d'évasion individuelle se réduisent. Un tel processus renforce ainsi l'impression de partager un destin commun. Et si ces tendances s'accentuaient, le mot d'ordre *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. Vous n'avez rien à perdre que vos chaînes et un monde à gagner* ferait sens pour un nombre croissant d'individus.

Thèse 3. La thèse de la transformation révolutionnaire

Dans la mesure où le capitalisme en tant que système économique devient de plus en plus précaire (thèse 1) et où la principale classe déployée contre le capitalisme devient de plus en plus imposante et capable de le contester (thèse 2), ces forces sociales d'opposition deviendront suffisamment solides et le capitalisme lui-même suffisamment faible pour que les institutions destinées à le protéger ne soient plus en mesure d'empêcher son renversement.

Dans la théorie marxiste, la société capitaliste ne se limite pas à la seule sphère de l'économie. Elle contient également un ensemble d'institutions qui, entre autres, fonctionnent pour protéger le capitalisme de différents types de menaces. Dans la terminologie classique du marxisme, ces institutions renvoient à la « superstructure ». À cet égard, l'État joue un rôle crucial car il contribue à la reproduction du capitalisme par différents mécanismes, notamment le recours à la force pour protéger les droits de propriété et réprimer les contestations organisées contre le capitalisme. À cela, il faut ajouter que d'autres institutions idéologiques et culturelles contribuent également à reproduire le capitalisme par la formation d'idées, de valeurs et de croyances.

Il se pourrait désormais que ces institutions soient si fortes et puissantes qu'elles contribueraient à reproduire le capitalisme, même si celui-ci devenait complètement statique et moribond. Deux raisons principales expliquent néanmoins pourquoi les marxistes ont estimé que ce résultat était peu probable. En premier lieu, la gestion efficace de l'État et de ces appareils idéologiques nécessite des ressources qui proviennent du surplus social. Si, en raison de l'effondrement du taux de profit, le capitalisme subit une crise économique profonde et continuelle, le financement de ces « coûts sociaux généraux » deviendra de plus en plus difficile. La crise budgétaire de l'État en est par exemple un symptôme. En second lieu, si le capitalisme cesse de « répondre aux attentes » et s'enlise dans une crise sans fin – ce

qui est, selon la thèse 1, son destin à long terme –, le maintien d'un fort sentiment de loyauté des fonctionnaires envers l'État deviendra alors plus difficile. L'un des aspects de l'intensification de la lutte des classes (thèse 2) est l'émergence d'un *leadership* politique anticapitaliste qui offrirait une vision alternative au capitalisme – le socialisme – et qui attirerait de plus en plus de gens bien au-delà de la classe ouvrière, et une grande partie du personnel de l'État n'échapperait pas à ce pouvoir d'attraction, dans la mesure où le capitalisme cesserait de fournir une vision crédible pour l'avenir. Autrement dit, lorsque la base économique du capitalisme n'est plus en mesure de financer l'État et que les fonctionnaires ne le défendent plus avec constance, un assaut victorieux contre l'État devient alors possible[4]. Et dès lors qu'un tel scénario politique se concrétise, la construction rapide d'une nouvelle structure économique devient également envisageable.

Marx a été relativement vague lorsqu'il s'agissait de décrire le processus réel qui enclencherait cette destruction de la superstructure politique du capitalisme. En règle générale, les marxistes ont envisagé un tel processus sur la base d'une révolution violente qui « brise » l'État capitaliste et introduit une rupture relativement soudaine dans les principes qui organisent les bases de l'économie et de l'État. L'idée défendue était que la résistance de la classe capitaliste à toute transformation fondamentale du capitalisme serait aussi forte que sa volonté de maintenir la cohésion de l'État capitaliste, à tel point qu'une transformation pacifique et démocratique serait tout simplement impossible. En ce sens, toute tentative serait vouée à l'échec et déclencherait une répression violente de l'État, la classe capitaliste et l'État ne respectant pas les règles du jeu. C'est pourquoi, en pratique, la seule stratégie viable pour remettre en cause la structure de base du capitalisme consisterait à renverser violemment l'État. Cependant, une telle stratégie ne constitue pas une partie essentielle de la théorie elle-même, mais une prédiction historiquement contingente. L'argument fondamental est en effet le suivant : lorsque le capitalisme deviendra un système économique moribond, les superstructures qui en assurent la reproduction cesseront alors de fonctionner efficacement, malgré l'intensification de la lutte des classes.

L'une des conséquences de cette thèse (thèse 3) est que la « fin du capitalisme » en tant que réalité historique ne dépend pas seulement des lois économiques du mouvement de la société capitaliste qui accélèrent son déclin. Ce scénario dépend aussi des actions collectives menées par des forces sociales fondées sur des rapports de classe. Ajoutons à cela que le développement de ce pouvoir collectif sera affecté par une myriade de facteurs historiques contingents. Alors que la stagnation et la crise de l'économie capitaliste créent la possibilité de transformer le système, la transformation elle-même est toujours le résultat de luttes collectives contre le capitalisme et l'État. En ce sens, le destin réel du capitalisme n'est pas vraiment l'« effondrement », mais le « renversement » : selon la logique de cette théorie, les opposants révolutionnaires au capitalisme sont susceptibles de réussir avant même que le capitalisme atteigne le point où sa désintégration économique sera totale et complète.

Il est intéressant de noter que l'histoire du marxisme est traversée par un certain nombre de débats afin de savoir si Marx croyait ou non à la thèse de l'« inévitabilité » du renversement du capitalisme. Premièrement, il jugeait certainement inévitable l'idée selon laquelle le capitalisme deviendrait un ordre social moribond, stagnant, en proie à une crise permanente et qu'il serait au fil du temps de plus en plus soumis à la contestation collective. Deuxièmement, il croyait aussi à la possibilité croissante qu'émerge un acteur collectif qui serait capable de s'opposer au capitalisme. Certes, cet acteur collectif aurait encore besoin d'une volonté et d'une organisation collectives, autant de conditions qui requièrent un *leadership* et des idées révolutionnaires. Mais Marx a prétendu soutenir une thèse bien plus ambitieuse que celle qui consiste à dire que le déclin du capitalisme était une possibilité inscrite dans le futur, en prédisant notamment que le capitalisme était condamné à disparaître.

Thèse 4. La thèse de la transition vers le socialisme

Compte tenu de la non-soutenabilité à long terme du capitalisme (thèse 1) et des intérêts et des capacités des acteurs sociaux organisés contre ce système économique (thèse 2), à la suite de la destruction de l'État capitaliste à partir de la lutte des classes (thèse 3), le socialisme, qui se définit comme une société dans laquelle le système de production se fonde sur la propriété collective et est contrôlé par des institutions démocratiques et égalitaires, doit probablement advenir, puisque la classe ouvrière collectivement organisée sera en position de force pour s'assurer que ses intérêts soient bien défendus dans les nouvelles institutions postcapitalistes.

À proprement parler, les trois premières thèses se fondent sur la prédiction selon laquelle le capitalisme est condamné à disparaître, mais ne fournissent pas de motifs avancés pour prédire les propriétés de l'alternative qui le remplacera. Néanmoins, Marx ainsi que les penseurs issus de la tradition marxiste ont partagé une vision optimiste concernant les perspectives de la société postcapitaliste qui serait organisée selon des principes radicalement égalitaristes et démocratiques.

Trois raisons principales permettaient d'entretenir cet optimisme partagé. Tout d'abord, le capitalisme augmente considérablement le niveau de productivité, ce qui signifie que la société postcapitaliste ne sera pas touchée par la pénurie. Une telle situation facilite le maintien d'une distribution plus égalitaire, mais libère aussi suffisamment de temps pour que les individus endossent la responsabilité collective de gérer démocratiquement l'économie. Ensuite, le développement capitaliste favorise la création de grandes sociétés privées qui constituent déjà une forme de propriété quasi « sociale », puisqu'elles sont effectivement gérées par les représentants des propriétaires plutôt que par les propriétaires eux-mêmes. En comparaison avec les formes antérieures du capitalisme, un tel développement facilite ainsi la transition vers un système de contrôle plus démocratique. Enfin, et de manière plus cruciale, si elle souhaite renverser le capitalisme, la classe ouvrière doit devenir une force politique cohérente, puissante et organisée. Cela signifie

qu'elle sera en mesure de construire les institutions égalitaires et démocratiques qui incarnent le mieux les intérêts des travailleurs.

Bien entendu, il va de soi que dans la pratique une position politiquement puissante, sur laquelle vient se greffer un intérêt à voir se construire une organisation égalitaire et démocratique de l'économie, ne constitue pas un critère suffisant pour inscrire ces institutions dans la durée et leur garantir une certaine stabilité. Marx a seulement délivré quelques minces indices lorsqu'il s'agissait de décrire les institutions socialistes qui succéderont à la société capitaliste : le socialisme remplacerait le régime de la propriété privée des moyens de production par une forme de propriété collective (bien que la signification précise de cette idée soit restée assez vague), et le marché serait remplacé par un système de planification à grande échelle – même si, encore une fois, ces mécanismes de planification, leur mode de fonctionnement ou leur degré de soutenabilité ne font pas l'objet de développements approfondis[5]. Dans quelques passages tirés de son œuvre, notamment dans sa célèbre analyse de la Commune de Paris, Marx démontre empiriquement qu'une forme de pouvoir démocratique et égalitaire s'est installée durant un temps limité et selon des circonstances particulières, mais une telle preuve ne suffit pas à convaincre que cette forme d'organisation collective pourrait être mise en place de façon durable et garantir l'existence d'institutions égalitaires qui encadreraient démocratiquement une économie moderne qui s'est complexifiée. Fondamentalement, la théorie visant à construire de telles institutions repose en dernière instance sur une combinaison d'éléments antagoniques : un élément volontariste (« vouloir, c'est pouvoir ») et un élément plus déterministe (« nécessité est mère d'inventions »). Les travailleurs auraient ainsi renforcé collectivement leurs capacités à travers leur organisation politique, et la construction réelle de ces nouvelles institutions procéderait d'expérimentations démocratiques et créatives, par allers-retours successifs entre essais et erreurs. En effet, il est difficile de nier que Marx a proposé une théorie hautement déterministe de la disparition du capitalisme et une théorie relativement volontariste de la construction de son alternative[6].

Thèse 5. La thèse de l'avènement du communisme

Les dynamiques du développement socialiste conduisent progressivement à un renforcement de la solidarité communautaire et à une érosion progressive des inégalités matérielles, à tel point que le « dépérissement » de l'État et de la société de classes donne naissance à une société communiste organisée selon le principe de distribution « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

Cette thèse finale peut être considérée comme une affirmation utopique de l'idéal normatif de l'égalitarisme radical. Bien qu'il soit plausible qu'une économie socialiste (définie de façon générale dans la thèse 4) augmente la solidarité communautaire et diminue les inégalités matérielles, aucun argument soutenu ne peut néanmoins expliquer en quoi une telle société, dans laquelle l'État dépérirait, serait en mesure de produire un ordre social qui serait entièrement assuré par la

coopération volontaire et la réciprocité en l'absence d'autorité coercitive et de règles contraignantes. L'idée sociologique sous-jacente à cette affirmation est (plus ou moins) que seules les inégalités de classe produisent de puissants conflits et des intérêts personnels antisociaux, si bien que la disparition des inégalités de classe neutralisera toute forme de coercition dans la reproduction sociale. Cette affirmation demeure cependant problématique et il semble admis que Marx ne la défende pas systématiquement. En conséquence, il semble préférable de considérer la thèse de l'avènement du communisme comme un idéal régulateur, comme une vision morale qui guide nos actions plutôt qu'une affirmation réelle concernant la trajectoire future du changement social.

Prises ensemble, ces cinq thèses constituent un argument puissant et élégant pour défendre la viabilité d'une alternative égalitaire et démocratique au capitalisme. Si l'on peut montrer de façon convaincante que le capitalisme finit par s'autodétruire, qu'une alternative devra par conséquent advenir, et qu'un acteur collectif puissant, conjointement avec la disparition du capitalisme, émergera en défendant l'intérêt de voir se construire une alternative démocratique et égalitaire, alors la croyance selon laquelle ces institutions pourraient être créées de façon pragmatique ne relève pas en dernière instance d'un acte de foi démesuré.

Les insuffisances de la théorie marxienne concernant l'avenir du capitalisme

Au sein de la tradition marxiste, la critique du capitalisme et le cadre conceptuel de son analyse de classe conservent une certaine valeur, mais sa théorie de l'histoire contient de sérieuses faiblesses[7]. Quatre problèmes compromettent en effet l'exactitude de la théorie marxiste traditionnelle pour construire une théorie des alternatives au capitalisme : les crises périodiques qui traversent le capitalisme ne semblent pas s'intensifier au fil du temps ; à défaut d'être simplifiées par un processus de prolétarisation homogène, les structures de classe sont devenues plus complexes ; au sein des sociétés capitalistes historiquement implantées, la capacité collective de la classe ouvrière à contester les structures du pouvoir capitaliste semble diminuée ; les stratégies de transformation sociale fondées sur des scénarios de rupture, même si elles étaient en mesure de renverser l'État capitaliste, ne semblent pas fournir un cadre sociopolitique favorisant la pérennité des expérimentations démocratiques. Dans la mesure où chacun de ces thèmes a été abondamment traité lors de discussions contemporaines sur le marxisme et le changement social, je vais me limiter ici à exposer brièvement leurs principaux arguments.

La théorie de l'intensification de la crise

La thèse selon laquelle les crises structurelles du capitalisme auront tendance à s'intensifier avec le temps est fondamentale pour soutenir l'idée que les contradictions du capitalisme anéantiront au final ses propres conditions d'existence. Si nous devons indéniablement reconnaître que le capitalisme sera sujet à des crises économiques périodiques plus ou moins graves, sans pour autant admettre l'existence d'une tendance globale à l'intensification des perturbations qui touchent l'accumulation du capital, nous perdons alors l'infrastructure conceptuelle selon laquelle le capitalisme s'affaiblit au fil du temps. Et en l'absence de prévision historique qui anticiperait son autodestruction, la vulnérabilité du capitalisme diminuerait malgré la contestation collective des forces sociales anticapitalistes. On peut néanmoins ajouter qu'une crise profonde et prolongée, *s i* elle devait se produire, pourrait offrir une « fenêtre d'opportunité » historique en vue d'une transformation sociale radicale, mais ce scénario est beaucoup moins ambitieux que celui qui prédit la probabilité croissante que surviennent de telles crises dans un avenir proche.

Un certain nombre de raisons permettent en effet de douter de la thèse de l'autodestruction du capitalisme. Tout d'abord, alors même que le capitalisme contient certainement des processus qui produisent des perturbations économiques périodiques, Marx et plusieurs marxistes après lui ont sans doute sous-estimé à quel point les interventions de l'État peuvent réguler de manière significative ces processus. Le résultat est que cette tendance constante à l'aggravation des perturbations économiques disparaît au fil du temps. Deuxièmement, bien que dans

les phases ultérieures du développement capitaliste le taux de profit puisse être inférieur à celui que l'on observait dans les phases antérieures, rien n'indique pour autant qu'il continuera à diminuer dans les économies capitalistes historiquement bien implantées. Troisièmement, et selon des considérations plus théoriques, les fondements conceptuels de la « loi de la baisse tendancielle du taux de profit » sont assez problématiques. Plus fondamentalement, la théorie de la valeur travail sur laquelle se fonde cette loi a été critiquée, y compris par des économistes largement favorables aux objectifs normatifs et explicatifs du marxisme. Bien que l'idée de travail en tant que source de la valeur puisse être un dispositif utile pour illustrer l'idée d'exploitation, aucune raison convaincante ne permet de croire que le travail – et seulement lui – est à l'origine de toute valorisation. Par ailleurs, Marx n'a pas défendu de manière soutenue cette hypothèse, et les discussions contemporaines n'ont pas abouti à un argument convaincant[8]. Si la théorie de la valeur travail est rejetée, l'argument qui établit un lien entre l'augmentation de l'intensité capitalistique et la réduction du taux de profit perd alors de sa cohérence[9].

À l'aune de ces considérations, il serait sans doute possible de construire une nouvelle théorie de la trajectoire autodestructrice du capitalisme. Les débats actuels mettent en avant l'idée que la mondialisation progressive du capitalisme, au début du XXIe siècle, compromet gravement la capacité de l'État à réguler les effets systémiques de la crise économique, puisque l'espace géographique des activités marchandes échappe à la juridiction des États. En théorie, une telle situation pourrait signifier que l'intensification des crises économiques, à la différence de celles de la fin du XXe siècle, sera bien plus élevée car aucune institution mondiale pouvant gérer efficacement ces crises n'est susceptible de se développer. La crise financière qui a débuté en 2008 peut être le signe de ce nouveau processus d'intensification.

Une seconde idée consiste à dire que la destruction de l'environnement engendrée par la croissance capitaliste finira par détruire les conditions écologiques qui assurent l'existence même du capitalisme.

Une troisième suggestion défend l'idée selon laquelle le passage d'une économie industrielle à une économie de services et, peut-être, à une « économie de la connaissance » signifie que dans le futur il sera de plus en plus difficile pour les propriétaires du capital de dominer l'activité économique. La propriété intellectuelle est intrinsèquement plus difficile à monopoliser que le capital physique. Plus précisément, avec l'avènement des nouvelles technologies de l'information, il est bien plus facile pour les individus de transgresser les droits de propriété privée de l'information et des connaissances. En outre, la production de connaissances et d'informations est bien plus efficace lorsqu'elle relève d'une activité sociale de collaboration et de coopération, ce qui veut dire que l'imposition de droits de propriété capitalistes à ce processus constitue alors une « entrave » au développement de ces forces de production. En conséquence, et à long terme, le capitalisme deviendra de plus en plus vulnérable car il sera contesté par des formes d'organisation non capitalistes dans les secteurs de la production et de la distribution de l'information et de la connaissance.

Tous ces facteurs, ou même une partie d'entre eux, pourraient laisser croire que la fin du capitalisme coïncidera avec son autodestruction. Cependant, les arguments mobilisés demeurent spéculatifs et insuffisamment développés et, pour l'instant, il ne semble pas qu'il y ait de bonnes raisons de croire que les contradictions internes du capitalisme déboucheront à long terme sur une structure économique obsolescente. Le capitalisme peut ne pas être *souhaitable*, pour toute une série de raisons que nous avons indiquées dans le chapitre 3, tout en étant *reproductible*. Encore faut-il préciser qu'un tel constat n'implique pas que le capitalisme soit immunisé contre toute forme de transformation : même si ses dynamiques internes ne le condamnent pas à l'autodestruction, il se pourrait qu'il soit transformé par une action collective. Mais une telle action ne sera pas nécessairement encouragée par la fragilité croissante du capitalisme.

La théorie de la prolétarisation

Le second problème majeur de la théorie marxiste classique concernant la destinée du capitalisme tourne autour de la théorie de la prolétarisation. Bien qu'il soit certainement vrai que le développement du capitalisme ait intégré une proportion croissante de la population active dans des relations de travail capitalistes, un tel processus n'a pas débouché sur une prolétarisation et une homogénéisation des classes sociales, mais plutôt sur une complexification des structures de classe. À ce sujet, un certain nombre de tendances structurelles peuvent être relatées.

Premièrement, nous observons le développement et l'expansion de ce que j'ai appelé des « positions de classe contradictoires[10] ». Les *positions* de classe sont les places spécifiques occupées par des personnes au sein d'une structure de classe. Les positions de la classe ouvrière et celles de la classe capitaliste sont les deux positions fondamentales déterminées par les rapports capitalistes de classe. Mais plusieurs positions dans la structure de classe ne correspondent pas strictement à ces deux positions de base. En particulier, les positions de classe des cadres et des manageurs contiennent des propriétés relationnelles qui relèvent à la fois des capitalistes et des travailleurs, occupant ainsi des « positions contradictoires ». Les experts et les techniciens hautement qualifiés occupent aussi des positions contradictoires du fait de leur qualification. Dans la plupart des pays capitalistes, un peu moins de la moitié de la population active occupe de telles positions contradictoires[11].

Deuxièmement, après une longue période de déclin, une croissance significative des auto-entrepreneurs et des petites entreprises a eu lieu dans de nombreux pays capitalistes. Certes, un grand nombre de ces petites entreprises et professionnels indépendants sont subordonnés à des grandes sociétés privées, mais ils se démarquent de la classe ouvrière.

Troisièmement, bien que la concentration de la richesse soit devenue un phénomène économique récent qui touche la plupart des pays capitalistes (et plus particulièrement les États-Unis), force est de constater que l'actionnariat salarié s'est également démocratisé – une proportion croissante de la population investit

désormais dans des entreprises, que ce soit sous la forme d'investissements directs en actions ou sous la forme de fonds de pension. Loin de créer une « société des propriétaires » ou un « capitalisme populaire », de tels dispositifs financiers complexifient néanmoins la structure de classe du capitalisme.

Quatrièmement, avec l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, les structures de classe auxquelles se rattachent les individus sont devenues plus complexes que dans le passé, puisque les ménages à double revenu sont reliés à la structure de classe par deux emplois, et non plus par un seul. Le résultat est qu'une proportion importante de la population constitue ce qu'on peut appeler des « ménages transclasses », des ménages dans lesquels l'emploi salarié des conjoints et des conjointes renvoie à des positions de classe différentes[12].

Au final, on observe dans de nombreux pays capitalistes développés une stratification croissante de la classe ouvrière. Après une longue période durant laquelle l'inégalité des revenus chez les salariés a diminué, cette inégalité a fortement augmenté dans le dernier quart du XXe siècle. À cela, il faut ajouter que, depuis le début des années 1990, dans certains pays – notamment aux États-Unis –, les schémas d'évolution du marché du travail se sont fortement polarisés : la croissance de l'emploi s'est essentiellement concentrée sur le sommet et la base de la pyramide des salaires, mais pas sur les strates intermédiaires[13]. La classe ouvrière, quelle que soit sa définition, a donc subi un processus interne de différenciation plutôt qu'un processus d'homogénéisation.

La complexification des relations de classe ne signifie pas que la notion de classe a moins d'importance dans la vie des gens ou que les structures de classe sont fondamentalement de moins en moins capitalistes. Elles signifient simplement que les transformations structurelles que prévoyait la thèse de l'intensification de la lutte des classes ne se sont pas réalisées.

La théorie de la capacité collective de classe

Le second aspect de la thèse de l'intensification de la lutte des classes dans la théorie marxiste classique concerne l'augmentation de la capacité de la classe ouvrière à contester le capitalisme. Or cette capacité a tendanciellement diminué dans les sociétés capitalistes développées. Un tel constat s'explique en partie par l'hétérogénéité croissante des intérêts des salariés, en raison tant de la complexité de la structure de classe que de la stratification au sein de la classe ouvrière. Cette hétérogénéité rend plus difficile la volonté de renforcer la solidarité et de former des coalitions politiques stables. Mais la faiblesse de la capacité collective de classe à contester le système reflète également la manière dont les démocraties capitalistes ont su organiser les possibilités d'amélioration réelle des conditions de vie *dans les limites* du capitalisme. Pour tirer parti de ces possibilités, l'une des contraintes centrales imposées par l'État a été l'abandon de toute tentative d'organisation et de mobilisation révolutionnaires. Les « compromis de classe » qui en résultent – et qui vont revêtir la forme des mouvements syndicaux et de l'État-providence – ont permis aux travailleurs d'obtenir des augmentations salariales substantielles. Et bien que ces

gains aient été en partie érodés au cours des dernières décennies du XXe siècle, ils restent néanmoins suffisamment élevés pour freiner les mouvements solidaires qui contestent la légitimité du système. Compte tenu de la robustesse du capitalisme et de la force des institutions qui le reproduisent, du moins dans les démocraties capitalistes avancées, ces compromis de classe constituent encore un répertoire d'action crédible pour les organisations ouvrières. Quoi qu'il en soit, aucune société capitaliste n'a vu la classe ouvrière développer une capacité collective à contester les fondements du pouvoir capitaliste.

La théorie de la transformation par la rupture

Bien qu'il n'y ait pas d'exemples historiques de contestations révolutionnaires ayant rencontré un véritable succès au sein des pays capitalistes développés (et relativement peu d'exemples de contestations significatives mais ayant échoué), de telles contestations ont néanmoins eu lieu dans des sociétés capitalistes moins développées, et, dans certains cas, des socialistes révolutionnaires sont parvenus à accéder au pouvoir. Des États ont été renversés et des régimes révolutionnaires, se réclamant symboliquement du socialisme, instaurés. Cependant, ces tentatives de transformation par la rupture n'ont jamais été en mesure de renforcer à long terme le développement d'institutions démocratiques et expérimentales. En effet, la construction volontariste d'alternatives émancipatrices dépend, dans un processus démocratique, de délibération et de construction institutionnelles, et de la participation active, autonome et créative de personnes ordinaires. Même si cette participation démocratique et égalitaire à la transformation révolutionnaire du capitalisme a pu surgir de manière épisodique, ces séquences historiques ont toujours été de courte durée et relativement isolées.

À la suite d'une séquence révolutionnaire, l'échec à maintenir un processus prolongé, démocratique et expérimental provient du fait que les régimes révolutionnaires subissent toujours une pression extrême, à la fois économique et militaire, exercée par des pays capitalistes puissants. Ces régimes ont alors ressenti l'urgence de consolider leur pouvoir et de construire des institutions suffisamment fortes pour résister à cette pression. Puisque l'expérimentation démocratique est inévitablement un processus désordonné qui dépend fortement de la capacité à tirer les leçons de ses erreurs, il est compréhensible que les régimes révolutionnaires puissent ressentir le besoin de court-circuiter ces étapes afin d'être opérationnels. Une autre hypothèse est également de soutenir que le problème était essentiellement un problème de développement économique des économies au sein desquelles les mouvements révolutionnaires ont exercé le pouvoir politique. Le marxisme classique n'a certainement jamais imaginé que la transformation du capitalisme en une alternative démocratique et égalitaire serait possible dans une société où le capitalisme n'avait pas encore atteint des niveaux de productivité très élevés. Mais il se peut aussi que les formes concentrées de pouvoir politique, d'organisation et de violence nécessaires pour produire une rupture révolutionnaire avec les institutions existantes soient elles-mêmes incompatibles avec les pratiques participatives qui

sont nécessaires à l'expérimentation démocratique lorsqu'il s'agit de construire de nouvelles institutions émancipatrices. Dans certaines circonstances, les partis révolutionnaires peuvent être des « armes organisationnelles » efficaces pour renverser les États capitalistes, mais ils demeurent extrêmement inefficaces lorsqu'il s'agit de construire une alternative démocratique et égalitaire. En conséquence, les exemples empiriques de ruptures historiques avec le capitalisme ont conduit à des formes bureaucratiques et autoritaires d'organisation économique, plutôt qu'à quelque chose se rapprochant d'une alternative démocratique et égalitaire au capitalisme.

Vers une autre formulation du problème

Lorsqu'il s'agit de décrire les propriétés centrales de la trajectoire du capitalisme, la théorie marxiste classique des alternatives au capitalisme est profondément ancrée dans une vision déterministe : en prédisant les grandes lignes du développement futur du capitalisme, Marx espérait contribuer à la réalisation d'une alternative émancipatrice qui se situait au-delà du capitalisme. En l'absence d'une théorie dynamique irréfutable prédisant la fin du capitalisme, la stratégie alternative consiste alors à abandonner une telle théorie afin de construire une théorie de la *possibilité* structurelle. La différence est la suivante : une théorie de la trajectoire dynamique tente de prédire certaines caractéristiques de l'évolution future des changements sociaux sur la base d'une compréhension des mécanismes causaux qui orientent la société selon une direction particulière. En anticipant la production de certains développements qui *vont* avoir lieu (en supposant que la théorie soit exacte), une telle théorie permet de définir les effets qui *peuvent* se produire. Le capitalisme s'autodétruira (éventuellement) et le socialisme apparaîtra comme une alternative. En revanche, une théorie de la possibilité structurelle ne tente pas de prédire le cours des événements dans la durée, mais tout simplement de cartographier le champ des possibles qui impulseront des changements institutionnels et qui se produiront sous différentes conditions sociales.

La version la plus forte d'une théorie de la possibilité structurelle reviendrait à avoir une feuille de route détaillée avant de partir en voyage. La carte indiquerait toutes les destinations possibles à partir de votre position actuelle et tous les itinéraires alternatifs qui conduiraient à chacune d'entre elles. Une carte relativement précise nous informerait des conditions routières, précisant bien celles qui exigeraient des véhicules tout-terrain et d'autres qui seraient temporairement ou définitivement infranchissables (du moins jusqu'à ce qu'un moyen de transport plus efficace soit inventé). Muni de cette carte, la seule question à se poser, lorsque vous ciblez une destination particulière, est de savoir si vous avez ou non le véhicule approprié pour voyager. Bien entendu, il se peut que vous soyez incapable de réunir les ressources suffisantes pour acheter le véhicule nécessaire permettant de se rendre à la destination la plus souhaitable, mais vous aurez au moins une compréhension réaliste de cette contrainte avant de partir en voyage et vous pourrez donc changer vos plans.

Hélas, une telle carte n'est qu'une pure invention de l'esprit, et aucune théorie sociale existante n'est suffisamment puissante pour construire une cartographie complète des destinations sociales possibles. Il se pourrait bien qu'une telle théorie soit impossible dans son principe même – le changement social est bien trop complexe et reste profondément affecté par des enchaînements contingents de processus causaux pour être représenté sous la forme d'un plan détaillé qui présenterait un panorama complet des futurs possibles. Quoi qu'il en soit, nous devons admettre que nous n'avons pas cette carte à notre disposition. Et pourtant, nous voulons quitter la position que nous occupons en raison de ses préjudices et de

ses injustices. La question est donc de savoir : que faut-il faire ?

Au lieu de penser le projet d'un changement social émancipateur sous la forme métaphorique d'une feuille de route qui nous guiderait vers une destination connue, le mieux serait peut-être d'appréhender un tel changement comme une excursion exploratoire. Il s'agit de quitter ce monde bien connu à l'aide d'une boussole qui nous indiquerait la direction que nous souhaitons prendre et d'un odomètre qui nous signalerait la distance que nous avons parcourue depuis notre point de départ, mais sans l'aide d'une feuille de route qui baliserait l'ensemble du parcours (du point de départ jusqu'à la destination finale). Bien entendu, une telle exploration est semée d'embûches : nous pouvons croiser des abîmes infranchissables, des obstacles insoupçonnés qui nous obligent à nous déplacer dans une direction imprévue. Nous pourrions aussi être contraints de revenir en arrière et d'emprunter un nouvel itinéraire. Il y aura des moments où nous prendrons de la hauteur, avec une vue dégagée vers l'horizon, ce qui facilitera grandement notre orientation pendant un certain temps. Mais d'autres fois, nous devrons opter pour des chemins tortueux et des forêts denses, ignorant exactement où nous allons. Peut-être qu'à l'aide de technologies nouvelles que nous inventerons durant notre parcours, nous pourrons créer en altitude un terrain artificiel et nous projeter un peu plus loin. Et nous pourrons alors découvrir qu'il existe éventuellement des limites absolues à notre avancée. Bien que nous ne puissions pas savoir à l'avance jusqu'où nous pouvons aller, nous pouvons néanmoins savoir si nous allons dans la bonne direction.

Cette approche de la pensée des alternatives émancipatrices conserve une dimension fortement normative lorsqu'il s'agit d'entrevoir un mode de vie postcapitaliste, tout en reconnaissant les limites de nos connaissances scientifiques sur les possibilités réelles de transcender le capitalisme. Encore faut-il noter qu'il ne s'agit pas ici d'embrasser la fausse certitude selon laquelle il existe des limites infranchissables à la construction d'une alternative démocratique et égalitaire. L'absence de connaissances scientifiques solides concernant les limites du possible s'applique aussi bien aux perspectives alternatives qu'à la durabilité du capitalisme.

La question centrale pour explorer et découvrir de nouvelles contrées est donc l'utilité de notre appareil de navigation. C'est pourquoi nous avons besoin de construire ce que l'on pourrait appeler une *boussole socialiste,* c'est-à-dire les principes qui nous disent si nous allons dans la bonne direction. Nous développerons ce point dans le chapitre suivant.

1. On peut observer que les ordinateurs utilisent aujourd'hui la même logique lorsqu'il s'agit de faire des prévisions pour des phénomènes comme le réchauffement climatique : on commence par observer toute une série de tendances historiques et on propose ensuite des modèles de causalité censées rendre compte de ces tendances et répliquant la trajectoire observée. De tels modèles, à partir des hypothèses émises sur le comportement des différents paramètres, permettent alors de procéder à toute une série de prévisions concernant la trajectoire future du phénomène étudié en utilisant des simulations faites sur des ordinateurs.

2. La loi de la baisse tendancielle du taux de profit a fait l'objet de nombreuses présentations. Pour une explication de cette loi en lien explicite avec l'analyse des crises capitalistes, voir Erik Olin Wright, *Class, Crisis and the State,* Londres, Verso, 1978, chapitre 3.

3. Marx et après lui des économistes d'inspiration marxiste affirment également qu'il existe diverses contre-tendances à ce processus. Pourtant, la décision de considérer la baisse du taux de profit comme une « tendance » et les autres mécanismes comme des « contre-tendances » indique que Marx a jugé ces facteurs compensatoires secondaires et incapables de contrebalancer complètement cette tendance principale à long terme.

4. En l'absence d'une théorie de la stagnation du capitalisme à long terme, il n'y aurait aucune raison de croire que la capacité de l'État à garantir la reproduction du capitalisme déclinerait nécessairement. L'existence de crises cycliques périodiques, sauf si elles ont tendance à s'aggraver, ne suffirait pas à affaiblir la superstructure de manière décisive. C'est pourquoi la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit est si précieuse dans la théorie marxienne lorsqu'il s'agit de prévoir la trajectoire future du capitalisme.

5. Pour une discussion approfondie sur les limites de la vision du socialisme de Marx, voir Geoff Hodgson, *Economics and Utopia : Why the Learning Economy is Not the End of History*, Londres, Routledge, 1999, chapitre 2.

6. Le déterminisme de Marx n'implique pas ici un rejet de l'action humaine. La prédiction ambitieuse de Marx selon laquelle le capitalisme s'autodétruit est possible précisément parce que les êtres humains sont des acteurs conscients, capables d'actions rationnelles et créatives. La théorie est déterministe, au sens où les conséquences de ces stratégies et de ces actions ont un effet cumulatif prévisible pour la soutenabilité du capitalisme. Pour une discussion de cette relation profonde entre action et déterminisme, voir Gerald Allan Cohen, « Historical inevitability and revolutionary agency », quatrième chapitre de *History, Labour and Freedom : Themes From Marx,* Oxford, Clarendon Press, 1988.

7. Il nous semble utile de distinguer entre ce qu'on pourrait appeler le « marxisme sociologique », enraciné dans l'analyse des classe sociales et la critique marxiste du capitalisme, et la théorie marxiste de l'histoire (appelée aussi « matérialisme historique »), qui puise sa source dans l'analyse de la dynamique et de la trajectoire historiques du capitalisme. Selon moi, cette dernière n'est plus défendable dans sa forme actuelle, alors même que le marxisme sociologique demeure une référence théorique féconde pour la recherche critique et une composante essentielle d'une science sociale émancipatrice. Pour une discussion sur le marxisme sociologique, voir Michael Burawoy et Erik Olin Wright, « Sociological marxism », *in* Jonathan Turner (dir.), *Handbook of Sociological Theory,* New York, Kluwer Academic/Plenum Publishers, 2001. Pour une discussion sur les catégorisations des problèmes (analyse de classe, critique du capitalisme, vision normative du socialisme et théorie de l'histoire) qui constituent le noyau central du marxisme traditionnel, voir Erik Olin Wright, *Interrogating Inequality,* Londres, Verso, 1994, chapitre 11.

8. La théorie de la valeur travail était un outil d'analyse économique largement accepté à l'époque de Marx. C'est pourquoi Marx n'a peut-être pas ressenti la nécessité de défendre cette théorie de manière appuyée. Lorsque Marx commente l'idée selon laquelle le travail est le fondement de la valeur, son argument est assez simple : nous observons que des choses qualitativement différentes peuvent être échangées selon des proportions fixes dans un marché – X kilogrammes d'acier sont équivalents à Y tubes de dentifrice. La question est alors la suivante : comment des choses qualitativement si différentes peuvent-elles être réduites à des quantités relatives ? Selon Marx, une telle équivalence n'est possible si elles contiennent une certaine substance quantitative en commun, et il s'agit du temps de travail dépensé dans leur production. Mais cette affirmation est tout simplement fausse. Par exemple, l'acier et le dentifrice partagent aussi la propriété d'être fabriqués avec un certain nombre de calories énergétiques. Sur cette base, on pourrait alors construire une théorie de la valeur énergie, ainsi qu'une analyse expliquant la relation entre les profits et la plus-value d'énergie. Plus généralement, la valeur des marchandises devrait être déterminée par la quantité de ressources limitées qui sont intégrées dans leur production, et pas seulement le travail. Pour une discussion de la théorie de la valeur travail qui traite de manière pertinente toutes ces questions, voir Ian Steedman, *Marx after Sraffa,* Londres, New Left Books, 1977.

9. De plus, même si l'on accepte les intuitions centrales de la théorie de la valeur travail, l'argument spécifique postulé par Marx (la baisse tendancielle du taux de profit) n'est pas convaincant. L'idée essentielle est que l'augmentation de l'intensification capitalistique (en d'autres termes : la « hausse de la composition organique du capital ») conduira globalement à une diminution du taux de profit. Mais dès lors que la mécanisation de la production capitaliste atteint déjà un certain niveau de développement, il n'y a plus aucune raison de croire que

l'intensification capitalistique continuera à augmenter en s'appuyant sur les innovations ultérieures. Un bon exemple pour saisir cette logique est le remplacement des machines à additionner par des calculatrices portables. Ce n'est pas simplement une « contre-tendance » : dès lors que l'intensification capitalistique a atteint un certain degré, l'intensification capitalistique du progrès technique au sein du processus de production n'est pas unidirectionnelle.

10. Pour une discussion approfondie sur la complexification des positions de classe au sein de la structure de classe capitaliste, voir Erik Olin Wright, *Classes*, Londres, Verso, 1985, *The Debate on Classes*, Londres, Verso, 1989, et *Class Counts*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

11. Voir id., *Class Counts*, *op. cit.*, chapitres 2 et 3.

12. Dans les années 1980 – période durant laquelle j'ai amassé des données solides sur cette question –, environ 15 % de la population adulte était concernée par ce type de situation aux États-Unis.

13. Pour une analyse détaillée des évolutions du marché du travail, voir Erik Olin Wright et Rachel Dwyer, « Patterns of job expansion and contraction in the United States, 1960s-1990s », *Socioeconomic Review*, vol. 1, 2003, p. 289-325.

CHAPITRE 5

La boussole socialiste

En l'absence d'un schéma préétabli d'alternative démocratique et égalitaire au capitalisme, nous essaierons de mettre en lumière les principes d'innovation et de changement institutionnels qui nous indiqueront si nous sommes dans la bonne direction. Dans ce chapitre, nous tenterons précisément de procéder ainsi, en commençant par interroger le sens du mot « social » auquel se réfère le socialisme. Une telle interrogation nous permettra ensuite de définir trois idéaux-types qui sont autant de manières d'organiser l'économie : le capitalisme, l'étatisme et le socialisme. Enfin, à partir de cette clarification conceptuelle, nous exposerons alors quels sont les principes directeurs de notre boussole socialiste.

Prendre au sérieux le « social » dans le socialisme

Le terme de « social » constitue la racine sémantique de la social-démocratie comme du socialisme. En règle générale, ce terme imprécis et vague est utilisé pour justifier un programme politique davantage dévoué au bien-être général de la société qu'aux intérêts particuliers d'une élite restreinte. Parfois, les versions les plus radicales du discours socialiste font référence à la « propriété sociale » par opposition à la « propriété privée », même si dans les faits une telle référence se confond généralement avec la propriété de l'État, à tel point que le terme de « social » finit toujours par avoir un impact analytique relativement faible dans l'élaboration d'un programme politique.

Dans ce chapitre, je vais défendre l'idée que ce terme peut être utilement employé pour identifier un ensemble de principes et de perspectives de changement qui aident plus précisément à différencier le socialisme de deux manières opposées d'organiser l'économie : le capitalisme et l'étatisme. Une telle différenciation conceptuelle nous permettra ainsi de mieux saisir les principes d'une transformation sociale défiant le capitalisme.

La plupart des discussions sur le socialisme construisent ce concept selon un contraste binaire avec le capitalisme. La stratégie la plus courante est de commencer par une discussion sur les différentes façons d'organiser la production et, de là, de définir le capitalisme comme un « mode de production » spécifique dans lequel la production est orientée vers la maximisation du profit à travers l'échange sur le marché, ou comme une « structure économique » dans laquelle les moyens de production sont soumis au régime de la propriété privée et n'appartiennent pas aux travailleurs, ces derniers étant donc contraints de vendre leur force de travail en vue d'obtenir leurs moyens de subsistance. Le socialisme est alors défini par la négation de l'une ou plusieurs de ces conditions. Puisque le cœur du concept de capitalisme réside dans la propriété *privée* des moyens de production, cela a généralement signifié que le socialisme devait se fonder sur une forme ou une autre de propriété *publique*, l'exemple le plus symptomatique en étant l'outil institutionnel que représente la propriété étatique.

Selon moi, la formulation du concept de socialisme doit se fonder sur une approche différente permettant de le démarquer de ces deux formes alternatives de structure économique, à savoir le *capitalisme* et l'*étatisme*. Le capitalisme, l'étatisme et le socialisme peuvent être considérés comme des modes alternatifs d'organisation des relations de pouvoir à travers lesquels les ressources économiques sont allouées, contrôlées et utilisées. Pour expliciter cette tripartition, je vais d'abord clarifier un certain nombre de concepts importants : 1) le pouvoir, 2) la propriété, et 3) l'État, l'économie et la société civile, qui sont trois grands domaines d'interaction sociale et de pouvoir. Ensuite, j'élaborerai une typologie conceptuelle du capitalisme, de l'étatisme et du socialisme qui sont autant de structures économiques fondées sur des configurations spécifiques de propriété et de pouvoir qui jouent dans ces trois domaines. Et troisièmement, j'expliquerai en quoi

cette typologie des structures économiques nous aide à mieux cartographier conceptuellement la variabilité empirique des systèmes macroéconomiques. Une telle cartographie nous fournira alors le vocabulaire conceptuel adéquat pour élaborer notre boussole socialiste qui nous guidera vers les chemins de l'accroissement du pouvoir d'agir social.

Clarifications conceptuelles

Le pouvoir

Le pouvoir est l'un des concepts les plus constamment discutés dans la théorie sociale. Pour commencer, je souhaite ici insister sur une idée simple, le pouvoir comme *capacité* des acteurs à accomplir des choses dans le monde. L'expression « accomplir des choses dans le monde » est très générale, mais elle permet de mettre l'accent sur l'idée de produire des effets dans le monde, sans préciser à l'avance un type particulier d'effets : avoir du pouvoir, c'est être en mesure de produire des effets significatifs en ce qui concerne un but ou un objectif. Cette formulation assez large permet notamment de comprendre en quoi le pouvoir ne se réduit pas seulement, par exemple, à la capacité de poursuivre ses propres *intérêts*. Cette définition contient une dimension à la fois *instrumentale* et *structurelle* : elle est instrumentale dans la mesure où elle se focalise sur les capacités mobilisées par les individus pour accomplir des choses dans le monde ; elle est structurelle dans la mesure où l'actualisation de ces capacités dépend des conditions sociales structurelles dans lesquelles les gens agissent[1]. Par exemple, le pouvoir des capitalistes dépend à la fois de leur richesse et d'une structure sociale dans laquelle cette richesse peut être déployée. Posséder une usine est une source de pouvoir à condition qu'il y ait aussi une main-d'œuvre séparée des moyens de subsistance, qui doit dépendre du marché du travail, et un ensemble d'institutions étatiques qui assurent l'exécution des contrats et protègent les droits de propriété. La simple propriété de cette ressource économique ne devient une source réelle de pouvoir que sous certaines conditions sociales.

Vu sous cet angle, le pouvoir n'est pas nécessairement un phénomène à somme nulle : augmenter la capacité d'une personne ou d'un groupe n'implique pas nécessairement de diminuer la capacité des autres. De la même manière, cette notion de pouvoir n'implique pas en soi la « domination » au sens où un acteur serait en mesure de contrôler les actions des autres malgré leur désaccord : un groupe de personnes coopérant efficacement pour accomplir certaines tâches peuvent être considérées comme exerçant du pouvoir, bien qu'aucune contrainte ne soit impliquée dans la coopération. Un groupe bien organisé qui coopère pacifiquement a plus de pouvoir qu'un groupe divisé et désorganisé : il dispose d'une plus grande capacité d'action. Néanmoins, dans de nombreux contextes sociaux, étant donné la nature des rapports sociaux et des conflits d'intérêts, le pouvoir implique la domination. Le pouvoir *de* dépend souvent du pouvoir *sur*.

Ce point étant acquis, il est possible de différencier les différentes formes de pouvoir en fonction de leur base sociale sous-jacente. Dans le contexte actuel, nous distinguerons trois formes importantes de pouvoir : le *pouvoir économique*, fondé sur le contrôle des ressources économiques ; le *pouvoir étatique*, fondé sur le contrôle de l'élaboration des règles et la capacité de les appliquer sur un territoire donné ; et ce que j'appellerai le *pouvoir social*, fondé sur la capacité de mobiliser des individus à s'engager volontairement dans des actions collectives. Il existe trois

manières d'inciter les gens à agir, qui correspondent respectivement à un type de contrainte exercée par ces trois formes de pouvoir. On peut en effet *corrompre* les gens (pouvoir économique) ; on peut également les *forcer* (pouvoir étatique) ; on peut enfin les *convaincre* (pouvoir social)[2]. Et, comme nous le verrons, chaque forme de pouvoir est étroitement liée aux distinctions conceptuelles qui nous permettent de différencier le capitalisme, l'étatisme et le socialisme.

La propriété

La « propriété » est une idée multidimensionnelle qui implique plusieurs types de droits juridiquement exécutoires (c'est-à-dire des pouvoirs effectifs sur des choses). Exposons brièvement les trois versants de la propriété :

1. Les *agents* de la propriété qui renvoient au détenteur des droits de propriété. Il existe de nombreux types possibles d'agents sociaux qui peuvent être propriétaires (individus, familles, organisations, États, ou des entités plus abstraites comme la « société » ou l'« humanité »).

2. Les *objets* de la propriété qui renvoient aux choses qui peuvent être possédées ou non. Il fut un temps aux États-Unis, par exemple, où l'institution de l'esclavage autorisait des personnes à posséder d'autres personnes. Cette institution a été aujourd'hui abolie. Certaines catégories de choses peuvent être possédées par certains types d'agents, mais pas d'autres. Par exemple, dans certains pays, la terre est possédée en commun par l'ensemble des personnes, alors que dans d'autres elle peut être possédée par des individus particuliers. Aux États-Unis, aujourd'hui, certains types d'armes peuvent être possédés par l'État mais pas par des particuliers ou d'autres formes d'organisations.

3. Les *droits* de propriété qui incluent le droit d'user d'une chose de différentes façons, le droit de la détruire, de la vendre ou d'en disposer, le droit de laisser d'autres personnes en user et de percevoir les revenus générés par cet usage.

Le problème de la propriété est particulièrement complexe car différents droits de propriété peuvent être distribués, selon des proportions différentes, à plusieurs types d'agents et en fonction des objets de la propriété retenus. Considérons, par exemple, que dans le capitalisme les moyens de production relèvent du régime de la propriété *privée*. Les moyens de production sont donc un objet particulier de la propriété. Affirmer qu'ils relèvent de la propriété privée signifie que des individus et des organisations extra-étatiques (comme les entreprises et les organisations à but non lucratif) ont le droit de prendre des décisions concernant l'usage des moyens de production sans craindre l'intervention de l'État et des non-propriétaires. Mais dans la pratique, les relations de propriété qui gouvernent les moyens de production dans toutes les économies capitalistes sont bien plus complexes, puisque le pouvoir d'user d'une chose (machines, bâtiments, terrains, matières premières et ainsi de suite) n'y est plus sous le contrôle des propriétaires privés, mais de l'État. À titre d'exemple, les propriétaires d'entreprises sont limités dans la manière dont ils peuvent user de leurs moyens de production en raison d'exigences de santé et de sécurité. Ils ne peuvent pas établir librement un contrat avec un travailleur en ignorant ces exigences

et, à cet égard, ils ne jouissent pas de la pleine propriété de la machine, puisque certains droits de propriété ont été accaparés par l'État. Par ailleurs, les capitalistes n'ont même pas le droit de percevoir intégralement les revenus nets (les profits) engendrés par l'utilisation de la propriété de leurs moyens de production, puisque l'État prélève par un système d'imposition une partie de ces revenus. En effet, les profits qui sont générés par l'utilisation des moyens de production sont divisés entre une entité publique – l'État – et les propriétaires privés[3].

En raison de la complexité de la distribution des droits de propriété au sein de cet ensemble que nous appelons, faute de mieux, la « propriété », il n'est pas toujours facile d'identifier les personnes qui « possèdent » les moyens de production, puisque des droits différents sont attribués à des acteurs différents. La question se complexifie davantage avec la distinction bien connue entre « propriété » et « contrôle » qui intervient dans de nombreux contextes économiques. Bien que les grandes entreprises capitalistes soient détenues par des actionnaires, le contrôle réel du fonctionnement de ces entreprises revient néanmoins aux manageurs et aux cadres supérieurs. Selon les règles admises, les cadres-dirigeants sont bien embauchés par les propriétaires, généralement par l'intermédiaire d'un conseil d'administration, et les cadres supérieurs et les manageurs qu'ils embauchent, mais qui leur sont hiérarchiquement inférieurs, deviennent ainsi les représentants officiels des « vrais » propriétaires. Mais dans les faits, il peut être assez difficile pour les propriétaires de surveiller et de contrôler efficacement les actions de ces cadres dirigeants ou de ces manageurs. Une telle situation soulève alors des problèmes potentiellement épineux pour les propriétaires, puisque les stratégies commerciales qui peuvent être optimales pour les gestionnaires de l'entreprise peuvent ne pas toujours correspondre aux intérêts des propriétaires (d'où le fameux « problème de la relation principal-agent » en théorie économique)[4]. Pour surmonter ce problème, un certain nombre de mécanismes institutionnels ont été mis au point afin d'aligner plus étroitement les intérêts des gestionnaires et ceux des actionnaires. Des perspectives d'évolution de carrière constituent en effet un moyen d'accroître potentiellement la loyauté et le sentiment d'appartenance des gestionnaires, et les options sur actions (*stock options*) accordées aux cadres supérieurs sont souvent perçues comme un moyen d'accroître la coordination des intérêts des cadres dirigeants et des propriétaires. Mais malgré le développement de ces dispositifs, les propriétaires des moyens de production ne disposent toujours pas d'un pouvoir total sur la production.

Dans le contexte actuel, nous souhaitons reprendre cette question en raison de l'impact de la propriété sur le fonctionnement des différents types de système économique. C'est pourquoi nous devons cibler prioritairement les droits permettant de *transférer les droits de propriété* (c'est-à-dire le droit de vendre et de faire don de ce que l'on possède, et le droit d'acheter ce que les autres possèdent) et les droits de *contrôler l'utilisation et la distribution de la plus-value* (c'est-à-dire, le revenu net généré par l'utilisation des moyens de production). Même au sein des économies capitalistes hautement réglementées, où de nombreux pouvoirs liés à la propriété privée ont été confisqués au détriment des individus et des entreprises, les

propriétaires privés conservent néanmoins le droit d'acheter et de vendre des propriétés dont ils tirent profit en percevant les revenus nets que leur utilisation génère. Il s'agit là d'une dimension cruciale de la propriété car elle détermine la répartition de la plus-value vers d'autres formes d'investissement et oriente ainsi l'évolution économique au cours du temps.

Tout au long de ce livre, j'utiliserai donc les concepts de « propriété », au sens étroit du terme (la propriété comme droit au transfert de propriété et au contrôle de la plus-value), et les concepts de « pouvoir » et de « contrôle » pour décrire la capacité effective d'orienter l'utilisation des moyens de production. Ainsi, nous distinguerons le capitalisme, l'étatisme et le socialisme, à la fois selon le type de pouvoir qui est déployé dans les activités économiques (pouvoir économique, pouvoir étatique et pouvoir social) et selon la nature de la propriété des moyens de production (propriété privée, propriété étatique et propriété sociale).

Les notions de *propriété privée* et de *propriété étatique* des moyens de production sont assez courantes : la propriété privée signifie que des individus et des groupes d'individus jouissent de droits juridiquement exécutoires pour acheter et vendre des biens qui engendrent des revenus ; la propriété étatique signifie que l'État conserve directement des droits sur la configuration des moyens de production et le revenu net qu'ils génèrent. Reste alors à définir la « propriété sociale ». Il s'agit d'une notion à la fois moins courante et plus obscure. La propriété sociale des moyens de production signifie que la propriété qui engendre des revenus est détenue en commun par toutes les personnes qui sont membres de la « société ». Tout le monde dispose alors d'un droit collectif à percevoir ces revenus nets engendrés par l'utilisation de ces moyens de production et d'un droit collectif à disposer de la propriété qui engendre ces revenus. Une telle configuration n'implique pas nécessairement que le revenu net soit simplement divisé à parts égales entre tous les membres, même si cette division égalitaire pourrait exprimer le principe d'une propriété commune. La propriété commune signifie que les individus ont collectivement le droit de déterminer les objectifs en vue desquels les moyens de production ont été créés et d'orienter la distribution de la plus-value (le revenu net généré par l'utilisation des moyens de production).

Dans cette définition, le terme de « société » ne renvoie pas à un État-nation ou à un pays. Il se réfère plutôt à une unité sociale au sein de laquelle les gens participent à une activité économique interdépendante qui s'appuie sur des moyens de production et crée un certain type de produit. En Israël, le kibboutz traditionnel est un exemple de propriété sociale : dans le kibboutz, tous les moyens de production sont détenus en commun par tous les membres de la communauté qui contrôlent collectivement l'utilisation de la plus-value générée par l'utilisation de ces moyens de production. Les coopératives de travailleurs peuvent également être un exemple de propriété sociale selon les manières spécifiques dont les droits de propriété de la coopérative sont organisés. Une structure économique peut donc être composée d'unités sociales, aussi bien caractérisées par la propriété sociale que par la propriété privée et étatique.

Penser ainsi la propriété sociale signifie que nous pouvons en cerner trois grandes dimensions : la *profondeur*, l'*amplitude* et l'*inclusivité*. La *profondeur* de la propriété sociale mesure à quel point les moyens de production sont effectivement sous contrôle social, plutôt que sous contrôle privé ou étatique. Tout comme la propriété privée peut varier en fonction des droits qui sont liés à l'exercice privé des moyens de production, la propriété sociale peut aussi varier selon les droits qui sont réellement sous contrôle social. L'*amplitude* de la propriété sociale se réfère à l'ensemble des activités économiques qui se caractérisent par la propriété sociale. On retrouverait en haut de l'échelle qui mesure ce principe le kibboutz, notamment à l'époque où il s'organisait selon une perspective égalitariste et communautaire, et dans lequel la propriété privée était quasiment absente. L'*inclusivité* se réfère à l'ensemble des individus qui se reconnaissent dans l'idée selon laquelle « ils participent à une activité économique interdépendante ». Ce principe participatif peut avoir un sens restrictif et renvoyer aux personnes qui utilisent directement certains moyens de production, ou un sens plus large en ciblant les personnes dont l'existence est affectée par l'utilisation de ces moyens de production, et qu'on désigne parfois comme étant les « parties prenantes » (*stakeholder*) des moyens de production[5].

Les frontières entre ces trois formes de propriété se sont parfois brouillées. Si l'État était profondément démocratique, la propriété étatique pourrait quasiment devenir une forme spécifique de la propriété sociale. Par exemple, dans une société démocratique, est-ce l'État ou bien le « peuple » qui possède les parcs nationaux ? Si les membres d'une coopérative de producteurs perçoivent des titres individuels sous forme d'actions – qu'ils peuvent vendre et qui leur donnent droit à des parts individuelles différenciées qui viennent s'ajouter au revenu net qu'il pourrait retirer de l'activité économique de la coopérative –, la propriété sociale de la coopérative ressemble alors fortement à une forme de propriété privée. Si, dans une autre économie capitaliste, l'État impose des restrictions sur le transfert des droits de propriété (par exemple, des contrôles sur les mouvements de capitaux) et réglemente la distribution de la plus-value selon différents types d'investissements, la propriété privée s'identifie alors beaucoup plus à la propriété étatique.

Les trois instances de pouvoir et d'interaction : l'État, l'économie et la société civile

Tout effort visant à formuler des définitions rigoureuses et bien fondées de l'économie, de l'État et de la société civile, en tant qu'instances de pouvoir et d'interaction sociale, se heurte rapidement à un certain nombre de difficultés conceptuelles[6]. Par exemple, l'« économie » devrait-elle englober l'ensemble des activités qui produisent des biens et des services, ou bien seulement les biens et les services qui sont distribués par le marché ? Autre exemple : la préparation d'un repas domestique doit-elle être considérée comme une « activité économique » ? Est-ce que prendre soin de ses propres enfants relève également d'une telle activité ou bien faut-il seulement se limiter aux services publics de la petite enfance qui se situent en dehors du cercle familial ? L'économie doit-elle se définir par les

fonctions qu'elle remplit au sein d'un « système social » (par exemple : la fonction d'« adaptation », selon le schéma de Talcott Parsons), par les *motivations* des acteurs engagés dans diverses activités (par exemple, la maximisation de l'utilité dans des conditions de rareté, comme le préconisent les modèles de l'économie néoclassique), par les *moyens* que les acteurs utilisent pour atteindre leurs objectifs (par exemple, l'utilisation de l'argent et d'autres ressources pour satisfaire leurs intérêts), ou bien par un autre facteur quelconque ? Peut-être devrions-nous distinguer l'« activité économique » de l'« économie » (la première peut se déployer dans n'importe quel domaine de la vie sociale, tandis que la seconde se réfère à un secteur plus spécialisé de l'activité au sein duquel les activités économiques sont prépondérantes). Mais la question de savoir ce que signifie réellement cette forme de « prépondérance » reste posée.

Proposer des solutions à tous ces problèmes demeure une tâche ardue et nous détournerait, je pense, de notre objectif principal. Néanmoins, pour poursuivre notre travail d'investigation, je définirai ces trois instances d'interaction sociale de façon relativement classique, laissant ces problèmes de conceptualisation en suspens :

L'*État* comprend un ensemble d'institutions organisées de façon plus ou moins cohérente et qui imposent des normes et des réglementations contraignantes sur un territoire donné. Max Weber a défini l'État comme une organisation qui revendique avec succès le monopole de la contrainte physique légitime à l'intérieur d'un territoire donné[7]. Pour ma part, je suis sensible à l'accent mis par Michael Mann, qui insiste notamment sur la capacité administrative de cette organisation à imposer des normes et des réglementations contraignantes sur des zones géographiques[8]. L'usage légitime de la force est l'un des principaux moyens de l'accomplir, mais ce n'est pas nécessairement le moyen le plus important. *Le pouvoir étatique* est alors défini comme la capacité effective d'imposer des règles et de réguler les relations sociales dans un territoire donné, une capacité qui dépend de facteurs tels que l'information et des infrastructures de communication, l'engagement de principe des citoyens à obéir à des règles et à des ordres, le niveau de discipline des fonctionnaires, l'efficacité de la réglementation à résoudre les problèmes, ainsi que le monopole de l'usage légitime de la coercition.

L'*économie* est la sphère de l'activité sociale dans laquelle les individus interagissent pour produire et distribuer des biens et des services. Dans le capitalisme, cette activité concerne des entreprises privées dans lesquelles la production et la distribution s'opèrent par l'intermédiaire d'échanges au sein du marché. Le *pouvoir économique* se fonde alors sur les types de ressources économiquement pertinentes que contrôlent des catégories différentes d'acteurs sociaux et qui sont déployées au sein de ces interactions visant la production et la distribution.

La *société civile* est la sphère d'interaction sociale dans laquelle les individus créent volontairement des associations ayant des objectifs multiples et divers[9]. Certaines de ces associations sont des organisations officielles avec des adhérents et des objectifs bien définis. Les clubs, les partis politiques, les syndicats, les

institutions religieuses et les associations de quartier en sont des exemples bien connus. D'autres sont des associations plus souples qui s'apparentent davantage à des réseaux sociaux qu'à des organisations délimitées. Une « communauté », lorsque ce terme signifie quelque chose d'autre qu'une simple agrégation d'individus vivant dans une zone localisée, peut également être considérée comme une forme d'association officieuse au sein de la société civile. Le *pouvoir dans la société civile* dépend ainsi des capacités d'action collective mobilisées par cette association volontaire et peut en conséquence être désigné comme le « pouvoir associatif » ou le « pouvoir social ».

L'État, l'économie et la société civile sont bien des domaines d'interaction sociale, de coopération et de conflit entre les individus, et chacun de ces domaines implique des sources de *pouvoir* bien distinctes. Au sein de l'économie, les acteurs ont du pouvoir en vertu de leur propriété et du contrôle qu'ils exercent sur des ressources économiquement importantes. Dans les sphères de l'État, les acteurs ont du pouvoir en vertu du contrôle coercitif qu'ils exercent sur la production et l'application de règles sur un territoire donné. Et les acteurs de la société civile ont du pouvoir en vertu de leur capacité de mobiliser des individus pour des actions collectives volontaires.

Une typologie des structures économiques : le capitalisme, l'étatisme et le socialisme

Nous pouvons désormais nous tourner vers le principal problème qui consiste à différencier le capitalisme, l'étatisme et le socialisme. Une telle différenciation, présente ou future, peut alors se penser sous l'angle du pouvoir, en essayant de saisir en quoi *les pouvoirs économique, étatique et social influencent la distribution, le contrôle et l'utilisation des ressources économiques*. Le capitalisme, l'étatisme et le socialisme se distinguent ainsi par la forme de la propriété des moyens de production et au type de pouvoir qui détermine les activités économiques :

Le *capitalisme* est une structure économique dans laquelle les moyens de production sont soumis à la propriété privée. L'allocation et l'usage des ressources pour différents objectifs sociaux y sont donc réalisés par l'exercice du pouvoir économique. Les investissements et le contrôle de la production sont le résultat de l'exercice du pouvoir économique par les propriétaires du capital.

L'*étatisme* est une structure économique dans laquelle les moyens de production appartiennent à l'État. L'allocation et l'usage des ressources pour différents objectifs sociaux y sont donc réalisés par l'exercice du pouvoir étatique. Les représentants de l'État contrôlent le processus d'investissement et la production à travers une forme de mécanisme administratif d'État.

Le *socialisme* est une structure économique dans laquelle les moyens de production appartiennent collectivement à la société. L'allocation et l'usage des ressources pour différents objectifs sociaux y sont réalisés par l'exercice de ce que l'on peut appeler le « pouvoir social ». Le « pouvoir social » est enraciné dans la capacité de mobiliser les individus dans des actions collectives et de coopération

volontaire au sein de la société civile. Cela implique que la société civile ne doit pas être considérée simplement comme un espace d'activité, de sociabilité et de communication, mais aussi comme un espace de pouvoir réel. Le pouvoir social est à distinguer du *pouvoir économique*, fondé sur la propriété et le contrôle des ressources économiques, et du *pouvoir étatique*, fondé sur le contrôle de la production de règles et leur application sur un territoire donné. L'idée de « démocratie », en ces termes, peut être conçue comme une manière spécifique de lier pouvoir social et pouvoir étatique : dans l'idéal démocratique, le pouvoir étatique est pleinement subordonné au pouvoir social et responsable devant lui. Le fameux « gouvernement par le peuple » ne se réduit pas au « gouvernement par l'agrégation atomisée d'individus séparés de la société pris en tant que personnes isolées ». Il s'agit plutôt du gouvernement par un peuple collectivement organisé en différentes associations (partis, communautés, syndicats, etc.). La démocratie est donc, par essence, un principe profondément socialiste. Si « démocratie » est le nom donné à la subordination du pouvoir étatique au pouvoir social, « socialisme » est celui qui désigne la subordination du pouvoir économique au pouvoir social.

Selon moi, il est important de clarifier le champ conceptuel dont nous esquissons ici les contours : il s'agit bien de différents types de structures économiques, mais c'est seulement dans le capitalisme que le pouvoir fondé sur l'économie joue un rôle prédominant quant à la détermination de l'usage des ressources économiques[10]. Dans l'étatisme et le socialisme, une instance de pouvoir, qui est distincte de l'économie elle-même, joue un rôle dominant dans l'allocation des ressources économiques pour des usages alternatifs. Bien entendu, le pouvoir étatique et le pouvoir social sont bien présents au sein du capitalisme, mais ils n'exercent pas un rôle central dans l'allocation, le contrôle et l'usage directs des ressources économiques.

Cette idée d'un socialisme enraciné dans le pouvoir social n'est pas conventionnelle. Elle diffère des définitions traditionnellement admises de deux manières. Tout d'abord, la plupart de ces définitions associent étroitement le socialisme à ce que j'appelle ici l'étatisme. Comme l'a affirmé Geoff Hodgson avec insistance, bien que Marx soit généralement assez vague lorsqu'il s'agit de décrire une alternative socialiste au capitalisme, il semble néanmoins acquis, si nous relisons les rares passages où Marx évoque le socialisme, qu'il a imaginé un système de production et de distribution contrôlé par l'État[11]. Depuis l'époque de Marx, le socialisme stato-centré a été fortement mis en avant dans les programmes des partis communistes et, jusqu'à la fin du XXe siècle, la plupart des partis sociaux-démocrates se sont également réclamés de cette vision du socialisme qu'ils associaient au contrôle de l'État sur les processus économiques. Contrairement à ces formulations traditionnelles, le concept de socialisme que je propose ici se fonde sur la distinction entre pouvoir étatique et pouvoir social, entre propriété étatique et propriété sociale.

La conceptualisation du socialisme que je propose ici diffère également des visions conventionnelles, au sens où elle ne fait pas explicitement référence aux marchés. Dans la tradition marxiste, le socialisme a généralement été considéré

comme une forme d'organisation économique hors marché : le socialisme est une économie rationnellement planifiée qui se distingue du caractère anarchique de l'économie de marché capitaliste. Bien qu'il y ait eu sporadiquement des partisans du « socialisme de marché », le socialisme s'identifie en règle générale à la planification (généralement entendue comme une planification étatique centralisée). Or la définition du socialisme que je défends ici, qui est fondée sur la propriété sociale et le pouvoir social, n'exclut pas la possibilité que les marchés puissent jouer un rôle important dans la coordination des activités des entreprises possédées collectivement et contrôlées socialement.

Affirmer que le socialisme est une structure économique dans laquelle l'allocation et l'usage des ressources pour différents objectifs sociaux se réalisent par l'exercice d'un « pouvoir social », défini comme un pouvoir enraciné dans la société civile, ne dit rien sur la nature des associations qui seront centrales dans la société civile pour renforcer le pouvoir social. Traditionnellement, les socialistes qui se sont fortement réclamés de la tradition marxiste ont traité ce problème en termes de classes, en concentrant leurs développements sur l'importance des associations de la classe ouvrière pour le socialisme. Même s'il est vrai que l'organisation de la classe ouvrière est cruciale pour renforcer le pouvoir social, car la classe est profondément liée à la manière dont les gens participent au processus de production, il n'en demeure pas moins que ces capacités sociales et collectives d'auto-organisation dépassent le seul cadre de la classe ouvrière et comprennent un large éventail d'associations et d'acteurs collectifs qui ne se définissent pas seulement par leur relation à la structure de classe. Ainsi défini, le socialisme ne se réduit donc pas au contrôle des moyens de production par la classe ouvrière à travers des associations collectives[12]. Le renforcement du pouvoir d'agir social se traduit davantage par l'avènement d'une démocratie économique englobante et généralisée.

Hybrides

Selon la définition de ces trois idéaux-types, aucune économie réellement existante n'a été purement capitaliste, étatiste ou socialiste, car l'allocation, le contrôle et l'usage des ressources économiques ne sont jamais déterminés par une seule forme de pouvoir. De telles configurations n'existent que dans l'imagination (parfois cauchemardesque) des théoriciens. Le *totalitarisme* sera alors compris comme une forme d'hyper-étatisme imaginaire dans lequel le pouvoir étatique, sans avoir à se justifier devant la société civile et affranchi des contraintes du pouvoir économique, détermine entièrement la production et la distribution. Dans un *capitalisme libertarien*, l'État est atrophié jusqu'à devenir un simple « veilleur de nuit », avec pour seules fonctions de faire respecter les droits de propriété et d'assurer que les activités commerciales pénètrent toutes les sphères de la société civile, soumettant toute chose au processus de marchandisation. Dans un tel cas de figure, le pouvoir économique gouvernerait presque entièrement l'allocation et l'utilisation des ressources. Les citoyens seraient alors réduits à de purs consommateurs atomisés, qui opèrent des choix individuels sur un marché, mais n'exercent aucun contrôle

collectif sur l'économie, à travers notamment des associations relevant de la société civile. Le *communisme*, tel qu'il fut compris dans la tradition marxiste, est une forme de société dans laquelle l'État a dépéri et où l'économie est absorbée dans la société civile, cette dernière étant conçue comme l'activité libre et coopérative d'individus associés.

Aucune de ces formes pures ne saurait constituer une forme stable et reproductible d'organisation sociale. Les économies dirigées par l'État, même dans leurs formes les plus autoritaires, n'ont jamais complètement éliminé les réseaux sociaux informels qui sont au fondement d'interactions sociales de type coopératif dont les effets réels sur l'activité économique outrepassent le contrôle direct de l'État, et le fonctionnement pratique des institutions économiques n'a jamais été entièrement subordonné à la planification dirigiste et centralisée. Si l'État jouait le rôle minimaliste que lui accordent les libertariens, le capitalisme serait non seulement un ordre social insoutenable et chaotique, mais il fonctionnerait aussi, comme l'a montré Polanyi, de manière beaucoup plus instable, puisque la société civile serait absorbée dans l'économie et se verrait ainsi réduite à une sphère entièrement marchandisée et atomisée[13]. Le communisme à l'état pur relève aussi de l'imaginaire utopique, tant il est difficile d'imaginer une société complexe fonctionner sans moyen autoritaire d'élaborer et d'appliquer des règles contraignantes (sans « État »). Les formes réalisables et durables d'organisation sociale à grande échelle exigent toujours des relations réciproques entre ces trois instances d'interaction sociale et de pouvoir.

En pratique, les concepts que sont le capitalisme, l'étatisme et le socialisme, en tant que structures économiques, devraient être pensés non simplement comme des *idéaux-types homogènes*, mais aussi comme des *variables*. Plus les décisions prises par les acteurs exerçant le pouvoir économique déterminent l'allocation et l'utilisation des ressources, plus la structure économique sera dite capitaliste. Plus le pouvoir exercé par l'intermédiaire de l'État détermine l'allocation et l'utilisation des ressources, plus la société sera considérée comme étatiste. Et plus le pouvoir enraciné dans la société civile détermine l'allocation et l'utilisation des ressources, plus la société se rapproche du socialisme.

Le degré de variabilité de ces concepts ouvre donc la possibilité de configurations mixtes complexes – des *hybrides* dans lesquels une économie contient à la fois des éléments capitalistes, étatistes et socialistes[14]. Toutes les sociétés capitalistes existantes contiennent en effet des éléments non négligeables d'étatisme, dans la mesure où les États répartissent une partie du surplus social sous la forme d'investissements dans des secteurs tels que les infrastructures publiques, la défense et l'éducation. Par ailleurs, dans toutes les sociétés capitalistes, l'État retire certains pouvoirs aux titulaires des droits de propriété privée, par exemple lorsque les États capitalistes imposent aux entreprises des normes en matière de santé publique et de sécurité. Le pouvoir étatique, davantage que le pouvoir économique, contrôle ces aspects spécifiques de la production, et on assiste à cet égard à une étatisation de l'économie. Les sociétés capitalistes renferment aussi toujours des éléments de

socialisme, ne serait-ce que par la pression indirecte qu'exercent les acteurs collectifs issus de la société civile pour orienter l'allocation des ressources économiques, notamment à travers leurs efforts pour influer sur l'État et les entreprises capitalistes. Dans le langage ordinaire, l'usage récurrent du concept de « capitalisme » pour décrire un cas empirique constitue ainsi une abréviation désignant quelque chose comme une « structure économique hybride dans laquelle le capitalisme détient une prééminence quant à l'organisation de l'activité économique[15] ».

Cette conception des structures économiques hybrides soulève toute une série de questions ardues concernant la nature des systèmes économiques et la façon dont différents principes et rapports de pouvoir peuvent se combiner. Plus précisément, il s'agit de questionner le sens de l'affirmation selon laquelle le capitalisme est « dominant » dans une configuration hybride[16]. Le problème ici, c'est qu'il semble difficile de mesurer et de comparer les impacts relatifs des différentes formes de pouvoir. Ainsi, alors même qu'il apparaît intuitivement évident que le capitalisme est aujourd'hui « dominant » aux États-Unis – et que nous pouvons raisonnablement appeler l'économie américaine « capitaliste » –, encore faut-il préciser que le pouvoir étatique américain oriente de manière significative l'allocation des ressources et contrôle la production et la distribution à travers la régulation des activités économiques et l'organisation de la production (par exemple, l'éducation, la défense et une partie importante de la santé). Si l'État cessait de financer ces activités économiques, l'économie américaine s'effondrerait, ce qui veut dire que la survie du système « dépend » d'éléments étatistes. L'économie américaine est donc clairement un syncrétisme entre capitalisme et étatisme (comprenant aussi, mais de manière subreptice, des éléments socialistes), et même si j'estime que dans ce syncrétisme économique le capitalisme est dominant, il n'est pas évident de mesurer une telle prééminence.

Je n'ai pas de solution rigoureuse pour résoudre le problème qui consiste à préciser la position dominante d'une forme de pouvoir au sein d'une configuration possible de relations de pouvoir. La solution analytique que j'adopte implique une compréhension « fonctionnaliste » du problème : dans les économies traditionnellement décrites comme étant « capitalistes », les éléments étatistes et socialistes occupent des espaces qui se situent dans les limites fonctionnelles établies par le capitalisme. Les tentatives qui visent à dépasser ces limites déclenchent alors toute une série de conséquences négatives qui tendent à neutraliser ces tentatives elles-mêmes. Il s'agit alors d'une compréhension *fonctionnaliste* de la « position dominante », dans la mesure où le capitalisme établit les principes de compatibilité fonctionnelle entre les éléments capitalistes, étatistes et socialistes ainsi que les conditions de perturbation de ce système hybride.

Deux points à clarifier méritent cependant d'être exposés ici. Tout d'abord, les limites en question sont des limites de *compatibilité* fonctionnelle, au sens où les éléments étatistes et socialistes qui sont présents dans la structure économique hybride sont en harmonie avec la reproduction du capitalisme. Cependant, une telle

configuration ne signifie pas que les éléments non capitalistes contribuent toujours *positivement* à la reproduction du capitalisme. Ce que nous souhaitons dire ici, c'est que ces éléments ne perturbent pas structurellement le capitalisme, car une telle perturbation déclencherait des mesures correctives. Ces limites de compatibilité fonctionnelle peuvent parfois être assez larges, ce qui permet aux éléments étatistes et socialistes de bénéficier d'une certaine autonomie et de varier en intensité, mais elles peuvent aussi parfois être assez étroites. En ce sens, les structures hybrides sont davantage des systèmes *librement combinés* (*loosely coupled*) que des systèmes organiques hautement intégrés dans lesquels toutes les parties doivent être finement articulées pour que le système fonctionne correctement. Deuxièmement, les limites de la compatibilité fonctionnelle opèrent dans les structures du *présent* ; ces limites ne sont pas orientées vers des états futurs du système. Tant que les pratiques existantes des éléments étatistes et socialistes ne perturbent pas l'accumulation du capital au sein de la configuration hybride, ces éléments seront alors perçus comme « fonctionnellement compatibles ». Le système en tant que tel ne prévoit pas en effet ses propres états futurs. Il s'agit ici de l'une des sources de « contradictions » présentes dans un système : certaines pratiques qui sont parfaitement compatibles à un moment donné dans le temps (c'est-à-dire qui ne perturbent pas le capitalisme) peuvent engendrer des effets cumulatifs qui finissent par le perturber.

Bien que ce mode de raisonnement fonctionnel concernant les systèmes sociaux soit assez fréquent, il s'avère néanmoins extrêmement difficile de fournir des critères théoriques et des preuves empiriques concernant les limites de la compatibilité fonctionnelle entre les différentes parties d'un système. En effet, la difficulté de déterminer les limites de la compatibilité fonctionnelle est au cœur de nombreuses luttes politiques au sein du capitalisme : des *revendications* d'incompatibilité sont notamment l'une des armes que les forces procapitalistes mobilisent pour résister aux efforts de développement d'éléments socialistes et étatistes au sein de l'hybride. La complexité de ces configurations structurelles est telle qu'il y a toujours beaucoup d'ambiguïté et d'incertitude sur les interdépendances fonctionnelles, ce qui ouvre un espace considérable pour des batailles idéologiques lorsqu'il s'agit de déterminer les critères de compatibilité avec un capitalisme triomphant. Mais, pour les développements qui vont suivre, je ne pense pas qu'il soit nécessaire de résoudre ces problèmes. Il est possible d'analyser les processus qui renforcent et étendent les éléments socialistes au sein d'une structure hybride et qui, par conséquent, tendent à réaliser le socialisme sans pour autant justifier la position dominante de l'un des trois éléments. Il suffit, pour l'instant, d'être en mesure de soutenir qu'une structure économique est socialiste dans la mesure où l'économie y est gouvernée par le pouvoir social.

Bien qu'ils n'aient pas formulé cette question dans les mêmes termes, les marxistes ont traditionnellement supposé que dans ces formes hybrides un type de structure économique (ou de « mode de production ») devrait être explicitement en position dominante pour assurer la stabilité de la société. L'intuition de base ici repose sur l'incompatibilité du capitalisme et du socialisme parce qu'ils servent des

intérêts de classe antagoniques. Une forme hybride stable et équilibrée qui résulterait de ces deux éléments économiques serait alors impossible. Selon ce point de vue, une société exige un principe unificateur qui s'enracinerait dans un mode particulier de production pour que la reproduction sociale neutralise efficacement les contradictions et maîtrise les luttes sociales. Une structure hybride capitalisto-socialiste, dans laquelle deux sources de pouvoir cohabiteraient, serait donc déséquilibrée et instable : si une telle forme hybride devait se concrétiser, le pouvoir capitaliste, qui s'exerce à tous les niveaux stratégiques de l'économie, aurait alors tendance à éroder le pouvoir associatif de la société civile, à tel point que le capitalisme retrouverait explicitement sa position dominante. C'est pourquoi il nous semble crucial de ne pas faire preuve d'excès de confiance lorsqu'il s'agit de prédire ce qui relève du possible dans l'avenir, car l'incertitude vient toujours contredire nos « rêves philosophiques » les plus insensés. De toute façon, dans les développements ultérieurs, je ne formulerai pas d'hypothèses générales sur la question de la stabilité ou de la possibilité de certains hybrides.

La boussole socialiste : les voies d'accès permettant de renforcer le pouvoir d'agir social

Pour résumer la proposition conceptuelle défendue ici, nous pouvons dire que le socialisme peut être distingué du capitalisme et de l'étatisme quant à la principale forme de pouvoir qui structure l'activité économique, aussi bien la production que la distribution des biens et des services. Autrement dit, plus le pouvoir social est développé, notamment lorsqu'il s'agit de renforcer socialement la propriété, l'utilisation et le contrôle des ressources et des activités économiques, plus il est pertinent de parler de socialisme pour décrire une telle économie.

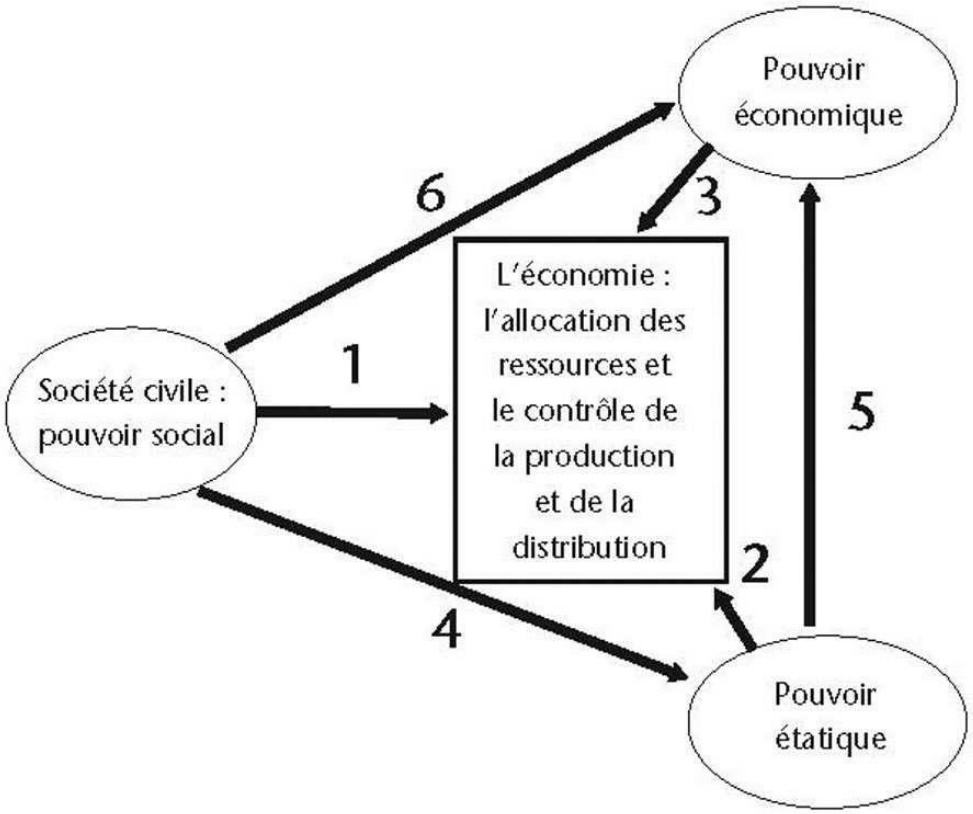
Comment traduire alors un tel projet en termes institutionnels ? Concernant le capitalisme et l'étatisme, en raison d'exemples historiques abondants, on peut se faire une assez bonne idée des agencements institutionnels qui rendent possibles de telles structures économiques. Dans une structure économique construite sur la propriété privée des moyens de production et qui déploie son activité sur des marchés transnationaux, le pouvoir économique – le pouvoir du capital – oriente l'organisation de la production et assure la distribution du surplus social à travers l'investissement. Un État bureaucratique centralisé, qui planifie et organise directement l'activité économique et qui, par l'entremise d'un parti politique, infiltre les associations de la société civile, constitue le véritable modèle de l'étatisme. Mais qu'en est-il alors du socialisme ? Quels dispositifs institutionnels permettraient à un pouvoir fondé sur le modèle de l'association volontaire et enraciné au sein de la société civile de contrôler efficacement la production et la distribution des biens et des services ? Quelle signification accorder à l'idée selon laquelle le principe central de l'organisation économique doit reposer sur le renforcement du pouvoir d'agir social ?

Comme nous l'avons discuté dans le chapitre précédent, la tâche qui est la nôtre ici consiste moins à proposer un schéma directeur pour réaliser l'idéal d'un renforcement du pouvoir d'agir social au sein de l'activité économique qu'à élaborer un ensemble de principes qui nous indiqueraient dans quelle mesure nous avançons dans la bonne direction. C'est là toute l'utilité d'une boussole socialiste. Une telle boussole doit en effet nous indiquer trois directions principales :

- 1. Le renforcement du pouvoir d'agir social au sein du pouvoir étatique en tant qu'il affecte l'activité économique.
- 2. Le renforcement du pouvoir d'agir social au sein du pouvoir économique en tant qu'il structure l'activité économique.
- 3. Le renforcement du pouvoir d'agir social au sein de l'activité économique.

Ajoutons que ces trois cibles principales sont reliées à un réseau d'interactions qui regroupe les trois grandes instances de pouvoir et la sphère économique. Un tel réseau est illustré dans la figure 5.1 ci-dessous[17] :

FIGURE 5.1 LES CONNEXIONS ENTRE LES DIFFÉRENTES VOIES D'ACCÈS PERMETTANT DE RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR SOCIAL



La signification des fléchages

- 1. L'économie sociale : la satisfaction de besoins sociaux.
- 2. L'économie d'État : les biens et les services produits par l'État.
- 3. L'économie de marché capitaliste.
- 4. Le contrôle démocratique sur le pouvoir étatique.
- 5. La régulation des entreprises par l'État.
- 6. La participation sociale au contrôle du pouvoir économique.

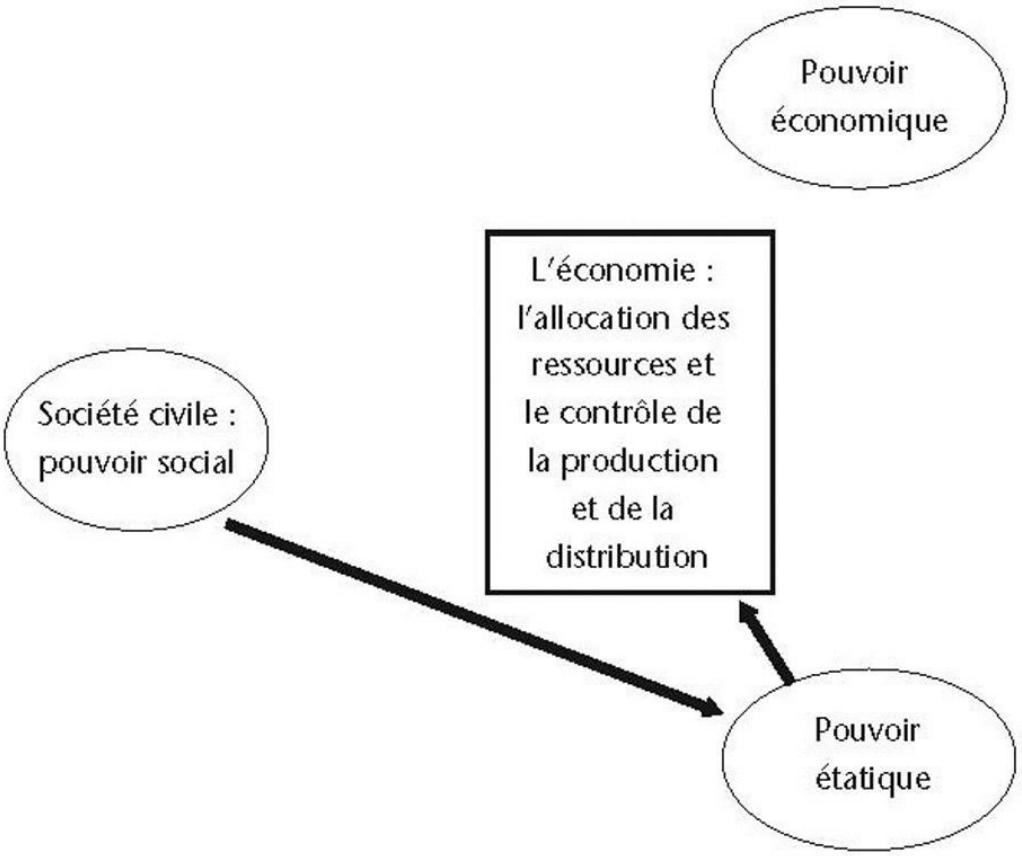
Dans ce schéma, les six flèches représentent, d'une part, les effets qu'exerce le pouvoir social (issu de la société civile) sur les deux autres instances de pouvoir (le pouvoir économique et le pouvoir étatique), et, d'autre part, les effets qu'exercent les trois grandes instances de pouvoir sur les activités économiques. Ces interactions peuvent ensuite se combiner avec un ensemble de configurations différentes à travers lesquelles le pouvoir social – le pouvoir enraciné dans la société civile – affecte l'allocation des ressources et le contrôle de la production et de la distribution. Je qualifierai ces configurations de « voies d'accès permettant de renforcer le pouvoir d'agir social ». Dans la suite de ce chapitre, nous examinerons brièvement les particularités de chacune d'entre elles. Plus précisément, sept voies méritent selon

moi d'être discutées ici : le socialisme étatiste ; la régulation sociale-démocrate ; la démocratie associative ; le capitalisme social ; l'économie sociale ; l'économie coopérative de marché ; et le socialisme participatif. Dans les deux chapitres suivants, nous examinerons toute une série de propositions spécifiques visant à concevoir des dispositifs institutionnels favorisant l'émergence d'utopies réelles et nous verrons en quoi ces propositions peuvent contribuer à renforcer le pouvoir d'agir social.

1. Le socialisme étatiste

Dans les théories socialistes traditionnelles, l'État était conçu comme l'instrument essentiel par lequel le pouvoir populaire – enraciné dans l'activité associative de la société civile – contrôlait l'économie. C'est pour cette raison que l'on peut raisonnablement parler de socialisme étatiste pour décrire ces modèles. L'idée de base peut être résumée de la manière suivante : les partis politiques sont des associations formées dans la société civile dans le but d'influencer et de contrôler potentiellement le pouvoir étatique. Leurs membres s'engagent au nom de certains objectifs, et leur pouvoir dépend de leur capacité à se mobiliser collectivement. Par conséquent, si un parti socialiste est 1) profondément ancré dans les réseaux sociaux et les communautés qui structurent les classes populaires et assume démocratiquement ses responsabilités grâce à une procédure transparente permettant de représenter politique ment la classe ouvrière (ou une coalition politique plus large), et 2) parvenait à contrôler l'État, puis l'économie, on pourrait alors affirmer – selon un principe de transitivité du contrôle – qu'une société civile dotée d'un pouvoir d'agir social contrôle le système économique de production et de distribution. Cette vision, schématisée dans la figure 5.2, renvoie au modèle classique du *socialisme étatiste*. Le pouvoir économique en tant que tel est ici marginalisé : ce n'est pas en vertu de la propriété directe et du contrôle des capitaux que s'exerce le pouvoir sur la production, mais plutôt à travers l'organisation politique de la société civile et l'exercice collectif du pouvoir étatique.

FIGURE 5.2 LE SOCIALISME ÉTATISTE

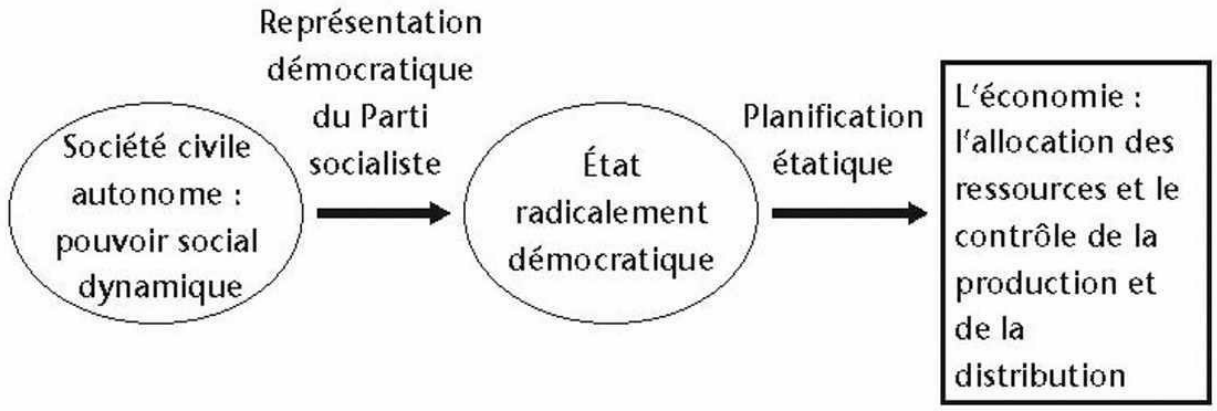


Le modèle du socialisme étatiste fut au cœur de la tradition marxiste du socialisme révolutionnaire. Le scénario, au moins sur le papier, était le suivant : le parti, organiquement lié à la classe ouvrière et responsable devant les travailleurs associés, exercerait un contrôle sur l'État, ce qui constituerait pour la société civile (comprise en termes de classes) un moyen de contrôler le pouvoir étatique. En outre, le socialisme révolutionnaire envisageait une réorganisation radicale des institutions étatiques et de l'économie – à partir de conseils participatifs, appelés « soviets » dans le cas de la révolution russe – qui impliquerait directement les associations de travailleurs dans l'exercice du pouvoir étatique et l'organisation de la production. De tels conseils, s'ils renforçaient l'autogouvernement démocratique de la société civile, permettraient alors d'institutionnaliser la prépondérance du pouvoir social. Une nouvelle fois, le Parti était perçu comme essentiel au processus, dans la mesure où il devait assurer le *leadership* (incarner l'« avant-garde ») sur les associations issues de la société civile en vue du renforcement de leur pouvoir d'agir social.

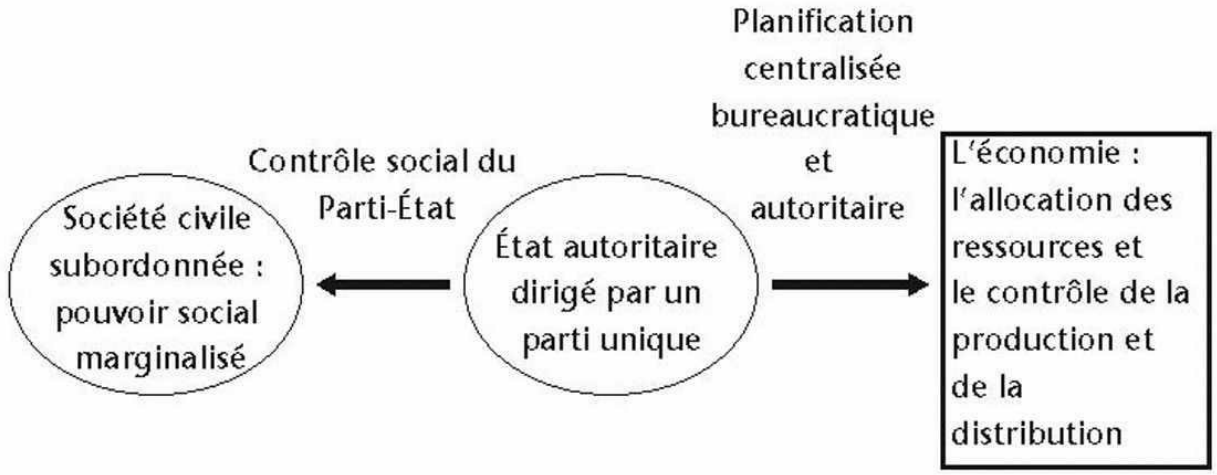
Bien entendu, les événements ont pris une tournure différente. Que ce soit en raison des tendances inhérentes des organisations révolutionnaires à concentrer le pouvoir au sommet, ou du fait des terribles contraintes imposées par les circonstances historiques de la révolution russe et de ses conséquences, toute possibilité de subordination du Parti communiste à une société civile autonome a été anéantie au cours de la guerre civile russe et durant les premières années suivant

1917. Lorsque le nouvel État soviétique eut consolidé son pouvoir et concentré ses efforts sur la transformation de l'économie, le Parti se mua en une structure de domination étatique qui noyauta la société civile et contrôla les organisations économiques. Ainsi, l'Union soviétique devint finalement l'archétype non d'un socialisme démocratique et doté d'un pouvoir d'agir social, mais de l'*étatisme autoritaire* sous la bannière idéologique du socialisme. Les partis socialistes révolutionnaires parvenus au pouvoir par la suite, malgré leurs différences, ont suivi généralement un parcours similaire, donnant naissance à des formes d'étatisme variées. Le contraste entre cette réalité et le modèle théorique d'un socialisme étatiste et démocratique est illustré dans la figure 5.3.

FIGURE 5.3 MODÈLE THÉORIQUE ET EXPÉRIENCE HISTORIQUE DE L'ÉTATISME SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE



MODÈLE THÉORIQUE DU SOCIALISME ÉTATISTE DÉMOCRATIQUE



RÉSULTAT HISTORIQUE ET CARACTÉRISTIQUE DU SOCIALISME ÉTATISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Aujourd'hui, peu de socialistes estiment que la planification centrale, étatique et intégrale constitue une structure capable d'accomplir les objectifs socialistes. Néanmoins, le socialisme étatiste reste une composante importante de tout processus visant à renforcer le pouvoir d'agir social. L'État restera essentiel à la production d'un large éventail de biens publics, de la santé à l'éducation en passant par les transports en commun. La question centrale pour les socialistes est donc de déterminer dans quelle mesure cette mission de l'État (la planification de la production) peut être placée sous le contrôle démocratique et effectif d'une société civile dotée de pouvoir. Généralement, dans les sociétés capitalistes, la production par l'État de biens publics est faiblement subordonnée au pouvoir social *via* les institutions de la démocratie représentative. En raison de l'influence vertigineuse du pouvoir économique capitaliste sur les politiques publiques, de tels biens visent davantage à satisfaire les exigences de l'accumulation du capital que les besoins sociaux. La démocratisation de l'État (la quatrième connexion dans la figure 5.1)

apparaît dès lors comme un problème central qui devra être résolu afin que la production étatique de biens et de services devienne une authentique voie d'accès permettant de renforcer le pouvoir d'agir social. Dans le chapitre 5, nous examinerons des formes de démocratie participative qui tentent de relever un tel défi.

2. La régulation sociale-démocrate de l'économie

La deuxième voie potentielle permettant de renforcer le pouvoir d'agir social tient à la capacité de l'État de contraindre et réguler le pouvoir économique (figure 5.4). Même durant la période de dérégulation économique et de triomphe des idéologies de la libre concurrence, l'État a continué d'être profondément impliqué dans la régulation de la production et de la distribution, et tend ainsi à empiéter sur le pouvoir économique capitaliste. Un tel interventionnisme comprend ainsi toute une série de mesures : contrôle de la pollution, règles portant sur la sécurité et la santé au travail, normes concernant la qualité des produits, certification des compétences sur le marché du travail, salaire minimum, etc. Toute proposition sérieuse visant à lutter contre les effets du réchauffement climatique devrait également renforcer les politiques interventionnistes. Toutes ces interventions impliquent donc un pouvoir d'État restreignant certaines prérogatives des propriétaires du capital et affectant ainsi les activités économiques. Dans la mesure où ces formes d'intervention étatique sont elles-mêmes subordonnées au pouvoir social par l'intermédiaire de processus politiques démocratiques, une telle configuration peut alors renforcer le pouvoir d'agir social.

Néanmoins, la régulation étatique du pouvoir économique capitaliste n'implique pas nécessairement un renforcement significatif du pouvoir social. À nouveau se pose en effet la question du degré à partir duquel les activités régulatrices de l'État peuvent être considérées comme des expressions authentiques d'un pouvoir démocratique de la société civile. Dans les sociétés capitalistes, la plupart des mécanismes de régulation économique répondent davantage aux besoins et au pouvoir du capital qu'à ceux de la société civile. Le résultat ressemble donc davantage à la figure 5.5 qu'à la figure 5.4 : le pouvoir étatique régule le capital, mais d'une manière qui est systématiquement subordonnée au pouvoir du capital lui-même[18]. La question est alors de savoir à quel point il devient possible, dans une société capitaliste, de démocratiser les processus régulateurs de l'État afin de réduire le pouvoir du capital et d'accroître le pouvoir social. Une façon de parvenir à un tel résultat passe par ce qu'on appelle parfois la « démocratie associative ».

FIGURE 5.4 LA RÉGULATION SOCIALE-ÉTATISTE ET DÉMOCRATIQUE DE L'ÉCONOMIE

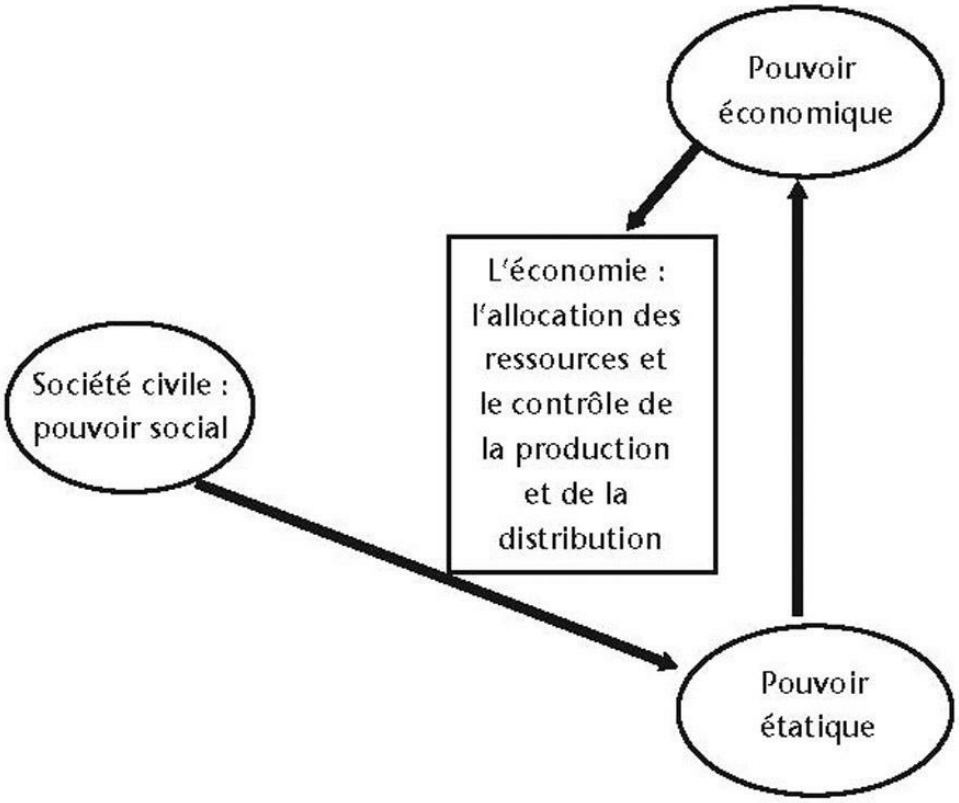
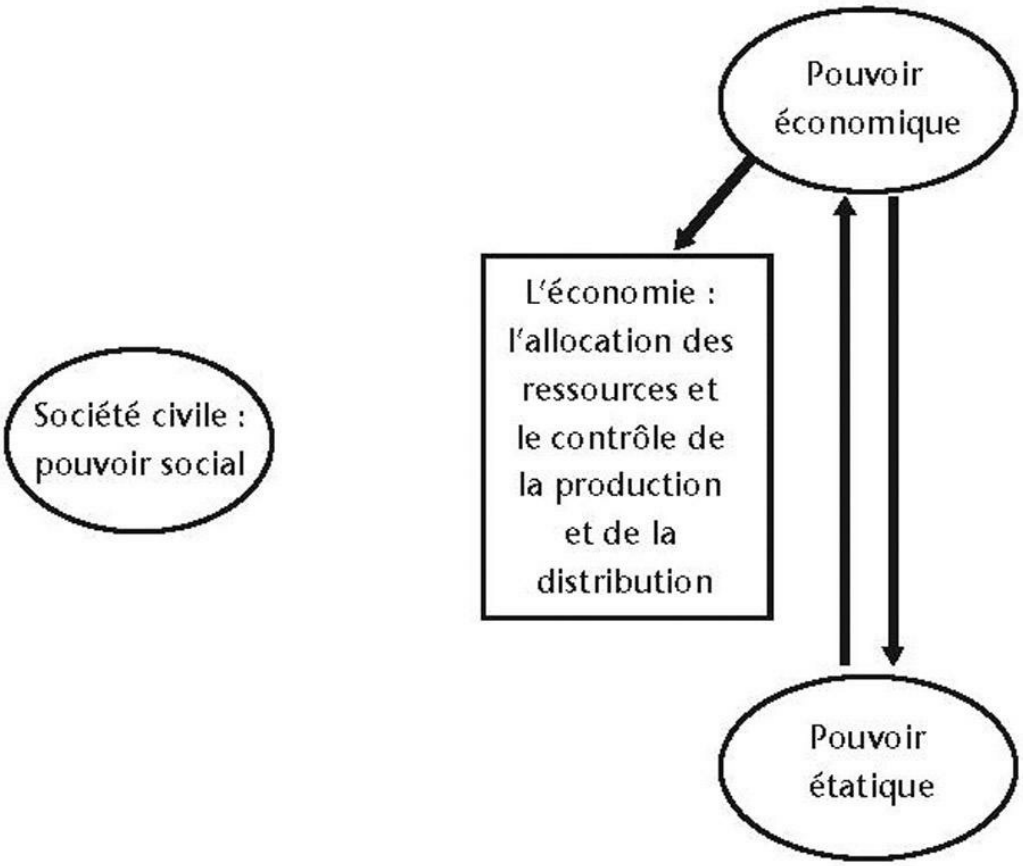


FIGURE 5.5 LA RÉGULATION CAPITALISTE-ÉTATISTE DE L'ÉCONOMIE

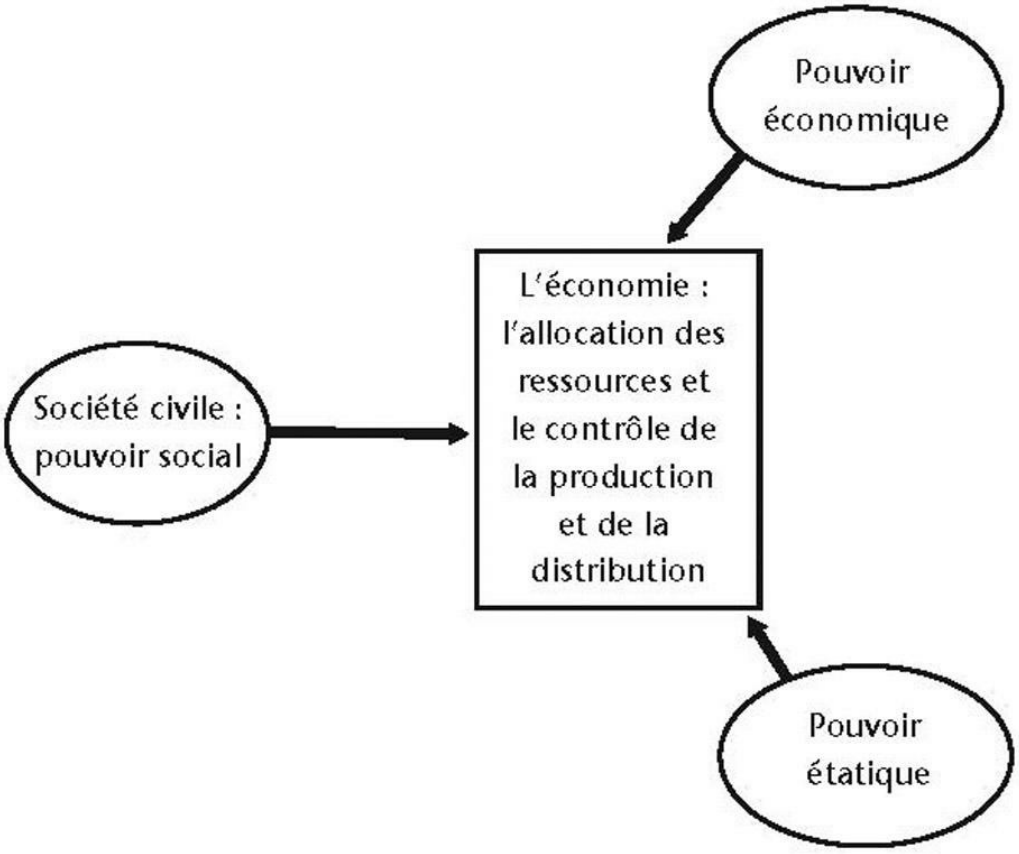


3. La démocratie associative

La démocratie associative englobe un large spectre de dispositifs institutionnels à travers lesquels les associations collectives issues de la société civile participent directement à différentes formes d'activités de gouvernance, en général au sein d'organismes publics ou d'organisations professionnelles[19]. La forme la plus familière est sans doute le dispositif du néocorporatisme tripartite qui est présent dans certaines sociétés sociales-démocrates et dans lequel les syndicats, les organisations patronales et l'État se réunissent pour négocier la mise en place de réglementations économiques qui concernent plus particulièrement le marché du travail et l'emploi. La démocratie associative pourrait être étendue à bien d'autres domaines, par exemple en s'inspirant des conseils chargés des bassins hydrographiques pour réguler les écosystèmes et qui réunissent des associations de citoyens, des groupes écologistes, des promoteurs et des organismes publics ; ou bien des conseils de santé à travers lesquels des associations médicales, des organisations communautaires et des professionnels de la santé publique planifient les politiques d'accès aux soins. Pour peu que les associations impliquées fonctionnent de manière démocratique et représentent les intérêts de la société civile,

et que le processus de décision dans lequel elles engagent leur responsabilité soit, lui-même, non pas manipulé par les élites et l'État, mais ouvert et délibératif, la démocratie associative pourrait alors contribuer au renforcement du pouvoir d'agir social.

FIGURE 5.6 LA DÉMOCRATIE ASSOCIATIVE



4. Le capitalisme social

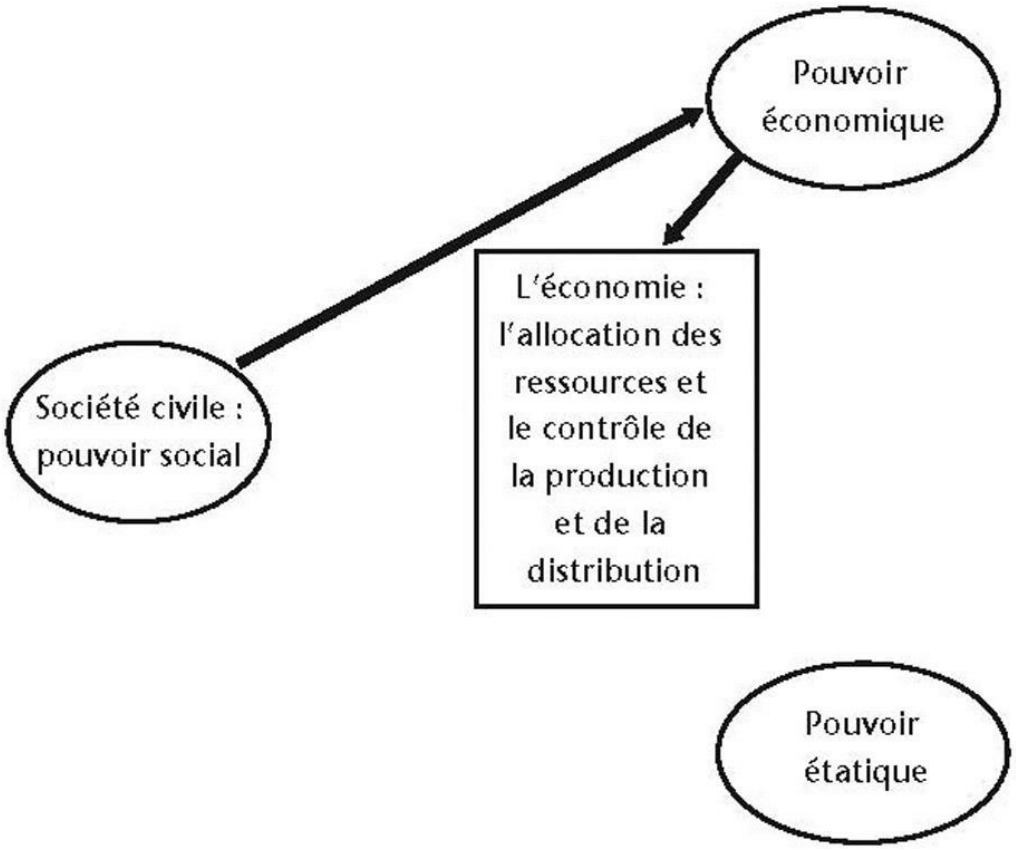
Pour rappel, le pouvoir économique s'enracine dans la propriété privée et le contrôle direct sur l'allocation, l'organisation et l'usage du capital (qui se présente lui-même sous des formes variées). Mais, à travers une série de mécanismes, les groupements d'intérêt issus de la société civile peuvent affecter directement la manière dont ce pouvoir économique est utilisé (figure 5.7). Par exemple, les syndicats contrôlent souvent des caisses de retraite importantes, qui sont néanmoins généralement soumises à des règles de responsabilité fiduciaire qui limitent strictement l'usage possible de ces caisses afin d'assurer des niveaux de pension satisfaisants pour leurs bénéficiaires. Mais de telles règles pourraient être modifiées, et les syndicats pourraient potentiellement exercer un pouvoir sur les entreprises privées à travers la gestion de ces fonds. De manière plus ambitieuse, comme nous le verrons dans le chapitre 7, Robin Blackburn a proposé un nouveau type de régime de retraite, financé par un impôt sur les actions des entreprises, qui permettrait à un éventail plus large de groupements d'intérêt issus de la société civile d'exercer une influence significative sur les modèles d'accumulation de capital[20]. À titre d'exemple, les syndicats canadiens ont créé des fonds de capital-risque contrôlés par les salariés afin de financer de jeunes entreprises qui respectent certains critères

sociaux.

Historiquement, l'une des formes les plus importantes du capitalisme social correspond à la situation dans laquelle les associations de travailleurs limitèrent et contrôlèrent l'exercice du pouvoir économique. Par exemple, lorsque des syndicats s'engagent à négocier les augmentations salariales ou à améliorer les conditions de travail, une telle négociation constitue alors une forme de pouvoir social qui, même de manière limitée, influe sur le fonctionnement du pouvoir économique. Le système de cogestion en Allemagne, qui rend obligatoire la représentation des travailleurs dans les conseils d'administration des entreprises, en est un exemple restreint. Proposer de remplacer les comités d'actionnaires par des comités composés d'individus qui sont parties prenantes au sein de l'entreprise pour contrôler les conseils d'administration des entreprises serait une version plus radicale. Dans un même ordre d'idée, la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité relève habituellement d'un organisme public qui mandate des inspecteurs pour contrôler l'application des règlements en vigueur sur les lieux de travail. Une alternative consisterait à doter des comités de salariés du pouvoir de contrôler et de renforcer les conditions d'hygiène et de sécurité. Cet exemple de proposition permettrait alors d'augmenter le pouvoir social au détriment du pouvoir économique.

Les mouvements sociaux de consommateurs exerçant une pression sur les entreprises renforceraient également le pouvoir social de la société civile contre le pouvoir économique. Cela comprendrait, par exemple, les mouvements qui dénoncent les conditions de travail inhumaines et exigent une législation sociale, ceux qui investissent les campus universitaires, ou ceux qui organisent les boycotts contre les entreprises qui vendent des produits qui ne sont pas conformes à certains critères sociaux incontournables[21]. De même, les mouvements en faveur du commerce équitable et de l'échange égal, mettant en contact les consommateurs des pays du Nord avec les producteurs du Sud qui respectent les normes environnementales et adoptent des législations sociales progressistes, représentent une forme de capitalisme social, lorsqu'ils tentent notamment de construire des réseaux économiques mondiaux alternatifs qui s'émancipent du pouvoir économique des multinationales.

FIGURE 5.7 LE CAPITALISME SOCIAL



5. L'économie de marché coopérativiste

Dans un environnement capitaliste, une coopérative autogérée peut apparaître comme une déclinaison possible du capitalisme social : l'application du principe égalitariste « une personne, une voix » à tous les membres de l'entreprise signifie que les relations de pouvoir sont fondées non pas sur le pouvoir économique, mais sur la coopération volontaire et la persuasion. Les travailleurs contrôlent ainsi démocratiquement le pouvoir économique représenté par le capital dans l'entreprise.

Aujourd'hui, la plupart des coopératives de travailleurs autogérées exercent leurs activités sur des marchés organisés selon des principes capitalistes. Elles sont donc confrontées à d'importantes restrictions de crédits sur les marchés financiers, en raison de la réticence des banques à leur accorder des emprunts, et elles sont vulnérables, tout comme les autres entreprises capitalistes, aux crises et perturbations qui secouent le marché. Elles doivent alors s'en remettre à leurs propres ressources.

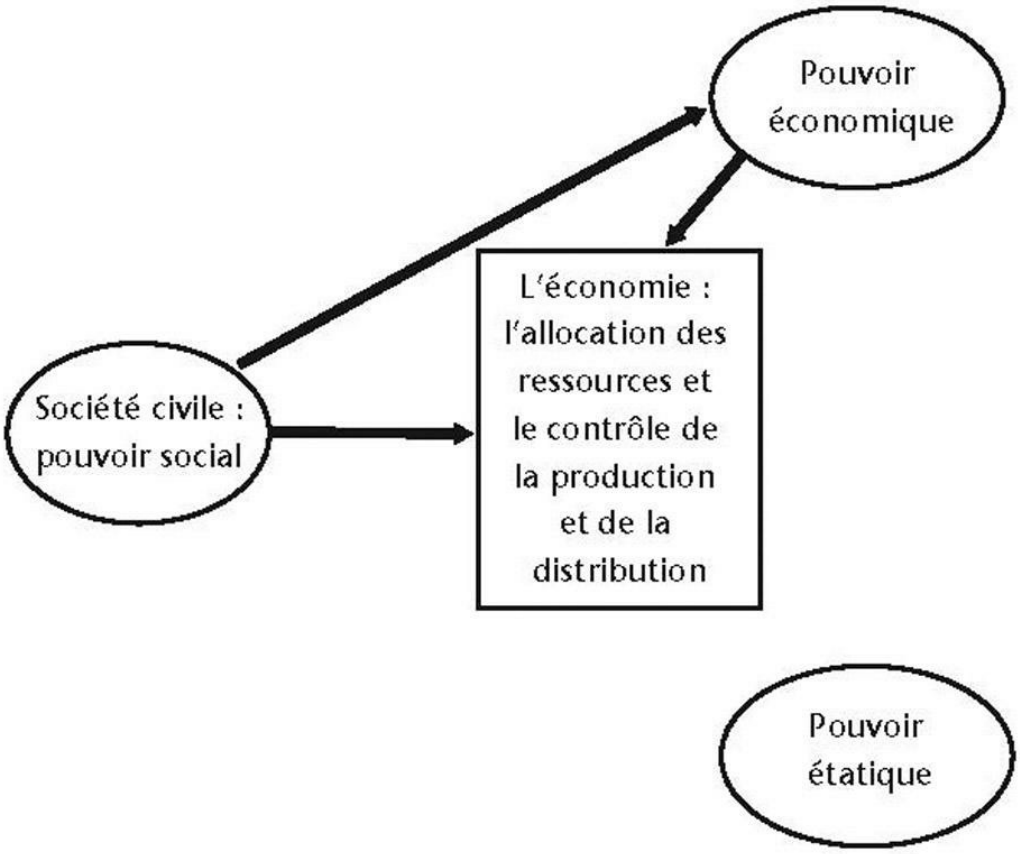
La situation pourrait être différente si les coopératives de travailleurs autogérées étaient intégrées au sein de ce qu'on pourrait appeler une économie coopérative de marché. Une économie de marché coopérativiste (figure 5.8) est une économie dans laquelle les coopératives individuelles se regroupent dans de grandes associations

– ce qu'on pourrait appeler une coopérative de coopératives – qui assurent collectivement des financements, des formations, un service d'aide et bien d'autres types de soutien pour leurs membres. Une telle association de coopératives étendrait le caractère social de la propriété au sein des entreprises coopérativistes et se rapprocherait d'un modèle dans lequel toutes les parties prenantes de l'entreprise exerceraient une forme de contrôle. En effet, dans un tel environnement coopératif, l'organisation de l'activité économique par le pouvoir social joue un rôle bien plus important que dans le modèle du capitalisme social.

6. L'économie sociale

L'économie sociale, qui constitue une autre voie possible pour renforcer le pouvoir d'agir social, suppose l'implication directe d'associations bénévoles issues de la société civile dans l'organisation de l'activité économique, et non pas seulement dans le contrôle du pouvoir économique (figure 5.9). L'« économie sociale » constitue une façon alternative d'organiser directement l'activité économique qui se distingue de la production dans le cadre du marché capitaliste, de la production organisée par l'État ou de la production domestique. Sa caractéristique emblématique est l'organisation de la production par les collectivités afin de satisfaire directement des besoins humains, sans qu'elle soit soumise à la discipline de la maximisation du profit ou à celle de la rationalité technocratique de l'État.

FIGURE 5.8 L'ÉCONOMIE COOPÉRATIVE DE MARCHÉ



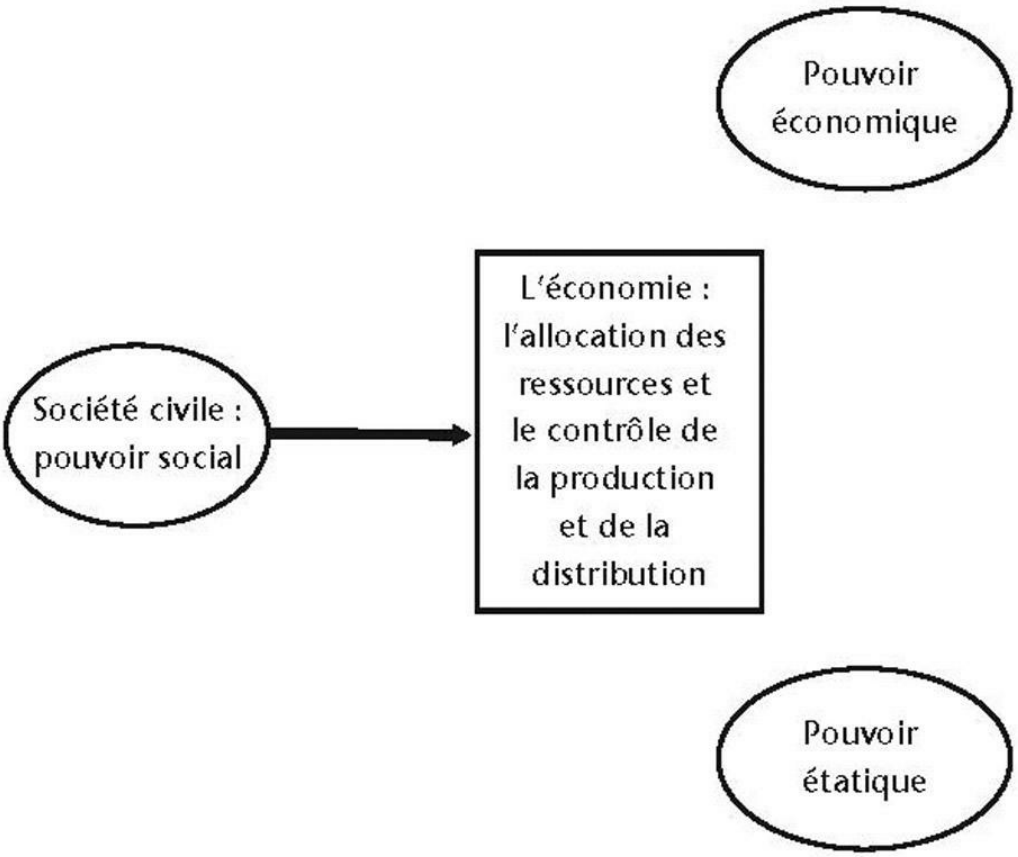
Je souhaite préciser que l'usage que je fais de ce terme est bien plus restrictif que la définition généralement admise par les militants autoproclamés de l'économie sociale. Par exemple, au Québec, où un mouvement favorable à une économie soutenant l'expansion de formes non capitalistes d'activité économique s'est fortement enraciné dans la société civile, le terme d'« économie sociale » est utilisé comme une idée qui englobe ce que j'ai appelé le capitalisme social et l'économie de marché coopérativiste, et parfois même les entreprises capitalistes adoptant consciemment des objectifs sociaux en sus de leurs stratégies commerciales. C'est pourquoi ce terme a une certaine résonance dans le contexte québécois car il est mobilisé pour encourager et élargir toutes les formes de pratiques solidaires qui échappent à la production capitaliste. Dans d'autres contextes, le terme d'économie sociale est aussi utilisé pour inclure toutes les organisations à but non lucratif, les ONG et le fameux « troisième secteur ». Mais ce qui est sûr, c'est que les multiples usages de ce terme ouvrent la voie possible à un renforcement du pouvoir d'agir social (comme l'illustre la figure 5.9)[22].

Un exemple saisissant de production à l'état chimiquement pur relevant de l'économie sociale, et que nous avons brièvement discuté dans le chapitre 1, est l'encyclopédie Wikipédia. Wikipédia produit des connaissances et dissémine des informations en dehors des structures de marché et sans soutien de l'État. Le financement de cette infrastructure provient en grande partie de dons de ceux qui

participent et soutiennent la fondation Wiki. Les réseaux sociaux fondés sur les nouvelles technologies constituent la forme sous-jacente de cette association bénévole, mais des formes plus développées d'association ont également vu le jour dans le cadre du développement de Wikipédia (ces formes d'association seront notamment discutées dans le chapitre 7).

Dans les sociétés capitalistes, le principal moyen de financement de l'économie sociale repose sur les dons des fondations caritatives. C'est l'une des raisons pour lesquelles de telles activités sont souvent organisées par des institutions religieuses ou des ONG. Habitat for Humanity en est un exemple bien connu : la construction des maisons financées par les fonds récoltés par Habitat for Humanity (dons privés, soutiens financiers d'associations ou de fondations, subventions publiques) dépend fortement de l'organisation communautaire et de l'activité bénévole.

FIGURE 5.9 L'ÉCONOMIE SOCIALE



Une alternative serait que l'État, par sa capacité à lever l'impôt, fournisse des fonds pour financer un vaste champ d'activités productives organisées par la société civile et affranchies des lois du marché. Comme nous le verrons dans le chapitre 7, l'institution d'un revenu inconditionnel de base contribuerait à renforcer ce champ d'activités. En dissociant partiellement le revenu de la rémunération salariale, un revenu inconditionnel de base permettrait au secteur associatif de créer de nouveaux emplois utiles et productifs. Mais un financement public davantage ciblé pourrait aussi soutenir l'économie sociale. C'est déjà fréquent dans le secteur des arts du spectacle. Au Québec, il existe un système développé d'accueil et de prise en charge à domicile des personnes âgées, géré directement par des entreprises à but non lucratif, et des services de garde d'enfants proposés par des coopératives associatives constituées par des parents, qui sont partiellement subventionnés par les impôts.

7. Le socialisme participatif : socialisme étatiste et participation effective

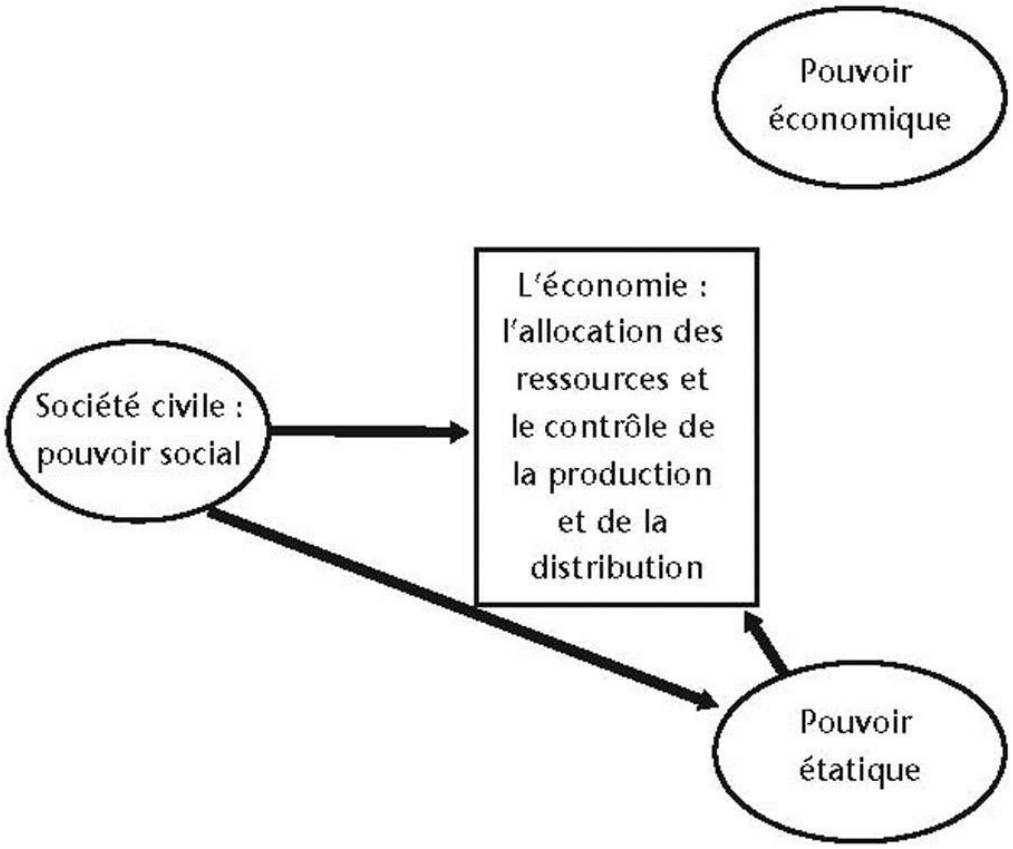
La dernière voie permettant de renforcer le pouvoir d'agir social consiste à combiner des éléments issus de l'économie sociale et du socialisme étatiste : l'État et la société civile organisent et contrôlent conjointement la production de biens et services. Dans le socialisme participatif, l'État endosse un rôle plus important que dans l'économie sociale. Il ne se contente pas de financer l'économie et d'en fixer

les règles, il est aussi directement impliqué dans l'organisation et la production de l'activité économique. Ajoutons également que le socialisme participatif se distingue du socialisme étatiste, dans la mesure où le pouvoir social n'exerce pas seulement un contrôle démocratique sur les politiques publiques menées par l'État, mais aussi sur les activités productives.

La mise en place d'un budget participatif à Porto Alegre au Brésil, cas pratique que nous avons brièvement abordé dans le chapitre 1, est un exemple symptomatique de socialisme participatif : les citoyens et les associations issues de la société civile ne sont pas seulement tenus pour responsables de la mise en place de politiques locales, mais sont aussi directement impliqués dans les projets d'infrastructures publiques votés lors de l'adoption du budget municipal. Bien entendu, il existe d'autres formes de socialisme participatif, comme la démocratie au travail et les systèmes de cogestion au sein des entreprises.

Les politiques publiques en matière d'éducation peuvent également être concernées lorsque la société civile est activement engagée dans la gouvernance des établissements scolaires. À Barcelone, par exemple, certaines écoles publiques ont été transformées en des « communautés d'apprentissage » dans lesquelles la gouvernance est transférée aux parents, aux enseignants et aux membres de la communauté scolaire. L'offre scolaire s'est donc élargie en s'ouvrant notamment à des activités d'apprentissage dont peut bénéficier l'ensemble de la communauté[23]. Aux États-Unis, la participation d'associations civiques et de parents d'élèves au sein des établissements scolaires relève d'une tradition multiséculaire, même si ces associations sont loin d'infléchir la gouvernance de ces établissements.

FIGURE 5.10 LE SOCIALISME PARTICIPATIF



Conclusion : trois remarques sceptiques

Chacune des sept voies que nous avons explorées est traversée par l'idée d'une démocratie économique, étendue et solide, dans laquelle le pouvoir social, qui se fonde sur la participation active des membres de la société civile et le renforcement de leurs pouvoirs, exerce un contrôle démocratique direct et indirect sur l'économie. Prise isolément, chacune de ces voies n'aurait pas vraiment d'effet sur le capitalisme, mais un mouvement qui intégrerait simultanément l'ensemble de ces modèles émancipateurs favoriserait la transformation des rapports de classes capitalistes et bouleverserait les structures de pouvoir et de privilège qui en découlent. Au sein de cette configuration hybride des rapports de pouvoir qui structurent l'activité économique, le capitalisme deviendrait seulement un élément parmi d'autres qui serait subordonné et fortement circonscrit aux limites fixées par la démocratisation approfondie de l'État et de l'économie. Il va de soi qu'une telle configuration ne garantirait pas, à coup sûr, la réalisation des idéaux égalitaristes et démocratiques de la justice sociale et politique, mais si nous parvenions à avancer dans cette voie, nous serions sans doute dans une bien meilleure position pour lutter et défendre ces idéaux.

L'actualisation de ce potentiel d'émancipation dépend néanmoins de trois conditions. Premièrement, cela dépend de la capacité de la société civile elle-même à favoriser la création d'associations et à promouvoir des actions collectives cohérentes afin d'agir efficacement sur le pouvoir étatique et économique. L'idée que le pouvoir social émane de la société civile suppose qu'il y ait au sein même de la société civile une puissance latente qui peut se traduire dans d'autres domaines d'action. Deuxièmement, le renforcement concret du pouvoir d'agir social dépend de la présence de mécanismes institutionnels qui facilitent la mobilisation et le déploiement du pouvoir social. En l'absence d'une consolidation institutionnelle, la mobilisation sociale a très peu de chances de produire des effets durables sur l'ensemble des configurations de pouvoir. Et, troisièmement, l'actualisation de ce potentiel d'émancipation dépend de la capacité de ces mécanismes institutionnels à bloquer le déploiement du pouvoir économique. Dans le contexte d'une société capitaliste, il s'agit donc de lutter aussi bien contre le pouvoir du capital que contre les dispositifs étatiques qui neutralisent les initiatives et les actions de la société civile.

Ce point étant exposé, nous allons désormais voir que les perspectives de réalisation de chacune de ces conditions laissent supposer qu'il existe de bonnes raisons d'être sceptique.

La société civile et le pouvoir social

Commençons par rappeler l'idée centrale de ce chapitre : la société civile est investie par une forme de pouvoir à potentiel émancipateur (le « pouvoir social »), qui est enracinée dans la capacité des individus à constituer des associations pour faire avancer leurs objectifs collectifs. Le socialisme peut alors être défini comme

une structure économique dans laquelle les multiples déclinaisons du pouvoir social encadrent l'organisation de l'activité économique, directement et indirectement, en influençant l'exercice du pouvoir étatique et économique. Une telle définition revient à plaider en faveur de la démocratisation radicale de l'État et de l'économie, processus qui dépend à son tour de l'existence d'une société civile composée d'un tissu associatif riche et abondant.

Mais un sceptique peut à juste titre nous faire l'objection suivante : rien ne laisse présager que les associations issues de la société civile amorceront un processus de démocratisation généralisée qui débouchera sur le contrôle de l'économie. Deux problèmes s'avèrent en effet particulièrement embarrassants. Tout d'abord, une société civile dynamique est précisément une société constituée d'une multitude d'associations hétérogènes, de réseaux et de communautés construits autour d'objectifs divergents et fondés sur des solidarités différentes. Bien que cette hétérogénéité et ce pluralisme contribuent à nourrir les échanges et les débats au sein de la sphère publique, ils ne semblent pas être un point d'appui prometteur pour contrôler un système économique aussi complexe. Deuxièmement, le tissu d'associations bénévoles qui constituent la société civile comprend en son sein de nombreux groupes problématiques qui ont pour fondement la défense d'intérêts étroits et exclusifs et la préservation de leurs privilèges. On y trouve le Ku Klux Klan comme la NAACP (l'Association nationale pour la promotion des gens de couleur), des associations de protection qui défendent l'intégrité de leurs quartiers selon des critères raciaux ou classistes, comme des associations qui promeuvent le développement et la tolérance entre les différentes communautés. Pourquoi devrions-nous croire que le renforcement du pouvoir d'agir de ces associations contribuerait positivement à surmonter les préjudices produits par le capitalisme et à promouvoir une vision plus large de l'émancipation humaine ?

La première objection permet de justifier que la conception du socialisme proposée ici n'est pas la même que celle de l'anarchisme. Une vision anarchiste postcapitaliste imagine un monde dans lequel l'action collective coordonnée volontairement par des personnes issues de la société civile peut spontanément aboutir à un niveau de cohérence suffisant pour assurer un ordre social et une reproduction sociale sans avoir besoin d'un État. Le socialisme, en revanche, a besoin d'un État, un État doté d'un vrai pouvoir d'établir et de faire respecter les règles du jeu et les mécanismes de coordination sans lesquels le pouvoir collectif de la société civile serait incapable de parvenir au stade d'intégration nécessaire pour contrôler l'État ou l'économie.

La seconde objection, à savoir que la société civile contient de nombreuses associations qui entrent en contradiction avec les idéaux démocratiques d'égalité et d'émancipation, est plus troublante car elle agite le spectre d'un socialisme qui puiserait ses racines dans l'exclusion et l'oppression. Il serait alors tentant de lever cette inquiétude en réduisant la société civile à un ensemble d'associations qui seraient favorables aux idéaux socialistes de l'égalitarisme démocratique. Pour renforcer le pouvoir d'agir social des associations populaires qui seraient

compatibles avec ces objectifs émancipateurs[24], il faudrait alors éliminer ce socialisme pervers par décret. Je pense que cette solution est indésirable. Elle revient en effet à reprendre l'argument mis en avant par les défenseurs du capitalisme, qui consiste à démontrer que le système capitaliste peut se prémunir contre l'émergence de pouvoirs monopolistiques en déclarant simplement, sur la base d'arguments purement théoriques (incitations, prise de risques et efficacité présumée des marchés), qu'il n'est composé que d'entreprises compétitives, incapables d'être en situation de dominer le marché. Si de puissantes sociétés privées qui dominent le marché émergent, ces mêmes défenseurs prétendent alors qu'il ne s'agit plus du « vrai capitalisme ». Une meilleure réponse serait d'admettre que le capitalisme peut avoir tendance à favoriser sur le marché des formes concentrées de pouvoir. Si les entreprises monopolistiques érodent sérieusement les prétendues vertus du capitalisme, la réponse serait alors de proposer des mécanismes de régulation institutionnels qui pourraient contrecarrer ces effets. Bien que ces dispositions institutionnelles aient un caractère contradictoire, puisqu'elles violent certains principes du capitalisme (comme le caractère sacré de la propriété privée), un mélange hybride de capitalisme et d'étatisme peut être nécessaire afin de promouvoir les vertus latentes d'une organisation capitaliste des structures économiques[25].

La question de l'existence d'associations fondées sur des principes d'exclusion au sein de la société civile pose un défi analogue à une conception du socialisme comme société civile dotée de pouvoir. On ne peut en effet garantir qu'une société, dans laquelle prédominerait un pouvoir enraciné dans la société civile, défendrait les idéaux égalitaristes et démocratiques. Cependant, il ne s'agit pas d'un problème spécifique au socialisme, mais d'une caractéristique des institutions démocratiques en général. Comme les conservateurs le font souvent remarquer, le spectre d'une tyrannie de la majorité est consubstantiel à la démocratie et, pourtant, dans les faits, les démocraties libérales ont réussi avec un certain brio à créer des institutions qui protègent à la fois les droits individuels et les intérêts des minorités. Une démocratie socialiste serait donc confrontée au même type de défis : comment inventer un système institutionnel conçu pour la démocratie et développer le pouvoir des associations afin de favoriser une conception démocratique, égalitariste et radicale de l'émancipation ? L'argumentation que je soutiens ici ne consiste pas à affirmer qu'une vision du socialisme qui renforcerait le pouvoir d'agir social surmontera inévitablement ce défi avec succès, mais que suivre les multiples voies que nous avons explorées fournira un terrain plus propice à la réalisation de ces idéaux que celui du capitalisme ou de l'étatisme.

L'élaboration institutionnelle

La seconde source de scepticisme met en évidence le problème des mécanismes institutionnels. Il semble vraisemblable que si, comme par magie, nous disposions des institutions nécessaires pour transformer le pouvoir enraciné dans la société civile en contrôle de l'État et de l'économie, les valeurs égalitaristes et

démocratiques en bénéficieraient. Mais pourquoi devrions-nous croire que de telles institutions sont possibles ? Les arguments contre cette possibilité sont bien connus : la passivité des individus leur interdirait de se soucier de leurs capacités réelles d'émancipation. Nous aurions besoin d'experts pour prendre des décisions sur des sujets techniques complexes. Les entreprises capitalistes, motivées par la quête du profit, seraient nécessaires pour innover et investir efficacement. Seuls des appareils d'État centralisés, spécialisés, et relativement isolés des pressions populaires et des intérêts particuliers, pourraient légitimement et efficacement réguler l'économie.

Lever ces objections sceptiques constitue l'objectif central des discussions qui abordent la question des utopies réelles : il s'agit d'étudier la viabilité des dispositifs institutionnels qui tentent de réaliser ces valeurs émancipatrices. Dans les deux chapitres suivants, nous allons examiner toute une série de propositions utopiques pouvant s'inscrire dans le réel afin de rendre crédible l'idée selon laquelle il existe bien des agencements institutionnels viables qui renforcent le pouvoir d'agir social.

La faisabilité

Ultime objection venant nourrir une certaine forme de scepticisme ambiant : même si des agencements institutionnels, qui permettraient de renforcer le pouvoir d'agir social et de contribuer de manière significative à la réalisation des idéaux démocratiques et égalitaristes, venaient à exister, il serait néanmoins impossible de créer de telles institutions au sein même de la société capitaliste. Les multiples tentatives visant à construire sérieusement de tels dispositifs institutionnels provoqueraient inévitablement une réaction des élites dont le pouvoir est enraciné dans l'État et l'économie capitaliste. Le renforcement du pouvoir d'agir social ne serait toléré qu'à condition de ne pas menacer les rapports de pouvoir capitalistes. En conséquence, toute avancée sérieuse qui renforcerait cette forme de pouvoir se heurterait à des obstacles insurmontables, en raison non pas d'une absence de dispositifs institutionnels viables, mais de la présence d'acteurs puissants dont les intérêts seraient menacés. Il serait donc impossible de créer de telles institutions au sein d'une société dans laquelle l'organisation sociale du pouvoir économique reste sous la domination du capitalisme.

Il s'agit là de la critique émise par les socialistes révolutionnaires qui affirment que le pouvoir du capital et de l'État capitaliste doit être catégoriquement brisé dans le cadre d'une rupture systémique pour que le socialisme puisse advenir. Il se peut que cet argument soit correct. Mais si tel est le cas, cela signifie très certainement que dans un avenir immédiat le socialisme, comme horizon postcapitaliste ou comme moteur du changement, n'est tout simplement pas possible. Cette perspective peut aussi être excessivement pessimiste, car elle surestimerait le pouvoir du capital et de la classe capitaliste, et sous-estimerait l'existence d'espaces sociaux ouverts à l'innovation sociale. Autant de questions que nous allons explorer dans la 3e partie de l'ouvrage qui sera consacrée aux transformations sociales.

1. Dans la théorie sociale, on oppose parfois fortement les notions *instrumentales* et *structurelles* du pouvoir. Par exemple, Steven Lukes, dans son célèbre ouvrage *Power : A Radical View* (Basingstoke, Palgrave Macmillan 2005), définit le pouvoir de manière tridimensionnelle, la troisième dimension étant le pouvoir de protéger ses propres intérêts par l'organisation sociale de la société, soit sans agir consciemment. Cette dimension suggère que le pouvoir produit des effets indépendamment de la capacité d'agir des personnes. À la suite de Louis Althusser, Nicos Poulantzas ira même encore plus loin en rejetant entièrement la dimension instrumentale du pouvoir, en la réduisant à un simple effet des conditions structurelles. La distinction conceptuelle que j'adopte ici met davantage l'accent sur leur interaction. En ce sens, je reste assez proche des développements d'Alex Callinicos, *Making History*, Leyde, Brill, 2004, ouvrage dans lequel il affirme que les structures sont une dimension du pouvoir dans la mesure où elles permettent aux acteurs d'exercer leurs ressources de diverses manières.

2. Parce que le pouvoir social est ancré dans l'association volontaire, et que l'association volontaire est intimement liée à la persuasion et à la communication, le pouvoir social est aussi étroitement lié à ce que l'on pourrait appeler le pouvoir idéologique ou culturel.

3. C'est bien sûr la raison pour laquelle les libertariens estiment que « l'impôt, c'est le vol » : selon eux, puisque la propriété privée doit impliquer la pleine jouissance des droits de propriété, l'appropriation par l'État d'une partie des profits est tout simplement perçue comme une forme de spoliation.

4. En économie, le problème de la relation principal-agent constitue le cœur de la théorie de l'agence et désigne un ensemble de problèmes rencontrés lorsque l'action d'un acteur économique, désigné comme étant le « principal », dépend de l'action d'un autre acteur, l'« agent », sur laquelle le principal est imparfaitement informé. Il s'agit donc d'étudier les conséquences d'une asymétrie d'information (*NdT*).

5. Le terme de « parties prenantes » (*stakeholder*) tranche avec celui d'« actionnaires » (*shareholder*). Les actionnaires constituent l'ensemble des personnes auxquelles est reconnu l'exercice exclusif des droits de propriété privée des moyens de production. Les parties prenantes regroupent tous ceux qui ont un « intérêt en jeu » (*stake*) dans ces moyens de production parce que leurs vies sont affectées par la manière dont ces moyens de production sont utilisés. L'idée selon laquelle la propriété sociale des moyens de production devrait s'étendre à toutes les parties prenantes est le principe le plus compatible avec les idéaux normatifs de l'égalitarisme démocratique radical discuté dans le chapitre 1. Rappelons-nous que le principe démocratique et égalitariste de la justice politique énonce que toutes les personnes devraient avoir un accès égal aux moyens nécessaires pour participer aux décisions qui affectent leurs vies en tant qu'individus et en tant que membres d'une communauté. Cette définition correspond à la notion au sens large de la propriété sociale dans laquelle toutes les « parties prenantes » ont des droits de propriété. Reste à savoir alors comment ces droits devraient être répartis entre les différentes catégories des parties prenantes (puisque des personnes différentes ont des enjeux différents) et comment le principe du droit des parties prenantes pourrait s'accorder avec les questions pragmatiques concernant l'exercice effectif de ces droits.

6. Lorsqu'il s'agit de construire une théorie macrosociologique, la plupart des tentatives de formulation des cadres généraux de cette théorie mobilisent des catégories peu précises, comme « domaines », « sphères », « stades », « niveaux » ou « sous-systèmes » d'interaction sociale. Aucun de ces termes n'est entièrement satisfaisant. Ils évoquent surtout des métaphores spatiales qui sont trompeuses. En parlant de l'économie et de la société civile comme des sphères d'interaction sociale, je ne veux pas dire que la société civile est imperméable au monde du travail et que le territoire de l'économie se limite à l'occupation physique des différents lieux de travail. La société civile est constituée d'associations bénévoles (y compris des associations comme les réseaux sociaux) qui se constituent aussi bien dans les sphères de l'économie qu'au sein de la « société ». En un certain sens, tous ces termes renvoient à l'idée que les sociétés peuvent être considérées comme des « systèmes » avec des « lieux » ou des « dimensions » que l'on peut différencier. La finalité centrale de l'analyse sociale est donc de comprendre quels sont ces lieux saillants et comment ils peuvent être reliés.

7. Max Weber, *Le Savant et le Politique* (1919), Paris, Plon, 1959.

8. Michael Mann, *The Sources of Social Power*, volume I, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

9. Comme la plupart des concepts mobilisés dans cette discussion, le terme « volontaire » est grevé de

difficultés. Il se propose en effet de mettre l'accent sur une différence de taille avec les associations dites « obligatoires », notamment l'État. Dans de nombreux contextes, il existe un certain nombre de pressions et de contraintes sociales qui façonnent le désir et influent sur la capacité des individus à participer ou non à la vie associative. L'idée d'un engagement purement « volontaire » peut être alors problématique. Les religions ont souvent ce caractère, en particulier dans des contextes sociaux où la non-appartenance confessionnelle est sanctionnée. Le caractère volontaire de la participation à l'association est donc variable.

10. Cette propriété spéciale du capitalisme fut bien perçue par Max Weber. Il reconnut comme décisif, pour expliquer le passage de la société précapitaliste à l'économie capitaliste, l'isolement institutionnel de l'activité économique contre des formes non économiques de pouvoir et d'intervention. Un tel isolement institutionnel était la condition organisationnelle essentielle pour « rationaliser » l'ensemble de la vie économique. Pour une discussion du concept de rationalisation chez Weber en ce qui concerne l'analyse des classes sociales au sein du capitalisme, voir Erik Olin Wright, « The shadow of exploitation in Weber's class analysis », *American Sociological Review*, 67, 2002, p. 832-853.

11. Voir Geoff Hodgson, *Economics and Utopia*, *op. cit.*

12. Même si je ne réduis pas le socialisme au renforcement du pouvoir de la classe ouvrière, les associations des travailleurs sont encore au cœur de la conception du socialisme que je défends ici pour deux raisons. Tout d'abord, la *propriété sociale* des moyens de production, telle que je l'ai définie précédemment, se définit par la propriété de l'ensemble des personnes « participant à une activité économique interdépendante qui utilise des moyens de production et génère un certain type de produit ». Cela signifie que les associations représentant les ouvriers participeront toujours à cette forme d'organisation. Deuxièmement, parce qu'ils sont directement impliqués dans la production, la coopération active des ouvriers est essentielle pour l'exercice réel du pouvoir social sur l'activité économique. Si, dans l'avenir, le socialisme fondé sur la généralisation de la démocratie économique devient une réalité institutionnelle, il se peut qu'il y ait un nombre considérable d'associations différentes et non fondées sur des distinctions de classe qui jouent un rôle central dans la prééminence du pouvoir social sur l'économie. Mais toute forme de socialisme possible devrait aussi donner un rôle central aux associations de la classe ouvrière afin de renforcer leur capacité d'action.

13. Pour une discussion classique sur la nécessité des marchés d'être limités et encastrés dans la société, voir Karl Polanyi, *La Grande Transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps* (1944), *op. cit.*

14. Pour une conception quelque peu différente de la nature hybride des systèmes économiques, voir J. K. Gibson-Graham, *A Postcapitalist Politics*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2006. Gibson-Graham affirme que toutes les économies capitalistes sont en réalité des économies multiformes et complexes qui, en plus de l'économie capitaliste et étatiste, comprennent un large éventail de pratiques économiques : l'économie du don, l'économie domestique, l'économie informelle, et bien d'autres encore. Un autre point de vue pertinent sur cette question du caractère hybride des économies capitalistes a été développé par le célèbre anarchiste anglais Colin Ward, dont Stuart White décrit l'approche en ces termes : « Pour Ward, la société se structure inévitablement autour d'une pluralité de dispositifs d'organisation, y compris le marché, l'État et les dispositifs anarchistes de mutualisation : toute société humaine, à l'exception des utopies ou des contre-utopies totalitaires, est une société plurielle qui contient de grandes zones géographiques qui ne se reconnaissent pas dans les valeurs que l'on impose officiellement. » Voir Stuart White, « Making anarchism respectable ? The social philosophy of Colin Ward », *Journal of Political Ideologies*, vol. 12, nº 1, 2007, p. 14, avec une référence à Colin Ward, *Anarchy in Action*, Londres, Freedom Press, 1982 (texte disponible en ligne :http://libcom.org/files/Ward_-_Anarchy_in_Action_3.pdf).

15. Le concept de structure économique *hybride* est un exemple particulier de « structuralisme combinatoire ». L'idée générale est la suivante : lors d'une investigation sociale sur un objet quelconque, on peut proposer toute une série de formes élémentaires de structure. Ce sont des niveaux fondamentaux de complexité : toutes les sociétés concrètes peuvent ensuite être analysées selon différents modèles qui combinent ces formes de structure. D'une certaine façon, ces structures élémentaires sont assez similaires à la classification périodique des éléments en chimie : tous les composés sont tout simplement des formes combinatoires d'éléments simples. En analysant les

structures économiques, je propose ici une « chimie sociale » assez simple : il existe trois formes économiques élémentaires (capitalisme, étatisme et socialisme) sur lesquelles les sociétés réelles se sont alors formées. Il se peut bien entendu qu'il y ait aussi quelque chose qui ressemble à des isotopes (des formes différenciées de chacun des éléments). Le capitalisme peut être composé de petites entreprises compétitives ou bien de grandes sociétés multinationales ; l'accumulation du capital peut être plus dynamique dans l'agriculture, dans l'industrie ou dans le secteur des services ; le degré d'intensité capitalistique peut varier ; et ainsi de suite. Un tel structuralisme combinatoire appliqué à des formes économiques explorerait ainsi les manières dont les différents types d'éléments ainsi que leurs variantes peuvent former des configurations inédites. L'idée serait alors d'identifier les moyens qui assureraient une stabilité et une reproductibilité dans le temps à certains hybrides.

16. Ce questionnement fait ici écho au problème de la « cause première » : que signifie la « primauté » d'une cause sur une autre dans un système multicausal ? Pour approfondir ce problème, voir Erik Olin Wright, Andrew Levine et Elliott Sober, *Reconstructing Marxism : Essays on Explanation and the Theory of History*, Londres, Verso, 1992, chapitre 7.

17. Cette figure illustre seulement les voies par lesquelles le pouvoir social peut opérer ; il ne s'agit pas d'une carte complète de toutes les relations de pouvoir qui interagissent sur l'activité économique. Par ailleurs, un schéma similaire pourrait être élaboré afin de déterminer les voies possibles permettant de renforcer l'étatisme et le pouvoir économique capitaliste.

18. La configuration institutionnelle de la figure 5.5 correspond à ce qui a été appelé dans la tradition marxiste l'« État capitaliste » : une configuration dans laquelle les réponses du pouvoir étatique ciblent prioritairement les besoins du capital. Les théories radicales de l'État capitaliste affirment que le caractère capitaliste de ces structures est suffisamment cohérent et efficace pour exclure toute possibilité de voir ces États s'ouvrir à une forme de pouvoir social qui renforcerait les capacités collectives d'émancipation au sein de la société civile. Voir, par exemple, Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales de l'État capitaliste*, Paris, Maspero, « Textes à l'appui », 1968. D'autres théoriciens de la démocratie capitaliste (comme Adam Przeworski dans *Capitalism and Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985) considèrent que ces appareils sont beaucoup plus contradictoires, favorisant ainsi l'émergence d'un pouvoir démocratique qui prendrait la forme d'un compromis de classe.

19. Pour une discussion approfondie de la notion même de démocratie associative dans le cadre de notre programme de recherche (*The Real Utopies Project*), voir Joshua Cohen et Joel Rogers, *Associations and Democracy*, *op. cit.*

20. L'idée de Blackburn, telle qu'elle fut développée dans « The global pension crisis : From gray capitalism to responsible accumulation » (*Politics and Society*, vol. 34, nº 2, 2006, p. 135-186), s'inspire fortement de la proposition de Rudolf Meidner qui, dans les années 1970, souhaitait mettre en place en Suède ce qu'on appelait alors des « fonds de salariés » afin d'élargir le contrôle syndical sur l'accumulation. L'idée centrale consiste en ce que les entreprises acquièrent financièrement de nouvelles actions émises à partir de ces fonds. Une telle situation dilue alors progressivement le contrôle des actionnaires privés sur le stock total d'actions disponibles et renforce ainsi la capacité des associations (comme les syndicats) qui contrôlent ces fonds d'influer sur la politique de l'entreprise.

21. Pour une discussion sur les limites de ces mouvements issus de la société civile et qui militent en faveur d'une amélioration de la législation en matière de droit du travail et sur l'importance pour une telle législation d'être adossée au pouvoir étatique, voir Gay Seidman, *Beyond the Boycott : Labor Rights, Human Rights and Transnational Activism*, New York, Russell Sage Foundation, 2008.

22. Lorsque j'ai présenté ce schéma à un cénacle d'universitaires et de militants activement investis dans des projets d'économie sociale au Québec, ils m'ont objecté que l'interaction proposée dans la figure 5.9 se limitait à une déclinaison possible de l'économie sociale. Leurs pratiques sociales incluent vraisemblablement un certain nombre de projets qui relèveraient des catégories que j'ai appelées « capitalisme social » et « économie de marché coopérativiste ». Leurs réserves concernaient donc mon usage restrictif du terme, et le risque serait alors de créer des frontières qui pourraient dénigrer des activités qui seraient exclues du champ de l'économie sociale. Il est vrai

que la démarche classificatoire contient toujours ce danger. Cependant, je ne pense pas que ce soit un réel problème dans le contexte actuel puisque les multiples voies visant à renforcer le pouvoir d'agir social sont ici considérées comme complémentaires et synergiques plutôt qu'intrinsèquement antagoniques.

23. Pour une analyse de ces communautés d'apprentissage espagnoles qui peuvent être considérées comme une structure hybride reliant l'État et la société civile dans la promotion conjointe de l'éducation, voir Ramon Flecha, *Sharing Words*, Lanham, MD Rowman and Littlefield, 2000. Pour une étude ethnographique assez documentée d'une communauté d'apprentissage espagnole, voir Montse Sánchez Aroca, « La Verneda-Sant Martí : A school where people dare to dream », *Harvard Educational Review*, vol. 69, nº 3, 1999, p. 320-357.

24. Certains auteurs se réclament de cette définition de la société civile, en tant qu'associations et pratiques sociales animées par des préoccupations universalistes et « civiles ». Les associations fondées sur l'exclusion sont alors perçues comme « anticiviles » et sont les ennemis de la société civile. Voir, par exemple, Jeffrey Alexander, *The Civil Sphere*, New York, Oxford University Press, 2006.

25. Il s'agit ici de la façon traditionnelle de défendre les vertus d'un capitalisme régulé par l'État : en limitant les effets autodestructeurs du capitalisme, la régulation étatique permet au capitalisme lui-même de contribuer au bien-être, même si de telles dispositions diminuent la « pureté » du capitalisme.

CHAPITRE 6

Utopies réelles I : pouvoir d'agir social et État

Dans les deux prochains chapitres, nous allons décliner un certain nombre de propositions utopiques concrètes qui tentent de satisfaire aux trois critères principaux suivants : premièrement, les dispositifs institutionnels concernés sont *souhaitables* lorsque nous les jugeons à l'aune des idéaux émancipateurs, démocratiques et égalitaristes que nous défendons. Deuxièmement, ils constituent des alternatives *viables* aux arrangements existants (en d'autres termes : ils sont en accord avec notre connaissance du mode de fonctionnement des institutions, et leur mise en œuvre ne produirait pas de conséquences négatives et non intentionnelles qui invalideraient les propriétés souhaitables de ces institutions ou les rendraient insoutenables). Troisièmement, ces propositions doivent contribuer à renforcer le pouvoir d'agir social, tel que nous l'avons pensé dans le chapitre précédent. Bien que le renforcement d'un tel pouvoir ne soit pas une condition nécessaire pour impulser une transformation institutionnelle qui vaille la peine d'être poursuivie, ce sont néanmoins ces types de changement qui, cumulativement, ont le potentiel de transcender le capitalisme.

Précisons qu'un quatrième critère, à savoir la *faisabilité* de la proposition, dont l'importance politique est considérable, ne fera pas ici l'objet d'une attention particulière. Nous partirons du principe que la plupart des propositions institutionnelles que nous examinerons ici sont assurément réalisables dans le contexte actuel et peuvent revêtir différentes formes. On remarquera ainsi que certaines ont déjà été mises en œuvre de manière limitée, ou bien sont politiquement à l'ordre du jour. En revanche, il nous faudra reconnaître que d'autres propositions ne semblent pas immédiatement réalisables, même s'il n'est pas difficile d'imaginer les circonstances qui favoriseraient leur réalisation à condition qu'elles mobilisent suffisamment de forces sociales. Il est vrai aussi qu'un petit nombre de propositions présentées dans les deux prochains chapitres apparaîtront comme politiquement ambitieuses et ont très peu de chances d'être mises en œuvre selon les modalités discutées ici. C'est le cas, par exemple, de la proposition de John Roemer que nous examinerons dans le chapitre 7 et qui défend l'idée d'un socialisme de marché fondé sur le principe de l'égale propriété (*equal-ownership market socialism*). Cependant, je crois qu'il est utile de réfléchir sur ces possibilités qui nous apparaissent, à première vue, irréalisables, à la fois parce qu'il est si difficile de prédire l'évolution des circonstances politiques dans les décennies à venir et parce que les logiques qui président à la conception d'institutions viables mais (apparemment)

irréalisables peuvent aider à la formulation d'innovations réalisables.

C'est pourquoi nous adopterons deux stratégies pour explorer les conceptions et les propositions d'utopies réelles. La première est empirique et se focalise sur des cas concrets qui incarnent de différentes manières les principes visant à renforcer le pouvoir d'agir social, tels que nous les avons élaborés dans le chapitre 5. Une analyse complète de ces cas empiriques implique néanmoins un certain nombre de tâches préalables : montrer en quoi le cas étudié incarne le pouvoir d'agir social ; analyser de manière détaillée le mode de fonctionnement du dispositif institutionnel en question au sein de la réalité ; extraire les principes généraux qui sous-tendent la conception de ces dispositifs en vue d'en isoler les éléments abstraits ; cerner les conditions qui ont facilité la réalisation de ces cas empiriques ; et révéler enfin les contradictions, les limites et les dilemmes auxquels la conception d'une utopie réelle doit se confronter. L'un des principaux dangers que soulève ce type d'analyse est que l'étude de ces exemples concrets peut très vite dériver vers un discours de propagande. Lorsque les critiques radicales du capitalisme sombrent dans le désespoir et cherchent à tout prix des modèles empiriques qui valident leurs aspirations, l'optimisme illusoire peut alors triompher, au détriment d'évaluations plus objectives. L'autre danger, bien sûr, serait de basculer dans une forme de cynisme, car il existe une tendance lourde parmi les intellectuels à discréditer l'enthousiasme naïf. D'où la nécessité de forger des analyses de cas empiriques ni naïves ni cyniques, qui tentent de reconnaître pleinement la complexité de la situation, les dilemmes auxquels nous nous confrontons, ainsi que les potentialités réelles de ces efforts pratiques qui visent à renforcer le pouvoir d'agir social.

La deuxième stratégie d'analyse présentée dans ces chapitres est de proposer des modèles purement théoriques de dispositifs institutionnels entièrement nouveaux, non représentés dans la réalité du monde. Cela ne signifie pas que ces analyses s'interdisent de s'appuyer sur des preuves empiriques, car, en général, il existera toujours des phénomènes empiriques pertinents pour la compréhension de ces propositions. Mais le cœur même de cette analyse concerne l'élaboration d'une structure logique fondée sur des prémisses explicites et des arguments théoriques. Là encore, la tâche critique consiste à se confronter directement aux dilemmes, aux limites et aux problèmes. L'idée est d'ériger ces modèles en modèles d'utopies *réels*, tout en sachant à l'avance que la mise en œuvre de tout dispositif préétabli produit des conséquences non intentionnelles. C'est pourquoi une analyse théorique complète tentera également d'en prévoir les effets.

L'ensemble des propositions que nous examinerons dans ces deux chapitres ne constituent pas un projet institutionnel complet favorisant l'avènement du socialisme ou la venue d'une autre alternative globale aux structures et institutions sociales existantes. Ces propositions ne constituent pas non plus un programme politique cohérent pour un parti politique anticapitaliste. Bien que je pense que les nombreux dispositifs institutionnels que nous examinerons puissent et devraient nourrir les programmes politiques qui souhaitent promouvoir un égalitarisme démocratique d'inspiration socialiste, j'estime néanmoins que le contenu de la discussion

présentée ici souffre de nombreuses lacunes. Dans la mesure où le renforcement du pouvoir d'agir social, tel que nous l'avons décrit dans le chapitre précédent, implique l'État, nous commencerons alors par examiner des propositions d'utopies réelles qui approfondissent la démocratie à l'intérieur même de la logique étatique. Le chapitre suivant examinera les dispositifs favorisant de nouvelles institutions économiques.

Trois formes institutionnelles de démocratie[1]

L'idée abstraite de démocratie qui renvoie au « gouvernement du – et par – le peuple » peut se concrétiser dans des systèmes de gouvernement selon trois formes institutionnelles principales : la démocratie directe, la démocratie représentative et la démocratie associative.

La démocratie directe. Au sein de cette forme institutionnelle, les citoyens ordinaires sont directement impliqués dans les activités du gouvernement politique. L'une des formes les plus connues de démocratie directe est ce qu'on appelle parfois la « démocratie plébiscitaire », dans laquelle les citoyens se prononcent électoralement sur un certain nombre de lois et de politiques publiques. Une autre variante de démocratie directe consiste à inciter les citoyens à participer à des audiences et témoignages publics concernant la législation municipale ou, plus rarement, à les associer directement aux décisions votées dans des assemblées locales.

La démocratie représentative. Cette forme institutionnelle est la plus courante lorsqu'il s'agit de réaliser les principes démocratiques. Au sein de la démocratie représentative, les individus gouvernent par l'intermédiaire de leurs représentants, généralement choisis lors d'un processus électoral compétitif au sein de circonscriptions territoriales. Dans la plupart des pays démocratiques, c'est de loin le moyen le plus important par lequel les gens ordinaires exercent une certaine fonction dans l'exercice du pouvoir politique.

La démocratie associative. La troisième forme générale de gouvernement démocratique, la démocratie associative, est beaucoup moins courante. Au sein de la démocratie associative, différentes formes d'organisations collectives – comme les syndicats, les associations professionnelles ou les groupes civiques – sont directement impliquées dans la prise de décision et le gouvernement politique. Et l'implication politique de ces organisations collectives peut se concrétiser de plusieurs façons : participation à des commissions gouvernementales, « corporatisme », démarche auprès des organismes de régulation.

Chacune de ces formes de gouvernement démocratique peut être organisée de façon à renforcer les capacités populaires d'autogouvernement ou bien à restreindre le gouvernement du peuple. Par exemple, lorsque la démocratie représentative repose essentiellement sur le financement privé des campagnes électorales, en particulier dans le cas d'un système bipartite, il n'est pas étonnant de voir l'influence d'acteurs fortunés et puissants croître fortement puisqu'ils sont susceptibles de sélectionner les candidats les mieux armés financièrement. De larges couches de l'électorat finissent alors par se retirer dans la sphère privée, laissant la gestion des affaires publiques à une classe de dirigeants professionnels[2]. Néanmoins, certains modes de financement électoral public, combinés à des systèmes de représentation proportionnelle et à des organisations partisanes démocratiquement structurées, ouvrent la compétition électorale à des initiatives populaires plus larges. De la même manière, lorsque les associations impliquées dans le gouvernement

démocratique sont elles-mêmes hiérarchisées et bureaucratiques, lorsqu'elles ne représentent que des intérêts exclusifs et parcellaires, lorsqu'elles sont subordonnées à bien des égards aux intérêts de l'élite dirigeante, ou bien lorsqu'elles sont dirigées par des professionnels et que la participation de leurs membres se limite aux seules questions financières[3], ce mode de gouvernement peut alors devenir antidémocratique. Mais lorsque ces associations sont davantage ouvertes et inclusives, et lorsque leur participation au gouvernement implique des formes autonomisées de négociation et de résolution des problèmes, la démocratie associative peut alors accroître la transparence et l'efficacité de l'action publique. Au final, la démocratie directe peut également fonctionner de manière minimale, notamment lorsque les citoyens sont appelés à se prononcer lors d'une consultation référendaire initiée par les élites dirigeantes. Mais elle peut aussi renforcer de manière significative les capacités populaires d'autogouvernement lorsqu'il s'agit notamment de déléguer l'autorité décisionnelle à des conseils populaires. Ces différentes possibilités sont illustrées dans la figure 6.1.

FIGURE 6.1 LES DIFFÉRENTES VARIANTES DU GOUVERNEMENT DÉMOCRATIQUE

		Degré démocratique	
		Minimaliste	**Profond**
Forme de gouvernement démocratique	**Démocratie représentative**	Démocratie électorale dominée par les élites	Démocratie électorale égalitaire et solidement ancrée
	Démocratie associative	Corporatisme bureaucratique	Corporatisme associatif et démocratique
	Démocratie directe	Élection plébiscitaire	Gouvernement participatif doté de pouvoir

Toutes les démocraties intègrent en leur sein des éléments institutionnels issus de ces trois formes idéal-typiques de gouvernement. Une démocratie égalitaire, radicale et profonde ne s'identifie pas à un modèle de gouvernement dans lequel la démocratie directe remplacerait entièrement la démocratie représentative ou la démocratie associative. Au contraire, la concrétisation des idéaux démocratiques et émancipateurs dépend profondément d'une transformation démocratique de chacune de ces formes de gouvernement et, surtout, de la manière dont elles peuvent s'articuler et se renforcer mutuellement.

Dans les développements qui vont suivre, je tenterai de discuter les dispositifs institutionnels qui permettent d'approfondir le caractère démocratique de ces trois formes d'institutions démocratiques. Bien qu'elles soient toutes trois importantes, j'accorderai une attention particulière au problème de la démocratie directe, puisqu'il s'agit de la forme institutionnelle de gouvernement qui est généralement

considérée comme la moins tenable dans le monde actuel.

La démocratie directe : nouvelles formes de gouvernement participatif doté de pouvoir

Lorsqu'elle institue le « gouvernement par le peuple » de la manière la plus transparente possible, la démocratie directe incarne alors l'idéal pur d'une démocratie égalitaire et radicale. L'idée selon laquelle les individus devraient détenir le pouvoir de participer à la prise de décision concernant des thématiques qui ont un impact sur leur destin collectif renvoie à l'idée de participation directe, et non pas à celle de participation par procuration. C'est pourquoi aussi bien la démocratie représentative que la démocratie associative apparaissent comme une régression lorsqu'il s'agit d'instituer une démocratie « réelle ». Ces deux formes dérivées sont alors perçues comme une série d'aménagements pratiques qui tentent de surmonter un certain nombre de problèmes insolubles : des problèmes d'échelle, de complexité et de contraintes temporelles, autant de problèmes qui reviennent à chaque fois, dès lors que la question du destin collectif et de la prise de décision démocratique transcende les limites géographiques des microcommunautés environnantes. En conséquence, la plupart des individus minorisent l'importance de la démocratie directe et participative lorsqu'il s'agit de gouverner le destin de la société contemporaine.

Je crois au contraire qu'il existe un certain nombre de possibilités pouvant faire émerger des nouvelles formes de démocratie directe qui ont le potentiel de contribuer significativement à la réinvention de la démocratie. Dans l'ouvrage que j'ai coécrit avec Archon Fung, nous avons appelé ces nouvelles formes de démocratie directe « gouvernement participatif doté de pouvoir » (*empowered participatory governance*). Pour saisir la logique de cette forme de gouvernement, nous allons d'abord aborder plus en détail le célèbre – et innovant – exemple de démocratie directe, mentionné brièvement dans le chapitre 1, à savoir le budget municipal participatif de Porto Alegre. Et nous examinerons ensuite les principes généraux de ce modèle de gouvernement.

Un exemple : le budget participatif municipal

L'instauration d'un budget participatif dans une ville comme Porto Alegre, une mégalopole du sud du Brésil, qui accueille environ un million et demi d'habitants, constitue une avancée institutionnelle majeure en termes de démocratie directe[4]. Cet exemple concret fournit la matière première permettant d'élaborer un ensemble de principes généraux qui nourrissent un dispositif institutionnel visant à revitaliser la démocratie directe. Dans la mesure où il existe des présentations détaillées de ce budget participatif qui sont facilement disponibles en ligne, je préfère me limiter ici à une esquisse de ce dispositif institutionnel[5].

Pour rappel, le système de budget participatif a été institué par le Parti des travailleurs (PT), un parti socialiste se situant sur l'aile gauche de l'échiquier politique brésilien, qui de façon inattendue remporta les élections municipales en 1988 et adopta le budget participatif comme moyen d'institutionnaliser un « pouvoir

dual » au sein même du gouvernement municipal[6]. Pour ne pas se perdre dans les détails techniques, rappelons que l'idée de base repose sur la création d'assemblées populaires, réparties dans différentes zones géographiques de la ville, dans lesquelles des citoyens se rencontrent afin de délibérer sur la manière dont le budget de la ville devrait être utilisé. La plupart de ces assemblées répondent à une organisation géographique et spatiale ; d'autres sont en revanche organisées selon des critères thématiques – comme les transports en commun ou la culture. Dès l'amorce du cycle budgétaire, ces assemblées se réunissent chaque année en sessions plénières. Participent alors à ces assemblées : des membres de l'exécutif municipal, des administrateurs, des représentants locaux, tels que les associations de quartier, les maisons de la jeunesse ou les clubs sportifs, ainsi que tout habitant de la ville souhaitant s'investir, mais seuls peuvent voter les résidents de la région concernée. Le vote est également accordé à tout résident de la ville participant à une assemblée thématique. Par ailleurs, ces assemblées sont coordonnées conjointement par des membres de l'administration municipale et des délégués locaux.

Lors de la session plénière inaugurale, les résultats budgétaires actés les années précédentes sont passés en revue par les représentants du cabinet du maire. Durant cette même assemblée plénière, des délégués sont également choisis pour siéger au sein des conseils budgétaires territoriaux et thématiques afin de formuler les priorités budgétaires. C'est lors de cette séquence bien précise que le travail participatif prend tout son sens. Ces réunions de délégués se déroulent dans des quartiers ciblés de la municipalité pour une période de trois mois durant laquelle les délégués rencontrent des résidents et des représentants du secteur associatif pour recueillir leurs propositions et envisager un large éventail de projets possibles que la ville pourrait financer. Typiquement, il s'agit de projets concernant la réfection des voies routières, le traitement des eaux usées, la construction et l'entretien de l'habitat public et des centres de soins. Au bout de trois mois, les délégués se réunissent lors d'une seconde session plénière et exposent un ensemble de propositions budgétaires territoriales (ou un ensemble de propositions budgétaires transversales lorsqu'ils siègent au sein des assemblées plénières dites thématiques). Lors de cette seconde assemblée plénière, les propositions émises sont soumises au vote et approuvées par les personnes participant à cette session. Deux délégués, accompagnés de leurs suppléants, sont alors élus pour représenter l'assemblée dans une institution municipale connue sous le nom de Conseil du budget participatif, institution qui se réunit durant les mois qui suivent pour établir un budget complet de la ville à partir de ces propositions budgétaires régionales et thématiques. C'est principalement à ce niveau de décision que les experts interviennent systématiquement dans le processus budgétaire, en procédant notamment à l'estimation des coûts des différents projets et en examinant les contraintes techniques que peuvent soulever plusieurs propositions. Dans la mesure où les représentants des citoyens et les participants des assemblées régionales ne sont pas majoritairement des experts ou des professionnels, des agences municipales leur proposent des cours et des séminaires pour se former sur ces questions. À la fin de ce processus de ratification, le Conseil soumet un projet de

budget au maire qui peut ou bien l'accepter, ou bien, par l'intermédiaire d'un droit de veto, le renvoyer devant le Conseil pour qu'il soit révisé. Au final, dès lors qu'un accord intervient entre le maire et le Conseil, le budget est soumis au conseil municipal ordinaire selon une procédure d'adoption purement formelle. Notons que l'ensemble du processus prend environ six mois et incite des dizaines de milliers de résidents à s'investir activement dans les processus de délibération.

Lorsque le budget participatif fut introduit pour la première fois, il fut conçu comme un mode de gouvernement municipal permettant aux citoyens de participer activement en tant qu'individus aux principales prises de décision. Cependant, au fil du temps, ce mode de participation fut en grande partie accaparé par des associations issues de la société civile. Plus précisément, la plupart des individus désignés au sein des assemblées plénières pour endosser la fonction de délégués au sein des conseils budgétaires territoriaux et thématiques étaient des membres actifs issus du secteur associatif. Cela signifie que les délégués appartenaient à des réseaux ou des univers sociaux dont les intérêts dépassaient le seul cadre des priorités budgétaires discutées en assemblée. De fait, la portée sociale de la délibération publique sur ces questions était donc plus étendue. Ces interconnexions régulières entre délégués et membres du secteur associatif dévoilent également la manière dont le budget participatif fonctionne comme un mécanisme de renforcement du pouvoir d'agir social. Par conséquent, le budget participatif est devenu au fil du temps une forme institutionnelle hybride qui contient à la fois des éléments de démocratie directe et de démocratie associative.

Bien sûr, dans la pratique, ce processus est souvent désordonné et peut susciter des conflits et des malentendus. Par exemple, certains dirigeants politiques clientélistes ont monopolisé des assemblées territoriales et tenté d'utiliser le budget à des fins de favoritisme[7]. Dans d'autres cas, les assemblées participatives ont échoué à produire un ensemble cohérent de propositions. Néanmoins, pris dans son ensemble, le processus du budget participatif a été un énorme succès en tant que tel, aussi bien comme expérience visant à approfondir les mécanismes de démocratie directe que comme outil de gestion des budgets de la ville dont l'efficacité fut avérée.

Quelques indicateurs suggèrent en effet que cette expérience institutionnelle a permis de renforcer avec succès la démocratie participative :

1. *On a assisté à un transfert massif des dépenses vers les régions les plus pauvres de la ville.* Comme on pouvait le prévoir, les populations les plus démunies de la ville ont vu leur financement augmenter, dans la mesure où il s'agissait d'un processus délibératif où les raisons avancées et les besoins, et non pas le pouvoir, jouaient un rôle central dans l'allocation des ressources.

2. *Les niveaux de participation des citoyens dans le processus ont été élevés et soutenus.* Bien que durant ces dernières années la participation ait considérablement diminué en raison de l'austérité budgétaire qui touche actuellement le Brésil (ce qui signifie que le niveau de dépenses disponibles pour garantir une redistribution budgétaire à l'échelle de la ville a fortement chuté),

l'histoire du budget participatif montre que 8 % de la population adulte a participé au moins à une réunion inscrite dans le cycle budgétaire régulier. De plus, la participation active ne se limite pas aux seules personnes instruites dotées d'un « capital culturel » élevé. À partir d'une étude sérieuse concernant les motifs réels de participation, Gianpaolo Baiocchi a démontré que les couches les plus défavorisées et les moins instruites de la population sont certes sous-représentées parmi ceux qui participent aux réunions ou qui sont élus délégués et conseillers. Mais, selon lui, il serait inexact d'en conclure que le processus du budget participatif est entièrement dominé par des élites éduquées[8].

3. *La société civile s'est clairement renforcée et a été stimulée par le processus participatif.* Les sociologues pensent souvent que la densité des réseaux sociaux et la vitalité des associations issues de la société civile sont en grande partie le résultat de facteurs culturels et historiques profonds qui résistent aux transformations rapides. En s'appuyant sur des données quantitatives, Baiocchi montre au contraire qu'il y a eu un développement constant de la vie associative au sein de la ville, dans la mesure où des groupes se sont formés pour mieux exprimer leurs besoins à travers le processus du budget participatif.

4. *La corruption a en grande partie disparu : il s'agit d'un processus transparent et codifié.* En dépit de leurs efforts considérables, l'opposition politique au Parti des travailleurs a été incapable de révéler l'existence dans la ville de Porto Alegre d'une corruption importante intervenant dans ce processus. Bien qu'il y ait eu des scandales de corruption impliquant le Parti des travailleurs au niveau national et dans les arcanes de l'État, le gouvernement municipal de Porto Alegre ne fut pas concerné par ces problèmes.

5. *Lors des différentes consultations électorales, le vote en faveur du PT a considérablement augmenté au sein de la ville.* Ce qui laisse croire que ce processus a produit des niveaux élevés de légitimation. Les partis de gauche qui accèdent au pouvoir dans des pays pauvres ont généralement des périodes de gouvernement assez courtes : ils suscitent des attentes qu'ils ne parviennent pas à concrétiser et favorisent ainsi l'organisation des forces politiques de l'opposition issues de la droite. Une telle configuration conduit à leur défaite électorale en un temps assez court. À Porto Alegre, le PT est parvenu à augmenter ses scores électoraux, puis à maintenir sa base électorale lors de trois scrutins municipaux successifs (1992, 1996 et 2000). Il a fallu attendre l'émergence d'un contexte national particulier, dans lequel des membres du PT issus du gouvernement dirigé par le président Lula furent impliqués dans des scandales politico-financiers, pour voir la base électorale du PT s'effriter localement et le gouvernement municipal en place perdre les élections en 2004.

6. *Certaines indications témoignent que les déclarations d'impôts ont augmenté au sein des classes moyennes et aisées*, même si le contrôle fiscal et le recouvrement des impôts n'ont pas réellement évolué, et bien que les segments les plus riches de la population de Porto Alegre ne soient pas les principaux bénéficiaires du budget participatif[9]. Le problème de la fraude fiscale est universel

et touche l'ensemble des sociétés contemporaines, mais le non-paiement de l'impôt est un problème particulièrement grave dans des pays comme le Brésil, où des épisodes de corruption et d'incompétence bureaucratique ont fortement handicapé les institutions qui sont responsables de collecter et de contrôler l'impôt. L'augmentation des déclarations d'impôt à Porto Alegre suggère que la légitimité et la transparence démocratique du processus auraient affecté les normes qui gouvernent la responsabilité et le sens du devoir civiques[10].

La question de savoir si cette expérience novatrice peut être étendue ou non à d'autres zones géographiques, selon des échelles et des contextes différents, reste néanmoins posée. Mais lorsque ce processus a été enclenché par le PT de Porto Alegre en 1989, personne n'aurait pu imaginer qu'il fonctionnerait de manière si efficace. Les limites du possible ne sont pas quelque chose que nous pouvons connaître intégralement avant même de les tester. Quoi qu'il en soit, d'autres zones géographiques expérimentent actuellement des formes diverses de budget participatif – dans d'autres villes du Brésil ou bien dans d'autres pays d'Amérique latine et d'Europe –, et des recherches préliminaires visant à évaluer ces dispositifs montrent que dans certains cas les adaptations menées ont eu un certain succès[11].

Les principes généraux du dispositif institutionnel : le gouvernement participatif doté de pouvoir

Bien que l'expérience de Porto Alegre soit en elle-même remarquable, force est de constater qu'elle ouvre également des horizons d'analyse qui dépassent la seule question du budget municipal et transcendent la situation politico-culturelle du Brésil lorsqu'il s'agit notamment de repenser le gouvernement démocratique. Les formes profondes d'engagement démocratique que l'on observe à Porto Alegre peuvent potentiellement être transposées dans de nombreux contextes différents et produire les mêmes bénéfices, malgré les différences d'application. Des formes de démocratie directe participatives dotées de pouvoir peuvent en effet augmenter le degré d'implication et d'engagement des citoyens dans la vie publique, accroître la transparence des activités des fonctionnaires et des élus, améliorer l'efficacité du gouvernement et rendre les politiques sociales plus justes.

À partir de nos recherches menées sur Porto Alegre et plusieurs autres cas, et en nous fondant sur la base théorique de notre compréhension générale des enjeux démocratiques, nous avons, Archon Fung et moi-même, identifié sept éléments qui caractérisent ce type de processus démocratique. Les six premiers concernent le dispositif interne qui encadre les institutions du gouvernement participatif doté de pouvoir ; le septième concerne spécifiquement un aspect important de l'environnement sociopolitique de ces institutions, qui contribue autant à leur solidité qu'à leur stabilité.

1. Une participation dotée de pouvoir impulsée par la base. Le premier principe de ce dispositif est peut-être le plus évident. Dans le cadre du gouvernement participatif doté de pouvoir, de nombreuses décisions gouvernementales sont déterminées par un processus de participation populaire. Les gens ordinaires – aussi

bien les habitants des quartiers concernés que les usagers des services publics, et plus généralement les citoyens d'une démocratie – devraient participer aux décisions concrètes qui affectent leur existence. Dans ce cadre particulier, cette participation prend généralement forme lors de réunions physiques.

Cela étant, la participation publique n'est pas un phénomène gouvernemental inédit. Mais dans le cadre institutionnel de ce gouvernement, la participation n'est pas seulement *expressive* ou *symbolique* : elle est *dotée de pouvoir*. La participation n'est pas simplement un moyen pour les individus d'exprimer leurs points de vue sur des questions d'intérêt public, mais engage des pouvoirs réels de décision qui impliquent de manière significative leur participation directe. Dans les institutions traditionnelles de la démocratie représentative, les citoyens ordinaires ne s'investissent politiquement que dans la mesure où ils choisissent les responsables politiques – leurs représentants – lors d'élections, et expriment leurs opinions par le biais de différents canaux de communication. L'idéal du gouvernement participatif doté de pouvoir implique que les citoyens ordinaires soient directement engagés dans les délibérations et les processus de concertation à partir desquels les décisions sont prises.

2. Une orientation pragmatique. Au sein du cadre institutionnel du gouvernement participatif doté de pouvoir, on retrouve au cœur même de la prise de décision politique une orientation qui se veut pragmatique lorsqu'il s'agit de résoudre certains problèmes concrets. L'idée est alors de rassembler dans un espace de décision politique des personnes qui partagent un désir commun de réaliser des objectifs réels et pratiques, malgré la persistance de conflits d'intérêts importants qui dépassent l'ordre du jour immédiat. L'hypothèse sous-jacente repose sur l'idée suivante : si les acteurs parviennent temporairement à suspendre leurs préférences ou à se détacher de leurs intérêts spécifiques, tout en réussissant à se confronter aux questions pratiques qui exigent une résolution, alors il n'est pas exclu que leurs intérêts puissent évoluer au cours de la délibération et de l'expérimentation, à partir du moment où des solutions aux problèmes posés émergent collectivement. Même si un consensus large et général ne peut se dégager, un tel dispositif contribue néanmoins à diminuer la force des intérêts antagoniques afin de faciliter la collaboration[12].

Cela signifie que certaines questions ne sont pas inscrites à l'ordre du jour puisqu'elles ne sont pas susceptibles d'être résolues dans le cadre de cette orientation pratique. Cela signifie également que l'orientation pragmatique canalise l'énergie politique en la détournant des confrontations plus radicales, lorsqu'il s'agit notamment d'aborder la question des inégalités de privilège et de pouvoir. Un tel détournement peut alors devenir une limitation significative du gouvernement participatif doté de pouvoir. Mais la perspective défendue ici repose sur l'idée que des solutions pragmatiques à des problèmes réels peuvent être trouvées, malgré la persistance de ces conflits et de ces inégalités. De plus, renforcer la capacité des individus à résoudre collectivement des problèmes concrets peut à long terme préparer la voie à des reconfigurations plus profondes du pouvoir.

Une critique courante adressée à la démocratie participative consiste à dire que

les individus sont trop apathiques, ignorants ou occupés pour s'engager. Les cas empiriques étudiés dans *Deepening Democracy* mettent cependant en évidence que les individus participent massivement aux décisions qu'ils jugent importantes selon les opportunités qui s'offrent à eux. Et, très souvent, les personnes les plus démunies participent davantage que les personnes les plus aisées lorsque de telles opportunités se présentent.

3. La délibération. Le troisième principe aborde la *manière* dont les décisions sont prises au sein de ce modèle de gouvernement participatif. Dans de nombreux processus politiques, les décisions sont déterminées selon la loi du plus grand nombre – par exemple, lorsque les individus votent en fonction de leurs préférences ou de leurs intérêts. Dans d'autres contextes, comme les organismes gouvernementaux et les entreprises, les décisions sont souvent prises selon une hiérarchie d'expertise ou de statut. Une démocratie libérale classique repose sur l'idée fondamentale selon laquelle les décisions politiques sont le résultat d'une règle majoritaire. Il s'agit d'un système politique dans lequel les majorités politiques se construisent à partir de processus complexes de mobilisation, de soutien et de négociation. La négociation implique alors des compromis qui permettent potentiellement de résoudre les conflits d'intérêts, mais le résultat final est que la majorité gouverne en exerçant le pouvoir.

En revanche, dans le cadre institutionnel du gouvernement participatif doté de pouvoir, les décisions prises par les participants sont autant que faire se peut le résultat d'un processus délibératif. Dans l'idéal, les participants défendent leurs arguments en mobilisant des intérêts communs ou des principes communément acceptés afin de se persuader mutuellement de la stratégie à adopter pour résoudre un problème. Les décisions sont alors prises de telle sorte que les participants accordent une place majeure à l'écoute réciproque et aux arguments qui leur paraissent pertinents. Il ne s'agit plus simplement de participer à des négociations, à des manœuvres stratégiques ou à des échanges de faveurs. Au cours de cette délibération, comme l'a très bien dit Jürgen Habermas, la seule force qui l'emporte est celle du meilleur argument.

4. La délégation du pouvoir et la décentralisation. L'existence même d'une participation qui part de la base pour remonter vers le haut suppose que des leviers importants du pouvoir réel de décision au sein de l'appareil d'État soient laissés à la discrétion des unités locales d'action (associations de quartier, conseils scolaires locaux, comités d'entreprise, etc.). Les personnes qui agissent au sein de ces conseils locaux spécialisés doivent être chargées d'élaborer et de mettre en œuvre des solutions tout en étant tenues responsables des critères de performance. Les conseils ne sont pas des organismes purement consultatifs, mais sont plutôt investis d'une autorité publique afin d'influer sur les résultats de leurs délibérations. La prise de décision est alors délocalisée vers la base, c'est-à-dire vers des secteurs géographiques dans lesquels peuvent surgir des problèmes concrets.

5. Une décentralisation réarticulée. Même si le principe institutionnel de la délégation de pouvoir et de la décentralisation nous est familier, l'idée de

« décentralisation réarticulée » demeure assez obscure. Les discussions habituelles à propos des structures de gouvernement établissent un contraste assez net entre les modèles décisionnels centralisés et décentralisés. Cependant, un trait distinctif du gouvernement participatif doté de pouvoir consiste à comprendre spécifiquement l'articulation de ces processus de centralisation et de décentralisation. Bien que les décisions de base concernant les moyens et les fins soient décentralisées, le gouvernement et l'autorité centrale jouent encore un rôle important. Les unités locales ne fonctionnent pas comme des sites décisionnels autonomes et entièrement atomisés. Au contraire, ce dispositif institutionnel implique des liens de responsabilité et de communication entre les unités locales et le pouvoir central. Ces institutions centrales – par exemple, le cabinet du maire, le quartier général d'un commissariat de police ou d'une école – peuvent en effet renforcer la qualité de la délibération démocratique locale et sa capacité à dénouer des problèmes de différentes façons : en coordonnant et distribuant des ressources, en réglant des problèmes que les unités locales ne peuvent pas résoudre par elles-mêmes, en rectifiant des décisions compulsives ou incompétentes prises par des groupes défaillants, et en diffusant des innovations et leur mode d'apprentissage au-delà de leur secteur géographique d'application.

Contrairement aux modèles traditionnels d'organisation bureaucratiques et hiérarchiques, les autorités centrales, dont le modèle de gouvernement est participatif et doté de pouvoir, ne détiennent pas le pouvoir décisionnaire qui se fonde habituellement sur l'élaboration de schémas directeurs et l'exécution par les subordonnés de directives émanant de la hiérarchie. En lieu et place de ce modèle traditionnel, ces autorités centrales *encouragent* la production délibérative de solutions qui proviennent des instances locales et participatives, et *tiennent* ces instances pour *responsables* de leur mise en œuvre d'une manière équitable et efficace.

Contrairement aux modèles politiques d'inspiration anarchiste qui revendiquent une décentralisation *autonome*, le gouvernement participatif doté de pouvoir propose de nouvelles formes de *décentralisation coordonnée au niveau central* qui rejettent à la fois le centralisme démocratique et la décentralisation au sens propre en les considérant comme des modèles impraticables. La rigidité du premier modèle conduit trop souvent à ne pas respecter les circonstances et l'intelligence locales. C'est pourquoi il tire mal les leçons de ces expériences. Le second modèle, la décentralisation non coordonnée, a tendance à isoler les citoyens en petites unités, une mesure téméraire, à coup sûr, pour ceux qui ne savent pas résoudre un problème mais soupçonnent que d'autres, ailleurs, le savent. Ainsi, ces réformes tentent d'établir des liens qui assurent la diffusion d'informations entre les unités locales et qui les tiennent pour responsables de la mise en œuvre des solutions adoptées. Un tel dispositif exige donc un centre fort et efficace.

6. Une institutionnalisation statocentrée. La sixième caractéristique, qui permet d'identifier des innovations institutionnelles comme le budget participatif, consiste à les relier profondément à des institutions de gouvernement étatique et à les impliquer

fortement dans les transformations importantes que peuvent subir ces institutions. Bon nombre d'engagements militants spontanés, de projets conduits par des organisations non gouvernementales ou de mouvements sociaux partagent certaines caractéristiques du gouvernement participatif doté de pouvoir. Cependant, de tels engagements ou projets cherchent avant tout à influencer les actions de l'État par la pression extérieure ou, parfois, à organiser des activités qui fonctionnent parallèlement aux programmes officiels de l'État. Dans ces deux cas, ils ne remettent pas fondamentalement en cause les institutions de base du gouvernement étatique.

En revanche, les réformes impulsées par le gouvernement participatif doté de pouvoir tentent de reconfigurer les institutions officielles. Les expériences conduites dans le cadre de ce gouvernement sont donc autorisées par l'État à prendre des décisions importantes. Par ailleurs, elles tentent davantage de transformer les procédures centrales du pouvoir que d'influencer ponctuellement l'action publique. Ces transformations tentent en effet d'institutionnaliser la participation des citoyens ordinaires lorsqu'ils doivent le plus souvent assumer leur rôle d'usagers ou bien déterminer directement la nature des biens publics et leur utilisation optimale.

Cette participation permanente contraste, par exemple, avec les moments relativement brefs de démocratie que nous pouvons observer dans les mouvements sociaux qui mènent une campagne et lors des compétitions électorales qui scandent la vie politique ordinaire et dans lesquelles les dirigeants ou les élites incitent les individus à participer avec des objectifs spécifiques. Si la pression populaire devient suffisante pour mettre en œuvre des politiques ciblées ou élire un candidat, la participation massive requise s'achève après la proclamation des résultats des scrutins électoraux. La législation qui en résulte, l'élaboration des politiques publiques et leur mise en œuvre se cantonnent alors à la seule sphère étatique qui est en grande partie isolée. Le but du gouvernement participatif doté de pouvoir ne consiste pas à interférer épisodiquement dans les politiques publiques mais à créer des institutions participatives durables et autonomes afin que les citoyens ordinaires puissent s'investir durablement dans les activités de l'État.

7. La question du contre-pouvoir : le contexte plus large du renforcement d'une participation dotée de pouvoir. Pour un certain nombre d'intellectuels de gauche, il serait impossible d'appliquer ce mode de gouvernement participatif dans la plupart des sociétés actuelles, car les différences de pouvoir – entre les ouvriers et les patrons, les citoyens et les membres d'un gouvernement, les citoyens aisés et les citoyens démunis – sont si élevées qu'une délibération juste est impossible. Selon ce point de vue, les institutions promues par ce mode de gouvernement ne constituent qu'un espace supplémentaire dans lequel les plus forts peuvent dominer les plus faibles. Même si j'estime que les perspectives d'un gouvernement participatif doté de pouvoir ne sont pas si sombres, je pense aussi que les tentatives de créer et de consolider de telles institutions seront probablement vouées à l'échec si elles n'intègrent pas en leur sein l'idée d'un *contre-pouvoir organisé*. L'idée même de « contre-pouvoir » renvoie à un ensemble de processus qui permettent de réduire – et peut-être même de neutraliser – les avantages retirés par les élites politiques et des

groupes sociaux puissants qui détiennent traditionnellement le pouvoir dans un contexte particulier de gouvernement institutionnel. Les partis politiques populaires, les syndicats et les organisations des mouvements sociaux sont des moyens traditionnellement mobilisés pour donner corps à ce contre-pouvoir. L'argument avancé est donc le suivant : le gouvernement participatif doté de pouvoir nécessite une forme de contre-pouvoir organisé afin de se maintenir dans le temps. Et un tel dispositif ne fonctionne qu'en s'appuyant sur une mobilisation populaire.

Les partisans les plus enthousiastes des approches pragmatiques qui visent à revitaliser les institutions démocratiques en s'appuyant sur un mode collaboratif de résolution des problèmes ont tendance à minimiser l'importance de ce contre-pouvoir. À titre d'exemple, Michael Dorf et Charles Sabel pensent que les intérêts des acteurs sont suffisamment sous-déterminés par leurs positions sociales et que leurs intérêts évolueront parallèlement aux solutions mises en œuvre dans le cadre permanent d'un processus expérimental et démocratique de résolution des problèmes auquel ils participeront. Par conséquent, les intérêts défendus sont essentiellement endogènes à cette dynamique institutionnelle et non pas définis de manière exogène par les relations de pouvoir qui traversent l'ensemble de la société. C'est précisément en ces termes que Dorf et Sabel exposent le problème :

> Face à des problèmes urgents que nul ne peut résoudre seul et en cherchant des méthodes visant à établir une responsabilité commune, les différentes parties préfèrent souvent explorer une solution potentielle, même si elles ne sont pas sûres de son dénouement, plutôt que de ne rien faire. […] Une fois amorcée, la solution pragmatique se libère de l'emprise de l'intérêt en s'élançant, pour ainsi dire, hors de sa portée, découvrant ainsi peu à peu des solutions dans un territoire inconnu qui se situe au-delà du champ de la rationalité limitée et des calculs habituels coûts/avantages. Ces découvertes en engendrent d'autres : la valeur actuelle de cette innovation partielle (qui améliore le degré de performance des institutions actuelles de résolution) augmentera probablement et sensiblement avec la prochaine innovation et (comme dans le cas du contrôle de l'apprentissage au sein des entreprises) l'échange continu d'informations opérationnelles entre les collaborateurs permettra alors de réduire le risque que les participants utilisent ces nouvelles dispositions en vue de satisfaire leurs propres intérêts particuliers. Ainsi, les solutions émergentes transforment l'action des acteurs et changent la manière dont ils comptent les uns sur les autres. Leur ouverture aux champs des possibles reflète ces enchevêtrements ; l'intérêt « personnel » intègre dès le départ dans ses calculs ultérieurs les impondérables qui peuvent naître de la délibération pratique et qui, auparavant, n'étaient pas explicités en tant que tels. Ainsi, c'est la particularité pratique de cette délibération – à savoir l'effet de surprise qui se produit lorsque divers points de vue sont mis à contribution pour examiner des alternatives inhabituelles – que de faire progresser le bien de tous les participants[13].

Ce point de vue très optimiste concernant la plasticité des intérêts pourrait être plausible si les personnes engagées dans les activités pragmatiques de résolution qui sont promues par l'expérimentalisme démocratique pouvaient se protéger des relations de pouvoir qui traversent la société dans son ensemble. Mais ce n'est tout simplement pas le cas : le processus pragmatique de résolution se déploie toujours au sein de structures sociales regroupant de puissants acteurs collectifs reliés à des intérêts qui préexistent et qui interagissent en permanence avec les personnes engagées dans ce processus. Sauf à reconnaître l'existence de formes de contre-pouvoir, capables partiellement d'affaiblir ces intrusions, il semble peu probable que ce mode de gouvernement participatif puisse apporter des solutions qui garantissent durablement le bien-être des groupes subordonnés.

Des institutions nouvelles de démocratie directe contenant ces éléments de gouvernement participatif ont sans doute le potentiel de renforcer considérablement la participation des citoyens ordinaires dans l'exercice du pouvoir étatique. Néanmoins, la démocratie directe ne peut pas être le seul pilier d'un État démocratique dans lequel le renforcement du pouvoir d'agir social serait effectif. Il est par conséquent essentiel de penser des dispositifs utopiques réels susceptibles de reconfigurer la démocratie représentative et la démocratie associative.

La démocratie représentative : ébauches de deux propositions

Force est de constater qu'on a davantage écrit sur la question de l'approfondissement et de la revitalisation de la démocratie représentative que sur les autres formes d'institutions démocratiques. Au sein de la science politique, la sempiternelle discussion qui s'attarde sur les mérites relatifs des différentes règles électorales ou des différents modes de scrutin (circonscriptions uninominales avec scrutin majoritaire, représentation proportionnelle et scrutins électoraux à deux tours) reste fondamentalement une discussion qui tente de comprendre en quoi la production de règles alternatives peut affecter un certain nombre de valeurs politiques : la représentativité des élus, l'efficacité, la stabilité, la démocratie et le pluralisme. Les débats qui consistent à déterminer la meilleure manière de délimiter géographiquement les circonscriptions électorales ne peuvent faire l'économie d'un questionnement sur le sens à donner aux concepts de « représentation » et de « représentativité ». De même, la controverse vigoureuse, en particulier aux États-Unis, concernant la réforme du financement des campagnes porte principalement sur l'étroitesse de la démocratie représentative lorsque l'argent privé joue un rôle majeur dans les résultats électoraux.

Je ne vais pas examiner ici ces discussions relativement connues, mais plutôt esquisser brièvement deux propositions récentes visant à améliorer la dimension démocratique de la démocratie représentative : un financement public et égalitaire de la politique, et des assemblées de citoyens aléatoirement sélectionnés.

Un financement public et égalitaire des campagnes électorales

Bruce Ackerman a imaginé un nouveau dispositif institutionnel qui conduirait à la fois à marginaliser le rôle de l'argent durant les consultations électorales et à créer un mode de financement politique bien plus égalitaire et qui ne concernerait pas seulement les campagnes électorales classiques[14]. Alors même que cette proposition a été spécialement conçue dans un contexte particulier (remédier aux insuffisances du financement des campagnes électorales aux États-Unis tout en tenant compte du cadre juridique contraignant imposé par la décision de la Cour suprême, selon laquelle les contributions financières aux campagnes politiques relèvent de la « liberté d'expression »), l'idée générale que sous-tend la proposition d'Ackerman semble en réalité pertinente pour tout système politique dans lequel les citoyens disposent de ressources inégales pour s'engager politiquement. L'idée de base est assez simple : en début d'année, chaque citoyen recevrait une carte de débit qu'Ackerman propose d'appeler *carte patriote*, mais que je préfère rebaptiser *carte démocratique*. Il propose aussi d'alimenter le compte de chacune de ces cartes à hauteur de 50 dollars. Pour un pays comme les États-Unis, qui compte plus de 220 millions d'habitants ayant plus de dix-huit ans, un tel dispositif coûterait au total environ 11 milliards de dollars par an. Précisons que les fonds disponibles sur cette carte ne peuvent être utilisés que durant les campagnes électorales afin de financer un

candidat lors d'une campagne bien ciblée ou un parti politique qui participe à un scrutin[15]. Cependant – et c'est la condition essentielle qui rend cette proposition égalitariste et radicale –, tout candidat ou parti qui accepterait des fonds provenant de ces cartes démocratiques ne pourrait en aucun cas accepter des fonds provenant d'une *autre* source financière[16]. La question serait alors la suivante : pourquoi les candidats et les partis consentiraient-ils à une telle restriction financière ? Pourquoi ne pas toujours miser sur le soutien des nantis et un financement privé ? Deux raisons, selon nous, peuvent être avancées : tout d'abord, si le niveau de financement des cartes démocratiques est suffisamment élevé, il dépassera les autres sources de financement. En effet, le financement garanti par le « marché politique » des cartes démocratiques disposera de fonds bien plus importants que celui des marchés privés, et puisque ces deux sources de financement ne peuvent en aucun cas être combinées, la plupart des candidats jugeront qu'il est bien plus avantageux de lever des fonds auprès des électeurs. Deuxièmement, dès lors que ce système est mis en place et bouleverse les principes normatifs de la vie politique, le recours au financement privé devient lui-même une question politique. Les candidats qui s'appuieront sur ce mécanisme démocratique de financement en sollicitant la participation des citoyens disposeront d'une arme puissante pour contrer des candidatures financées par des entreprises privées et des individus fortunés.

Il semble évident que la carte démocratique enclencherait un processus électoral très différent. En effet, toutes les élections comporteraient essentiellement deux phases : une première phase durant laquelle les candidats et les partis tenteraient de récolter les fonds provenant des cartes démocratiques appartenant à chaque citoyen, et une seconde phase durant laquelle ils mobiliseraient ces fonds pour financer leur campagne électorale. Au regard des conditions actuelles, il semble aller de soi que les politiques électorales se divisent aussi selon ces deux moments bien distincts. Dans la plupart des systèmes démocratiques, les campagnes électorales nécessitent des ressources financières, si bien que la question est de savoir si les mécanismes distributifs actuellement mis en place sont bien conformes aux principes démocratiques d'égalité politique. Selon les règles actuelles qui régissent le financement de la compétition électorale, la première phase est un processus radicalement inégalitaire, puisque les personnes fortunées et les entreprises privées en sont les acteurs principaux. En ce sens, le mérite du système des cartes démocratiques est de revenir à une conception forte de l'égalité politique. Au principe « une personne, une voix » vient désormais s'ajouter un principe de financement « une personne, une carte ». Ce mécanisme permet donc d'assurer un financement électoral public sur la base d'un principe radicalement égalitaire, chaque citoyen ayant précisément une capacité identique de financer l'activité politique.

Les rouages du système imaginé par Ackerman contiennent de nombreux autres éléments. Par exemple, l'un des problèmes soulevés par un tel système de financement électoral est de savoir comment les candidats peuvent en premier lieu acquérir les fonds nécessaires pour être en mesure d'organiser une campagne visant

à récolter les fameux dollars démocratiques. À ce sujet, Ackerman propose d'élaborer un mécanisme par lequel les candidats, après avoir récolté un certain nombre de signatures, pourraient dès le départ obtenir un financement public et direct qui prendrait la forme d'une subvention de campagne. Un tel mécanisme aurait l'avantage de garantir un financement initial qui est nécessaire pour participer à la compétition électorale visant à récolter les dollars démocratiques. La nécessité d'imposer des règles pour prévenir toute forme d'escroquerie, notamment des situations dans lesquelles un pseudocandidat détourne à des fins personnelles des dollars démocratiques au lieu de les investir dans une campagne électorale, se fera également sentir. On peut aussi imaginer une règle supplémentaire selon laquelle une partie ou l'intégralité de ces dollars démocratiques détenus par des citoyens pourraient être réinjectés dans le financement d'activités politiques de groupes militants ou de groupes de pression. Si les objectifs de financement étaient élargis, le montant versé sur la carte devrait également augmenter. Les règles pourraient aussi s'adapter en fonction des systèmes électoraux dans lesquels les partis politiques jouent un rôle plus important qu'aux États-Unis, et elles pourraient être modifiées de telle sorte qu'elles soient en accord avec la politique locale et nationale. L'essentiel est qu'un système de financement public bien conçu, fondé sur ce mécanisme des cartes démocratiques, permettrait de retirer l'argent privé de la vie politique sans pour autant céder le contrôle de la répartition des soutiens financiers à l'État. Un tel dispositif garantirait réellement l'égalité politique et l'efficacité des citoyens. Certes, l'État fournit les fonds, mais ce sont les citoyens qui déterminent leur allocation.

Il se peut que cette proposition de carte démocratique ne soit perçue au départ que comme une réforme anodine, presque technique, ayant surtout une certaine pertinence pour des systèmes électoraux profondément corrompus par le montant des financements privés injectés dans les campagnes électorales, par exemple aux États-Unis. Dans de nombreux pays où dépenser de l'argent privé relève constitutionnellement de la liberté d'expression, il existe des contraintes suffisamment fortes qui pèsent sur ces modes de financement afin de garantir le bon fonctionnement de la démocratie électorale. Le système d'allocation précédemment décrit peut alors sembler peu pertinent. Je pense néanmoins que c'est une grave erreur. Bien entendu, il est nécessaire d'adapter l'application d'un tel dispositif selon le contexte national, mais la création d'un mécanisme égalitaire qui inciterait les citoyens à financer des activités politiques constituerait un pas de plus vers la réalisation de la justice politique et la démocratisation des institutions dans *toutes* les démocraties capitalistes. La carte démocratique renforcerait considérablement le pouvoir social de deux manières principales. Tout d'abord, elle permettrait de réduire l'influence qu'exerce aujourd'hui le pouvoir économique sur le pouvoir étatique. Un tel dispositif augmenterait en effet la possibilité de subordonner davantage le pouvoir étatique au pouvoir social et, par conséquent, de contrôler plus efficacement les processus économiques. Deuxièmement, en renforçant le sentiment d'égalité des citoyens, ainsi que leur capacité politique, la carte démocratique les

encouragerait profondément à participer à la vie publique. Plus particulièrement, l'extension de ce dispositif à un éventail plus large d'activités politiques, qui ne se limiteraient pas seulement au jeu électoral, pourrait renforcer le caractère égalitaire des associations politiques issues de la société civile, ce qui démultiplierait les perspectives d'autonomisation sociale[17].

Des assemblées de citoyens aléatoirement sélectionnés

La conception traditionnelle de la démocratie représentative repose sur l'idée selon laquelle la représentation dépend des citoyens choisissant, lors de consultations électorales, leurs responsables politiques qui les représentent au sein des instances exécutives et législatives de l'État. La notion alternative de représentation consiste alors à choisir les dirigeants politiques sur la base d'un processus de sélection aléatoire. Il s'agit là de la manière dont sont sélectionnés les jurés dans de nombreux pays, et ce procédé de sélection s'appliquait déjà aux organes législatifs à l'époque de l'Athènes de Périclès. La question est alors de savoir si des assemblées de citoyens aléatoirement sélectionnés (ou l'« Assemblée des citoyens ») seraient souhaitables et réalisables dans le monde d'aujourd'hui.

Dans certaines situations, les avantages potentiels d'une assemblée composée aléatoirement sur une assemblée législative élue sont évidents. Tout d'abord, les membres issus de cette assemblée sont des citoyens ordinaires et non pas des politiciens professionnels. Leurs intérêts sont donc susceptibles de correspondre plus étroitement à ceux de la population. Les processus électoraux engendrent inévitablement ce que les économistes appellent des problèmes d'asymétrie informationnelle qui interfèrent dans la prise de décision : le représentant élu est le « mandataire » des citoyens, mais puisque leurs intérêts divergent, la question de savoir si le mandataire réalisera effectivement les souhaits du mandant demeure problématique. Par conséquent, une assemblée composée aléatoirement renforcerait directement le pouvoir d'un sous-ensemble de mandants et minimiserait ainsi ce problème.

Deuxièmement, les membres de l'assemblée sont non seulement des citoyens ordinaires mais, en s'appuyant sur des techniques d'échantillonnage appropriées, on peut aussi s'assurer qu'ils soient démographiquement représentatifs de l'ensemble de la population. Les assemblées élues sont presque toujours dominées par des hommes ; une Assemblée des citoyens peut au contraire comporter 50 % de femmes. Généralement, les assemblées législatives élues sous-représentent les minorités défavorisées. Suivant ce modèle, une Assemblée des citoyens peut garantir cette représentativité – ou même surreprésenter ces minorités dans certains cas.

Troisièmement, *si* l'Assemblée des citoyens est capable de s'engager dans un véritable processus de délibération fondé sur l'argumentation raisonnée et la recherche successive de consensus, alors les décisions qui en résulteront refléteront davantage quelque chose comme l'intérêt « général » des citoyens et transcenderont les intérêts particuliers des forces sociales qui entretiennent des liens étroits avec les hommes politiques. Au sein des assemblées élues, le problème de la relation qui unit

les législateurs et les citoyens ne se limite pas seulement au fait que les politiciens aient des intérêts (et des préférences) distincts de ceux des citoyens ordinaires, mais que le personnel politique soit intégré dans des réseaux puissants et des milieux sociaux généralement dominés par des élites composites. Il s'agit là d'un problème particulièrement épineux puisque le financement des campagnes électorales mobilise des fonds considérables afin que les politiciens puissent mener à bien leur élection. Cependant, même si nous écartons provisoirement le problème de l'argent, nous pouvons remarquer que les réseaux professionnels de la politique orientent les débats qui ont lieu dans les assemblées législatives. Si les décisions prises par une assemblée de citoyens sont le produit d'un processus de délibération approfondi et le résultat d'un consensus, elles sont alors davantage susceptibles de refléter la « volonté du peuple » que les décisions prises par des politiciens professionnels.

Il s'agit là bien entendu d'une condition hypothétique décisive. De nombreuses raisons semblent entretenir un scepticisme ambiant quant à la possibilité de voir au sein des assemblées de citoyens un processus de délibération favoriser la constitution d'un consensus généralisé. Les objections sont en effet les suivantes : de manière générale, les membres siégeant à l'Assemblée des citoyens ne sont pas suffisamment informés sur les questions débattues. Par conséquent, leurs points de vue initiaux dépendront d'informations disséminées dans les médias généralistes et contrôlées par des intérêts puissants. Lors des sessions plénières, des données nouvelles seront certes présentées par différents experts, mais la plupart des membres de l'Assemblée ne seront pas intellectuellement armés pour évaluer la véracité de ces informations en discernant notamment ce qui relève ou non du raisonnable. De manière générale, ils n'auront acquis ni la formation nécessaire pour produire ces évaluations ni l'expérience professionnelle leur permettant de savoir quel type d'information est digne de confiance ou non. La qualité des décisions prises par une institution démocratique ne dépend pas seulement du processus par lequel les intérêts sont exposés, mais aussi de la qualité de l'information et de l'analyse qui relie les intérêts aux décisions. Aussi imparfaite que soit la configuration des intérêts qui dominent les milieux politiques, les professionnels de la politique sont assistés par leurs conseillers, ils bénéficient également d'une logistique administrative fournie par leur parti et, par le biais de leur éducation et de leur expérience professionnelle, ils demeurent ainsi mieux armés pour décoder l'information et prendre les décisions qui s'imposent à eux.

Il va de soi que ce problème ne doit pas être sous-estimé. Il existe néanmoins un faisceau de preuves qui confirment l'idée selon laquelle, sous certaines conditions, les citoyens ordinaires sont capables d'assimiler des quantités d'informations non négligeables, de les évaluer raisonnablement et de les mobiliser pour prendre des décisions collectives réfléchies. James Fishkin, un politiste dont les recherches portent sur les possibilités d'une délibération publique face à des problèmes complexes, a mené une série d'expériences sur le « scrutin délibératif ». Il relate ces expériences de la manière suivante :

> Un échantillon aléatoire et représentatif est d'abord interrogé sur des questions précises. Après cette sélection initiale, les membres de l'échantillon sont invités à se rassembler en un lieu unique pendant un week-end afin de débattre autour de ces questions. Des documents d'information, soigneusement préparés et à caractère public, leur sont envoyés. Les participants s'engagent alors dans un dialogue avec des experts, dont le point de vue peut différer, et des dirigeants politiques en abordant des thématiques qu'ils développent lors de discussions en petits groupes en présence de modérateurs professionnels. Une sélection de ces débats du week-end est diffusée à la télévision, soit en direct soit en différé. Une fois ce processus de délibération clos, les membres de l'échantillon sont de nouveau invités à répondre aux questions initiales. Les évolutions observées dans leurs opinions sont celles auxquelles parviendrait un large public si la possibilité d'accroître le niveau d'information et le degré d'engagement était offerte à l'ensemble des individus[18].

Même si cette enquête scientifique ne montre pas comment les changements d'opinion observés chez les participants lors des débats publics peuvent se muer en un véritable consensus, cette recherche révèle néanmoins que les gens ordinaires sont capables d'assimiler une certaine quantité d'informations, de participer à des discussions soutenues et de changer d'avis à l'aune de ces échanges. Du moins, les conclusions de cette enquête suggèrent qu'une organisation adéquate de l'Assemblée des citoyens, encadrée par un personnel compétent, serait en mesure de produire des décisions fondées sur une évaluation raisonnable de l'information.

Encore faut-il rappeler que cette recherche fut menée par Fishkin dans le cadre artificiel d'une unique rencontre, en présence d'individus qui se doutaient bien que les décisions qui résulteraient de leurs délibérations ne seraient pas suivies d'effets. Pour se faire une meilleure idée du potentiel de l'Assemblée des citoyens, en tant que nouveau modèle de représentation démocratique et de délibération, il faudrait alors examiner comment cette assemblée pourrait fonctionner dans un environnement réel sur la base d'enjeux significatifs. Or une telle expérience s'est produite dans la province canadienne de la Colombie-Britannique.

En 2003, le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique décide en effet de créer une assemblée de citoyens sélectionnés aléatoirement, dont le mandat était de formuler une proposition référendaire afin de mettre en place un nouveau système électoral pour le parlement de la province[19]. La singularité du système parlementaire de la Colombie-Britannique était de se structurer administrativement autour de circonscriptions dont le scrutin était uninominal, majoritaire et à un tour. Ce système électoral suscitait alors un mécontentement croissant de la part des habitants de la province dans la mesure où il ne reflétait pas fidèlement les préférences des électeurs, ou parce qu'une infime volatilité électorale pouvait influencer de manière significative la composition du Parlement, ce qui entraînait des fluctuations politiques considérables. Le problème était donc de choisir une alternative parmi l'ensemble des règles électorales existantes. Bien entendu, la procédure classique

aurait consisté à ce que le Parlement lui-même détermine les nouvelles règles, mais, dans la mesure où une telle situation aurait servi les intérêts particuliers des hommes politiques en place, la légitimité de ce changement institutionnel aurait été contestée. La solution adoptée pour réformer le code électoral fut alors de créer une Assemblée de citoyens composée de 160 délégués sélectionnés aléatoirement – un homme et une femme issus des 79 circonscriptions électorales de la province ainsi que deux délégués issus des populations autochtones.

Le travail de l'Assemblée des citoyens fut découpé en trois phases. De janvier à mars 2004, elle dut se réunir deux week-ends par mois à Vancouver afin que les délégués pussent s'informer de l'existence de systèmes électoraux alternatifs à partir de conférences, séminaires intensifs et discussions. À cette occasion, les dépenses des délégués furent prises en charge et ils furent également dédommagés de 150 dollars par week-end. Lors de la seconde phase, au cours de l'été 2004, les délégués participèrent à des audiences publiques organisées dans toute la province pour élargir la discussion et mesurer les réactions du public. Durant la troisième phase, entre l'automne et l'hiver 2004, l'Assemblée des citoyens fut de nouveau convoquée lors d'un week-end de discussions intensives qui s'acheva par la rédaction d'une proposition de référendum en vue d'entériner la nouvelle loi électorale. À la surprise générale, ils n'optèrent pas pour un simple système de représentation proportionnelle, mais pour un système électoral que l'on appelle désormais le « scrutin unique transférable » (SUT). Amy Lang décrit les modalités de ce scrutin de la manière suivante :

> Le scrutin unique transférable (SUT) est organisé selon un découpage électoral fondé sur des circonscriptions plurinominales, ce qui augmente la répartition proportionnelle des sièges si les circonscriptions ont assez de membres. Le SUT se fonde également sur un mode de scrutin préférentiel pour classer les candidats par ordre de préférence dans chaque circonscription. Dans la pratique, les candidats d'un même parti sont en compétition les uns contre les autres afin de gagner la confiance des électeurs, comme dans les primaires, ce qui donne plus de choix aux électeurs pour déterminer qui sera leur représentant et compromet ainsi la capacité d'un parti politique à contrôler localement les investitures[20].

Cette proposition fut par la suite soumise à un vote populaire en mai 2005. Le résultat du référendum gravita autour de 57,3 % des voix, un peu moins des 60 % nécessaires pour que la proposition soit directement ratifiée[21].

En tant que processus, l'expérience de la Colombie-Britannique fut incontestablement une réussite, même si la réforme ne fut pas adoptée par référendum lors de la première tentative. Cette expérience mit également l'accent sur une question politique spécifique, à savoir la formulation d'une nouvelle loi électorale, mais rien n'exclut de transposer cette idée à d'autres institutions, comme les parlements nationaux. De nombreux systèmes législatifs sont en effet bicaméraux. La

question spécifique est donc de mesurer la pertinence d'une seconde chambre au sein des institutions législatives de la démocratie. Pour aller vite, il existe deux types de réponses à cette question : soit le degré de confiance en la démocratie est minimal et il s'agit alors d'imposer une contrainte institutionnelle sur le pouvoir démocratique par le biais d'une seconde chambre législative, soit ce degré de confiance est élevé et il s'agit alors de renforcer profondément le caractère démocratique du système politique en place. La Chambre des lords britannique illustre bien la première voie, puisqu'elle repose historiquement sur la conviction selon laquelle la démocratie électorale peut conduire à des excès qui justifient la nécessité d'imposer un contrôle institutionnel. Ce dispositif doit alors empêcher, ou du moins ralentir, le processus par lequel les institutions représentatives édictent de nouvelles lois et produisent de nouveaux règlements. L'ancienne Chambre des lords, qui était composée de membres dont le titre était transmis héréditairement et, plus tard, de membres nommés, constituait un frein institutionnel à la démocratie électorale. Et ce dispositif ne fut que modérément altéré lorsque la Chambre des lords se transforma en une Chambre de notables nommés par le gouvernement de Tony Blair en 1999[22].

La seconde réponse à la question de la pertinence du bicaméralisme est de dire que l'existence d'une seconde chambre permet de revigorer et de renforcer la démocratie. L'argument avancé est le suivant : il ne s'agit pas de soutenir que la démocratie doit être contrôlée, mais d'affirmer que la réalisation de l'idéal démocratique ne peut aucunement dépendre d'un mécanisme de représentation unique. En conséquence, les deux chambres d'un système parlementaire sont conçues pour incarner différents mécanismes représentatifs. Par exemple, une première chambre pourrait être élue sur la base d'un système classique de représentation territoriale (dont l'unité serait la circonscription) et une seconde pourrait être élue sur la base d'un principe de représentation fonctionnelle, dont les membres seraient les représentants de groupes organisés (syndicats, associations professionnelles, secteurs économiques, etc.).

Une autre possibilité consisterait à mettre en place une seconde chambre sur le modèle d'une assemblée de citoyens composée de membres *aléatoirement sélectionnés*. Il existe plusieurs moyens de parvenir à ce résultat, mais je souhaite ici présenter une esquisse de cette possibilité institutionnelle en déclinant cinq propositions :

- • Les membres de cette assemblée seraient élus pour un mandat échelonné sur une période maximale de trois ans.
- • L'organisation du processus de sélection aléatoire garantirait la représentation proportionnelle de groupes démographiquement pertinents.
- • La rémunération serait fixée à un niveau suffisamment élevé afin d'inciter financièrement la plupart des citoyens à y participer, et les employeurs seraient tenus de les réintégrer à la fin de leur mandat sans perte d'ancienneté.

- • Le fonctionnement de l'Assemblée des citoyens se calquerait sur l'actuelle Chambre des lords britannique qui peut ralentir des projets de loi et les renvoyer en seconde lecture pour être réexaminés sans pour autant user d'un droit de veto.
- • L'Assemblée des citoyens disposerait d'un encadrement administratif et technique compétent pour faciliter la transmission de l'information, organiser des audiences publiques et des séminaires afin que les membres de l'assemblée maîtrisent mieux le fonctionnement législatif et accèdent aux informations nécessaires pour participer aux délibérations.

Les chefs de gouvernement ainsi que les partis qui les soutiennent ne pourraient pas manipuler ce système car ce dernier garantirait ce qu'un parlement élu est incapable d'offrir par définition, à savoir une vraie diversité d'individus impliqués dans la fabrication des lois. Les citoyens ne sont ni des politiciens carriéristes ni leurs acolytes. Du fait que ses membres soient issus du « peuple », une Assemblée de citoyens sélectionnés aléatoirement renforcerait sa légitimité, même si elle serait toujours perçue comme une chambre secondaire. Le processus législatif en serait amélioré et sa cohérence ne serait pas menacée. L'essentiel, c'est qu'une telle assemblée réaffirme la valeur cardinale de la démocratie en tant que gouvernement du peuple et par le peuple, et imagine un ordre démocratique dans lequel les citoyens ordinaires sont habilités à être directement impliqués dans le travail crucial de l'élaboration des lois plutôt que d'être simplement cantonnés à la seule tâche de choisir leurs législateurs. Autrement dit, en approfondissant la démocratie, plutôt qu'en la contraignant, un tel dispositif ébranle les limites d'un système fondé sur la compétition électorale entre les partis.

Il existe de nombreuses utilisations possibles de l'« aléacratie » (*randomocracy*), comme sont appelées parfois ces assemblées dotées de pouvoir et sélectionnées aléatoirement[23]. C'est le cas, par exemple, des « jurys de citoyens » lorsqu'il s'agit d'élaborer des politiques publiques. Après tout, un jury est une sélection aléatoire de citoyens reconnus par l'État pour exercer l'un des attributs les plus essentiels du pouvoir régalien : le pouvoir de statuer judiciairement. Certaines propositions furent également émises pour recourir à des jurys afin de statuer sur d'autres secteurs décisionnels. Par exemple, dans des métropoles où persistent souvent des problèmes complexes et conflictuels de réglementations en matière d'occupation des sols et de zonage industriel, un jury de citoyens serait un organe de délibération et de recherche de consensus bien plus efficace qu'un conseil municipal élu ou un service centralisé rattaché au ministère de l'Urbanisme. Le problème avec les conseils municipaux et les politiques d'aménagement du territoire, du moins aux États-Unis, c'est que les conseillers municipaux et les urbanistes professionnels sont souvent trop influencés par les promoteurs immobiliers et les intérêts commerciaux qui y sont associés. C'est pourquoi un organe délibératif composé de citoyens ordinaires serait mieux placé pour défendre l'« intérêt public » et équilibrer les revendications et les aspirations qui s'affrontent.

Une dernière idée que nous pourrions creuser consiste à recourir à de telles assemblées afin d'approfondir le caractère démocratique d'une forme institutionnelle de démocratie directe déjà établie, à savoir les référendums d'initiative citoyenne[24]. Pour rappel, les référendums classiques d'initiative citoyenne fonctionnent de la manière suivante : un groupe de citoyens, qui souhaitent adopter une nouvelle loi ou abroger une loi existante, émettent alors une proposition et obtiennent le nombre requis de signatures, cette proposition apparaît ensuite sur un bulletin de vote, et le corps électoral est appelé à se prononcer. Ce genre d'initiative électorale a largement été utilisé dans certains États américains, notamment en Californie et à Washington. Ce dispositif électoral semble avoir toutes les apparences de la démocratie directe : les citoyens ordinaires décident d'adopter ou non une législation sur la base d'une participation directe. Cependant, la manière dont sont organisés les référendums d'initiative populaire aux États-Unis soulève deux problèmes cruciaux. Premièrement, comme pour l'élection classique des représentants, l'argent privé joue un rôle excessivement important lorsqu'il s'agit de diffuser des informations sur le contenu de ces initiatives, en particulier grâce à l'achat d'annonces télévisées. Le maintien de cette disposition fausse l'égalité démocratique en permettant aux intérêts soutenus financièrement d'exercer une influence largement disproportionnée sur le processus référendaire. Ce problème est aggravé par une seconde disposition : la plupart des électeurs ne se sentent pas nécessairement concernés par les enjeux électoraux sur lesquels ils doivent se prononcer. C'est pourquoi ils s'appuient principalement sur des informations limitées et peu coûteuses pour éclairer leur vote. Il s'agit ici du problème classique de l'« ignorance rationnelle » que connaît bien la sociologie politique électorale[25]. Le résultat est que beaucoup d'électeurs se prononcent sur la base d'informations erronées ou médiocres et font des choix sur lesquels ils reviendraient s'ils avaient disposé d'informations pertinentes au moment du vote.

Afin de résoudre ce problème, certains militants originaires des États de Washington et de l'Oregon qui se réclament de la démocratie directe ont proposé de mettre en place un Conseil d'analyse des initiatives citoyennes, dont les membres seraient aléatoirement sélectionnés, et ont élaboré un modèle de législation pour qu'un tel dispositif soit possible[26]. John Gastil résume ainsi l'idée en ces termes : « Pour aller à l'essentiel, le Conseil d'analyse des initiatives citoyennes réunirait un échantillon aléatoire de personnes domiciliées dans l'État de Washington et qui seraient rémunérées pour examiner minutieusement chaque mesure adoptée électoralement au niveau de l'État. Les résultats de chaque panel sélectionné seraient alors publiés dans le *guide officiel des électeurs* qui est distribué à l'ensemble des électeurs inscrits[27]. » Ce conseil aurait donc vocation à auditionner des témoignages présentant les avantages et les inconvénients du projet de loi, à se documenter de manière pertinente sur le sujet en sondant les différentes prises de position, et à délibérer par la suite sur ces questions en s'inspirant du modèle électoral délibératif de James Fishkin. Au terme de ce long processus, les membres de ce conseil se prononceraient sur la proposition finale, et les résultats du scrutin seraient transmis à

l'électorat. Les électeurs disposeraient alors d'une nouvelle source d'information en examinant la manière dont des citoyens ordinaires auxquels ils pourraient s'identifier ont orienté leur vote après avoir consacré quelques jours à étudier sérieusement la question. De plus, les résultats du vote du Conseil d'analyse des initiatives citoyennes pourraient toucher un large public en étant diffusés à la télévision sous la forme de messages d'intérêt public et apparaîtraient ainsi comme un contrepoids à l'information de mauvaise qualité fournie par les groupes d'intérêts. Et ce signal envoyé aux électeurs pourrait potentiellement les prémunir d'une propagande télévisuelle au service d'intérêts privés.

La démocratie associative[28]

Parmi les trois formes d'institutions démocratiques, la démocratie associative est celle qui imprègne le moins la conscience publique. En effet, lorsque des associations ou des groupes d'intérêts sont considérés comme les partenaires incontournables des négociations politiques ou gouvernementales, ils ont alors tendance à être perçus négativement car ils subvertiraient le jeu démocratique en exerçant une forme de pression sur les responsables politiques au nom d'« intérêts particuliers » et en usant de moyens qui encourageraient une « guerre clanique » au détriment de la souveraineté du peuple et de l'intérêt général. Néanmoins, comme le soulignent Joshua Cohen et Joel Rogers, pour le meilleur ou pour le pire, « ces associations jouent un rôle central dans la vie politique des sociétés démocratiques modernes. Elles aident à définir l'ordre du jour afin d'y arrêter certains choix, de les mettre (ou non) en œuvre et de façonner les idées, les préférences, les manières de se comprendre soi-même et les habitudes de pensée et d'action que les individus incarnent dans le champ politique[29] ». À la lecture de ce passage, il semble évident que la capacité d'action et la stratégie des associations peuvent saper la démocratie en détournant le pouvoir au profit des élites et d'intérêts particuliers. La question est donc de savoir si les institutions politiques peuvent être conçues de telle sorte que le secteur associatif puisse jouer un rôle positif dans le renforcement du caractère démocratique de ces institutions.

Cohen et Rogers estiment que les associations qui représentent les intérêts de groupes sociaux particuliers peuvent potentiellement renforcer la démocratie : 1) elles peuvent partiellement *réduire les inégalités de ressources* entre les individus en permettant aux personnes désavantagées de mutualiser leurs ressources à des fins politiques ; 2) elles peuvent contribuer à l'*éducation citoyenne* en fonctionnant comme des « écoles de la démocratie » ; 3) elles peuvent devenir des *vecteurs d'information* pour les responsables politiques ; et 4) elles peuvent jouer un rôle central dans la constitution de nouvelles structures de décision collective[30]. Les deux premières propositions améliorent incontestablement la manière dont les politiques publiques répondent à la volonté du peuple, et les deux suivantes améliorent la manière dont le pouvoir étatique contribue efficacement à résoudre les problèmes collectifs qui affectent la vie des individus. Encore faut-il rappeler qu'une démocratie profonde est un système dans lequel l'État est contrôlé par les individus en vue de servir leurs intérêts, ce qui exige que les États soient compétents en la matière. La démocratie signifie en effet que les individus déterminent les *conditions collectives de leur existence.* C'est pourquoi l'État doit être efficace lorsqu'il s'agit d'élaborer ces conditions en écho à la volonté du peuple. C'est à ce niveau que la démocratie associative est susceptible de jouer un rôle plus discriminant en renforçant réellement la capacité qui consiste à résoudre les problèmes soulevés par les institutions démocratiques.

Plus précisément, les associations peuvent potentiellement aider les États démocratiques à résoudre des problèmes de réglementation socio-économique assez

complexes. Le problème fondamental est donc le suivant : les organes législatifs adoptent différentes lois socio-économiques afin d'anticiper un éventail assez large de problèmes, mais pour que cet arsenal juridique soit opératoire, une pluralité de règles, normes et procédures détaillées doivent être précisées, et une telle application juridique ne peut s'opérer qu'à partir de la législation elle-même. Traditionnellement, cette fonction a été déléguée aux bureaucraties qui disposaient d'un personnel qualifié et d'experts reconnus, dont le travail est de spécifier ces règles et de les mettre en œuvre. Dans certaines situations, ce travail peut être assuré de manière satisfaisante par un système bureaucratique centralisé, mais dans la mesure où les conditions socio-économiques se complexifient avec le temps, ce processus centralisé de spécification et d'application des règles fondé sur des relations de commandement et d'obéissance devient beaucoup moins efficace. L'efficacité des administrations centrales est surtout reconnue lorsqu'il s'agit d'imposer des règles uniformes dans des contextes homogènes, mais ces mêmes administrations se heurtent à des difficultés plus grandes lorsqu'il s'agit de créer des règles efficaces pour faire face à des situations concrètes bien plus hétéroclites. Lorsqu'ils tentent de faire abstraction d'un tel contexte, ces organes administratifs produisent généralement des règles rigides qui sont inefficaces et souvent nuisibles. Il s'agit là d'un problème chronique qui concerne, par exemple, l'environnement et la réglementation de la santé et de la sécurité au travail : les écosystèmes et les lieux de travail sont tellement multiples et complexes qu'une réglementation uniformisée est rarement satisfaisante.

Face à ces difficultés, la solution consisterait à plaider en faveur de la déréglementation. Si l'État ne dispose pas de la compétence nécessaire pour créer des normes et des règles efficaces, la solution consiste alors à abandonner cette prérogative en laissant le marché résoudre ce problème en s'appuyant sur des entreprises qui s'autoréglementeront. Comme le soulignent Cohen et Rogers, les conservateurs ont souvent défendu cette position classique face aux défaillances réglementaires. Cependant, ces mêmes auteurs prennent également soin de souligner :

> Dans de nombreux domaines d'intérêt économique et social – l'environnement et la sécurité au travail, la santé, la formation professionnelle et la protection des consommateurs –, les objectifs égalitaires ne sont pas bien atteints par la dichotomie État-marché. […] Souvent, la bonne réponse à la question : "L'État devrait-il prendre en charge cette question ou la laisser au seul marché ?" est doublement négative. […] Lorsque nous sommes confrontés à ce type de problèmes, le gouvernement associatif peut fournir une alternative ou un complément bienvenu aux efforts de réglementation publique en raison de la capacité propre des associations à recueillir des informations locales, surveiller les comportements et promouvoir la coopération entre les acteurs privés. En pareil cas, la stratégie associative recommande de les intégrer explicitement dans l'exécution des missions de service public[31].

L'idée de base est donc d'inclure formellement et systématiquement le secteur associatif dans les circuits centraux du gouvernement : mise en place des politiques publiques, coordination des activités économiques et de contrôle, administration et application des réglementations. Les associations n'exerceraient pas simplement une pression externe ou une activité de lobbying auprès des hommes politiques et des organisations pour orienter l'activité législative, elles participeraient aussi activement aux fonctions essentielles de l'État.

Historiquement, un tel dispositif a vu le jour au niveau national dans le cadre de politiques publiques impliquant des organisations syndicales, des associations patronales et l'État, à travers ce que l'on appelle généralement des institutions néocorporatistes. Dans le passé, en particulier en Europe du Nord, ces processus de négociation ont souvent joué un rôle crucial concernant les politiques des revenus, les politiques d'intégration au marché du travail, et d'autres politiques publiques qui touchent directement aux intérêts du capital et du travail. Mais, dans une période marquée par l'expansion de la mondialisation, de nombreux observateurs ont fait valoir que ces institutions corporatistes avaient fait leur temps. À l'encontre de cette thèse, Cohen et Rogers affirment que ces institutions corporatistes, qui favorisent la négociation au niveau national, pourraient jouer un rôle plus important que dans le passé, notamment lorsqu'il s'agit d'élaborer des politiques en réponse aux défis lancés par les forces économiques mondialisées. Prenons par exemple le domaine central des « politiques actives liées au marché du travail », qui sont concernées par l'offre, la demande et la qualité du travail. Au sujet de ces politiques, ils écrivent :

> La coopération entre les représentants des travailleurs et des employeurs [au sein des institutions néocorporatistes], dans un contexte où l'État met à disposition un certain nombre d'aides publiques, peut contribuer à (1) cibler dans la population les besoins en matière de nouvelles compétences et identifier les volets publics et privés nécessaires pour développer ces compétences ; (2) établir des structures d'incitation entre les entreprises et les régions – à destination des travailleurs, syndicats, employeurs et chômeurs – afin de développer ou améliorer les compétences au sein de telles structures ; (3) alerter en amont sur les conséquences des politiques publiques en matière de distribution ; (4) concevoir des programmes de subvention dans différentes régions, mais aussi dans les entreprises concernées pour répondre aux fluctuations du marché du travail ; et (5) négocier les normes nationales minimales pour favoriser le transfert des titres de compétence dans les différents marchés régionaux du travail[32].

L'efficacité de ces processus, visant à mettre en place des politiques publiques au niveau national et impliquant des associations représentant les employeurs et les travailleurs, dépend de la conjonction de trois conditions : d'abord, les associations doivent être *relativement globales* et représenter une proportion importante de la catégorie sociale concernée ; deuxièmement, la direction de l'association doit *rendre*

des comptes à ses membres par le biais de processus démocratiques internes ; et, troisièmement, les associations doivent *pouvoir sanctionner réellement leurs membres*. Plus les associations jouissent d'un caractère global, plus les négociations politiques auxquelles elles sont associées sont susceptibles de constituer un véritable compromis entre les intérêts antagoniques impliqués. Et plus la direction rend des comptes de façon démocratique à ses adhérents, plus les compromis politiques sont susceptibles d'être considérés comme légitimes. Enfin, plus les associations disposent de réels pouvoirs de sanction sur leurs membres, plus le résultat de la négociation politique est susceptible d'être respecté et le problème du passager clandestin écarté. Ce sont toutes ces conditions qui peuvent être facilitées par la mise en place de politiques publiques, la création de règles juridiques générales qui favorisent la formation de ces associations, et la création de normes exigeantes qui doivent être appliquées avant qu'une association, qui prétendrait représenter un groupe social pertinent, puisse participer à une négociation politique organisée par l'État.

Bien que ces différents processus néocorporatistes visant à élaborer des politiques publiques soient plus fortement associés à des questions de politique économique impliquant le capital et le travail, il est néanmoins possible d'étendre ce modèle à d'autres domaines politiques. En 1996, la province du Québec avait en effet organisé un « Sommet sur l'emploi et l'économie » pour discuter et élaborer des politiques publiques autour d'une série de questions sociales. Au niveau local, des mouvements sociaux étaient représentés ainsi que les « partenaires sociaux » traditionnels qui réunissaient les organisations syndicales et patronales. À l'issue de ce sommet, une organisation – le Chantier de l'économie sociale (issu d'un groupe de travail sur l'économie sociale) – a été créée pour coordonner la participation des mouvements sociaux dans ce processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques. Quelques années plus tard, le Chantier est devenu une organisation permanente et autonome, dont le conseil d'administration élu, dirigé à l'époque par Nancy Neamtam, « se compose de 28 personnes, élus par différents collèges électoraux afin de représenter les multiples réalités de l'économie sociale. […] Les membres et le conseil d'administration réunissent des représentants de coopératives à but non lucratif, des réseaux locaux de développement et d'importants mouvements sociaux[33] ». Comme nous le verrons dans le chapitre 7, le Chantier a joué un rôle majeur dans l'élaboration des politiques publiques qui ont renforcé et développé l'économie sociale au Québec, ainsi que dans la coordination directe des activités qui touchent directement ce secteur de l'économie.

Plus précisément, lorsqu'il s'agit d'approfondir le caractère associatif de la démocratie, l'exemple québécois met en lumière un aspect décisif : l'environnement associatif qui encadre le gouvernement démocratique n'est pas un paramètre fixe : il peut être reconfiguré. Rappelons que l'association principale, le Chantier de l'économie sociale, n'existait pas lorsque ce processus fut amorcé dans les années 1990. Cette association a été conçue afin de renforcer l'efficacité du processus d'élaboration des politiques publiques et son caractère démocratique. Les règles de

sa propre gouvernance ont été créées pour garantir une autonomie générale par rapport à l'économie sociale, en s'appuyant notamment sur la création d'un collège électoral qui reflète la diversité des acteurs issus de l'économie sociale[34]. Son rôle d'intégration dans la résolution des problèmes, la délibération publique et la coordination des activités a donc permis d'assurer un niveau relativement élevé d'engagement de la part des différents acteurs de l'économie sociale.

Cependant, les possibilités d'une démocratie associative élargie et approfondie ne se limitent pas seulement à l'inclusion des associations dans le but d'élaborer des politiques publiques dans un cadre néocorporatiste. La démocratie associative peut aussi fonctionner à l'échelle locale et régionale pour résoudre des problèmes et mettre en œuvre des règles ou des normes précises. Deux exemples peuvent illustrer ce point de vue : la formation des compétences au sein des marchés régionaux du travail et la conservation de l'habitat pour les espèces en voie de disparition.

Comme l'ont montré certains économistes et sociologues de l'économie, la formation des compétences au sein des économies capitalistes pose très souvent un grand nombre de problèmes pour les travailleurs et les employeurs. La plupart des compétences nécessaires pour exercer un emploi sont acquises davantage dans le cadre du travail que dans des écoles professionnelles spécialisées. Les établissements professionnels ont certainement un rôle à jouer dans l'enseignement de compétences assez générales mais, à l'exception des environnements technologiques stables et homogènes, ces établissements sont peu susceptibles de transmettre les compétences nécessaires à un emploi spécifique. Pour leur part, les employeurs doivent affronter un autre type de problème : s'ils consacrent une partie de leurs ressources à la formation de compétences qui sont transférables – les travailleurs pouvant toujours les réinvestir dans d'autres entreprises –, ils risquent alors de voir leurs concurrents, qui n'ont pas pris la peine d'investir dans ce champ de compétences, embaucher les employés qu'ils auront formés. Il s'agit là d'un cas classique qui relève de la théorie du passager clandestin : tous les employeurs jouiraient d'une meilleure situation s'ils reversaient une bonne partie de leurs ressources à la formation des compétences de leurs travailleurs, mais chaque employeur est également tenté de s'abstenir de procéder à une telle opération afin d'économiser les coûts de formation et d'attirer par la suite les travailleurs ayant acquis de nouvelles compétences en les incitant à quitter les entreprises dans lesquelles ils ont été formés. Le résultat est donc le suivant : les employeurs n'investissent pas dans la formation des travailleurs pour qu'ils acquièrent des compétences transférables et préfèrent opter pour des technologies qui ne nécessitent aucune formation.

Une solution à ce problème d'action collective consiste alors à former de nouvelles institutions associatives pour encadrer la formation des compétences sur les différents marchés régionaux du travail. Durant les années 1990, cette innovation institutionnelle est notamment intervenue dans le secteur de la métallurgie à Milwaukee (dans la région du Wisconsin). Face à ce type de problèmes économiques, les États-Unis n'offrent pourtant pas un environnement particulièrement

propice au développement de solutions associatives et démocratiques. Les syndicats sont faibles, les employeurs sont généralement sceptiques quant à la mise en place de solutions concertées visant à surmonter les problèmes de gouvernance économique, et les institutions politiques sont traditionnellement favorables à l'adoption de réglementations hiérarchiques visant à renforcer les rapports de commandement et de contrôle. Malgré cette situation, des progrès dans le développement de nouvelles institutions associatives et démocratiques ont pu être observés dans la région de Milwaukee. Le Partenariat régional de formation du Wisconsin a rassemblé des syndicats, des employeurs, des membres des établissements publics d'enseignement professionnel, des organismes locaux et des chercheurs de l'université du Wisconsin pour élaborer un corpus de normes de compétences et de procédures pour la formation des travailleurs issus du secteur de la métallurgie[35].

Le Partenariat régional de formation du Wisconsin se situe en dehors du système de l'État (ce n'est ni un organisme étatique ni une branche officieuse de l'État). Au contraire, c'est une organisation autonome à but non lucratif qui établit des contrats avec différents organismes publics, en particulier avec le réseau des lycées techniques, et reçoit d'importants subsides publics de la part d'organismes qui introduisent des obligations de contrôle et d'information. Les travailleurs qui dirigent cette organisation proviennent soit des organisations syndicales traditionnelles, soit du mouvement syndical. Ils constituent la principale et la plus constante source d'initiatives et d'informations, et garantissent ainsi la continuité du dispositif. Les employeurs participent également à cette organisation, mais en général leur implication est davantage épisodique et réactive. Les syndicats concernés se sont mis d'accord pour assouplir la classification des emplois et l'affectation des travailleurs, en échange de quoi les employeurs acceptent les normes de compétences transférables et fournissent une formation. Par ailleurs, on peut noter que les employeurs ont accepté de coopérer aussi bien les uns avec les autres qu'avec le système des établissements professionnels publics afin de favoriser la création de ces normes. Le Partenariat régional de formation du Wisconsin propose ainsi un dispositif associatif, enraciné dans l'économie locale, qui permet aussi bien de s'engager dans la résolution de problèmes collectifs soulevés par le marché du travail et la formation que de coordonner l'élaboration et l'exécution de programmes de formation qui sont le résultat de délibérations.

Selon Laura Dresser, l'une des chercheuses universitaires investie dans ce projet, le Partenariat régional de formation du Wisconsin a permis de surmonter le fameux problème du passager clandestin lorsqu'il s'agit notamment d'aborder la formation des travailleurs[36]. Dans les secteurs concernés, tous les employeurs ont saisi l'ampleur du problème et son impact négatif sur l'économie régionale. En outre, la participation des employeurs à ce dispositif associatif suppose un investissement réel qui se traduit notamment par un engagement dans la durée des principaux cadres concernés et la prise en charge des coûts de formation lorsque les programmes sont établis. À première vue, ces coûts aggraveraient potentiellement le dilemme du passager clandestin. Néanmoins, la participation et la coopération de la quasi-totalité

des employeurs issus du secteur de la métallurgie ont été relativement élevées. Laura Dresser estime donc que le Partenariat régional de formation du Wisconsin a atténué les conséquences de ce problème, moins en imposant des sanctions aux employeurs de mauvaise foi (même si ce partenariat associatif dispose d'une capacité d'exclure les entreprises qui souhaiteraient accéder à certaines ressources collectives) qu'en contribuant à mettre en place un environnement normatif dans lequel un noyau central d'employeurs ont compris que travailler avec ce dispositif associatif bénéficie potentiellement à la région et ne satisfait pas seulement leurs propres intérêts. De plus, ce partenariat associatif a développé un sentiment d'obligation qui se traduit par la volonté de défendre ce bien collectif.

Un deuxième exemple de démocratie associative au niveau local concerne le problème de la conservation des habitats pour des espèces en voie de disparition[37]. Aux États-Unis, la loi de 1973 a établi des règles relativement strictes et simples visant à protéger des espèces en voie de disparition en régulant le développement des habitats dans lesquels ces espèces vivaient. En général, la règle consistait à interdire tout développement économique dans les zones limitrophes de l'habitat protégé. Le caractère restrictif de cette règle fut à l'origine de querelles profondes lorsqu'il s'agissait notamment d'établir la liste des nouvelles espèces en voie de disparition, puisqu'une telle recension menaçait directement les intérêts des propriétaires et des promoteurs immobiliers. Dès lors qu'une espèce était classée, une pression considérable s'exerçait afin de délimiter de manière restrictive les frontières possibles de l'habitat protégé. Du point de vue de la protection des espèces, le résultat global fut décevant : le nombre d'espèces protégées diminua et leur protection ne fut pas à la hauteur des espérances des écologistes. Une autre solution aurait consisté à établir une règle moins restrictive dans laquelle une norme de *développement compatible* (un développement compatible avec la protection des espèces) serait autorisée. Cependant, cette norme soulève le problème suivant : il est en effet beaucoup plus difficile de préciser pour un habitat donné ce qui précisément relève de la « compatibilité », puisqu'un tel critère varie énormément selon les habitats et en fonction du contexte ; et même si les règles de compatibilité avec un habitat donné étaient spécifiées, elles introduiraient des conditions de surveillance et de contrôle bien plus complexes que celles qui interdisent toute forme de développement. Il est en effet facile d'observer la violation d'une règle interdisant toute forme de développement. Il est en revanche plus compliqué d'identifier une violation d'une règle autorisant un développement compatible.

La conservation de l'environnement constitue donc un bon exemple du problème lié à la fragilité des réglementations bureaucratiquement centralisées et fondées sur des rapports de commandement et de contrôle : les réglementations uniformes sont sous-optimales, mais celles qui s'adaptent aux contextes individuels sont difficiles à élaborer et coûteuses à contrôler. Une solution démocratique et associative pourrait alors être la suivante : chaque habitat qui tombe sous le coup de la loi disposerait d'un conseil de planification composé de représentants des différents groupes de conservation de l'environnement local, des propriétaires fonciers, des promoteurs

immobiliers, du gouvernement régional et des experts techniques de l'organisation de la protection de l'environnement. Ce conseil aurait une double responsabilité : d'une part, élaborer un ensemble de règles de développement compatible et, d'autre part, surveiller l'application de ces règles. Les règles proposées seraient alors examinées par un organisme gouvernemental qui superviserait le fonctionnement du conseil en partant du principe que ces règles sont acceptées. Si le conseil ne parvenait pas à se mettre d'accord pour établir un ensemble de règles encadrant la gestion de l'habitat, l'idée serait alors d'imposer des règles uniformes interdisant toute forme de développement. Une telle imposition inciterait l'ensemble des participants à accepter des règles plus souples. Bien que les intérêts des écologistes et des promoteurs immobiliers soient divergents, il serait profitable aux deux parties de définir des règles de développement compatible appropriées, qui serviraient de base au processus de délibération, à la résolution de problèmes pragmatiques et à la formation de consensus. Au niveau local, le processus qui consiste à s'asseoir autour d'une table et à travailler ensemble permettrait ainsi de renforcer le sentiment de confiance lorsqu'il s'agit précisément de contrôler efficacement les règles qui ont été adoptées[38].

En suivant le principe exposé ci-dessus, une réglementation a été développée dans les années 1980 par l'Agence américaine de protection de l'environnement et appliquée de manière ponctuelle durant les années 1990. Selon l'analyse de Craig Thomas, cette expérience a eu des résultats mitigés. Dans certains cas, la présence massive de groupes environnementaux locaux au sein des conseils a permis de concevoir et mettre en œuvre des règles efficaces de gestion de l'habitat qui étaient compatibles avec les objectifs des écologistes et des promoteurs immobiliers. Mais, dans d'autres cas, ces conseils étaient essentiellement une imposture car ils étaient dominés par des promoteurs immobiliers qui manipulaient le processus décisionnel en leur faveur.

Les limites auxquelles se heurtent les expériences des conseils de planification de l'habitat reflètent la difficulté de renforcer la démocratie associative. En l'absence d'un secteur associatif enraciné localement, les efforts visant à construire des institutions démocratiques associatives s'exposent à la domination de petits groupes d'acteurs qui disposent de ressources et qui représentent généralement des intérêts puissants. C'est pourquoi le projet de s'appuyer sur des processus associatifs afin d'améliorer la démocratie doit prendre au sérieux la question de savoir comment dynamiser un secteur associatif issu de la classe ouvrière ou des quartiers populaires, et non pas dépendre uniquement d'associations existantes.

Approfondir la démocratie et renforcer le pouvoir d'agir social

Rappelons que sur les sept voies d'accès permettant de renforcer le pouvoir d'agir social, que nous avons discutées dans le chapitre 5, quatre impliquent directement l'État : le socialisme étatiste, la régulation sociale-démocrate de l'économie, la démocratie associative et le socialisme participatif. Le principal problème que soulèvent ces quatre figures idéal-typiques est la relation qu'entretient le pouvoir social avec le pouvoir étatique au sein de la société civile. En l'absence de mécanismes efficaces permettant de subordonner le pouvoir étatique au pouvoir social au sein même de la société civile, aucune de ces quatre voies n'est en mesure de renforcer efficacement le contrôle de l'économie par le pouvoir social. Si le socialisme en tant qu'alternative au capitalisme est intrinsèquement une démocratie économique, il est alors essentiel, pour reprendre les termes de Boaventura Santos, que la démocratie soit elle-même démocratisée[39].

Les trois formes de démocratie que nous avons examinées dans ce chapitre – la démocratie directe, la démocratie représentative et la démocratie associative – constituent trois manières possibles de subordonner l'État à la société civile. Dans la démocratie directe, une telle subordination intervient lorsque certains attributs du pouvoir étatique sont soumis à la participation des citoyens ordinaires et à des délibérations collectives. Dans la démocratie représentative, la subordination de l'État à la société civile est accomplie par les représentants des citoyens démocratiquement choisis et qui prennent un certain nombre de décisions en leur nom. Et, dans la démocratie associative, la subordination de l'État s'opère par des associations ancrées dans la société civile qui ont le pouvoir d'exercer des fonctions publiques. Une démocratie pleinement démocratisée impliquera donc l'approfondissement de ces trois formes démocratiques.

Dans la mesure où la structure économique demeure capitaliste, les analyses marxistes traditionnelles de l'État et de la démocratie sont en général assez sceptiques quant à la possibilité d'approfondir ces trois formes démocratiques. La plupart des théories marxistes soutiennent la thèse centrale selon laquelle l'État dans une société capitaliste a un caractère spécifiquement capitaliste : il s'agit d'un *État capitaliste*, et pas seulement d'un *État dans une société capitaliste*[40]. Cela signifie que les institutions étatiques sont structurées de telle sorte qu'elles tendent à reproduire fortement les rapports capitalistes et bloquer les possibilités anticapitalistes. Certains écarts significatifs par rapport à cette configuration fonctionnellement intégrée sont certes possibles, mais lorsque de tels écarts se produisent, ils perturbent à peine le fonctionnement du capitalisme, puisque ces perturbations ont tendance à déclencher des contre-mesures visant à rétablir la fonctionnalité des mécanismes de reproduction. Par conséquent, le cadre dans lequel peuvent se produire des écarts significatifs qui soient fonctionnellement compatibles avec le capitalisme est relativement étroit.

Si ces arguments sont corrects, alors un approfondissement significatif et durable de la démocratie au sein du capitalisme n'est tout simplement guère possible.

Lorsqu'il s'agit de penser la participation des citoyens au sein d'une démocratie directe, un gouvernement participatif doté de pouvoir apparaît certes comme une conception raisonnable, mais au sein du capitalisme elle restera confinée à des domaines marginaux. Une démocratie représentative entièrement fondée sur un système égalitaire et dans laquelle les individus contrôlent les mécanismes de représentation peut certes renforcer le caractère démocratique de la représentation mais, au sein du capitalisme, ces dispositifs auraient peu d'impact sur la manière dont l'État pourrait effectivement renforcer les capacités de la société civile à contrôler le capital. Et si la démocratie associative peut favoriser l'avènement d'une démocratie radicale, les asymétries de pouvoir entre les différentes associations au sein d'une économie capitaliste signifient que la démocratie associative s'engagera toujours en faveur de solutions qui maintiennent les intérêts du capitalisme.

Ces critiques importantes semblent remettre en cause les possibilités de renforcer le pouvoir d'agir social au sein même du capitalisme. Fondamentalement, elles se fondent sur l'idée que les sociétés sont des systèmes cohérents et intégrés dans lesquels les éléments doivent être relativement bien assemblés pour que le système puisse fonctionner. Le point de vue alternatif consiste alors à soutenir que les sociétés sont des systèmes faiblement ajustés plutôt que des totalités hautement intégrées. Autrement dit, elles sont perçues non pas comme un *organisme* mais comme un *écosystème* : des éléments hostiles peuvent coexister dans des équilibres inégaux et changeants, sans pour autant provoquer l'explosion du système. Par ailleurs, nous avons déjà rencontré cette idée lorsque nous avons abordé la notion de structures économiques hybrides dans lesquelles des structures économiques capitalistes, étatistes et socialistes peuvent coexister de manière complexe. Un argument similaire peut être avancé lorsque nous abordons la question de l'État. En résumé, cela signifie que le développement théorique de l'État capitaliste n'interdit pas de penser que les institutions étatiques existantes puissent combiner des formes capitalistes et non capitalistes. L'État peut en effet contenir en son sein des éléments antinomiques qui le poussent à agir de façon contradictoire. Les États, comme les structures économiques, sont alors des structures hybrides. Ainsi, bien que l'État dans la société capitaliste soit bien un État capitaliste, ce n'est pas *seulement* un État capitaliste : il s'agit d'une structure hybride dans laquelle les formes capitalistes sont dominantes.

Ce point laisse donc ouverte la question de savoir comment des éléments contradictoires au sein de l'État peuvent coexister sans que celui-ci devienne une institution chaotique, incapable de reproduire les relations de classe existantes. Mais cette interrogation se heurte sans aucun doute à des limites structurelles. C'est pourquoi la nature de ces limites et leurs implications pour une transformation émancipatrice constitueront le fil conducteur de notre troisième partie.

1. Certains développements de cette section sont tirés directement d'un article non publié, coécrit avec Archon Fung, « Participation, associations, and representation in a deeper democracy » (2004).

2. Il existe un courant au sein de la pensée politique qui défend des formes minimalistes de démocratie

représentative. La défense classique de ce système repose sur l'argument de Joseph Schumpeter concernant la « démocratie des élites », exposé notamment dans *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1951. Pour les défenseurs contemporains de la démocratie minimaliste, voir George Kateb, « The moral distinctiveness of representative democracy », *Ethics*, vol. 91, 1981, p. 357-374 ; Richard Posner, *Law, Pragmatism, and Democracy,* Cambridge, MA Harvard University Press, 2003 ; John R. Hibbing et Elizabeth Theiss-Morse, *Stealth Democracy : American's Beliefs about How Government Should Work*, New York, Cambridge University Press, 2002. Pour une critique de ce courant, voir Archon Fung et Joshua Cohen, « Radical democracy », *Swiss Journal of Political Science*, vol. 10, nº 4, 2004.

3. Voir Theda Skocpol, « Advocates without members : The recent transformation of American civic life », *in* id. et Morris P. Fiorina (dir.), *Civic Engagement in American Democracy*, Washington, DC, Brookings and Russell Sage Foundation, 1999.

4. Dans la série des travaux de recherche consacrés aux utopies réelles (*the Real Utopias Project*), ce cas pratique se situe au cœur du volume IV : Archon Fung et Erik Olin Wright (dir.), *Deepening Democracy : Institutional Innovations in Empowered Participatory Governance*, Londres, Verso, 2003. Les paragraphes qui suivent s'inspirent en partie de la description donnée dans cet ouvrage (pages 10-12).

5. Pour des présentations plus détaillées, voir, par exemple, Gianpaolo Baiocchi, *Militants and Citizens : The Politics of Participatory Democracy in Porto Alegre*, Stanford, Stanford University Press, 2005, ou bien, id., « Participation, activism and politics : The Porto Alegre experiment », *in* Archon Fung et Erik Olin Wright (dir.), *Deepening Democracy*, *op. cit.*, p. 45-76 ; et Boaventura de Sousa Santos, « Participatory budgeting in Porto Alegre : Towards a redistributive democracy », *Politics and Society*, vol. 26, nº 4, 1998, p. 461-510.

6. Bien que le PT soit sorti vainqueur des élections municipales en 1988, il n'a pas pour autant remporté la majorité des sièges au sein du conseil municipal qui est resté sous le contrôle des partis clientélistes traditionnels. Le problème était alors de savoir comment adopter des politiques progressistes significatives sans pouvoir contrôler politiquement le conseil municipal. Le budget participatif a constitué un élément central pour sortir de cette impasse politique – une manière de contourner le conseil municipal.

7. Voir Rebecca Abers, « From clientelism to cooperation : Participatory policy and civic organizing in Porto Alegre, Brazil », *Politics and Society*, vol. 26, nº 4, 1998, p. 511-537.

8. Gianpaolo Baiocchi, « Participation, activism and politics : The Porto Alegre experiment », art. cité, p. 54.

9. Ce sont un économiste, membre du cabinet du maire de Porto Alegre, et plusieurs membres du personnel administratif impliqués dans le processus du budget participatif qui m'ont certifié que la procédure de déclaration fiscale s'était améliorée. Dans la mesure où aucun travail de recherche ne vient corroborer cette affirmation, celle-ci doit donc être interprétée avec prudence.

10. Margaret Levi affirme qu'un niveau élevé de recouvrement de l'impôt et de déclaration fiscale dépend de deux conditions : la plupart des contribuables doivent croire, premièrement, que payer ses impôts est une obligation civique, dans la mesure où les fonds recueillis sont réinvestis à des fins légitimes, et, deuxièmement, que d'autres personnes s'acquittent de la même obligation. La corruption des fonctionnaires porte atteinte à la première condition. Et une telle situation favorise l'augmentation de la fraude fiscale qui anéantit la seconde condition (voir Margaret Levi, *Of Rule and Revenue*, Berkeley, University of California Press, 1989).

11. Pour une discussion du budget participatif en Europe, voir Yves Sintomer, Carsten Herzberg et Anja Rocke, « Participatory budgeting in Europe : Potentials and challenges », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 32, nº 1, 2008, p. 164-178. Pour une discussion du budget participatif dans d'autres villes brésiliennes, voir Leonardo Avritzer, « New public spheres in Brazil : Local democracy and deliberative politics » *International Journal of Urban and Regional* Research, vol. 30, nº 3, 2006, p. 623-637. Pour une discussion sur les expériences menées en Amérique latine, voir Daniel Chavez et Benjamin Goldfrank, *The Left in the City . Participatory Local Governments in Latin America,* Londres, Latin America Bureau, 2004.

12. L'importance d'une orientation pragmatique a été mise en évidence par Charles Sabel dans ses différents ouvrages sur ce qu'il appelle l'« expérimentalisme démocratique ». Voir en particulier, Michael C. Dorf et Charles F. Sabel, « A constitution of democratic experimentalism », *Columbia Law Review*, vol. 98, nº 2, 1998.

13. Michael F. Dorf et Charles C. Sabel, « A constitution of democratic experimentalism », art. cité, p. 322.

14. Bruce Ackerman, *Voting With Dollars : A New Paradigm for Campaign Finance*, New Haven, Yale University Press, 2004.

15. Bien que cette proposition de carte démocratique concerne spécifiquement le financement des élections, une version revisitée de cette proposition pourrait permettre également que des fonds soient utilisés pour d'autres formes d'action politique (référendums, lobbying ou mouvements sociaux). La question centrale est donc de créer un mécanisme par lequel les inégalités produites au sein de la sphère économique seraient moins faciles à traduire en termes d'inégalités de ressources financières pour les acteurs de la sphère politique.

16. Cette interdiction de mélanger financement public et financement privé, tout en autorisant un financement privé illimité pour ceux qui ne perçoivent pas de fonds publics, est ce qui rend la carte démocratique compatible avec les décisions en vigueur de la Cour suprême des États-Unis sur les questions constitutionnelles concernant la restriction des dépenses privées lors de consultations électorales.

17. Ackerman propose une seconde innovation institutionnelle afin de surmonter un autre « déficit démocratique » qui touche les démocraties libérales contemporaines : le manque de participation active des citoyens lorsqu'il s'agit de délibérer publiquement sur des questions d'ordre politique. Une démocratie efficace dépend de citoyens informés qui s'engagent politiquement dans des processus de délibération active, mais chez la plupart des citoyens cette participation active semble désormais constituer une dimension de plus en plus marginale de leur existence. Pour contrer ce problème, Ackerman propose d'introduire un nouveau jour férié appelé la « journée de la délibération », qui se tiendrait quelques semaines avant les élections nationales. Ce jour férié serait consacré à une délibération publique, organisée et intensive, qui aborderait les questions centrales débattues lors des élections. Les citoyens seraient rémunérés sur la base d'un montant raisonnable – Ackerman propose 150 $ – pour participer à un événement d'une journée qui se tiendrait dans un lieu public assez accessible, comme des écoles publiques, et durant laquelle un certain nombre d'activités seraient proposées : présentations télévisuelles des différentes figures politiques nationales, débats entre des hommes politiques locaux, discussions en groupes restreints, sessions de questions/réponses avec des candidats. L'objectif ne consisterait pas seulement à élever le niveau d'information de l'électeur moyen, mais surtout à transformer les normes de la culture politique afin d'accroître la participation publique des citoyens ordinaires dans le débat politique. Pour un développement plus détaillé, voir Bruce Ackerman et James S. Fishkin, *Deliberation Day*, New Haven, Yale University Press, 2005.

18. James S. Fishkin, « Deliberative polling : Toward a better-informed democracy », disponible sur http://cdd.stanford.edu.

19. Cet exemple est tiré d'une recherche conduite par Amy Lang, « But is it for real ? The British Columbia citizens assembly as a model of state-sponsored citizen empowerment », *Politics and Society*, vol. 35, nº 1, 2007, p. 35-70, et *A New Tool for Democracy ? The Contours and Consequences of Citizen Deliberation in the British Columbia Citizens' Assembly on Electoral Reform* (thèse de doctorat, département de sociologie, université du Wisconsin, 2007).

20. Amy Lang, *A New Tool for Democracy ?*, *op. cit.*, p. 18-19.

21. Selon les analystes, la principale raison de cet échec électoral tient au fait que l'ensemble des électeurs n'était pas suffisamment informé. Le gouvernement de la province s'était en effet abstenu de lancer une grande campagne d'information, craignant que cela ne porte atteinte à l'autonomie du processus car une telle initiative aurait sous-entendu que le gouvernement était à l'origine de la proposition. Selon le résultat des sondages à la sortie des urnes, les électeurs qui disposaient d'un niveau d'information suffisant ont voté massivement en faveur de la réforme électorale, tandis que le soutien des personnes moins bien informées était beaucoup plus faible.

22. Dans un système fédéral comme celui des États-Unis, la seconde chambre législative – le Sénat – rempli une autre fonction, puisqu'elle est censée représenter le statut quasi souverain des États membres de la structure fédérale. Bien qu'une telle organisation institutionnelle constitue assurément une entorse au principe d'égalité politique au niveau national, elle *pourrait* théoriquement contribuer à préserver ce principe au niveau local. En tout état de cause, le fonctionnement de ce système bicaméral constitue un frein permanent à la démocratie au niveau national, en imposant un contrôle législatif sur la première chambre qui, en principe, représente plus directement les citoyens auxquels on reconnaît un droit de vote égal. Bien entendu, étant donné les particularismes du système américain et les sérieuses distorsions produites par le découpage des circonscriptions électorales sur le principe même d'une représentation égale, il semble peu évident d'affirmer que telle chambre est en réalité plus démocratique que telle autre.

23. Le terme d'« aléacratie » (*randomocracy*) a été utilisé par Jack MacDonald, membre de l'Assemblée de la Colombie-Britannique, dans une brochure sur l'Assemblée des citoyens,*Randomocracy : A Citizens Guide to Electoral Reform in British Columbia*, Victoria, BC, Publications FCG, 2005.

24. « Initiatives » est le terme utilisé pour définir les propositions législatives de citoyens visant l'adoption de nouvelles lois ; « référendums » est le terme utilisé pour les propositions de citoyens visant à abroger des lois déjà existantes.

25. L'« ignorance rationnelle » est un terme utilisé par les politistes pour décrire le problème de l'acquisition de l'information dans le but de produire un choix raisonné dans des contextes politiques. La plupart des gens estiment en effet que leurs actions individuelles ont peu de chances d'influencer le résultat final des processus électoraux. C'est pourquoi ils ne sont pas toujours prêts à dépenser beaucoup de temps et de ressources pour obtenir des informations pertinentes sur les questions en jeu (sauf si, à l'instar des universitaires, ils profitent du fait d'être bien informés). Au final, leur choix dépend d'informations limitées, essentiellement celles qui sont diffusées à la télévision. Par conséquent, l'ignorance qui en résulte est dite rationnelle dans la mesure où le résultat relève d'une décision qui reflète une évaluation rationnelle des coûts et des avantages individuels.

26. Initialement, l'idée d'un Conseil d'analyse des initiatives citoyennes aléatoirement choisi pour délibérer sur les référendums a été proposée par Ned Crosby et Pat Benn et apparaît comme le prolongement logique des travaux antérieurs de Crosby sur les jurys de citoyens. Pour une présentation minutieuse de la justification théorique de ce conseil et du modèle de législation qui le soutient, voir J. Gastil, J. Reedy et C. Wells, « When good voters make bad policies : Assessing and improving the deliberative quality of initiative elections », *University of Colorado Law Review*, vol. 78, 2007, p. 1435-1488. Pour une discussion des jurys de citoyens, voir N. Crosby and D. Nethercutt, « Citizens juries creating a trustworthy voice of the people », *in* J. Gastil et P. Levine (dir.), *The Deliberative Democracy Handbook*, San Francisco, Jossey-Bass, 2005, p. 111-119.

27. « Citizens initiative review », par John Gastil (texte disponible en ligne : http://faculty.washington.edu).

28. Cette partie de chapitre s'inspire fortement des développements tirés du premier volume du projet consacré aux utopies réelles : Joshua Cohen et Joel Rogers, *Associations and Democracy*, *op. cit.*

29. *Ibid.*, p. 7.

30. *Ibid.*, p. 42-44.

31. *Ibid.*, p. 45.

32. *Ibid.*, p. 57.

33. Nancy Neamtan, « The social economy : Finding a way between the market and the state »,*Policy Options*, juillet-août 2005, p. 74.

34. Dans le collège électoral du Chantier, chaque réseau correspondant aux différentes formes d'organisation de l'économie sociale se constitue comme un corps électoral qui est appelé à choisir ses propres représentants

pour siéger au sein du conseil d'administration.

35. Le Partenariat régional de formation du Wisconsin a été créé en 1992 à l'initiative d'un institut de recherche dirigé par Joel Rogers et rattaché à l'université du Wisconsin. Pour plus d'informations sur ce dispositif, on consultera Annette Bernhardt, Laura Commode et Joel Rogers, « Taking the high road at Milwaukee : The Wisconsin regional training partnership », *Working USA*, vol. 5, nº 3, 2004, p. 109-130.

36. Entretien personnel, septembre 2008.

37. Cet exemple est repris en détail dans la contribution de Craig Thomas au volume IV du projet consacré aux utopies réelles, voir « Habitat conservation planning », *in* Archon Fung et Erik Olin Wright (dir.), *Deepening Democracy*, *op. cit.*, chap. 5, p. 144-172.

38. Des conseils associatifs similaires ont été mis en place afin d'élaborer d'autres réglementations environnementales, telles que la gestion des bassins et des forêts. Pour étudier de plus près un exemple d'un réseau de conseils de bassin contenant des éléments de démocratie associative, voir « 2007 watershed councils in Oregon : An atlas of accomplishments », texte disponible en ligne (http://www.oregonwatersheds.org). Pour étudier un exemple d'un conseil de la foresterie, controversé, mais qui a eu un impact important dans la gestion des forêts situées dans les montagnes de la Sierra en Californie, voir les discussions du Quincy Library Group (http://www.qlg.org).

39. Voir Boaventura de Sousa Santos (dir.), *Democratizing Democracy : Beyond the Liberal Democratic Canon,* Londres, Verso, 2006.

40. La nuance rhétorique entre l'« État dans une société capitaliste » et l'« État capitaliste » provient d'un débat influent entre Nicos Poulantzas et Ralph Miliband dans les années 1970. Voir Nicos Poulantzas, « Le problème de l'État capitaliste » (1969), en ligne : http://www.contretemps.eu/archives/problème-état-capitaliste ; Ralph Miliband, « The capitalist state : Reply to Poulantzas »,*New Left Review*, 59 (janvier-février 1970), p. 53-60 ; id., « Poulantzas and the capitalist state »,*New Left Review*, 82 (novembre-décembre 1973), p. 83-92. L'analyse la plus systématique des propriétés structurelles de l'État qui lui donnent une forme typiquement capitaliste a été conduite par Göran Therborn, *in What Does the Ruling Class Do When It Rules ?*, *op. cit.*

CHAPITRE 7

Utopies réelles II : pouvoir d'agir social et économie

La question des institutions économiques, et plus précisément les questions de l'organisation sociale du pouvoir sur l'allocation des ressources et du contrôle de la production et de la distribution, se situe au cœur même d'une alternative socialiste au capitalisme, quelle que soit par ailleurs la définition du socialisme que l'on entend défendre. Dans les conceptions étatistes du socialisme, un tel pouvoir est logiquement détenu par l'État. Et, dans les versions les plus maximalistes, cette situation se traduit par la propriété étatique des principaux moyens de production et la planification centralisée. La conception du socialisme que nous défendons ici ne prétend pas résoudre définitivement le problème du contrôle des processus économiques. Selon les manières dont s'exerce le pouvoir social sur la production et la distribution des biens et des services, différentes formes institutionnelles hétérogènes peuvent en effet émerger.

La plupart des propositions que nous exposerons par la suite mettent en avant des dispositifs institutionnels qui renforcent le pouvoir d'agir social, tout en laissant une place substantielle aux marchés. En un sens, ces dispositifs ont tendance à envisager une sorte de « socialisme de marché ». Bien entendu, cet infléchissement s'oppose aux conceptions marxistes traditionnelles du socialisme dont la finalité est de transcender non seulement les rapports de classes capitalistes, mais aussi le marché en tant que tel. Selon le marxisme traditionnel, les préjudices causés par le capitalisme en tant que système de production sont liés aux effets pervers du marché tout comme au pouvoir et à l'exploitation qui structurent la relation de classes entre capitalistes et travailleurs. La vision d'un socialisme postcapitaliste s'articule donc autour d'un mouvement qui promeut l'égalitarisme, dont le principe se résume à travers le célèbre aphorisme « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », et de l'aspiration à une économie rationnellement ordonnée, dans laquelle la production et la distribution des biens et des services sont organisées selon un mécanisme de planification collective.

De nos jours, peu de théoriciens estiment qu'une économie complexe et à grande échelle pourrait survivre sans un minimum de coordination économique assurée par un système de marchés – définis comme système d'échanges décentralisés et volontaires dont les prix sont fixés par le mécanisme de l'offre et de la demande[1]. Pour autant, cela ne signifie pas que l'économie doit être entièrement coordonnée par des marchés « libres » et dérégulés, ou que la solution à l'immense majorité des besoins économiques réside dans les échanges marchands, mais tout simplement que

les échanges décentralisés dont les prix sont fixés par le marché peuvent jouer un rôle significatif dans l'organisation économique. Pour la plupart des adversaires du capitalisme, une planification globale encadrée par des institutions bureaucratiques centralisées ou des institutions participatives décentralisées n'apparaît plus comme une alternative viable. L'enjeu est donc le suivant : comment contraindre le fonctionnement des marchés en fonction des priorités démocratiques fixées par l'État ou d'autres formes institutionnelles alternatives ? Et comment neutraliser les mécanismes qui sont responsables des effets négatifs produits par les marchés ? La réponse à ces deux questions reste selon nous ouverte.

Dans ce chapitre, nous allons explorer toute une série de propositions qui présentent un certain nombre de structures et d'institutions économiques postcapitalistes, dans la mesure où celles-ci renforcent les capacités d'action et d'interpénétration du pouvoir social au sein des activités économiques. Cet ensemble de propositions ne constitue pas en soi un inventaire complet des initiatives politiques impulsées par la gauche radicale. Il semble évident que certaines politiques progressistes permettraient d'améliorer la vie des gens concernés en traitant toute une série de problèmes concrets qui touchent les secteurs de la santé, les inégalités, la pauvreté, l'énergie ou la protection de l'environnement, sans que ces politiques soient pour autant assimilées à des *politiques d'émancipation sociale*. Une politique fiscale égalitaire qui réduit les inégalités peut certes concrétiser les idéaux de justice auxquels nous croyons, mais ne transforme aucunement la structure économique en une forme hybride dans laquelle le pouvoir social a davantage de poids. Un renforcement des réglementations gouvernementales sur l'environnement et les politiques volontaristes visant à développer des énergies renouvelables seraient sans doute souhaitables et devraient figurer dans un programme politique de gauche, mais de telles mesures sont incapables en elles-mêmes de renforcer directement les institutions de la démocratie économique.

Dans ce chapitre, notre préoccupation centrale est donc d'explorer un ensemble de dispositifs institutionnels et de propositions qui pourraient constituer les principaux éléments d'un socialisme doté socialement de pouvoir. Certains dispositifs exposés ici sont des modèles purement théoriques. D'autres ont plus ou moins existé dans des formes géographiquement limitées. Certains d'entre eux impliquent une transformation de la structure globale des institutions capitalistes. D'autres ont un caractère plus partiel et peuvent coexister pacifiquement en marge du capitalisme. Certains d'entre eux pourraient être partiellement institués pour se développer au fil du temps. D'autres ne supportent aucun compromis et ne pourraient fonctionner que s'ils étaient institués sous des formes assez développées. D'une manière ou d'une autre, tous ces dispositifs tentent de dessaisir les pouvoirs du capitalisme au profit d'une économie qui renforce le pouvoir d'agir social.

L'économie sociale

L'expression « économie sociale » est utilisée pour subsumer un spectre assez large d'organisations économiques. Parfois, elle regroupe tout simplement le « secteur à but non lucratif ». Dans d'autres contextes, elle inclut les entreprises coopératives, même si celles-ci développent leurs activités au sein des marchés et sont en concurrence avec les entreprises capitalistes. Il arrive également que l'économie sociale soit définie en termes strictement négatifs, en désignant les entreprises non étatiques et non capitalistes. Mais, lorsqu'il s'agit de proposer une définition positive, certains auteurs, comme la militante québécoise de l'économie sociale Nancy Neamtan, n'hésitent pas à cibler un ensemble spécifique de propriétés organisationnelles internes. Selon elle, une entreprise issue de l'économie sociale est une structure qui « vise non pas un but lucratif, mais à servir ses propres membres ou l'ensemble de la collectivité. C'est aussi une structure qui est indépendante de l'État et qui prévoit dans ses statuts des mécanismes décisionnels démocratiques et un code de conduite assez exigeant. C'est enfin une structure qui donne la priorité aux personnes et au travail par rapport au capital, lorsqu'il s'agit notamment de répartir les revenus et le surplus économique, et qui fonde ses activités sur des principes de participation, d'autonomisation et de responsabilité individuelle et collective »[2].

Pour ma part, je définirais l'économie sociale de manière assez large comme l'activité économique qui est directement organisée et contrôlée par le pouvoir social. Le pouvoir social est un pouvoir qui puise sa source dans l'association volontaire de personnes issues de la société civile et qui est fondé sur la capacité mobilisatrice d'organiser différentes formes d'actions collectives. L'économie sociale se caractérise donc par la production et la distribution de biens et de services – l'activité économique – sous la responsabilité d'un tel pouvoir socialement constitué.

Cela dit, la définition proposée n'implique pas que chaque organisation ou chaque entreprise « à but non lucratif » relève nécessairement de l'économie sociale. En effet, certaines organisations non marchandes sont très souvent des filiales qui dépendent des sociétés capitalistes ou de l'État et, plus rarement, des associations bénévoles issues de la société civile. D'autres organisations non marchandes sont également dotées de capitaux qui leur fournissent les ressources nécessaires pour s'engager dans des activités productives et sont dirigées selon le modèle hiérarchique du monde de l'entreprise. Par conséquent, le contrôle qu'elles exercent sur l'activité économique repose plutôt sur les ressources du pouvoir économique qui proviennent davantage de leur dotation en capital que sur le développement du pouvoir social. De nombreuses organisations ont donc un caractère mixte ou hybride : elles sont à la fois des modèles d'économie sociale, dans la mesure où leur activité s'enracine dans la vie associative de la société civile, et des organisations étatistes ou capitalistes, dans la mesure où leur pouvoir de s'engager dans la production et la distribution de biens et de services se fonde sur le pouvoir étatique ou économique[3].

Dans cette section, nous avons choisi d'examiner deux exemples très différents d'activités issues de l'économie sociale : Wikipédia et les services d'accueil à l'enfance et d'aide aux personnes âgées dans la province du Québec.

Wikipédia[4]

Le dispositif institutionnel. Durant la première décennie du XXIe siècle, lorsqu'on s'intéresse aux potentialités anticapitalistes des différentes technologies de l'information, et plus particulièrement de l'Internet, l'exemple de Wikipédia est peut-être le plus connu[5]. Beaucoup de Wikipédiens qui participent activement à cette encyclopédie seraient surpris de savoir que celle-ci est une organisation fondamentalement anticapitaliste. En effet, le cofondateur de Wikipédia, Jimmy Wales[6], est présenté comme un grand admirateur d'Ayn Rand, la figure emblématique défendant l'éthique individualiste et les vertus du capitalisme[7]. Plus précisément, certains analystes reconnus considèrent Wikipédia comme le paradigme de l'organisation du travail au sein de la nouvelle économie capitaliste mondiale. Dans un ouvrage intitulé *Wikinomics*, Don Tapscott et Anthony Williams considèrent les principes de Wikipédia (abordés sous l'angle de la « collaboration de masse ») comme la clé de voûte d'une nouvelle forme de compétitivité et de croissance : « Pour les grandes entreprises, la collaboration de masse offre des possibilités multiples d'exploiter des connaissances, des ressources et des talents externes afin d'augmenter les seuils de compétitivité et le niveau de la croissance[8]. » L'astuce pour le capitalisme consiste donc à exploiter ces processus collaboratifs nouveaux, ouverts en réseau et non hiérarchiques, en vue de stimuler la compétitivité et d'accroître la rentabilité.

Pourtant, les principes fondamentaux qui gouvernent l'organisation de Wikipédia ne sont pas simplement non capitalistes, ils sont profondément anticapitalistes :

1 . *Des relations non marchandes : libre-accès et contributions volontaires et non rémunérées*. Commençons par rappeler qu'aucune personne n'est rémunérée pour rédiger une notice dans Wikipédia et que l'infrastructure du logiciel se développe sur la base d'un travail volontaire. De la même manière, personne ne paye pour avoir accès aux millions d'entrées proposées : quiconque ayant accès à une connexion Internet peut profiter gratuitement de Wikipédia. Aucune publicité n'est visible sur les pages de l'encyclopédie et aucun profit n'est généré en lien direct avec ces activités. La maintenance du matériel informatique et la rémunération des membres de l'équipe technique sont assurées financièrement par la fondation Wikimédia qui est alimentée par les contributions de la communauté wiki[9].

2. *Une participation complète, ouverte et égalitaire*. Wikipédia reconnaît un droit rédactionnel à toute personne souhaitant participer à la production et la modification des contenus. N'importe qui peut en effet devenir auteur, et aucun privilège spécial n'est octroyé lorsqu'il s'agit de produire une notice. Du point de vue formel, un universitaire et un bon lycéen sont mis sur un pied d'égalité. Par conséquent, le processus rédactionnel fonctionne d'une manière radicalement différente et se démarque des processus classiques qui reposent en grande partie

sur des experts diplômés. Bien qu'il soit impossible de comptabiliser le nombre de personnes différentes ayant contribué à ce processus rédactionnel à partir des statistiques fournies par Wikipédia, on dénombrait néanmoins 157 360 « comptes actifs » (un compte actif est un compte qui a participé au moins une fois à la rédaction d'un article au cours du mois précédent) en décembre 2008.

3. *Des interactions et des délibérations directes entre les contributeurs.* En général, les contributions et les prises de décision interviennent directement entre rédacteurs à la suite d'un processus délibératif et sans la médiation d'un organisme qui exercerait l'équivalent d'un contrôle éditorial ou managérial. Les articles disponibles sur Wikipédia ont un cycle de vie bien rodé : ils naissent sous la forme de *stub* (il s'agit du terme consacré pour une notice minimale qui n'est pas encore « parvenue à maturité » dans la structure normale d'un article), puis ils deviennent des articles à part entière lorsque les taux de rédaction augmentent et finissent par converger vers un certain équilibre. Le résultat final est un article qui demeure en grande partie statique et « complet » ou qui est modifié à la marge. Ce processus est souvent accompagné d'un certain nombre d'échanges entre les rédacteurs qui sont enregistrés dans une page de discussion que l'on peut ouvrir lorsqu'on clique sur l'entrée. Ainsi, pour chaque notice disponible sur Wikipédia, il est possible de consulter l'historique du processus rédactionnel. Rédiger un article suppose donc un effort collectif, et la *formation d'un consensus* est le résultat d'un lent processus collaboratif. En moyenne, lorsqu'on cible les entrées en langue anglaise, on recense environ 90 révisions par article[10].

4. *Un gouvernement et un arbitrage démocratiques.* Lors de sa création, tous les wikipédiens étaient essentiellement des secrétaires de rédaction (appelés *sysops*), mais la notoriété grandissante de l'encyclopédie s'est accompagnée d'une augmentation d'actes malveillants ou de vandalisme. C'est pourquoi une sorte de quasi-structure administrative a été instituée afin de permettre aux utilisateurs d'exercer différents niveaux de responsabilité dans l'organisation de l'encyclopédie et de jouer un rôle décisif pour arbitrer les conflits. Selon nous, c'est l'un des aspects les plus intéressants du développement de Wikipédia lorsqu'on s'intéresse à la question du dispositif institutionnel qui serait construit à partir d'une utopie réelle, à savoir l'émergence et l'évolution de mécanismes de contrôle et d'arbitrage sociaux qui peuvent s'acclimater à une structure de réseau libre.

Actuellement, les utilisateurs peuvent accéder à quatre niveaux d'administration principaux : rédacteurs, administrateurs, bureaucrates et stewards. Mi-2008, on comptait environ 1 600 administrateurs, 31 bureaucrates et 36 stewards. Cependant, les privilèges administratifs accordés à ces statuts d'utilisateur se concentrent essentiellement dans des fonctions de contrôle et de filtrage. Ces statuts n'accordent pas de privilèges dans la production du contenu. À ce sujet, il est intéressant de voir comment Wikipédia présente les *administrateurs* dont le statut d'utilisateur constitue la base même de cette structure administrative, car ils se situent juste au-dessus des rédacteurs ordinaires : « Les administrateurs, communément appelés *admins* ou bien *sysops* (opérateurs de réseaux), sont les rédacteurs de Wikipédia qui ont accès à des

fonctions techniques permettant d'entretenir l'encyclopédie. » Comme le relate le site Internet de Wikipédia au sujet des différentes procédures administratives :

> La règle d'usage est d'accorder le statut d'administrateur à toute personne ayant contribué de façon active et régulière à la rédaction de l'encyclopédie durant quelques mois, qui connaît et respecte la politique de Wikipédia, et qui a gagné la confiance de la communauté[11]. Parmi d'autres compétences techniques, les administrateurs peuvent protéger et supprimer des pages, bloquer d'autres rédacteurs ou les débloquer. Ces privilèges sont accordés indéfiniment et ne peuvent être retirés que sur demande ou dans des circonstances particulières impliquant une intervention de haut niveau (voir ci-dessous la partie consacrée aux abus des administrateurs). Sur la base du volontariat, les administrateurs exercent également d'autres responsabilités et ne sont pas employés par la fondation Wikimédia[12].

L'accès à ces statuts s'opère donc par des moyens démocratiques. Le caractère ouvert et consensuel du processus pour devenir *administrateur* est indéniable :

> N'importe quel utilisateur ayant un compte peut être nommé par un autre utilisateur. Les autonominations sont également autorisées. Si vous doutez de vos capacités à devenir vous-même administrateur, vous pouvez d'abord consulter le programme administrateur entraîneur afin de recueillir l'avis de la communauté concernant votre demande. Vous pouvez également vous faire parrainer par un utilisateur plus aguerri pour acquérir de l'expérience. À partir du moment où elles sont affichées sur cette page, les nominations sont publicisées pendant sept jours, période durant laquelle les utilisateurs donnent leur avis, posent des questions et laissent des commentaires. Ce processus de discussion n'est pas à proprement parler un vote (il est parfois appelé *!vote* en référence au symbole informatique de négation). Une fois cette période close, un bureaucrate analysera le processus afin de déterminer si la promotion fait l'objet ou non d'un consensus. En l'absence d'indices numériques, un tel examen est parfois difficile à conduire, mais en règle générale la plupart des prétendants qui obtiennent plus de 80 % d'approbation passent avec succès cette épreuve, ceux qui obtiennent un score inférieur à 70 % sont éliminés et ceux qui végètent dans la zone intermédiaire sont soumis à une décision bureaucratique […]. Tout wikipédien ayant un compte utilisateur est invité à commenter les nominations dans les sections prévues à cet effet : Soutien, Opposition et Neutre. Le candidat peut répondre aux commentaires des autres membres. Et en cas de soupçon de fraude, certains commentaires de rédacteurs récemment inscrits (les *sockpuppets* et les *meatpuppets*[13]) peuvent être supprimés. Merci de bien vouloir développer votre opinion en incluant une brève explication de votre raisonnement. Votre contribution aura davantage de poids si elle emporte l'adhésion[14].

Selon les statuts ou le niveau hiérarchique, les règles qui encadrent les procédures de sélection sont plus ou moins différentes, mais elles se fondent toutes sur des processus démocratiques ouverts[15].

L'un des rôles majeurs de ces différents niveaux d'administrateurs consiste à résoudre des conflits. Il existe en effet des thématiques au sujet desquelles persistent des désaccords entre les rédacteurs. C'est pourquoi il est parfois difficile d'obtenir un texte consensuel lorsqu'il s'agit de rédiger une entrée dans l'encyclopédie. On observe aussi des cas de vandalisme malveillants. Wikipédia incite donc les rédacteurs à surmonter leur désaccord en s'appuyant sur une communication ouverte. Les utilisateurs ont ainsi rédigé à ce sujet de nombreux guides dans lesquels on peut lire des instructions et des conseils[16]. Selon toute évidence, les conflits violents entre rédacteurs sont rares si on tient compte du nombre total de rédacteurs présents et de la grande quantité d'articles qui peuvent faire l'objet d'un désaccord. Cependant, certains conflits peuvent perdurer et, lorsque les rédacteurs ne parviennent pas eux-mêmes à les résoudre, un administrateur neutre peut être invité à gérer le conflit à partir de procédés – la négociation, la médiation et l'arbitrage – qui renforcent les capacités des participants à produire un consensus et des résultats mutuellement bénéfiques. Et si le conflit persiste malgré ce dispositif de médiation, un certain nombre d'interventions sont alors disponibles. Un différend peut être soumis à une médiation formelle afin qu'un arbitrage puisse être enfin rendu. En dernier recours, le comité d'arbitrage, qui a été constitué en 2004, est l'instance prévue pour régler les conflits. Il est le seul organisme qui peut imposer une décision et sanctionner le cas échéant certains utilisateurs[17]. Notons aussi que les membres du comité d'arbitrage sont nommés par Jimmy Wales suite à l'organisation d'élections consultatives qui mobilisent l'ensemble de la communauté de Wikipédia. Dès lors qu'on atteint ce niveau ultime de contrôle, il semble évident que ce processus mis en place par Wikipédia contient une dimension antidémocratique, certes résiduelle mais non négligeable[18].

Lorsqu'ils sont mis bout à bout, les quatre principes fondamentaux qui gouvernent Wikipédia – relations non marchandes, participation égalitaire, interactions et délibérations entre les rédacteurs, gouvernement et arbitrage démocratiques – convergent vers les idéaux normatifs de l'égalitarisme démocratique radical. Ce qui est remarquable ici, c'est que ces principes ont constitué une base collaborative pour des dizaines de milliers de personnes à travers le monde dans la *production* d'une ressource mondiale. À ce sujet, les statistiques sont éloquentes. Selon les chiffres fournis par Wikipédia, mi-2009 on comptait plus de 2,9 millions d'entrées en langue anglaise et un total de 7 millions d'entrées dans plus de 200 langues différentes. En 2007, le nombre d'articles en anglais qui étaient consultés quotidiennement sur Wikipédia a dépassé les 2 millions. Indépendamment de ces aspects quantitatifs, Wikipédia démontre que la collaboration productive, non marchande et égalitaire sur une échelle mondiale est possible.

Les critiques à l'encontre de Wikipédia

Les critiques les plus sérieuses se focalisent sur la fiabilité des notices. À ce sujet, trois questions méritent ici d'être soulevées. Premièrement, la question simple de l'inexactitude du contenu des notices qui sont rédigées par des amateurs, à laquelle s'ajoute le problème suivant : lors de débats, la personne qui recourt à la force de la persuasion – et pas nécessairement celle qui est la plus intelligente ou la plus informée – peut l'emporter. Même si de nombreuses études ont montré que le taux d'erreur de Wikipédia était comparable à celui d'autres sources établies, beaucoup de gens restent néanmoins dubitatifs. Deuxièmement, la persistance de véritables et profonds désaccords sur des thèmes assez ciblés. La politique éditoriale défendue par Wikipédia insiste sur le fait que les articles doivent être rédigés selon un « principe de neutralité » mais, pour certains sujets – comme Israël et la Palestine –, une telle condition est pratiquement impossible. Il s'agit donc d'un problème important pour le développement du modèle de Wikipédia. Une solution consisterait sans doute à créer des entrées multiples qui refléteraient les différentes positions en présence, mais cette option ne fait pas encore l'unanimité au sein de la communauté des wikipédiens. Troisièmement, le problème de la désinformation volontaire. Parfois, il s'agit simplement d'un acte malveillant, comme lorsque la notice dédiée à l'« oryctérope du Cap » fut supprimée pour être remplacée par un « animal très laid ». Mais parfois des désinformations volontaires sont introduites dans le but de porter atteinte à la réputation d'une personne ou d'une institution en ajoutant des informations erronées ou en supprimant des éléments peu flatteurs. La page consacrée à l'histoire des controverses dans Wikipédia contient de nombreux exemples. Le scandale des adjoints du Congrès, qui a eu lieu en 2006, est l'un des meilleurs exemples connus, scandale « durant lequel plusieurs adjoints politiques ont tenté de réécrire les biographies de certains hommes politiques sur Wikipédia en supprimant des informations indésirables (y compris les déclarations péjoratives ou les promesses de campagne non tenues), en ajoutant des éléments d'information favorables ou des hommages "appuyés", ou en remplaçant une partie (ou l'intégralité) de l'article par des biographies rédigées par le cabinet du politicien[19] ». Certaines entreprises se sont également engagées dans des stratégies similaires en embauchant des personnes pour rédiger des entrées élogieuses et tenter d'utiliser les articles de Wikipédia dans le cadre d'une politique de *marketing* afin d'accroître la légitimité de leurs produits. Au final, bien que de nombreuses falsifications délibérées aient été décelées, il est néanmoins impossible de savoir combien d'entre elles passent inaperçues, ce qui renforce le scepticisme quant à la fiabilité des entrées.

En réponse à ces problèmes, d'autres projets d'encyclopédie sur Internet ont été lancés. Deux d'entre eux méritent tout particulièrement notre attention : le projet Citizendium, initié par Larry Sanger, et Knol, le projet lancé par Google. Le premier projet conserve de nombreux aspects de l'économie sociale promue par Wikipédia, mais tente de corriger le problème de la fiabilité en donnant un rôle plus autoritaire à des experts certifiés. Le second rejette intégralement le modèle de l'économie sociale et tente de le remplacer par un système fondé sur la motivation du gain

lorsqu'il s'agit notamment de collecter un certain nombre d'informations.

Citizendium a été lancé par le cofondateur de Wikipédia, Larry Sanger, qui avait démissionné en 2002 après l'apparition de conflits récurrents avec la communauté des rédacteurs[20]. Déçu par ces conflits virulents qui selon lui hypothéquaient sérieusement le projet, il était alors convaincu que le refus de Wikipédia de privilégier l'expertise et sa volonté de promouvoir l'autodiscipline constituaient une source de faiblesse qui minait la crédibilité et la précision de l'encyclopédie. Lorsque Sanger quitta Wikipédia, il décida alors de lancer sa propre encyclopédie en ligne qu'il baptisa Citizendium.

Citizendium demeure un projet de moindre envergure et peut donc évoluer, mais il se présente comme une « collection citoyenne universelle […], un projet wiki ouvert visant à créer une encyclopédie volumineuse, en libre accès et *fiable*[21] ». Sa crédibilité sera garantie par un « dispositif de surveillance non contraignant composé d'experts », obligeant ainsi les contributeurs à utiliser leurs vrais noms, et par la création d'une hiérarchie parallèle entre les contributeurs et leurs articles. N'importe qui peut donc créer un compte sur Citizendium et se mettre à *rédiger* des articles mais, pour devenir *rédacteur*, il faut d'abord ouvrir un compte, puis soumettre son CV dans lequel chaque information est potentiellement vérifiable (par exemple : un lien vers des conférences en ligne ou une page officielle d'un département universitaire). Chaque CV doit également mentionner des informations personnelles que l'on peut facilement vérifier, notamment le nom, la biographie et la spécification des domaines d'expertise. Et des « contrôleurs » (*constables*) examinent ensuite le contenu de chaque CV.

> Les « gestionnaires » ou les « modérateurs », qui contrôlent les politiques d'adhésion, parviennent à réguler les comportements des utilisateurs – et non pas à surmonter les divergences entre les rédacteurs – et limitent ainsi les problèmes. […] Ils opèrent à partir d'une « séparation des pouvoirs » et leurs conflits d'intérêts sont strictement politiques. Tous les contrôleurs de Citizendium détiennent au moins un diplôme de troisième cycle et ont au minimum vingt-cinq ans[22].

Puisqu'il s'agit d'un projet wiki, tout le monde est libre de créer un article ou de le modifier. Les prérogatives rédactionnelles incluent toutes les responsabilités reconnues traditionnellement à des auteurs et les possibilités d'« approuver » officiellement des articles, d'orienter la création des contenus et de participer aux décisions du projet[23].

Citizendium distingue ainsi les articles qui sont « directement » en cours de rédaction et ceux qui ont été « approuvés » par la communauté des rédacteurs siégeant au sein d'un groupe de travail thématique, au terme d'un processus d'évaluation qui est essentiellement assuré par des spécialistes de la discipline[24]. À la date du 1er mai 2008, on dénombrait ainsi 61 articles approuvés sur un total de 7 000[25].

L'espoir de Sanger est de procéder à la synthèse des travaux issus du grand public en s'appuyant à la fois sur la ferveur participative, qui fut à l'origine du succès de Wikipédia, et sur l'approbation éclairée d'experts reconnus. Dans ce cadre institutionnel, les experts font preuve d'une certaine rigueur et informent les contributions du public. Ainsi, Citizendium s'appuie sur une structure institutionnelle collégiale et mixte qui combine un principe d'ouverture comme dans Wikipédia et un principe d'autorité inspiré du monde des experts académiques. Citizendium reste cependant un modèle d'économie sociale de production – la production repose sur un principe de coopération volontaire visant la satisfaction des besoins –, même si, au terme du processus de production, cette encyclopédie adopte un modèle moins égalitaire.

Knol est le projet soutenu par Google, visant à concurrencer directement Wikipédia. À l'été 2008, Knol a été officiellement lancé en tant que site actif. Par ailleurs, Knol est la contraction du terme anglais *knowledge* [connaissance] et du terme utilisé par Google pour signifier une « unité de la connaissance » ou une page Web unique sur un sujet précis. L'idée défendue par Google est donc de fournir gratuitement un logiciel facilement utilisable, permettant aux auteurs de rédiger des articles spécialisés, ou des knols, sur lesquels ils ont une certaine expertise. N'importe quel auteur peut donc produire un article, et Google s'engage à l'héberger gratuitement (sur le modèle des blogs). Udi Manber, vice-président du service d'ingénierie au sein de la firme, qui fut à l'origine du lancement du projet, précise ainsi que « Knol comprendra des outils communautaires solides. Les gens seront en mesure de présenter des commentaires, des questions, des modifications, du contenu supplémentaire, etc. Et tout le monde sera aussi en mesure d'évaluer un knol ou d'écrire un commentaire au sujet d'un article déjà publié. Knol va également inclure des références et des liens vers des informations supplémentaires ». Cependant, la rédaction relève de la seule responsabilité de l'auteur. Enfin, selon la libre appréciation de l'auteur, Google associera à chaque knol des annonces publicitaires et « fournira à l'auteur une part substantielle des revenus générés par ces annonces ». Le but de ces articles est d'« être lus en premier lorsqu'une recherche sur un thème particulier est menée sur Internet. L'objectif est que les knols abordent tous les sujets : concepts scientifiques, information médicale, histoire-géographie, divertissement, informations sur des produits et notices de dépannage[26] ».

Google s'attend à ce que la concurrence entre les individus favorise la création de knols sur une même thématique. Le but est de créer un marché concurrentiel de connaissances fondé sur le modèle promu par Google d'un capitalisme ganté de velours (*velvet-glove capitalism*). Google espère ainsi capter l'enthousiasme dont font preuve les individus qui contribuent à Wikipédia en leur offrant une rémunération, tout en contestant la suprématie de Wikipédia lorsqu'il s'agit de rechercher un article sur Internet. La stratégie de Google pour renforcer la légitimité des knols est de mettre en évidence les auteurs et leurs qualifications. Ainsi, le système favorisera des knols créés par des experts accrédités.

Au final, il n'est pas certain que ces deux alternatives rivaliseront sérieusement

avec Wikipédia. Et, bien entendu, il est également difficile de prévoir la réaction de Wikipédia face à la concurrence de ces deux projets. Toute la question est en effet de savoir si le niveau de participation que nous avons observé durant les premières années de Wikipédia se maintiendra dans l'avenir. Autrement dit, il nous semble difficile de dire à quoi ressemblera ce processus dans une vingtaine d'années et de savoir si la rigueur rédactionnelle, l'engagement volontaire et l'enthousiasme collectif, qui ont joué un rôle crucial dans l'expansion fulgurante du nombre d'entrées, ainsi que le suivi relativement efficace de la qualité du contenu, perdureront indéfiniment.

L'économie sociale au Québec

Il est intéressant de remarquer que l'un des exemples les plus probants d'une économie sociale émergente se situe géographiquement dans la province canadienne du Québec[27]. Même si, dans certains secteurs d'activité, l'histoire économique du Québec se confond avec celle des coopératives de producteurs qui pourraient amplement se réclamer de l'*économie sociale*, ce qualificatif ne pénétra l'espace public qu'au milieu des années 1990. Comme nous l'avons précisé dans le chapitre précédent, l'événement majeur fut l'organisation en 1996 d'un « Sommet sur l'emploi et l'économie », événement qui fut initié par le gouvernement de la province du Québec pour tenter de surmonter à long terme les problèmes du chômage et du développement économique. Un grand nombre d'organisations issues de la société civile et du secteur économique furent alors conviées à y participer. Notons à ce sujet que, dans de nombreux pays s'appuyant sur une forte tradition sociale-démocrate ou catholique, ce genre de forums politiques de professionnels sont assez fréquents. Cependant, la spécificité de ce sommet consistait à faire dialoguer différentes organisations représentatives de la société civile et issues de mouvements sociaux ou d'associations de quartier.

À l'issue de ce forum, un certain nombre de propositions politiques concrètes, visant à renforcer l'action publique et la vitalité de l'économie sociale québécoise, furent exposées, et certaines d'entre elles furent par la suite adoptées. L'une de ces propositions permet notamment aux associations à but non lucratif qui s'inspirent du modèle de l'économie sociale d'acquérir plus facilement les ressources financières (subventions gouvernementales, aides indirectes ou accès au crédit) qui sont nécessaires à leur développement. Une autre prévoit aussi la création d'un bureau de l'économie sociale au sein du gouvernement provincial du Québec. Et l'une d'entre elles prévoit enfin de consolider le rôle joué par l'organisation qui coordonne ces activités économiques, le Chantier de l'économie sociale, afin de mutualiser les stratégies nécessaires au développement et à l'approfondissement de ce mouvement[28]. Force est alors de constater que, du point de vue institutionnel, alors même que l'économie sociale ne représente qu'une part infime des activités économiques québécoises, ce mode d'organisation alternatif, dont l'importance croît avec le temps, demeure solidement ancré et commence largement à être perçu comme un modèle économique souhaitable.

FIGURE 7.1 QUATRE MANIÈRES DE FOURNIR UN SERVICE D'ACCUEIL À L'ENFANCE

Intérêts fondamentaux motivant la mise à disposition d'un service d'accueil à l'enfance	Normes centrales régulant le service d'accueil à l'enfance: Droits	Normes centrales régulant le service d'accueil à l'enfance: *Care*
Collectifs	Service d'accueil à l'enfance fourni par l'État	Service d'accueil à l'enfance fondé sur l'économie sociale
Privés	Service d'accueil à l'enfance assuré par le marché capitaliste	Service d'accueil à l'enfance assuré par la sphère familiale

Deux exemples permettent ainsi de mieux comprendre comment fonctionne l'économie sociale au Québec. Le premier concerne les services d'accueil à l'enfance. Ces services peuvent en effet être organisés selon quatre principes fondamentaux. Tout d'abord, ils peuvent être pris en charge par les réseaux familiaux et interpersonnels (liens de filiation et amis proches). Traditionnellement, il s'agit là de la manière la plus commune d'assurer ce type de service, motivé par des intérêts

privés soumis principalement aux normes morales du *care* et de souci du bien-être des autres. Deuxièmement, les services d'accueil à l'enfance peuvent être organisés par les mécanismes du marché selon le modèle des garderies privées et capitalistes ou celui des prestataires de services indépendants. Quelle que soit l'option choisie, la privatisation du profit demeure la motivation centrale, et les normes qui encadrent l'offre de services restent tributaires des droits de propriété : la création de prestataires de services indépendants est alors juridiquement reconnue, et les parents ont le droit de s'engager contractuellement avec ces prestataires. À titre d'exemple, il s'agit du principal moyen retenu par les États-Unis pour encadrer les services non familiaux d'accueil à l'enfance. Troisièmement, l'État peut fournir directement des services d'accueil à l'enfance, comme en France. Les motivations retenues pour organiser une telle prestation impliquent une conception du bien commun, et les normes qui régissent cette offre de services se réfèrent généralement aux droits rattachés à la citoyenneté. Enfin, ces services peuvent être assurés par des associations issues de la société civile. Les motivations demeurent identiques à celles dont se réclame le modèle étatiste puisqu'elles sont ancrées dans les intérêts collectifs, mais les normes morales mobilisées puisent directement leur source dans une éthique de la sollicitude (*caregiving*). C'est la solution qui fut notamment adoptée au Québec. Ces quatre possibilités sont représentées dans la figure ci-dessus.

Au Québec, le gouvernement provincial garantit un service d'accueil à l'enfance universel pour une contribution (en 2008) de sept dollars canadiens par jour, mais il ne gère pas directement les crèches ou les garderies. Au contraire, il accorde des subventions aux crèches qui sont gérées conjointement par un personnel qualifié et des parents bénévoles, afin que la combinaison des sources de financement (subventions versées par l'État et cotisations parentales) puisse offrir un salaire décent et constant pour les prestataires de ces services. En 2008, on dénombrait ainsi plus de 40 000 salariés issus de ce secteur subventionné de l'économie sociale[29]. Selon le projet initial, les subventions ont été uniquement accordées aux prestataires de services organisés en associations à but non lucratif ou en coopératives de travailleurs, bloquant ainsi l'entrée des entreprises capitalistes dans ce marché. Pour autant, les services d'accueil à l'enfance capitalistes n'ont pas été interdits et ont continué de fonctionner, mais ils n'ont pas perçu de subventions destinées à l'économie sociale qui assurent la viabilité financière des coopératives. Il semble inutile de préciser que les prestataires de services à but lucratif se sont fortement opposés à cette politique en arguant qu'un tel dispositif favorisait la « concurrence déloyale ». Plus récemment, sous l'impulsion d'un gouvernement plus conservateur converti à l'idéologie néolibérale, les entreprises privées furent également autorisées à percevoir cette subvention, même si le secteur demeure encore largement dominé par des associations à but non lucratif.

Le second exemple est celui des services d'aide à domicile pour les personnes âgées. Cette innovation a été lancée en 1997 à partir d'une proposition du Chantier de l'économie sociale qui figurait dans le plan d'action présenté lors d'un sommet

organisé en octobre 1996. Comme la plupart des zones géographiques économiquement développées, le Québec doit faire face à toute une série de problèmes lorsqu'il s'agit de mettre en place des dispositifs d'accompagnement à destination des personnes âgées. Cette question est d'autant plus urgente que le vieillissement de la population est un phénomène en voie d'expansion et que l'espérance de vie a progressivement augmenté. Dès lors que les personnes âgées perdent leur autonomie, l'option qui s'impose souvent à elles consiste à intégrer une maison de retraite ou des centres de soins spécialisés. Selon la localisation géographique de ces structures d'accueil, une telle option peut s'avérer socialement perturbante et extrêmement coûteuse financièrement (même lorsque ces structures sont de qualité médiocre). Une autre solution consiste à créer des services adaptés afin de fournir un soutien durable permettant aux personnes âgées de rester dans leur propre domicile. Ces services peuvent inclure le ménage, la préparation des repas, les courses et d'autres tâches quotidiennes. Dans la région du Québec, ce dispositif d'aide à domicile commence à être diffusé à une grande échelle par l'intermédiaire de l'économie sociale. Comme le décrit Nancy Neamtan, la directrice du Chantier, dix ans après le lancement de cette initiative sur le territoire québécois, le réseau des coopératives d'aide à domicile « emploie près de 8 000 personnes, dont la moitié étaient auparavant des bénéficiaires de l'aide sociale. En offrant plus de 5,6 millions d'heures de services à domicile à plus de 76 000 clients, dont la plupart ont plus de soixante-quinze ans, ces organisations ont créé des emplois, soulagé les services publics, retardé l'accueil des personnes âgées dans des centres de soins spécialisés, diminué l'aide sociale et garanti l'accès aux services de soins à domicile en un temps record à toutes les communautés représentées dans la province[30] ». Les bénéficiaires de ce service s'acquittent d'une somme qui peut varier de 4 à 18 dollars canadiens par heure selon les revenus du ménage. Et comme dans le cas du service d'accueil à l'enfance, le gouvernement provincial accorde des subventions pour que les salaires perçus par les prestataires de services atteignent le niveau du salaire minimum.

Les prestataires assurant des services d'aide à domicile pour les personnes âgées se sont organisés en coopératives ou bien sous forme d'organisations à but non lucratif. Nancy Neamtan souligne que le modèle idéal pour organiser ce secteur est celui qui s'est fait connaître sous le nom de « coopérative solidaire[31] ». Il s'agit d'un modèle hybride se situant entre la forme pure d'une coopérative de producteurs autogérée, dans laquelle la propriété et le contrôle de l'entreprise appartiennent entièrement aux prestataires de services, et une organisation à but non lucratif, dans laquelle la propriété et le contrôle appartiennent à une association de quartier. Au sein d'une coopérative solidaire, le conseil d'administration est composé des représentants de tous les acteurs principaux qui sont partie prenante de la coopérative : les travailleurs, les usagers et la collectivité en général. La participation de la communauté contribue à enraciner territorialement la coopérative. La participation des usagers améliore la capacité de la coopérative à répondre aux besoins des personnes âgées. Et la participation des travailleurs garantit que les

prestataires de services contrôlent leurs conditions de travail. À la différence du modèle coopératif classique ou de la version locale de l'économie sociale, les coopératives solidaires expriment pleinement le principe visant à renforcer le pouvoir d'agir social.

Le développement et la vitalité de ces deux exemples de services promus par l'économie sociale – les services d'accueil à l'enfance et les services d'aide à domicile pour les personnes âgées – sont clairement tributaires des actions menées par le Chantier de l'économie sociale, l'association responsable de la coordination et de la promotion de l'économie sociale au Québec[32]. Le Chantier se définit en effet comme un « réseau de réseaux », un forum dans lequel tous les acteurs de l'économie sociale peuvent se rencontrer, discuter, proposer de nouvelles initiatives et créer des synergies. Cette association comprend ainsi un large éventail de membres issus de l'économie sociale : des réseaux d'entreprises spécialisées dans l'accueil à l'enfance, des coopératives d'aide à domicile, des associations régionales, des centres locaux de développement, des centres d'information qui soutiennent les activités en lien avec l'économie sociale, des acteurs des mouvements sociaux (syndicats, associations écologistes et féministes, et différentes associations de quartier). Récemment, le réseau First Nations[33] a intégré le Chantier. Chaque membre regroupé selon des catégories prédéfinies élit des représentants pour siéger au conseil d'administration du Chantier. Différentes catégories de membres ne participant pas au scrutin peuvent également y siéger. Le conseil d'administration est responsable des décisions stratégiques et des nouvelles initiatives, en particulier des décisions impliquant la création d'outils financiers qui demeurent sous le contrôle du Chantier. Cette association apparaît donc comme le rouage central à travers lequel les activités de l'économie sociale contribuent au renforcement du pouvoir d'agir social.

Les éléments du dispositif institutionnel pour promouvoir l'économie sociale

Le répertoire des activités économiques qui peuvent potentiellement être organisées de manière efficace selon le modèle de l'économie sociale est assez large. Au Québec, hormis les services d'accueil à l'enfance et d'aide à domicile, l'économie sociale joue déjà un rôle prépondérant dans certains secteurs : activités de recyclage, habitat populaire et ateliers protégés adaptés aux personnes ayant une déficience intellectuelle et physique. Dans de nombreux pays, les arts du spectacle s'inspirent de l'économie sociale. Les services de santé constituent aussi un secteur d'activité dans lequel les organisations issues de l'économie sociale (coopératives de soins de santé, cliniques de quartier) jouent un rôle important quoique secondaire en général. Aux États-Unis, les écoles sous contrat et certains programmes de soutien scolaire peuvent aussi être considérés comme des exemples d'économie sociale : l'État investit dans ces services éducatifs, mais ils sont pris en charge par des associations issues de la société civile[34].

Plus précisément, l'expérience du Québec peut nous aider à déterminer les

éléments du dispositif institutionnel permettant de diffuser et d'approfondir ce genre d'initiatives, dans la mesure où celles-ci contribuent à mettre en place un plan d'action globale visant à renforcer le pouvoir d'agir social. Selon nous, quatre éléments constitutifs peuvent être dégagés :

1. *Les subventions de l'État pour financer l'économie sociale.* Il existe un certain nombre de problèmes difficiles liés aux mécanismes alternatifs de financement des activités et des entreprises issues de l'économie sociale. En général, les dons privés provenant d'individus et de fondations privées constituent la principale source de financement. De nombreuses ONG sont financées de cette manière et cela fonctionne parfois assez bien. Rappelons qu'à l'origine Wikipédia a été financé par Jimmy Wales et des fonds provenant de fondations privées. Par la suite, l'encyclopédie a été essentiellement nourrie financièrement par les contributions de ses participants. Mais ces modes de financement privé ne sont pas nécessairement adaptés aux besoins de l'économie sociale. Deux raisons peuvent être avancées à ce sujet. Tout d'abord, pour de nombreux projets, les dons privés et les fondations ne sont guère susceptibles de fournir un niveau de financement adéquat. Lorsqu'il s'agit de promouvoir des services d'accueil à l'enfance ou d'aide à domicile pour les personnes âgées, il est en effet difficile d'imaginer que l'économie sociale au Québec ait pu atteindre une telle ampleur sur la seule base de dons privés. Deuxièmement, les fondations privées ont généralement leurs propres priorités qui dépendent de la volonté de leurs dirigeants et de leur conseil d'administration. Il se peut que les présidents des fondations se réclament des idéaux progressistes, démocratiques et égalitaristes, mais les fondations les plus opulentes conservent le plus souvent des liens étroits avec les élites et les entreprises. C'est pourquoi leurs priorités demeurent fortement ancrées dans les structures de pouvoir actuelles qui maintiennent des rapports d'inégalité. Par conséquent, lorsque les initiatives portées par l'économie sociale dépendent financièrement de fondations privées, leurs potentiels de développement sont inévitablement limités.

Bien entendu, les contraintes imposées par un financement public sur le secteur de l'économie sociale sont également présentes. Les États capitalistes sont profondément liés aux élites des grandes sociétés privées. Mais l'État demeure malgré tout un espace démocratique de lutte et de contestation. Les chances d'acquérir un financement stable permettant de garantir un niveau relativement élevé d'autonomie sont donc réelles.

Dans tous les cas, que l'on s'en réjouisse ou non, la probabilité qu'un financement privé puisse garantir l'autonomie d'un secteur de l'économie sociale en pleine expansion est assez faible. Il est donc important pour l'État d'aider financièrement les entreprises et les activités de l'économie sociale par le biais de subventions. En outre, les règles du jeu qui encadrent le transfert de ces subventions devraient exclure *a priori* les entreprises capitalistes. Ces dernières pourraient alors raisonnablement objecter qu'un tel dispositif accorde aux coopératives issues de l'économie sociale un avantage concurrentiel « injuste ». Comme nous l'avions précisé ci-dessus, cette objection a été soulevée au Québec. Il s'agissait pour ces

entreprises capitalistes de s'opposer au versement de subventions qui ont été accordées aux organismes à but non lucratif et aux coopératives, et qui ont accéléré la croissance de l'économie sociale dans les services d'accueil à l'enfance et d'aide à domicile pour les personnes âgées. La réponse la plus pertinente à cette objection consiste à soutenir que les subventions versées par l'État sont une manière de reconnaître les externalités sociales positives qui sont produites par l'organisation coopérativiste de la production au sein de l'économie sociale. Ce point est particulièrement crucial lorsqu'il s'agit des services de soins dans lesquels la quête du profit entre irrémédiablement en tension avec les valeurs de sollicitude et d'attention[35]. La logique capitaliste de la satisfaction des besoins est uniquement motivée par l'anticipation d'un profit à venir : je vous aide parce que c'est bon pour moi. La logique de l'économie sociale est différente : je vous aide car c'est bon pour vous[36]. La généralisation effective du mode coopérativiste de satisfaction de ces besoins contribue positivement à promouvoir un contexte socioculturel qui défend ces valeurs. Si, du point de vue socioculturel, une production axée sur les besoins engendre des externalités positives, l'absence de subventions versées par l'État entraînera une diminution de ce bien public. Cet argument permet donc de justifier, *même dans la logique économique d'une économie de marché capitaliste*, le versement de subventions publiques financées par l'impôt aux organisations économiques ayant opté pour une production coopérative axée sur les besoins.

2. *Le développement de fonds d'investissement en économie sociale.* Bien que les subventions publiques soient cruciales pour financer à long terme l'économie sociale, il est également important que ce secteur de l'économie développe lui-même des mécanismes de financement internes afin de soutenir des projets innovants. Dans l'hypothèse où l'économie sociale parviendrait à collecter de tels fonds, sa capacité de croissance et d'autonomie augmenterait considérablement. Au Québec, le Chantier a ainsi participé de manière ciblée au développement et à la coordination de fonds d'investissement à destination des entreprises issues de l'économie sociale. Pour que l'économie sociale se développe et devienne une source importante d'emplois et d'activité économique, il est impératif que de nouveaux instruments financiers favorisant l'épargne et l'investissement soient mis au point.

3. *Le gouvernement par la démocratie associative.* Pour rappel, le Chantier de l'économie sociale se situe au centre du développement de l'économie sociale québécoise. Il s'agit d'une association globale qui permet de fédérer l'ensemble des projets et des organisations issus de l'économie sociale et de renforcer leur autonomisation. Cette tâche demeure néanmoins ardue en raison des conflits d'intérêts et des multiples identités qui traversent la société civile. À bien des égards, le Québec constituait un environnement social propice au développement de ce type de solution associative car, bien avant la création du Chantier, il existait tout un réseau de mouvements sociaux et de coopératives ainsi qu'un tissu associatif conséquent. Le statut particulier du Québec, qui demeure une province francophone au sein d'un pays anglophone, a également contribué à renforcer un sentiment de solidarité qui a facilité l'élaboration de solutions associatives lorsque

des problèmes de coordination se sont posés. Ces facteurs permettent ainsi de comprendre les spécificités du développement de l'économie sociale au Québec.

Dans les zones géographiques où la densité associative et les bases sociales de la solidarité sont plus faibles, l'émergence de ces associations fédératives demeure fragile. L'enjeu institutionnel consiste à encourager les associations à se relier aux activités de l'économie sociale et à créer un organe de coordination qui représente démocratiquement les principaux réseaux de ces associations.

4. *Des formes démocratiques et participatives d'organisation.* L'objectif de répandre les effets positifs de l'économie sociale à l'ensemble de la société en vue d'améliorer les conditions d'existence des individus n'est pas simplement en soi une bonne chose. Plus largement, l'économie sociale constitue aussi une ressource importante permettant de renforcer le pouvoir d'agir social dont le but ultime est de contrôler socialement l'économie. Suivant cette perspective, l'économie sociale doit constituer le cadre au sein duquel la solidarité et la cohésion sociale doivent être améliorées. Il s'agit également du cadre dans lequel la notion de bien collectif doit être appliquée. C'est la principale raison pour laquelle les coopératives jouent un rôle central dans les activités promues par l'économie sociale : les coopératives affirment les valeurs émancipatrices de l'égalitarisme. Plus généralement, une économie sociale, dont les différents niveaux d'organisation se structurent selon un mode de gouvernement démocratique et participatif, est susceptible de promouvoir politiquement le pouvoir social.

Les problèmes potentiels

L'exemple du Québec nous montre bien à quel point l'économie sociale a toute sa place au sein des économies capitalistes, surtout lorsque certains de ces secteurs d'activité sont subventionnés par l'État. Mais son développement peut-il considérablement entraver celui du capitalisme ? Selon nous, lorsque la question de l'expansion de l'économie sociale est soulevée, deux problèmes majeurs semblent s'imposer : 1) le problème de la participation d'associations issues de la société civile qui sont fondées sur des principes inégalitaires et excluants, et 2) le problème de la distorsion potentielle de l'économie sociale par les relations marchandes et capitalistes.

Le cas des associations excluantes. Le problème des associations potentiellement excluantes et inégalitaires qui peuvent apparaître au sein de la société civile est un problème intrinsèque à la construction d'une économie sociale. En effet, l'engagement d'une association dans une production axée vers les besoins sociaux ne garantit pas que les valeurs émancipatrices de l'égalitarisme démocratique soient défendues.

Aux États-Unis, il existe un éventail d'activités économiques associatives qui remplissent les critères généraux de l'économie sociale et qui entretiennent au mieux une relation ambiguë avec notre projet d'émancipation. À titre d'exemple, un bon nombre d'initiatives motivées par des convictions religieuses relèvent de cette catégorie d'activité : l'État finance certains groupes religieux en échange de services

sociaux qui étaient traditionnellement gérés par la puissance publique. Non seulement les associations confessionnelles encadrent les activités liturgiques, mais elles fournissent également un certain nombre de services orientés vers des besoins : services éducatifs, programmes de soutien scolaire durant les vacances, aides alimentaires pour les personnes socialement vulnérables, soutien psychologique, et bien d'autres services encore. Toutes ces initiatives motivées par des convictions religieuses assurent des services financés par l'argent public mais demeurent sous la tutelle des associations confessionnelles. Au sein d'une société égalitaire et participative, ces subventions publiques permettent parfois de renforcer le pouvoir d'agir social en assurant aux communautés un meilleur contrôle sur l'offre de services, mais elles peuvent aussi devenir un moyen de véhiculer des discours sectaires au service d'une cause religieuse.

Les bons scolaires constituent également un bon exemple d'exclusion et d'inégalités qui seraient potentiellement induites au sein d'une économie sociale[37]. Dans un système optimal de bons scolaires, tous les parents reçoivent un bon dont la valeur correspond à un certain montant et qu'ils vont par la suite verser à l'école, publique ou privée, fréquentée par leurs enfants. Les choix scolaires fonctionnent ainsi selon le modèle d'un marché où l'argent accompagne les élèves. Les écoles sont alors en compétition pour attirer les étudiants : les écoles d'excellence vont attirer de nombreux étudiants et continuer de prospérer, tandis que les écoles plus modestes, face à cette pression concurrentielle, vont devoir s'améliorer sous peine de disparaître du champ scolaire. La concurrence induite par la logique marchande produira ses effets magiques sur le système d'enseignement. Dans la mesure où les écoles privées sont sous la tutelle d'associations issues de la société civile, ce qui constitue un cas de figure assez classique, un système éducatif qui dépendrait financièrement de bons scolaires peut détourner ces ressources au profit de l'économie sociale.

Mais si on tient compte du contexte politico-social américain du début du XXIe siècle, et même si la distribution ciblée de bons scolaires permet actuellement à un certain nombre d'enfants issus des milieux modestes de ne pas être scolarisés dans des écoles publiques désastreuses, la proposition de généraliser ce dispositif de financement est principalement soutenue par les partisans d'un conservatisme antiétatique qui la perçoivent comme un moyen d'affaiblir l'éducation publique en transférant ces revenus fiscaux aux écoles privées sur simple décision parentale. Et comme ce dispositif permet généralement aux écoles privées de fixer des frais de scolarité qui sont bien supérieurs au montant des bons scolaires, cela revient à créer une subvention publique destinée à financer un système d'éducation privé dont le coût est déjà exorbitant. En outre, puisque l'organisation de la majorité des écoles privées dépend des associations confessionnelles, un système de bons scolaires, qui serait promu par l'économie sociale aux États-Unis, soutiendrait des associations qui défendent souvent des valeurs sociales ultraconservatrices. Autrement dit, un tel système de substitution conduirait facilement à soutenir financièrement un système éducatif inégalitaire et dont les principes de fonctionnement sont sectaires et

excluants.

Il n'existe aucune garantie que l'augmentation des transferts, incitations et subventions publics pour financer l'économie sociale permette d'éviter de produire de tels effets pervers. C'est pourquoi il semble crucial que des règles spécifiques soient mises en œuvre afin que l'État puisse soutenir des projets d'économie sociale ayant une dimension universaliste, égalitariste et démocratique. C'est l'une des fonctions essentielles qu'assure par exemple le Chantier de l'économie sociale au Québec : cette association défend explicitement les valeurs démocratiques, universalistes et égalitaristes qui orientent systématiquement ses actions lorsqu'il s'agit de coordonner l'économie sociale québécoise. En ce qui concerne le système éducatif, Samuel Bowles et Herbert Gintis proposent, dans leur ouvrage*Recasting Egalitarianism*, des règles permettant de garantir la dimension radicalement égalitaire d'un système de bons scolaires afin d'atténuer les potentialités d'exclusion d'un tel dispositif[38]. Leur proposition consisterait à instituer un système généreux de bons scolaires qui interdirait néanmoins aux différents établissements de « compléter » ces fonds avec d'autres sources de financement (frais de scolarité, présents offerts, donations, etc.). Par conséquent, ces bons octroyés ne peuvent en aucun cas subventionner des écoles privées qui sont fréquentées majoritairement par des élèves issus des classes aisées. Nos deux auteurs proposent également un système dans lequel la valeur attribuée à ces bons scolaires pourrait varier selon les caractéristiques démographiques des élèves scolarisés dans les écoles ciblées par ce dispositif et les caractéristiques sociales des élèves qui bénéficient de ces bons. À titre d'exemple, la valeur d'un bon scolaire d'un enfant pauvre serait bien plus élevée lorsqu'il s'agit pour lui d'intégrer une école composée d'élèves majoritairement issus de la classe moyenne, et non un établissement fréquenté surtout par des enfants issus des classes modestes. Un tel dispositif inciterait les différents établissements scolaires à diversifier leur population étudiante. Enfin, Bowles et Gintis proposent de mettre en place des procédures de suivi et de contrôle assez contraignantes pour s'assurer que les établissements scolaires qui bénéficieraient de ce mode de financement adopteraient certaines normes scolaires générales. Dans un tel système, les établissements scolaires conserveraient ainsi un caractère réellement public, au sens où les normes de réglementation publiques qui encadrent les programmes pédagogiques seraient maintenues, mais appliquées différemment et avec souplesse par les associations issues de la société civile. Il va de soi que ces règles ne feraient pas disparaître tous les problèmes potentiels que peut soulever un tel système, mais elles limiteraient fortement les inégalités et les situations d'exclusion.

Le capitalisme et l'économie sociale. Le second problème général auquel se heurtent les tentatives visant à développer et approfondir l'économie sociale concerne l'articulation de ce système économique avec les marchés capitalistes. Deux questions nous paraissent particulièrement importantes ici : celle de la concurrence avec l'économie capitaliste et celle de la dépendance de l'économie sociale par rapport au capitalisme en matière de ressources financières.

Selon l'opinion dominante, la concurrence maintient les individus et les entreprises en état d'alerte permanent en exerçant sur eux une pression constante pour innover et améliorer la qualité et l'efficacité de leurs actions. Mais pourquoi l'économie sociale devrait-elle s'inquiéter de la concurrence exercée par les entreprises capitalistes, si son mode d'organisation fournit un service de meilleure qualité ? Selon moi, trois raisons peuvent être avancées pour expliquer pourquoi il est particulièrement difficile pour l'économie sociale d'investir des secteurs d'activité qui sont potentiellement rentables pour les entreprises capitalistes. Premièrement, les grandes sociétés capitalistes sont en mesure d'attirer des dirigeants influents et talentueux issus de l'économie sociale. Les cadres dirigeants ayant travaillé dans le secteur de l'économie sociale exercent souvent des fonctions organisationnelles complexes et développent ainsi des compétences interpersonnelles hautement valorisantes. Lorsque les sociétés capitalistes sont en mesure d'identifier ces talents, elles peuvent ainsi proposer des salaires plus attractifs et attirer massivement les travailleurs les plus talentueux issus de l'économie sociale. Bien entendu, certains secteurs de l'économie sociale peuvent se prémunir d'une telle menace, par exemple les services d'accueil à l'enfance, dont la rentabilité capitaliste n'est pas assez attractive, mais ce système de cooptation par le salaire pourrait limiter la progression de l'économie sociale dans de nouveaux secteurs d'activité. Deuxièmement, les entreprises capitalistes peuvent s'engager dans des secteurs concurrentiels qui peuvent affaiblir l'économie sociale. En effet, les entreprises capitalistes ont plus facilement accès au système de crédit que les organisations issues de l'économie sociale à but non lucratif, et leur niveau de capitalisation est donc généralement plus élevé. C'est pourquoi elles peuvent proposer des services plus prestigieux, qui sont par ailleurs bien plus coûteux, et donc détourner potentiellement les consommateurs les plus riches des services offerts par l'économie sociale qui se limiterait alors à satisfaire les besoins des personnes les plus vulnérables économiquement. Troisièmement, les entreprises capitalistes ne sont pas contraintes par leurs activités marchandes de produire des externalités sociales positives et n'ont par conséquent nullement besoin de consacrer des ressources à cet objectif qui apparaît, au contraire, comme l'une des principales motivations guidant l'action des organisations issues de l'économie sociale. Dans une logique marchande classique, la non-prise en compte de cet objectif confère aux entreprises capitalistes un avantage concurrentiel décisif. Sauf à reconnaître l'existence de règles protectionnistes qui encadreraient les marchés investis par les entreprises issues de l'économie sociale, en accordant par exemple des subventions financières qui compenseraient les externalités positives qu'elles produisent, la concurrence capitaliste aura tendance à éroder les principes qui sous-tendent l'économie sociale.

Par-delà la question de la concurrence directe avec les marchés capitalistes, l'économie sociale risque potentiellement d'être dénaturée par son besoin d'acquérir des ressources financières contrôlées par le capitalisme. Si les entreprises issues de l'économie sociale s'endettent auprès des banques, elles sont alors contraintes de

générer des revenus suffisants afin de payer les intérêts et de rembourser leurs emprunts. Et si elles cherchent à attirer des investisseurs, elles doivent alors garantir un « taux de retour sur investissement » raisonnable. Les prêts et les investissements dont bénéficient les entreprises issues de l'économie sociale signifient qu'elles doivent se comporter davantage comme des entreprises capitalistes et prendre les décisions qui s'imposent en tenant compte des taux de profit escomptés. Bien entendu, l'alternative consisterait à substituer les subventions aux investissements, en incitant les particuliers et les fondations à verser des aides financières sous forme de dons ou en attirant des subventions publiques. Ces aides financières peuvent en effet garantir une plus grande autonomie aux entreprises issues de l'économie sociale, mais ces dernières dépendraient de la bonne volonté des autorités politiques et (généralement) de personnes fortunées pour recueillir ces subventions et ces dons, ce qui augmenterait le degré de vulnérabilité de l'économie sociale lors d'un changement de majorité politique ou de stratégie économique promue par les élites, lorsqu'il s'agit précisément de fixer l'ordre des priorités en matière de financement.

Par conséquent, ce dont l'économie sociale a réellement besoin, c'est d'un dispositif institutionnel permettant de garantir le caractère inconditionnel et non contingent d'une partie importante de son financement. C'est pourquoi l'idée d'un *revenu inconditionnel de base* pourrait constituer une piste de réflexion importante.

Le revenu inconditionnel de base

Le mécanisme de base

Bien qu'elle ait une longue histoire, l'idée d'un revenu inconditionnel de base a récemment resurgi lors de discussions en Europe[39]. Cette proposition fut alors déclinée sous différentes formes : revenu universel de base, allocation universelle (*demogrant*), dividende citoyen, impôt négatif sur le revenu[40]. Malgré ses multiples occurrences, l'idée sous-jacente, que nous avons déjà exposée dans le chapitre 1, est assez simple à saisir : chaque résident légalement installé dans un pays perçoit une allocation mensuelle de subsistance lui garantissant un niveau de vie convenable selon des critères définis culturellement, disons 125 % du « seuil de pauvreté ». Cette subvention est *inconditionnelle* dans la mesure où elle est déconnectée des activités du travail ou de toute forme de contribution, et elle est *universelle* – tout le monde, aussi bien les riches que les pauvres, est destinataire de cette subvention en tant qu'elle relève d'un droit à la citoyenneté. Ces subventions sont versées à des individus et ne dépendent pas du giron familial. Les parents ne sont que les garants légaux des subventions accordées à leurs enfants lorsque ces derniers sont mineurs. Habituellement, la mise en place du revenu de base reste tributaire d'une politique nationale qui recourt aux impôts pour garantir un tel revenu à tous les citoyens ou résidents légaux, mais la question de la désirabilité et de la faisabilité d'un revenu de base mondial, fondé sur des mécanismes de taxation au niveau supranational permettant de garantir à l'ensemble de la population mondiale un revenu minimal de base, commence à voir le jour[41].

La justification

Du point de vue de l'égalitarisme radical, un revenu universel de base contient plusieurs caractéristiques attrayantes[42]. Premièrement, il réduit considérablement l'un des aspects les plus coercitifs du capitalisme. Lorsqu'il a analysé la « prolétarisation du travail », Marx a largement insisté sur la « double séparation » du « travail salarié libre » : les travailleurs ont été séparés des moyens de production et, par conséquent, ils ont également été séparés des moyens de subsistance. La combinaison de cette double séparation obligea les travailleurs à vendre leur force de travail pour assurer leurs moyens de subsistance. En ce sens, le travail prolétarisé est fondamentalement un travail non libre. Le revenu inconditionnel et universel de base brise ce double processus de séparation : certes, les travailleurs restent séparés des moyens de production (ils n'en sont pas eux-mêmes propriétaires), mais ils ne sont plus séparés des moyens de subsistance (qui sont garantis par l'octroi du revenu de base). La décision de travailler en échange d'un salaire relève ainsi d'une adhésion volontaire. Le capitalisme entre adultes librement consentants est en effet beaucoup moins répréhensible que le capitalisme entre employeurs et travailleurs qui sont contraints de travailler en échange d'un salaire. En augmentant la capacité des travailleurs de refuser un emploi, le revenu de base assure une distribution beaucoup plus égalitaire des libertés réelles que celle promue par le capitalisme ordinaire, ce

qui contribue directement à la réduction des inégalités en matière d'accès aux moyens de vivre une vie épanouissante[43].

Deuxièmement, le revenu universel de base est susceptible d'égaliser les mécanismes du marché du travail. Si la capacité des travailleurs à refuser un emploi est renforcée, les salaires associés à un travail pénible sont alors susceptibles d'augmenter par rapport aux salaires correspondant à un travail plaisant. Par conséquent, la ventilation des salaires qui structure le marché du travail commencera à refléter plus systématiquement la désutilité relative des différents emplois, plutôt que simplement la pénurie relative de la force de travail. Une telle structure incitera ainsi les employeurs à promouvoir des innovations techniques et organisationnelles qui éliminent le travail pénible. Cette évolution technique ne produirait donc pas seulement une économie de travail, mais tendrait aussi à en humaniser les conditions de réalisation.

Troisièmement, le revenu universel de base élimine directement et massivement la pauvreté en évitant de reproduire les effets pervers produits par les transferts de revenus à des populations ciblées. Toute forme de stigmatisation disparaît, puisque tout le monde perçoit cette subvention. La frontière bien définie entre bénéficiaires nets et contributeurs nets s'efface également, car avec le temps de nombreuses personnes et familles franchissent régulièrement cette frontière dans les deux sens. Ainsi, dès lors que les effets positifs du revenu de base commencent à se faire ressentir dans le temps, il est peu probable que des coalitions gouvernementales s'opposent à la redistribution d'une telle allocation. Ce dispositif permet également de diminuer les « trappes à pauvreté » qui sont causées par les effets du seuil d'admissibilité permettant d'accéder aux prestations sociales, car tout le monde reçoit inconditionnellement ces prestations[44]. Si vous travaillez et percevez un salaire, le revenu supplémentaire est bien entendu imposé ; mais le taux d'imposition est progressif, et il n'existe aucun effet dissuasif interdisant à une personne d'intégrer le marché de travail afin d'acquérir un revenu supplémentaire.

Quatrièmement, le revenu universel de base est un moyen de reconnaître socialement la valeur d'un ensemble d'activités non marchandes fondées sur le soin et qui sont traditionnellement délaissées par les marchés, en particulier les prestations de soins délivrées aux familles et plus largement à l'ensemble des communautés. Même si le revenu universel ne transforme pas en soi le caractère sexué d'un tel travail, il pourrait néanmoins neutraliser certaines conséquences inégalitaires du fait que cette activité non rémunérée est généralement effectuée par des femmes. En effet, le revenu universel de base pourrait être considéré comme un mécanisme indirect permettant de promouvoir un « salaire domestique », qui est une revendication défendue par certaines féministes : en reconnaissant que ces prestations de soins sont socialement utiles et productives, elles mériteraient ainsi d'être prises en charge financièrement[45].

Cinquièmement, un revenu inconditionnel de base sécurisé pourrait potentiellement augmenter la puissance collective des travailleurs organisés, non seulement en garantissant la liberté de quitter individuellement son emploi, mais en

contribuant aussi à la stratégie plus générale qui consiste à renforcer le pouvoir d'agir social des forces populaires. Bien entendu, cette puissance accrue des travailleurs soulève également le problème de la durabilité du revenu de base, car la crainte de l'accroissement d'une telle puissance collective est l'une des raisons pour lesquelles le revenu de base risque d'être fortement contesté par les capitalistes. Si les travailleurs considéraient le revenu de base comme un fonds de grève inconditionnel et l'utilisaient constamment pour revendiquer des salaires à la hausse, une telle situation compromettrait la viabilité économique du revenu de base en déclenchant des phénomènes de désinvestissement. Cependant, la montée en puissance de la classe ouvrière, qui serait entièrement soutenue par l'octroi d'un revenu de base, ne doit pas se réduire uniquement à une question de gain économique à court terme. Comme nous le verrons en détail dans le chapitre 11, un tel dispositif peut également être utilisé pour forger ce qu'on peut appeler un *compromis de classe positif*, qui crée les conditions d'un changement durable dans l'équilibre du pouvoir de classe.

Enfin, dernière caractéristique qui revêt une importance particulière dans le contexte actuel, le revenu universel de base peut être considéré comme une subvention massive permettant de financer l'économie sociale et l'économie de marché coopérativiste. L'un des principaux problèmes que les acteurs collectifs rencontrent dans l'économie sociale consiste à assurer un niveau de vie décent pour les prestataires de services issus de l'économie sociale. C'est évidemment un problème chronique qui touche le champ artistique, mais cela affecte aussi les efforts déployés par les collectivités lorsqu'il s'agit d'organiser efficacement les prestations de soins au sein de l'économie sociale – gardes d'enfants, soins aux personnes âgées, soins à domicile, soins palliatifs. Garantir un niveau de vie acceptable à leurs membres est également un problème chronique pour les coopératives de producteurs autogérées, notamment lors de la phase initiale où une coopérative est mise en place et lorsque les membres apprennent à fonctionner ensemble, élaborent les modalités de l'organisation et actualisent les potentialités productives de la coopérative. Un revenu de base permettrait plus facilement à une coopérative de survivre durant cette phase d'apprentissage et de se reproduire en tant qu'organisation économique permanente. Le revenu de base peut donc être considéré comme un mécanisme permettant de transférer une partie de la plus-value sociale issue du secteur marchand capitaliste vers l'économie sociale, ou bien une partie de l'accumulation du capital vers ce qu'on pourrait appeler l'accumulation sociale et coopérativiste – c'est-à-dire le renforcement de la société à s'auto-organiser en vue de promouvoir une activité économique orientée vers la satisfaction des besoins et des activités de marché issues des coopératives.

Problèmes

Les personnes sceptiques quant à la possibilité de mettre en place un revenu inconditionnel de base soulèvent généralement deux problèmes : le problème de l'*offre de travail* et celui de la *fuite des capitaux*.

Un revenu universel de base n'est réalisable que si un nombre suffisant de personnes acceptent de travailler dans le secteur du salariat en produisant les efforts nécessaires pour assurer un niveau de production et de prélèvement satisfaisant permettant de financer l'allocation universelle. Si un trop grand nombre d'individus se contentaient de vivre seulement avec l'allocation (soit parce qu'ils sont paresseux, soit parce qu'ils ont simplement développé une forte préférence pour des activités non génératrices de revenus au détriment d'une activité rémunératrice), ou si les taux marginaux d'imposition étaient élevés au point de réduire sérieusement les incitations à travailler, alors l'ensemble du système s'effondrerait. L'enjeu consiste alors à définir un « revenu minimum de base durable » dont l'institutionnalisation maintiendrait un niveau d'offre de travail suffisant pour garantir un taux de prélèvement nécessaire au financement d'un tel revenu. Par conséquent, le plus haut niveau de subvention accordée pourrait s'appeler le « revenu maximum de base durable ». La question empirique est alors de savoir si ce niveau maximum durable est suffisamment élevé pour garantir les effets vertueux énumérés ci-dessus. Par exemple, si le montant maximal de l'allocation atteignait 25 % du seuil de pauvreté, un tel dispositif ne pourrait probablement pas réduire la pauvreté de manière significative, et la décision de s'engager dans un travail rémunéré ne résulterait pas d'un acte volontaire et non coercitif[46]. D'autre part, si le montant maximum de l'allocation durable atteignait 150 % du seuil de pauvreté, un revenu universel de base ferait avancer de manière significative la cause de l'égalité. Qu'un tel scénario puisse ou non se réaliser, il s'agit là d'une question empirique difficile à élucider, car cela dépendrait de la répartition des préférences en matière de travail et du niveau de productivité dans une économie donnée[47]. Un revenu de base dont le montant serait généreux aurait davantage de chances de s'implanter durablement, non seulement dans les pays qui se sont construits autour d'un État-providence solide et qui ont développé des politiques publiques de redistribution, puisque les impôts supplémentaires qui seraient prélevés n'auraient alors que peu d'incidence sur le montant global de leurs prélèvements sociaux, mais aussi dans des sociétés qui se sont fondées sur une éthique du travail enracinée et des normes culturelles favorisant la participation des travailleurs, puisque dans une telle situation la proportion de la population active qui serait susceptible de quitter définitivement le marché du travail serait assez faible. De manière plus ironique, un revenu de base est également susceptible de s'implanter durablement dans une société ayant développé une culture ultraconsumériste, puisque les membres d'une telle société sont susceptibles d'avoir des préférences marquées pour un revenu discrétionnaire.

Au problème de l'offre de travail viennent s'ajouter ceux de la fuite des capitaux et du désinvestissement, problèmes qui fragilisent la mise en place d'un revenu universel de base. Un revenu universel de base ayant un montant élevé augmenterait considérablement le pouvoir de négociation des travailleurs, un financement massif de l'allocation par l'impôt obligerait le capital à supporter cette charge financière, et un accès restreint au marché du travail, en l'absence d'une hausse compensatoire et proportionnelle de la productivité, conduirait à une augmentation substantielle des

salaires et des coûts de production, autant d'éléments qui laissent supposer qu'un revenu universel de base pourrait enclencher un important processus de désinvestissement et précipiter la fuite des capitaux. C'est pour cette raison que les socialistes ont traditionnellement soutenu qu'une véritable déprolétarisation de la force de travail est impossible au sein du capitalisme : la condition nécessaire pour instaurer durablement un revenu universel de base dont le montant serait substantiel consisterait alors à contraindre politiquement le capital en agissant notamment sur les flux d'investissements[48].

De même qu'il est difficile de traiter avec précision la question de l'offre de travail, il est également très compliqué de faire des projections significatives afin de déterminer l'ampleur du problème que soulèverait une fuite de capitaux, dès lors que serait instauré un revenu universel de base dont le montant serait variable. Ce que nous pouvons dire à ce sujet, c'est que l'économie capitaliste fonctionne durablement bien dans un pays comme la Suède où les montants d'imposition représentent plus de la moitié du PIB et où plus de 75 % de la force de travail est syndiquée. Au début du XXe siècle, bien avant l'avènement de la social-démocratie suédoise, la question de savoir si une économie capitaliste pouvait durablement supporter un tel niveau d'imposition et s'organiser autour d'une classe ouvrière massivement syndiquée aurait sans doute reçu une réponse négative.

Le capitalisme social

L'expression « capitalisme social » renvoie à un grand nombre de mécanismes institutionnels et de processus sociaux par lesquels le pouvoir social qui émane de la société civile influe directement sur l'exercice du pouvoir économique capitaliste, en particulier dans les entreprises. L'exemple le plus répandu est bien entendu celui des syndicats. Ces derniers sont des groupements d'intérêt et, bien qu'ils encadrent les activités syndicales de leurs membres – dans les entreprises et sur le marché du travail –, leur principale ressource politique provient de leur capacité de mobilisation lorsqu'il s'agit notamment de mener des actions collectives, c'est pourquoi on peut dire qu'ils font également partie de la société civile[49]. Mais lorsque l'activité des syndicats est fortement encadrée par l'État, leur rôle dans le gouvernement du pouvoir économique se limite alors aux négociations salariales et à l'amélioration des conditions de travail. Le renforcement du pouvoir d'agir social par la voie syndicale devient alors assez limité. Mais, en certaines circonstances et en certains lieux, les syndicats peuvent jouer un rôle bien plus décisif et modifier de manière significative le fonctionnement du capitalisme. Par exemple, on peut leur reconnaître le droit d'élire des représentants au sein des conseils d'administration des grandes entreprises, comme c'est le cas dans le système de cogestion allemand, où ils peuvent participer à des comités au sein des entreprises et encadrer les relations professionnelles. De la même manière, les syndicats peuvent être fortement impliqués dans des actions locales et se coordonner avec des mouvements sociaux issus de la société civile. Ce « syndicalisme de transformation sociale » contribue potentiellement à nouer des solidarités par-delà les divers intérêts qui traversent la société civile, et renforce ainsi de manière cohérente le pouvoir d'agir social[50].

Dans les développements qui vont suivre, je ne vais pas discuter le rôle traditionnel des syndicats, même si c'est un aspect important du capitalisme social. Je vais plutôt me concentrer sur des propositions institutionnelles moins connues qui tentent de créer des moyens plus démocratiques de contrôler directement le pouvoir économique par le biais d'associations. Il existe déjà au sein des sociétés capitalistes des regroupements de capitaux contrôlés par des organismes publics et semi-publics. Les dotations des universités publiques et les caisses de retraite des syndicats et des organisations gouvernementales en sont des exemples typiques. Il arrive parfois que ces fonds de capitaux soient utilisés pour imposer des contraintes sociales sur l'investissement. L'exemple le plus connu est peut-être l'effort concerté de priver financièrement les universités sud-africaines d'investissements pendant la période de l'apartheid. Certains fonds de pension ont également évalué leurs besoins en investissement en se fondant sur un critère de responsabilité sociale. Plus radicalement, comme nous le verrons ci-dessous, les syndicats et la gauche du parti social-démocrate suédois ont proposé dans les années 1970 que les fonds de salariés (*wage-earner funds*), qui étaient gérés par les syndicats, soient utilisés pour contrôler progressivement les entreprises suédoises. Cette proposition initiale s'est attiré un certain nombre de critiques et fut modifiée, à tel point que la version finale

adoptée fut amputée de cette disposition pour le moins radicale.

La question est alors de savoir si une reconfiguration institutionnelle des règles et des pratiques encadrant la création et le contrôle de ces regroupements de capitaux publics leur permettrait de jouer un rôle beaucoup plus important, lorsqu'il s'agit précisément d'imposer des contraintes au capital, comme une direction démocratique et des priorités sociales sur l'accumulation. Plus profondément, les fonds de pension constituent déjà un regroupement de capitaux qui pourraient être utilisés à ces fins, et la tendance générale qui consiste à convertir des régimes de pension à *prestations déterminées* en régimes de pension à *contributions déterminées* pourrait accroître l'importance de ces regroupements dans un futur proche[51]. Toute la question est donc de savoir si l'organisation et le financement de ces grands fonds de pension, notamment lorsqu'ils sont gérés par des groupements d'intérêt comme des syndicats, peuvent ou non être utilisés de manière préventive pour discipliner les entreprises et réduire la capacité du capital à s'extraire des réglementations publiques.

Un grand nombre de stratégies ont été adoptées ou proposées dans le but de permettre aux personnes et aux associations d'utiliser ces fonds de capitaux pour influencer le comportement des entreprises. Certains d'entre eux ont déjà été intégrés au sein de l'économie capitaliste. Par exemple, les fonds sociaux de placement définissent un certain nombre de critères éthiques qui encadrent l'achat des actions d'entreprises. Il arrive même que certains fonds de placement ciblent une question éthique particulière, comme le refus d'investir dans des entreprises de sécurité, des compagnies pétrolières ou des compagnies de tabac. D'autres fonds se prémunissent encore davantage en adoptant des principes éthiques plus contraignants et en exigeant notamment des entreprises qu'elles respectent des normes sociales et environnementales élevées. Ces fonds sociaux de placement facilitent certainement les investissements individuels et collectifs motivés moralement par des préoccupations sociales, mais la mesure de l'impact réel de ces stratégies d'investissement sur le comportement des entreprises demeure un sujet controversé. Les sceptiques soutiennent que les normes sociales de contrôle n'auraient virtuellement aucun impact sur la valeur des actions des entreprises non contrôlées. Cette forme de contrôle social pourrait certes avoir un effet négatif sur la valeur des actions des entreprises non contrôlées, puisque la demande diminuerait sensiblement, mais ces actions susciteraient aussi la convoitise des investisseurs qui ne se soucient guère de ces normes sociales de contrôle, ce qui signifierait que la demande augmenterait à nouveau. Les sceptiques insistent donc sur le fait que le bénéfice net attendu serait minimal, et les normes sociales de contrôle n'exerceraient pas une pression réelle suffisante sur les « mauvaises » entreprises. Les défenseurs de cette forme de contrôle soutiennent que, malgré le faible impact de l'investissement éthique sur la valeur des actions, un tel dispositif contribue à modifier les attentes culturelles quant au comportement des entreprises et pourrait avoir au fil du temps un impact plus important. Les comportements des entreprises ne sont jamais simplement motivés par la poursuite bornée et impitoyable du profit maximal. Dans une certaine mesure, elles sont également encadrées par des normes sociales, et l'existence de

fonds d'investissement socialement contrôlés et transparents contribue à renforcer le climat moral dans lequel baignent les capitalistes.

Il nous faut désormais explorer deux stratégies visant à renforcer le contrôle démocratique sur ces regroupements de capitaux, qui se distinguent considérablement du contrôle social exercé sur des portefeuilles d'actions. L'une de ces stratégies – le contrôle des fonds de capital-risque par les travailleurs – existe sous forme limitée dans quelques zones géographiques, tandis que l'autre stratégie – les fonds salariés avec prélèvement d'action – a été proposée, mais pas encore adoptée. Ces deux stratégies, si elles étaient adoptées à grande échelle, pourraient offrir des perspectives importantes lorsqu'il s'agit de penser l'impact direct du pouvoir social sur l'exercice du pouvoir économique.

Les fonds de solidarité contrôlés par des travailleurs

Pour rappel, le Fonds de solidarité de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) a été fondé en 1983. Il a été conçu comme un fonds d'investissement qui a pour mission principale d'investir directement dans les petites et moyennes entreprises québécoises[52]. Par la suite, il est devenu le plus grand réseau québécois d'investissement en fonds propres. Il dispose ainsi d'un certain nombre de caractéristiques distinctives que nous pouvons énumérer comme suit :

1. *Le rôle du mouvement syndical.* La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec gère et contrôle directement ce Fonds en assurant notamment le recrutement des personnes qui y contribuent. Par l'entremise du Fonds de solidarité, le mouvement ouvrier commence alors à jouer un rôle déterminant dans la répartition du capital. Ce point est un aspect central dans la conception du Fonds de solidarité car il est incontestablement un instrument de renforcement du pouvoir d'agir social. Alors même que d'autres formes d'associations issues de la société civile pourraient potentiellement gérer des fonds de capital-risque pour servir les intérêts de leurs membres, les syndicats membres de la Fédération des travailleurs et travailleuses ont choisi d'occuper une position unique afin de placer les conditions de travail et les relations capital-travail au centre de l'agenda social de ces investissements.

2. *L'investissement soumis à des critères sociaux.* Avant d'investir, l'environnement professionnel de l'entreprise fait l'objet d'une « évaluation sociale » qui implique un « examen minutieux du fonctionnement de l'entreprise en ce qui concerne : ses employés et leur profil, son mode de gestion et de *management*, les conditions et les relations de travail, la production, la concurrence et le respect des principales directives de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, plus précisément dans les secteurs de la santé et de la sécurité au travail et dans celui de l'environnement[53] ». Seules les entreprises qui satisfont à ces critères de vérification sont autorisées à percevoir des investissements.

3. *Les investisseurs de la classe ouvrière.* La majorité des individus qui investissent dans le Fonds – 58 % – sont syndiqués. L'un des volets principaux

de la mission officielle du Fonds est de « faire prendre conscience aux travailleurs de la nécessité d'épargner en vue de la retraite et de les encourager à le faire, ainsi que de les inciter fortement à participer au développement de l'économie en achetant des actions du Fonds ».

4. *Les représentants des travailleurs sont bénévoles.* La procédure de recrutement est assurée en grande partie par des bénévoles, appelés *responsables locaux*, dont la fonction est de recruter leurs futurs collègues dans leurs propres lieux de travail. Le Fonds de solidarité finance les études et assure la formation de ces représentants locaux bénévoles : « Ce sont eux [les responsables locaux] qui forment la colonne vertébrale du Fonds de solidarité. Dans le cadre de notre structure, plus de 2 000 bénévoles [en 2004] ont reçu une formation, suivi des cours, participé aux actions publiques (par exemple des réunions), et sont devenus dans leur environnement professionnel les experts, les personnes qui ont une bonne connaissance du fonctionnement du Fonds[54]. »

5. *Une perspective à long terme sur la rentabilité.* L'impératif de rentabilité oriente les décisions du Fonds de solidarité. Ces investissements en capital sont considérés comme un compte épargne-placement pour la retraite des travailleurs, et le Fonds prend très au sérieux la nécessité de garantir à ses membres un taux de rendement raisonnable. Mais le Fonds est également convaincu que la sécurisation des retraites dépend de la vitalité de l'économie québécoise, et une telle condition est tributaire d'une perspective à long terme qui engage la question du développement économique, de la création et du maintien de l'emploi, et de l'aide fournie à des secteurs stratégiques. En particulier, l'accent est mis sur l'investissement dans les petites et moyennes entreprises. Ce sont en effet des entreprises géographiquement stables et bien plus enracinées localement que les grandes sociétés privées. Globalement, elles fournissent également plus d'emplois que les grandes entreprises. Dans le contexte actuel d'un capitalisme mondialisé, la vitalité des petites et moyennes entreprises apparaît alors comme un élément essentiel pour préserver un environnement économique solide.

6. *Le principe du « capital patient ».* Le Fonds de solidarité de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec accorde une importance cruciale à ce qu'il appelle le principe du « capital patient », qui a été conçu pour permettre aux petites et moyennes entreprises de disposer d'un horizon temporel suffisant durant lequel elles peuvent développer leurs capacités économiques. Le rapport annuel de 2007 qui relate les activités du Fonds précise les contours de ce principe :

> La base de notre réussite : expertise et capital patient. Pour leur permettre de faire face à de nombreux défis, nous offrons à nos partenaires du capital patient : du capital avec lequel ils pourront véritablement réaliser leurs projets de modernisation ou d'expansion, et rendre leurs entreprises plus compétitives. […] De plus, puisque notre taille et notre mission nous le permettent, nous pouvons accompagner nos partenaires durant les périodes difficiles, c'est-à-dire au moment où ils ont le plus besoin de soutien pour relever des défis en

matière de positionnement concurrentiel et de croissance[55].

Henri Masé, qui était à l'époque président du conseil d'administration du Fonds de solidarité, réaffirme cette priorité en ces termes :

> Pour nous, l'investissement est un moyen de créer de la richesse collective en ciblant des emplois de qualité : ceux que nous pouvons créer et ceux que nous devons préserver. […] Ce n'est un secret pour personne : je m'oppose aux investissements purement spéculatifs de certains fonds privés – américains, notamment. Derrière ces investissements, il n'y a pas de vision à moyen et à long terme ; les investisseurs ne sont nullement préoccupés de la survie des entreprises. Leur unique motivation est l'appât immédiat du gain. Bien sûr, nous n'avons rien contre la recherche de bons rendements, pour accroître la richesse – mais elle ne doit pas se faire au détriment de nos valeurs sociales ni de notre mission axée sur l'emploi et le développement économique[56].

7. *Le soutien du gouvernement.* Le Fonds est indirectement subventionné par le gouvernement (et non plus directement comme c'était le cas durant les premières années). Les contributions financières versées au Fonds de solidarité font l'objet d'un traitement fiscal avantageux de la part des gouvernements provincial et fédéral sous la forme de crédits d'impôt. Lorsque ce dispositif a été lancé, il a reçu directement des subventions gouvernementales afin d'augmenter le montant des investissements que le Fonds de solidarité était en mesure d'engager.

8. *Une collaboration active avec les « entreprises partenaires ».* Le Fonds collabore activement avec les entreprises partenaires dans lesquelles il investit en proposant aux employés et aux dirigeants de suivre des formations adaptées, par exemple en marketing. Il fonctionne en partie comme un organisme de développement, et non pas comme un vulgaire pourvoyeur de capitaux. Cette implication étroite au sein des entreprises partenaires diminue ainsi les risques que prend le Fonds de solidarité en investissant à long terme dans le capital de ces entreprises.

9. *Des fonctions éducatives.* L'un des objectifs des programmes de formation destinés aux employés des entreprises partenaires est de les sensibiliser aux problématiques financières et économiques afin qu'ils puissent mieux saisir la nature des problèmes auxquels sont confrontés leurs employeurs. Comme l'indique le Rapport annuel publié en 2007 :

> La formation offerte par le Fonds de solidarité s'adresse à l'ensemble du personnel des entreprises partenaires et s'inscrit dans la volonté du Fonds de contribuer à la croissance de ces entreprises. En misant sur la transparence et sur de bonnes pratiques de communication entre la direction et les employés dans l'entreprise où elle est offerte, la formation économique vise, entre autres, à établir, sur le terrain de l'analyse financière, une compréhension commune des

enjeux auxquels l'entreprise fait face et des défis qu'elle doit relever. Tous parlent donc le même langage et se trouvent mieux outillés et mobilisés pour proposer des solutions visant à assurer l'avenir de l'entreprise, tout en permettant la création ou le maintien d'emplois de qualité[57].

Si on ajoute à cette offre de formation les dispositifs d'évaluation sociale des entreprises, il semble évident que le Fonds de solidarité contribue à augmenter le niveau de collaboration au sein des entreprises entre employeurs et employés, lorsqu'il s'agit notamment de surmonter certains problèmes.

En 1985, soit deux ans après sa création, le montant des actifs du Fonds s'élevait à 14,3 millions de dollars canadiens, on comptait plus de 5 000 membres actionnaires, et quatre entreprises partenaires bénéficiaient alors d'investissements massifs. En 2007, le montant des actifs dépassait 7,2 milliards de dollars canadiens, le nombre des actionnaires s'élevait à 574 794 membres et 1 696 entreprises avaient bénéficié d'un plan d'investissement. Par la force des choses, le Fonds était devenu un pourvoyeur incontournable de capitaux à destination des petites et moyennes entreprises québécoises, puisqu'à l'échelle nationale il représentait plus d'un tiers des investissements en capital-risque[58]. Fort de ce succès, d'autres fonds de solidarité s'inspirant du modèle de la Fédération des travailleurs et travailleuses québécois furent lancés au début des années 1990 dans d'autres provinces canadiennes[59].

Ces fonds de travailleurs illustrent parfaitement le modèle du capitalisme social, même s'ils ne remettent pas fondamentalement en cause le capitalisme en tant que tel. En général, ces fonds de solidarité investissent aussi bien dans les entreprises capitalistes que dans des coopératives de travailleurs autogérées. À défaut d'affaiblir le capitalisme québécois ou d'exacerber les antagonismes de classe, leur stratégie d'investissement consiste à renforcer la compétitivité des entreprises au sein de l'économie et à favoriser les liens de collaboration entre employeurs et travailleurs par l'intermédiaire de formations dans le secteur financier. Le capitalisme social est donc une forme hybride dans laquelle le capitalisme demeure un élément essentiel. Contrairement à l'architecture classique du capitalisme, le pouvoir social dispose néanmoins de ressources supplémentaires qu'il puise dans la fonction reconnue au mouvement syndical et qui lui permettent d'administrer les fonds et de fixer les priorités.

On peut également remarquer que les fonds de solidarité représentent une part relativement faible de l'investissement total, même dans un pays comme le Canada où ils apparaissent comme une institution importante. Cependant, rien n'exclut *a priori* que ce dispositif puisse être généralisé. L'une des stratégies consisterait alors à subventionner directement ces fonds en faisant appel à la puissance publique au lieu de subventionner indirectement ces fonds sous la forme de dépenses fiscales[60]. C'est notamment la voie qu'a suivie le gouvernement canadien au moment de la création du Fonds de solidarité par la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, mais rien n'interdit que ce mode de financement direct demeure une

prérogative permanente de l'État. Pour financer dès le départ ce fonds de solidarité et augmenter son degré d'attractivité auprès des travailleurs, dans l'espoir de les y voir placer leurs épargnes, la justification avancée par l'État fut de dire que la crédibilité du dispositif dépendait de son poids au sein de l'économie québécoise, et il est intéressant de noter que le capital initial investi dans le Fonds lui a permis de franchir ce seuil. Mais pour justifier le maintien des subventions directes, encore faut-il avancer qu'un tel interventionnisme économique augmente durablement la capacité de la population québécoise à contrôler le développement de l'économie locale, non seulement en soutenant les petites et moyennes entreprises enracinées géographiquement ou les coopératives de travailleurs autogérées, mais en renforçant aussi le rôle du pouvoir social lorsqu'il s'agit de réguler l'accumulation du capital. Cet objectif pourrait ainsi être porté par une coalition composée d'organisations syndicales et de propriétaires de petites entreprises.

Les fonds de salariés avec prélèvement d'actions

Les fonds de solidarité que nous venons de présenter sont essentiellement des dispositifs visant à renforcer l'influence du pouvoir social sur le développement des petites et moyennes entreprises et des coopératives de travailleurs autogérées. Les fonds de salariés avec prélèvement d'actions ont été conçus pour les syndicats (et potentiellement pour d'autres groupes d'intérêt issus de la société civile) afin de contrôler le fonctionnement des grandes entreprises. À l'origine, ce dispositif a été proposé dans les années 1970 par Rudolf Meidner, économiste reconnu et théoricien de la social-démocratie, qui fut l'un des principaux architectes de l'État-providence suédois[61].

Un système de prélèvement d'actions est un système particulier de taxation des entreprises. Le modèle classique de l'impôt sur les sociétés consiste à prélever aux entreprises un pourcentage de leurs bénéfices qu'elles reversent par la suite à l'État (à titre d'exemple, le plan Meidner proposait de fixer ce taux de prélèvement à 20 %), le reste pouvant être réinvesti ou distribué aux actionnaires sous la forme de dividendes. Ces impôts sont relativement courants dans les économies capitalistes. Le prélèvement d'actions fonctionne néanmoins différemment :

1. *Acquittement de l'impôt sur les sociétés sous forme d'actions nouvelles.* Dans un système de prélèvement d'actions, au lieu de payer l'impôt sur les sociétés, les entreprises émettent de *nouvelles actions* dont la valeur est égale au montant de l'impôt sur les bénéfices. Cela signifie que l'entreprise maintient ses sources de revenus et conserve intégralement le contrôle de ses profits monétaires. Dans ce cas de figure, l'impôt sur les bénéfices prend la forme d'un impôt sur la richesse des actionnaires en fonction du taux de rentabilité de l'entreprise.

2. *Les fonds de salariés.* Ces actions sont reversées dans un « fonds » qui représente les intérêts de tous les salariés et qui est géré démocratiquement. Dans le cas de la Suède, la proposition était que la gestion de ce fonds soit assurée par un réseau de fonds implantés localement et contrôlés en grande partie par les syndicats, mais l'idée fondamentale demeurait que ce fonds de salariés devait

être contrôlé démocratiquement par des associations populaires dont la configuration institutionnelle pouvait varier, et non exclusivement par des organisations syndicales.

3. *Le statut des actions prélevées.* Les actions reversées dans le fonds des salariés ouvrent tous les droits habituellement reconnus aux actionnaires – droit aux dividendes, droit de vote au conseil d'administration et, selon certaines circonstances, pouvoir de décision sur la politique stratégique de l'entreprise. Cependant, ces actions ne peuvent pas être vendues. Elles deviennent en effet des droits de propriété inaliénables détenus par un collectif de salariés dont les intérêts sont défendus par les organismes du fonds. Lorsqu'il s'agit de couvrir les coûts occasionnés par le prélèvement d'actions, les entreprises émettent annuellement des actions nouvelles afin de diluer la valeur des actions individuelles (dans la mesure où le nombre total d'actions augmente, la valeur de celles-ci diminue puisqu'elles représentent un pourcentage plus faible de la totalité des droits de propriété de l'entreprise). Les prélèvements d'actions constituent par conséquent un modeste impôt sur la richesse des actionnaires privés[62].

4. *La trajectoire dynamique de la propriété.* Sous l'impulsion d'un effet cumulatif, qui se traduirait par le transfert d'une quantité toujours plus grande d'actions à ces fonds de salariés, les actionnaires privés seraient progressivement dessaisis de leurs droits exclusifs de contrôler les entreprises au profit d'entités collectives. Dans un premier temps, un tel dispositif permettrait aux membres ayant souscrit à ces fonds d'élire une partie des représentants qui siègent au sein du conseil d'administration, mais sur une période plus longue la majorité des actions seraient alors détenues par des fonds de salariés qui exerceraient un réel contrôle sur les entreprises. Dans la mesure où ces fonds sont censés représenter l'ensemble de la population tout en étant gérés de manière démocratique, les droits de propriété des entreprises sont alors progressivement socialisés. Pour autant, les entreprises ne deviendraient pas entièrement des propriétés sociales car rien ne leur interdit de vendre des actions selon les lois du marché et d'attirer ainsi des investisseurs privés. Le fait que les investisseurs privés soient soumis à un impôt sur la richesse lié à la valeur de leurs actions ne signifie pas que leur opération financière soit un mauvais investissement, de même que la taxation des biens immobiliers n'a jamais signifié que l'investissement immobilier était en lui-même un choix peu judicieux. En réalité, le système de prélèvement d'actions tend surtout à rééquilibrer progressivement les rapports de pouvoir au sein des entreprises en faveur du pouvoir social. Et une telle reconfiguration des rapports de pouvoir peut s'accomplir sans réduire nécessairement les marges bénéficiaires des entreprises et leur capacité à réinvestir les profits. Ce qui change, au fil du temps, c'est surtout l'équilibre des droits de propriété lorsqu'il s'agit de réinvestir les profits et d'orienter les stratégies de développement des entreprises.

5. *Quelques variations.* Ce dispositif institutionnel de base peut faire l'objet d'un certain nombre de variations possibles avant d'être adopté. Par exemple, il serait possible d'adopter une règle qui stipule que les fonds de salariés, bien que conservant le contrôle des entreprises, ne peuvent posséder plus de 51 %

des actions, cela permettrait ainsi aux investisseurs privés de détenir encore une part substantielle du capital. Nous serions donc en présence d'une structure de propriété hybride dans laquelle la propriété sociale serait prédominante et la propriété capitaliste autorisée. La structure organisationnelle de ces fonds pourrait également se démarquer du modèle suédois. En Suède, les fonds des salariés devaient s'articuler autour d'un vaste réseau de fonds régionaux socioprofessionnels. Comme le précise Robin Blackburn : « Une partie de ces fonds est versée à un organisme géré par les employés de l'entreprise qui seraient davantage en position de force face à leur employeur. Mais la plus grande partie de ces fonds est réorientée localement vers les réseaux régionaux et les syndicats[63]. » Il existe en effet de nombreuses autres possibilités. Ces fonds peuvent être gérés au niveau national, régional ou local, ou encore selon des logiques sectorielles. Ils peuvent aussi être gérés par des syndicats et des fédérations de travailleurs, comme le préconisait le plan Meidner, ou par des associations civiques ou des conseils publics spécialement élus. Le principe fondamental est que les associations socialement dotées de pouvoir demeurent ancrées dans la société civile et disposent d'un contrôle démocratique sur les entreprises dont elles gèrent les fonds.

En ce sens, un programme général avait été approuvé par la Confédération syndicale suédoise en 1976. Il déclencha alors une réaction hostile et mobilisa la classe capitaliste suédoise qui lança une campagne de grande ampleur afin d'en discréditer les grandes lignes[64]. Les capitalistes suédois insistèrent avec succès sur les effets pervers supposés de ce programme : fuite des capitaux, désinvestissement et effondrement de l'économie suédoise. Bien que la direction du syndicat ait toujours soutenu ce programme, la position du parti social-démocrate suédois, dirigé à l'époque par Olof Palme, demeura au mieux ambivalente. Résultat : le Parti social-démocrate perdit les élections pour la première fois depuis plus de quarante ans. Au final, il fallut attendre les années 1980 pour qu'une version remaniée de ce programme soit réintroduite, mais celle-ci prévoyait notamment de bloquer la possibilité d'un contrôle effectif des entreprises par l'entremise des fonds de salariés. En 1992, lorsque le Parti conservateur suédois accéda au pouvoir, cette version remaniée fut de nouveau démantelée.

L'idée d'un prélèvement d'actions a récemment été relancée lors de discussions qui portaient sur la réforme des systèmes de retraite, à partir notamment des travaux de Robin Blackburn[65]. Face au vieillissement de la population, Blackburn fait remarquer que les économies capitalistes développées seront confrontées à une crise programmée des systèmes de retraite par répartition. Face à l'accroissement du déséquilibre démographique – la proportion de la population active diminuant au profit d'une population dépendante et inactive –, il sera en effet de plus en plus difficile de garantir un niveau de retraite satisfaisant en augmentant constamment les charges sociales et les impôts. Blackburn soutient que la solution efficace à adopter consisterait à anticiper le financement des retraites en mettant en place un système de prélèvement d'actions. Mais l'obstacle central auquel se heurte cette solution réside dans la réticence indéfectible des gouvernements à taxer les richesses produites par

l'actionnariat : « Il est frappant de constater à quel point la plupart des gouvernements s'en donnent à cœur joie lorsqu'il s'agit de taxer les biens immobiliers dans lesquels les gens vivent, et de voir comment ils reculent lorsqu'il s'agit de prélever directement les richesses produites par l'actionnariat ou, comme Meidner l'imaginait, de permettre à des fonds sociaux d'exercer un contrôle accru sur les grandes entreprises[66]. »

Les fonds de solidarité et les fonds de prélèvement d'actions constituent des déclinaisons possibles du capitalisme social qui tentent de modifier les déterminations de base des rapports de propriété au sein du capitalisme, de manière à le transformer en un hybride structurel dans lequel le pouvoir social exerce de réelles prérogatives. Parmi ces deux dispositifs, celui qui promeut les fonds de solidarité peut plus facilement s'intégrer au sein du capitalisme, car il peut être institué de manière cloisonnée sur une échelle assez modeste pour ne pas menacer immédiatement le pouvoir des entreprises capitalistes. Le mécanisme du prélèvement d'actions est en revanche intrinsèquement plus menaçant. Si un tel mécanisme était mis en place de manière stable et soutenu par l'État, un nouvel équilibre institutionnel verrait le jour, au sein duquel le pouvoir capitaliste, aurait tendance à diminuer dans la configuration économique générale. En anticipant même la trajectoire historique d'un tel dispositif, on aurait pu parier sur l'émergence d'un nouvel équilibre dans lequel le pouvoir social aurait exercé un contrôle démocratique accru sur le pouvoir économique et serait devenu prédominant. Une telle conséquence prévisible explique pourquoi ce dispositif fut si énergiquement combattu par la classe capitaliste suédoise qui a admis qu'un système de prélèvement d'actions était une menace à long terme pour ses intérêts et son pouvoir de classe. En fin de compte, les conditions historiques n'étaient pas réunies pour réaliser politiquement la version qui fut présentée originairement, et tout porte à croire que dans un avenir proche elle sera de nouveau combattue partout où elle sera proposée. Mais le caractère inévitable de cette opposition de principe ne signifie pas nécessairement que la proposition est en elle-même irréalisable. Dans l'avenir, un concours de circonstances inattendues peut rendre possible la réalisation de cette stratégie institutionnelle.

L'économie de marché coopérativiste

L'autogestion d'entreprise constitue la vision la plus ancienne lorsqu'il s'agit de défendre une alternative émancipatrice au capitalisme. Rappelons que le capitalisme s'est mis en place en dépossédant les travailleurs de leurs moyens de production, puis en les employant comme ouvriers salariés au sein des entreprises capitalistes. Le renversement le plus simple de cette dépossession consiste alors à instaurer l'autogestion des unités de production. Au XIXe siècle, le mouvement coopératif fut animé par une idéologie fortement anticapitaliste et inspira les courants que Marx tourna en dérision, en les qualifiant de « socialisme utopique », et qui furent par la suite vaguement identifiés comme anarchistes. Proudhon, qui fut l'une des principales cibles des attaques de Marx, percevait les coopératives de travailleurs aussi bien comme les unités cellulaires d'une alternative socialiste que comme le moteur de la lutte anticapitaliste. En 1853, c'est en ces termes qu'il décrit le principe coopératif :

> Il y a mutualité, en effet, quand, dans une industrie, tous les travailleurs, au lieu de travailler pour un entrepreneur qui les paye et garde leur produit, sont censés travailler les uns pour les autres, et concourent ainsi à un produit commun dont ils partagent le bénéfice. Or, étendez aux associations travailleuses prises pour unités le principe de mutualité qui unit les ouvriers de chaque groupe, et vous aurez créé une forme de civilisation qui, à tous les points de vue, politique, économique, esthétique, différera totalement des civilisations antérieures[67].

Ces associations de travailleurs mutualistes coopéreraient les unes avec les autres en s'appuyant sur une structure fédérale qui faciliterait la coordination et l'action commune. Le mutualisme au sein de la production et le fédéralisme entre unités de production constitueraient ainsi la base d'une nouvelle société au sein du capitalisme lui-même, puis éventuellement au-delà de ce mode de production.

Marx avait une attitude très ambivalente concernant cette vision stratégique[68]. Dans le *Manifeste du Parti communiste*, il rejette avec mépris les coopératives de producteurs autogérées en les jugeant comme des « petites expériences, inévitablement avortées ». Dans le *Dix-huit Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, il critique sévèrement la classe ouvrière française qui préfère s'engager dans des « expériences doctrinaires, des banques d'échange et des associations de travailleurs », qui constituaient selon lui « un mouvement où il renonce à transformer le vieux monde à l'aide des grands moyens qui lui sont propres, mais cherche, tout au contraire, à réaliser son affranchissement, pour ainsi dire, derrière le dos de la société, de façon privée, dans les limites restreintes de ses conditions d'existence, et par conséquent échoue nécessairement[69] ». En revanche, en 1864, lors de son discours inaugural devant l'Association internationale des travailleurs, Marx dépeint le mouvement coopératif comme une réalisation majeure de la classe ouvrière, dont l'importance dépasse l'adoption de la loi sur la journée de travail de dix heures :

> Mais il était réservé à l'économie politique du travail de remporter bientôt un

> triomphe plus complet encore sur l'économie politique de la propriété. Nous voulons parler du mouvement coopératif et surtout des manufactures coopératives créées par l'initiative isolée de quelques « bras » entreprenants. La valeur de ces grandes expériences sociales ne saurait être surfaite. Elles ont montré par des faits, non plus par de simples arguments, que la production sur une grande échelle et au niveau des exigences de la science moderne pouvait se passer d'une classe de patrons employant une classe de salariés ; elles ont montré qu'il n'était pas nécessaire pour le succès de la production que l'instrument de travail fût monopolisé et servît d'instrument de domination et d'extorsion contre le travailleur lui-même ; elles ont montré que, comme le travail esclave, comme le travail serf, le travail salarié n'était qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé exécuté avec entrain, dans la joie et le bon vouloir[70].

Pour Marx, le recours aux coopératives de travailleurs devient donc un élément légitime de la stratégie socialiste, bien qu'il ait continué à croire qu'elles seraient contenues dans des limites relativement étroites aussi longtemps que le pouvoir capitaliste perdurerait :

> Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération doit atteindre un développement national et, par conséquent, être soutenue et propagée par des moyens nationaux. Mais les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs privilèges économiques. Bien loin de pousser à l'émancipation du travail, ils continueront à y opposer le plus d'obstacles possible. […] La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière[71].

Durant l'histoire du capitalisme, des coopératives de travailleurs se sont constituées, mais elles demeurent aujourd'hui, à quelques notables exceptions près, des structures relativement modestes et localement situées. Et lorsqu'elles parviennent à se développer économiquement, elles ont souvent tendance à imiter le modèle classique des entreprises capitalistes, en embauchant des travailleurs qui ne sont pas membres de la coopérative comme moyen de développer la production, sans même leur proposer d'intégrer cette unité de production dans le but de l'agrandir[72]. Alors même que la plupart des individus qui appartiennent au secteur coopératif continuent de percevoir les coopératives comme un mode de vie alternatif au monde du travail, tel qu'il est traditionnellement organisé au sein des entreprises capitalistes, un bon nombre de ces membres estiment qu'ils ne participent pas à un mouvement global visant à construire une alternative au capitalisme en adhérant à une stratégie antisystème organisée, comme ce fut le cas avec le mouvement coopératif du XIXe siècle. Néanmoins, les coopératives de travailleurs autogérées demeurent l'une des manifestations centrales d'une vision démocratique et égalitariste lorsqu'il s'agit de penser une organisation économique alternative.

Les propriétés de base des coopératives de travailleurs

D'une manière ou d'une autre, il existe de nombreux dispositifs institutionnels qui incarnent l'idée selon laquelle les producteurs devraient être « propriétaires » de leurs moyens de production. Ces dispositifs peuvent varier selon leur capacité à se démarquer des principes capitalistes ordinaires. À l'une des extrémités du spectre, on trouve les *plans d'actionnariat salarié*, dans lesquels les travailleurs se partagent une partie des profits de l'entreprise en détenant une quantité variable d'actions qui leur donnent les mêmes droits que ceux de tous les autres actionnaires. Le site Internet du Centre national de l'actionnariat salarié (National Center for Employer Ownership) présente le dispositif en ces termes :

> Un plan d'actionnariat salarié est un régime d'avantages sociaux destinés aux employés, qui ressemble à certains égards à un régime de participation différée aux bénéfices. Dans un plan d'actionnariat salarié, une entreprise met en place un fonds commun de placement alimenté par de nouvelles actions qu'elle émet à partir de son propre total d'actions pour acheter des actions existantes. […] Ces actions fiduciaires sont conservées dans des comptes nominatifs. Généralement, malgré quelques exceptions notables, tous les employés à plein-temps âgés de vingt et un ans participent à ce régime. La répartition des actions s'opère soit sur la base de la rémunération relative, soit selon une formule plus équitable. Dès lors que les employés accumulent de l'ancienneté au sein de l'entreprise, ils acquièrent alors le droit d'augmenter leurs parts selon un processus mieux connu sous le nom d'acquisition. […] Lorsque les employés quittent l'entreprise, ils reçoivent leur stock d'actions que l'entreprise s'engage à leur racheter au prix du marché (sauf s'il s'agit d'un marché public). Les entreprises privées doivent alors fournir annuellement une évaluation externe pour déterminer le prix de leurs actions. Dans les entreprises privées, les employés doivent être en mesure de voter à proportion du montant des actions qui leur sont attribuées sur des questions importantes, telles que la fermeture ou la délocalisation de l'entreprise, mais cette dernière peut choisir de passer outre ces droits (comme pour la composition du conseil d'administration). Dans les entreprises publiques, les employés doivent être en situation de prendre part à toutes les décisions[73].

Les plans d'actionnariat salarié se démarquent des relations capitalistes *stricto sensu*, puisque les travailleurs se partagent une partie des profits et disposent de leviers d'action dans la gouvernance de l'entreprise. Toutefois, le pouvoir des travailleurs au sein d'une entreprise ayant opté pour un plan d'actionnariat salarié est proportionnel au stock d'actions qu'ils possèdent. Et puisque, dans la plupart de ces entreprises, ce stock d'actions représente un pourcentage infinitésimal du stock total disponible, il n'est pas faux de soutenir que les rapports réels de pouvoir au sein de ces organisations économiques ne sont pas très différents des rapports de pouvoir qui gouvernent les entreprises capitalistes classiques[74].

À l'autre extrémité du spectre, on trouve des entreprises qui se structurent autour de deux principes : elles sont *entièrement détenues par leurs employés* et elles sont *démocratiquement administrées par leurs membres*, sur la base du principe « une personne, une voix ». Ces entreprises sont appelées coopératives de travailleurs ou coopératives de producteurs[75]. La manière dont ces principes peuvent être réalisés varie considérablement. Sur le terrain de la propriété, certaines coopératives sont ouvertes à tous les travailleurs de l'entreprise qui en sont membres à part entière, tandis que d'autres excluent certains travailleurs en leur retirant leur droit de vote. Dans certaines coopératives, tous les travailleurs-propriétaires participent de manière égale au capital de l'entreprise ; dans d'autres, le niveau de participation au capital peut au contraire être considérablement inégal. Les structures de gouvernement des coopératives peuvent également être différentes. Certaines coopératives sont dirigées selon un principe de démocratie directe, et toutes les décisions importantes sont prises par l'assemblée générale réunissant tous les travailleurs ; dans d'autres, il existe un conseil d'administration élu. En principe, les dirigeants de toutes les coopératives sont responsables devant les travailleurs selon des procédures démocratiques, et certaines coopératives n'hésitent pas à soumettre les fonctions de direction à un principe de rotation, alors que d'autres maintiennent une structure de direction qui se distingue professionnellement et techniquement.

L'extrême variabilité des formes institutionnelles reflète la nécessaire adaptation aux multiples complexités pratiques auxquelles se heurte la réalisation de ces deux principes, à savoir la propriété des travailleurs et le gouvernement démocratique. L'organisation optimale correspondant aux besoins d'une petite coopérative de boulangerie sera différente de celle d'une grande coopérative industrielle. Aucune organisation homogène ne pourrait fonctionner de manière optimale en faisant abstraction de certaines conditions indispensables : exigences technologiques, compétences et formation, échelle de production, et bien d'autres facteurs encore.

Dans certaines conditions, il semble évident que les coopératives de travailleurs autogérées constituent une alternative crédible aux entreprises capitalistes. Mais la question de savoir si le secteur coopératif constitue une alternative au capitalisme en tant que tel reste posée. Selon la Fédération américaine des coopératives de travailleurs, on dénombre aujourd'hui aux États-Unis environ 300 lieux de travail démocratiques employant environ 3 500 personnes et générant 400 millions de dollars de revenus par an[76]. De tels chiffres démontrent à quel point le secteur coopératif représente une infime partie de l'économie américaine. Pour les plus sceptiques, ces résultats reflètent la situation suivante : les coopératives de travailleurs autogérées ne peuvent survivre efficacement dans une économie de marché compétitive que si elles investissent de petits espaces dans lesquels elles embaucheront une main-d'œuvre relativement homogène et si elles se développent dans des segments de marchés stables ayant de faibles besoins en capitaux. Dès qu'une coopérative augmente en taille, la complexité de la division du travail, l'hétérogénéité des compétences et la démocratisation des prises de décision alourdissent tout simplement l'organisation et provoquent des conflits lorsqu'il s'agit

de définir efficacement des stratégies commerciales. En résumé, la marginalisation des coopératives au sein de l'économie capitaliste s'explique par leur déficit d'efficacité par rapport aux entreprises capitalistes[77].

Les défenseurs du secteur coopératif rétorquent que cette marginalisation des coopératives au sein des économies capitalistes contemporaines reflète le manque d'infrastructures socio-économiques qui inciteraient les individus à développer ce secteur d'activité, et ils insistent en particulier sur les imperfections notoires du marché du crédit qui hypothèquent grandement les chances d'obtenir un taux de capitalisation adéquat. Les coopératives doivent en effet faire face à des contraintes de crédit importantes, parce que les travailleurs-propriétaires n'obtiennent pas les garanties dont bénéficient les entreprises capitalistes et sont donc perçus par les banques comme un risque plus élevé. À certains égards, il est sans doute vrai que la gouvernabilité des entreprises démocratiquement autogérées est plus lourde que celle des entreprises capitalistes qui sont organisées selon un modèle hiérarchique et bureaucratique, mais certains exemples viennent contredire cette assertion, puisqu'il existe des coopératives qui sont potentiellement plus efficaces et productives que les entreprises capitalistes. Les processus de collaboration mis en place au sein d'une coopérative peuvent en effet améliorer ses capacités à résoudre certains problèmes ; l'engagement de ses membres-propriétaires, qui souhaitent voir l'entreprise se développer et se pérenniser, peut également stimuler leur volonté de travailler assidûment et de manière productive ; la convergence des intérêts des travailleurs et des dirigeants peut enfin réduire les « coûts de transaction » liés à la mise en place de dispositifs de surveillance sur le lieu de travail[78]. Selon les défenseurs des coopératives, la manière dont ces forces opposées interagissent dépendrait fortement à la fois du mode d'organisation des entreprises coopératives et du contexte socio-économique dans lequel elles opèrent. En tout état de cause, la réalité empirique de la présence limitée des entreprises coopératives au sein des économies capitalistes ne serait pas la preuve de leur inefficacité structurelle par rapport aux entreprises capitalistes, mais seulement de leur degré moindre de rentabilité face à des conditions socio-économiques qui leur sont défavorables.

Bien entendu, il est très difficile d'émettre un jugement définitif par rapport à ces bilans controversés, et cette question dépasse très largement le cadre présent de notre analyse, puisqu'il ne nous appartient pas de fournir un examen approfondi des dilemmes empiriques auxquels se heurtent les coopératives. Plus modestement, nous pouvons néanmoins examiner la trajectoire et les résultats de l'une des figures les plus prospères du secteur coopératif, à savoir la coopérative Mondragón qui se situe dans le Pays basque espagnol. Étudier les facteurs qui ont contribué à son succès tout en examinant les dilemmes auxquels cette coopérative fut confrontée peut en effet nous aider à cerner les réelles potentialités utopiques du secteur coopérativiste comme possibilité de renforcement du pouvoir d'agir social.

Mondragón

L'histoire de ce conglomérat d'entreprises a commencé dans la ville basque de

Mondragón en 1956 sous la forme d'une coopérative unique nommée Ulgor, qui regroupait 24 ouvriers et qui produisait à l'époque des chaudières à pétrole et des cuisinières à gaz[79]. Dans les années qui suivirent, sous la direction et l'impulsion d'un prêtre espagnol, José María Arizmendiarrieta, un bon nombre de coopératives nouvelles virent le jour. En 1959, elles en vinrent ainsi à fonder une banque coopérative, la Caja Laboral Popular (la Banque populaire des travailleurs), qui fonctionnait à la fois comme une banque de dépôt et une coopérative de crédit, mais aussi comme une institution de coordination qui était destinée aux coopératives de producteurs de la région. La Caja Laboral Popular fut officiellement liée à toutes les autres coopératives en leur procurant notamment les fonds d'investissement nécessaires pour démarrer leurs activités et en permettant aux travailleurs d'accéder à d'autres services essentiels. Dans la mesure où ce conglomérat de coopératives augmentait en taille et en nombre, d'autres organisations coopérativistes virent le jour afin de porter assistance à ses membres dans différents secteurs d'activité, tels que l'aide juridique, la comptabilité, la recherche et le développement, le secteur assurantiel et la sécurité sociale, la formation et les services éducatifs. Fortes de l'expansion de ce réseau d'institutions coopérativistes, diverses structures de gouvernement ont été élaborées en tandem. Certaines de ces structures ont été enracinées localement à proximité des coopératives dans une zone particulière du Pays basque, tandis que d'autres ont davantage concerné des institutions coopérativistes plus importantes, telles que la Caja Laboral.

En 1991, la matrice institutionnelle globale de ce conglomérat a été reconfigurée pour donner naissance à la fameuse Mondragón Corporacion Cooperativa (MCC) Cette réorganisation institutionnelle visait à créer un système de gouvernement et de coordination plus efficace qui permettrait à ce conglomérat de coopératives de conquérir d'autres marchés en venant concurrencer ses adversaires au-delà de la région basque. Le mode de gouvernement n'est désormais plus fondé sur la proximité géographique mais sur la spécialisation fonctionnelle structurée en trois groupes sectoriels primaires – l'industrie, la distribution et la finance. Les coopératives individuelles, c'est-à-dire les unités qui sont directement détenues par les travailleurs associés, constituent toujours le niveau le plus fondamental de cette structure organisationnelle. Elles conservent ainsi ce que les membres de la MCC appellent le « pouvoir souverain ». Du point de vue de l'organisation globale de la MCC, les coopératives individuelles sont donc représentées à un niveau plus général.

Dès lors qu'elles sont membres de la MCC, les coopératives individuelles reversent une partie de leurs profits à des structures qui sont en charge des fonctions collectives du conglomérat. Plus particulièrement, elles cotisent à un fonds d'investissement de solidarité qui permet à la MCC de venir en aide aux entreprises qui éprouvent des difficultés en redistribuant les bénéfices des entreprises ayant un taux de profit bien plus élevé. Ce réseau de coopératives prévoit également des mécanismes de transfert temporaire de main-d'œuvre afin d'atténuer les fluctuations de besoins en matière de production, notamment lors des périodes de ralentissement

économique. Grâce à ces processus solidaires mis en place au sein du réseau coopérativiste de Mondragón, aucune coopérative individuelle ne s'est effondrée. C'est en ce sens que nous pouvons dire que la MCC apparaît comme une forme émergente d'économie de marché coopérativiste plutôt que simplement comme une entreprise coopérative insérée dans une économie de marché capitaliste. La MCC est donc une infrastructure sociale qui permet de reproduire et de répandre la propriété coopérativiste qui protège partiellement les entreprises des pressions concurrentielles qu'elles subissent de la part des marchés capitalistes lorsqu'il s'agit de maximiser le profit[80].

Dans son ensemble, le mode de gouvernement de la MCC est assez complexe. Les points essentiels sont néanmoins les suivants :

1. *Un mode dual de gouvernement*. Les coopératives individuelles sont soumises à des procédures démocratiques qui privilégient en grande partie l'organisation d'élections de conseils ou de commissions selon des procédures de démocratie directe qui s'exerceraient au sein des assemblées des travailleurs.

Plus précisément, les coopératives individuelles sont structurées autour d'un mode dual de gouvernement : un mode sociopolitique et un mode technostructurel. Le premier mode de gouvernement implique des élections démocratiques directes, auxquelles participent l'ensemble des travailleurs-propriétaires. Le second, qui exerce essentiellement des fonctions techniques et de gestion, est formellement sous le contrôle du premier. En pratique, la technostructure dispose d'une réelle autonomie. Certains détracteurs de Mondragón affirment que, dans de nombreuses coopératives, la technostructure domine en réalité les procédures décisionnelles et ne demeure soumise qu'à des contraintes modestes en matière de responsabilité démocratique.

2. *Les assemblées générales*. Il existe également des assemblées générales qui regroupent tous les membres de la coopérative et qui se réunissent périodiquement. D'un point de vue formel, l'assemblée générale est l'organe souverain de la coopérative. Elle nomme sous sa responsabilité le directeur général et elle fixe en principe les grandes orientations stratégiques de la coopérative. Les assemblées générales doivent se tenir une fois par an, mais elles peuvent également être convoquées de manière ponctuelle pour aborder les questions politiques qui concernent les stratégies fondamentales de la coopérative. L'assiduité peut fortement varier selon les coopératives, mais en général elle demeure relativement modeste.

3. *Les conseils représentatifs*. Les coopératives individuelles désignent des représentants pour siéger dans les différents conseils et comités permanents qui composent l'infrastructure organisationnelle de la MCC. Ces organes de direction coordonnent les activités des coopératives individuelles, renforçant ainsi leur synergie, et élaborent des plans stratégiques à long terme pour le conglomérat.

4. *Les droits de retrait*. En tant que membres de Mondragón, les coopératives individuelles sont volontairement rattachées à l'organisation de ce conglomérat

et conservent ainsi un droit de retrait sans conditions. En 2008, deux coopératives assez rentables ont quitté l'organisation, au grand désarroi des autres membres du conglomérat[81]. La raison apparente était un désaccord politique sur les axes stratégiques de la MCC, mais la plupart des membres de Mondragón estimen que cette scission était principalement motivée par un intérêt économique qui s'appuyait sur le refus de vouloir participer aux pratiques redistributives mises en place par le conglomérat.

Dans son ensemble, ce mode de gouvernement constitue un mixte de démocratie représentative et de démocratie directe au sein d'une confédération d'unités organisationnelles souveraines. On peut donc légitimement s'attendre à ce que cette confédération soit traversée par des contradictions et des tensions : entre la responsabilité démocratique qui se situe en bas de l'échelle de l'organisation et l'autonomie de gestion ; entre une prise de décision décentralisée et une coordination qui se veut plus centralisée ; entre les principes solidaires défendus par le conglomérat et les intérêts économiques des coopératives ; entre un engagement en faveur d'une solidarité sociale qui concerne le bien-être des communautés environnantes et le bien-être des membres de l'entreprise. Au regard de ces antinomies, les critiques de Mondragón venant de la gauche soutiennent que le conglomérat ressemble de plus en plus à une société capitaliste ordinaire. À l'inverse, les défenseurs de la MCC font valoir que, en dépit de ces tensions, les travailleurs-propriétaires conservent malgré tout un réel contrôle démocratique sur les grandes orientations stratégiques des coopératives et plus généralement du conglomérat dans son ensemble, dont le mode de fonctionnement se distingue assez largement de celui des sociétés capitalistes.

Au cours de ces dernières années, les sujets de préoccupation concernant le développement à long terme des coopératives au sein du conglomérat se sont multipliés. Depuis le milieu des années 1990, la MCC a adopté une stratégie d'expansion agressive qui va bien au-delà de son berceau historique. Cette stratégie a consisté avant tout à racheter des entreprises capitalistes et à les transformer en filiales du conglomérat. L'exemple le plus frappant fut la croissance du nombre de supermarchés Eroski gérés par Mondragón par le rachat d'autres enseignes de la grande distribution en Espagne. En 2008, Eroski était devenu la plus grande chaîne de supermarchés du pays. D'autres coopératives ont également racheté des entreprises capitalistes à l'étranger. Par exemple, la coopérative Fagor, qui fabrique des lave-vaisselle et des réfrigérateurs de haute qualité, a racheté une entreprise de meubles de cuisine en France en espérant que les synergies entre ces deux secteurs de production permettraient de renforcer sa position sur le marché. Fagor Elian, une coopérative qui s'est spécialisée dans la fabrication de pièces automobiles, a créé une nouvelle filiale brésilienne dont elle détient la propriété exclusive afin de fournir Volkswagen sur place. Bien que cette filiale soit déficitaire, le directeur de la MCC m'a expliqué lors d'un entretien que les dirigeants de Volkswagen avaient insisté pour que Fagor Elian approvisionne directement leur entreprise au Brésil, en échange de quoi la coopérative conserverait ses parts de marché au sein de l'Union

européenne. La création d'une filiale brésilienne était donc une mesure défensive qui visait à protéger la position de la coopérative Fagor Elian au sein du Pays basque.

Au regard des pressions exercées par la mondialisation des marchés au cours du XXIe siècle, la direction de la MCC estime que cette stratégie d'expansion nationale et internationale est nécessaire à la survie des coopératives de Mondragón. Même si la pertinence de ce constat demeure une question controversée, cette stratégie de développement a eu comme conséquence d'intensifier la transition capitaliste de Mondragón. En 2007, sur les 100 000 travailleurs que comptaient les entreprises coopératives rattachées à la MCC, un peu moins de 40 % avaient le statut de propriétaires-membres. Les autres étaient des employés ordinaires. Certains d'entre eux avaient le statut d'intérimaires et étaient directement rattachés aux coopératives basques, avec comme perspective à moyen terme de devenir des propriétaires-membres de la coopérative à part entière[82]. Mais la grande majorité d'entre eux étaient des employés issus des filiales des coopératives. Par conséquent, les propriétaires-membres des coopératives sont devenus collectivement les employeurs capitalistes des travailleurs issus de ces filiales. Cette reconfiguration globale des relations économiques et des rapports de classes au sein de Mondragón constitue donc un point de tension profond avec ses principes coopératifs.

L'avenir de Mondragón, en tant que modèle embryonnaire de l'économie coopérativiste de marché, dépendra essentiellement de la manière dont les coopératives parviendront à gérer cette dynamique globale impulsée par des principes capitalistes et coopératifs. Un certain nombre de solutions restent en effet possibles. La première consisterait à créer un mécanisme au bout duquel un nombre important de nouveaux employés deviendraient eux-mêmes membres et propriétaires à part entière d'une société coopérative associée à Mondragón. Lors de mes discussions à Mondragón, de nombreuses personnes jugeaient cette option peu réaliste, puisque le fonctionnement d'une coopérative repose fortement sur la confiance et la solidarité. Même dans le cas des filiales espagnoles, une telle stratégie intégrative constitue un immense défi. À la suite de longs débats, la coopérative Eroski, qui détient désormais des supermarchés sur l'ensemble du territoire espagnol, a proposé à ses employés ne résidant pas dans la région basque de devenir travailleurs-propriétaires. Cette décision fut difficile et contestée, en raison des préoccupations sérieuses que soulevait le changement radical induit par l'extension du caractère démocratique de la coopérative et la dilution des solidarités résultant de l'intégration d'un nombre conséquent de nouveaux membres qui ne seraient pas originaires du Pays basque. On imagine bien que les obstacles à lever pour intégrer les travailleurs issus des filiales brésiliennes de Fagor Elian au sein du mode de gouvernement d'une coopérative basque seraient encore plus élevés.

Une autre solution consisterait à créer des mécanismes visant à transformer les filiales étrangères en coopératives autogérées distinctes et administrées par les travailleurs locaux. En effet, cette option permettrait aux entreprises transformées en coopératives de devenir à long terme les partenaires stratégiques d'une coopérative mère. Notons qu'une telle solution a été adoptée avec succès occasionnellement dans

la région basque elle-même, puisque les coopératives de Mondragón ont parfois racheté des entreprises capitalistes basques et les ont restructurées tout en aidant les travailleurs de ces entreprises à transformer progressivement leur unité de production en une unité coopérativiste distincte. Certes, ce processus a toujours été long et difficile, et les personnes avec lesquelles je me suis entretenu en 2008 sentaient bien qu'un tel processus de transformation était difficilement réalisable pour les filiales étrangères de la MCC[83].

Une dernière solution consisterait à encourager activement la formation de syndicats puissants ou bien de renforcer les capacités d'agir des travailleurs au sein des filiales en les incitant à investir les comités d'entreprise ou à mettre en place des mécanismes de cogestion. Cette solution reconnaît, d'une part, le caractère profondément hybride d'une société coopérativiste mondiale qui se développe dans les conditions actuelles du marché capitaliste et, d'autre part, la difficulté de renforcer le pouvoir d'agir social au sein même de cet hybride et à partir d'une forme d'organisation simple et unitaire. La mondialisation du secteur coopératif pourrait encore contribuer à accroître les potentialités du pouvoir social si les coopératives mères renforçaient le pouvoir d'agir des travailleurs au sein même de leurs filiales capitalistes par l'intermédiaire des dispositifs hérités du capitalisme social. Jusqu'à présent, nous pouvons remarquer que Mondragón n'a pas poursuivi cette stratégie en adoptant une attitude plutôt hostile à l'encontre des syndicats qui se sont formés au sein de ses filiales. Pour le moment, les filiales étrangères du conglomérat sont donc organisées plus ou moins selon le modèle des entreprises capitalistes classiques.

Deux modèles d'alternatives complètes au système

Lorsqu'il s'agit de déterminer la relation globale qui unit pouvoir social et économie, tous les exemples que nous avons examinés jusqu'à maintenant se concentrent sur des aspects partiels du problème. Si nous les considérons conjointement, de tels exemples pourraient sans doute produire une transformation au niveau du système, mais en eux-mêmes ils ne constituent simplement qu'un moyen particulier de renforcer le pouvoir d'agir social. Du point de vue de notre analyse, le cadre général que nous avons précédemment adopté et qui consiste à envisager des utopies réelles demeure donc pertinent : au lieu de tenter d'anticiper les contours d'une destination finale, la stratégie consiste plutôt à examiner les mécanismes spécifiques qui vont dans la bonne direction.

La question du dépassement du capitalisme peut néanmoins être abordée sous différents angles. Au cours du XXe siècle, le modèle alternatif dominant et complet au capitalisme fut le socialisme étatiste fondé sur un système centralisé de planification. De nos jours, la crédibilité de ce modèle a été fortement entamée. Il nous paraît donc essentiel d'examiner ici les deux systèmes alternatifs qui constituent autant de réponses aux insuffisances du socialisme étatiste planifié. La première réponse considère que le problème central de la planification socialiste est l'absence de marchés et propose donc comme alternative un modèle de socialisme de marché. Pour la seconde, le nœud du problème réside dans le centralisme bureaucratique induit par la planification, c'est pourquoi elle propose comme alternative une forme décentralisée de planification participative et démocratique. Je pense que ces deux systèmes contiennent des éléments intéressants et pertinents pour construire un socialisme socialement doté de pouvoir, mais aucun d'entre eux ne constitue un modèle autosuffisant lorsqu'il s'agit de penser une alternative complète au capitalisme.

Le socialisme de marché

John Roemer a proposé un modèle théorique de socialisme qui tente d'éliminer les rapports de classes capitalistes tout en conservant les mécanismes de coordination économique du marché[84].

Par *socialisme*, Roemer entend une société qui a aboli l'exploitation capitaliste et dans laquelle la propriété des moyens de production est équitablement détenue *par tous les citoyens*. Sa vision centrale du socialisme est donc différente de la mienne : alors que je le définis comme l'exercice d'un contrôle démocratique sur l'économie, Roemer identifie le socialisme comme l'égale propriété des moyens de production. Ses arguments nous semblent néanmoins pertinents pour nourrir la présente discussion. D'une part, la réalisation du principe de l'égale propriété constituerait une avancée significative en matière de justice sociale telle que nous l'avons définie dans le chapitre 2. D'autre part, bien que le principe de l'égale propriété ne soit pas en lui-même démocratique, puisqu'il n'impose pas un contrôle démocratique sur l'économie, il contribue néanmoins, en éliminant les phénomènes de privatisation et

de concentration du pouvoir économique, à ouvrir considérablement l'espace d'un tel contrôle au sein de la sphère politique. Lorsqu'il s'agit de penser la question de la démocratisation de l'économie, l'approche de Roemer est donc assez différente : au lieu de concevoir directement des mécanismes institutionnels qui renforceraient le pouvoir d'agir social, il propose un mécanisme qui altère la concentration du pouvoir économique et qui élimine ainsi un obstacle majeur au fonctionnement de la démocratie.

À la différence du modèle traditionnel du socialisme étatiste, Roemer propose en effet un mécanisme qui permettrait de distribuer équitablement la propriété en s'appuyant sur un marché d'actions et une instance décisionnelle décentralisée plutôt que sur une administration bureaucratique centralisée. Bien que son analyse soit purement théorique, dans la mesure où aucune économie n'a pu encore adopter, même partiellement, les principes qu'il défend, il tente néanmoins de spécifier les contours de ce dispositif institutionnel afin de mieux nous faire comprendre les multiples mécanismes qui assurent le fonctionnement réel des économies de marché.

Le dispositif institutionnel du socialisme de marché. Le point de départ est le suivant : imaginez une économie dotée d'une double monnaie : l'une que nous appellerons « dollar », l'autre « coupon ». Les dollars seraient en circulation pour acheter des marchandises, que ce soit à des fins de consommation ou de production, et les coupons seraient utilisés pour acquérir des parts de propriété des entreprises. Selon cette configuration monétaire, la valeur des actions est donc exprimée en coupons et non pas en dollars. Ajoutons que ces derniers ne peuvent pas être utilisés pour acheter des actions, et ces deux monnaies ne peuvent pas être légalement échangées. Les coupons ne peuvent pas non plus être offerts (cela reviendrait à les vendre gratuitement) ou hérités. Toutes les personnes majeures reçoivent alors une quantité de coupons qui correspond à la part moyenne par habitant du montant total des actions-coupons dans l'économie. Munies de leurs coupons, les personnes achètent alors des actions, soit en investissant directement dans le marché boursier, soit en déléguant ces opérations d'investissement à des intermédiaires – appelés fonds de placement communs – qui prendront en charge la gestion de ce portefeuille d'actions-coupons. Il va de soi que la détention d'actions-coupons confère aux individus les droits classiques rattachés à la propriété des actions au sein d'une économie capitaliste – le droit de percevoir des dividendes (qui sont versés en dollars et peuvent donc être utilisés pour acheter des biens de consommation) et le droit d'être représenté au conseil d'administration et de voter, le cas échéant, les orientations stratégiques de l'entreprise. Notons aussi que, lorsque les actionnaires décèdent, la totalité des actions-coupons sont alors reversées à un pot commun en vue d'être redistribuées aux membres de la prochaine génération. Rappelons en effet que les actions-coupons ne se transmettent pas par héritage.

Dans un cas bien précis, ce système prévoit néanmoins la possibilité de convertir des coupons en dollars : il s'agit de la situation particulière dans laquelle les entreprises émettent de nouvelles actions, les vendent sur le marché des actions-coupons, les déposent ensuite à la Banque centrale et les échangent contre des

dollars, ce qui leur permet d'acquérir les liquidités nécessaires pour acheter les marchandises dont elles ont besoin et pour procéder à de nouveaux investissements en capitaux. La Banque centrale détermine alors le taux de change et devient un instrument politique majeur de la planification économique : si, pour des raisons de politique publique, l'investissement dans certains secteurs d'activité devenait une priorité économique, l'augmentation du taux de convertibilité pourrait alors favoriser ces opérations financières.

La plupart des personnes développant une aversion au risque, elles investiraient dans des fonds communs gérant des portefeuilles d'actions-coupons relativement équilibrés, mais certaines d'entre elles investiraient directement en Bourse. Au cours de leur vie, certains individus deviendraient donc relativement riches ou pauvres. Néanmoins, les inégalités de richesse seraient relativement contenues car aucun transfert intergénérationnel ne serait autorisé, et les personnes faiblement dotées en dollars ne pourraient pas être tentées de liquider leurs coupons en échange d'argent. En conséquence, cette proposition diffère sensiblement des programmes de distribution adoptés dans les années 1990 pour privatiser les anciennes économies socialistes dirigistes dans lesquelles aucune contrainte juridique en matière de vente d'actions ne pesait sur les actionnaires, ce qui avait conduit très rapidement à des inégalités de répartition très élevées.

Notons que l'État joue un rôle central dans ce modèle, même s'il n'est pas propriétaire des moyens de production. L'État est en effet un acteur nécessaire pour faire respecter le fameux « marché manquant » (c'est-à-dire empêcher l'échange de coupons en dollars), organiser la redistribution continuelle des actions-coupons lors de chaque renouvellement intergénérationnel et maîtriser le taux de conversion coupons/dollars par l'intermédiaire de la Banque centrale. Ces interventions sont essentielles pour reproduire le caractère égalitaire du modèle et assurer une répartition efficace du capital, mais elles impliquent toutes que l'activité de l'État soit articulée aux mécanismes du marché et non pas que les pouvoirs publics viennent les supplanter.

L'élaboration complète d'un tel modèle fondé sur ce système d'actions-coupons exigerait la mise en place de dispositions institutionnelles supplémentaires. Par exemple, un mécanisme permettant de traiter les petits commerces et la petite propriété privée, ainsi qu'un autre permettant de convertir les *start-up* privées à capital-risque en des sociétés publiques, dont la valeur est exprimée en actions-coupons, sont des mécanismes nécessaires. La nécessité de reconfigurer le mode de fonctionnement du système bancaire s'imposerait de plus en plus puisque les personnes ayant perçu des revenus élevés sur le marché du travail placeraient probablement une partie de ces revenus dans ce système, et les banques accorderaient des prêts aux entreprises. Le système bancaire pourrait ainsi devenir un système occulte en raison des revendications inégales sur les profits des entreprises *via* les taux d'intérêt sur les emprunts financés par l'épargne. De la même manière, le modèle proposé par Roemer ne précise pas comment les fonds communs qui se situent au cœur du processus – la plupart des gens préféreront en effet investir

indirectement dans ces fonds plutôt que dans des entreprises – seraient gérés et contrôlés. Les gestionnaires de ces fonds pourraient en effet devenir une forme de classe crypto-capitaliste qui contrôlerait un montant faramineux de capitaux. Autrement dit, un tel système n'échapperait pas aux phénomènes de concentration du pouvoir économique. Dans la pratique, si le socialisme de marché devait être institué, de telles dispositions deviendraient importantes, et la viabilité de ce dispositif institutionnel, qui permettrait de faire avancer les idéaux égalitaristes et démocratiques, dépendrait bien évidemment de la manière dont ces questions seraient prises en compte. Cependant, pour les besoins de l'analyse, nous préférons laisser de côté ces problèmes complexes et examiner la justification de ce dispositif institutionnel central.

Une double justification. Deux justifications fondamentales viennent soutenir le dispositif institutionnel imaginé par Roemer. Tout d'abord, un socialisme de marché fondé sur un système de coupons (*coupon-based market socialism*) élimine directement l'une des sources centrales d'inégalité qui est présente dans le capitalisme, puisque les inégalités de revenus qui proviennent des inégalités d'investissements seraient fortement atténuées[85]. Même si la structure des inégalités de revenus générées par le marché du travail restait inchangée, le creusement des inégalités provenant des revenus du capital diminuerait. Cependant, une répartition radicalement égalitaire du capital aurait probablement aussi un impact indirect sur les inégalités liées au marché du travail. Ainsi, si la question de l'inégalité des revenus du marché du travail reste ouverte, un faisceau de preuves semblent appuyer la thèse selon laquelle de telles inégalités sont nettement influencées par les relations de pouvoir, et pas uniquement par les forces spontanées qu'exercerait la concurrence capitaliste. L'une des raisons pour lesquelles ces inégalités ont augmenté de façon si spectaculaire aux États-Unis durant le dernier quart du XXe siècle fut le déclin des syndicats et l'affaiblissement des mécanismes de régulation du marché du travail (en particulier le salaire minimum). Ces deux phénomènes conjoints ont alors réduit les contraintes sur les entreprises, poussant ainsi les salaires à la baisse et augmentant simultanément les revenus des cadres dirigeants. Si la propriété du capital était équitablement répartie dans l'ensemble de la population, les forces sociales qui se déchaîneraient contre les syndicats, tout en contestant les autres mécanismes régulateurs du marché du travail, seraient probablement affaiblies. Certes, l'égalisation de la propriété du capital ne modifierait pas en soi la répartition des revenus du marché du travail, mais elle réduirait considérablement les inégalités induites par ces revenus.

La deuxième justification principale en faveur d'un socialisme de marché se focalise sur la question de la démocratie. En éliminant les fortes concentrations de richesse, le socialisme de marché améliore l'égalité démocratique d'une triple manière. Premièrement, les fortes concentrations de richesse capitaliste constituent à l'évidence une ressource qui peut être mobilisée sur le plan politique. Le pouvoir social par rapport à l'État et à l'économie est en effet renforcé lorsque les processus de concentration du pouvoir économique sont éliminés. Deuxièmement, et peut-être

de façon moins évidente, la dissémination de la propriété actionnariale au sein d'une large population devrait faciliter l'équilibre des priorités que défendent aussi bien les citoyens égaux d'un régime politique que les propriétaires égaux des moyens de production. Dans une économie capitaliste conventionnelle, le processus de décision démocratique est fortement contraint par la question de la fuite des capitaux et celle du désinvestissement, plus particulièrement lorsque les politiques publiques ont des effets négatifs sur les intérêts particuliers des capitalistes. Mais si la propriété était pleinement et durablement disséminée parmi les travailleurs et les citoyens, et si les fonds communs de placement assurant la prise en charge des coupons étaient démocratiquement contrôlés par leurs membres, la menace d'un désinvestissement et la crainte d'une fuite massive des capitaux seraient alors fortement réduites. Certes, le socialisme de marché n'éliminerait pas complètement les contraintes économiques qui s'exerceraient sur la démocratie, surtout si la concurrence à l'échelle mondiale demeure une caractéristique des économies de marché. Mais il réduirait certaines pressions car la répartition politique des votes, lorsqu'il s'agit de prendre des décisions publiques, correspondrait plus ou moins à la répartition « économique » des votes lorsqu'il s'agit d'investir. Troisièmement, un ensemble de politiques publiques qui ont pour objectif de réduire les « *maux* publics » (c'est-à-dire le contraire des « biens publics »), comme la pollution, favorisent les processus de concentration de propriété en créant des acteurs institutionnels qui ont un intérêt particulier à produire de tels maux et une capacité prononcée à défendre leurs positions dominantes. À titre d'exemple, une coalition de riches propriétaires qui serait à la tête d'une industrie polluante aurait tout intérêt à – et la capacité de – réinvestir politiquement une partie de son capital pour bloquer les politiques publiques antipollution en recourant au lobbying et en finançant des partis politiques qui reléguerait au second plan la question de la protection de l'environnement. Le socialisme de marché fondé sur un système de coupons devrait donc renforcer la capacité de la démocratie à réduire ces types de maux publics.

Le dispositif institutionnel imaginé par Roemer peut être considéré comme une déclinaison possible du « socialisme de marché » – plutôt que comme une forme particulière de capitalisme – pour deux raisons principales. Premièrement, l'État dispose d'une capacité de planification relativement élevée, mais une planification qui fonctionne en s'appuyant sur des mécanismes de marché. Par rapport au système capitaliste, l'orientation prise par le développement économique serait donc davantage démocratisée. Deuxièmement, les travailleurs en lien avec la production ne sont plus exclus de la propriété des moyens de production, alors que leur exclusion constitue un élément central des structures de classe capitalistes.

Les problèmes potentiels. Comme nous allons le voir, le socialisme de marché fondé sur un système d'actions-coupons doit faire face à de nombreux problèmes potentiels. Nous avions déjà noté que le dispositif institutionnel décrit par Roemer était insuffisamment caractérisé, notamment par rapport à la structure précise des rapports de pouvoir au sein des banques et au processus d'investissement dans les fonds communs. Le succès du dispositif dépend de la manière dont ces institutions

seraient réellement organisées sans remettre en cause la qualité du système socialiste. Mais même une résolution satisfaisante de ces problèmes laisserait potentiellement en suspens la question importante des effets incitatifs non anticipés. En effet, comment la prise de risque concernant les innovations sera-t-elle gérée ? Compte tenu du niveau de dissémination extrêmement élevé de la propriété, comment les dilemmes soulevés par le principe du mandant-mandataire entre des propriétaires-actionnaires égaux et les dirigeants d'entreprise seront-ils résolus ? Pour faire face à ces problèmes, le socialisme de marché aurait besoin de développer un ensemble de dispositifs institutionnels qui assureraient le bon fonctionnement du système et dont les potentialités de développement anticiperaient de nombreuses conséquences inattendues : incitations avortées, dilemmes du mandant-mandataire, etc. Pour se limiter à un seul exemple, en vieillissant, les personnes souhaiteront faire fructifier leurs investissements en actions-coupons en les transférant des entreprises qui ont un potentiel de croissance élevé vers des entreprises qui versent à leurs membres des dividendes élevés. Le risque de voir certaines entreprises devenir des « vaches à lait », dans lesquelles les individus investissent leurs coupons en échange de dividendes élevés, est donc fortement présent. Les entreprises écouleraient ainsi leurs actifs jusqu'à ce que la valeur des actions-coupons tombe à zéro. Par conséquent, cela reviendrait à reconnaître une disposition indirecte par laquelle les individus seraient en mesure d'échanger leurs coupons contre des dollars, violant ainsi la logique de base du modèle. Empêcher une telle conséquence exigerait alors des règlements complexes et des organes de contrôle afin de surveiller le comportement des entreprises. La structure administrative du socialisme de marché fondé sur un système d'actions-coupons peut être beaucoup moins lourde que celle qui gouvernait traditionnellement le socialisme étatiste centralisé, mais elle est néanmoins d'une complexité considérable. En raison même de cette complexité, il est donc difficile d'anticiper les prolongements et les conséquences inattendus d'une telle configuration administrative.

Parecon : une économie démocratique, participaliste et non marchande

Nous avons vu que le socialisme de marché imaginé par John Roemer conserve la plupart des caractéristiques d'une économie de marché, mais tente de supprimer un caractère intrinsèquement capitaliste en bloquant l'accumulation privée du capital et l'exercice privé du pouvoir économique. L'idée repose donc sur un système de marché dénué de rapports de classes capitalistes, qui accentuerait aussi bien la dimension égalitaire de l'égalitarisme démocratique, en assurant une distribution équitable et durable de la richesse, que la dimension démocratique, en neutralisant la possibilité reconnue au pouvoir économique de saper le contrôle démocratique du pouvoir étatique.

Michael Albert propose une rupture beaucoup plus radicale avec le capitalisme en éliminant complètement la propriété privée et les relations de marché. Bien entendu, le problème est alors de savoir comment éliminer ces deux éléments sans transférer

le pouvoir économique à l'État. La proposition d'Albert – l'« économie participaliste[86] » ou « parecon » qui résulte de la contraction de ces deux termes – suggère de réorganiser les institutions économiques par le biais d'un ensemble complexe de conseils participalistes auxquels on reconnaît le pouvoir de prendre toutes les décisions concernant l'allocation et l'utilisation des ressources productives de la société.

Le dispositif institutionnel. Le dispositif institutionnel imaginé par Albert se construit autour de cinq principes fondamentaux : la propriété sociale comprise comme la propriété égalitairement détenue par tous les citoyens ; le renforcement égalitaire des capacités démocratiques fondé sur un principe de participation de chacun à proportion des conséquences qu'elles impliquent pour lui ; la structure de l'emploi comme un « ensemble équilibré de tâches » ; la rémunération en fonction de l'effort-sacrifice consenti et des besoins ; et une coordination économique fondée sur la planification participaliste. En résumé, voici les éléments centraux qui caractérisent les principes énoncés :

1 . *La propriété sociale.* Concernant la question de la propriété des moyens de production, Albert défend une conception bien plus égalitariste que celle de Roemer. Dans le modèle de Roemer, les citoyens perçoivent une quantité égale de *coupons* qui leur permettent d'acquérir des actions parmi l'ensemble des titres de propriété émis par les entreprises, mais les droits rattachés à ces actions et aux dividendes qu'elles produisent demeurent individualisés. Il est donc admis que, sur un laps de temps donné, la valeur de ces actions accentuera certaines inégalités. Dans le modèle d'Albert, « chaque lieu de travail [est] la propriété à parts égales de tous les citoyens de telle sorte que la propriété ne puisse pas transmettre de droits spéciaux ou des avantages de revenus. […] Nous la posséderions égalitairement, de manière à ce que la propriété n'ait aucune incidence sur la répartition des revenus, de la richesse ou du pouvoir[87] ». Autrement dit, la détention d'actifs financiers ne donne droit à aucun revenu spécifique. Les revenus sont en effets assurés par un mécanisme public de distribution.

2. *Le renforcement égalitaire des capacités démocratiques.* La plupart des conceptions de l'égalité démocratique puisent leur source dans le principe « une personne, une voix ». À première vue, ces conceptions semblent parfaitement incarner les principes égalitaristes. Albert affirme que cette configuration ne vaut que dans certaines circonstances. Selon lui, le principe le plus général doit reconnaître que les individus devraient exercer une influence sur les prises de décision à proportion des conséquences qu'elles impliquent pour leur vie. Il s'agit là en effet d'une idée bien plus subtile : « Malgré la dispersion de l'information, la norme pour parvenir à une décision et indiquer une préférence devrait reconnaître à chaque partie concernée, dans la mesure du possible, *une influence sur les décisions à proportion des effets qu'elles auront sur les individus concernés*[88]. » Selon ce principe, chaque individu exercera sur certains sujets un contrôle complet sur le processus décisionnel, puisque la décision elle-même risque au final de l'affecter lui plus qu'un autre, tandis

que pour d'autres sujets l'influence qu'il exercera sera variable. Transposé dans le monde du travail, un tel principe signifie que certaines décisions seront prises par les équipes de travail concernées, ou bien par les services compétents, ou encore par l'assemblée générale du personnel. Bien entendu, il serait impossible de calibrer toutes les prises de décision selon ce modèle précis, mais ce principe rappellerait le droit fondamental des individus à participer démocratiquement aux décisions qui les engagent professionnellement.

3. *Un ensemble équilibré de tâches.* Dans toute économie, la multitude de tâches qui doivent être accomplies sont regroupées en « emplois ». La particularité du capitalisme est que cet ensemble de tâches qui constituent un emploi relèvent de la décision des capitalistes et des gestionnaires. Le résultat de cette organisation des tâches est de produire une division du travail entre d'un côté des emplois intéressants, stimulants et responsabilisants, et de l'autre des emplois ennuyeux, routiniers et démotivants. Albert propose de reconfigurer radicalement la structure de l'emploi en imaginant une nouvelle répartition au sein d'un « ensemble équilibré de tâches, ce qui signifie que la combinaison des tâches et des responsabilités procurerait à chaque travailleur une capacité d'agir et une qualité de vie identiques[89] ». Dans l'exemple donné, un neurochirurgien passerait donc une partie de ses journées à changer les draps ou à accomplir quotidiennement un certain nombre de tâches manuelles pénibles au sein d'un hôpital. Et si certains lieux de travail ont, par rapport à la moyenne de l'ensemble de l'économie, un niveau élevé ou faible de tâches attrayantes, l'équilibre dans un ensemble de tâches sera alors atteint par la création d'activités productives qui se situeront en dehors du travail. En termes de qualité de vie, le résultat net est que les différences au travail entre les personnes seront moins importantes.

4. *La rémunération en fonction de l'effort/du sacrifice et du besoin.* Albert formule deux principes distincts par lesquels les individus acquièrent leur revenu : un principe qui est lié au travail, un autre qui en est déconnecté. Selon le premier principe, la rémunération du travail devrait refléter

> l'effort que nous avons accompli, le temps que nous avons consacré et le sacrifice auquel nous avons consenti dans notre travail. Nous ne devrions pas être mieux rémunérés parce que nous utilisons de meilleurs outils, parce que nous avons plus de compétences ou de talents, ou parce qu'un rapport de forces nous est favorable ou parce que nous détenons des titres de propriété. Nous ne devrions recevoir plus qu'en vertu des efforts consentis ou du sacrifice que nous avons enduré dans notre travail[90].

On peut remarquer que ce principe de rémunération est conforme à une forte intuition partagée par de nombreux égalitaristes pour qui un système de rétribution juste récompense « seulement ce qui est à notre portée et non ce qui est hors de notre contrôle[91] ». Le second principe assure un revenu aux personnes en fonction de besoins spéciaux qui ne peuvent pas être satisfaits selon le principe d'une

rémunération fondée sur l'effort[92]. En effet, les questions morales impliquées dans la distribution des revenus que produit un système économique ne peuvent pas être entièrement résolues selon un principe de rémunération qui tient compte de la contribution personnelle à la production.

5. *Une coordination économique fondée sur la planification participaliste.* À bien des égards, il s'agit là de l'élément le plus controversé du dispositif institutionnel imaginé par Albert. C'est en effet sur la base de ce modèle de coopération économique qu'il croit pouvoir éliminer les marchés et accroître globalement l'efficacité sociale. Le cœur de la proposition repose sur la création d'une structure imbriquée de conseils de travailleurs et de consommateurs, qui fixeraient les niveaux de production et de consommation nécessaires, et les réviseraient en fonction de l'évaluation de leurs conséquences. Voici comment Albert décrit le caractère général de ce dispositif :

> La planification participaliste [est] un système dans lequel des conseils de travailleurs et de consommateurs annoncent ce qu'ils prévoient de produire et de consommer en procédant à une évaluation complète des avantages sociaux et des coûts que leurs choix impliquent. Le système utilise la communication coopérative des préférences mutuellement informées par un ensemble assez simple de principes et de moyens de communication et d'organisation qui inclut des indices de prix, des instances d'assistance décisionnelle et des cycles d'ajustement de la décision[93].

Les conseils de travailleurs sont mis en place à tous les échelons de l'activité productive : équipes, unités, divisions, lieux de travail et secteurs industriels. Les conseils de consommateurs sont organisés de manière similaire et interviennent à tous les niveaux : les individus siégeraient dans des conseils de quartier qui appartiendraient eux-mêmes à des fédérations qui, à leur tour, siégeraient dans des conseils de consommateurs d'une ville qui appartiendraient à des conseils régionaux dont certains membres seraient membres des conseils de consommateurs nationaux. Albert précise ainsi : « Cette structure fédérative de conseils démocratiques déterminerait la consommation, tout comme la structure fédérative et démocratique des conseils des travailleurs déterminerait la production[94]. »

Comment un tel système peut-il alors fonctionner ? L'idée fondamentale est que les acteurs siégeant au sein de ces différents conseils de planification émettent des propositions concernant les activités professionnelles qu'ils souhaitent mettre en œuvre durant la période de planification à venir (l'économie participaliste fonctionne sur une base annuelle), et la consommation qu'ils veulent avoir. Ces plans sont d'abord formulés au plus bas de l'échelle du système, examinés ensuite par les conseils à un niveau plus global et acceptés ou rejetés en fonction des informations transmises par les instances d'assistance décisionnelle (qui transmettent des informations techniques, notamment les « indices de prix » destinés à refléter les véritables coûts sociaux des différents choix, étant donné l'éventail complet des

options possibles). En ce qui concerne les conseils de consommateurs, le mode de fonctionnement serait le suivant :

> Dans la planification participaliste, chaque acteur (individu ou conseil) proposera à tous les niveaux d'exercer ses propres activités et rectifiera sa proposition initiale en fonction des informations qu'il recevra des autres acteurs et de leurs réponses à sa proposition initiale. Ainsi, chaque acteur-consommateur, des individus jusqu'aux grandes fédérations de consommateurs, propose un plan de consommation. Les individus se proposent en effet de lister des biens privés, tels que des vêtements, de la nourriture, des jouets, etc. Les conseils de quartier émettent des propositions qui intègrent les demandes de biens privés ayant été approuvées et les demandes de consommation collectives comme une nouvelle piscine ou un parc local. Les conseils de niveau supérieur et les fédérations de consommateurs font alors des propositions qui incluent les demandes d'approbation issues des conseils de quartier et les demandes de consommation collectives émises par les fédérations[95].

Il s'agit d'un processus d'ajustement itératif, les producteurs et les consommateurs révisant par un système de navette les informations transmises par les acteurs du système :

> Lors de la première itération, les consommateurs proposent en partie une « liste de vœux » et les travailleurs des améliorations substantielles de leurs conditions de travail, et même si certains biens peuvent être en offre excédentaire, les propositions initiales conduisent rarement à l'adoption d'un plan réalisable. Dans l'étape suivante, chaque conseil reçoit de nouvelles informations qui indiquent la quantité de biens en demande ou en offre excédentaires, et comparent ces informations avec celles des autres unités. Les instances d'assistance décisionnelle offrent alors de nouvelles estimations d'indices de prix afin d'équilibrer l'offre et la demande. À cette étape du processus, les consommateurs réévaluent leurs demandes en fonction des nouveaux prix et redirigent leurs demandes excédentaires vers des biens dont les indices de prix ont chuté du fait qu'ils étaient en offre excédentaire ou moins demandés que les autres. Les conseils de consommateurs et les individus dont la demande globale était plus élevée que la moyenne se sentiraient alors obligés de réguler leurs demandes dans l'espoir que leurs propositions soient approuvées. À ce stade de la négociation, ce processus entraîne simultanément équité et efficacité[96].

Par ailleurs, ce processus est facilité par une structure parallèle composée d'instances d'assistance décisionnelle qui proposent à chaque niveau de décision toute une gamme de services techniques (services informatiques, simulations, comptabilité, etc.) :

> Parecon disposera de différentes « instances d'assistance décisionnelle » ou d'organismes qui, entre autres fonctions, faciliteront les échanges d'informations, assureront l'évaluation des propositions de consommation collectives et des projets d'investissement à grande échelle, et suivront les demandes des travailleurs qui souhaiteraient changer de lieux d'affectation et des individus désireux d'investir un quartier ou une résidence familiale[97].

Albert reconnaît la complexité de ce processus. La qualité du plan final qui achèvera ce processus dépendra de la qualité de l'information qui circulera dans les rouages du système. L'usage quantitatif des indices de prix permettrait partiellement de garantir cette condition, mais un tel dispositif exige aussi l'assimilation de données *qualitatives* significatives :

> Pour garantir la précision et promouvoir la solidarité, nous devons non seulement fixer des prix quantitatifs mais aussi les soumettre constamment aux évolutions des informations qualitatives concernant les conditions de travail et l'activité de la consommation. […] Non seulement une économie participaliste doit estimer et ajuster les coûts et les avantages sociaux associés à la production et à la consommation en fonction des changements qui peuvent intervenir, mais elle doit également communiquer une information de qualité substantielle sur les conditions des autres personnes[98].

Sur la base d'itérations adéquates et de techniques informatiques appropriées, Albert estime que ce processus débouchera sur un plan annuel permettant de fixer des niveaux de production et de consommation cohérents. Et si tout fonctionne comme prévu, ce plan tiendra compte de la totalité des coûts sociaux qui seront occasionnés par l'usage alternatif des ressources économiques disponibles et les alignera avec les préférences de citoyens égaux en matière de consommation.

Le problème de la viabilité du dispositif

Si nous recentrons l'analyse du point de vue du renforcement du pouvoir d'agir social, nous pouvons constater que le modèle proposé par Michael Albert s'appuie sur la seule voie de l'*économie sociale* : l'ensemble de la production prévoit des dispositions directes pour satisfaire les besoins selon les principes de réciprocité et d'association volontaire. Le pouvoir économique, tel que je l'ai défini, ainsi que le marché sont totalement évincés. Et le pouvoir étatique n'exerce aucun rôle direct dans l'organisation de l'économie, l'activité économique étant entièrement régie par un processus de planification démocratique localement établi et assuré par la participation volontaire des conseils de travailleurs et de consommateurs. Il s'agit donc bien d'un modèle postcapitaliste.

On peut aussi remarquer que, en tant que *vision morale* d'une alternative au capitalisme, les cinq principes institutionnels énoncés par Albert convergent avec mes arguments. Bien qu'il ait recours à un langage un peu différent du mien, les

valeurs profondément égalitaristes et démocratiques qui animent les principes fondateurs de l'économie participaliste sont assez proches des principes normatifs qui sous-tendent mes analyses :

- • La *propriété sociale* renvoie à la manière dont j'ai posé le problème de la propriété sociale dans le concept de socialisme, en la différenciant à la fois de la propriété étatique et de la propriété privée.
- • L'*autogestion démocratique* est étroitement liée au concept de justice politique, comme l'accès égal aux moyens nécessaires pour contrôler les conditions d'existence des individus[99].
- • L'*ensemble équilibré des tâches* est un moyen utile pour approfondir le principe égalitariste et radical de la justice sociale en tant qu'accès égal aux moyens nécessaires pour vivre une vie épanouissante, puisqu'un travail intéressant et significatif est une condition importante de l'épanouissement.
- • La *rémunération selon l'effort*, lorsqu'elle est couplée avec une norme de rémunération *selon les besoins*, est très proche du principe de l'égal accès aux moyens matériels pour vivre une vie épanouissante.
- • L'idéal de la *planification participaliste et démocratique* exprime différemment l'idée de démocratie comme l'égal accès à la participation aux décisions qui influencent le cours de nos vies.

Par conséquent, si nous situons l'analyse au niveau des idéaux, l'économie participaliste et le socialisme doté de pouvoir social se déploient dans un univers moral quasiment identique. Néanmoins, ces deux modèles alternatifs divergent considérablement lorsqu'il s'agit de traduire ces idéaux dans une structure institutionnelle concrète au sein de laquelle les individus peuvent vivre et travailler. Malgré les nombreux efforts fournis pour illustrer concrètement la manière dont la planification participaliste pourrait fonctionner, le modèle d'Albert s'apparente davantage à une vision utopique qui ne prend pas sérieusement en compte la complexité des problèmes pragmatiques, les difficiles compromis et les conséquences non intentionnelles de l'action, et s'écarte d'une conception viable d'une alternative utopique réelle au capitalisme.

Le problème peut en effet être posé en ces termes : dans le monde actuel, quel degré de confiance pouvons-nous accorder de façon réaliste à notre compréhension des dynamiques produites par une structure sociale entièrement nouvelle ? Quel est notre niveau de certitude lorsqu'il s'agit de comprendre scientifiquement les problèmes centraux soulevés par un système économique dont l'organisation s'alignerait sur les principes de l'économie participaliste ? Une telle expérience impliquerait, par exemple, un regard théorique sur la manière dont les personnes prennent des décisions selon les différents contextes sociaux et en fonction de la complexité des problèmes rencontrés ; elle impliquerait aussi de savoir comment la solidarité se construit et se fragmente selon différentes règles d'allocation ; comment

la complexité de l'information peut provoquer des processus chaotiques ; comment sont formées les préférences dans des micro- et macro-processus de coopération et de compétition différents ; comment sont produites et reproduites nos dispositions et nos préférences qui peuvent varier en matière d'égoïsme et d'altruisme ; enfin, comment des informations précises peuvent être produites dans des contextes d'interaction complexes dans lesquels nous pouvons retirer des avantages à dénaturer l'information ; et bien d'autres choses encore. Pour ma part, je pense que nous avons acquis une connaissance suffisante de ces problèmes pour justifier l'idée qu'il est possible de suivre les voies du renforcement du pouvoir d'agir social à partir du monde existant. Mais selon moi, nous ignorons actuellement si le mode de fonctionnement d'un système économique complexe, qui s'appuierait sur des conseils de planification décentralisés, peut fonctionner sans marché, ou même si une telle structure peut modestement survivre. Ce que nous avons pu observer et étudier, ce sont les lieux de travail spécifiques dans lesquels les principes démocratiques et participalistes sont rigoureusement mis en place, ainsi qu'une multitude de macroparamètres diversifiés qui ont pu favoriser l'émergence de formes significatives de conseils participatifs (comme dans le budget participatif de Porto Alegre). Mais il s'agit de paramètres limités qui ne constituent pas une base empirique suffisante permettant d'énoncer des affirmations claires sur la manière dont un système économique tout entier se construirait ou pourrait fonctionner selon ces principes. Ce constat, bien sûr, n'implique pas la proposition inverse – à savoir que nous en savons désormais assez pour affirmer que l'économie participaliste, telle que l'envisage Michael Albert, est impossible –, mais admettre que l'économie participaliste *pourrait* être possible (du fait de notre ignorance concernant tout un éventail de problèmes) constitue une base insuffisante pour proposer un projet de transformation qui exclut assurément toute fonction reconnue aux marchés dans une société démocratique et égalitaire.

Pour sa part, Albert demeure absolument certain que l'économie participaliste fonctionnera suffisamment bien pour constituer une amélioration par rapport au capitalisme et à toute forme possible de socialisme de marché. Cela ne signifie pas qu'il refuse de reconnaître que, dans la pratique, les institutions d'une future économie participaliste ne feront au mieux que tendre vers ces idéaux. Il souligne que des erreurs et des échecs se produiront inexorablement : l'ensemble équilibré des tâches se rapprochera seulement de l'équilibre parfait ; l'autogestion démocratique ne sera jamais capable d'ajuster parfaitement les règles de vote et de participation selon la proportion des effets produits sur la vie des participants ; et la planification participaliste ne sera jamais en mesure de refléter parfaitement l'ensemble des coûts et des avantages sociaux des allocations alternatives de ressources économiques. C'est pourquoi Albert adopte pertinemment une vision expérimentale et pragmatique de la manière dont les institutions d'une économie participaliste devraient être créées et développées : si de telles institutions ne fonctionnent pas, elles devront alors être modifiées *a posteriori* et non pas par anticipation. Néanmoins, il insiste clairement sur le fait que, malgré les limites

pragmatiques auxquelles se heurterait l'économie participaliste, celle-ci sera supérieure à toute forme de socialisme de marché, y compris les versions les plus performantes. Autrement dit, même si la trajectoire et l'évolution de l'économie participaliste sont imprévisibles, un tel modèle n'intégrera jamais la logique des marchés.

La position extrême et sans compromis d'Albert à l'encontre des marchés se retrouve en effet dans deux propositions. La première est l'affirmation selon laquelle les maux associés au capitalisme proviennent du fait qu'il constitue une forme d'économie de marché et pas seulement un rapport de classes qui le distingue des autres modes de production. C'est pour cette raison qu'il estime que toutes les versions du socialisme de marché, même si elles éliminent complètement la propriété capitaliste, apparaîtront tout au plus comme une amélioration très modeste du capitalisme :

> […] indépendamment des gains par rapport au capitalisme qui ont été atteints dans la réalisation du socialisme de marché, le socialisme de marché n'est pas encore une économie qui, par ses opérations intrinsèques, promeut la solidarité, l'équité, la diversité et l'autogestion participaliste tout en accomplissant efficacement des fonctions économiques. Au contraire, *tous les maux qui sont intrinsèques aux marchés* – notamment les divisions hiérarchiques des lieux de travail, la rémunération selon la production et le pouvoir de négociation, l'altération de la personnalité et des motivations, et la sous-évaluation des prix des biens et des services, etc. – persistent, alors que *seule* la présence aggravante de capitaux privés est transcendée[100].

Par conséquent, Albert ignore la dimension d'échange volontaire et décentralisée qui caractérise intrinsèquement les marchés en se focalisant essentiellement sur la hiérarchie et la rémunération selon la production et le pouvoir de négociation, alors que je perçois ces phénomènes comme des conséquences produites par des marchés non réglementés, et non comme des conséquences des marchés en tant que tels.

La seconde proposition d'Albert est l'affirmation selon laquelle la présence de marchés, même limités, détruit et corrompt les valeurs égalitaristes et démocratiques : « Avoir moins de marché au sein d'une économie participaliste, c'est un peu comme avoir moins d'esclavage au sein d'une démocratie, bien que ce dernier cas de figure soit moins défendable. La logique des marchés invalide celle de la planification participaliste et de l'ensemble de l'économie participaliste, car il s'agit d'une logique impériale qui se répand aussi largement que possible dès lors qu'elle existe[101]. » Albert rejette donc fondamentalement le concept qui consiste à associer des formes hybrides et reproductibles de structures économiques avec des logiques opposées. En d'autres termes, il récuse la présence des marchés au sein de ce que j'ai appelé un hybride socialiste. Selon lui, une telle présence détruirait inévitablement les éléments socialistes.

Si l'on admet ces deux propositions, il devient alors plus facile de défendre

l'abolition complète des marchés et de préconiser leur remplacement par une planification participaliste décentralisée, même en l'absence de preuves convaincantes permettant de soutenir qu'une économie complexe totalement dépourvue de marchés fonctionnerait très bien. Cependant, je ne crois pas qu'il y ait de bonnes raisons pour opposer aux marchés un refus absolu. Même si les marchés corrompent les valeurs égalitaristes et démocratiques, rien n'interdit de leur imposer des formes de régulation sociale et politique qui neutraliseraient ces effets corrosifs. Albert insiste sur le fait que nous disposons de preuves empiriques irréfutables qui viennent étayer l'idée selon laquelle les marchés engendrent en tant que tels ces effets négatifs. Mais en réalité nous détenons uniquement des preuves empiriques qui montrent que les marchés *combinés avec des rapports de classes capitalistes* produisent de tels effets. Nous ignorons encore les effets produits par des marchés associés à d'autres formes d'organisation économique. Les marchés peuvent provoquer des inégalités de salaires, mais les impôts sur les bénéfices peuvent sensiblement redistribuer les revenus. Les entreprises qui opèrent dans les marchés peuvent ignorer les externalités négatives, mais des processus de réglementation démocratiques peuvent évaluer ces externalités et imposer des contraintes sur les décisions de marché, notamment si ces processus réglementaires sont eux-mêmes organisés par une démocratie associative plutôt que par une structure bureaucratique et centralisée. De plus, dans un contexte hypothétique où les concentrations du pouvoir *capitaliste* ont été réduites grâce aux progrès accomplis par les multiples voies permettant de renforcer le pouvoir d'agir social, ces processus de réglementation sont susceptibles d'être beaucoup plus efficaces que lorsqu'ils se déployaient dans le capitalisme, pour des raisons que nous avons déjà discutées. Bien entendu, ces tentatives de réglementer les marchés seront elles-mêmes toujours imparfaites. Mais les tentatives visant à planifier l'ensemble du système au sein d'une économie participaliste le seront également. Nous ne pouvons pas savoir à l'avance si les problèmes engendrés par ces « imperfections » seraient plus importants au sein d'une économie participaliste ou au sein d'une forme hybride dans laquelle les marchés jouent encore un rôle significatif.

Dès lors que nous écartons l'hypothèse selon laquelle les marchés sont une forme de cancer (si leur présence est attestée dans un hybride, la cancérisation se répandra inévitablement et détruira le pouvoir d'agir social), la question de l'équilibre optimal entre la planification participaliste et la répartition des marchés non planifiés ne peut pas être tranchée en amont du processus de transformation sociale. Aucune raison *a priori* ne permet d'affirmer avec certitude que l'équilibre qui serait atteint par le biais d'un processus démocratique et délibératif pencherait en faveur de la planification à hauteur de 100 %.

Néanmoins, nous pouvons au moins dégager quatre raisons qui obligeraient les participants d'un processus vigoureusement participatif et démocratique, enraciné dans les valeurs égalitaristes de l'économie participaliste, à opter pour une présence significative des marchés[102]. Premièrement, les participants d'un processus démocratique savent bien que leurs préférences sont formées à partir des interactions

sociales et qu'il est difficile aujourd'hui pour les individus d'avoir une compréhension rationnelle complète des préférences possibles qui peuvent se former à l'avenir. Ils pourraient donc reconnaître les vertus de voir apparaître au sein de ce processus de délibération un élément chaotique et non planifié. En d'autres termes, une économie participaliste démocratiquement planifiée pourrait être meilleure si elle était pourvue d'un élément significatif non planifié, même si celui-ci demeure toujours circonscrit – l'« anarchie de la production », même dans des proportions réduites, *pourrait* fonctionner plus efficacement qu'un processus économique de planification plus approfondi, malgré la présence de certains aspects négatifs des marchés qui devraient alors être contrebalancés par la production de règles.

Deuxièmement, les participants d'une économie, qui expérimentent plusieurs combinaisons économiques, démocratiques et participatives en les associant à des structures de marché, pourraient découvrir que les marchés offrent des avantages pour certaines formes souhaitables de prise de risque. Il se pourrait en effet que nous tirions profit d'un espace dévolu à la prise de risque qui échapperait au contrôle préalable des conseils et des comités, et cette forme de prise de risque moins planifiée serait fortement facilitée si on reconnaissait, encore une fois, l'existence d'un espace dédié aux activités et aux incitations de marché. Cela ne signifie pas que l'innovation requière des marchés. Mais il se pourrait encore que le niveau optimal de la prise de risque en ce qui concerne les innovations exige une combinaison de processus sociaux favorables à l'innovation, et de tels processus devraient alors permettre aux individus et aux collectivités qui souhaitent mener à bien un projet spécifique contenant une part de risque de recourir aux marchés sans autorisation préalable.

Troisièmement, la complexité de l'information issue d'un processus de planification sans cesse réitéré pourrait au final être tout simplement trop élevée. Albert est néanmoins convaincu que cet obstacle serait levé avec l'aide d'un système informatique et de logiciels adaptés, et il récuse toute forme de désaccord sur ce point. Peut-être a-t-il raison. Mais il se peut aussi qu'il ait entièrement tort. Comme l'indiquent les descriptions présentes dans *Parecon*, le processus d'information semble lourdement fastidieux, car il exige plus particulièrement que les travailleurs et les consommateurs rédigent des rapports qualitatifs concernant leurs besoins et leurs activités, et que les conseils intègrent et traduisent de telles informations dans des programmes d'évaluation. La description incomplète du processus d'information fournie par Albert est certes utile pour se faire une idée d'un scénario possible de réalisation, mais rien ne garantit de manière convaincante qu'un tel scénario produirait réellement des programmes cohérents qui, au sein d'une économie de grande échelle, s'accorderaient sur une quantité donnée de produits auxquels on fixerait un ensemble de prix.

Enfin, il semble difficile d'écarter la question de savoir comment les individus veulent mener leur existence et si le temps consacré à la rédaction de rapports, aux réunions et au traitement informatique de l'information au sein d'une économie participaliste serait démocratiquement choisi par les participants. Bien entendu, si

l'économie participaliste était une proposition à prendre ou à laisser (soit vous avez une forme achevée d'économie participaliste sans aucun marché, soit le système dégénère et redevient une économie de marché à part entière), les égalitaristes démocratiques pourraient alors opter pour un tel modèle, même si le temps de participation nécessaire qu'ils y consacreraient les condamnerait généralement à une existence malheureuse. La vie est certes une succession de compromis et cela vaudrait peut-être la peine de s'engager dans cette voie même si ce choix est cornélien. Mais si le renforcement du pouvoir d'agir social et économique n'est pas une question de « tout ou rien », et si les structures hybrides auxquelles je crois sont possibles, des choix peuvent alors être opérés lorsqu'il s'agit notamment de produire des compromis entre une économie participaliste sans marché, qui suppose de consacrer un temps non négligeable aux tâches décisionnelles, et un hybride qui serait bien moins chronophage. Il est donc impossible de déterminer l'équilibre optimal avant même que les personnes qui vivront au sein de ces institutions aient pu expérimenter différentes possibilités et saisir leur situation par le biais d'un processus concret d'expérimentation démocratique.

Conclusion : un panorama plus complet des dispositifs de renforcement du pouvoir d'agir social

Ce chapitre a sélectionné un ensemble limité de propositions institutionnelles qui renforceraient le pouvoir d'agir social au sein de l'économie. Mais de nombreux autres exemples empiriques ou théoriques auraient pu être abordés. Pour prendre la mesure des possibilités qui peuvent soutenir notre projet d'émancipation sociale, voici quelques dispositifs qui nous paraissent pertinents :

Des fiducies foncières communautaires. Ce sont des formes de propriété collective de la terre – gérées par des organismes locaux, des mouvements sociaux, des ONG ou parfois des organisations gouvernementales – qui soustraient des portions de terre au marché immobilier pour les soumettre à un régime juridique de propriété particulier appelé « fiducie foncière » (*land trust*), qui restreint considérablement le transfert ultérieur de la propriété. Par la suite, ce dispositif utilise la terre à des fins sociales, comme le logement social, la protection de la nature et d'autres projets de développement local. L'idée est que la terre doit être contrôlée par des associations collectives enracinées socialement plutôt que par des personnes privées ou des investisseurs capitalistes.

La défense internationale des normes du travail. Il est désormais admis que la double raison qui motive le capital à délocaliser des sites de production dans des pays en voie de développement est le coût de la main-d'œuvre et la flexibilité des normes de travail. Face à ces délocalisations, la réaction des pays du Nord consiste ou bien à ériger des barrières commerciales afin de bloquer les importations de produits industriels provenant de pays à bas salaires, ou bien à ralentir l'« exportation » des emplois délocalisés. Mais la réponse alternative à ces questions serait de créer des normes internationales de travail qui s'appliqueraient efficacement dans les pays en voie de développement. Bien entendu, cette initiative se heurterait à un certain nombre de difficultés : établir un corpus de normes du travail qui ne se réduirait pas simplement à une forme déguisée de protectionnisme ; mettre en place un dispositif de contrôle efficace qui transmettrait des informations fiables sur la mise en conformité de ses normes, en raison des relations de sous-traitance complexes qui se nouent dans de nombreux secteurs d'activité ; et être en mesure d'imposer des sanctions significatives pour le non-respect de ses normes. Gay Seidman a soutenu avec force que les campagnes de défense transfrontalières des normes du travail sont plus efficaces quand elles impliquent aussi bien la collaboration de mouvements sociaux issus des pays du Nord et du Sud que la participation de l'État dans les processus de contrôle et d'application[103].

*Le Mouvement des étudiants contre les ateliers clandestins (*Sweatshops*) (l'USAS – United Students Against Sweatshops).* Il est désormais connu que les universités américaines contrôlent l'utilisation de leur nom et de leur logo dans la confection de produits commerciaux dérivés comme des tee-shirts ou des sweat-shirts. Le Mouvement des étudiants contre les ateliers clandestins s'est

constitué pour obliger les universités à faire appel à des fabricants de textile qui se soumettent à des normes de travail assez strictes[104]. Pour y parvenir, l'USAS a mis en place en 2000 un organe de contrôle, le Consortium pour les droits des travailleurs (Workers' Rights Consortium), pour enquêter sur les conditions de travail dans les usines textiles qui produisent des vêtements universitaires. Il existait à l'époque un organe de surveillance qui a été rebaptisé Fair Labor Association et qui garantissait aux universités un ensemble de normes beaucoup moins contraignantes. Mais, face aux nombreux mouvements qui furent lancés dans les campus universitaires américains (occupations des locaux de la direction, rassemblements et manifestations), de nombreuses universités finirent par adopter des normes plus strictes. Plus récemment, l'USAS a relancé son combat en créan un programme spécifique qui liste les fournisseurs ayant été positivement contrôlés par le Consortium. À la fin de l'année 2008, plus de 40 universités avaient consenti à faire appel à des fabricants de vêtements universitaires qui figuraient dans la liste transmise par le Consortium.

La certification de la préservation forestière. Les mouvements sociaux ont également été impliqués dans des luttes qui portaient sur des questions environnementales. Au cours de ces luttes, ils avaient alors recours à des campagnes d'information, au boycott et à d'autres stratégies pour essayer d'obliger les sociétés multinationales à respecter certaines normes environnementales. Au début des années 1990, l'une de ces campagnes de sensibilisation a conduit à la création de l'association FSC (Forestry Stewardship Council) afin de soumettre la gestion forestière à des normes écologiques contraignantes et d'établir des mécanismes de certification lorsque des zones forestières répondent positivement à ces normes spécifiques. La structure de la FSC reprend de nombreux éléments à la démocratie associative. Comme le confirme Christine Overdevest :

> L'organisation de notre association se caractérise par un mode de gouvernement délibératif et démocratique. Les représentants traditionnels de groupes d'intérêt opposés siègent au sein de cet organisme de gouvernement « équilibré », participatif et délibératif du FSC. Le nombre de représentants s'élève actuellement à 561 membres dans le monde entier, 79 provenant des États-Unis, mais la pondération des voix est également répartie entre trois chambres – économique, sociale et environnementale. La chambre économique est composée d'entreprises forestières, de fabricants locaux et de petits commerçants, de sociétés d'audit et de consultants. La chambre sociale comprend des groupes de la société civile et des individus qui représentent le développement local, la lutte contre la pauvreté et des organisations de défense des droits des travailleurs. La chambre de l'environnement comprend une kyrielle de groupes d'intérêt environnemental qui vont d'organisations spécialisées dans le militantisme, comme Greenpeace et les Amis de la Terre, à des organismes traditionnels, tels que le Fonds mondial pour la nature (WWF) et l'organisation américaine de protection de la nature The Nature Conservancy.

> Chaque chambre dispose d'un tiers des voix. En raison des multiples enjeux que soulève la protection de la nature et afin d'« équilibrer » les intérêts des pays développés et de ceux qui sont en voie de développement, chaque chambre du FSC est divisée en deux parties égales, la moitié des droits de vote étant attribuée à des « membres de l'hémisphère nord » et l'autre moitié aux « membres de l'hémisphère sud[105].

Cet organisme de gouvernement définit des normes de certification et supervise les dispositifs de contrôle des forêts. En retour, la certification des forêts fournit une base pour attester que les produits de la sylviculture qui proviennent de ces forêts ont été conçus selon des normes compatibles avec la conservation de l'environnement.

La complexité de ces processus de certification et de contrôle est considérable. Ils imposent non seulement de surveiller de près les pratiques forestières sur une échelle géographique très vaste, mais aussi de conserver une trace des produits provenant de ces forêts pour être sûr que des produits non certifiés ne viennent pas se mélanger avec des produits contrôlés dans la chaîne de distribution. De plus, l'industrie forestière a créé elle-même ses propres programmes de certification en se fondant sur des normes moins contraignantes, ce qui peut induire les consommateurs en erreur. Malgré cette confusion possible, ces campagnes ont eu un relatif succès, puisque quelques grands exploitants ont alors stocké du bois qui était certifié par le Forestry Stewardship Council, et la pression exercée par la FSC semble avoir également poussé l'organisation qui définit les normes de certification de l'industrie forestière, la Sustainable Forestry Initiative, à augmenter progressivement le degré de contrainte de ces normes[106]. Lorsque ces campagnes sont institutionnalisées et deviennent des organes de contrôle socialement ancrés dans un tissu associatif, elles constituent alors une forme de capitalisme social : le pouvoir social limite l'exercice du pouvoir économique en ciblant des aspects précis de la production et de la distribution.

La coopérative Equal Exchange et le Mouvement du commerce équitable. Il est indéniable que les coopératives de travailleurs situées dans l'hémisphère nord tendent à s'impliquer de plus en plus dans le commerce de marchandises produites par les coopératives des pays du Sud. L'exemple le plus connu est la coopérative de travailleurs autogérée Equal Exchange, fondée dans le Massachusetts en 1986. Son objectif principal est d'importer du café (et par la suite du thé et du chocolat) produit par des coopératives agricoles de l'hémisphère sud. Dans les années 1990, Equal Exchange décida de s'unir avec d'autres organisations pour créer ce qui allait devenir le Mouvement du commerce équitable. L'idée consiste alors à créer des normes mondiales de « commerce équitable » ainsi qu'une organisation qui serait en mesure de certifier que les marchandises sont produites conformément à ces normes. Au cours des dernières années, l'intégrité des normes officielles de certification a été remise en question dans le sens où le Mouvement du commerce équitable a tenté d'obtenir que des grandes chaînes, comme Starbucks et Whole Foods, importent des produits issus du commerce équitable. Selon certains, une telle

politique a conduit à diluer les normes de certification du commerce équitable qui auraient été étendues aux produits cultivés dans les grandes fermes et plantations, dès lors que ces dernières remplissaient certaines conditions minimales. Pour cette raison, certaines coopératives de café, comme Just Coffee, située à Madison dans l'État du Wisconsin, se sont retirées de l'organisation du commerce équitable et tentent désormais de créer des connexions plus directes entre les coopératives de café situées dans les pays du Sud et les torréfacteurs et les petits commerçants des pays du Nord[107].

Nous voyons bien que cet ensemble de propositions institutionnelles permettant d'avoir un panorama complet des nombreux dispositifs de renforcement du pouvoir d'agir social ouvrent un champ de possibilités assez riches et variées. Certains dispositifs institutionnels que nous avons explorés peuvent être mis en place par une poignée d'individus travaillant ensemble avec détermination. C'est le cas pour de nombreuses coopératives de travailleurs autogérées, y compris celles qui ont une mission transformatrice. D'autres dispositifs exigent l'effort concerté de mouvements sociaux et d'associations, comme c'est le cas pour le modèle du capitalisme social que nous avons également examiné. Et d'autres encore ne peuvent se réaliser qu'avec l'aide de l'État, comme pour le revenu de base. Bien que chaque proposition contribue en elle-même à étendre et renforcer le pouvoir d'agir social, les progrès réels que nous pouvons constater, lorsqu'il s'agit de transformer les rapports de pouvoir au sein d'une structure hybride économique, proviennent des interactions et des synergies entre ces propositions : un revenu de base peut faciliter la formation de coopératives et d'entreprises issues de l'économie sociale ; le capitalisme social peut contribuer à l'expansion de l'économie de marché coopérativiste ; et toutes ces implications peuvent conduire le pouvoir politique à mettre en place des formes nouvelles de socialisme participatif.

Toutefois, les perspectives de ces synergies dépendent des possibilités de luttes de transformation. Et, pour comprendre ces possibilités, nous avons besoin d'une théorie de la transformation que nous allons exposer dans les quatre chapitres suivants.

1. Certains penseurs anticapitalistes estiment qu'une économie décentralisée et démocratiquement planifiée dans laquelle les marchés seraient exclus est réalisable. L'une des versions les plus influentes de cette perspective économique vient de Michael Albert, qui affirme dans son livre *Après le capitalisme. Éléments d'une économie participaliste,* Paris, Agone, 2003, que même une économie mondiale ayant atteint un certain niveau de complexité peut être organisée et coordonnée par une planification participative qui s'exercerait à travers des conseils de producteurs et de consommateurs. Une esquisse de cette perspective sera discutée à la fin de ce chapitre.

2. Nancy Neamtan, « The social economy : Finding a way between the market and the state », art. cité, p. 71-76.

3. L'argument selon lequel de nombreuses organisations engagées dans la production de biens et de services « dans » la société civile ont un caractère hybride est analogue à celui du chapitre 4 selon lequel les structures économiques ont généralement un caractère hybride car elles combinent des éléments capitalistes, étatistes et socialistes.

4. Cette section du chapitre 7 a été coécrite avec Edo Navot et repose en partie sur un article non publié

« Wikipédia as a real utopia », qui fut présenté en Égypte lors de l'édition 2008 de la conférence Wikimania.

5. L'autre exemple bien connu est le développement de logiciels *open source*, et plus particulièrement du système d'exploitation Linux qui fut créé par le programmeur informatique finlandais Linus Torvalds en 1991. En tant que logiciel *open source*, le code source du programme a été gratuitement mis à disposition de toutes les personnes intéressées souhaitant travailler pour l'amélioration du système. Au fil des années, des milliers de programmeurs du monde entier ont travaillé sur le développement de Linux, proposant ainsi de nouvelles fonctionnalités, complétant le code source, identifiant et corrigeant les bugs.

6. Une controverse est née parmi ceux qui suivent de près l'histoire de Wikipédia à propos des contributions précises de Jimmy Wales et de son ancien collaborateur, Larry Sanger, dans la conception et la réalisation du projet. Mais, au-delà des querelles de paternité, Jimmy Wales reste profondément associé à la fondation et au développement de Wikipédia. Ces questions sont notamment discutées par Marshall Poe, « The hive », *The Atlantic Monthly*, septembre 2006.

7. Voir « The free-knowledge fundamentalist », *The Economist*, 5 juin 2008. Cet article permet de mieux cerner l'admiration que vouait Jimmy Wales à Ayn Rand. Bien que cet article ne traite pas de manière approfondie l'influence qu'a exercée la pensée de Rand sur les convictions de Wales, je pense néanmoins que la position défendue par ce dernier se rapproche davantage de l'hostilité anarcho-libertarienne à l'encontre d'une réglementation étatique centralisée que d'une adhésion au capitalisme en tant que tel.

8. Don Tapscott et Anthony D. Williams, *Wikinomics : How Mass Collaboration Changes Everything* New York, Penguin, 2006, p. 33. Bien entendu, il se peut que la conception même de Wikipédia soit fondamentalement anticapitaliste, bien que les principes collaboratifs et non hiérarchiques qui la sous-tendent profitent également aux entreprises capitalistes.

9. Initialement, la fondation a été financée par Jimmy Wales qui avait connu un certain succès dans le secteur de l'investissement bancaire avant de se lancer dans Wikipédia. Par la suite, la fondation a surtout été nourrie par des dons provenant de personnes qui utilisent Wikipédia.

10. http://en.Wikipedia.org/wiki/History_of Wikipedia (toutes les références aux pages web de Wikipédia datent de fin 2008).

11. Lors de la conférence Wikimania de 2008, Edo Navot (co-auteur de cette section) a discuté du processus d'attribution du statut d'administrateur avec des usagers de Wikipédia de longue date. Ces derniers ont expliqué comment – contrairement à tout ce qui est dit sur le site de Wikipédia – c'était devenu compliqué et sujet à vérification : à la fois les administrateurs de service et les non-administrateurs intéressés rendent ce processus beaucoup plus difficile et les critères de sélection beaucoup plus stricts que ce que suggère le site. Les personnes qui expriment ce point de vue pensent que le statut d'administrateur est devenu un symbole d'autorité et de privilège – précisément l'opposé de ce qui était initialement prévu.

12. http://en.Wikipedia.org/wiki/Wikipedia:Administrators.

13. Comme le précise Wikipédia, *sockpuppet* est une expression issue de la communauté wiki qui se réfère à un « pseudonyme en ligne utilisé pour tromper une communauté d'internautes », tandis que *meatpuppet* est « couramment utilisé pour désapprouver les contributions d'un nouveau membre de la communauté lorsque ce dernier est (prétendument) recruté par un membre existant dans l'unique but de préserver la position du membre recruteur ».

14. http://en.Wikipedia.org/wiki/Wikipedia :RFA.

15. La procédure décrite doit néanmoins être prise avec précaution : lors de l'édition 2008 de la conférence Wikimania, Edo Navot a présenté l'analyse exposée dans cette section dans une contribution écrite intitulée *Wikipedia as a Real Utopia*. Suite à des échanges avec des wikipédiens historiques, certaines personnes ont exprimé leur scepticisme quant aux procédures décrites dans Wikipédia, car ils ont observé des écarts avec les

processus réels qui permettent de promouvoir certains individus aux différents niveaux de la hiérarchie.

16. Les liens « Voir aussi » en bas de la page consacrée au « Processus de résolution des conflits » dans Wikipédia donnent de nombreuses sources, même s'il en existe beaucoup plus encore.

17. Voir http://en.Wikipedia.org/wiki/Wikipedia:Arbitration_Committee.

18. Jimmy Wales continue de détenir l'« autorité suprême » au sein de l'organisation de Wikipédia. Il nomme les membres du comité d'arbitrage sur la base d'une liste de candidats ratifiée par la communauté wiki et il s'est octroyé le droit d'imposer de nouvelles règles selon des circonstances bien particulières, même si jusqu'à présent il a évité de recourir à un tel pouvoir. Wales a fait valoir que le maintien de cette prérogative est une protection nécessaire contre la prise de contrôle du projet par des utilisateurs malicieux ou mal intentionnés qui se seraient concertés. À l'heure actuelle, Wikipédia demeure une institution largement démocratique, avec une autorité autocratique non exercée.

19. http://en.Wikipedia.org/wiki/History_of_Wikipedia.

20. La question de savoir si Larry Sanger était cofondateur de Wikipédia ou bien tout simplement un employé et un collaborateur de Jimmy Wales reste controversée. Lorsqu'ils travaillaient ensemble, Sanger était considéré comme cofondateur de l'encyclopédie, mais après 2004 Wales a revendiqué la paternité exclusive du projet. Pour un compte rendu journalistique de l'histoire de Wikipédia, la collaboration de ces deux figures tutélaires et leur éventuelle rupture, on lira Marshall Poe, « The hive », art. cité. De nombreux récits sur le rôle joué par Sanger dans la création de Nupédia (le projet précurseur de Wikipédia) et sur sa démission ultérieure du projet en 2002 restent disponibles. Notons que Larry Sanger a lui-même publié un article relatant ces épisodes : « The early history of Nupedia and Wikipédia : A memoir », publié sur *Slashdot* le 18 avril 2005, disponible en ligne sur http://features.slashdot.org.

21. http://en.citizendium.org/wiki/CZ:About.

22. http://en.citizendium.org/wiki/CZ:Constabulary.

23. Pour plus de détails sur le rôle des rédacteurs, voir http://en.citizendium.org/wiki/CZ:The_Editor_Role.

24. Pour en savoir plus sur le processus d'approbation, voir http://en.citizendium.org/wiki/CZ:Approval_Process.

25. http://en.citizendium.org/wiki/CZ:Statistics.

26. Udi Manber, « Encouraging people to contribute knowledge », *The Official Google Blog* publié le 31 décembre 2007, http://googleblog.blogspot.com/2007/12/encouraging-people-to-contribute.html.

27. Cette analyse s'inspire des discussions personnelles que j'ai eues avec Nancy Neamtan, directrice du Chantier de l'économie sociale, ainsi que de la lecture des ouvrages suivants : Marguerite Mendell, Benoit Levesque et Ralph Rouzier, « The role of the nonprofit sector in local development : New trends », article présenté à l'OECD/LEED, Forum on Social Innovation, 31 août 2000 ; Marguerite Mendell, « The social economy in Québec Discourses and strategies », *in* Abigail Bakan et Eleanor Macdonald (dir.), *Critical Political Studies : Debates and Dialogues from the Left,* Kingston, Queen's University Press, 2002, p. 319-343 ; Nancy Neamtan, « The social economy : finding a way between the market and the state », art. cité, p. 71-76 ; Nancy Neamtan and Rupert Downing, « Social economy and community economic development in Canada : Next steps for public policy » article du Chantier de l'économie sociale, 19 septembre 2005 ; Marguerite Mendell, « L'empowerment au Canada et au Québec : enjeux et opportunités », *in Économie, géographie et société*, vol. 8, nº 1, janvier-mars 2006, p. 63-86 ; Marguerite Mendell, Jean-Louis Laville et Benoit Levesque, « The social economy : Diverse approaches and practices in Europe and Canada », *in* Antonella Noya et Emma Clarence (dir.), *The Social Economy . Building Inclusive Economies*, France, OECD Publications, 2007, p. 155-187.

28. Depuis les années 1940, une organisation antérieure, le Conseil de la coopération du Québec (récemment rebaptisé Conseil québécois de la coopération et de la mutualité), a joué un rôle central dans la promotion du mouvement coopératif qui constitue l'une des composantes essentielles de l'économie sociale. Le Chantier diffère néanmoins du Conseil en essayant de représenter plus largement l'ensemble des organisations et des activités de l'économie sociale – entreprises collectives, organismes à but non lucratif et coopératives –, et sa structure de gouvernance se démarque également de celle du Chantier puisqu'elle comprend des anciens et des nouveaux mouvements sociaux. Notons que le Conseil poursuit son activité en parallèle, et des tensions entre ces deux organisations peuvent parfois poindre.

29. Selon des informations qui m'ont été communiquées par Nancy Neamtan.

30. Nancy Neamtan, « The social economy : finding a way between the market and the state », art. cité, p. 74.

31. Selon des informations qui m'ont été communiquées par Nancy Neamtan lors d'un entretien personnel.

32. Le mode de fonctionnement et de gouvernance du Chantier m'a également été exposé par Nancy Neamtan lors du même entretien.

33. Le réseau First Nations regroupe les peuples autochtones canadiens qui ne sont ni des Inuits ni des métis (*NdT*).

34. Il va de soi que ces exemples qui viennent des États-Unis indiquent que les initiatives de l'économie sociale ne sont pas toujours progressistes. Plus particulièrement, la question des programmes scolaires peut être stratégiquement contournée pour justifier la diminution des moyens financiers alloués à l'éducation publique au lieu de renforcer le pouvoir social selon un processus démocratique et égalitaire, et les écoles sous contrat constituent souvent une stratégie d'évitement des syndicats d'enseignants.

35. Pour une discussion concernant cette tension entre prestations de soins et marché, voir Nancy Folbre, *The Invisible Heart : Economics and Family Values,* New York, The New Press, 2001.

36. Cette formulation de ce contraste est tirée de l'essai de Gerald A. Cohen, « Back to socialist basics », art. cité. Voir aussi la discussion amorcée dans le chapitre 3 afin de saisir la manière dont la marchandisation menace certaines valeurs importantes auxquelles nous sommes attachés.

37. Les programmes existants de bons financés par l'État aux États-Unis sont assez limités, puisqu'ils ciblent en priorité les enfants issus des minorités pauvres qui, autrement, s'orienteraient vers des écoles publiques peu recommandables, et sont donc pris en charge par certains progressistes au sein des communautés minoritaires. Le plus fort soutien politique pour les bons, cependant, vient des forces sociales de droite qui y voient un moyen de contourner le financement des écoles publiques au profit des écoles religieuses et privées. Les programmes de bons spéciaux pour les pauvres sont une sorte de stratégie de cheval de Troie pour établir et normaliser ce principe dans l'espoir de l'étendre considérablement à l'avenir.

38. Samuel Bowles et Herbert Gintis, *Recasting Egalitarianism, op. cit.*

39. Cette question constitue l'épicentre du cinquième volume consacré aux utopies réelles (*The Real Utopia Project*) : Bruce Ackerman, Ann Alstott et Philippe Van Parijs, *Redesigning Distribution : Basic Income and Stakeholder Grants as Cornerstones of an Egalitarian Capitalism*, Londres, Verso, 2006. Pour des discussions antérieures, voir Robert Van der Veen et Philippe Van Parijs, « A capitalist road to communism », *Theory and Society*, vol. 15, nº 5, 1986, p. 635-655 ; David Purdy, « Citizenship, basic income and the state », *New Left Review*, nº 208, novembre/décembre 1994, p. 30-48 ; Philippe Van Parijs, « The second marriage of justice and efficiency », *in* Philippe Van Parijs (dir.), *Arguing for Basic Income*, Londres, Verso, 1992, p. 215-234.

40. Certains détails techniques permettent de différencier ces multiples occurrences, mais fondamentalement la plupart des propositions retenues envisagent toutes un mécanisme permettant de verser un revenu sans conditions à l'ensemble des individus.

41. L'une des propositions qui défendent l'idée d'un revenu de base mondial soutient que les ressources naturelles au niveau planétaire doivent être perçues comme une « propriété » détenue par l'humanité tout entière, c'est pourquoi les rentes économiques qui découlent de la propriété privée de ces ressources doivent être taxées et traitées comme une source de revenu pour l'ensemble de la population mondiale. En raison de l'inégale répartition spatiale de ces ressources, une taxe mondiale ainsi qu'une redistribution des bénéfices constitueraient ainsi une redistribution mondiale substantielle. Pour une discussion de cette position, voir Hillel Steiner, « Three just taxes », *in* Philippe Van Parijs (dir.), *Arguing for Basic Income*, *op. cit.*, p. 215-234.

42. Certaines figures de l'égalitarisme radical se sont opposées au revenu universel de base au motif qu'une telle disposition constitue une forme d'exploitation de ceux qui produisent par ceux qui dépendent et vivent entièrement de cette allocation. Les partisans du revenu universel de base soutiennent qu'il s'agit là d'une description erronée du processus par lequel un excédent est produit et distribué au sein d'une société ayant atteint un certain niveau de complexité sociale. Cette question est notamment reprise et discutée par Jon Elster, *in* « Comment on Van der Veen and Van Parijs », *Theory and Society*, vol. 15, nº 5, 1986, p. 709-721.

43. L'appel en faveur d'une « liberté réelle pour tous » est la principale justification du revenu de base proposé par Philippe Van Parijs, *Real Freedom for All*, Oxford, Oxford University Press, 1997.

44. Dans les programmes classiques de transfert de revenus visant à réduire la pauvreté, les bénéficiaires reçoivent une prestation en espèces si leur revenu est inférieur à un certain seuil. Cela signifie qu'ils perdent leur avantage lorsque leur revenu dépasse un tel niveau. Ils sont alors susceptibles de se retrouver dans une situation économique objectivement plus mauvaise si leur revenu s'élève juste au-dessus du seuil. Cette désincitation à augmenter ses propres revenus porte le nom de « trappe à pauvreté ».

45. Les effets nets du revenu universel de base sur l'inégalité entre les sexes sont ambigus. D'une part, les allocations sont versées à des individus et non à des ménages, ce qui réduit les inégalités entre hommes et femmes. Les allocations garantissent également des revenus à des individus qui fournissent des prestations de soins non rémunérées, ce qui bénéficiera de façon disproportionnée aux femmes. D'autre part, le revenu universel de base pourrait renforcer la division genrée du travail au sein de cette sphère d'activité, en rendant plus difficile aux femmes la possibilité de résister aux pressions d'assumer l'entière responsabilité de ces prestations de soins.

46. Même un très faible montant alloué pourrait avoir des effets anti-pauvreté positifs en constituant une forme de subvention salariale pour les personnes exerçant une activité à faible revenu. Une telle subvention pourrait fonctionner sur le modèle du crédit d'impôt sur les revenus perçus actuellement aux États-Unis, ou comme un impôt négatif modeste, tel que celui qui a été proposé dans les années 1970.

47. Il est très difficile de faire des estimations crédibles de ces répercussions car elles sont susceptibles de produire des effets non linéaires importants et des interactions dynamiques. Il est donc très difficile de tirer des conclusions sur les effets produits par les subventions accordées généreusement par le revenu de base à partir des effets produits par les programmes d'aide actuellement mis en place, ou même de déduire par extrapolation les effets d'un montant élevé à partir des effets d'un montant assez modeste.

48. Lors d'une précédente analyse, j'ai affirmé que le socialisme était une condition nécessaire pour instaurer durablement un revenu universel de base. Je ne suis plus désormais totalement convaincu de la pertinence des arguments avancés dans cet essai. Voir Erik Olin Wright, « Why something like socialism is necessary for the transition to something like communism », *Theory and Society*, vol. 15, nº 5, 1986.

49. Cette capacité à mener des actions collectives et volontaires comme matrice du pouvoir syndical est notamment discutée par Claus Offe et Helmut Wiesenthal, « Two logics of collective action : Theoretical notes on social class and organizational form », *in* Maurice Zeitlin (dir.), *Political Power and Social Theory*, vol. 1, Greenwhich, CT, JAI Press, 1980, p. 67-116.

50. Les traits spécifiques du syndicalisme de transformation sociale sont exposés par Gay Seidman, *in* *Manufacturing Militance : Workers' Movements in Brazil and South Africa, 1970-1985*, Berkeley, University of California Press, 1994.

51. Un régime de pension à « prestations déterminées » est un régime dans lequel les individus connaissent à l'avance le montant du revenu qu'ils percevront lorsqu'ils prendront leur retraite. La sécurité sociale aux États-Unis ainsi que de nombreux régimes de retraite mis en place dans les grandes entreprises fonctionnent traditionnellement selon ce modèle. Un régime de pension à « contributions déterminées » est un régime dans lequel le montant du revenu que l'on perçoit dépend des retours sur investissement provenant des apports spécifiques que l'on engage. Notons que, à l'intérieur même de ces modèles de fonds de placement, il existe différentes options d'investissement, et le montant des revenus générés par ces fonds de placement dépend à la fois du montant de la contribution et des interactions avec les mécanismes de marché. La proposition qui consiste à « privatiser » la sécurité sociale revient à transformer un régime de retraite à prestations déterminées en un régime à contributions déterminées.

52. Le fond est principalement un moyen pour investir directement dans les entreprises et non pas pour acheter des actions sur le marché boursier. Pour les entreprises émergentes, l'investissement s'opère par le biais de capitaux à risque et, pour les entreprises dites « privées », l'investissement prend la forme d'un « financement par fonds propres ».

53. Département de la communication de l'OIT, « Solidarity Fund : Labour-sponsored solidarity funds in Quebec are generating jobs », *World of Work*, vol. 50, 2004, p. 22.

54. *Ibid.*, p. 22.

55. FTQ, Rapport annuel du Fonds de solidarité 2007, p. 14. On peut télécharger les rapports annuels du Fond en cliquant sur le lien suivant : http://www.fondsftq.com/fr-ca/a-propos/centre-de-documentation.aspx.

56. *Ibid.*, p. 3.

57. *Ibid.*, p. 11.

58. *Ibid.*, p. 3.

59. Parmi ces fonds salariés, on peut citer le Working Opportunity Fund en Colombie-Britannique, le Crocus Investment Fund dans la province du Manitoba et le Fonds d'investissement des travailleurs en Ontario.

60. Les déductions fiscales que les gens perçoivent lorsqu'ils adhèrent à un fonds de solidarité constituent ce qu'on appelle du point de vue du gouvernement une « dépense fiscale ». En effet, si le taux d'imposition marginal sur les revenus d'une personne contribuant au fonds est de 20 %, et si la personne verse 1 000 dollars à ce même fonds, la personne ne paie alors que 800 dollars. En effet, le montant restant (les 200 dollars) constitue une dépense publique. Lorsqu'elles remplissent la fonction de subvention publique, les dépenses fiscales ont la particularité d'être invisibles car elles sont prélevées directement à la source et non pas versées par l'État. C'est pourquoi elles sont sans doute moins exposées aux contestations politiques. Au lieu d'avoir à subir un système de prélèvement entièrement géré par l'État, elles garantissent également aux citoyens la liberté individuelle d'affecter une partie de leurs impôts comme bon leur semble.

61. Pour une analyse plus détaillée du plan Meidner, voir Jonas Pontusson, *The Limits of Social Democracy : Investment Politics in Sweden*, Ithaca, Cornell University Press, 1992.

62. Le prélèvement d'actions est un impôt sur la richesse dans le sens où la diminution de la valeur actionnariale qui résulte de l'émission d'actions nouvelles revient à forcer les détenteurs du capital à verser un certain nombre d'actions qu'ils possèdent au fonds des salariés. Il s'agit cependant d'une forme particulière d'impôt sur la richesse puisqu'il nécessite un transfert d'actifs, pas comme dans un impôt sur la propriété foncière, qui peut être monétisé.

63. Robin Blackburn, « Economic democracy : Meaningful, desirable, feasible ? »,*Daedalus*, vol. 136, nº 3, 2007, p. 42.

64. Une excellente discussion autour de la bataille politique menée contre la proposition des prélèvements

d'actions en Suède est exposée dans l'article de Jonas Pontusson, « Sweden : After the Golden Age », *in* Perry Anderson et Patrick Camiller (dir.), *Mapping the West European Left*, Londres, Verso, 1994, p. 23-54.

65. La proposition émise par Robin Blackburn de recourir à un système de prélèvement d'actions pour financer les retraites fut le thème central d'une conférence organisée en 2003 dans le cadre de notre projet de recherche sur les utopies réelles. Deux interventions issues de cette conférence furent ensuite publiées dans la revue *Politics and Society* : Robin Blackburn, « The global pension crisis : From gray capitalism to responsible accumulation », art. cité, p. 135-186 ; et Ewald Engelen, « Resocializing capital : Putting pension savings in the service of "financial pluralism" ? », *Politics and Society*, vol. 34, nº 2, 2006, p. 187-218. Voir aussi Robin Blackburn, *Banking on Death or Investing in Life : The History and Future of Pensions*, Londres, Verso, 2002, et « Capital and Social Europe », *New Left Review*, vol. 34, juillet-août 2005, p. 87-114.

66. Robin Blackburn, « Rudolf Meidner, 1914-2005 : A visionary pragmatist », *Counterpunch*, 22 décembre 2005. Blackburn compare la réticence des États capitalistes à taxer la richesse des entreprises à celle de l'Ancien Régime en France à imposer la noblesse avant la Révolution française : « Il me semble que nous vivons de plus en plus dans une société qui ressemble à celle de l'Ancien Régime français avant 1789. À cette époque, la richesse de l'aristocratie féodale échappait largement au système d'imposition ; désormais ce sont les titres d'action détenus par des millionnaires et des milliardaires qui échappent au système fiscal. Autres signes qui rappellent l'époque de Louis XVI : l'esprit d'irresponsabilité ("Après nous le déluge"), la démultiplication des jeux d'argent et l'émergence de variantes modernes de la dîme ou du champart – par exemple, les lois qui obligent les citoyens à payer leurs impôts (leurs contributions à une retraite future) à des gestionnaires de fonds privés plutôt qu'à un organisme public responsable. Mais le tabou de l'imposition effective des richesses produites par les entreprises est le signe le plus visible du règne du privilège. »

67. Pierre-Joseph Proudhon, *Manuel du spéculateur à la Bourse*, Paris, Librairie de Garnier Frères, 1857, p. 482. Ouvrage désormais en ligne : https ://fr.wikisource.org/wiki/Manuel_du_Spéculateur_à_la_Bourse/Texte_entier.

68. L'opinion ambivalente que Marx entretenait avec les coopératives de travailleurs est notamment exposée dans le chapitre 8 de l'ouvrage de Martin Buber, *Utopie et Socialisme* (1946), Paris, Aubier « Bibliothèque sociale », 1977.

69. Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1869), *op. cit.*, p. 63-64.

70. Karl Marx, *Manifeste inaugural de l'Association internationale des travailleurs* (1864), Texte en ligne https ://www.marxists.org/francais/marx/works/1864/09/18640928.htm.

71. *Ibid.*

72. Buber note que Marx avait jugé cette propension des coopératives à imiter le modèle des entreprises ordinaires comme problématique : « [Marx] reconnaît clairement le danger des coopératives de dégénérer en des sociétés bourgeoises ordinaires et même recommande le bon remède : que tous les travailleurs devraient recevoir la même part » (Martin Buber, *Utopie et Socialisme*, *op. cit.*, p. 139).

73. http://www.nceo.org/library/esops.html.

74. Néanmoins, il convient de noter que les performances économiques des entreprises capitalistes ayant opté pour un plan d'actionnariat salarié semblent être un peu meilleures que celles des entreprises classiques. Le Centre national de l'actionnariat salarié affirme que, « dans l'étude la plus importante menée à ce jour [2005] visant à mesurer les performances des plans d'actionnariat salarié dans les sociétés non cotées en Bourse, Douglas Kruse et Joseph Blasi de Rutgers ont montré que les plans d'actionnariat salarié ont tendance chaque année à augmenter les ventes, l'emploi, et les ventes par employé de 2,3 % à 2,4 % par rapport à ce qui aurait pu être attendu en l'absence d'un tel dispositif. Les entreprises ayant opté pour l'actionnariat salarié seraient également susceptibles de mieux anticiper l'avenir et de survivre économiquement ».

75. Il existe de nombreux types de coopératives : coopératives de consommateurs, telles que les épiceries locales ; coopératives spécialisées dans le marketing ; habitats participatifs ; centrales d'achat coopératives (comme lorsque des petits agriculteurs s'unissent dans une coopérative pour acheter ensemble des produits). Chacune d'entre elles contribue à renforcer le pouvoir d'agir social, mais elles ne se distinguent pas aussi nettement du modèle dominant de l'entreprise capitaliste au point de contester le capitalisme lui-même, comme les coopératives de travailleurs autogérées.

76. Ces chiffres sont disponibles sur http://www.usworker.coop. Il faut analyser ces chiffres avec prudence, puisque, selon la Fédération américaine des coopératives de travailleurs, « nous manquons actuellement de données exhaustives sur la nature et la portée des coopératives de travailleurs aux États-Unis ». Néanmoins, même si les chiffres avancés par cette estimation étaient doublés, les entreprises démocratiques représenteraient une infime proportion de l'économie américaine.

77. Un excellent traitement des problèmes rencontrés par les coopératives de travailleurs autogérées dans un environnement économique néoclassique est notamment proposé par Henry Hansmann, *The Ownership of Enterprise*, *op. cit.*

78. La question de la réduction des coûts de transaction au sein des entreprises autogérées, qui se fonderait sur un alignement plus étroit des intérêts des travailleurs et des dirigeants, et dont l'efficacité permettrait de surpasser les organisations classiques des entreprises capitalistes, a été analysée par Samuel Bowles et Herbert Gintis (dir.), *in Recasting Egalitarianism*, *op. cit.*

79. Cette reconstitution historique est le résultat d'entretiens personnels, que j'ai menés avec les responsables de Mondragón, et du recoupement d'un certain nombre de sources publiées : George Cheney, *Values at Work : Employee Participation Meets Market Pressures at Mondragón*, Ithaca, ILR Press, 1999 ; et Baleren Bakaikoa, Anjel Errasti et Agurtzane Begiristain, « Governance of the Mondragón Corporacion Cooperativa », *Annals of Public and Cooperative Economics*, vol. 75, nº 1, 2004, p. 61-87. On peut également consulter le site officiel de Mondragón : http://www.mondragon-corporation.com/fr/.

80. Comme nous l'avons décrit dans le chapitre 5, une économie de marché coopérativiste combine plusieurs possibilités issues de l'économie sociale et du capitalisme social. Il s'agit en effet d'une forme de capitalisme social, dans la mesure où le pouvoir social contrôle le pouvoir économique de la production de biens et de services. Et c'est une forme d'économie sociale, dans la mesure où l'association volontaire des coopératives implique la production directe de biens collectifs nécessaires au développement de la coopération.

81. Les deux coopératives qui ont quitté Mondragón sont Irizar et Ampo. Au début des années 1990, ces deux membres du conglomérat rencontrèrent de sérieuses difficultés économiques et furent proches de la faillite, mais furent sauvés par les mécanismes de solidarité économique mis en place par la MCC. À l'époque, l'aide fut notamment financée par les bons résultats économiques de Fagor. Mais lorsque la coopérative Fagor rencontra à son tour des difficultés économiques et vit apparaître le spectre d'une crise, elle s'attendait à recevoir un soutien économique de la part d'entreprises en bonne santé, comme Irizar et Ampo. Les dirigeants des coopératives qui ont quitté le conglomérat soutiennent que leur décision était motivée par un désaccord de fond sur le modèle de gestion de l'entreprise, en particulier sur la question de la nécessité de promouvoir une nouvelle génération de dirigeants, mais les personnes que j'ai interrogées à Mondragón sont convaincues que cette scission fut motivée par un calcul économique jugé avantageux, violant ainsi les principes fondamentaux de la solidarité économique mis en place par la MCC.

82. Traditionnellement, une coopérative de Mondragón accueillait entre 10 % et 20 % d'employés non membres. Dans le passé, il était prévu que la plupart de ces employés disposaient de la possibilité, à terme, de devenir membres de la coopérative après une période d'essai définie selon les clauses d'un contrat temporaire (CDD, intérim). Cependant, durant ces dernières années, on a assisté à une diminution exponentielle du taux d'intégration des intérimaires en tant que membres permanents des coopératives. La structure actuelle de l'emploi dans les coopératives a donc un caractère plus dualiste que dans le passé.

83. Un autre problème soulevé lors de mes entretiens avec des membres de Mondragón était celui de la

persistance d'un sentiment élevé de méfiance et de préjugés à l'encontre des travailleurs brésiliens. Plusieurs personnes m'ont confié qu'ils étaient peu fiables et paresseux, et n'avaient pas la motivation nécessaire pour faire fonctionner une coopérative avec succès.

84. John Roemer, *A Future for Socialism*, Cambridge, Harvard University Press, 1994 ; et*Equal Shares : Making Market Socialism Work*, Londres, Verso, 1996.

85. Dans un cadre marxiste, cela implique aussi l'élimination de la plupart des formes d'exploitation capitaliste, puisque l'exploitation capitaliste repose sur l'exclusion des producteurs directs de la propriété des moyens de production.

86. Nous reprenons ici la traduction française de Mickey Gaboriaud et Benoît Eugène, *Après la capitalisme*, Marseille, Agone, 2003, afin d'introduire une nuance conceptuelle par rapport au modèle théorique de la démocratie participative (*Ndt*).

87. Michael Albert, *Parecon*, Londres, Verso, 2003, p. 9. Albert clarifie en ces termes sa conception de la propriété sociale : « Nous retirons tout simplement la propriété des moyens de production du paysage économique. Nous pouvons penser que cela revient à décider que personne ne détient les moyens de production. Ou bien que tout le monde possède une fraction de chaque outil de production équivalent à ce que chaque autre personne possède. Ou enfin que la société détient la totalité des moyens de production, mais qu'elle n'a aucun pouvoir décisionnaire les concernant, ni aucune prétention sur les résultats produits » (*ibid.*, p. 90).

88. *Ibid.*, p. 9 (souligné par moi).

89. *Ibid.*, p. 10.

90. *Ibid.*

91. *Ibid.*

92. Albert perçoit cette seconde base de rémunération non pas comme un principe de justice, mais comme un principe de compassion. La rémunération en fonction des besoins « n'est pas vraiment un candidat pour une définition de la justice économique. Qu'une économie soit juste et équitable est une chose. C'en est une autre de faire preuve de compassion. Lorsqu'il s'agit de penser une économie moralement souhaitable, une économie juste n'a pas le dernier mot » (*ibid.*, p. 37). La définition de la justice sociale que je propose dans le chapitre 2 intègre la norme compassionnelle d'Albert. En effet, il serait injuste de priver les individus des ressources nécessaires pour vivre une vie épanouissante s'ils ne sont pas en mesure de les obtenir sur la base de leurs propres efforts. Cependant, je ne pense pas que la question de savoir si la compassion est oui ou non une dimension de la justice sociale ou un principe autonome ait un grand intérêt. En ce sens, je suis d'accord avec Albert : la « justice » n'est pas la seule valeur pertinente pour évaluer les institutions sociales, et le terme « accès égal », lorsqu'on évoque l'idée d'un « accès égal aux moyens nécessaires pour vivre une vie épanouissante », comprend à la fois un accès égal aux activités rémunératrices, dans lesquelles l'effort est le déterminant central, et un accès égal à la distribution bienveillante d'un revenu reflétant des besoins spécifiques.

93. *Ibid.*, p. 12.

94. *Ibid.*, p. 93.

95. *Ibid.*, p. 28.

96. *Ibid.*, p. 131.

97. *Ibid.*, p. 127.

98. *Ibid.*, p. 126.

99. Le principe selon lequel l'influence exercée par un individu sur les décisions devrait être proportionnelle aux effets produits par ces décisions sur sa propre existence n'était pas explicitement spécifié lorsque j'abordais les implications de la justice politique, mais je pense que c'est une formulation adéquate de l'idée selon laquelle les individus devraient avoir un accès égal aux décisions qui affectent leur vie.

100. Michael Albert, *Parecon*, *op. cit.*, p. 79 (souligné par moi).

101. *Ibid*, p. 277. J'estime que cette analogie entre l'esclavage et le marché est peu convaincante. L'esclavage est moralement répréhensible en soi. En réalité, les marchés peuvent devenir épouvantables en raison de leurs propriétés émergentes globales et de leurs effets, et non pas à cause de leur caractère moléculaire. Un échange volontaire bilatéral entre égaux n'est pas moralement répréhensible. Si un mécanisme soutenant cette égalité était mis en place, la régularisation de ces échanges ne serait pas fondamentalement répréhensible au sens où l'esclavage l'est. Il est également possible que les propriétés émergentes et les externalités négatives des marchés dans leur ensemble soient si puissantes qu'aucune forme de régulation démocratique ne soit en mesure de les neutraliser, mais il s'agit là d'un argument beaucoup plus complexe que celui qui fait référence à l'esclavage.

102. Je formule ici la question selon les termes de l'équilibre entre les marchés et la planification participaliste, mais un argument similaire pourrait être avancé concernant l'équilibre entre la réglementation de l'État centralisé et la planification participaliste.

103. Gay Seidman, *Beyond the Boycott : Labor Rights, Human Rights and Transnational Activism*, *op. cit.* Voir aussi Cesar Rodriguez-Garavito, « Global governance and labor rights : Codes of conduct and anti-sweatshop struggles in global apparel factories in Mexico and Guatemala », *Politics and Society*, vol. 33, nº 2, 2005.

104. http://usas.org.

105. Christine Overdevest, « Codes of conduct and standard setting in the forest sector : Constructing markets for democracy ? », *Relations Industrielles/Industrial Relations*, vol. 59, nº 1, 2004, p. 179-180.

106. *Ibid*.

107. Des informations plus détaillées sur Just Coffee sont disponibles en ligne sur le site de la coopérative http://justcoffee.coop. Une étude du commerce équitable dans le secteur du café est proposée par Daniel Jaffee, *Brewing Justice : Fair Trade Coffee, Sustainability, and Survival*, Berkeley, University of California Press 2007.

PARTIE III

TRANSFORMATIONS

CHAPITRE 8

Éléments pour une théorie de la transformation

Il ne suffit pas de considérer la perspective d'un renforcement du pouvoir d'agir social comme *souhaitable* et *viable*, encore faut-il qu'elle soit *réalisable*. Un tenant du scepticisme pourrait nous opposer l'argument suivant : si les configurations institutionnelles nécessaires à ce renforcement constituent les éléments centraux d'une dynamique émancipatrice, qui se donne pour but de réaliser les idéaux de démocratie et d'égalité, tout laisse à croire qu'elles seraient rejetées par les élites dont les intérêts seraient menacés par ces changements institutionnels. Et tant que le capitalisme reste l'élément dominant de la structure économique, ces élites auront suffisamment de pouvoir pour bloquer ou pervertir toute dynamique émancipatrice sérieuse qui renforcerait le pouvoir d'agir social.

Il s'agit là du problème fondamental auquel se heurte une théorie de la transformation : afin de faire avancer les idéaux d'égalité et de démocratie, il est nécessaire d'étendre et d'approfondir radicalement le pouvoir d'agir social au sein des structures économiques qui gouvernent les sociétés capitalistes, mais tout mouvement d'émancipation important qui se fixerait pour objectif de réaliser un tel changement apparaîtra comme une menace pour les intérêts d'acteurs puissants qui profitent de ces structures et peuvent mobiliser leurs ressources pour s'y opposer. Par conséquent, comment un mouvement d'émancipation de grande ampleur pourrait-il voir le jour ? Pour répondre à cette question, nous avons besoin d'une théorie émancipatrice de la transformation sociale.

Toute théorie complète de la transformation sociale contient quatre éléments interdépendants : une théorie de la *reproduction sociale*, une théorie des *failles et contradictions de la reproduction*, une théorie des *dynamiques du changement social dont les effets sont imprévisibles* et une théorie des *stratégies de transformation*. Le premier élément théorique fait état des obstacles auxquels se heurte toute transformation émancipatrice. Le second montre comment se créent, en dépit de ces obstacles, des possibilités réelles de transformation. Le troisième tente de préciser les perspectives futures de ces obstacles et possibilités. Et enfin, le quatrième tente d'apporter une réponse à la fameuse question « que faire ? », en s'appuyant précisément sur l'examen de ces obstacles, possibilités et évolutions futurs. Même si, pour les besoins de l'analyse nous distinguerons successivement ces quatre éléments théoriques, il nous paraît nécessaire de rappeler qu'ils sont profondément interconnectés. Les processus de reproduction ou de contradiction du changement social ainsi que les trajectoires suivies ne sont pas nettement distincts : le processus de reproduction sociale est intrinsèquement contradictoire et les

pratiques qui sont soumises à un tel processus produisent de manière endogène des évolutions imprévisibles.

Dans ce chapitre, je vais brièvement esquisser les contours de ces quatre séquences théoriques. Il n'est pas question pour moi de les examiner dans le détail car cela nécessiterait une étude plus complète. Il s'agit plutôt de jeter les bases d'une discussion concernant les modes alternatifs de transformation émancipatrice que nous exposerons dans les trois chapitres suivants.

La reproduction sociale

Au sein de la théorie sociale, la signification même de l'expression « reproduction sociale » peut varier selon les usages. Parfois, elle renvoie au problème de la reproduction intergénérationnelle des statuts sociaux : la reproduction sociale serait principalement le mécanisme par lequel les parents transmettent à leurs enfants leur statut social à travers les processus de socialisation, l'éducation, les transferts de richesse, et ainsi de suite. Dans d'autres cas, le terme de reproduction sociale est utilisé en opposition à la « production » : la reproduction renverrait aux activités qui reproduisent les individus au cours du temps, par exemple l'éducation et l'affection données aux enfants seraient spécifiquement accomplies par les femmes, contrairement à la production des biens et des services. Pour ma part, j'emploie ici le terme pour désigner les processus qui reproduisent la structure sous-jacente des rapports sociaux ainsi que les institutions d'une société. Bien que de tels processus contiennent certainement des mécanismes de transmission intergénérationnelle de statut et n'échappent pas à la question de la reproduction des personnes au quotidien, je continuerai d'utiliser ce terme pour désigner la reproduction des structures sociales.

Il va de soi que toute théorie sociale émancipatrice doit tenir compte de la question de la reproduction sociale. Pour cela, il suffit parfois de mettre l'accent sur les mécanismes de coercition auxquels ont recours les acteurs puissants et privilégiés pour maintenir leurs avantages. Mais les théories de la reproduction sociale analysent surtout la manière complexe dont sont formées les subjectivités et les pratiques quotidiennes des individus afin de stabiliser les systèmes sociaux.

Au sein de la société capitaliste, la reproduction sociale s'accomplit à travers deux types de processus interconnectés que j'appellerai *reproduction passive* et *reproduction active*. La reproduction passive fait référence aux aspects de la reproduction sociale qui sont ancrés dans les habitudes et les activités anodines de la vie quotidienne. Il s'agit alors de reproduire socialement les « contraintes de la vie quotidienne ». Les gens vaquent à leurs activités quotidiennes en s'appuyant inconsciemment sur des habitudes et des dispositions enracinées, en naturalisant un monde social semblant aller de soi car inscrit dans leur vécu. Ainsi, les travailleurs se rendent sur leur lieu de travail en exécutant quotidiennement les ordres qu'on leur donne. Ce faisant, ils ne produisent pas seulement des marchandises, mais reproduisent aussi leur propre statut de travailleurs[1]. Cette dimension passive de la reproduction sociale n'est pas le résultat d'un effort ciblé et institutionnel consciemment construit dans le but d'en assurer le mécanisme de reproduction. La reproduction sociale passive est tout simplement un effet dérivé de l'harmonisation des activités quotidiennes des individus au sein d'un équilibre auto-entretenu dans lequel les dispositions et les choix des acteurs produisent un ensemble d'interactions qui renforcent précisément ces dispositions et ces choix[2].

En revanche, la reproduction sociale active est le résultat d'institutions et de structures spécifiques qui, au moins en partie, sont conçues pour assurer cette

reproduction sociale. Les institutions impliquées dans ce processus sont nombreuses : police, tribunaux de justice, administration d'État, éducation, médias, Églises et bien d'autres. Cela ne signifie pas que la reproduction sociale soit l'unique but de ces institutions. La complexité des institutions sociales est telle qu'elles peuvent remplir de multiples « fonctions ». Cela ne signifie pas non plus que leur efficacité soit systématique. En effet, les limites et les contradictions de ces institutions sont d'une importance cruciale lorsqu'il s'agit de penser une théorie de l'émancipation sociale. Ce qui est important ici, c'est de voir à quel point la reproduction sociale est le résultat d'actions individuelles et de dispositifs institutionnels délibérés, et non pas simplement le produit inconscient d'activités quotidiennes.

Il faut par ailleurs rappeler que les reproductions actives et passives interagissent entre elles. La reproduction passive est facilitée par les institutions qui stabilisent les habitudes de la vie quotidienne. Par exemple, la réglementation des contrats par l'État conditionne le marché du travail et la recherche d'emploi qui, à leur tour, renforcent le processus de reproduction passive qui se nourrit des activités quotidiennes accomplies sur le lieu de travail. En conséquence, la perturbation de la reproduction passive intervient lorsque les institutions qui encadrent la vie quotidienne sont elles-mêmes perturbées pour une raison ou une autre. De la même manière, l'influence de la reproduction active se fait d'autant plus ressentir que les processus de reproduction passive sont faibles et contradictoires. Qu'elle soit active ou passive, la reproduction sociale constitue ainsi un système dont la cohérence et l'efficacité sont variables.

La proposition fondamentale (implicite) des théories de la reproduction sociale qui sont issues des différents courants de la théorie sociale émancipatrice est donc la suivante : *les structures et les institutions sociales qui imposent structurellement des préjudices sur les personnes nécessitent des mécanismes vigoureux de reproduction sociale active pour perdurer dans le temps*. L'oppression et l'exploitation ne sont pas soutenues uniquement par un processus d'inertie sociale enracinée exclusivement dans des mécanismes de reproduction passive. Elles ont également besoin de mécanismes de reproduction actifs pour être maintenues[3]. Encore faut-il préciser que cette proposition est elle-même le résultat de trois autres affirmations sous-jacentes :

1. *La réalité des préjudices subis*. Les préjudices que nous avons spécifiés dans le diagnostic et la critique du capitalisme ne reflètent pas simplement les valeurs et les idées produites par les théoriciens du social ; ils apparaissent selon une échelle d'intensité variable dans l'expérience ordinaire comme des préjudices réels[4]. Bien entendu, cela ne signifie pas que les individus saisissent nécessairement la *source* de ces préjudices. C'est pourquoi une science sociale émancipatrice commence par un diagnostic et une critique des structures et des institutions sociales existantes. Mais, bien que la nature et les causes de ces préjudices puissent être opaques, ces derniers n'en demeurent pas moins réels et ne se réduisent pas simplement à une question de point de vue : ils sont incorporés socialement dans

l'expérience vécue et ils seraient en général identifiés en tant que tels si les individus disposaient de toutes les informations pertinentes.

2. *Les capacités et les motivations humaines.* Chaque individu est universellement doté d'un certain nombre de capacités de base (intelligence, imagination, capacité à résoudre des problèmes, etc.) et de motivations (bien-être matériel, sécurité, lien social, autonomie, etc.), autant de prédispositions qui appuieraient la prédiction selon laquelle, lorsqu'ils subissent des événements qui leur sont nuisibles, les individus tentent toujours d'y remédier. Si la source de ces préjudices est sociale, et en l'absence de *forces antagonistes*, cela signifie que les individus vont tenter de transformer les conditions sociales qui engendrent ces préjudices. Cela ne signifie pas que les individus ne se résigneront jamais à une vie malheureuse, mais qu'une telle situation exige une explication, compte tenu de l'intelligence humaine et de sa capacité à résoudre des problèmes.

3. *Les obstacles.* En l'absence de mécanismes qui bloquent toute transformation sociale, les individus auront tendance à contester les structures sociales et les institutions qui créent des préjudices, même si une telle propension ne signifie pas nécessairement qu'ils réussiront à les bouleverser entièrement. Par conséquent, *l'absence de résistances à l'oppression nécessite une explication*. Le projet qui consiste à élaborer une science sociale émancipatrice ne peut donc faire l'économie d'une telle explication. Il s'agit en effet de comprendre les mécanismes spécifiques qui produisent des obstacles à ces processus de transformation sociale. Il ne s'agit pas de dire que les structures sociales oppressives sont toujours précaires, vulnérables à la contestation, et qu'elles cherchent constamment des mécanismes actifs, finement ajustés, pour les maintenir harmonieusement. Le capitalisme n'est pas comme un organisme biologique qui ne peut survivre que dans des conditions très spécifiques et restrictives. Un système social oppressif comme le capitalisme a besoin de mécanismes relativement efficaces, qui contiendront les conflits sociaux dans les limites du tolérable, et de mécanismes qui seraient en mesure de contrôler tout effet perturbateur afin que l'investissement et l'accumulation du capital puissent perdurer.

En ce sens, le problème de la reproduction sociale qui se situe au cœur d'une science sociale émancipatrice n'est nullement *réductible* au problème classique en sociologie de l'« ordre social ». Les théories de l'ordre social et de la reproduction sociale tentent d'expliquer l'intégration et la stabilité sociales, mais sur la base d'hypothèses contrefactuelles opposées. L'hypothèse contrefactuelle qui sous-tend l'ordre social, c'est le chaos hobbesien ; celle qui sous-tend la reproduction sociale, c'est la transformation sociale. Le problème de l'ordre social est fondé sur les potentialités latentes des individus à agir de manière prédatrice et sans contraintes – la fameuse « guerre de tous contre tous ». La théorie de l'ordre social tente donc d'expliquer les mécanismes qui produisent des formes stables de coopération et d'intégration sociales en s'opposant aux tendances antisociales et individualistes de la prédation. Le problème de la reproduction sociale est fondé sur les potentialités latentes des individus à contester collectivement les structures de domination,

d'oppression et d'exploitation. La théorie de la reproduction sociale tente donc d'expliquer la persistance de mécanismes qui produisent des formes stables de coopération et d'intégration au système afin d'empêcher ces tendances collectives de se métamorphoser. Nous voyons bien que les problèmes de l'ordre social et de la reproduction sociale constituent autant de thématiques importantes au sein de la théorie sociale, et certaines institutions peuvent contribuer à ces deux processus – la police, par exemple, peut à la fois éviter le chaos et s'opposer à toute forme de transformation émancipatrice. Cependant, notre préoccupation ici n'est pas de cerner la question de l'ordre social en tant que tel, mais les processus qui contribuent systématiquement à la reproduction des structures sociales fondamentales du pouvoir, de l'oppression et des privilèges au sein de la société capitaliste.

La question est donc de savoir quels sont les différents éléments conceptuels d'une théorie de la reproduction sociale. Quatre mécanismes par lesquels les institutions affectent nos actions individuelles et collectives sont particulièrement décisifs : la *coercition*, les *règles institutionnelles*, l'*idéologie* et les *intérêts matériels*. Il s'agit là de mécanismes de reproduction sociale capitalistes dans la mesure où ils font fondamentalement obstacle aux actions individuelles et collectives qui menaceraient les structures capitalistes de pouvoir et de privilège, et parce qu'ils contribuent également à stabiliser positivement ces structures sociales, en particulier à travers la reproduction passive de nos actions[5]. Le problème fondamental pour une théorie de la reproduction du capitalisme est donc de comprendre la manière dont les institutions de la société capitaliste accomplissent cette tâche.

Il est également important de souligner que la coercition, les règles, l'idéologie et les intérêts matériels interagissent entre eux, selon des seuils d'intensité et d'efficacité différents, en vue de créer un système de reproduction sociale cohérent. À mes yeux, les deux configurations les plus importantes sont le *despotisme* et l'*hégémonie*[6]. Dans la première, la coercition et les règles sont les mécanismes centraux du contrôle social, l'idéologie et les intérêts matériels fonctionnant principalement pour renforcer ces deux mécanismes centraux, tandis que, dans la seconde, l'idéologie et les intérêts matériels jouent un rôle beaucoup plus déterminant dans la reproduction sociale. Dans les développements qui vont suivre, nous allons d'abord examiner brièvement chacun des mécanismes présentés, puis examiner les différences entre les configurations despotique et hégémonique.

1. La coercition : les mécanismes qui augmentent les coûts d'une contestation collective

Il existe au sein même de la reproduction sociale active différents processus qui augmentent les coûts d'une contestation collective dirigée contre les structures existantes du pouvoir et des privilèges par le biais d'un arsenal répressif destiné à punir les individus contestataires. Cet arsenal augmente à la fois les coûts et les risques, aussi bien pour les individus qui participent à ces actions collectives que pour les corps collectifs qui organisent ces actions.

Les moyens par lesquels l'État régule les actions collectives en rendant certaines

d'entre elles illégales sont d'une importance cruciale. Il ne s'agit pas simplement de la question de l'État qui réprimerait la violence insurrectionnelle des mouvements révolutionnaires remettant directement en cause les structures de pouvoir en place. Les moyens mobilisés traduisent également la volonté de l'État de réguler un ensemble de pratiques associatives qui souhaitent former une organisation collective en vue de mener une lutte sociale transformatrice. Par exemple, la faiblesse du mouvement ouvrier américain s'explique en partie par la mise en place de règles juridiques particulièrement restrictives qui furent imposées aux organisations syndicales souhaitant s'engager dans une action collective. Les réglementations qui augmentent les coûts de la contestation collective pour les individus et les syndicats reposent sur un arsenal juridique, par exemple le droit des employeurs à embaucher des intérimaires durant les périodes de grève, les lois qui empêchent les boycotts syndicaux, les règles qui encadrent les élections syndicales et qui sont avantageuses pour les employeurs, et ainsi de suite. Un syndicat qui violerait ces règles s'exposerait directement à des mesures répressives, allant de lourdes amendes jusqu'à l'emprisonnement de ses membres ou de ses leaders. Notons également que cet environnement juridique qui pénalise le monde du travail est encore aggravé par l'administration des organes publics qui n'appliquent que faiblement les dispositions prévues par le droit du travail. Le résultat global est donc un environnement réglementaire relativement répressif et hostile envers les organisations syndicales.

Au-delà de la réglementation directe de l'État, des acteurs non étatiques ont également recours à la coercition et à la menace de la coercition pour augmenter le coût des contestations collectives contre les structures de pouvoir et de privilège. Parfois, ces formes non étatiques de répression sont elles-mêmes autorisées par l'État, comme ces règles qui permettent aux employeurs de licencier des salariés qu'ils jugent encombrants, ou celles qui empêchent les individus de distribuer des tracts dans les centres commerciaux. Dans d'autres cas, la répression privée n'est pas formellement autorisée, mais elle reste tolérée par l'État, comme lorsqu'il s'agit de maintenir les structures de domination et d'exclusion raciales.

Mais la répression, comme nous le savons, ne produit pas toujours les effets escomptés. Elle peut faire monter la colère, saper la légitimité du système et entraîner une solidarisation entre les victimes. Dans certaines situations, la coercition peut déclencher une résistance plus intense et paralyser les mécanismes de reproduction sociale. Un problème clé pour une théorie de la reproduction sociale est donc de comprendre les conditions qui renforcent ou sapent l'efficacité des moyens coercitifs de la reproduction sociale. Nous examinerons plus précisément cette question lors de la discussion consacrée à l'hégémonie ci-dessous.

2. Les règles institutionnelles : créer et hiérarchiser des opportunités d'action collective

Nous savons que l'importance de la répression des activités illégales ne doit pas être sous-estimée, mais l'erreur consisterait à réduire exclusivement le rôle de l'État à une fonction explicite de coercition. Les « règles du jeu » procédurales qui

facilitent ou non certains types d'actions sont tout aussi importantes. Ces degrés d'opportunités d'action collective contribuent ainsi à la reproduction sociale lorsque les stratégies les plus faciles à mettre en place, c'est-à-dire les moins risquées, ne menacent pas la stabilité du capitalisme.

Prenons par exemple l'institution fondamentale de la démocratie représentative au sein des sociétés capitalistes. Avant l'avènement du suffrage universel, la crainte générale que partageaient les élites dirigeantes était de voir la démocratie menacer directement la stabilité du capitalisme. Le raisonnement est assez simple : si vous accordez le droit de vote aux individus lésés par le capitalisme, le potentiel de contestation en sortira renforcé. Marx lui-même a exprimé ce point de vue lorsqu'il écrivait au sujet de la démocratie représentative :

> La vaste contradiction de cette Constitution consiste en ceci : les classes dont elle doit perpétuer l'esclavage social, prolétariat, paysans, petits-bourgeois, sont mises par elle en possession du pouvoir politique par le moyen du suffrage universel. Et à la classe dont elle sanctionne l'ancienne puissance sociale, à la bourgeoisie, elle enlève les garanties politiques de cette puissance. Elle enserre sa domination politique dans des conditions démocratiques qui aident à chaque instant les classes ennemies à remporter la victoire et qui mettent en question les fondements mêmes de la société bourgeoise[7].

Comme on l'a vu plus tard, il s'est avéré que la démocratie représentative fut l'une des sources essentielles de la stabilité sociale au sein du capitalisme développé. Dans sa brillante analyse de la démocratie capitaliste et de ses effets dynamiques, Adam Przeworski explique ce résultat en insistant sur les mécanismes par lesquels la démocratie capitaliste canalise les conflits sociaux en reproduisant tendanciellement les relations sociales capitalistes[8]. Historiquement, le dilemme des partis socialistes a été le suivant : d'une part, participer sérieusement à une compétition électorale les obligeait à se soumettre systématiquement à toute une série de pressions, à agir de manière responsable et à accepter les règles du jeu en prenant le risque d'éroder à long terme la dynamique militante. D'autre part, s'abstenir de se lancer dans la compétition électorale afin d'éviter ces pressions les exposait aussi à la marginalisation politique, puisque les partis concurrents étaient alors mieux placés pour défendre les intérêts économiques des travailleurs et attirer les partisans potentiels des partis socialistes. Pour éviter cette marginalisation, les partis socialistes ont historiquement choisi de participer activement aux élections. Mais, pour remporter les élections, ils ont dû soutenir des politiques qui étaient favorables aux électeurs de la classe moyenne dont les intérêts étaient moins fortement en désaccord avec le capitalisme. Et lorsqu'ils ont remporté les élections, leur volonté de conserver le pouvoir les a conduits à mener des politiques qui ont consolidé l'accumulation du capital. Comme le précise Przeworski, il serait néanmoins erroné d'en tirer la conclusion que les partis socialistes et sociaux-démocrates auraient trahi les intérêts matériels des travailleurs. Bien au contraire, ils ont plutôt servi ces

intérêts, mais d'une manière qui a globalement renforcé le capitalisme au lieu de le détruire. La démocratie représentative a donc fortement facilité ce processus d'intégration.

Dans les États capitalistes, les dispositifs électoraux constituent un cas spécifique d'un phénomène plus général que Claus Offe a appelé « sélection négative » – qui consiste à organiser les institutions de l'État afin de filtrer (« sélectionner négativement ») les pratiques et les politiques qui auraient des effets perturbateurs sur la reproduction du capitalisme[9]. Les mécanismes de la sélection négative impulsés par l'État concerneraient ainsi les règles formelles de l'administration bureaucratique (qui protègent la bureaucratie d'État des pressions populaires), les procédures judiciaires (qui rendent difficile pour les forces antisystème l'usage des tribunaux) et les règles à partir desquelles l'État prélève les revenus pour financer ses activités (règles qui rendent l'État dépendant des revenus générés au sein de l'économie capitaliste pour fixer sa base d'imposition). Offe soutient que la reproduction de ces mécanismes repose sur une caractéristique centrale : leur capacité systématique à *exclure*. Ces mécanismes de filtrage ont pour effet de bloquer la possibilité d'une contestation systématique des structures de base du capitalisme, qui se traduisent concrètement par des actions étatiques[10]. C'est pourquoi, lorsque les adversaires du capitalisme remettent en cause l'impartialité de l'État capitaliste et affirment qu'il est systématiquement organisé en faveur de la classe capitaliste, leur description correspond en grande partie à la dimension classiste de ces mécanismes de sélection négative qui sont intégrés aux règles institutionnelles de l'appareil d'État[11].

3. L'idéologie et la culture : les mécanismes qui façonnent la subjectivité des acteurs

Il existe de nombreux idiomes différents qui sont à notre disposition pour discuter aussi bien les processus sociaux par lesquels la subjectivité des acteurs est construite que les moyens à partir desquels de tels processus entretiennent (ou compromettent peut-être) la reproduction sociale. Une manière de le faire consiste à saisir les différences entre idéologie et culture. Selon ma propre définition, le concept d'idéologie renvoie aux aspects *conscients* de la subjectivité : les croyances, les idées, les valeurs, les doctrines, les théories et ainsi de suite. La culture renvoie davantage à ses aspects *inconscients* : les dispositions, les habitudes, les goûts, les compétences. Ainsi, par exemple, la *croyance* que l'exacerbation de l'individualisme concurrentiel est une bonne chose serait un aspect de l'idéologie capitaliste. Les habitudes personnelles, les compétences et les dispositions individualistes à agir de manière compétitive relèveraient davantage des aspects de la culture capitaliste[12].

Une question centrale qui traverse la théorie de la reproduction sociale est de savoir dans quelle mesure l'idéologie et la culture ainsi définies contribuent à maintenir durablement les structures de pouvoir, les inégalités et les privilèges. Autrement dit, pourquoi les idées auxquelles les individus croient, tout comme leurs

dispositions intérieures, contribueraient-elles à la stabilité d'une structure sociale ? Les réponses à cette question ne manquent pas. Les plus simples mettent l'accent sur la manière dont la production et la diffusion des idées sont strictement contrôlées par des personnes et des institutions qui profitent essentiellement des structures de pouvoir et de privilèges existantes[13]. Par exemple, la domination des mass medias par les grandes sociétés capitalistes illustrerait parfaitement ce processus. Bien que les messages télévisuels adressés aux gouvernés soient parfois incompatibles avec les intérêts des gouvernants, les idées qui légitiment le système, en comparaison avec celles qui contestent les structures de pouvoir et de privilège, seront néanmoins les plus fréquentes, les plus largement diffusées, les moins coûteuses et les plus soutenues par les médias et les institutions dominantes. Dans la mesure où les croyances et les idées dont les individus se réclament sont construites par les messages explicites qui leur sont adressés, l'adéquation naturelle entre les croyances les plus répandues et les exigences de la reproduction sociale sera renforcée.

Malgré cette tendance à faire correspondre l'idéologie et la culture aux exigences de la reproduction sociale du capitalisme, il serait néanmoins abusif de réduire ce processus au résultat de l'intériorisation délibérée de normes édictées par des acteurs économiquement puissants. Cette adéquation est aussi facilitée par des microprocessus visant à formater nos croyances et nos dispositions. Les institutions socialisatrices, telles que la famille et l'école, sont généralement concernées lorsqu'il s'agit d'inculquer aux enfants des habitudes et des dispositions qui leur permettront de s'orienter socialement dans l'âge adulte et de prétendre à une vie heureuse compte tenu des contraintes qu'ils devront affronter. C'est pourquoi les parents et les enseignants essaient de stimuler les dispositions qui semblent compatibles avec le fonctionnement de ces structures de pouvoir sur lesquelles sont fondés les inégalités et les privilèges. Encore faut-il remarquer que ces processus de socialisation ne fonctionnent pas toujours de manière optimale, mais renforcent l'adéquation naturelle entre les types de sujets nécessaires à la reproduction de la structure sociale, et les types de sujets produits à l'intérieur de la société[14].

Bien entendu, les croyances ne sont pas seulement inculquées au cours du processus de socialisation, mais sont continuellement formées et réagencées tout au long de la vie. Il va de soi que cet aspect a également un impact sur les processus de reproduction sociale. Le problème est donc de savoir comment les processus psychologiques, qui sont à l'origine de la croyance, interfèrent avec l'expérience vécue des personnes selon les contextes sociaux dans lesquels elles agissent, car c'est dans cet espace d'interaction que les deux versants du processus de reproduction sociale, le versant actif et le versant passif, se rencontrent. Par exemple, Jon Elster soutient que la *formation adaptative des préférences* est un processus psychologique par lequel les individus ajustent leurs croyances par rapport à ce qui leur semble souhaitable selon ce qu'ils pensent être possible. Ce processus permet de mieux comprendre les fondements psychologiques des idéologies inégalitaires[15]. Dans son analyse de l'idéologie et de la formation du sujet humain, Göran Therborn a élaboré un modèle d'apprentissage assez simple : dès

qu'il entreprend une activité anodine, l'individu agit en fonction de certaines croyances quant à la nature du monde social dans lequel il vit. S'il croit qu'une bonne éducation est un moyen d'améliorer sa condition matérielle, il sera tenté de recevoir cette éducation. Et s'il obtient un surcroît d'éducation, il sera tenté de croire que ses perspectives économiques sont potentiellement meilleures que celles des individus qui en sont tout simplement privés. Chaque jour, lorsque les individus vont travailler, ils agissent en fonction de leurs attentes en anticipant les comportements des autres personnes et les conséquences de leurs actes. Et lorsque des attentes et des comportements interconnectés s'insèrent dans un ensemble institutionnel qui fonctionne assez bien, ces attentes et ces prévisions seront suffisamment justifiées, et les croyances sous-jacentes renforcées. Mais lorsque ces prédictions échouent, les croyances ont alors tendance à s'affaiblir. Dans la mesure où le système social engendre un modèle de « récompenses et de sanctions » (pour reprendre l'expression de Therborn) compatible avec un système de croyances, l'idéologie qui produit ces croyances en ressortira renforcée. Ainsi, lorsque les croyances qui contribuent à la stabilité sociale sont affirmées dans les pratiques quotidiennes des individus, l'idéologie participe à la reproduction sociale.

Parmi les différents aspects de l'idéologie et de la formation des croyances ayant un impact aussi bien sur le problème de la reproduction sociale que sur les contestations possibles des structures de pouvoir et de privilèges, les croyances quant à *ce qui est possible* sont peut-être les plus importantes[16]. Les individus peuvent en effet formuler de nombreuses revendications concernant l'univers social et admettre qu'il est la source de préjudices importants, tout en croyant encore que ces préjudices sont inévitables, qu'il n'existe pas d'autres possibilités réelles qui permettraient d'améliorer les choses, et qu'il est inutile par conséquent de lutter pour changer cet état de fait car ces luttes impliquent des coûts exorbitants. Ces croyances sont formées en partie par l'éducation, les médias et d'autres processus par lesquels on inculque aux individus les limites du possible. Mais elles sont aussi forgées par les activités quotidiennes et banales d'un monde dont les institutions existantes, les relations sociales et les structures semblent naturelles et inévitables.

4. Les intérêts matériels : les mécanismes qui lient le bien-être des individus au fonctionnement des structures capitalistes

Joan Robinson, qui enseigna l'économie à l'université de Cambridge durant les années 1930, est restée célèbre notamment pour avoir déclaré : « La seule chose pire que d'être exploité par le capitalisme, c'est de ne pas l'être. » Ce que cette déclaration sous-entendait, bien sûr, c'est que le chômage est pire que l'exploitation, et non pas que celle-ci est souhaitable en tant que telle. Cette remarque reflète un point central concernant le processus de reproduction sociale de la société capitaliste : le capitalisme organise les conditions matérielles d'existence à un point tel que la vie des individus dépend de la bonne ou mauvaise santé de l'économie capitaliste. Le célèbre slogan « Ce qui est bon pour General Motors est bon pour l'Amérique » contient donc une part de vérité : si le capitalisme fonctionne bien, les

intérêts matériels de l'immense majorité des individus dépendent très largement du succès de l'activité économique capitaliste.

Cette dépendance quasi universelle des intérêts matériels à la recherche du profit par les entreprises est peut-être le mécanisme le plus fondamental de la reproduction sociale de la société capitaliste. Il confère une certaine crédibilité à l'affirmation selon laquelle le capitalisme se confond en réalité avec l'intérêt de tous, et pas seulement avec celui de la classe capitaliste. Une telle assertion fait donc peser une lourde responsabilité à l'argument qui soutient qu'une alternative au capitalisme serait en soi préférable. Elle trouve également un large écho au sein du public lorsqu'il s'agit de soutenir les politiques économiques qui entretiennent l'accumulation du capital et contraignent fortement la mise en œuvre de dispositions qui pourraient bénéficier à une grande majorité d'individus mais qui menaceraient les profits des capitalistes. Tant que le capitalisme peut effectivement concilier les intérêts matériels de l'immense majorité de la population avec les intérêts du capital, les mécanismes de reproduction sociale alternatifs resteront moins sollicités.

En raison de la centralité de ce mécanisme, les crises économiques qui surgissent au sein du capitalisme ont un retentissement considérable sur les débats concernant la reproduction sociale, car le lien étroit qui unit les intérêts matériels des individus avec le capitalisme est alors affaibli. Lors d'une crise prolongée, un grand nombre de personnes peuvent se retrouver exclues du marché du travail et échapper aux mécanismes de base de l'intégration capitaliste. C'est donc à ce moment précis que les individus peuvent reconnaître la pertinence et la crédibilité des idéologies et des mouvements qui remettent en cause le capitalisme. Le célèbre passage qui clôt le *Manifeste du Parti communiste* – « Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » – retrouve alors un certain éclat : le capitalisme n'est plus seulement perçu par les travailleurs comme un obstacle à leur liberté, mais comme incapable d'assurer le bien-être matériel et la sécurité du plus grand nombre. Par conséquent, la stabilité du capitalisme et sa capacité à résister aux contestations visant à le transformer dépendent fortement de sa capacité à l'intégration économique d'un grand nombre de personnes.

5. La reproduction despotique et hégémonique

La coercition, les règles, l'idéologie et la culture et les intérêts matériels ne doivent pas être perçus comme des mécanismes autonomes et indépendants. Au contraire, la reproduction sociale est le résultat de formes complexes d'interaction entre ces processus. Les règles institutionnelles fonctionnent mieux lorsque les individus croient qu'elles sont légitimes (un aspect de l'idéologie), lorsque leurs intérêts matériels les exhortent à les suivre, et lorsqu'une violation de ces règles entraînerait une sanction prévisible[17]. La coercition est bien plus efficace lorsque son recours fait exception au fait que la plupart des individus respectent les lois comme un devoir ou selon leurs intérêts. Et les idéologies sont plus solides lorsqu'elles s'accordent avec les intérêts matériels. Par conséquent, pour comprendre le

problème de la reproduction sociale, nous devons étudier les différentes configurations associant ces mécanismes et pas seulement ces mécanismes pris séparément.

Selon nous, deux configurations de reproduction sont particulièrement importantes : la reproduction despotique et la reproduction hégémonique.

Dans la forme despotique, la coercition est le principal mécanisme de la reproduction sociale mais est associée aux règles institutionnelles spécifiques au travers desquelles s'exerce la coercition. L'ordre social est principalement maintenu par la peur et les contestations possibles du système social sont bloquées par des dispositifs de répression. Le rôle de l'idéologie et de la culture, sans compter celui des intérêts matériels, vise uniquement à assurer la cohésion de l'élite et à maintenir un fort sentiment de loyauté chez ceux qui contrôlent les appareils répressifs d'État. Les mécanismes de la reproduction sociale sont donc essentiellement assurés par des procédés coercitifs.

Dans la forme hégémonique de la reproduction, la coercition se retire en arrière-plan, et le consentement actif des classes et des groupes subordonnés est beaucoup plus important[18]. Le consentement actif signifie que les individus participent volontairement et coopèrent à la reproduction des inégalités et des structures existantes de pouvoir, non pas par peur, mais parce qu'ils croient que c'est dans leur intérêt (et pour leur bien) d'agir ainsi. Le consentement actif nécessite davantage que la simple reconnaissance que sa vie dépend des profits dégagés par le système. Ce point est essentiel, même dans un système despotique de reproduction capitaliste. Il s'agit en effet d'exiger qu'une partie des profits issus de l'accumulation du capital et du développement capitaliste soient partagés et distribués aux gens ordinaires, soit par le biais d'augmentations salariales qui résultent des gains de productivité, soit par le biais d'une redistribution étatique qui prendrait la forme d'un « salaire social ». Ce type de contrepartie, qui voit les travailleurs coopérer activement en échange des fruits de la croissance, est appelé un « compromis de classe ».

Le consentement actif dépend aussi de la manière dont la classe dominante est perçue. Il faut qu'elle apparaisse, pour reprendre l'expression de Gramsci, comme la « direction morale et intellectuelle » de la société dans son ensemble. Les dirigeants sont différents des patrons : les patrons sont respectés en raison de leur pouvoir ; les dirigeants sont suivis parce qu'on croit qu'ils sont du côté des travailleurs, qu'ils sont sensibles à leurs intérêts et qu'ils partagent avec eux une vision de la bonne société. Dans ce cas, l'idéologie qui soutient le *statu quo* n'est pas vécue comme un corpus d'idées étrangères imposées à la société, mais comme le « sens commun » qui unit les élites et les masses dans la défense d'un projet partagé[19].

La complexité des règles institutionnelles imposées par l'État est bien plus élevée dans les systèmes hégémoniques que dans les systèmes despotiques de reproduction sociale. Dans un système despotique, les règles institutionnelles influent sur la reproduction sociale principalement par la menace et les sanctions. Leur principal problème consiste à limiter les formes arbitraires et autodestructrices de répression. Dans le système hégémonique de reproduction sociale, les règles institutionnelles

sont soumises à des contraintes plus fortes car elles doivent faciliter les compromis de classe et établir un consensus idéologique assez large. Par conséquent, les règles du jeu doivent canaliser positivement le comportement des élites et des classes dirigeantes, et pas seulement le comportement des classes subordonnées.

Telles que nous les avons présentées, les configurations despotique et hégémonique de reproduction sociale sont bien entendu des idéaux-types. Il va de soi que les systèmes capitalistes réels contiennent à la fois des processus despotiques et des processus hégémoniques. Actuellement, aux États-Unis, la reproduction despotique joue un rôle essentiel sur certains segments de la population, en particulier sur les minorités issues des quartiers pauvres. Comment ne pas voir en effet que le taux d'incarcération exceptionnellement élevé des jeunes hommes afro-américains reflète l'échec d'un projet hégémonique ? D'un autre côté, un segment non négligeable de la « classe moyenne » américaine participe avec enthousiasme aux mécanismes de la reproduction sociale par le biais de processus entièrement hégémoniques. Et pour une grande partie de la classe ouvrière, la reproduction sociale revêt une forme plutôt mixte.

Les limites, les déficiences et les contradictions

Si les processus de reproduction sociale étaient complets, efficaces et parfaitement cohérents, les stratégies radicales de transformation sociale seraient alors peu nombreuses. Seules les formes de changement social intentionnelles entièrement compatibles avec la reproduction des structures de pouvoir et de privilège seraient alors possibles.

Certains courants de la théorie sociale sont assez proches de ce point de vue. À titre d'exemple, certaines interprétations de l'œuvre de Foucault estiment que la domination pénètre si profondément le tissu de la vie quotidienne qu'il n'y a presque aucune place pour une résistance transformatrice. D'autres analyses jugent que la force des idéologies et des formes culturelles dominantes est si puissante que l'apparition de contestations importantes est presque inenvisageable. Et certaines études sur la répression d'État montrent que, même si les individus pouvaient briser les chaînes de l'idéologie hégémonique, ils ne seraient jamais en mesure d'organiser des actions collectives menaçant sérieusement les classes et les élites dominantes sans déclencher des mécanismes de répression qui annihileraient toute forme de menace.

On peut néanmoins rester sceptique face à ce pessimisme radical. L'une des tâches centrales d'une science sociale émancipatrice est d'essayer de comprendre les contradictions, les limites et les déficiences qui traversent les systèmes de reproduction et qui ouvrent des espaces pour penser des stratégies de transformation. Bien entendu, rien ne vient garantir *a priori* que ces espaces sont suffisamment profonds pour déclencher un mouvement d'émancipation qui transformerait fondamentalement les structures de domination, d'oppression et d'exploitation. Mais, même si ces espaces sont limités, ils peuvent néanmoins être le théâtre de transformations importantes. Une chose est sûre, la théorie émancipatrice ne doit pas simplement dévoiler les mécanismes de la reproduction sociale, mais également identifier les processus qui produisent des fissures et des ouvertures possibles au sein du système de reproduction.

La question est donc la suivante : quelles sont les limites et les contradictions de la reproduction sociale dans les sociétés capitalistes ? Quatre thèmes doivent selon moi retenir notre attention :

1. La complexité et les exigences contradictoires de la reproduction sociale

Lorsqu'il s'agit de penser les limites de la reproduction sociale, la première, et peut-être la plus fondamentale, source de déficience est la complexité. Les systèmes sociaux, notamment quand ils sont traversés par des clivages profonds et des formes d'oppression, reposent sur de multiples exigences pour stabiliser leur reproduction et, en général, rien ne laisse supposer que ces exigences soient entièrement compatibles. Cela signifie que le processus de reproduction sociale est perpétuellement confronté à des dilemmes et à des compromis dont les solutions

aggravent potentiellement d'autres problèmes.

J'aimerais illustrer cette idée avec ce qu'on a coutume d'appeler le « problème de Frankenstein ». On peut rappeler que, en l'absence d'un État efficace capable de réguler les différents aspects du marché et de la production, le capitalisme se détruirait pour de multiples raisons bien connues. Il existe donc une sorte de nécessité fonctionnelle qui encourage la formation de « systèmes d'accompagnement » à travers lesquels l'État intervient pour prévenir le déploiement de processus d'autodestruction. Le système financier doit être régulé, les infrastructures doivent être construites, la formation et l'éducation assurées, les pratiques commerciales prédatrices contrôlées, les contrats appliqués, les externalités négatives supprimées, les grands monopoles réglementés, et ainsi de suite. Pour que ces interventions produisent les effets attendus, l'État doit disposer à la fois d'un degré d'autonomie et d'une capacité réelle d'agir – une autonomie par rapport aux intérêts particuliers des capitalistes et des entreprises, et une réelle capacité d'intervenir pour discipliner les capitalistes et les différents secteurs concernés. En l'absence de cette autonomie, certains organes de l'État peuvent être capturés par des groupes d'intérêt capitalistes et le pouvoir étatique utilisé pour protéger leurs intérêts spécifiques au lieu de gérer le fonctionnement du système capitaliste dans son ensemble. En l'absence d'une réelle capacité d'agir, les interventions régulatrices de l'État seront donc inefficaces. Cependant, cette autonomie et cette capacité d'action signifient que l'État disposera de la capacité d'entraver ou d'encourager l'accumulation du capital. Une telle prédisposition renforce ainsi l'idée d'un spectre étatique qui ébranle la reproduction sociale, soit en commettant de graves erreurs, soit parce que la direction politique de l'État poursuit, pour une raison ou une autre, des objectifs anticapitalistes. Ainsi, nous sommes face au problème de Frankenstein : pour pouvoir intervenir fonctionnellement de manière autonome, l'État doit avoir la capacité de le faire de manière destructrice. En d'autres termes, il a le potentiel pour devenir un monstre hors de contrôle[20].

Ce problème potentiel devient particulièrement prégnant lorsque les conditions d'une économie capitaliste stable deviennent plus complexes et nécessitent un éventail complet de réglementations et d'interventions étatiques. L'extension et l'approfondissement de la capacité interventionniste de l'État brouillent ainsi la ligne de démarcation entre l'État et l'économie lorsqu'il s'agit de penser les différents domaines d'action. Ces domaines ne sont plus considérés comme des sphères « naturellement » séparées et, en ce qui concerne l'économie, les objectifs et les finalités de l'action étatique sont par conséquent perpétuellement contestés. En réponse à cette contestation, les élites capitalistes et les représentants politiques peuvent exiger temporairement un retrait radical de l'État en mettant en œuvre des politiques de déréglementation et de privatisation. Mais exiger un retrait total de l'État en matière de réglementation économique du capitalisme relève d'une illusion totale. Si le dogme antiétatiste du néolibéralisme avait réellement été appliqué, les crises capitalistes se seraient intensifiées et la reproduction sociale aurait été encore plus problématique. D'où l'apparition de ce dilemme : ou bien réduire de manière

significative le rôle régulateur de l'État et augmenter la probabilité qu'apparaissent de graves perturbations économiques, comme celles qui ont commencé en 2008 ; ou bien reconnaître à l'État la capacité et l'autonomie nécessaires pour intervenir efficacement et risquer la politisation perpétuelle de l'économie capitaliste[21]. Il est donc peu probable de voir naître un équilibre durable entre le pouvoir de l'État capitaliste et l'économie capitaliste. Nous assistons davantage, au fil du temps, à des cycles épisodiques de réglementation-déréglementation-reréglementation.

Les multiples exigences de la reproduction sociale du capitalisme entraînent bien d'autres contradictions et dilemmes : les tensions entre les conditions de la reproduction des multinationales et des entreprises capitalistes locales ; les tensions entre les exigences des différents secteurs de l'économie (par exemple, le pétrole et les transports, la santé et l'industrie) ; les tensions entre la reproduction des conditions environnementales permettant de maintenir à long terme une activité capitaliste et le rythme d'accumulation du capital à court terme ; et ainsi de suite. Or il n'existe pas un équilibre stable possible dans lequel toutes les conditions soient simultanément remplies d'une manière satisfaisante, de telle sorte que toutes ces tensions soient résolues. C'est pourquoi une telle impossibilité structurelle ouvre un champ réflexif pour penser des stratégies de changement social.

2. L'intentionnalité stratégique et ses ramifications

La reproduction active du capitalisme s'opère par des canaux institutionnels qui doivent résoudre un certain nombre de problèmes pour lesquels l'absence de solutions dans un contexte de contestation augmenterait le degré de vulnérabilité du capitalisme. Cependant, les solutions fonctionnelles apportées aux problèmes de la reproduction sociale ne sont pas automatiquement générées par le fonctionnement spontané d'une société. Elles sont davantage le produit d'actions stratégiques et intentionnelles d'individus qui luttent pour pouvoir définir l'architecture et les pratiques institutionnelles. Cela signifie que les institutions de la reproduction sociale sont nécessairement confrontées à trois problèmes majeurs : premièrement, le problème de la conception institutionnelle qui est non pas le résultat d'une simple imposition, mais le produit de luttes ; deuxièmement, le problème de la connaissance insuffisante des effets et des pratiques des dispositifs institutionnels alternatifs (qui se confond parfois avec le problème de la bêtise des acteurs exerçant le pouvoir) ; et, troisièmement, le problème de l'accumulation des conséquences inattendues et imprévues de l'action intentionnelle.

Les institutions qui jouent un rôle essentiel dans la reproduction sociale ne sont pas le résultat d'un dispositif intentionnel et réfléchi, pensé par des acteurs puissants qui auraient la liberté de construire librement ces institutions ; elles sont le résultat de luttes, en particulier entre les différentes factions des élites, mais aussi entre les élites et les forces sociales populaires. La célèbre citation de Marx, selon laquelle « les hommes font l'histoire, mais ils ne la font pas […] dans les conditions choisies par eux », s'applique aussi bien aux élites qu'aux masses. Les dispositifs institutionnels reflètent donc les rapports de force et les compromis entre des forces

sociales impliquées dans leur création et leur développement. La plupart du temps, les institutions qui en résultent peuvent certainement « satisfaire » aux exigences de la reproduction sociale, mais il est fort peu probable qu'elles évoluent vers une structure optimale et automotrice qui bloquerait tous les efforts de changement social et de transformation.

Deuxièmement, indépendamment des conditions chaotiques qui déterminent la conception et le développement des institutions assurant la reproduction sociale, le fait d'avoir des connaissances insuffisantes est un problème permanent. Des acteurs puissants peuvent certes, plus que les citoyens ordinaires, avoir accès à des sciences sociales et économiques sophistiquées, mais ils restent enclins à des théories simplistes concernant le fonctionnement de la société et aux œillères idéologiques concernant les politiques optimales de la reproduction sociale. Même si les gouvernants souhaitent instamment mettre en œuvre des politiques qui défendent les intérêts du capital et assurent la reproduction sociale du capitalisme, ils agissent souvent de manière erronée, et parfois avec une stupidité incroyable, dans l'ignorance des conditions nécessaires qui leur permettraient d'atteindre ces objectifs. C'est en effet une grave erreur de surestimer l'intelligence et la clairvoyance, sans parler de la sagesse, des riches et des puissants qui peuvent commettre des fautes d'une gravité sans précédent.

Enfin, même lorsque les politiques publiques sont fondées sur des théories solides, des effets secondaires inattendus peuvent apparaître, et la somme des conséquences imprévues peut porter atteinte à la valeur des institutions dont l'efficacité initiale avait été reconnue. En conséquence, le processus de reproduction sociale contient des déficiences qui sont présentes dès l'origine, en raison des conditions stratégiques dans lesquelles les institutions sont construites et se développent au fil du temps en produisant des conséquences imprévues.

3. Les rigidités institutionnelles et le sentier de dépendance (*path dependency*)

Le problème des conséquences inattendues est particulièrement important en raison de la troisième limite que rencontre la reproduction sociale, à savoir la rigidité institutionnelle. La question est ici familière : la création des institutions qui assurent la reproduction macro-sociale dépend de conditions historiques particulières et s'inscrit dans un cadre théorique contextualisé. Le développement ultérieur de ces institutions porte ainsi la marque de ces conditions initiales. De plus, elles sont des systèmes sociaux à part entière. Elles sont donc traversées par des clivages internes, des hiérarchies, des structures de pouvoir, des conflits d'intérêts, etc. Pour se maintenir dans la durée, ces institutions ont aussi besoin de mécanismes leur permettant d'assurer leur propre reproduction sociale[22]. Ces mécanismes de reproduction sociale internes confèrent ainsi aux institutions une rigidité relative – dans la mesure où ils contribuent à maintenir la structure de base du pouvoir et des inégalités au sein de ces institutions. Cependant, cette rigidité rend les institutions moins adaptables lorsque les exigences de reproduction sociale leur imposent de

réagir avec souplesse[23]. Rappelons en effet que les États sont organisés sur la base de règles électorales, de juridictions politiques, de structures administratives spécifiques ; les grandes sociétés capitalistes ont des structures entrepreneuriales, une gestion hiérarchisée, une division du travail spécifique ; les systèmes d'éducation sont conçus pour faire face à des profils d'élèves, aux exigences du marché du travail et à des conditions culturelles particulières. Ainsi, même les institutions qui ont contribué efficacement à la reproduction sociale durant une période donnée et dans un contexte particulier peuvent devenir beaucoup moins efficaces si les conditions évoluent. Mais, en raison de leurs intérêts et de la force exercée par leurs propres mécanismes de reproduction, il est néanmoins très compliqué de les transformer ou de les remplacer[24].

Trois exemples peuvent illustrer ces problèmes. Nous savons qu'aux États-Unis la plupart des gens obtiennent de leur employeur une assurance maladie. Durant les années 1950 et 1960, les grandes sociétés américaines ont en effet adopté cette disposition afin de fidéliser les salariés à l'entreprise. Il s'agissait d'un avantage en nature relativement peu coûteux qui était considéré comme un moyen parmi d'autres de s'assurer de la stabilité et de la loyauté de la main-d'œuvre. Progressivement, cet avantage s'est élargi, notamment aux salariés retraités ayant travaillé pour une entreprise durant une période assez longue. Mais, avec le vieillissement de la population et la hausse fulgurante des coûts de la santé, cette obligation de souscrire à une assurance maladie est devenue une responsabilité importante pour de nombreuses entreprises. C'est l'une des raisons qui expliquent notamment les graves difficultés économiques que rencontrent les grands constructeurs automobiles américains au début du XXIe siècle. Pourtant, cette institution qui garantit une forme de reproduction sociale est verrouillée par un gigantesque et puissant système d'assurance de santé privé qui, au moins jusqu'à présent, a bloqué tout mouvement sérieux souhaitant instaurer un système universel de sécurité sociale. Depuis les années 1990, du point de vue de la stabilité globale et de la reproduction sociale de l'accumulation du capital aux États-Unis, l'instauration d'une forme d'assurance publique et universelle aurait certainement été meilleure que le maintien d'une assurance privée financée par l'employeur, mais la rigidité institutionnelle du système actuel et les intérêts qui lui sont rattachés ont empêché la concrétisation de ce projet.

Un deuxième exemple nous est donné par le modèle de transport urbain et de logement qui structure la plupart des villes américaines. Durant les années 1950, et bien au-delà, un projet ambitieux visant à construire des autoroutes et des zones périurbaines a permis d'alimenter une croissance économique capitaliste essentiellement fondée sur le secteur automobile. Ces politiques ont transformé l'environnement des villes américaines et changé les horizons d'attente quant à l'équilibre entre les modes de transport publics et privés. Ce double processus de périurbanisation et d'implantation de l'automobile constitue ainsi un élément central de l'intégration hégémonique des intérêts matériels des travailleurs au capitalisme dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Ces processus ont

également détruit une grande partie des infrastructures matérielles des transports publics, le cas le plus célèbre étant celui de Los Angeles, et ont imposé de lourdes contraintes sur le développement futur des systèmes de transport. Aujourd'hui, face à l'augmentation rapide des coûts énergétiques et aux préoccupations concernant le réchauffement climatique, ce déficit d'infrastructures, la prévalence de zones résidentielles à faible densité et l'expansion urbaine dans la plupart des grandes villes américaines expliquent la difficulté de se tourner vers un système renouvelé de transports en commun dont pourraient profiter non seulement les individus, mais aussi le capitalisme.

Le troisième exemple concerne les dispositifs institutionnels adoptés en Californie qui alourdissent les procédures visant à augmenter les impôts, en particulier l'exigence d'une majorité qualifiée au niveau de l'État californien et les restrictions sévères imposées à l'impôt foncier au niveau local. Ces dispositions ont été mises en place par les courants conservateurs anti-imposition qui s'opposaient à l'expansion des services publics dans les années 1970. Les règles du jeu créées à cette époque sont difficiles à modifier car elles nécessiteraient des amendements constitutionnels. Résultat : lorsque le gouvernement de l'État californien fut frappé par la crise financière en 2009, il était devenu presque impossible de percevoir les revenus nécessaires pour financer les services publics de base. Cette situation de paralysie est donc hautement dysfonctionnelle pour les intérêts du capital, pas seulement pour la population en général.

4. Contingence et imprévisibilité

La rigidité institutionnelle ne produirait pas nécessairement des déficiences significatives au sein du processus de reproduction sociale si les fonctions et les problèmes de la reproduction étaient relativement constants, ou si les modifications apportées à ces fonctions étaient suffisamment prévisibles de manière à pouvoir les anticiper. Mais ce n'est pas le cas : la seule chose que nous pouvons peut-être prédire avec certitude, c'est que le futur est incertain. On pourrait imaginer que les institutions centrales assurant la reproduction sociale pourraient être conçues de telle sorte qu'elles puissent répondre rapidement et avec souplesse aux nouvelles demandes qui leur sont adressées. Après tout, les capacités d'apprendre et de s'adapter sont les caractéristiques distinctives d'institutions bien conçues. Dans une certaine mesure, la démocratie libérale a su développer ces deux capacités au sein même du capitalisme, puisque les institutions démocratiques sont plus efficaces que des structures institutionnelles fermées et autoritaires lorsqu'il s'agit de garantir réellement l'apprentissage et le changement. Néanmoins, même le bon fonctionnement des institutions démocratico-libérales est en proie à l'inertie institutionnelle. C'est pourquoi la contingence et l'imprévisibilité des changements politiques ou socio-économiques perturbent continuellement les ajustements qu'il est nécessaire d'opérer.

Ces quatre arguments qui mettent en lumière les défaillances et les contradictions du processus de reproduction sociale ne signifient pas que la reproduction sociale du

capitalisme soit perpétuellement menacée. Les mécanismes de coercition, les règles institutionnelles, l'idéologie et les intérêts matériels permettent généralement aux sociétés capitalistes d'affronter et de surmonter les perturbations lorsque des changements se produisent. Mais les limites de la reproduction sociale et les contradictions inévitables qui la traversent témoignent au mieux que durant les périodes d'accalmie des perturbations peuvent toujours advenir en raison de l'apparition de changements inattendus et contingents.

Les dynamiques sous-jacentes et la trajectoire contingente du changement social

Les deux premiers éléments d'une théorie de la transformation sociale attirent notre attention sur le fait que tout projet d'émancipation radical devra affronter des obstacles structurels générés par les mécanismes de reproduction sociale, mais que ces obstacles ne seront pas insurmontables et contiendront des espaces dans lesquels il sera possible d'agir en raison des limites et des contradictions des mécanismes de reproduction qui rendent possible, du moins périodiquement, l'apparition de stratégies transformatrices. Toutefois, il semble compliqué d'établir un diagnostic précis sur les perspectives à long terme d'un changement émancipateur à partir de ces seuls éléments. Ces derniers ne nous disent pas en effet si ces espaces d'action sont susceptibles, à l'avenir, de croître ou de diminuer, ou si les mécanismes de reproduction se renforcent tendanciellement ou deviennent plus vulnérables. Pour répondre à cette question, nous avons donc besoin d'une théorie de la trajectoire du changement social.

Nous pouvons observer dans l'histoire que la trajectoire réelle d'un changement social de grande ampleur est le résultat de l'interaction de deux processus de changement : d'abord, l'accumulation de *résultats non intentionnels des actions individuelles* qui ont été menées dans un cadre social particulier et, deuxièmement, l'accumulation des *effets prévisibles d'un projet de changement social* qui traduit une volonté consciente d'agir stratégiquement en vue de transformer les rapports sociaux. Le premier processus peut ainsi contenir les éléments suivants : l'introduction par les capitalistes de nouvelles technologies ou l'adoption de nouvelles stratégies d'investissement et de compétition, l'évolution des comportements familiaux en matière de fécondité ou la décision des femmes de poursuivre leur carrière professionnelle après la naissance d'un enfant. Dans chacune de ces situations, les individus s'engagent à agir non pas pour changer le monde, mais pour résoudre des problèmes spécifiques auxquels ils sont confrontés. Les effets globaux cumulés de ces actions individuelles introduisent néanmoins des changements sociaux dont les conséquences sont décisives. On parle alors d'« effets non intentionnels », non pas parce qu'ils sont nécessairement non voulus – par exemple les femmes peuvent se réjouir de l'éclatement collectif des normes traditionnelles de genre qui est l'effet cumulatif de leurs stratégies d'adaptation individuelles –, mais parce que ces macro-effets étaient exclus des intentions et des stratégies initiales.

Le second processus comprend les actions entreprises par des acteurs collectifs (partis politiques, syndicats, mouvements sociaux, fondations à but non lucratif, entreprises, États) qui transforment délibérément les structures et les institutions sociales selon différentes stratégies : politiques gouvernementales, manifestations sociales, pression sur les organes de pouvoir, renforcement des institutions, et parfois affrontements violents. Bien entendu, ces actions produisent aussi des effets non intentionnels cumulatifs et peuvent donc compléter les exemples qui caractérisent

le premier type de processus, mais elles diffèrent en ce point qu'elles sont directement motivées par l'objectif de produire un changement social.

Par conséquent, les processus délibérés et non intentionnels du changement social sont essentiels pour esquisser les contours d'une transformation émancipatrice. Un projet d'émancipation sociale ne peut pas en effet se développer accidentellement et apparaître comme le résultat contingent d'une action sociale. Un tel projet nécessite en effet une action stratégique délibérée et, comme ce renforcement du pouvoir populaire menace les intérêts d'acteurs puissants, cette action stratégique implique généralement une lutte. Mais la stratégie et la lutte ne sont pas des conditions suffisantes. Pour amorcer un processus de transformation radicale, certaines conditions doivent en effet être « mûres ». Les contradictions et les défaillances des processus de reproduction doivent créer de réelles opportunités pour appuyer ces stratégies de transformation. Il se peut, bien sûr, que durant certaines périodes historiques les stratégies délibérées mises en place par des acteurs collectifs rendent possibles ces conditions de transformation, mais plus généralement le problème central auquel sont confrontés les acteurs collectifs qui s'engagent dans des luttes socialement émancipatrices est de « saisir le moment opportun », le moment où les possibilités de transformation s'ouvrent à eux pour des raisons qui généralement ne dépendent pas directement de leur action.

Lorsqu'on étudie chaque séquence contemporaine ayant fait l'objet d'un changement émancipateur, on observe une convergence entre les trajectoires contingentes du changement social et les stratégies délibérées de transformation. Prenons par exemple la transformation radicale des rapports de genres depuis le milieu du XXe siècle. Les hommes et les femmes passaient alors une bonne partie de leur vie à chercher un emploi, à se battre dans l'intimité pour exécuter des tâches domestiques, joindre les deux bouts et élever leurs enfants. Les employeurs ont adopté de nouvelles technologies, se sont heurtés à des nouveaux besoins de main-d'œuvre et ont cherché à embaucher des travailleurs. La plupart des gens n'ont pas délibérément essayé de changer le monde ; ils ont essayé de résoudre les problèmes concrets qu'ils rencontraient tout en faisant de leur mieux. Cependant, en raison de la nature des possibilités qui se sont offertes à eux, des ressources qu'ils contrôlaient, des croyances qu'ils détenaient et des choix qui leur ont été imposés, ils ont accompli des choses qui ont contribué cumulativement à la transformation des rapports de genre. Il ne s'agit pas, bien entendu, de clore définitivement ce chapitre. Il va de soi que des efforts délibérés en vue d'un changement social émancipateur ont également été cruciaux. Les femmes se sont réunies pour se battre pour l'égalité des droits. Elles ont mené des actions de sensibilisation dans le but explicite de changer leur compréhension du monde. Elles se sont engagées dans des projets locaux afin de mettre en place des institutions garantissant l'égalité des genres, tout en participant à des mobilisations politiques de grande ampleur afin de changer le système. Les hommes ont souvent (mais pas toujours) résisté à ces changements, se moquant des féministes, mais dans l'ensemble les forces du changement étaient bien plus puissantes. L'effet cumulatif des processus non intentionnels a fait également

basculer le rapport de force puisqu'il avait affaibli les intérêts des acteurs qui souhaitaient maintenir la domination masculine[25]. Au début du XXIe siècle, en raison de l'interaction des conséquences non intentionnelles (qui proviennent d'actions individuelles) avec les stratégies de transformation délibérées, l'ordre sexuel ayant régné jusqu'à la moitié du XXe siècle fut profondément transformé. Cela ne signifie pas que l'égalité des genres fut parfaitement réalisée, mais que les transformations accomplies ont eu de réels effets émancipateurs.

David James a émis un argument similaire au sujet de la transformation réussie des institutions ségrégationnistes, qui maintenaient un rapport de domination raciale dans les États du Sud, par le mouvement des droits civiques des années 1950 et 1960, succès qui se mesure aussi à l'aune de l'échec de ces mêmes mouvements lors des décennies précédentes[26]. James fait valoir que l'État racial ségrégationniste est apparu à la fin du XIXe siècle et s'est consolidé dans le sud des États-Unis en raison de son importance pour la reproduction sociale des formes oppressives de contrôle sur le travail agraire, en particulier le métayage. La destruction du métayage dans les années 1930 et la mécanisation de l'agriculture ont joué un rôle central dans l'érosion de la base matérielle de cette organisation étatique, dont la vulnérabilité s'est accrue face au changement des conditions politiques qui est intervenu durant la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Lorsque dans les années 1950 le mouvement des droits civiques a intensifié ses luttes contre les institutions ségrégationnistes, la capacité de mobilisation a été par conséquent plus importante, et les formes de résistance au changement ont été affaiblies en comparaison de ce qu'elles avaient été un demi-siècle plus tôt. Ces luttes ont certes été cruciales pour la destruction de l'État ségrégationniste, mais la probabilité de leur succès a été augmentée par les effets cumulatifs des changements sociaux non intentionnels qui se sont produits un quart de siècle avant.

Cette dualité processuelle constitue donc un sérieux problème pour les personnes engagées dans des projets d'émancipation. Le problème est en effet le suivant : toute stratégie de transformation plausible, ayant pour ambition fondamentale de s'émanciper des institutions de pouvoir existantes et de lutter contre les inégalités et les privilèges qui traversent les sociétés capitalistes développées, doit s'inscrire dans un horizon temporel assez long. Aucune stratégie de court terme ne pourrait vraisemblablement fonctionner. Si nous croyions que les paramètres sociaux sur la base desquels nous formons nos stratégies restaient constants, peut-être pourrions-nous alors éviter de nous préoccuper de la manière dont les conditions changent au fil du temps. Mais puisque ce n'est pas le cas, et afin d'élaborer une stratégie cohérente à long terme, encore faut-il avoir une compréhension approximative de la trajectoire générale des changements sociaux qui peut être contingente et imprévisible. Il va de soi que cette tâche théorique est extrêmement ardue.

Le marxisme classique propose précisément ce type de théorie. Comme nous l'avons rappelé dans le chapitre 4, le matérialisme historique est essentiellement une théorie de l'histoire concernant l'avenir du capitalisme. Marx a tenté d'identifier la manière dont les conséquences imprévisibles de la compétition et de l'exploitation

capitalistes dans le processus d'accumulation du capital engendraient les « lois du mouvement » du capitalisme qui lui imposent une trajectoire de développement spécifique. Cette trajectoire se caractérisait par plusieurs traits saillants : une constante expansion et un approfondissement des relations de marché favorisant l'apparition d'un capitalisme mondial et la marchandisation de la vie sociale ; une concentration et une centralisation croissantes du capital ; une augmentation tendancielle de l'intensité capitalistique et de la productivité ; une intensification cyclique de la crise économique ; une expansion et une homogénéisation de la classe ouvrière et, par conséquent, d'une capacité collective à lutter contre le capitalisme ; et enfin un affaiblissement des mécanismes de reproduction sociale active en raison de la baisse tendancielle du taux de profit. Dans cette théorie classique, il existe un lien profond qui unit les processus de reproduction sociale, les trajectoires dynamiques et les contradictions : le processus même par lequel le rapport capital-travail est passivement reproduit – l'exploitation et l'accumulation de capital – transforme dynamiquement ce rapport, de telle sorte que la trajectoire qui en ressort augmente les contradictions lorsqu'il s'agit de reproduire activement le système dans son ensemble.

Un grand nombre de prédictions tirées du matérialisme historique ont été confirmées par l'histoire réelle du capitalisme. Le capitalisme est notamment devenu un système mondial d'accumulation du capital ; les entreprises ont pris une ampleur à la fois absolue et relative ; et la marchandisation capitaliste est de plus en plus omniprésente dans la vie sociale. Mais d'autres prédictions ne semblent pas s'être vérifiées. Le capitalisme ne semble pas être structurellement soumis à une crise tendancielle qui s'intensifie avec le temps ; la simplification et la polarisation de la structure de classe ne se sont pas opérées, et l'homogénéisation de la classe ouvrière ne s'est pas produite ; et les mécanismes économiques de la reproduction sociale qui relient les intérêts matériels des individus au capitalisme ne semblent pas avoir été affaiblis de façon spectaculaire. En conséquence, le matérialisme historique (entendu comme la théorie concernant l'avenir du capitalisme) ne semble pas être une théorie adéquate du changement social non intentionnel sur laquelle nous pouvons élaborer des stratégies de transformation émancipatrices.

Au moment où nous rédigeons ces pages nous ne disposons pas d'une telle théorie. Au mieux, nos théories concernant les tendances immanentes du changement social au-delà d'un futur proche sont tout simplement des extrapolations au présent de tendances observables dans un passé récent ou des spéculations sur des possibilités à long terme. Il existe donc un décalage entre les horizons temporels souhaitables, dans lesquels s'inscrit une action stratégique ou la planification d'un changement social radical, et les horizons temporels de nos théories. Un tel décalage peut tout simplement refléter l'absence d'une théorie valide. Mais cela peut aussi refléter la complexité intrinsèque du problème. Après tout, il est possible de disposer de théories explicatives très puissantes permettant de saisir la trajectoire historique du développement dans le passé sans pour autant être en mesure de prédire des tendances futures. C'est le cas de la biologie de l'évolution qui produit des

explications rationnelles sur la trajectoire des êtres vivants à partir de créatures unicellulaires jusqu'à aujourd'hui, mais qui est incapable de prédire théoriquement l'évolution future des espèces vivantes[27]. La théorie du changement social peut se trouver dans la même situation : nous pourrions être en mesure de fournir des explications rigoureuses et convaincantes pour expliquer la trajectoire du changement jusqu'à présent, mais nous sommes démunis face à ce que l'avenir nous réserve.

En tout état de cause, pour maintes raisons, nous manquons à l'heure actuelle d'une théorie convaincante de la trajectoire à long terme d'un changement social non intentionnel. Il va de soi qu'un tel déficit pèse lourd sur le quatrième élément d'une théorie de la transformation, à savoir la théorie des stratégies de transformation qui doit aborder la question des luttes émancipatrices sans avoir une compréhension satisfaisante des conditions susceptibles de les empêcher.

Les stratégies de transformation

L'élément final d'une théorie de la transformation se concentre directement sur l'action collective et les questions stratégiques. La question qui est au centre de cette théorie est donc la suivante : étant donné les obstacles opposés à la transformation émancipatrice qui sont produits par le processus de reproduction sociale, mais aussi les opportunités qui se présentent à elle, et compte tenu des défaillances qui caractérisent ce processus et de la trajectoire incertaine d'un changement social à venir, quels types de stratégies collectives nous permettront d'avancer dans la bonne direction ?

Dans les trois chapitres suivants, nous allons nous focaliser sur trois logiques de transformation fondamentales à travers lesquelles de nouvelles institutions permettant de renforcer le pouvoir d'agir social pourraient éventuellement être construites : une logique de *rupture*, une logique *interstitielle* et une logique *symbiotique*. Ces logiques de transformation diffèrent à la fois selon le sens qu'elles donnent à une transformation systémique du capitalisme et selon leur compréhension de la nature des stratégies mobilisées. Ces différences sont résumées de manière idéalisée dans la figure 8.1.

Concevoir la trajectoire d'une transformation systémique du capitalisme

La distinction fondamentale entre les différentes conceptions qui tentent d'anticiper la trajectoire d'une transformation systémique du capitalisme oscille selon un double point de vue : celui qui pense que tout horizon postcapitaliste impliquera nécessairement une rupture décisive et celui qui prédit une *métamorphose* sur la durée du capitalisme sans envisager un moment de discontinuité à l'échelle du système tout entier. Les transformations par la rupture prédisent la création de nouvelles institutions visant à renforcer le pouvoir d'agir social par une rupture brutale dans les institutions et les structures sociales existantes. L'idée essentielle est qu'une confrontation et une lutte politique directes créeront une disjonction radicale par laquelle les institutions existantes se retrouveront détruites, permettant à de nouveaux dispositifs de se construire dans un laps de temps assez court. Détruire d'abord, construire ensuite. Un scénario révolutionnaire qui prévoit la transition vers le socialisme en est la version emblématique : une victoire globale et décisive des forces populaires provoquant une transformation rapide des structures étatiques et des infrastructures économiques.

FIGURE 8.1 TROIS MODÈLES DE TRANSFORMATION : PAR LA RUPTURE, INTERSTITIELLE ET SYMBIOTIQUE

Modèle de transformation	Tradition politique associée à ces logiques de transformation	Acteurs collectifs mobilisés pour ces transformations	La logique stratégique par rapport à l'État	La logique stratégique par rapport à la classe capitaliste	Métaphore du succès
Transformation par la rupture	Socialisme révolutionnaire /Communisme	Les classes sociales organisées en partis politiques	Renverser l'État	Affronter la bourgeoisie	La guerre (victoires et défaites)
Transformation interstitielle	Anarchisme	Les mouvements sociaux	Construire des alternatives en dehors de l'État	Ignorer la bourgeoisie	Un contre-modèle de société
Transformation symbiotique	Démocratie sociale	Des coalitions de forces sociales et du monde du travail	Utiliser l'État : lutter à l'intérieur des institutions	Collaborer avec la bourgeoisie	Des adaptations évolutives

Il existe par ailleurs deux conceptions alternatives qui prédisent une métamorphose du capitalisme sur la durée : la métamorphose *interstitielle* et la métamorphose *symbiotique*. Les transformations interstitielles cherchent à renforcer le pouvoir d'agir social dans les niches, les espaces et les marges de la société capitaliste, souvent là où l'autonomie sociale n'apparaît pas comme une menace immédiate pour les classes et les élites dominantes. C'est la stratégie qui est la plus profondément implantée dans la société civile et qui échappe souvent à la vigilance des critiques radicales du capitalisme. Traditionnellement, les stratégies interstitielles constituent le centre névralgique des approches anarchistes du changement social et jouent un rôle concret important dans les efforts de nombreux militants locaux. Les socialistes se revendiquant de la tradition marxiste ont souvent dénigré de tels efforts, les considérant comme des palliatifs ou de purs symboles, offrant peu d'espoir de remise en cause sérieuse du *statu quo*. Et pourtant, en s'additionnant, de tels développements peuvent non seulement changer la vie des gens, mais constituer potentiellement un élément fondamental permettant d'étendre une visée transformatrice à l'ensemble de la société.

Quant aux transformations symbiotiques, elles impliquent des stratégies au moyen desquelles l'extension et l'approfondissement des formes institutionnelles visant à renforcer le pouvoir d'agir social contribuent à résoudre certains problèmes concrets auxquels les classes dominantes et les élites sont confrontées. La démocratisation de l'État capitaliste, par exemple, fut le résultat de pressions et de luttes conjointes venues d'en bas, qui furent initialement perçues comme une menace sérieuse contre la stabilité de la domination capitaliste. Mais, au terme de ces luttes, la démocratie libérale a fini par surmonter ces problèmes et renforcer cette stabilité. Le renforcement du pouvoir d'agir social fut ainsi bien réel, mais une telle avancée sociale a également contribué à résoudre des problèmes par des moyens ayant servi les intérêts des capitalistes et des élites dirigeantes. Les transformations symbiotiques ont donc un caractère contradictoire, renforçant aussi bien les prérogatives du pouvoir social que certains aspects du système existant.

Ces trois conceptions correspondent dans les grandes lignes aux traditions du socialisme révolutionnaire, de l'anarchisme et de la social-démocratie.

Les acteurs collectifs centraux de la transformation

Selon leur conception de la transformation, les différentes stratégies mentionnées s'appuient sur des acteurs collectifs différents. Dans les stratégies de rupture, les acteurs collectifs centraux sont les *classes sociales qui s'organisent en partis politiques*. Le célèbre aphorisme extrait de la tradition marxiste selon lequel « la lutte des classes est le moteur de l'histoire » incarne bien cette idée. Par opposition, les stratégies interstitielles s'appuient sur des *mouvements sociaux* qui s'enracinent dans des groupes socioculturels hétérogènes. Aucune catégorie sociale n'est privilégiée pour prendre la tête d'un mouvement de transformation. La participation aux stratégies interstitielles est en effet ouverte à des acteurs collectifs différents dont l'« importance historique » peut varier selon les contextes. Enfin, les stratégies

symbiotiques s'appuient sur des *coalitions populaires* au sein desquelles le mouvement syndical joue un rôle particulièrement central en raison de son importance positive dans la négociation des compromis de classe.

La logique stratégique à l'égard de l'État

Le point culminant des stratégies de rupture est le *renversement de l'État*. Le pouvoir d'État est essentiel pour dépasser le capitalisme, et il ne peut être conquis de manière stable par les forces révolutionnaires qu'à travers la destruction des institutions centrales de l'État capitaliste. Les stratégies interstitielles, en revanche, se déploient *en dehors de l'État* et tentent autant que possible d'éviter les confrontations avec lui. L'idée fondamentale est de construire des institutions contre-hégémoniques au sein de la société. Selon les contextes, la nécessité de lutter contre l'État pourrait voir le jour afin de créer ou de défendre ces espaces interstitiels, mais le cœur de la stratégie consiste à travailler en dehors de l'État. Enfin, les stratégies symbiotiques considèrent l'État comme un instrument et un terrain de lutte dans lequel il existe une possibilité de construire un pouvoir social au sein de l'État lui-même, ainsi que dans d'autres lieux de pouvoir.

La logique stratégique à l'égard de la classe capitaliste

Les stratégies de rupture envisagent la lutte des classes sous la forme d'un *affrontement direct* : il s'agit de contraindre les capitalistes à faire des concessions, puisque le pouvoir de la classe capitaliste dépend de sa capacité permanente à recourir à la coercition. Ce n'est donc que par une lutte des classes violente qu'il est possible d'anticiper le moment où la rupture avec le capitalisme devient historiquement possible. Les stratégies interstitielles essaient d'éviter toute forme de confrontation. *Ignorer la bourgeoisie* est l'objectif stratégique : il s'agit de contester le capitalisme en construisant des alternatives et non pas en l'affrontant directement. Les stratégies symbiotiques cherchent davantage à créer les conditions d'une *collaboration positive* – ce que j'appelle un compromis de classe positif. Cette collaboration peut également déboucher sur des affrontements, mais en vue d'une coopération positive qui peut conduire à écarter certaines options défendues par les capitalistes.

Les métaphores du succès dans les processus de transformation

La guerre est la métaphore centrale des stratégies de rupture. Lors des attaques menées contre le capital et l'État, le mouvement révolutionnaire connaît des victoires et des défaites. Ce n'est donc pas un processus linéaire, puisqu'il y a des revirements et des impasses. Néanmoins, le succès dépend des victoires obtenues dans ces luttes et des capacités à entrevoir une victoire finale dans le futur. Le succès des stratégies interstitielles revêt davantage la forme d'un écosystème complexe dans lequel un organisme parvient d'abord à s'implanter dans une niche écologique et finit par supplanter ses concurrents pour parvenir ensuite à dominer un environnement plus large. Le succès des stratégies symbiotiques peut être vu comme un processus

d'évolution naturelle dans lequel des propriétés structurelles sont modifiées suite à des adaptations qui renforcent progressivement le pouvoir social et aboutissent au développement d'une nouvelle espèce.

Aucune de ces stratégies n'est simple et infaillible. Toutes contiennent des dilemmes, des risques et des limites, et aucune ne garantit le succès. À différents moments et en différents lieux, l'une ou l'autre de ces stratégies peut s'avérer la plus efficace, mais, de manière générale, aucune d'entre elles ne peut se suffire à elle-même. Il arrive couramment que les militants en viennent à se consacrer tout particulièrement à l'une de ces visions stratégiques, la percevant comme universellement valable. En conséquence, une énergie considérable peut être dépensée pour combattre les autres modèles stratégiques. Un projet politique à long terme, s'il veut avoir une chance d'aboutir, doit prendre à bras-le-corps le problème épineux que constitue la combinaison de ces différentes stratégies, même si cette combinaison implique forcément des luttes qui ont souvent des objectifs et des effets contradictoires.

L'examen détaillé de ces trois modes de transformation est l'objet des trois chapitres suivants.

1. La question de la reproduction sociale a fait l'objet de différents traitements, en particulier au sein de la tradition marxiste qui insiste sur la manière dont la reproduction sociale passive est en même temps un processus de développement dynamique. Les processus de production et d'accumulation capitalistes reposent sur le travail des travailleurs qui produit les marchandises, qui sont par la suite vendues par les capitalistes pour réaliser un profit, ensuite réinvesti dans la production capitaliste, etc. Cependant, ces processus ne se reproduisent pas selon le modèle d'une structure statique et fixe, mais selon les principes d'une structure relationnelle dynamique et développée. En conséquence, à travers l'interconnexion de leurs pratiques banales, les travailleurs et les capitalistes reproduisent ensemble ces relations et les transforment. Nous verrons plus en détail cet aspect endogène du développement de la reproduction lorsque nous aborderons le troisième élément théorique qui compose notre théorie de la transformation, à savoir les effets imprévisibles des trajectoires du changement social.

2. Une grande partie de l'analyse de Pierre Bourdieu concernant la reproduction sociale se concentre sur les différentes dimensions de ce que j'appelle ici la reproduction passive. Le concept d'*habitus* identifie en effet la manière dont les individus acquièrent des dispositions inconscientes qui leur permettent de fonctionner sans heurt au sein d'une structure de relations. Ce mode de fonctionnement pacifié constitue la base d'un processus de reproduction sociale dans la mesure où ces dispositions conduisent à des pratiques qui renforcent ces dispositions. La brillante interprétation des concepts de « sujétion » et de « qualification » proposée par Göran Therborn, qui montre à quel point les pratiques idéologiques façonnent les sujets sociaux, s'inscrit également dans une analyse de la reproduction passive (*cf. The Power of Ideology and the Ideology of Power*, Londres, Verso, 1980). La reproduction passive est également très proche de la notion d'équilibre telle qu'elle est présentée dans certains cercles de la théorie des jeux en économie : les préférences, les normes et les attentes de chaque acteur dans un équilibre institutionnel donné sont continuellement renforcées par les stratégies spontanées des autres acteurs. À ce sujet, voir par exemple Masahiko Aoki, *Comparative Institutional Analysis*, Cambridge, MA, MIT Press, 2001.

3. Cette manière de questionner donne une certaine tonalité « fonctionnaliste » à la théorie de la reproduction sociale : l'argument commence par affirmer que les structures oppressives « exigent » toute une série de processus afin de survivre ; nous observons que ces structures survivent ; et, par conséquent, nous en concluons à l'existence de mécanismes nécessaires. Par exemple, les analyses marxistes traditionnelles de l'État expliquent la persistance de cette nécessité comme la « satisfaction d'une fonction » qui consiste à assurer la reproduction de la structure économique. G. A. Cohen affirme avec vigueur que l'analyse classique base/superstructure du capitalisme tiré du matérialisme historique mobilise des explications de type fonctionnel : la superstructure n'existe et ne revêt la forme qu'elle doit incarner historiquement que si elle reproduit la base économique (voir Gerald A. Cohen, *Karl*

Marx's Theory of History : A Defense, Princeton, Princeton University Press, 1978). Cependant, un te raisonnement fonctionnel n'implique pas nécessairement que les mécanismes de reproduction soient générés par un processus automatique et non intentionnel, qui se déploierait « à l'insu » des individus. La reproduction sociale est une réalité contestée, partielle et contradictoire. Ces fortes tendances qui poussent les institutions à contribuer fonctionnellement à la reproduction sociale sont le résultat de l'histoire des luttes et d'un processus d'institutionnalisation, et non pas d'une logique aveugle et fonctionnelle du système.

4. Certains courants de la théorie sociale contemporaine rejettent l'idée selon laquelle il serait possible de procéder à des affirmations objectives sur les préjudices et les souffrances subis ou sur leur antithèse, à savoir l'épanouissement humain. Selon cet argument, la souffrance et l'épanouissement sont entièrement dérivés de normes culturelles arbitraires et variables. Parler de « préjudices réels » n'a de sens que dans le cadre de préjudices culturellement définis. Cela dit, bien que la culture joue un rôle essentiel dans l'interprétation des préjudices et des souffrances, et oriente la manière dont les gens tentent de les surmonter, je ne pense pas que cette question puisse être réduite à un simple problème de perceptions culturellement déterminées. Pour une analyse pénétrante d'un point de vue réaliste en sciences sociales sur ces questions, voir Andrew Sayer, *The Moral Significance of Class,* Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

5. Empêcher des actions qui constituent une menace et promouvoir la stabilité ne sont pas la même chose, puisque certaines actions contribuent notamment à soutenir activement le pouvoir et ses privilèges, tandis que d'autres ne peuvent avoir aucun effet systémique sur la question de la stabilité.

6. Cette distinction terminologique particulière provient de la relecture proposée par Michael Burawoy de la compréhension gramscienne de l'hégémonie. Dans les discussions qu'il entreprend sur le problème de la coopération des travailleurs avec les capitalistes dans le monde du travail, Burawoy opère la distinction entre ce qu'il appelle les régimes d'usine hégémoniques et les régimes d'usine despotiques. Il s'agit là d'une exemplification spécifique des formes despotiques et hégémoniques de la reproduction sociale. Voir Michael Burawoy, *Produire le consentement* (1979), Montreuil, La Ville Brûle, 2015, et *The Politics of Production : Factory Regimes Under Capitalism and Socialism*, Londres, Verso, 1985.

7. Karl Marx, *Les Luttes de classes en France* (1850), Paris, Éditions sociales, 1968, p. 29. Texte en ligne : https ://www.marxists.org/francais/marx/works/1850/03/km18500301.htm.

8. Adam Przeworski, *Capitalism and Social Democracy*, *op. cit.* ; et id. et John Sprague, *Paper Stones : A History of Electoral Socialism*, Chicago, University of Chicago Press, 1988. Nous renvoyons le lecteur à la superbe analyse de Joshua Cohen et Joel Rogers sur les caractéristiques du système de soutien de la démocratie capitaliste, *in On Democracy*, *op. cit.*

9. Voir Claus Offe, « Structural problems of the capitalist state : Class rule and the political system. On the selectiveness of political institutions », *in* Klaus von Beyme (dir.), *German Political Studies*, vol. I, Londres, Sage 1974, p. 31-54.

10. L'argument selon lequel la structure de l'État impose une sélectivité négative sur les actions publiques est une version faible du fonctionnalisme. La structure de l'État exclurait ainsi les actions hautement dysfonctionnelles, c'est-à-dire les actions qui porteraient gravement atteinte au capitalisme, mais parmi les possibilités non exclues, rien ne prouve que les actions fonctionnellement optimales seront également sélectionnées.

11. L'analyse la plus complète concernant les préjugés de classe qui façonnent l'appareil d'État capitaliste et leur contribution complexe à la reproduction du capitalisme se trouve dans l'ouvrage de Göran Therborn, *What Does the Ruling Class Do When it Rules ?*, *op. cit.*

12. Il ne s'agit pas de la définition conceptuelle classique qui permet de saisir la différence entre culture et idéologie, même si elle correspond en pratique à l'usage principal que nous pouvons faire de ces deux termes. Dans de nombreuses discussions, la culture est un terme englobant dans lequel l'idéologie serait une forme spécifique de produit culturel. Dans d'autres contextes, l'idéologie est utilisée de manière plus restrictive pour désigner des doctrines cohérentes et codifiées plutôt que l'ensemble des éléments conscients de la subjectivité. La

définition de la culture adoptée ici, qui est centrée sur les aspects non cognitifs de la subjectivité, correspond étroitement au concept bourdieusien d'*habitus*, dans la mesure où ce sont des dispositions individuelles intériorisées qui relient les individus à leurs positions sociales au sein des structures sociales.

13. Ce mécanisme permettant d'établir une adéquation entre les idées auxquelles les individus s'identifient et les intérêts des classes dominantes constitue l'un des thèmes les plus célèbres de l'ouvrage classique de Marx et Engels, *L'Idéologie allemande* (Paris, Éditions sociales, 1968, p. 75) : « Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises du même coup à cette classe dominante ». Le mécanisme qui justifie cette affirmation est la maîtrise du processus de production et de diffusion des idées par les capitalistes et leurs mandataires.

14. Dans *The Power of Ideology and the Ideology of Power* (*op. cit.*), Göran Therborn décrit correctement ce processus qui soumet les enfants à une forme de subjectivité qui les aide à fonctionner efficacement dans la société. L'adéquation fonctionnelle entre le processus de formation scolaire des subjectivations sociales et les exigences des organisations capitalistes est un thème récurrent dans la tradition marxiste et les critiques de l'éducation. Pour une analyse de cette adéquation fonctionnelle, voir Samuel Bowles et Herbert Gintis, *Schooling in Capitalist America*, New York, Basic Books, 1976.

15. Voir Jon Elster, *Karl Marx. Une interprétation analytique*, Paris, PUF, 1989, chapitre 8.

16. Göran Therborn, dans *The Power of Ideology and the Ideology of Power*, *op. cit.*, identifie trois questions fondamentales pour lesquelles l'idéologie fournit aux individus des réponses : Qu'est-ce qui est bon ? Qu'est-ce qui existe ? Qu'est-ce qui est possible ? La première définit la dimension normative des croyances. La seconde met l'accent sur les descriptions et les explications concernant le fonctionnement du monde social. Et la troisième concerne les alternatives qui sont imaginables.

17. L'argument ici n'est pas de dire que la plupart des individus suivent des règles institutionnelles tout simplement par crainte de la punition. Pour la plupart des individus, l'obéissance est souvent la conséquence d'une croyance dans l'obligation de suivre les règles. Néanmoins, la réalité et la prévisibilité des sanctions sont des éléments encore importants car ils montrent aux personnes qui ont développé un sentiment d'obligation que d'*autres personnes* qui en seraient dépourvues et qui violent ces règles sont alors susceptibles d'être punies. La punition empêche donc l'érosion de ce sentiment d'obligation qui ne peut se produire que si les gens sont capables de violer les règles en toute impunité. Pour une analyse approfondie de ce rapport entre obligation et coercition, voir Margaret Levi, *Of Rule and Revenue*, *op. cit.*

18. Suivant l'expression bien connue d'Antonio Gramsci, l'hégémonie est « protégée par l'armure de la coercition ».

19. Une excellente analyse des concepts de Gramsci sur l'hégémonie idéologique qui insiste sur la manière dont sont créés de véritables liens idéologiques entre les élites et les masses est proposée par Chantal Mouffe, « Hegemony and ideology in Gramsci », *in* id. (dir.), *Gramsci and Marxist Theory*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1979, p. 168-206.

20. Cette description de l'État comme un Frankenstein potentiel vient de Claus Offe. Voir en particulier, Claus Offe, « The capitalist state and the problem of policy formation », dans Leon Lindberg (dir.), *Stress and Contradiction in Contemporary Capitalism*, Lexington, D.C. Heath, 1975, p. 125-144, et « The crisis of crisis management : Elements of a political crisis theory », *in* id., *Contradictions of the Welfare State,* Londres, Hutchinson, 1984, p. 35-61.

21. Claus Offe décrit cette tension qui traverse le rôle de l'État lorsqu'il s'agit d'assurer la reproduction de l'économie capitaliste comme le « problème de savoir si le [système] politique et administratif peut politiquement réguler le système économique sans politiser sa substance et donc rejeter son identité en tant que système

économique capitaliste », *in* Claus Offe, « The crisis of crisis management : Elements of a political crisis theory », art. cité, p. 52.

22. En un sens, pour utiliser un langage marxiste traditionnel, les superstructures contiennent des superstructures : certaines propriétés structurelles des États ont la « fonction » de reproduire l'État lui-même.

23. Il convient de noter que ce problème se pose à des organisations qui sont confrontées à ces institutions, aussi bien qu'aux institutions elles-mêmes : les partis politiques et les syndicats sont des institutions avec une hiérarchie interne et traversées par des rapports de pouvoir et des mécanismes internes de reproduction sociale produisant des rigidités qui dépendent du chemin emprunté. Il est donc difficile pour ces organisations de s'adapter à l'évolution des impératifs stratégiques qui caractérisent leur environnement social.

24. Il s'agit là de l'une des conclusions inébranlables de la sociologie des organisations, appelée aussi « écologie organisationnelle ». Les études menées sur les entreprises capitalistes montrent que la conception organisationnelle de base des sociétés change principalement lorsqu'un modèle d'entreprise se substitue à un autre, et non sous l'effet de processus de transformation interne.

25. L'accent spécifique sur l'érosion progressive des intérêts des hommes qui s'opposaient activement à l'égalité des genres est tiré des travaux de Robert Max Jackson, *Destined for Equality : The Inevitable Rise of Women's Status*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1998. Pour une discussion plus approfondie du point de vue que je défends sur la transformation contradictoire des rapports de genre aux États-Unis, voir Erik Olin Wright et Joel Rogers, *American Society : How it Really Works*, New York, W. W. Norton, 2010, chapitre 15, « Gender inequality ».

26. David James, « The transformation of the Southern racial state : Class and race determinants of local-state structures », *American Sociological Review*, vol. 53, 1988, p. 191-208.

27. La raison de cette impossibilité de théoriser l'avenir de l'évolution biologique tient au rôle décisif des événements contingents (des astéroïdes éventuels venant heurter la Terre, par exemple) qui entrent dans le cadre explicatif du déroulement réel de l'évolution. Pour une analyse ciblée des explications historiques concernant la théorie évolutionniste, voir Erik Olin Wright, Andrew Levine et Elliott Sober, *Reconstructing Marxism : Essays on Explanation and the Theory of History, op. cit.*

CHAPITRE 9

La transformation par la rupture

Il peut sembler étrange, au début du XXIe siècle, d'aborder la question des transformations du capitalisme sous l'angle d'une rupture radicale. Bien que la rhétorique révolutionnaire ne se soit pas totalement éclipsée, seul un petit nombre de critiques du capitalisme envisagent aujourd'hui un renversement révolutionnaire de l'État dans les pays capitalistes développés. Au-delà de toute considération morale sur les conséquences de l'adoption de cette stratégie, ou sur le caractère désirable ou non des ultimes dénouements engendrés par un renversement de ce type, l'idée que ce mode de transformation pourrait éventuellement réussir semble très farfelue.

En dépit de cette remarque préliminaire, je pense qu'il existe quatre bonnes raisons de continuer à soumettre ce mode de transformation à l'examen. Tout d'abord, durant leur jeunesse, beaucoup de militants sont attirés par l'idée d'une rupture radicale avec les institutions existantes. À leurs yeux, les structures de pouvoir, les privilèges et les inégalités qui en découlent semblent si néfastes et entravent à ce point les aspirations humaines au bonheur que l'idée de les détruire et de les remplacer par quelque chose de nouveau et de meilleur leur paraît séduisante. Forte de cette conception optimiste ou romantique, l'idée d'une rupture révolutionnaire continue donc à féconder l'imaginaire militant. Deuxièmement, comprendre la logique et les limites d'une stratégie de rupture peut nous aider à clarifier les stratégies de transformation alternatives. Depuis le XIXe siècle, les débats théoriques et politiques qui ont animé la gauche ont été posés dans les termes d'une opposition entre « réformisme » et « révolutionnaire », à tel point que la spécificité de la logique réformiste provient essentiellement de cette dualité. Troisièmement, même si je suis assez sceptique quant à la possibilité de déployer globalement une stratégie de rupture, il me semble que des formes de rupture plus limitées dans certains contextes institutionnels sont possibles. En effet, dans des circonstances particulières, plusieurs aspects qui caractérisent cette stratégie – comme la confrontation directe avec les classes dominantes et l'État – peuvent prévaloir. Autrement dit, la logique de la transformation par la rupture ne doit pas être limitée à des ruptures globales qui s'appliqueraient à l'ensemble d'un système social. Enfin, même si au début du XXIe siècle la probabilité de voir ces stratégies de rupture se réaliser reste faible, personne ne peut prédire avec certitude ce que l'avenir nous réserve. Dans le monde tel qu'il est aujourd'hui, les institutions étatiques qui gouvernent les démocraties capitalistes développées semblent en effet inébranlables, au point que ces stratégies de rupture appartiennent désormais au passé. Cependant, il demeure possible que dans un avenir proche les contradictions de ces sociétés

affaiblissent considérablement ces institutions, rompent les équilibres et enclenchent des crises systémiques pouvant détruire les fondements de cette hégémonie. À défaut d'être impulsées, de telles ruptures peuvent alors se produire, et dans de telles conditions une stratégie de rupture peut devenir ce que les marxistes appelaient autrefois une « nécessité historique[1] ». C'est pourquoi l'idée de rupture doit continuer de nourrir notre réflexion stratégique, notamment lorsque nous abordons la question de la transformation sociale, étant donné que ces stratégies peuvent devenir plus pertinentes selon les zones ciblées à un moment donné dans l'avenir.

La question centrale et les hypothèses sous-jacentes

Je souhaiterais maintenant aborder la question suivante : dans les pays capitalistes avancés, quelles sont les conditions qui permettraient de mobiliser un grand nombre d'individus en vue d'obtenir leur soutien à une stratégie de rupture contre le capitalisme ? Cette analyse se fonde selon nous sur trois hypothèses :

Tout d'abord, je suppose que dans les pays capitalistes avancés dotés d'institutions démocratiques et libérales, une stratégie de rupture vers le socialisme devrait s'établir à partir de processus démocratiques routinisés. Cela ne signifie pas que la stratégie adoptée ne conduirait pas à transformer la nature de l'État – le renforcement démocratique de l'État est certainement un élément central du programme d'approfondissement du pouvoir d'agir social. Et cela ne signifie pas non plus qu'une telle stratégie ne susciterait pas d'actions politiques en dehors de l'État, dans la société civile et l'économie. L'hypothèse que je soutiens consiste à dire simplement qu'une stratégie de rupture ne se réduirait pas à une insurrection violente visant à renverser l'État par des moyens extraparlementaires selon le modèle classique des révolutions. Il ne s'agit pas de refuser l'irruption d'une séquence révolutionnaire sur la base d'une objection morale qui condamnerait la violence insurrectionnelle, mais plutôt de défendre la conviction selon laquelle ce mode d'action, dans des conditions historiques que nous pouvons anticiper, serait incapable de créer réellement une forme démocratique et égalitaire d'autonomie sociale au sein des sociétés capitalistes avancées[2]. Aussi difficile que cela puisse être, si une stratégie de rupture est mise en œuvre *en vue d'instaurer un socialisme démocratique et égalitaire*, cette stratégie devra donc se déployer à l'intérieur des mécanismes institutionnels imparfaits promus par l'État[3].

Deuxièmement, étant donné la nécessité d'investir politiquement les institutions de la démocratie représentative, je suppose qu'un large soutien populaire est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour mobiliser une telle stratégie. Bien que l'histoire regorge d'exemples qui ont vu se produire au sein des institutions une rupture provoquée par une force politique bien organisée, mais minoritaire, qui fut en mesure de « saisir l'opportunité » et de profiter de l'affaiblissement des structures étatiques, il est difficile d'en conclure que cela a abouti à l'approfondissement du pouvoir d'agir social. Par conséquent, tout au long de ce chapitre, je postule que, si l'option retenue est celle d'une stratégie de rupture en vue d'instaurer un socialisme faisant de la place au pouvoir d'agir social, celle-ci devra être soutenue par une majorité de la population.

Troisièmement, dans la continuité des travaux d'Adam Przeworski[4], je postule qu'une condition nécessaire pour obtenir un soutien populaire *durable* et de grande ampleur est d'instaurer une forme de socialisme (indépendamment de la manière dont on le définit) soucieux de l'intérêt matériel de la majorité des personnes[5]. Cela ne signifie pas que, dans les luttes dirigées contre le capitalisme, les engagements moraux qui ne sont pas directement liés à des intérêts matériels ne comptent pas. Bien au contraire, leur valeur est inestimable car ils contribuent aussi bien à nouer

des solidarités qu'à consentir à des sacrifices, autant de conditions qui nous paraissent essentielles pour consolider une action collective. Néanmoins, bien que l'idéologie et l'engagement moral renforcent ce sentiment d'adhésion, je persiste à croire qu'ils se construisent sur la base d'intérêts matériels. En l'absence de ces intérêts, les engagements idéologiques ne suffiraient pas en eux-mêmes à maintenir durablement ce sentiment d'adhésion[6]. C'est pourquoi cette forme de socialisme fondé sur le pouvoir d'agir social s'écroulerait assez vite si les conditions matérielles d'existence se dégradaient et devenaient pires que sous le capitalisme.

L'analyse qui suit s'appuie donc sur ces trois hypothèses. Par ailleurs, à la fin de ce chapitre, nous examinerons les implications induites par un assouplissement de ces présuppositions.

La transformation par la rupture et le creux transitionnel

Selon moi, le problème fondamental à résoudre est désormais le suivant : sous quelles conditions une stratégie de rupture avec le capitalisme correspondrait adéquatement aux intérêts matériels de la majorité de la population ? Quelle que soit la nature de la transformation entreprise, les intérêts matériels mis en jeu dépendent de trois paramètres principaux :

- • L'évolution du bien-être matériel des individus *en l'absence de rupture*. Il s'agit de déterminer les conditions d'existence des individus si les structures de pouvoir et de privilèges existantes avaient été maintenues.
- • L'évolution de leur bien-être matériel *après la fin de la période de rupture*, dès lors que les nouvelles institutions sont mises en place et fonctionnent efficacement.
- • Le niveau de satisfaction de leurs intérêts *durant la période comprise entre le début de la rupture et le nouvel équilibre institutionnel*. Quel que soit le scénario retenu, une rupture avec la structure économique existante produirait probablement de fortes perturbations. Cette période de transition se traduirait certainement par une baisse significative du niveau de vie. Adam Przeworski appelle cette période de transition le « creux transitionnel » (*transition trough*).

Une simple représentation graphique de ces évolutions au sein des sociétés capitalistes développées, qui s'inspire très fortement des travaux de Przeworski, ressemblerait à ce que nous avons exposé dans les figures 9.1 et 9.2. La figure 9.1 illustre l'évolution hypothétique du niveau de bien-être matériel d'une personne médiane au sein des économies capitalistes développées selon une échelle temporelle (passé, présent et avenir). Si nous nous situons du point de vue du présent, l'avenir est bien entendu incertain. Mais supposons que la trajectoire la plus probable de la courbe du niveau de vie pour une personne médiane vivant dans un pays développé soit stationnaire ou augmente faiblement[7]. Nous reconnaissons volontiers que cette prédiction pourrait être erronée. Il se peut que dans le futur, pour une multitude de raisons (crises économiques, détérioration écologique, chômage de masse provoqué par l'apparition de nouvelles technologies, etc.), le niveau de vie de la plupart des individus baisse significativement durant une période donnée. Et si un tel scénario devait se produire, l'analyse qui suit aurait besoin d'être modifiée (comme nous le verrons à la fin de ce chapitre). Mais admettons ici que le niveau de vie pour une personne médiane demeure plutôt constant ou augmente faiblement.

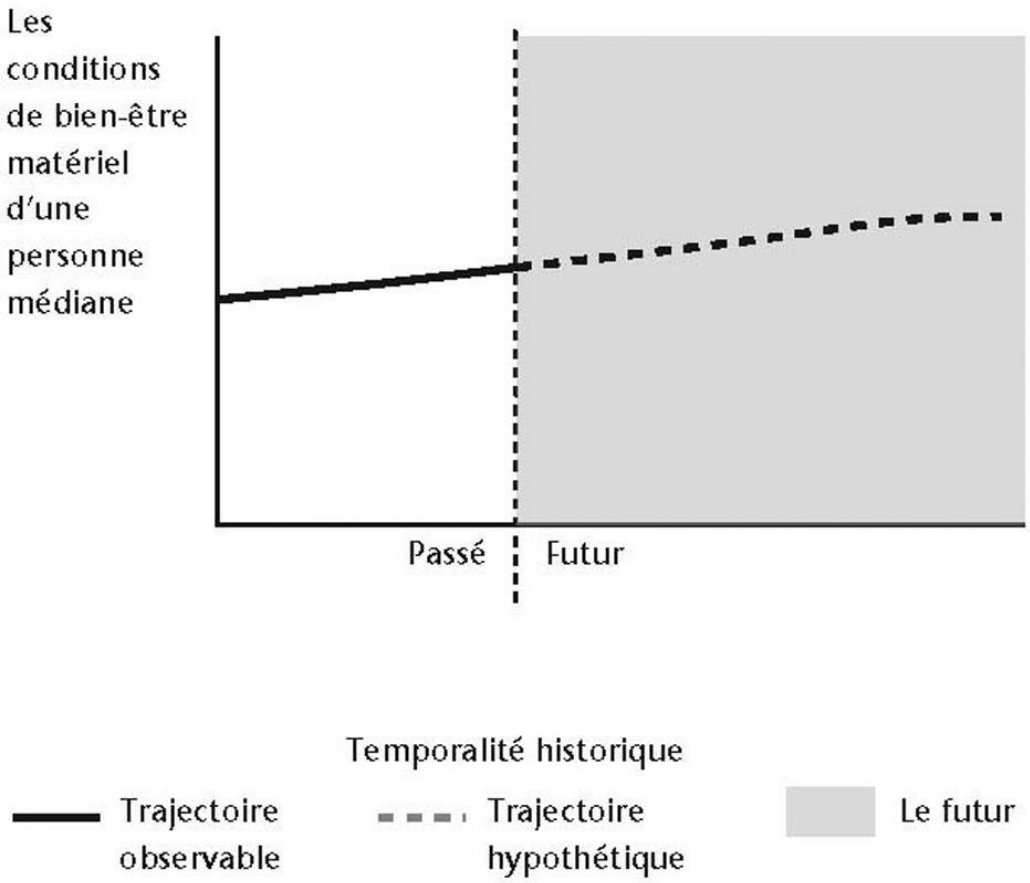
La question devient alors la suivante : quelle serait l'évolution des conditions matérielles d'existence d'une personne médiane *si une stratégie de rupture produisait avec succès une transformation socialiste*[8] ? Examinons tout d'abord ce problème à l'aune d'un scénario relativement optimiste. Supposons que, suite à une large victoire électorale, un parti socialiste accède démocratiquement au contrôle de

l'État et dispose d'un pouvoir suffisant pour lancer un programme sérieux visant à instaurer une forme de socialisme, en s'appuyant soit sur des institutions promouvant le pouvoir d'agir social, soit sur la version démocratique du socialisme étatiste qui se fonde sur la propriété étatique des moyens de production et le contrôle des organisations économiques les plus importantes. Supposons également, de manière sans doute irréaliste, qu'un tel programme ne rencontre aucune résistance violente, écartant ainsi le spectre d'une contre-révolution armée qui serait conduite par des forces sociales s'opposant au socialisme. Bien entendu, nous avons conscience que nous formulons ici des hypothèses résolument optimistes qui se succèdent comme suit : un parti socialiste qui défend une vision égalitariste et radicale de la démocratie accède démocratiquement au pouvoir, dispose de ressources politiques suffisantes pour adopter et mettre en œuvre un programme sérieux de transformation socialiste, surmonte des problèmes de désinvestissement et de motivation, et évite d'être confronté à une opposition violente qui prendrait la forme d'une contre-révolution. Dans ce schéma le monde s'engage à respecter les règles du jeu politique en vigueur. Il s'agit donc d'examiner les problèmes soulevés par une stratégie de rupture dans des conditions favorables. Qu'adviendrait-il dans ce contexte du bien-être matériel d'une personne médiane ? La figure 9.2 indique trois possibilités générales qui constituent autant d'issues possibles.

L'« issue du fantasme socialiste » imagine que la rupture avec le capitalisme conduit immédiatement à une amélioration des conditions matérielles d'existence. Ou bien les perturbations économiques sont inexistantes, ou bien les gains immédiats de la redistribution permettent d'enrayer à court terme le déclin économique qui résulte de l'instabilité institutionnelle. Cette issue ne nous paraît guère réaliste, du moins si nous la transposons dans une économie capitaliste complexe et développée. Il est en effet fort peu probable que dans une économie socialiste l'amélioration des conditions matérielles d'existence des gens ordinaires s'opère instantanément.

L'« issue pessimiste » est celle que les antisocialistes prévoient fatalement. Selon eux, la perturbation des mécanismes capitalistes provoquerait un tel effondrement économique que le système serait incapable de s'en remettre, et le nouvel équilibre qui en résulterait serait en permanence moins efficace que ce qu'il aurait été si le capitalisme s'était maintenu. Selon ce point de vue, le socialisme est donc tout simplement indésirable. Le problème ne concerne pas les coûts de la transition, mais les performances économiques des deux systèmes.

FIGURE 9.1 L'ÉVOLUTION HYPOTHÉTIQUE DES INTÉRÊTS MATÉRIELS DANS LE CAPITALISME DÉVELOPPÉ



L'« issue optimiste » reconnaît que toute rupture avec le capitalisme entraînerait nécessairement des perturbations économiques importantes et par conséquent une part de sacrifice. En admettant que la rupture se produise dans un contexte démocratique et pacifique, toute transition importante vers le socialisme pourrait anéantir les mécanismes de motivation et les structures d'information qui assuraient la coordination économique du capitalisme. Les chaînes d'approvisionnement, les systèmes de distribution, l'accès au crédit, les systèmes de fixation des prix, et de nombreux autres facteurs d'intégration économique seraient profondément perturbés. Durant une certaine période, la production diminuerait et le niveau de vie subirait une baisse significative. Ces phénomènes seraient sans doute amplifiés par la fuite des capitaux et la chute des investissements qui constituent autant de réponses préventives apportées par les capitalistes face à cette situation. L'issue est néanmoins optimiste car elle prévoit la mise en place de nouveaux processus de coordination, le retour d'un système de motivation adéquat et l'institutionnalisation de nouvelles règles du jeu encadrant la production et la distribution. Dans la mesure où ces conditions seraient remplies, le niveau de vie général s'améliorerait et sa courbe croiserait celle du niveau de vie du capitalisme pour finalement la dépasser. La zone la plus sombre illustrée par la figure 9.2 constitue ce qu'on appelle le « creux transitionnel » qui se situe entre le moment de la rupture avec le capitalisme

et celui où les conditions matérielles d'existence dans une économie socialiste sont supérieures à celles qui prévalaient dans l'ordre social précédent.

Supposons désormais que l'issue optimiste soit l'évolution la plus probable. La question fondamentale est alors de connaître la profondeur du creux transitionnel. Selon la taille et la durée de ce creux, il peut ne pas être dans l'intérêt matériel de la plupart des gens de soutenir une rupture vers le socialisme, *même s'ils croient fermement que leur vie serait meilleure une fois la transition achevée*. Les intérêts doivent toujours être saisis dans un horizon temporel spécifique et, si la période de creux transitionnel se prolonge, il est peu probable que les individus concernés la perçoivent comme favorable à leurs intérêts matériels.

De plus, il est important de rappeler que, du point de vue des acteurs qui sont confrontés à une période de transition, la forme de ces courbes ne relève pas d'une observation empirique, mais d'une hypothèse sur l'avenir. L'avenir est toujours incertain et de telles prédictions reposent toujours sur des arguments théoriques très contestables. Et même si ces arguments sont bien fondés, la plupart des individus n'y croiront pas nécessairement. Durant la période de transition, qui voit la courbe décliner inéluctablement vers le bas, comme l'indique parfaitement la figure 9.3, les trajectoires empiriques des issues optimiste et pessimiste sont quasiment identiques. Dans la mesure où l'économie décline, les forces politiques opposées au socialisme insisteront sur le fait que cette évolution se poursuivra vers le bas jusqu'à la catastrophe finale, tout en plaidant en faveur d'une inversion de la transition. Bien entendu, les socialistes leur opposeront d'autres arguments selon lesquels l'économie finira par s'améliorer et ils maintiendront le *statu quo*. Mais si la période de transition est prolongée, il se peut que ce discours soit perçu comme une conception romantique de la révolution. En effet, il arrive toujours un moment, au regard de l'évolution de la courbe de cette période transitionnelle, où les prédictions pessimistes des ennemis du socialisme se vérifient. Par conséquent, la coalition politique qui soutient une transition démocratique vers le socialisme risque, au fil du temps, de s'effriter et de se diviser si cette période de transition se prolonge.

FIGURE 9.2 LA RUPTURE SOCIALISTE ET LES ÉVOLUTIONS DES INTÉRÊTS MATÉRIELS

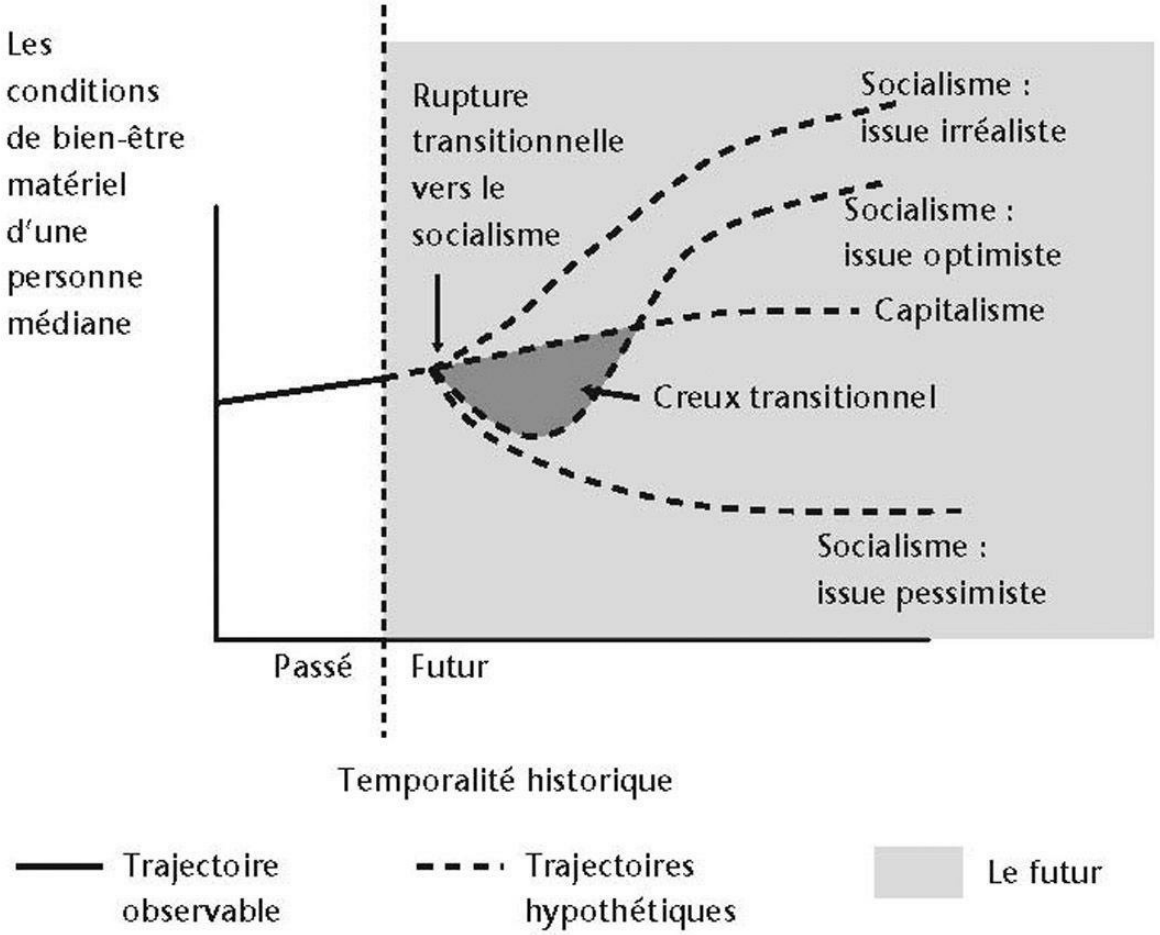
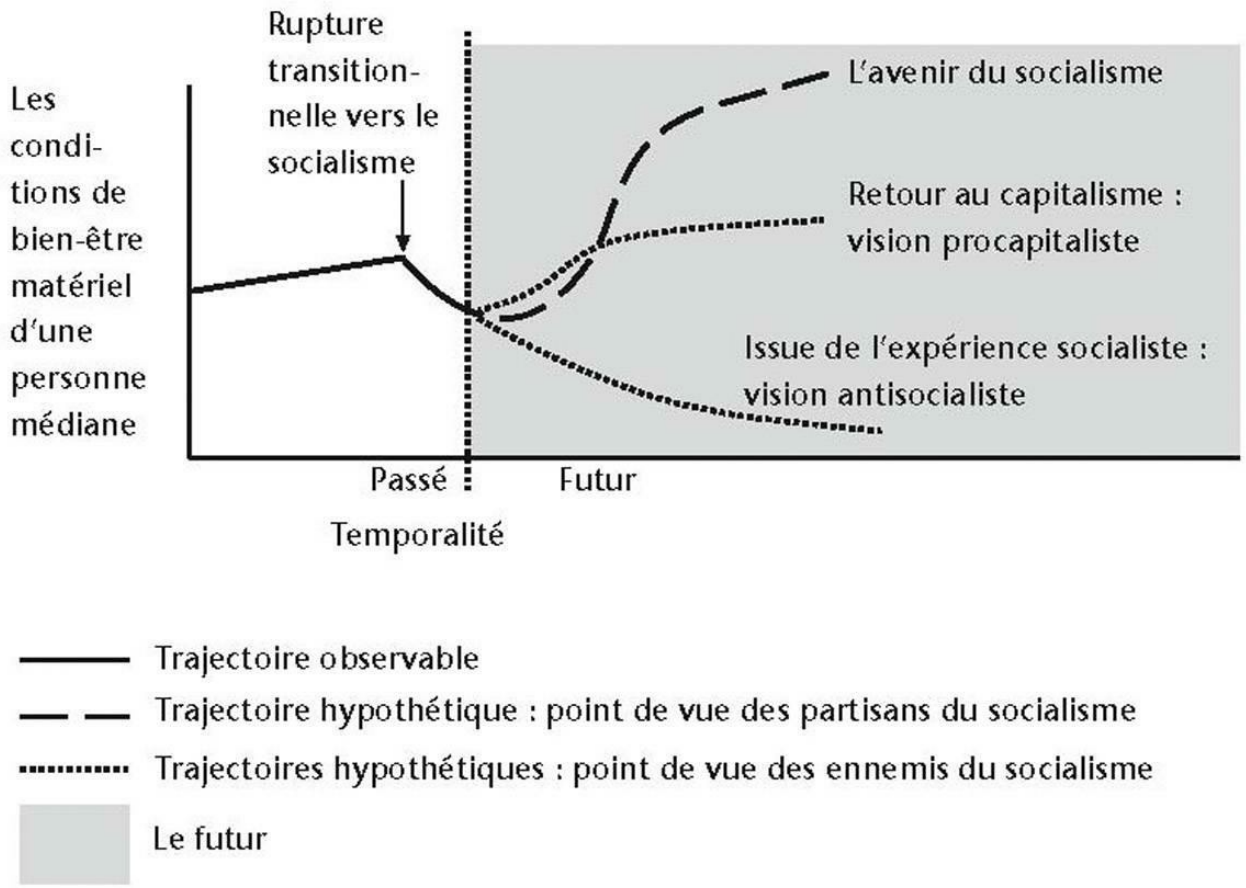


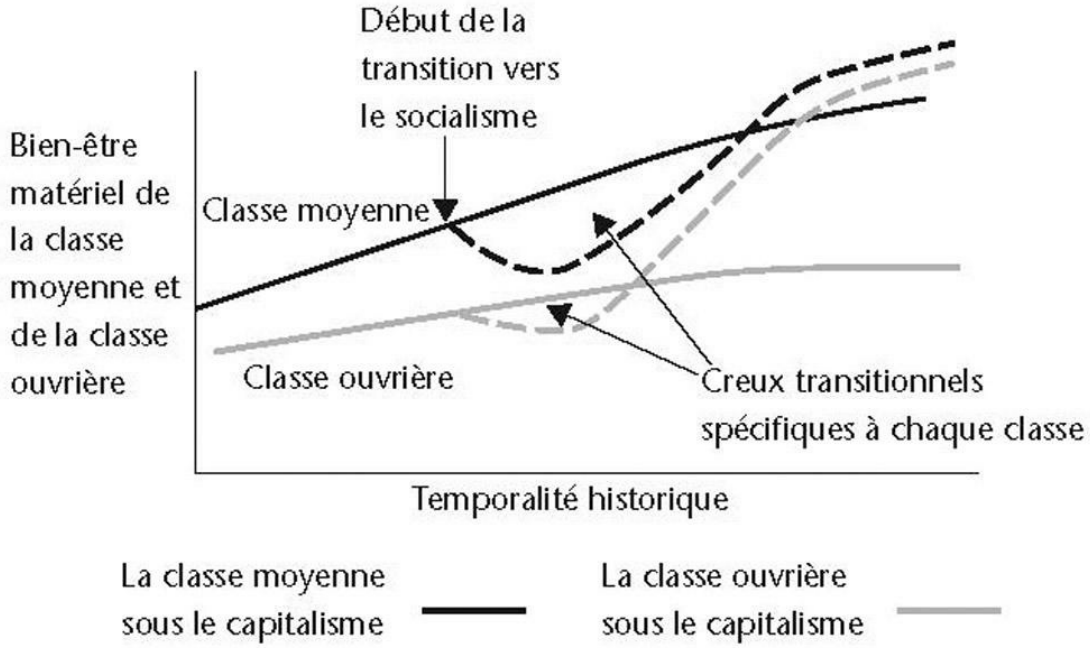
FIGURE 9.3 PROJECTIONS DANS L'AVENIR DE DIFFÉRENTS POINTS DE VUE CONCERNANT LA PHASE TRANSITIONNELLE



On peut ajouter que la situation peut encore apparaître pire si nous ne nous focalisons pas uniquement sur l'évolution des intérêts matériels d'une personne médiane. Imaginons deux catégories de personnes dont les intérêts matériels seraient largement influencés par les effets d'une transition réussie vers le socialisme. Pour les besoins de l'analyse, appelons ces deux catégories « classe ouvrière » et « classe moyenne[9] ». Dans le capitalisme, la classe moyenne a en général un niveau de vie supérieur à celui de la classe ouvrière. On peut aussi admettre que cette inégalité s'est creusée au cours du temps. La figure 9.4 illustre ainsi la réalité du creux transitionnel pour ces deux catégories de personnes lors d'une période de transition vers le socialisme. Une telle transition, qui doit s'opérer dans des conditions démocratiques, nécessite en effet le soutien d'une large coalition entre la classe moyenne et la classe ouvrière. Mais l'expérience de la transition sera probablement vécue différemment par les personnes composant cette coalition. Plus précisément, si un gouvernement socialiste s'engage sérieusement à faire avancer le principe d'égalité, la profondeur et la durée du creux transitionnel seront sans doute plus élevées pour la classe moyenne, même si sa position matérielle reste meilleure que celle des ouvriers tout au long du processus. Le prolongement de la période du creux transitionnel pourrait donc aggraver la situation en favorisant les défections des membres de la classe moyenne qui se désolidariseraient de la coalition socialiste.

Si ces arguments sont à peu près corrects, et si le creux transitionnel ressemble au schéma général exposé dans les figures 9.2 et 9.4, alors il est peu probable, *dans un contexte démocratique*, que la période de transition vers le socialisme puisse se prolonger indéfiniment. Les soutiens politiques s'étioleraient au fil du temps. Un gouvernement socialiste démocratiquement élu et qui tenterait de construire des institutions socialistes par la rupture subirait alors une défaite électorale ou bien, afin de rester au pouvoir durant cette période de transition, mobiliserait des moyens antidémocratiques. Ce virage autoritaire d'un parti politique exerçant le pouvoir délégitimerait le projet de construire des institutions sur la base d'un égalitarisme démocratique radical. Cette transition conduirait à mettre en place une forme d'étatisme autoritaire au détriment d'institutions démocratiques où prédomine le pouvoir d'agir social.

FIGURE 9.4 LES VARIATIONS DE CLASSE DANS LES TRAJECTOIRES DES INTÉRÊTS MATÉRIELS



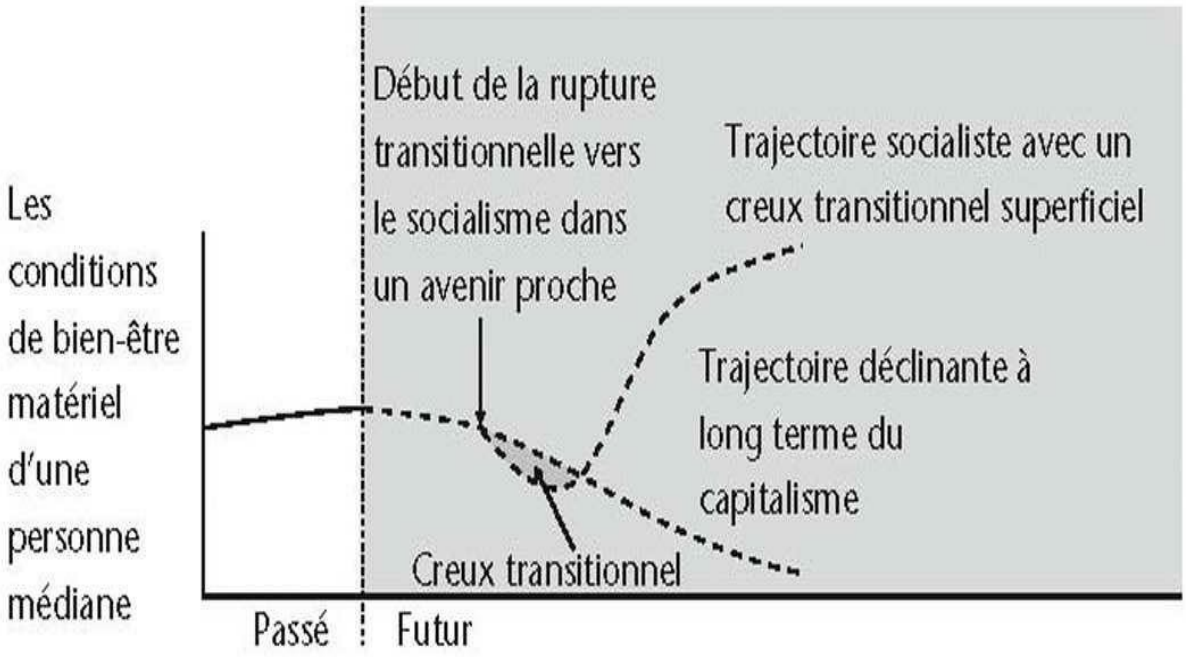
Certains socialistes révolutionnaires ont cru que ce virage autoritaire, qui se traduit par la mise en place d'un régime politique dans lequel un parti unique détient tous les pouvoirs durant une phase de transition, ne détruisait pas nécessairement la possibilité d'instaurer ultérieurement une démocratie égalitaire. L'expérience historique suggère néanmoins que cette évolution est fort peu probable : la concentration du pouvoir et l'irresponsabilité qui accompagne aussi bien la suppression de la démocratie représentative et multipartite que l'abrogation de l'état de droit produisent de nouvelles règles du jeu et des formes institutionnelles qui récompensent la cruauté, marginalisent les valeurs démocratiques, répriment la dissidence et détruisent les capacités de la société civile à agir collectivement. Autant de pratiques qui rendent irréaliste la mise en place d'un socialisme démocratique qui viendrait clore cette période de transition pour le moins délicate.

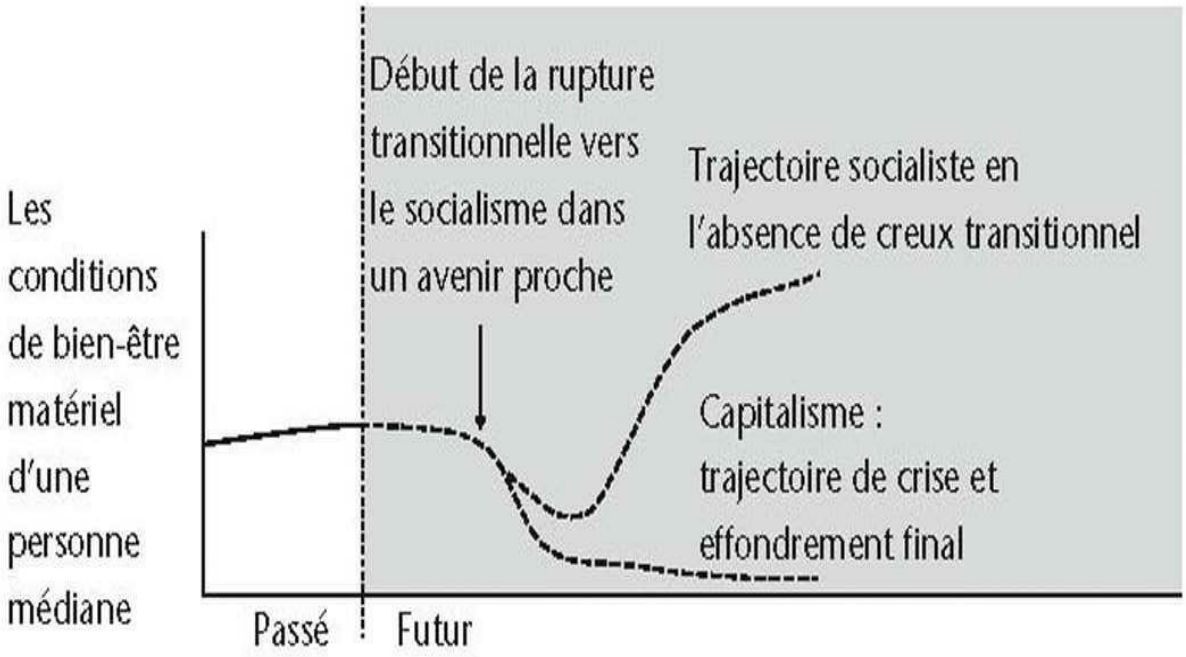
Répliques

À ce pessimisme ambiant qui condamne tout recours à une stratégie de rupture, il existe néanmoins un certain nombre de réponses possibles. Tout d'abord, et plus simplement, rien n'exclut que la période de creux transitionnel ne se prolonge pas. Alors que certaines évolutions nous paraissent irréalistes, il se peut aussi que l'issue optimiste soit trop pessimiste. Si la durée de la période de creux transitionnel était raisonnablement courte, et surtout si la reprise avait lieu assez rapidement, une coalition démocratique pourrait se maintenir au pouvoir pour poursuivre son projet de transformation.

Deuxièmement, on pourrait objecter que la projection des conditions matérielles d'existence *au sein du capitalisme* est fausse. Si le capitalisme subissait un cycle prolongé de crises endémiques, qui le conduiraient lentement vers sa propre perte, la période de transition qui découlerait d'une rupture avec les institutions capitalistes ne serait pas si mauvaise. Rappelons à ce sujet que Marx croyait en partie à cette hypothèse : à long terme, le capitalisme sape ses propres conditions d'accumulation de profit avec pour résultat une intensification des crises. Comme le montre la figure 9.5, dans la mesure où les crises s'intensifient, les creux transitionnels deviennent moins profonds car la trajectoire hypothétique du capitalisme s'incline progressivement vers le bas. Et si les crises débouchent au final sur un effondrement brutal du capitalisme, l'évolution de l'alternative socialiste emprunte alors une issue irréaliste (telle que nous l'avons exposée dans la figure 9.2) : les conditions matérielles d'existence s'améliorent immédiatement et dépassent le niveau qu'elles auraient atteint si la rupture avec le capitalisme n'avait pas été provoquée.

FIGURE 9.5 LA RUPTURE SOCIALISTE ET LES TRAJECTOIRES DES INTÉRÊTS MATÉRIELS SELON L'INTENSIFICATION DE LA CRISE CAPITALISTE À LONG TERME : DEUX HYPOTHÈSES ALTERNATIVES





Troisièmement, le désir des acteurs de s'engager en faveur d'une transition vers le socialisme ne se réduit pas seulement aux seuls intérêts matériels et peut être motivé par d'autres valeurs. Par exemple, il est possible que les valeurs de participation démocratique et de solidarité communautaire favorisent la réalisation des processus de rupture et de transition. Ainsi, si ces valeurs constituaient une source puissante et solide de motivation personnelle, le projet socialiste pourrait être soutenu durant les phases prolongées des périodes de transition.

Je pense cependant qu'aucune des réponses apportées n'est en soi convaincante. Il est possible que les perturbations qui accompagnent la transformation des relations capitalistes soient moins fortes que mes analyses le laissent supposer, mais l'expérience historique du désinvestissement massif, lorsque les menaces lancées par l'État contre le capital demeurent encore très faibles, suggère que les perturbations seraient probablement d'une gravité extrême. Il est également possible que le capitalisme entre dans un cycle de crises permanentes qui s'intensifiera à long terme et qui aura pour conséquence de réduire le niveau de vie de la plupart des individus mais, en l'absence d'une théorie solide qui viendrait confirmer l'existence de mécanismes qui produisent cette intensification, cet argument demeure purement spéculatif. Nous pouvons également admettre que la lutte pour l'émancipation humaine repose sur des motivations dont l'importance est décisive et qui ne se réduisent pas uniquement à des intérêts purement matériels, mais l'idée que ces motivations pourraient neutraliser à elles seules les effets d'un déclin économique qui accompagneraient à long terme la transformation radicale du capitalisme souffre de l'absence de preuves historiques.

Par conséquent, lorsqu'elles se déploient à grande échelle, les stratégies de rupture qui souhaitent instaurer un socialisme démocratique et égalitaire ne semblent pas adaptées au monde dans lequel nous vivons actuellement, et plus précisément aux économies capitalistes développées. En ce sens, si nous souhaitons œuvrer pour une telle transformation, nous devons examiner le problème sous un angle stratégique fondamentalement différent. La question devient donc la suivante : est-il possible au sein du capitalisme d'élargir l'espace au sein duquel le pouvoir d'agir social serait renforcé ? Et quelles sont les limites d'un tel processus ?

1. Theda Skocpol a fait remarquer dans son ouvrage influent, *States and Social Revolutions* (Cambridge, Cambridge University Press, 1979), que les révolutions ne sont pas initiées, elles se produisent. Ce qu'elle voulai dire ici, c'est que les conditions de crise qui rendent possible la prise du pouvoir de l'État ne sont pas elles-mêmes le résultat des stratégies des révolutionnaires, mais se situent à l'intersection de processus dynamiques opérant à l'insu des acteurs et de conjonctures historiques contingentes d'événements qui créent une « situation révolutionnaire ». Les partis révolutionnaires « profitent d'une structure d'opportunité » et, pour cela, ils doivent sans aucun doute être préparés, mais les stratégies de rupture ne sont réellement déployées que dans ce contexte particulier. (Ces questions furent notamment débattues lors d'une discussion portant sur les logiques de transformation par deux étudiants inscrits en doctorat à l'université Johns Hopkins, Sefika Kumral et Erden Yoruk.)

2. On dit souvent que « la fin ne peut justifier les moyens », mais si les moyens mobilisés sont totalement inoffensifs, alors seules les fins peuvent en réalité les justifier. Il se peut que certains moyens ne puissent pas être justifiés par des fins, mais dans le monde réel les moyens de lutter ont des effets secondaires indésirables sur les

témoins présents et des conséquences non intentionnelles négatives, et lorsqu'on doit décider si oui ou non les moyens sont néanmoins justifiés, la justification des fins doit être mobilisée. Dans tous les cas, si les moyens mobilisés ne peuvent pas parvenir aux fins escomptées, ils sont alors injustifiés.

3. Bien entendu, cela ne signifie pas que la coercition serait exclue d'une telle stratégie, car dès lors que le pouvoir d'État devient l'instrument d'une transformation radicale de la société, la défense de l'État dirigée contre les forces contre-révolutionnaires peut exiger une forme de coercition, notamment si la contre-révolution est elle-même violente. Mon hypothèse ici est de dire simplement que le contrôle du pouvoir étatique a été obtenu par des moyens démocratiques ordinaires plutôt que par une insurrection violente ayant conduit au renversement politique du régime en place. Autrement dit, la structure démocratique de l'État est maintenue durant la phase de rupture.

4. Voir Adam Przeworski, *Capitalism and Social Democracy*, *op. cit.* ; et Adam Przeworski et John Sprague, *Paper Stones : A History of Electoral Socialism*, *op. cit.*

5. Dans ce contexte, les « intérêts matériels » doivent être compris au sens large, car ils incluent aussi bien les loisirs et la consommation que la qualité du travail et les revenus.

6. La question ici n'est pas la question traditionnelle de l'action collective qui consiste à savoir si les personnes rejoindront volontairement ou non la lutte politique en vue de faire advenir une telle rupture, mais plutôt de déterminer sous quelles conditions les individus vont identifier une telle rupture comme étant leur intérêt. Le « problème de l'action collective » qui consiste de manière pragmatique à surmonter le dilemme du passager clandestin ne devient pertinent que si les individus croient en réalité qu'ils toucheraient les bénéfices de cette action.

7. Il est important de noter ici que même, dans une période de stagnation prolongée du salaire moyen, le niveau de vie de la plupart des individus a encore tendance à augmenter au fil du temps en raison de ce critère positif associé à l'âge. Alors que, dans le dernier quart du XXe siècle, le montant du revenu moyen aux États-Unis a stagné, le revenu moyen perçu par les personnes a pour sa part augmenté au cours de leur carrière professionnelle.

8. Je mets l'accent ici sur la « personne médiane », dans la mesure où la transition vers le socialisme doit être soutenue électoralement par la majorité de la population dans un contexte démocratique.

9. J'utilise ici le terme de « classe moyenne » au sens large. La question est en effet de distinguer, au sein de la coalition des individus dont les conditions d'existence seraient améliorées par le socialisme (et qui pourraient donc potentiellement soutenir ses objectifs sur la base de leurs intérêts matériels), ceux qui sont relativement avantagés par le capitalisme de ceux qui ne le sont pas. La définition précise de la classe moyenne et de la classe ouvrière est secondaire par rapport à cette distinction spécifique. Si l'on préfère adopter un concept plus souple de la classe ouvrière, la question serait alors reformulée. Il s'agirait alors de distinguer au sein d'une coalition les segments relativement favorisés de la classe ouvrière de ceux qui sont relativement défavorisés.

CHAPITRE 10

La transformation interstitielle

Si on estime que les stratégies de rupture visant à transformer le capitalisme dans son ensemble ne constituent plus une option historique envisageable, alors la seule véritable alternative est une stratégie qui envisage la transformation comme un processus de métamorphose dans lequel de petites transformations successives produisent, en s'additionnant, un changement qualitatif au sein même du système social. Cela ne signifie pas que la transformation soit en elle-même un processus pacifié et serein qui transcende des intérêts antagoniques. Bien au contraire : tout projet d'émancipation sociale fondé sur les idéaux de démocratie et d'égalité doit défier l'exploitation et la domination afin de rompre avec les inégalités et les privilèges. Par conséquent, une transformation émancipatrice provoquera des luttes et des affrontements avec les classes et les élites dominantes. En pratique, nous verrons qu'une telle transformation contient un certain nombre d'éléments stratégiques qui s'inspirent du modèle précédemment exposé : l'histoire de l'avenir, si elle prétend devenir une histoire de l'émancipation sociale, sera une histoire qui regorge de victoires et de défaites, de gagnants et de perdants. Elle ne sera pas simplement l'histoire des compromis de classe et de la coopération entre des intérêts divergents. Les chapitres de ce récit historique seront consacrés aux innovations institutionnelles qui devront surmonter l'opposition, en partie réfractaire et destructrice, de ceux dont les intérêts sont menacés par l'égalitarisme démocratique. Invoquer la transformation ne revient donc pas à renoncer à la lutte, mais à considérer ses objectifs et ses effets stratégiques d'une manière particulière : non pas comme une forte discontinuité qui affecterait les centres décisionnels du capitalisme, mais comme une mutation progressive des structures sous-jacentes d'un système social et de ses mécanismes de reproduction, mutation qui transforme progressivement le système dans son ensemble[1].

En ce sens, il existe deux grandes approches : la transformation interstitielle et la transformation symbiotique. Ces deux approches se distinguent principalement par le rapport qu'elles entretiennent à l'État. Elles envisagent le changement comme un processus qui élargit progressivement des espaces sociaux autonomisés, mais elles diffèrent sur les moyens mobilisés puisque les stratégies interstitielles évitent l'État, tandis que les stratégies symbiotiques tentent de l'utiliser systématiquement pour parvenir à leurs fins. Il ne s'agit pas de les voir nécessairement comme des stratégies antagonistes – dans de nombreux cas, elles se complètent mutuellement et peuvent même dépendre l'une de l'autre. Néanmoins, de nombreux partisans des stratégies interstitielles ont été historiquement très méfiants vis-à-vis de l'État, et inversement,

de nombreux partisans des stratégies symbiotiques ont méprisé les approches interstitielles.

Dans ce chapitre, nous souhaitons précisément examiner la logique des stratégies interstitielles. Pour ce faire, nous allons commencer par distinguer les *stratégies* interstitielles des *processus* interstitiels. Une fois ce préalable posé, nous procéderons à une analyse des différents types de stratégies interstitielles afin de mieux en cerner la logique émancipatrice. Enfin, nous conclurons par une discussion sur les limites de ces stratégies de transformation.

Qu'est-ce qu'une stratégie interstitielle ?

Au sein de la théorie sociale, l'adjectif « interstitiel » est utilisé pour décrire différents types de processus qui se produisent dans les espaces et les fissures d'une structure sociale dominante de pouvoir[2]. On parle alors des interstices d'une organisation, d'une société ou même du capitalisme mondial. L'hypothèse sous-jacente est que l'unité sociale en question peut être comprise comme un système dans lequel une structure de pouvoir dominante, ou une logique dominante qui organise le système, est présente, mais que le système n'est pas suffisamment cohérent et intégré pour que ces rapports de pouvoir dominants gouvernent toutes les activités qui sont susceptibles de s'y produire. Même les systèmes dits « totalitaires », dans lesquels le pouvoir central contrôle toutes les sphères de la vie sociale, sont traversés par des espaces relativement autonomes que les individus préfèrent investir au lieu de suivre les exigences dictées par la logique du système. Encore faut-il préciser que de telles pratiques interstitielles ne sont pas nécessairement subversives ou ne vont pas fatalement détruire la logique dominante du système, mais tout simplement qu'elles ne sont pas directement gouvernées ou contrôlées par les rapports de pouvoir dominants et leurs principes d'organisation sociale[3].

Les processus interstitiels jouent souvent un rôle central lorsqu'il s'agit d'élaborer des modèles de changement social de grande ampleur. Par exemple, on dit souvent que le capitalisme est né et s'est développé dans les interstices de la société féodale. Les sociétés féodales se caractérisaient en effet par une structure dominante de rapports de classes et de pouvoirs composée de nobles issus de plusieurs rangs qui contrôlaient une grande partie de la terre et les principales ressources militaires. Les paysans, qui bénéficiaient d'un statut juridique différent, assuraient le travail agricole et produisaient un excédent qui était extorqué par la classe féodale dominante par l'intermédiaire de mécanismes coercitifs. Les relations marchandes se sont davantage développées dans les villes, qui ont en partie échappé aux mécanismes d'intégration féodaux et qui ont créé au fil du temps un contexte favorable à l'émergence et à la diffusion de rapports et de pratiques protocapitalistes. Finalement, il nous importe peu de savoir si la transformation du féodalisme est le résultat de la dynamique de la guerre et de l'État, des contradictions générées par le processus d'extraction de la plus-value féodale, des effets corrosifs des marchés, d'un éventuel défi posé par les capitalistes émergents ou d'une combinaison de ces processus. L'essentiel est en effet de comprendre que le développement du capitalisme dans les interstices des sociétés féodales constitue un chapitre important de notre histoire.

Bien que les *processus* et les *activités* interstitiels exercent manifestement une fonction essentielle dans le changement social, il est plus difficile de soutenir que les stratégies interstitielles provoquent une réelle transformation sociale. Au sein de la société féodale, les artisans urbains et les commerçants, dont les activités interstitielles ont produit de nouvelles formes de relations, ne projetaient pas de détruire les rapports de classes féodaux et de construire un nouveau type de société.

Ils étaient simplement engagés dans des activités lucratives et s'adaptaient aux opportunités que la société féodale leur offrait. Les lentes transformations du féodalisme ont résulté essentiellement des effets non intentionnels de leurs activités, et non d'une stratégie consciente proprement dite. En revanche, une stratégie interstitielle déploie délibérément des activités interstitielles en vue de transformer le système dans son ensemble.

Dans les sociétés capitalistes contemporaines, les fondations d'une stratégie interstitielle pourraient provenir des nombreuses activités interstitielles que nous avons relevées dans les précédents chapitres : les coopératives de producteurs et de consommateurs, les refuges pour femmes battues, les conseils d'ouvriers, les communes autogérées, les services locaux issus de l'économie sociale, les conseils de l'environnement composés de citoyens, les fiducies foncières autogérées, les organisations transnationales issues du commerce équitable, et bien d'autres encore. Tous les exemples cités sont des formes conscientes d'organisation sociale qui se démarquent clairement des structures dominantes et inégalitaires de pouvoir. Certaines de ces activités s'inscrivent en effet dans une vision globale qui milite pour la reconstruction de la société dans son ensemble ; d'autres ont des objectifs plus modestes et souhaitent limiter leur action à des secteurs spécifiques de la vie sociale. Certaines sont adossées à une théorie générale de la transformation sociale ; d'autres sont perçues comme des réponses pragmatiques à des problèmes sociaux particuliers. Néanmoins, ces activités interstitielles partagent la conviction de construire des institutions alternatives et de favoriser délibérément la création de rapports sociaux qui incarnent les idéaux d'émancipation. Elles sont surtout le résultat d'une action directe qui échappe à la sphère d'influence de l'État.

Cette vision d'une transformation interstitielle du capitalisme constitue un long et respectable chapitre dans l'histoire de la pensée anticapitaliste qui remonte à la tradition anarchiste du XIXe siècle et continue aujourd'hui d'influencer les différents courants anarchistes et « autonomes » (*autonomist*)[4]. Bien qu'il n'existe aucune raison intrinsèque de réduire les stratégies interstitielles à la vision particulière qu'en donne la tradition anarchiste, il faut néanmoins reconnaître l'existence d'une affinité évidente entre la conception anarchiste d'une société sans État et l'idée de stratégies interstitielles qui se développent en grande partie hors de l'État. Le préambule de la Constitution de l'Industrial Workers of the World, l'influent mouvement anarcho-syndicaliste nord-américain du début du XXe siècle, proclame en effet : « En nous organisant dans l'industrie, nous formons la structure d'une nouvelle société dans la coquille de l'ancienne[5]. » Un demi-siècle plus tard, Colin Ward, le célèbre auteur anarchiste britannique, décrit en ces termes l'idée fondamentale d'une stratégie anarchiste :

> Loin d'être une vision spéculative d'une société future, [l'anarchie] est une description d'un mode d'organisation humaine, enraciné dans l'expérience de la vie quotidienne, qui fonctionne à côté de et en dépit des tendances autoritaires dominantes de notre société. [Les] alternatives anarchistes sont déjà là, dans les

interstices des structures dominantes du pouvoir. Si vous voulez construire une société libre, les pièces sont toutes à portée de main[6].

Au début du XXIe siècle, lorsque des militants participant au Forum social mondial proclament qu'« un autre monde est possible », ils se réfèrent en grande partie à des initiatives locales d'inspiration anarchiste visant à créer des coopératives de production et de consommation, des réseaux de commerce équitable, des campagnes visant à faire respecter un code du travail transnational, et d'autres institutions qui incarnent directement le monde alternatif qu'ils désirent voir se répandre ici et maintenant.

Comme nous l'avons déjà noté, de nombreux socialistes, notamment ceux qui sont liés à la tradition marxiste, émettent les plus grandes réserves face à ces projets. Dans ses grandes lignes, l'argument avancé est le suivant : bien que ces institutions alternatives et les efforts qui les sous-tendent incarnent les valeurs souhaitées et préfigurent des formes émancipées de rapports sociaux, elles ne remettent pas sérieusement en cause les rapports de pouvoir et de domination. Précisément parce qu'elles sont « interstitielles », ces alternatives ne peuvent investir que les espaces « autorisés » par le capitalisme. Elles peuvent même le renforcer en canalisant les mécontentements et en entretenant l'illusion qu'il suffirait de vivre à l'écart des institutions dominantes dans le cadre d'un espace alternatif pour surmonter un sentiment d'insatisfaction. En fin de compte, les replis interstitiels désinvestissent la lutte politique en vue d'une transformation sociale radicale et ne constituent pas une stratégie viable pour parvenir à une telle fin. Au mieux, les alternatives interstitielles peuvent modestement contribuer à améliorer le quotidien de certaines personnes ; au pire, elles détournent les forces politiques d'un projet global d'émancipation.

Ce diagnostic négatif s'applique certainement à certains cas concrets. Les communautés hippies des années 1960 ont été traversées par des aspirations utopiques et la croyance ésotérique selon laquelle elles faisaient partie de l'« aube de l'ère du Verseau », mais leur mode de fonctionnement concret s'apparentait davantage à une fuite hors des réalités de la société capitaliste qu'au point nodal d'une transformation radicale. Autre exemple, les coopératives d'alimentation biologique, bien que ne fuyant pas la réalité capitaliste, sont néanmoins contraintes d'occuper de petits espaces et s'adressent souvent à un public assez riche qui peut se permettre d'« orienter » ses préférences vers un mode de vie en décalage. Il va de soi que les coopératives d'alimentation biologique peuvent incarner certains idéaux progressistes, mais elles ne constituent pas une menace sérieuse pour le système.

Néanmoins, les jugements négatifs émis sur les stratégies interstitielles sont parfois abusifs. Ils laissent sous-entendre qu'il y aurait une autre stratégie qui « menacerait sérieusement le système » et qu'elle serait compromise par ces expériences interstitielles. Mais, dans les conditions historiques actuelles, il semble acquis qu'aucune stratégie crédible ne soit en mesure de menacer frontalement le système ; plus personne ne croit qu'il suffirait d'adopter une telle stratégie pour produire dans un futur proche des effets réellement menaçants pour le capitalisme. En

effet, vivre dans un système capitaliste hégémonique signifie que les structures fondamentales du capitalisme sont suffisamment sécurisées et flexibles pour écarter toute stratégie possible qui les menacerait immédiatement. Mais la question stratégique consiste surtout à imaginer les choses que nous pouvons accomplir ici et maintenant et qui ont une réelle chance d'ouvrir le champ des possibles dans un futur contingent. Bien entendu, les stratégies interstitielles peuvent conduire à des impasses et être en permanence contenues dans des espaces étroits. Mais il est également possible qu'elles puissent jouer dans certaines circonstances un rôle positif dans un processus d'émancipation sociale à long terme.

Ce point étant vu, la question devient alors la suivante : quel est le modèle de transformation sociale sous-jacent dans lequel les activités interstitielles seraient intégrées dans une stratégie globale qui renforcerait un pouvoir d'agir social émancipateur ? Quelle est la théorie implicite qui permettrait d'affirmer que ces activités peuvent en s'additionnant transformer la société dans son ensemble ? Les auteurs issus de la tradition anarchiste ont consacré peu d'attention à ce problème. Les écrits anarchistes préfèrent très souvent critiquer les structures existantes du pouvoir capitaliste et défendre la conception d'une alternative coopérativiste et fédérative qui s'émanciperait de la domination coercitive de l'État. C'est pourquoi il existe peu de textes théoriques qui pensent réellement la manière, pour reprendre la célèbre formule de l'IWW, de « construire la nouvelle société dans la coquille de l'ancienne » et qui montrent comment une telle stratégie pourrait conduire à une transformation systémique.

Comment les stratégies interstitielles peuvent contribuer à une transformation sociale émancipatrice

On peut commencer par rappeler que la plupart des exemples mentionnés dans le chapitre 7 sont substantiellement le résultat de stratégies interstitielles. Wikipédia est le résultat d'un projet collectif dans lequel des individus sont parvenus à construire une forme alternative et non capitaliste de production de la connaissance au sein de cet espace interstitiel extraordinaire qu'est Internet. La plupart des projets issus de l'économie sociale sont le fruit de stratégies interstitielles, même si, comme au Québec, certains d'entre eux reçoivent des subventions publiques importantes. Les coopératives de travailleurs autogérées représentent la quintessence même de l'organisation interstitielle et se situent au cœur des stratégies anarchistes classiques. Nous pourrions compléter cette liste non exhaustive par de nombreux autres exemples empiriques : les stratégies fondées sur Internet qui transgressent les droits de propriété intellectuelle capitaliste (par exemple les sites de partage musical comme Napster) ; les logiciels *open source* ; les réseaux de commerce équitable qui permettent de relier les coopératives de producteurs implantées dans les pays pauvres avec les consommateurs des pays riches ; la création de normes de travail et environnementales transnationales par l'intermédiaire de projets de contrôle et de certification. La plupart des acteurs concernés situent leur engagement dans un cadre plus général qui correspond à une stratégie de changement social et ne s'engagent pas seulement dans cette voie pour des raisons morales (le désir d'agir « au nom du Bien ») ou des motivations personnelles (le désir d'un mode de vie alternatif). Désormais, la question est donc de savoir comment ces activités interstitielles pourraient émanciper en la transformant la société dans son ensemble, et quelle est la logique sous-jacente qui pourrait faire en sorte que ces activités contribuent en s'additionnant à esquisser les contours d'un autre monde.

Selon nous, les stratégies interstitielles pointent de deux manières vers un horizon postcapitaliste : d'abord, altérer les conditions d'une éventuelle rupture et, ensuite, en transformant, en élargissant progressivement le cadre et la portée effective de leurs opérations, de telle sorte que les contraintes capitalistes cessent de s'imposer trop brutalement. Il s'agit donc de deux visions stratégiques différentes, que j'appellerai respectivement anarcho-révolutionnaire et anarcho-évolutionnaire, non pas parce que seuls les anarchistes défendent ces deux points de vue, mais parce que l'idée de mettre de côté l'État comme instrument d'émancipation sociale relève de la tradition anarchiste.

Ouvrir la voie de la rupture

Les anarchistes du XIXe siècle et les socialistes révolutionnaires d'inspiration marxiste partageaient la conviction qu'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme était nécessaire. Leur divergence portait néanmoins sur les modes de transformation à mettre en œuvre au sein du capitalisme pour provoquer une rupture révolutionnaire qui ouvrirait la possibilité d'une véritable alternative émancipatrice. Pour Marx, et plus tard pour Lénine, la lutte prioritaire consistait à unifier politiquement la classe ouvrière afin de s'emparer avec succès du pouvoir étatique dont l'exercice est la condition nécessaire pour renverser le capitalisme. L'entreprise politique qui visait à reconstruire un environnement social fondé sur un nouveau mode de vie et des nouvelles formes d'interaction sociale et de réciprocité était donc reportée ultérieurement et correspondait à une phase « postrévolutionnaire[7] ».

À l'inverse, pour les anarchistes révolutionnaires, les avancées significatives de cette reconstruction sociale au sein du capitalisme constituent une condition d'émancipation nécessaire pour rompre durablement avec le capitalisme. Martin Buber analyse ainsi le point de vue de Proudhon sur la révolution en ces termes :

> [Proudhon] a deviné la tragédie des révolutions et a commencé à éprouver ce sentiment de plus en plus profondément au cours d'expériences décevantes. Leur tragédie provient du fait qu'à la lumière de leur objectif *positif* elles seront toujours entraînées dans l'exact opposé de ce que les révolutionnaires les plus honnêtes et passionnés espèrent, à moins qu'une réforme sociale profonde ait réussi à prendre forme *avant* la révolution afin que l'action révolutionnaire n'ait à peine besoin d'élargir l'espace pour être en mesure de se développer librement[8].

Et Buber d'ajouter, si nous souhaitons voir advenir une révolution qui aboutirait à un mode de vie profondément égalitaire, démocratique et participatif :

> Le fait le plus important est que, dans la sphère sociale, par opposition à celle de la politique, la révolution n'est pas tant une création qu'une force d'appui dont la fonction est de libérer et d'authentifier – par exemple, qu'elle ne peut seulement améliorer, libérer et reconnaître légitimement que quelque chose qui a déjà été annoncé au sein de la société prérévolutionnaire ; qu'en ce qui concerne l'évolution sociale, l'heure de la révolution n'est pas une heure de procréation, mais une heure de naissance –, assumant qu'il y ait eu procréation bien avant[9].

Dans cette vision stratégique, une rupture avec le capitalisme est donc nécessaire, mais elle nécessite au préalable, si elle veut réussir, un profond processus de transformation interstitiel.

Selon moi, nous pouvons mobiliser quatre arguments différents qui sont

implicitement en jeu dans cette transformation sociale prérévolutionnaire. Ces arguments sont par ailleurs représentés dans la figure 10.1 qui constitue une version modifiée des diagrammes représentant le creux transitionnel que nous avons exposés dans le chapitre précédent.

En premier lieu, les auteurs qui défendent la nécessité d'une transformation interstitielle au sein du capitalisme affirment qu'une telle stratégie peut promouvoir les vertus d'une société postcapitaliste. Ainsi, les gens ordinaires verraient leurs conditions de vie s'améliorer au sein du capitalisme par une telle transformation. Dans la phase I de la figure 10.1, on peut en effet voir que les transformations interstitielles du capitalisme améliorent les conditions d'existence d'une personne médiane par rapport à une situation dans laquelle le capitalisme ne subirait aucune transformation[10].

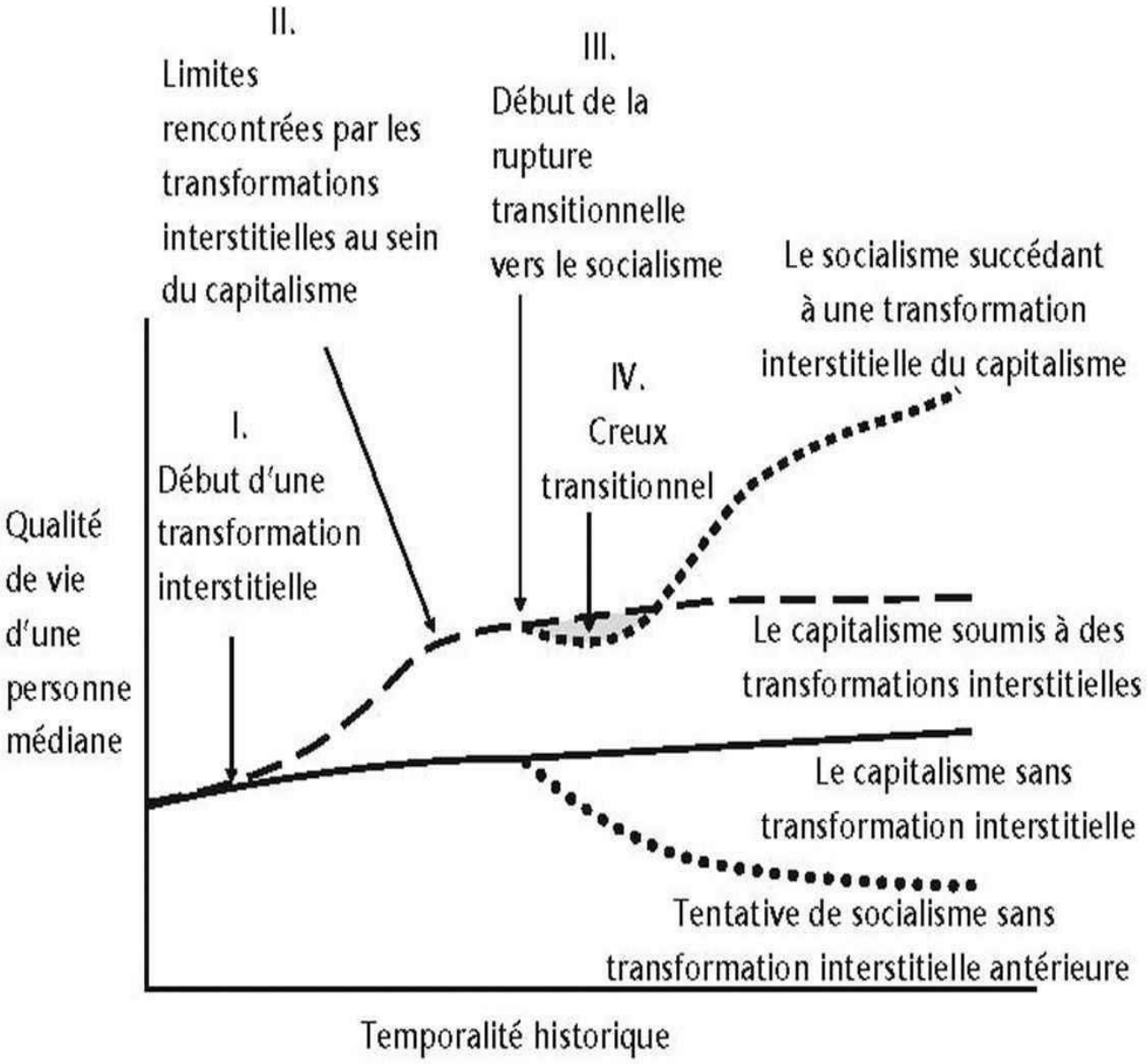
Deuxièmement, selon la stratégie révolutionnaire anarchiste, les transformations interstitielles au sein du capitalisme se heurtent jusqu'à un certain point à des limites contraignantes (la phase II représentée dans la figure). En fin de compte, le capitalisme bloque la réalisation des potentialités d'émancipation et entrave l'autonomie sociale. Une rupture avec le capitalisme (phase III) devient alors nécessaire pour briser ces limites et actualiser ces potentialités.

Troisièmement, si le capitalisme a déjà subi une transformation interne significative impulsée par un renforcement du pouvoir d'agir social, le creux transitionnel sera peu profond et la période de transition aura une durée relativement courte (phase IV). Les transformations interstitielles qui ont réussi à s'implanter au sein du capitalisme rendent la vie économique moins dépendante des entreprises et des marchés capitalistes : les coopératives de travailleurs et de consommateurs se sont largement développées et jouent un rôle déterminant dans l'économie ; l'économie sociale répond dans une large mesure aux besoins fondamentaux ; les associations collectives sont investies socialement dans les processus de réglementation ; et les rapports de pouvoir au sein des entreprises capitalistes ont été profondément transformés. Prises ensemble, ces transformations sont la preuve que les perturbations économiques liées à la rupture avec le capitalisme causeront moins de dommages qu'en l'absence de tels changements. De plus, ces transformations interstitielles qui précèdent la rupture sont des exemplifications concrètes qui impactent aussi bien la vie des travailleurs que celle de bénéficiaires potentiels. Elles démontrent également la viabilité des alternatives au capitalisme dans lesquelles les conditions d'existence sont meilleures. Tout ceci contribue donc à la formation d'une volonté politique favorable à une rupture avec le capitalisme, dès lors que sont repoussées les limites quasi sacrées du capitalisme[11]. Le creux transitionnel illustré dans la figure 10.1 est donc beaucoup moins profond qu'il ne le serait autrement.

Enfin, le renforcement démocratique et égalitaire du pouvoir d'agir social ne peut perdurer, notamment dans sa phase postrévolutionnaire, que si des transformations interstitielles se sont produites avant la rupture. En l'absence d'un tel renforcement antérieur au processus révolutionnaire, la rupture avec le capitalisme déclenchera

des forces centralisatrices et autoritaires susceptibles de consolider la répression d'État. Même les socialistes les mieux intentionnés, face aux contradictions qu'ils doivent affronter, seront alors forcés de construire une société différente de leur projet initial. Le résultat conduira à une dégradation générale des conditions d'existence, dont le niveau se situerait en deçà de celui du capitalisme si ce dernier avait été maintenu.

FIGURE 10.1 LES TRANSFORMATIONS INTERSTITIELLES PRÉPARANT LA VOIE POUR LA RUPTURE



Le capitalisme sans transformation interstitielle

Le capitalisme soumis à des transformations interstitielles

Le socialisme succédant à une transformation interstitielle du capitalisme

Tentative de socialisme sans transformation interstitielle antérieure

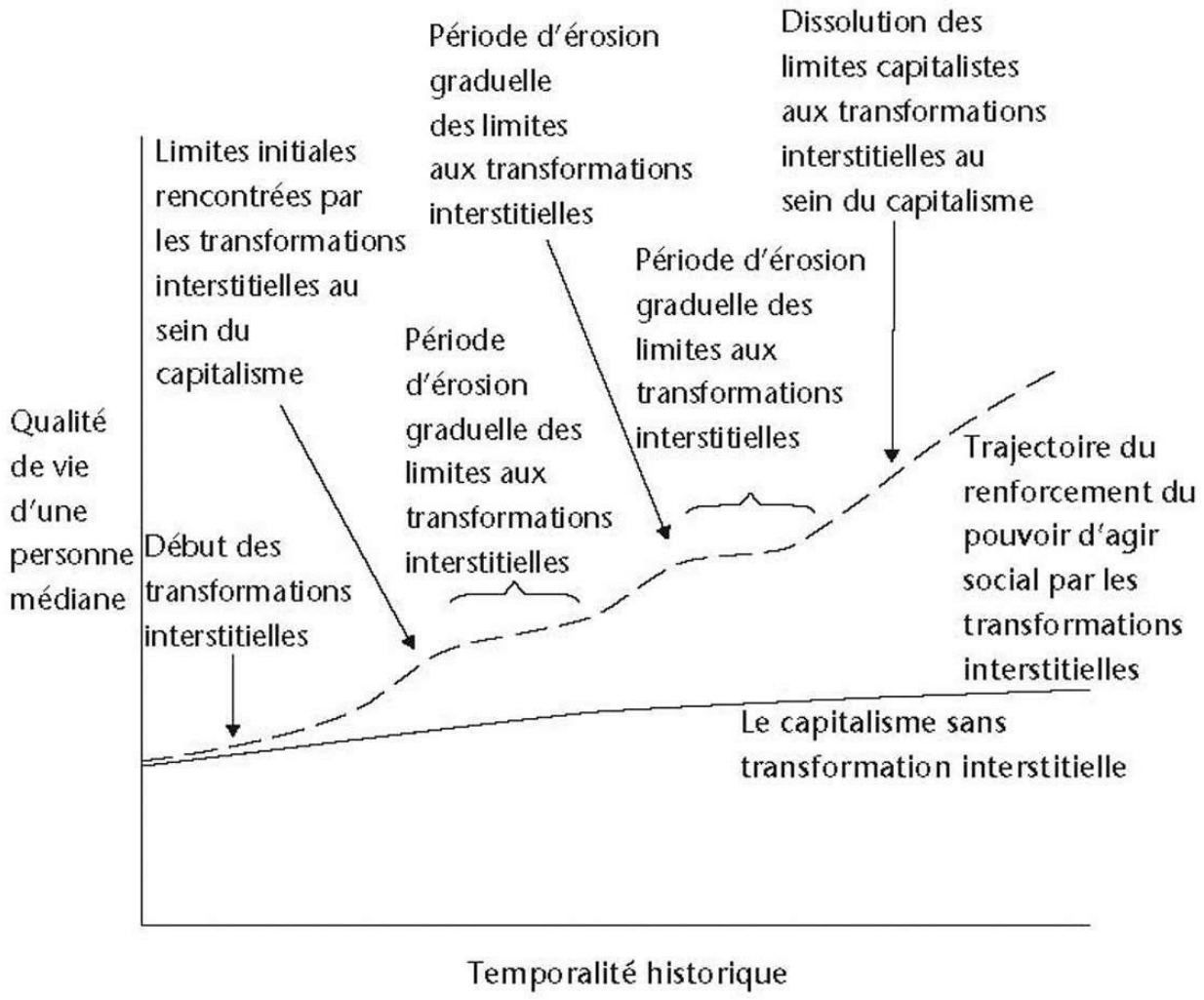
Éroder les limites contraignantes du capitalisme

Le scénario stratégique proposé dans la figure 10.1 suppose que le capitalisme impose au final des limites indépassables auxquelles se heurterait toute possibilité de transformation émancipatrice. Le scénario anarchiste évolutionnaire, qui mise sur un renforcement du pouvoir d'agir social par une transformation interstitielle de la société capitaliste, minimise cette hypothèse. L'idée de base, comme l'illustre précisément la figure 10.2, est en effet la suivante : les structures et les rapports capitalistes imposent des limites à une transformation sociale émancipatrice qui serait impulsée par des stratégies interstitielles, mais ces limites peuvent elles-mêmes être érodées au fil du temps par des stratégies interstitielles adéquates. Par conséquent, ces changements seront marqués par des périodes durant lesquelles certaines possibilités se heurteront à des limites infranchissables, et la transformation sera fortement entravée. Durant ces périodes, de nouvelles stratégies interstitielles doivent alors être conçues. Selon les moments historiques, différentes stratégies interstitielles peuvent en effet exercer une fonction critique. Des stratégies visant à construire des coopératives de travailleurs peuvent ainsi être plus efficaces durant certaines périodes, tandis que le développement de l'économie sociale ou l'invention de nouveaux dispositifs associatifs cherchant à contrôler des investissements (par exemple, des fonds de capital-risque contrôlés par des syndicats) peuvent prendre le relais à d'autres moments. L'idée importante est de comprendre que les « limites » relèvent tout simplement de configurations institutionnelles spécifiques. C'est pourquoi les stratégies interstitielles ont la capacité de créer des institutions alternatives qui affaiblissent ces limites. Alors même qu'un scénario anarchiste révolutionnaire estime que certaines limites ne peuvent être surmontées à l'intérieur du système, le modèle évolutionnaire de l'anarchisme juge au contraire que les contraintes existantes peuvent être affaiblies à tel point qu'une accélération du processus de transformation interstitielle peut s'enclencher jusqu'à rencontrer de nouvelles limites. Il s'agirait donc d'une sorte de cycle d'extension du pouvoir d'agir social et de stagnation à mesure que les limites seraient atteintes puis érodées. Au final, si ce processus pouvait être maintenu, le capitalisme serait suffisamment modifié et le pouvoir capitaliste ébranlé pour que le renforcement du pouvoir d'agir social puisse se poursuivre[12]. En effet, le processus d'hybridation du système capitaliste engendré par les stratégies interstitielles aurait alors atteint un point de non-retour à partir duquel la logique qui gouverne l'intégralité du système aurait changé, amplifiant continuellement les possibilités de renforcer le pouvoir d'agir social.

Bien entendu, la trajectoire illustrée dans la figure 10.2 est très simplifiée. Même les visions les plus optimistes admettent qu'il peut y avoir des périodes de régression et de blocage assez étendues. Et dans certaines circonstances historiques contingentes, des stratégies interstitielles peuvent être annihilées, par exemple lors de l'avènement d'un gouvernement autoritaire qui réprimerait l'espace politique permettant de développer ces stratégies. Face à cette situation, les stratégies de

rupture peuvent être nécessaires, non pas pour transformer directement le capitalisme, mais pour libérer des processus interstitiels qui seraient bloqués par un État autoritaire. Cependant, l'idée principale demeure : rien dans les structures prétendument naturelles du capitalisme ne pourrait empêcher des stratégies interstitielles de produire des effets transformateurs. Dans un monde dominé par le capitalisme, une émancipation sociale fondée sur une logique interstitielle est donc possible[13].

FIGURE 10.2 LES TRANSFORMATIONS INTERSTITIELLES ÉRODANT LES LIMITES DU CAPITALISME



Les stratégies interstitielles et l'État

Les stratégies interstitielles peuvent renforcer et étendre le pouvoir d'agir social tout en améliorant les conditions d'existence des individus sans que ces stratégies épousent préalablement une vision révolutionnaire globale. Les stratégies interstitielles peuvent en effet créer des espaces élargis pour développer des rapports économiques non mercantiles et non capitalistes, mais il semble peu probable que de tels espaces puissent préserver la plupart des individus, rompre leur dépendance vis-à-vis de l'économie capitaliste, affaiblir suffisamment le pouvoir de la classe capitaliste et libérer l'activité économique de l'accumulation du capital afin de réduire la période de transition vers le socialisme. Autrement dit, même si les stratégies interstitielles peuvent incontestablement renforcer le pouvoir d'agir social, elles peuvent difficilement, à elles seules, éroder le pouvoir structurel du capitalisme afin de dissoudre les obstacles auxquelles se heurte tout processus d'émancipation sociale.

Le problème fondamental qui traverse ces deux options provient ainsi de leur positionnement stratégique par rapport à l'État. La tradition anarchiste estime que la société civile et l'économie sont des systèmes minimalement intégrés qui favorisent tout un éventail d'actions directes pour créer de nouvelles formes de relations et de pratiques sociales. En revanche, les anarchistes perçoivent l'État comme une institution monolithique et intégrée, sans failles décisives et dotée de potentialités d'émancipation marginales. Pour les anarchistes révolutionnaires, l'État est en réalité l'institution qui commande la nécessité d'une rupture finale : le pouvoir répressif de l'État limite le renforcement du pouvoir d'agir social. En l'absence d'un pouvoir étatique, la destruction du pouvoir capitaliste par le biais d'une transformation interstitielle pourrait se développer selon le scénario décrit par les anarchistes révolutionnaires.

Mais selon moi, il ne s'agit pas d'une compréhension suffisante de l'État en général et de l'État dans les sociétés capitalistes en particulier. L'État n'est pas davantage que l'économie ou la société civile une structure de pouvoir unitaire et complètement intégrée. Et bien que l'État puisse s'adosser à une « configuration historique particulière », dont la fonction est essentielle dans la reproduction des rapports capitalistes, l'État capitaliste n'incarne pas *exclusivement* la logique fonctionnelle qui gouverne le capitalisme. L'État contient en effet un certain nombre d'appareils hétérogènes, inégalement intégrés dans un ensemble librement combiné dans lequel des intérêts et des idéologies interagissent. C'est aussi bien une arène de combats dans laquelle des forces s'affrontent qu'un lieu de compromis de classe et de domination. En résumé, l'État ne doit pas se réduire aux seuls mécanismes de la reproduction sociale mais intégrer leurs défaillances et leurs contradictions.

Nous pouvons donc conclure provisoirement que les luttes menées au nom d'une transformation émancipatrice ne doivent pas ignorer l'État ou bien le détruire. D'une façon ou d'une autre, un processus d'émancipation sociale doit impliquer l'État. Il s'agit là de l'idée centrale défendue par une transformation symbiotique du

capitalisme que nous allons désormais explorer.

1. Cette manière d'appréhender le concept de métamorphose suppose que l'opposition entre « rupture » et « métamorphose » est en quelque sorte trompeuse car une métamorphose émancipatrice peut aussi être perçue comme une succession de ruptures sociales partielles et limitées et d'innovations institutionnelles qui en s'additionnant génèrent une transformation qualitative. Ce qui est vraiment en cause ici, c'est donc la possibilité d'une rupture globale, ou à grande échelle, avec les structures fondamentales du pouvoir au sein du capitalisme.

2. Le terme « interstitiel » m'a été suggéré par Marcia Kahn Wright afin de mieux cerner la logique puremen stratégique que je discute ici.

3. L'une des questions fondamentales soulevées par la théorie sociale est de savoir dans quelle mesure une société peut être considérée comme un « système » et, si oui, à quel genre de système elle s'identifie. À une extrémité, on retrouve l'idée que la société est un organisme, c'est-à-dire un système organique composé de parties bien articulées entre elles et qui exercent des fonctions interconnectées. Mais les sociétés peuvent également être considérées comme un système au sens écologique : il existe certes des relations causales interconnectées entre les parties, et certaines d'entre elles peuvent être considérées comme des connexions fonctionnelles et des processus de rétroaction, mais ces parties ne sont pas gouvernées par une logique cohérente et il n'existe pas de relations fonctionnelles nécessaires qui intègrent harmonieusement l'ensemble. Pour les besoins de l'analyse, je traiterai donc la systématicité des phénomènes sociaux selon cette perspective, comme un système librement combiné.

4. Je vais utiliser le terme « anarchisme » pour décrire les fondements théoriques des stratégies interstitielles parce que les auteurs anarchistes ont souligné l'importance de ces stratégies. Comme pour de nombreuses étiquettes politiques, le terme même d'« anarchisme » se complexifie avec le temps et revêt différents sens qui peuvent varier selon le contexte historique dans lequel se déploient des mouvements politiques se réclamant de cette tradition de pensée. La vision anarchiste classique de l'émancipation sociale gravite autour de l'idée d'une société sans État dans laquelle la coopération sociale est organisée par l'activité volontaire au sein de communautés relativement restreintes et reliées entre elles par une forme de fédération. Cependant, l'anarchisme a également été assimilé à des modes d'action particulièrement violents dirigés contre les symboles d'un pouvoir autoritaire. Il évoquait ainsi une image de chaos plutôt que celle d'une communauté non coercitive. Le terme « autonome » est devenu populaire dans certains contextes politiques européens durant la seconde moitié du XXe siècle pour identifier les mouvements qui se réclamaient de la tradition anarchiste, mais qui insistaient sur la formation volontaire et autonome d'une coopération égalitaire.

5. La littérature de l'Industrial Workers of the World (IWW) se réfère sans cesse aux nouvelles formes d'organisation des travailleurs comme des formes « embryonnaires » de la société future, suggérant de nouveau l'idée que l'avenir se construit dans les interstices de la société présente. Par exemple, dans une brochure datée de 1913, intitulée *The Trial of a New Society* de Justuys Ebert (IWW, Chicago, 1913), la métaphore du développement embryonnaire est utilisée pour caractériser le processus de transformation. La brochure qui fait état de l'organisation solidaire des travailleurs lors de la grève du textile à Lawrence, dans l'État du Massachusetts, en 1912, proclame : « L'embryon brut – l'ébauche de l'État futur où l'industrie et le gouvernement des travailleurs seront gouvernés directement par les travailleurs et pour les travailleurs. » Dans la conclusion de la brochure, l'auteur pose la question suivante : « Le fait que le nouveau pouvoir économique ait surgi et soit le résultat de triomphes politiques et sociaux au sein de l'ancien ordre social est irréfutable. Mais la question se pose, peut-il subsister ? Est-ce que l'embryon ainsi conçu va se développer jusqu'à sa prolifération et dominer toutes les institutions dans l'intérêt d'une nouvelle ère ? » En répondant par l'affirmative, l'auteur s'appuie sur l'histoire de l'ascension de la bourgeoisie qui « a développé ses propres institutions, ses métiers, son commerce, ses corporations, ses communes et ses confédérations en dehors de et en opposition aux institutions féodales originaires. Ils ont construit cette nouvelle société dans la coquille de l'ancienne ; ils se sont émancipés de l'ancien monde avec de nouvelles institutions, en fonction de leurs aspirations nouvelles ».

6. Colin Ward, *Anarchy in Action*, *op. cit.*, p. 18 (cité *in* Stuart White, « Making anarchism respectable ? The social philosophy of Colin Ward », art. cité, p. 15).

7. Dans son excellente étude sur la pensée anarchiste, *Utopie et Socialisme*, (*op. cit.*) Martin Buber fait remarquer que si Marx a fini par reconnaître quelques vertus au coopérativisme ouvrier, il a toujours critiqué l'idée selon laquelle les luttes au sein du capitalisme devaient se recentrer autour de la création de coopératives car il jugeait illusoire la capacité du mouvement coopérativiste à reconstruire une société sous l'emprise de la bourgeoisie.

8. *Ibid.*, p. 71.

9. *Ibid.*, p. 34-35. La métaphore de la naissance combine deux idées : celle d'une métamorphose progressive et celle d'une rupture, puisque le moment de la naissance est une rupture avec le passé. Il y a un « avant » et un « après », une discontinuité dans le cours de la vie. Mais la naissance ne peut seulement se produire qu'après le succès d'une gestation progressive dans laquelle les potentialités futures sont sur le point d'être pleinement actualisées et, après la naissance, lorsque ce processus progressif se poursuit lors de la phase de maturation.

10. J'utilise ici l'expression générale « conditions d'existence » pour indiquer un état de bien-être complet des individus, sans donner nécessairement plus de poids à des critères comme le revenu, les conditions de travail, la qualité des loisirs, la nature de la communauté, etc.

11. Nous pouvons exprimer ces arguments d'une manière différente en nous appuyant sur les idées d'Antonio Gramsci. Ce dernier a fait remarquer que dans les pays de l'Ouest, où la société civile est fortement ancrée, une révolution socialiste nécessitait une « guerre de position » prolongée avant qu'une « guerre de mouvement » puisse éventuellement être conduite avec succès. Cela signifie que la période précédant la rupture est une période de construction d'une contre-hégémonie efficace. Gramsci avait surtout mis l'accent sur la construction d'une contre-hégémonie politique et idéologique. Bien qu'il n'ait pas directement abordé la question des transformations interstitielles dans l'économie et la société civile, ces transformations visent particulièrement les « bases matérielles du consentement » qui sont nécessaires pour asseoir la crédibilité et la durabilité d'un mouvement contre-hégémonique. Les positions ambiguës de Gramsci quant aux possibilités de transformer la société civile au sein du capitalisme par des moyens qui permettraient de renforcer le pouvoir d'agir social sont reprises et discutées par Jean L. Cohen et Andrew Arato, *in Civil Society and Political Theory*, Cambridge, MA, MIT Press, 1994, p. 142-159.

12. D'autres limites structurelles pourraient encore exister – des limites imposées par le genre, des divisions politiques globales ou une autre forme de relations sociales – et cela signifierait que le cycle de stagnation-extension se poursuivrait. Et les limites imposées par le capitalisme au renforcement du pouvoir d'agir social seraient alors progressivement levées.

13. Cette affirmation – selon laquelle le capitalisme en tant que tel ne produit pas de limites infranchissables – est parfois présentée de manière « antiessentialiste ». Voir, par exemple, J.K. Gibson-Graham (Julie Gibson et Katherine Graham), *The End of Capitalism (As We Knew It) : A Feminist Critique of Political Econom*, Oxford, Blackwell, 1996. Ces auteures font remarquer que non seulement les systèmes économiques sont toujours hybrides, mais aussi que la dimension ou la composition de l'hybride n'a pas une « essence » inaltérable qui impose des limites rigides sur la nature de cet hybride dans son ensemble.

CHAPITRE 11

La transformation symbiotique

L'idée fondamentale de transformation symbiotique du capitalisme est que les avancées significatives du pouvoir d'agir social au sein d'une société capitaliste seront stabilisées et acceptées lorsque le renforcement d'un tel pouvoir contribuera également à résoudre certains problèmes réels auxquels se heurtent les capitalistes et d'autres élites. Même s'il est historiquement possible, en s'appuyant sur des mobilisations populaires et des élans de solidarité, de renforcer et d'étendre le pouvoir d'agir social, y compris lorsque celui-ci menace fortement les intérêts des capitalistes et d'autres élites dominantes, ces avancées sociales seront toujours précaires et exposées à une contre-offensive. Les gains accumulés durant une période de mobilisation accrue auront donc tendance à être annulés lorsque ces mobilisations déclineront. La longévité et l'institutionnalisation du pouvoir d'agir social dépendent alors de sa capacité à satisfaire aussi les intérêts primordiaux des groupes dominants. Joel Rogers et Wolfgang Streeck reprennent cette idée en formulant les conditions générales d'un succès durable de la gauche démocratique : « La gauche démocratique enregistre des progrès sous le capitalisme lorsqu'elle améliore le bien-être des travailleurs, surmonte un problème que les capitalistes ne peuvent résoudre par eux-mêmes, et ce faisant se renforce politiquement afin de contester le monopole capitaliste à agir au nom de l'"intérêt général"[1]. »

Historiquement, les exemples les plus importants de ce mode de transformation ont été les formes relativement stables de « compromis de classe » entre le capital et le travail qui se sont formés sous l'égide de l'État dans de nombreux pays capitalistes développés durant la seconde moitié du XXe siècle. Par ailleurs, la capacité à construire les conditions qui ont rendu possible ce compromis de classe fut la préoccupation centrale des courants les plus progressifs de la politique sociale-démocrate. C'est pourquoi, dans ce chapitre, nous allons explorer la logique implicite qui sous-tend ce genre de stratégie ainsi que son potentiel d'émancipation.

Le compromis de classe[2]

Le concept de « compromis de classe » évoque trois images bien distinctes. Dans la première, le compromis de classe est tout simplement une illusion. Les dirigeants des organisations de la classe ouvrière – principalement les syndicats et les partis – négocient des accords opportunistes avec la classe capitaliste qui promet l'octroi d'avantages généraux au profit des travailleurs, accords dont le contenu est, au final, sans effet. Les compromis de classe sont donc des capitulations unilatérales, et non pas un accord réciproque acceptable qui se traduirait par des concessions mutuelles.

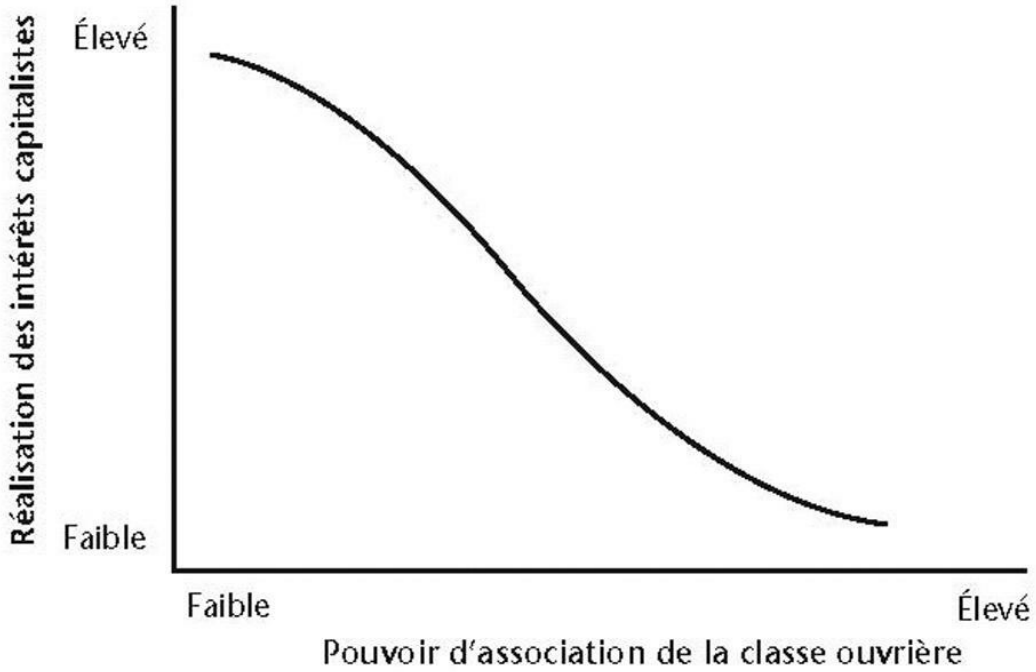
La seconde image compare métaphoriquement les compromis de classe à une situation militaire bloquée dans laquelle deux puissances armées de force à peu près équivalente s'affrontent. Chacune est alors suffisamment puissante pour imposer à l'autre des pertes sévères, mais aucune n'est assez forte pour triompher définitivement. Face à une telle impasse, les forces en présence peuvent alors négocier un « compromis » qui revêt la forme suivante : s'abstenir de causer des dommages irréversibles à chacune des forces en présence en échange de concessions mutuelles. Même si elles sont asymétriques, ces concessions doivent être effectives et non pas tronquées. Néanmoins, elles ne constituent pas un processus de coopération réelle entre des forces opposées. C'est pourquoi ce résultat peut être considéré comme un « compromis de classe négatif ».

La troisième image entrevoit le compromis de classe comme une forme de coopération mutuelle entre des classes opposées. Il ne s'agit pas simplement d'une situation d'équilibre où le dénouement d'un conflit se situerait quelque part entre une victoire complète et une défaite totale pour les deux parties. Au contraire, le résultat de la confrontation traduit la possibilité d'un jeu à somme non nulle entre travailleurs et capitalistes, un jeu dans lequel les deux parties peuvent améliorer leur position par des formes actives de coopération mutuelle. Ce résultat peut être appelé un « compromis de classe positif ».

L'idée centrale d'une transformation symbiotique est donc la suivante : les possibilités de stabiliser un compromis de classe positif se fondent généralement sur une relation particulière qui unit le *pouvoir d'association* des travailleurs et les *intérêts matériels* des capitalistes[3]. Il est intéressant de voir que les économistes néoclassiques et les marxistes traditionnels défendent l'idée générale qu'il existerait une relation inverse entre ces deux variables : le renforcement du pouvoir des travailleurs nuit aux intérêts des capitalistes (voir figure 11.1). Selon les tenants du marxisme, la justification de ce point de vue est assez simple : les profits des capitalistes étant étroitement liés à l'exploitation des travailleurs, les intérêts matériels des deux classes sont donc intrinsèquement antagoniques. Par conséquent, tout ce qui peut renforcer la capacité des travailleurs à lutter en faveur de leurs intérêts affecte négativement les intérêts des capitalistes. L'argument habituel mobilisé par les économistes néoclassiques est plus complexe puisque la théorie de l'équilibre concurrentiel écarte toute idée d'exploitation capitaliste. Néanmoins, le pouvoir d'association des travailleurs constitue une véritable nuisance lorsqu'il

interfère avec les mécanismes du marché du travail car il rend plus difficile, en cas de nécessité, les diminutions de salaire et les procédures de licenciement. Du point de vue des marchés, les syndicats et les autres formes d'organisation qui défendent les intérêts des travailleurs sont considérés comme un pouvoir monopolistique qui produit des situations de rente et des répartitions inefficaces. En conséquence, les travailleurs syndiqués sont en mesure d'extorquer une rente salariale monopolistique au détriment des capitalistes et des travailleurs non syndiqués.

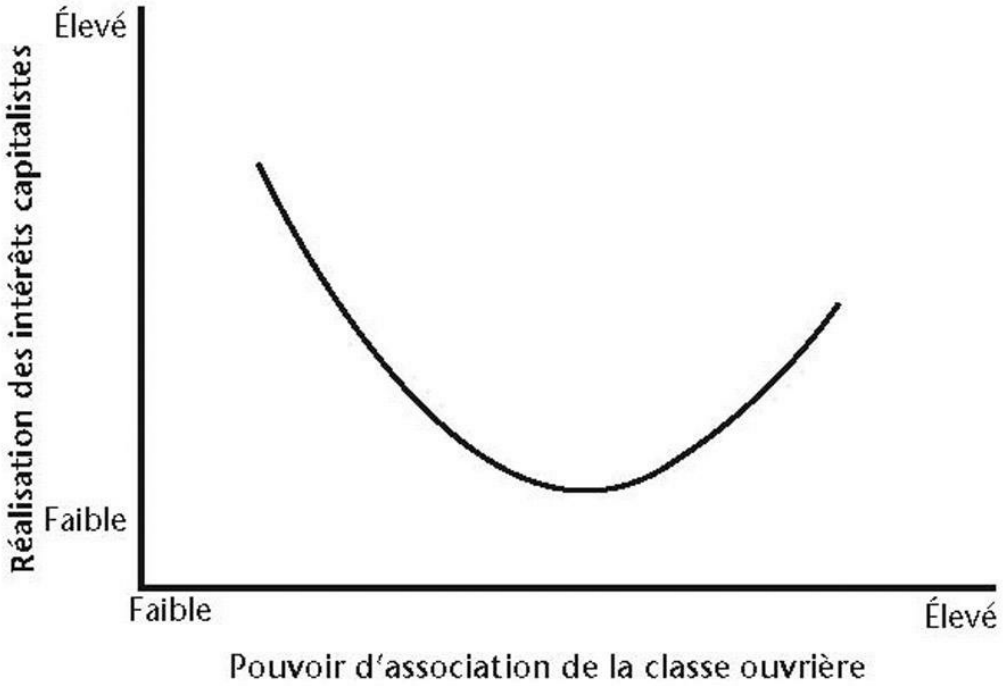
FIGURE 11.1 LE POINT DE VUE CONVENTIONNEL DE LA RELATION ENTRE LE POUVOIR DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES INTÉRÊTS DE LA CLASSE CAPITALISTE



Le lien qui unit le pouvoir des travailleurs et les intérêts des capitalistes peut également faire l'objet d'une compréhension alternative que l'on peut représenter sous la forme d'une relation curviligne en *J inversée* (voir figure 11.2)[4]. Comme dans la vision conventionnelle, les intérêts de classe capitalistes sont davantage satisfaits lorsque la classe ouvrière est désorganisée et lorsque des travailleurs atomisés sont en compétition les uns contre les autres et ne disposent pas d'un pouvoir d'association reconnu. Les intérêts de classe capitalistes ne sont alors affectés que lorsque le pouvoir de la classe ouvrière est initialement structuré. Cependant, dès lors que le pouvoir d'association des travailleurs atteint un certain seuil, les effets positifs sur les intérêts capitalistes commencent à se faire ressentir. L'exemple classique fut le rôle du mouvement syndical dans la mise en place des politiques macroéconomiques keynésiennes. Dans la mesure où le plein-emploi implique un niveau élevé de demande globale et une utilisation optimale des capacités de travail afin d'éviter une crise de surproduction ou de sous-consommation, il n'est pas difficile de voir que la lutte contre le chômage sert potentiellement les intérêts des capitalistes. Mais de telles mesures, qui s'accompagnent d'une hausse des salaires, risquent de diminuer le taux de profit et d'enclencher une spirale inflationniste. Keynes lui-même avait déjà souligné la gravité du problème : « Je ne doute pas qu'un grave problème se posera lorsqu'il s'agira de limiter les salaires face à la combinaison du plein-emploi et des conventions collectives[5]. » Dans un certain nombre de pays, la solution la plus aboutie a sans doute été l'émergence et la consolidation d'organisations syndicales fortes et centralisées, capables d'imposer

un contrôle salarial sur les travailleurs et les *employeurs*. En ce sens, un mouvement syndical influent ne débouche pas nécessairement sur l'obtention d'un compromis de classe *négatif* qui négocie des avantages pour les travailleurs en menaçant les intérêts du capital. Un mouvement syndical suffisamment discipliné, notamment lorsqu'il reçoit l'appui des pouvoirs publics avec lesquels il entretient de bonnes relations, peut contribuer positivement à la satisfaction des intérêts capitalistes en cherchant à résoudre des problèmes macroéconomiques.

FIGURE 11.2 LA RELATION CURVILIGNE EN J INVERSÉ ENTRE LE POUVOIR DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES INTÉRÊTS DE LA CLASSE CAPITALISTE



Afin de mieux saisir les processus sociaux qui se reflètent dans l'hypothèse dite du J inversé exposée dans la figure 11.2, nous devons élaborer et étendre ce modèle de plusieurs manières[6]. C'est pourquoi nous allons d'abord examiner de plus près les mécanismes causaux sous-jacents qui orientent cette courbe. Puis nous allons étendre le périmètre de la figure en examinant les effets produits sur la satisfaction des intérêts capitalistes par l'augmentation exponentielle du pouvoir associatif de la classe ouvrière. Enfin, nous examinerons comment l'environnement institutionnel des conflits de classes détermine quelles sont les zones de cette courbe qui sont des objectifs stratégiques historiquement accessibles.

Les mécanismes qui déterminent la relation en J inversé

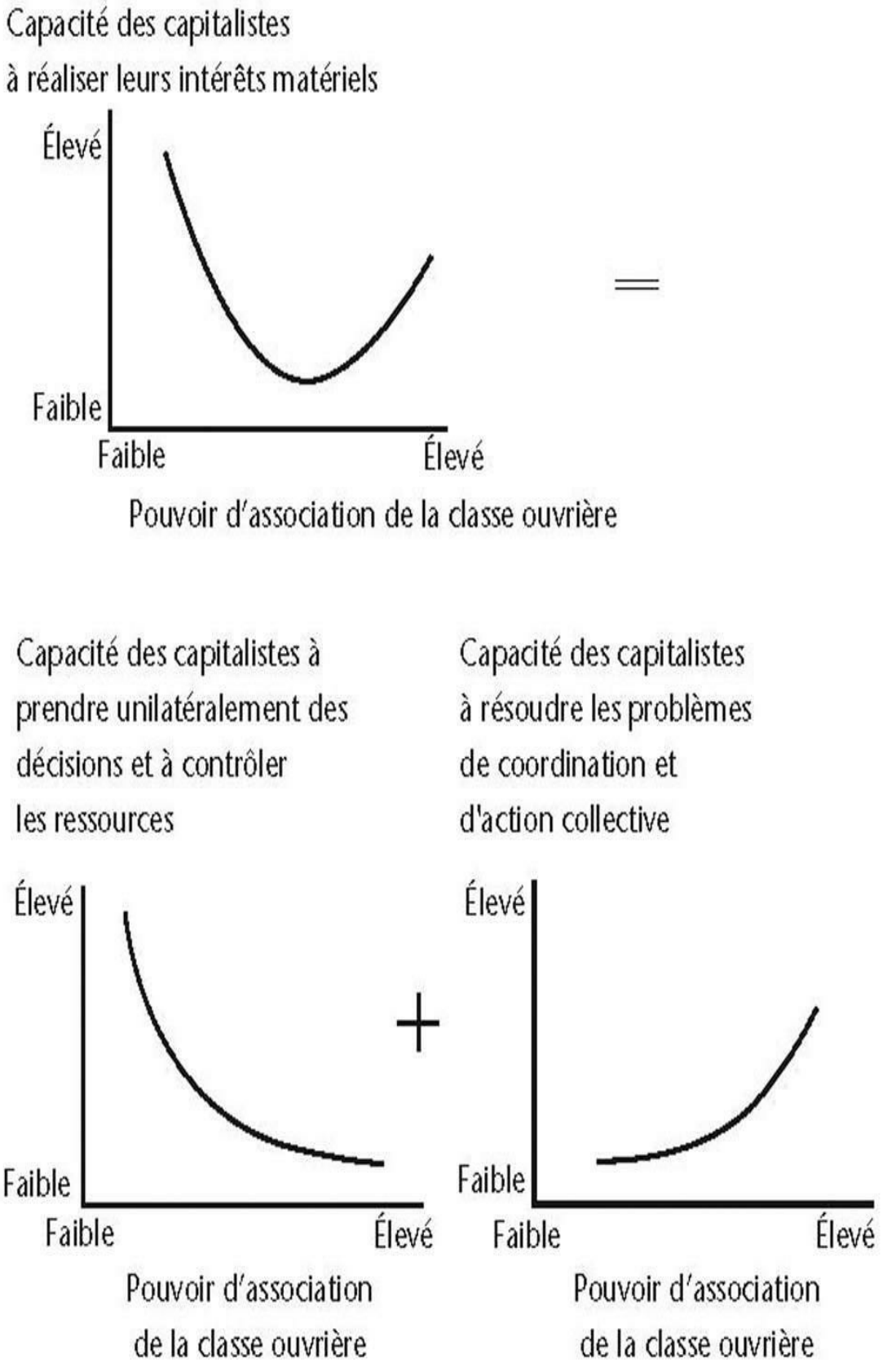
La courbe en J inversé présentée dans la figure 11.2 peut être comprise comme le résultat de deux processus causaux – un processus dans lequel les intérêts des capitalistes sont progressivement affaiblis en raison de l'augmentation du pouvoir des travailleurs, et un second dans lequel les intérêts des capitalistes sont renforcés par le pouvoir croissant des travailleurs. Ces deux processus sont illustrés dans la figure 11.3. D'une façon générale, la courbe inclinée vers le bas reflète la manière dont le pouvoir croissant des travailleurs *perturbe la capacité des capitalistes à prendre unilatéralement des décisions et à contrôler les ressources* , tandis que la courbe inclinée vers le haut reflète la manière dont le pouvoir associatif des travailleurs peut *aider les capitalistes à résoudre certains problèmes d'action collective et de coordination*.

La lutte et les compromis de classes ne se produisent pas dans une « société »

amorphe, mais dans des contextes institutionnels particuliers – entreprises, marchés, États. Les mécanismes réels qui donnent à cette courbe la forme d'un J inversé (figure 11.3) sont donc intégrés dans ces contextes particuliers. Trois sphères institutionnelles dans lesquelles se produisent les luttes et les compromis de classe sont alors particulièrement décisives :

- • *La sphère de l'échange.* Elle concerne surtout le marché du travail et les multiples échanges de marchandises. Elle peut aussi inclure les marchés financiers qui peuvent être le théâtre de luttes et de compromis de classe.

FIGURE 11.3 DÉCOMPOSITION DE LA RELATION ENTRE LES INTÉRÊTS DES CAPITALISTES ET LE POUVOIR D'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS



- • *La sphère de la production.* Elle concerne la vie interne des entreprises dès lors que les travailleurs sont embauchés et le capital investi. La technologie et les conflits portant sur l'organisation du travail en sont des exemples symptomatiques.
- • *La sphère du politique.* Les conflits et les compromis de classe se produisent également au sein de l'État, lorsqu'il s'agit de penser et de mettre en œuvre des politiques publiques, et d'appliquer les règles administratives qui les accompagnent.

FIGURE 11.4 DÉCOMPOSITION DE LA RELATION ENTRE LE POUVOIR DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES INTÉRÊTS DE LA CLASSE CAPITALISTE DANS LES SPHÈRES DU POLITIQUE, DE L'ÉCHANGE ET DE LA PRODUCTION

	Les formes caractéristiques du pouvoir de la classe ouvrière	**Les intérêts de la classe capitaliste menacés par l'augmentation du pouvoir de la classe ouvrière**	**Les intérêts de la classe capitaliste facilités par l'augmentation du pouvoir de la classe ouvrière**
Sphère du politique	Partis politiques	Une influence politique unilatérale sur les politiques publiques de redistribution	Une capacité à maintenir une coopération corporatiste stable et tripartite
Sphère de l'échange	Syndicats	Une capacité unilatérale à recruter, licencier et fixer le niveau des salaires	Une capacité à contenir les salaires dans un marché du travail tendu. Une capacité de vendre ce qui est produit (effets keynésiens)
Sphère de la production	Conseils d'entreprise	Une capacité unilatérale à contrôler le processus de production et la structure des emplois	Une capacité à obtenir des formes complexes de coopération verticale et horizontale. Des solutions moins coûteuses pour les problèmes d'information en lien avec la production

On peut remarquer qu'il existe une correspondance grossière entre chacune de ces sphères institutionnelles et les différentes caractéristiques des organisations collectives de la classe ouvrière : les *syndicats* incarnent typiquement la forme associative qui intervient au niveau de la sphère de l'échange, les *comités d'entreprise* (ou les associations liées) interviennent au niveau de la sphère de la production, et les *partis politiques* au niveau de la sphère du politique.

Par conséquent, la tâche centrale de notre analyse consiste à examiner les mécanismes qui permettent à ces différentes formes de pouvoir d'association – syndicats, comités d'entreprise et partis politiques – de construire des compromis de classe positifs dans les domaines de l'échange, de la production et de la politique. Ces mécanismes sont par ailleurs résumés dans la figure 11.4.

La sphère de l'échange

Au sein de la sphère de l'échange, les capitalistes défendent toute une série d'intérêts matériels qui pèsent sur leurs relations avec la classe ouvrière : réduire les coûts du travail ; disposer d'une capacité illimitée et absolue à embaucher et licencier ; vendre toutes les marchandises qu'ils produisent ; enrôler une main-d'œuvre compétente sur un marché du travail qui assure une offre prévisible et adéquate. Comme l'ont souvent remarqué les économistes marxistes et non marxistes, ces intérêts peuvent parfois entrer en contradiction. Plus particulièrement, l'intérêt des capitalistes à écouler leurs marchandises suppose que les travailleurs-consommateurs disposent d'un revenu suffisant, tandis que l'intérêt des capitalistes à minimiser le coût de leur masse salariale implique de diminuer le niveau des salaires de leurs employés.

Le renforcement du pouvoir d'association de la classe ouvrière perturbe généralement la capacité des capitalistes à prendre unilatéralement des décisions et à allouer les ressources au sein du marché du travail. En l'absence de syndicats, les capitalistes peuvent ainsi embaucher et licencier comme bon leur semble, tout en fixant les salaires au niveau qu'ils jugent le plus rentable compte tenu des conditions actuelles du marché. Le pouvoir d'association de la classe ouvrière, qui peut s'appliquer sur le marché du travail, réduit alors la capacité unilatérale des capitalistes à prendre des décisions en vue de maximiser leurs profits et peut ainsi léser leurs intérêts matériels.

Si les intérêts des capitalistes au sein de la sphère de l'échange se limitaient entièrement à leur seule capacité individuelle à acheter et vendre sans aucune contrainte, la situation qui en résulterait serait alors proche de celle qui est dépeinte dans la figure 11.1. Mais ce n'est pas le cas. Les intérêts matériels des capitalistes – leur capacité à maintenir un taux de profit élevé – dépendent de conditions globales qui interagissent au sein de la sphère de l'échange et qui exigent une coordination et une action collective. Or la solution à ces problèmes réside en partie dans le renforcement relativement conséquent du pouvoir d'association de la classe ouvrière[7].

Le problème d'une demande globale, dont le niveau serait insuffisant pour écouler

les biens de consommation produits par les capitalistes, est un exemple bien connu. Il s'agit là du problème keynésien classique dans lequel l'augmentation des salaires et des dépenses sociales peut soutenir une hausse de la demande effective et aider à resoudre des problèmes économiques de « sous-consommation ». Du point de vue capitaliste, l'insuffisance de la demande des consommateurs relève d'un problème d'action collective : les capitalistes veulent simultanément rémunérer leurs employés sur une base salariale la moins élevée possible tout en espérant que leurs concurrents augmentent les salaires afin de stimuler la demande des consommateurs pour leurs marchandises. Un taux élevé de syndicalisation empêche ainsi les entreprises capitalistes de « délaisser » la solution qui consiste à mettre en place un dispositif de coopération. Le poids de la classe ouvrière peut également contribuer à stabiliser le marché du travail et à en anticiper les évolutions. Dans les conditions d'un marché du travail saturé, où la demande de main-d'œuvre est supérieure à l'offre proposée, les salaires sont alors tirés vers le haut (à un niveau potentiel qui ne peut pas être compensé par des gains de productivité, stimulant ainsi l'inflation). C'est pourquoi un pouvoir d'association hautement intégré peut aussi contribuer à limiter les salaires[8]. La modération salariale est donc bien un problème d'action collective particulièrement complexe : les capitalistes doivent être contraints de respecter l'accord de modération salariale (en d'autres termes, ils doivent renoncer à augmenter les salaires des travailleurs tout en limitant le risque de les voir partir chez d'autres employeurs en raison de la pénurie de la main-d'œuvre sur le marché du travail), et les travailleurs (et les syndicats) doivent être contraints de faire appliquer l'accord tout en essayant de maximiser les salaires malgré le durcissement des conditions du marché du travail. La modération salariale, qui constitue un aspect important de la stabilité de la croissance à long terme et de la maîtrise de l'inflation, est généralement plus facile à mettre en place dans une structure économique où la classe ouvrière est très bien organisée, notamment avec des syndicats centralisés, que dans une structure où les travailleurs sont atomisés.

Le deuxième exemple concerne l'acquisition de compétences sur le marché du travail. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 7, bien que l'intérêt des capitalistes commande de disposer d'une force de travail ayant un niveau élevé de compétences flexibles, il n'est pas non plus dans leur intérêt d'assurer les formations nécessaires à l'acquisition de ces compétences, puisque dans un marché du travail libre les capitalistes, qui se sont affranchis de ces programmes de formation, peuvent débaucher des travailleurs hautement qualifiés. Ce problème particulier peut trouver un début de réponse par l'action des syndicats lorsqu'il s'agit d'assurer une plus grande sécurité d'emploi pour les travailleurs, permettant ainsi de stabiliser et de faire respecter les règles d'ancienneté tout en réduisant par d'autres moyens les possibilités de débauchage.

Au sein de la sphère de l'échange, les effets positifs du pouvoir d'association de la classe ouvrière sur les intérêts capitalistes n'impliquent pas nécessairement une organisation structurée de la classe capitaliste, qui prendrait par exemple la forme d'associations d'employeurs, même si l'histoire du néocorporatisme en Europe du

Nord suggère l'inverse, puisque la structuration du mouvement ouvrier a eu tendance à stimuler le développement d'organisations patronales. Dans tous les cas, la capacité des travailleurs à surmonter les problèmes macroéconomiques de manière constructive est renforcée lorsque les capitalistes sont aussi organisés.

En supposant que les effets positifs du keynésianisme sur le marché du travail soient généralement plus faibles que les effets négatifs produits par le coût salarial et les décisions de licenciement, la combinaison de ces processus est à l'origine de la relation en J inversée illustrée dans la figure 11.4.

La sphère de la production

La sphère de la production est également traversée par une contradiction similaire : d'une part, les capitalistes ont intérêt à contrôler unilatéralement l'organisation du travail (choix et évolution technologiques, répartition du travail, changement de rythme, etc.) et, d'autre part, ils ont intérêt à susciter la coopération, l'initiative et la responsabilité afin de gagner la confiance de leurs employés.

Dans la mesure où le pouvoir d'association de la classe ouvrière augmente au sein de la production, le contrôle unilatéral exercé par les capitalistes sur l'organisation du travail diminue. Cela ne signifie pas que les capitalistes soient nécessairement confrontés à des normes de travail ou à des classifications d'emploi rigides et inaltérables, mais cela signifie, dans un contexte de mutation technique dont les avancées fulgurantes peuvent nuire aux intérêts capitalistes, que les changements d'organisation doivent être négociés et accordés en lien avec les représentants des travailleurs, et non pas imposés unilatéralement.

D'autre part, au moins dans certaines conditions sociales et techniques de production, la force associative de la classe ouvrière peut favoriser l'émergence de formes plus complexes et plus stables de coopération entre les syndicats et le patronat. Dans la mesure où la force de la classe ouvrière augmente la sécurité de l'emploi et réduit l'arbitraire du *management*, l'horizon temporel des travailleurs, en ce qui concerne la conservation de leur emploi, est susceptible de s'ouvrir, et le sentiment que leurs perspectives d'avenir sont liées au bien-être de l'entreprise s'accroît. De tels effets peuvent contribuer à renforcer le sentiment de loyauté et à nourrir une volonté de coopération.

Le meilleur exemple en la matière est sans doute le modèle allemand qui s'est construit autour de comités d'entreprise et de cogestion très bien implantés sur le lieu de travail. Dans son ouvrage consacré à la cogestion, Wolfgang Streeck décrit ainsi comment ces comités aident positivement les capitalistes à résoudre certains problèmes :

> Quelle est donc la spécificité de la cogestion ? Contrairement aux autres facteurs qui ont limité la variabilité de l'emploi, la cogestion n'a pas seulement posé un problème pour les entreprises, mais a également offert une solution. Alors que la cogestion a développé des formes de rigidités organisationnelles, elle a en même temps fourni des instruments pour surmonter ces rigidités sans

> grandes pertes d'efficacité. […]
> […] le conseil d'entreprise ne partage pas seulement ce qui était autrefois des prérogatives managériales, mais accepte aussi la responsabilité de mettre en œuvre et d'exécuter des décisions auxquelles il a participé. Cette constellation a souvent été décrite comme l'« intégration » ou la « cooptation » du travail ou des syndicats dans la gestion de l'entreprise ; cependant, en s'appuyant sur la même base argumentative, on peut dire qu'un tel dispositif peut être considéré comme la « colonisation » de la gestion, et notamment la gestion de la main-d'œuvre, par ses propres représentants. La métaphore la plus adéquate serait probablement celle d'une *intégration mutuelle du capital et du travail* par laquelle le travail intériorise les intérêts du capital tout comme le capital intériorise les intérêts du travail, avec le résultat que le comité d'entreprise et la gestion managériale deviennent des sous-systèmes d'un système intégré et différencié de gouvernement industriel qui se substitue progressivement à celui traditionnel, pluraliste et antagonique des relations industrielles[9].

Cette convergence des intérêts des travailleurs et du capital, qui a donné lieu à des formes intenses de coopération interclassiste, aide les employeurs à résoudre toute une série de problèmes de coordination concrets qui peuvent apparaître dans les lieux de travail : diffusion plus efficace de l'information au sein de la production (puisque les travailleurs ont davantage accès aux informations concernant la gestion de l'entreprise et sont moins incités à dissimuler des informations concernant la protection de l'emploi) ; ajustements plus efficaces de l'organisation du travail durant les périodes denses de transition technologique (puisque les travailleurs sont impliqués dans la prise de décision et redoutent moins les effets du changement technologique sur leur emploi, ils sont davantage incités à coopérer activement lorsque de nouvelles technologies sont introduites au sein de l'entreprise) ; acquisition de nouvelles compétences (puisque les travailleurs ont une connaissance plus précise des difficultés et des exigences en matière de compétence, ils sont davantage impliqués dans la conception des programmes de formation). Plus généralement, un pouvoir d'association fort ouvre la possibilité concrète d'associer les travailleurs aux solutions créatives mises en place pour surmonter les problèmes auxquels sont confrontées les entreprises[10].

Lorsqu'on observe les avantages positifs que procurent ces institutions de coopération, il peut sembler surprenant qu'un pouvoir d'association fort qui s'exercerait sur le lieu de travail soit si rare dans les pays capitalistes développés. La raison en est que ces avantages coopératifs ont un coût pour le capital. Streeck reconnaît ce point même dans le cas de l'Allemagne :

> La cogestion suscite surtout des coûts considérables en matière de décision et de gestion managériales. […] L'intégration est à double tranchant, elle doit s'imposer aussi bien au travail qu'au capital. C'est pourquoi, en dépit de ses avantages, la cogestion est perçue par le capital comme un avantage

contradictoire. Les coûts économiques à court terme et les coûts décisionnels et statutaires à long terme rendent les avantages de la cogestion coûteux pour la classe capitaliste et expliquent ainsi la résistance autrement incompréhensible du monde des affaires à toute extension des droits en matière de cogestion[11].

En raison de ces coûts, les capitalistes préfèrent en général un système de production dans lequel ils n'ont pas à intégrer un pouvoir d'association fort. D'où la forme en J inversée que revêt la relation fonctionnelle entre le pouvoir des travailleurs et les intérêts des capitalistes au sein de la production.

La sphère du politique

Les deux éléments qui déterminent la relation dite en J inversé entre le pouvoir d'association de la classe ouvrière et les intérêts capitalistes sont peut-être plus évidents lorsqu'on aborde la sphère du politique. Un grand nombre de travaux de recherche, qui se fondent sur une méthode d'approche historique et comparative, ont montré que l'État capitaliste est davantage enclin à mettre en place des politiques redistributives plus conséquentes dès lors que le pouvoir de la classe ouvrière augmente : le salaire social augmente et le salaire de référence des travailleurs est plus élevé, les politiques fiscales et d'allocations réduisent les inégalités de revenus, et la force de travail est partiellement démarchandisée. Il va de soi que toutes ces politiques produisent des effets négatifs sur les intérêts matériels des personnes percevant des revenus élevés, et des capitalistes en particulier. Le pouvoir politique de la classe ouvrière garantit également le bon fonctionnement de dispositifs institutionnels qui augmentent le pouvoir de la classe ouvrière au sein de la sphère de l'échange et de la production. Par conséquent, il peut indirectement contribuer à inverser le sens des courbes qui pèsent sur l'échange et la production.

Lorsqu'on aborde la sphère du politique, la courbe ascensionnelle qui symbolise l'évolution du compromis de classe est la préoccupation centrale de la démocratie sociale. En effet, l'abondante littérature consacrée au corporatisme tripartite centré sur l'État met en avant la manière dont les intérêts des capitalistes peuvent être satisfaits, dans un contexte social particulier où la classe ouvrière est fortement organisée[12]. La Suède (jusqu'au milieu des années 1980) est généralement considérée comme un exemple paradigmatique : le contrôle exercé par le parti social-démocrate sur l'État suédois a permis de mettre en place un ensemble d'accords professionnels entre les centrales syndicales et les associations patronales qui ont été à l'origine d'une longue période stable de coopération et de croissance. Par ailleurs, les liens organisationnels qui unissaient le mouvement syndical et le parti social-démocrate ont été fondamentaux pour garantir cette stabilité, car ils ont conféré un surcroît de légitimité aux accords signés tout en renforçant la confiance des travailleurs dans le maintien futur des termes de l'accord. Durant une longue séquence historique, cela a permis au capitalisme suédois d'avoir un haut niveau de mobilisation de ses capacités, d'avoir un très faible niveau de chômage et des gains de productivité relativement élevés. Au sein de la sphère politique, un corporatisme impulsé par

l'État et enraciné dans la puissance associative de la classe ouvrière a joué un rôle important dans l'obtention de ces résultats.

L'inventaire des mécanismes illustrés dans la figure 11.4 fournit un ensemble préalable de variables pour déterminer les conditions du compromis de classe au sein de différentes unités d'analyse quels que soient le lieu et l'époque. Les compromis de classe au sein de la sphère de l'échange peuvent se produire au niveau des marchés locaux, régionaux et nationaux du travail, ou dans des secteurs particuliers. Les compromis au niveau de la production se font généralement au sein des entreprises, mais ils peuvent aussi être organisés dans des secteurs particuliers[13]. Les compromis de classe qui se situent au niveau de la sphère politique sont particulièrement importants au sein de l'État-nation, mais des compromis de classe locaux et régionaux sont également possibles. L'émergence de différentes formes de corporatisme impliquant des échelons de gouvernement locaux et régionaux peut indiquer le développement de compromis de classe au sein d'unités infranationales. Par conséquent, les courbes en J inversé qui signalent la présence de zones de compromis de classe peuvent être pertinentes pour l'analyse d'un compromis de classe acquis dans n'importe quelle unité d'analyse, et pas simplement dans des pays entiers.

Différents pays seront alors caractérisés par des combinaisons de valeurs différentes à partir de ces trois courbes en binôme qui reflètent les compromis de classe[14]. En Allemagne, par exemple, le pouvoir d'association de la classe ouvrière a toujours été particulièrement fort dans le domaine de la production, un peu moins dans la sphère de l'échange et plutôt faible dans la sphère du politique. En Suède, lorsque la démocratie sociale eut atteint son point culminant, il fut très fort dans les sphères de l'échange et du politique, et peut-être un peu plus faible dans le domaine de la production. Aux États-Unis, le pouvoir d'association de la classe ouvrière a diminué dans les trois sphères, mais demeure élevé dans la sphère de l'échange au sein de certains secteurs limités. Lorsqu'il s'agit d'étudier les compromis de classe dans une société donnée, la courbe globale en J inversé est donc le résultat d'une fusion complexe de courbes partielles issues de chacune de ces trois sphères.

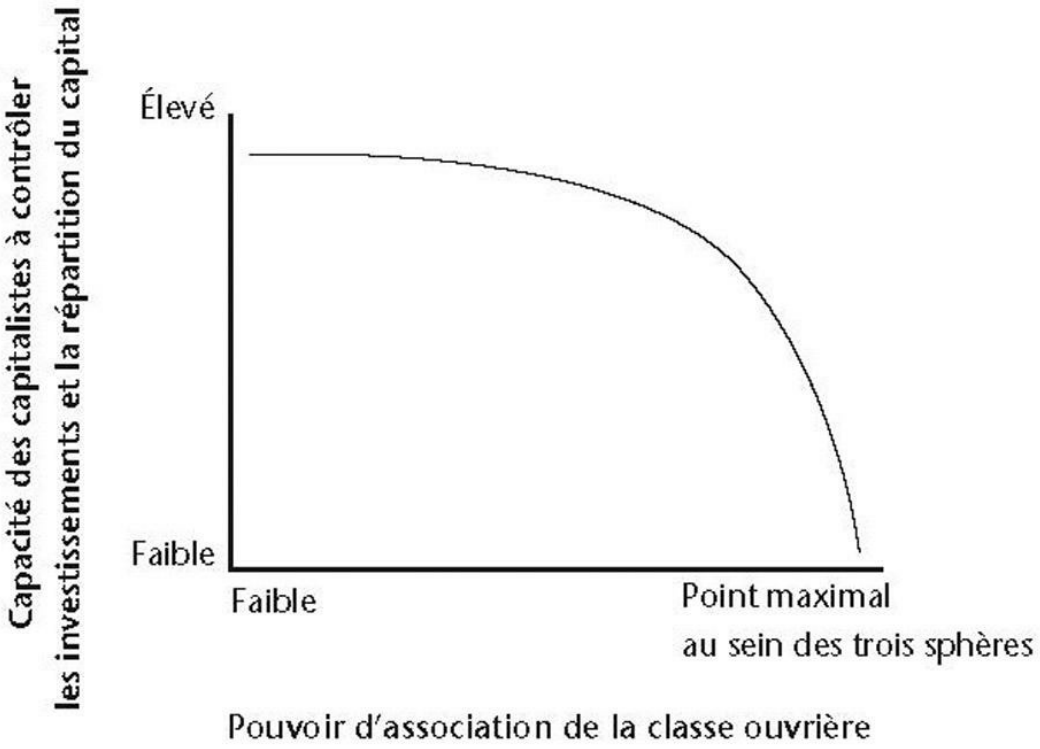
La complexification du modèle : l'extension du domaine théorique de la variation

L'ensemble des variations présentées dans les figures 11.3 et 11.4 peuvent être considérées comme l'éventail des possibilités qui caractérisent traditionnellement les sociétés capitalistes contemporaines développées. Afin de poursuivre notre analyse, il sera utile de considérer ce qu'il adviendrait si le pouvoir de la classe ouvrière augmentait au point d'atteindre ce cas extrême où l'organisation et la solidarité de l'ensemble de la classe ouvrière d'un pays affecteraient simultanément les trois sphères de compromis de classe. Une telle situation correspondrait à ce qu'on pourrait appeler un « socialisme démocratique », qui serait compris comme le contrôle collectif et démocratique du capital par la classe ouvrière.

Qu'advient-il alors des intérêts de la classe capitaliste lorsque le pouvoir

d'association de la classe ouvrière tend à se rapprocher de ce cas de figure théorique ? La figure 11.5 présente la relation entre un aspect crucial des intérêts des capitalistes – leur contrôle sur les investissements et l'accumulation (la répartition du capital) – et le pouvoir de la classe ouvrière. Le contrôle sur les investissements est peut-être l'aspect le plus fondamental de la propriété « privée » des moyens de production au sein du capitalisme. Dans la plupart des sociétés capitalistes, malgré l'augmentation du pouvoir de la classe ouvrière, ce pouvoir spécifique du capital n'est pas sérieusement mis à mal. Même la présence de syndicats et de partis sociaux-démocrates puissants n'a pas empêché les capitalistes de conserver le pouvoir exorbitant de désinvestir, de choisir leur taux individuel d'épargne, de transformer leurs profits en consommation ou de les répartir dans de nouveaux investissements, etc. Bien entendu, tous les États capitalistes ont les moyens de créer des mesures incitatives et dissuasives afin de répartir différemment le capital (par le biais de taxes, de subventions, de tarifs, etc.). Et, dans certaines circonstances, la « dissuasion » peut avoir un caractère coercitif non négligeable, limitant efficacement la capacité des capitalistes à répartir leurs capitaux. Et pourtant, cet aspect fondamental des droits de propriété capitalistes n'est généralement pas menacé par les différentes configurations de pouvoir de la classe ouvrière. Cependant, lorsque le pouvoir d'association de la classe ouvrière tend à se rapprocher de ce point théorique maximal, le droit des capitalistes à contrôler la répartition du capital est remis en question. En effet, nous touchons là le cœur même de la définition du socialisme démocratique : le contrôle populaire et démocratique de la répartition du capital. C'est précisément ce dispositif qui a terrifié la classe capitaliste suédoise lorsque le plan Meidner a été proposé en 1976. D'où la forme de la courbe de la figure 11.5 : un effet négatif relativement faible du pouvoir de la classe ouvrière sur les intérêts capitalistes par rapport au contrôle de la répartition de base du capital, jusqu'au moment où le pouvoir des travailleurs atteint un niveau très élevé, au point de menacer gravement les intérêts des capitalistes[15].

FIGURE 11.5 LES INTÉRÊTS DU CAPITAL ET LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS EN MATIÈRE DE CONTRÔLE SUR LES INVESTISSEMENTS

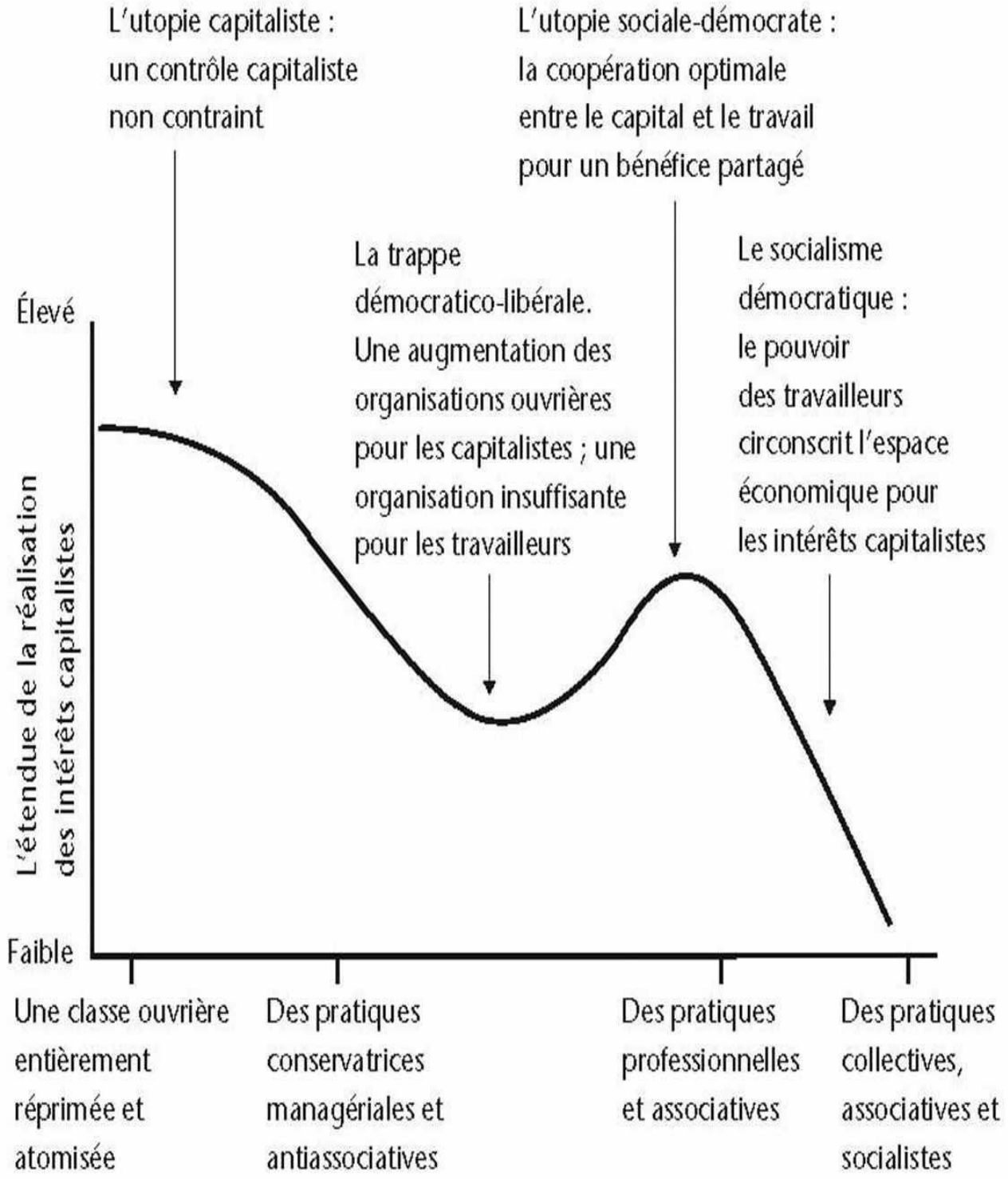


Lorsque la figure 11.5 est ajoutée à la figure 11.2, on obtient la courbe en forme de montagne russe de la figure 11.6. Il y a alors deux *maxima* dans ce modèle théorique : l'*utopie capitaliste*, dans laquelle la classe ouvrière est suffisamment atomisée et désorganisée pour laisser aux capitalistes une grande liberté de contrôler l'organisation de la production et le soin de s'approprier des gains de productivité sans crainte de susciter une puissante résistance collective ; et l'*utopie sociale-démocrate*, dans laquelle le pouvoir d'association de la classe ouvrière est suffisamment fort pour engendrer des niveaux élevés de coopération corporatiste entre travail et capital, sans pour autant menacer les droits de propriété capitalistes fondamentaux. Ces deux *maxima* constituent néanmoins des environnements stratégiques assez différents pour les travailleurs et les capitalistes. Au regard de cette figure, les capitalistes ne devraient se soucier que de leur positionnement sur l'axe vertical : si vous tracez une ligne horizontale à partir de cette figure qui croise la courbe en trois points d'intersection différents, les capitalistes devraient être indifférents à ces trois possibilités. Cependant, les capitalistes préféreront en général se situer du côté gauche de la courbe.

En partie à cause de cette menace d'un changement global de société qui bouleverserait les rapports de pouvoir, la préférence des capitalistes consiste donc à confiner le pouvoir d'association de la classe ouvrière à la gauche du « pic » social-démocrate, même si ce pic pourrait être théoriquement avantageux pour les intérêts capitalistes. En effet, atteindre le sommet de cette courbe ressemblerait trop à un cheval de Troie, puisque les transformations accumulées du pouvoir d'association

pourraient menacer les intérêts et le pouvoir capitalistes. En conséquence, le point maximal local qui correspond à l'« utopie sociale-démocrate » de la figure 11.6 constitue, du point de vue des capitalistes, une zone de positionnement trop risquée. C'est une interprétation possible qui explique l'opposition véhémente des capitalistes suédois à la proposition initiale des « fonds de salariés » qui fut défendue dans les années 1970. Les fonds de salariés étaient initialement une proposition qui aurait permis aux syndicats suédois d'exercer un contrôle croissant sur l'économie suédoise en recourant aux fonds de pension des syndicats pour acheter des participations majoritaires dans des entreprises suédoises. Du point de vue de la performance économique, et même des intérêts à moyen terme, on peut soutenir que le capital suédois aurait tiré profit de cette situation, mais le spectre d'un basculement à long terme vers une forme de socialisme démocratique qui aurait significativement renforcé le pouvoir des travailleurs suédois fut politiquement agité. Le résultat fut alors le suivant : le parti social-démocrate dut subir des attaques violentes portées par le capital suédois. Comme l'écrit Andrew Glynn : « Les politiques que les sociaux-démocrates proposaient alors de mettre en place se heurtaient à l'autorité et à la liberté d'action des entreprises qui étaient garanties en échange du plein-emploi et de l'État-providence. Une telle politique semble être à l'origine du rejet du modèle suédois par les employeurs, modèle dont le plein-emploi était un élément central[16]. »

FIGURE 11.6 LE MODÈLE ÉTENDU DU POUVOIR D'ASSOCIATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DES INTÉRÊTS CAPITALISTES DE CLASSE



Le pouvoir d'association de la classe ouvrière dans l'organisation économique et politique

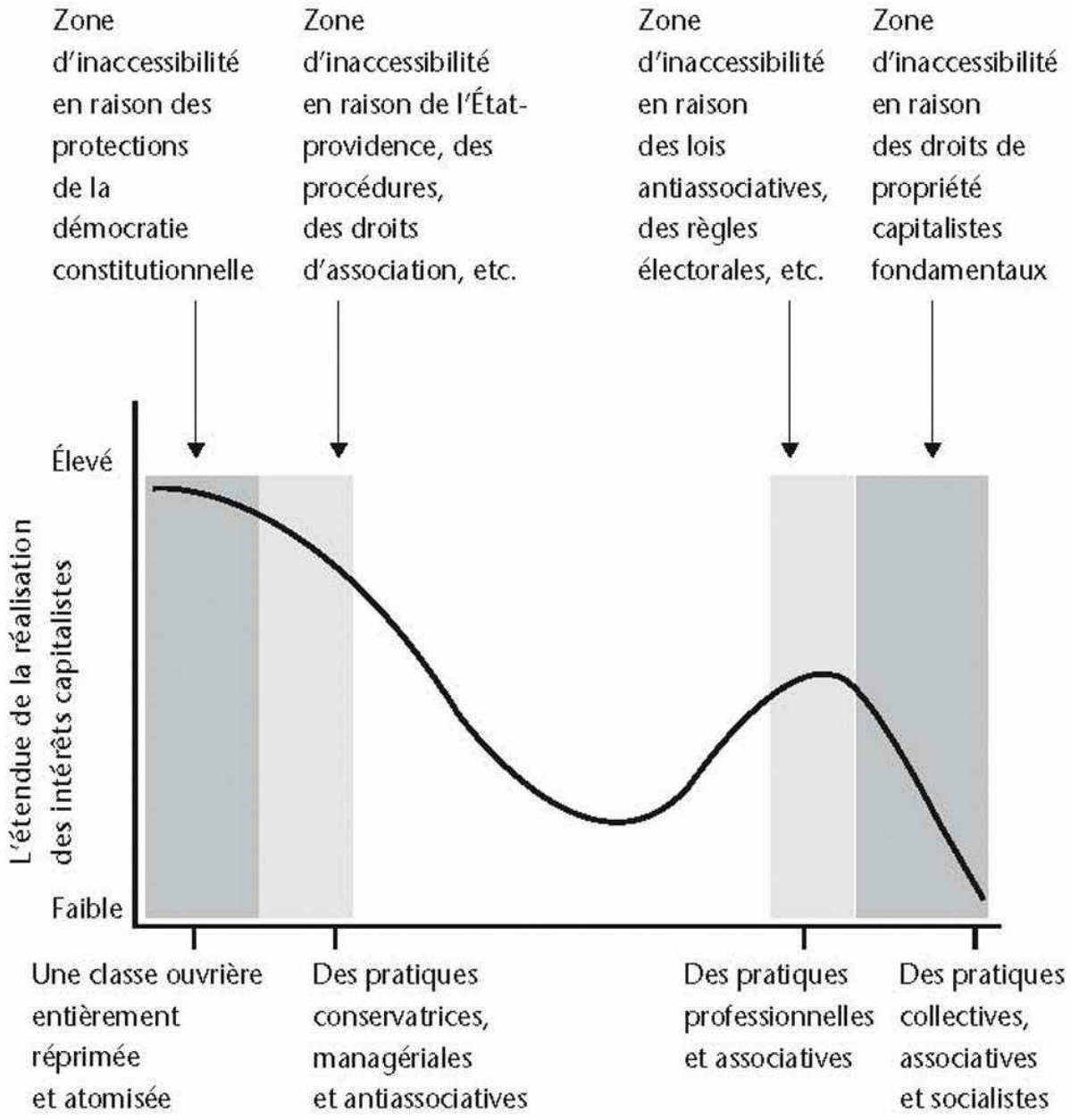
Les zones inatteignables

Dans le monde réel des sociétés capitalistes, toutes les valeurs théoriquement définies ne sont pas historiquement accessibles. Il existe en effet deux types de mécanismes d'exclusion qui ont pour résultat de réduire le champ des possibles : les exclusions *systémiques* et les exclusions *institutionnelles*.

Les *exclusions systémiques* renvoient aux zones de la courbe qui sont en dehors des limites du possible en raison de caractéristiques structurelles fondamentales d'un système social. Plus précisément, la présence historique d'une *démocratie constitutionnelle* exclut la possibilité de voir la classe ouvrière être pleinement réprimée et atomisée, et la présence de *droits de propriété capitalistes légalement protégés* supprime la possibilité du socialisme démocratique. Dans certaines circonstances historiques, rien n'interdit que ces zones deviennent stratégiquement accessibles mais, pour qu'un tel scénario se réalise, il faudrait une transformation fondamentale des principes sociaux qui sous-tendent l'ensemble de la société.

Les *exclusions institutionnelles* renvoient à différents types d'agencements institutionnels historiquement variables qui se sont construits dans les limites fixées par les exclusions systémiques et qui rendent difficile, voire impossible l'accès à certaines régions spécifiques de la courbe. Par exemple, un arsenal juridique qui restreint le droit du travail peut entraver l'extension du pouvoir d'association de la classe ouvrière et l'empêcher d'atteindre la zone de la courbe qui correspond aux pratiques professionnelles associatives[17]. D'autre part, des mesures généreuses garanties par un État-providence, qui permettent aux travailleurs de se soustraire au pouvoir du capital, ou bien des droits d'association forts qui augmentent le taux de syndicalisation hypothèquent la possibilité de se retrouver dans la zone managériale et néolibérale de la courbe. Bien entendu, ces formes institutionnelles d'exclusion sont elles-mêmes le résultat de conflits historiques et ne doivent pas être considérées comme éternellement acquises. Mais dès lors qu'elles sont effectives, elles permettent de définir l'éventail des stratégies réalisables qui sont immédiatement ouvertes aux acteurs.

FIGURE 11.7 LE POUVOIR D'ASSOCIATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES INTÉRÊTS CAPITALISTES DANS LE CAPITALISME DÉMOCRATIQUE



Le pouvoir d'association de la classe ouvrière dans l'organisation économique et politique

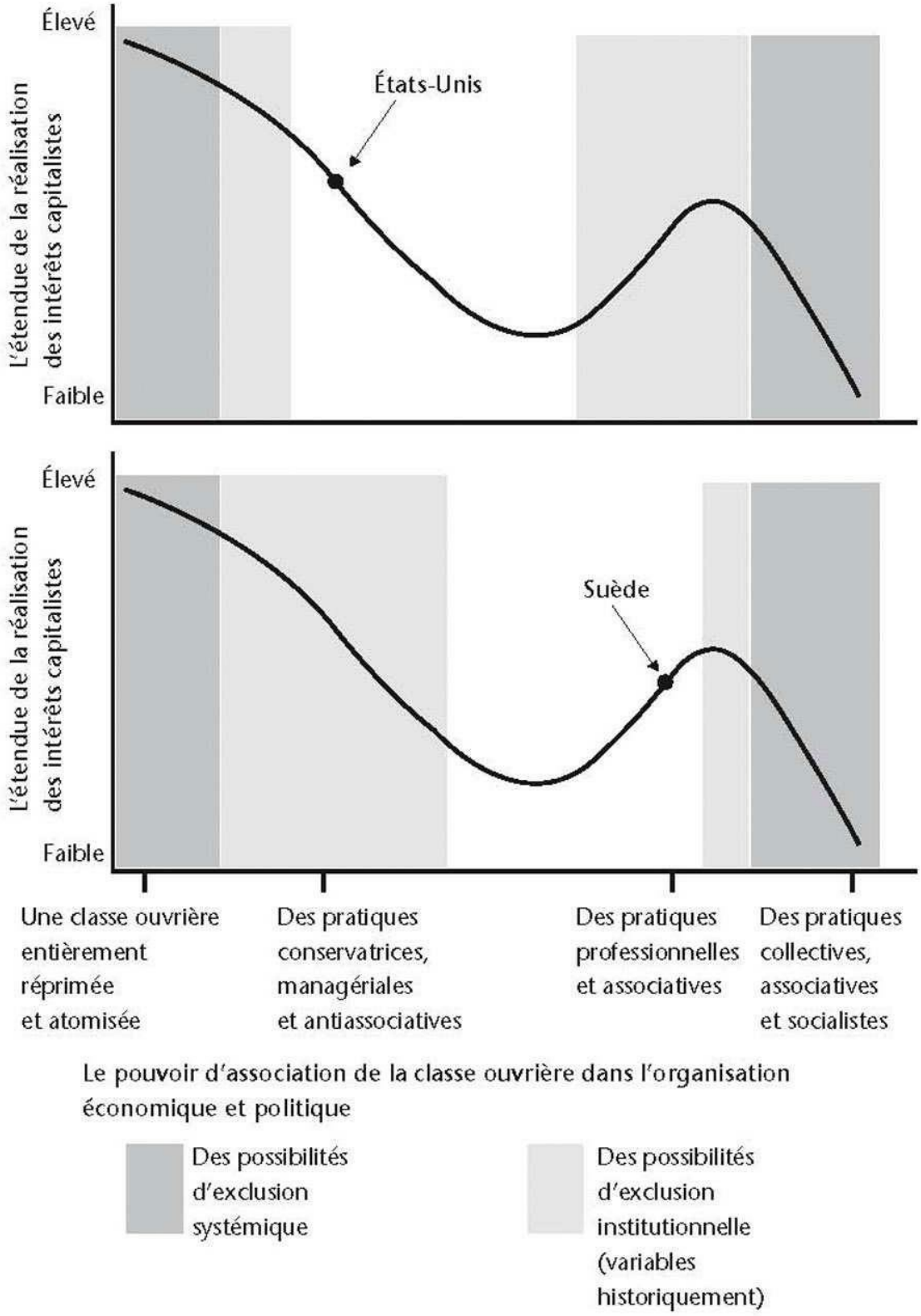
Des possibilités d'exclusion systémique

Des possibilités d'exclusion institutionnelle (variables historiquement)

Ces deux formes d'exclusion sont illustrées par la figure 11.7. La région centrale de la courbe définit l'espace qui est immédiatement et stratégiquement accessible. Si nous devions recourir à une métaphore de la théorie des jeux adoptée par Robert Alford et Roger Friedland[18], il s'agit là du domaine de la politique ordinaire qui renvoie aux luttes entre *libéraux* et *conservateurs*, dont l'affrontement « codifié » s'inscrit dans un ensemble bien défini de « règles du jeu institutionnelles[19] ». Les autres zones de la courbe ne deviennent des enjeux politiques que de manière épisodique. Les politiques *réformistes* et les politiques *réactionnaires* s'affrontent ainsi sur les règles du jeu qui définissent les exclusions institutionnelles ; les politiques *révolutionnaires* et les politiques *contre-révolutionnaires* s'affrontent plus largement sur les contraintes systémiques qui définissent le cadre imposé dans lequel le jeu politique se déploie. La création et la destruction de ces obstacles systémiques deviennent alors des enjeux centraux lorsque des processus de rupture sont enclenchés et lorsque la mobilisation des ressources de pouvoir devient une question cruciale pour définir avec succès la nature du système.

Dans la figure 11.7, les « zones d'inaccessibilité » qui correspondent aux exclusions systémiques et institutionnelles couvrent symétriquement les parties gauche et droite de la courbe théorique des possibilités. Bien entendu, aucune raison ne laisse supposer que le monde réel soit si bien ordonné. En effet, l'une des raisons qui justifient l'introduction de cette complexité consiste précisément à fournir des outils pour comprendre les variations de ces exclusions sous un angle spatial et temporel. Cette variabilité historique est par ailleurs illustrée dans la figure 11.8 qui compare la démocratie libérale américaine et la période stabilisée de la social-démocratie suédoise.

FIGURE 11.8 LE POUVOIR D'ASSOCIATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET LES INTÉRÊTS CAPITALISTES DANS LE CAPITALISME DÉMOCRATICO-LIBÉRAL (ÉTATS-UNIS) ET LE CAPITALISME DÉMOCRATICO-SOCIAL (SUÈDE)

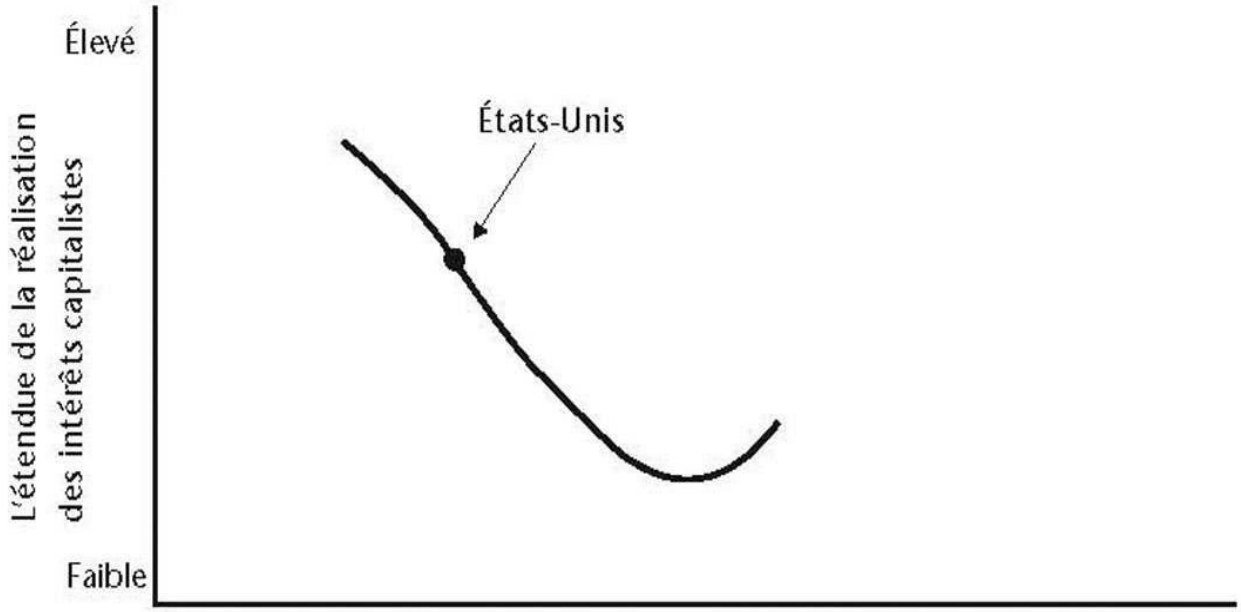


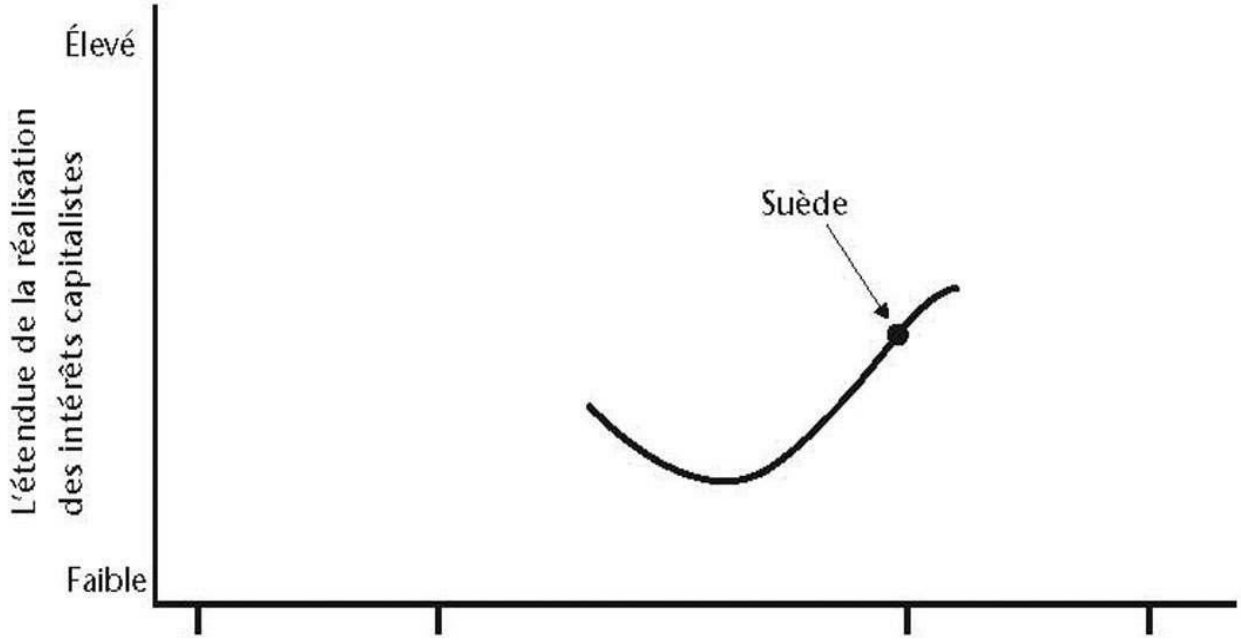
Les exclusions systémiques aux États-Unis et en Suède sont à peu près comparables : les deux pays sont des États de droit démocratiques protégés par des institutions représentatives stables qui garantissent en toute sécurité les droits de propriété capitalistes. Leur différence réside principalement dans la nature des exclusions institutionnelles historiquement variables qui se sont imposées à leur classe ouvrière respective.

Aux États-Unis, un ensemble de règles juridiques ont permis de créer un éventail d'exclusions institutionnelles assez large, ce qui explique le creux central de la courbe observée. Les règles électorales, qui renforcent le système bipartite, et la mise en place de politiques centristes, ainsi que les mesures antisyndicales qui entravent profondément la création d'organisations de travailleurs, déplacent les limites de cette zone d'exclusion institutionnelle vers la gauche. De plus, d'autres facteurs (une aide sociale peu développée, une protection de l'emploi très limitée et des lois qui garantissent l'autonomie de gestion) ont pour effet de réduire les exclusions institutionnelles et d'ouvrir à des pratiques antiassociatives et managériales. En conséquence, les stratégies disponibles offrent à la main-d'œuvre nord-américaine une marge de manœuvre limitée et maintiennent de manière permanente les pratiques associatives de la classe ouvrière sur le versant descendant de la courbe (à la gauche du creux).

Durant la période la plus stable de la social-démocratie suédoise, les exclusions institutionnelles ont permis de développer le pouvoir associatif de la classe ouvrière. L'adhésion syndicale a été facilitée par la promulgation d'un code du travail permissif, et le champ d'application des stratégies managériales a été sensiblement réduit par l'action d'un État-providence et des dispositifs de protection de l'emploi. Le résultat a donc été le suivant : le mouvement des travailleurs suédois se situe depuis longtemps sur le versant ascendant de la courbe (à la droite du creux).

FIGURE 11.9 L'ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE POUR LA MISE EN PLACE DE POLITIQUES ASSOCIATIVES RÉALISABLES PAR LES ACTEURS DU CAPITALISME DÉMOCRATICO-SOCIAL ET DU CAPITALISME DÉMOCRATICO-LIBÉRAL





Une classe ouvrière entièrement réprimée et atomisée

Des pratiques conservatrices, managériales et antiassociatives

Des pratiques professionnelles et associatives

Des pratiques collectives, associatives et socialistes

Bien entendu, les acteurs qui vivent dans ces systèmes ne perçoivent pas directement cette image dans son entièreté. Dans la mesure où les mécanismes d'exclusion institutionnels ont été mis en place et demeurent incontestés durant une longue période, ils peuvent devenir invisibles, et les parties de la courbe qu'ils recouvrent dépassent alors l'imagination politique. Par conséquent, du point de vue des acteurs du système, l'éventail des possibilités « réalistes » ressemble davantage à celui qui est présenté dans la figure 11.9 qu'à celui qui est esquissé dans la figure 11.7. Le mouvement des travailleurs américain fait alors face à un champ de possibilités qui l'obligent structurellement à adopter une posture défensive. Chaque augmentation marginale de la force des travailleurs est vécue par les capitalistes comme menaçant directement leurs intérêts, de sorte que les capitalistes, lorsque l'occasion se présente, tentent systématiquement de saper la puissance des travailleurs. Les campagnes antisyndicales sont fréquentes, et l'annulation des élections professionnelles a régulièrement lieu. En Suède, même dans un environnement économique actuellement moins favorable, l'environnement stratégique institutionnellement délimité est davantage favorable aux travailleurs. La pression centrale exercée sur les capitalistes a consisté à forger des moyens efficaces de coopération avec les syndicats et à créer des espaces institutionnels dans lesquels le pouvoir associatif des travailleurs, qui est un pouvoir historiquement ancré, a pu être exploité en vue d'accroître la productivité. Une telle mesure ne signifie pas nécessairement que les employeurs encouragent activement le renforcement du pouvoir d'association de la classe ouvrière, mais suggère qu'un effort moins soutenu est déployé pour saper ce pouvoir d'association.

La logique des stratégies symbiotiques

Les stratégies symbiotiques de transformation émancipatrice impliquent que les mouvements en direction d'une métamorphose démocratique et égalitaire à long terme des structures et des institutions sociales sont facilités lorsque le renforcement du pouvoir d'agir social permet de résoudre concrètement des problèmes sociaux selon des voies qui servent également les intérêts des élites et des classes dominantes. Le compromis de classe positif en est un exemple, mais cette logique ne se limite pas à l'action collective de classe. Il existe aussi tout un ensemble de projets de transformation sociale qui ne sont pas directement ancrés dans les rapports de classe. Plus particulièrement, il existe de nombreux processus locaux de participation collaborative que l'on regroupe parfois sous la rubrique « mouvement du renouveau civique », dans lequel plusieurs groupes civiques sont habilités à participer à des processus collaboratifs de résolution des problèmes en lien avec des acteurs locaux influents, tels que les municipalités, les autorités régionales et les élites économiques[20]. Ces efforts de transformations symbiotiques localement enracinés prennent par exemple la forme de conseils de bassins hydrographiques, de projets de développement locaux, de centres de santé de proximité, de partenariats de formation pour le marché du travail, et bien d'autres choses encore. Chacune de ces institutions locales soulève ainsi des problèmes concrets qui, d'une manière ou d'une autre, menacent les intérêts des élites et des citoyens ordinaires, et qui nécessitent, sous certaines conditions, le développement d'une stratégie collaborative par les forces sociales impliquées dans ce processus afin de mettre en œuvre des solutions pérennes. Par exemple, la gestion des bassins et des écosystèmes touche les intérêts des promoteurs immobiliers, des producteurs industriels, des entreprises de l'agroalimentaire et d'autres groupes appartenant aux élites, ainsi que ceux des écologistes, des sportifs et d'autres groupes issus de la société civile. Sous certaines conditions, la voie collaborative impliquant plusieurs parties prenantes habilitées, et qui sont issues de la société civile, peut produire des solutions où tout le monde sort gagnant. Les stratégies symbiotiques de transformation se concentrent donc sur les conditions de production de telles solutions.

Dans la mesure où les transformations symbiotiques impliquent des formes systématiques de collaboration et de coopération mutuellement bénéfiques entre des forces sociales opposées, on pourrait penser que les *stratégies* qui poursuivent cet objectif de collaboration seraient également coopératives et non conflictuelles. Tout un courant contemporain de l'analyse sociale estime que les échecs qui sont liés à la recherche de solutions collaboratives sont principalement dus à des échecs de confiance et de compréhension entre des groupes opposés, et non pas à des luttes de pouvoir. Selon cette perspective, la plupart des situations de conflit doivent être considérées comme des échecs des participants dans leur quête d'un résultat commun et positif. Généralement, ce résultat commun et positif, qui renvoie à un potentiel de collaboration, est obscurci par la présence des idéologies et d'idées préconçues sur

l'intérêt des participants. Toujours selon cet argument, les acteurs sociaux n'ont pas d'intérêts fixes réels. Les intérêts sont toujours quelque chose de construit dans des contextes spécifiques lors d'interactions. Plus généralement, des solutions avantageuses pour tous devraient donc être possibles si les acteurs s'engagent avec bonne foi dans des interactions collaboratives et expérimentales.

De ce point de vue, une proposition influente, déjà relevée dans le chapitre 7, a été élaborée par Charles Sabel dans un article retentissant coécrit avec Michael Dorf (« A constitution of democratic experimentalism »)[21]. S'appuyant sur la tradition pragmatiste de la théorie démocratique de John Dewey, Sabel et Dorf développent ce qu'ils appellent une approche expérimentaliste et démocratique en matière de réglementation socio-économique qui tente de « repenser le constitutionnalisme américain et la conception de notre démocratie représentative en tenant compte du scepticisme ambiant quant à la possibilité de voir naître un gouvernement démocratique à l'ère de la complexité[22] ». La complexité pose en effet deux problèmes cruciaux pour le fonctionnement des institutions démocratiques. Premièrement, les législateurs rencontrent une difficulté croissante lorsqu'il s'agit d'adopter efficacement un arsenal juridique qui précise convenablement les formes nécessaires que peut revêtir la réglementation gouvernementale pour faire face à un très grand nombre de problèmes qui touchent aussi bien la protection environnementale que l'apprentissage des compétences. C'est pourquoi les législateurs délèguent en réalité cette responsabilité juridique à des bureaucraties centralisées et délaissent cette fonction à des experts issus de ces organismes. Deuxièmement, il semble tout aussi impossible pour ces bureaucraties centralisées de spécifier des règlements détaillés, qui s'adapteraient en permanence à la variabilité des conditions locales générées par la complexité du réel, et de répondre efficacement aux conséquences inattendues produites par ces règles particulières en les développant et les affinant de manière continue. La solution proposée par Sabel et Dorf consiste alors à reconstruire des institutions étatiques sur une base essentiellement pragmatiste. Le cœur du dispositif institutionnel consiste à formuler ou reformuler des règles produites par des expériences décentralisées et gouvernées par des organes délibératifs composés de parties prenantes habilitées. Une autorité plus centralisée prend alors la responsabilité de surveiller ces expériences et de diffuser l'information afin que ces organes délibératifs puissent effectivement comparer la réussite relative des différentes expériences. Selon nos deux auteurs, une fois ce processus enclenché, les acteurs commenceront à reconsidérer leurs intérêts (et peut-être aussi leurs identités), de telle sorte qu'ils renforceront le résultat positif et commun de la collaboration en vue de résoudre de manière pragmatique un certain nombre de problèmes, tout en marginalisant progressivement les forces d'obstruction qui insistent sur la poursuite des intérêts antagonistes et exclusifs. À partir de ce processus d'« autoamorçage » (*bootstrapping process*), cette diffusion de la collaboration à l'ensemble de la société sera assurée par le processus même de la collaboration.

L'argument exposé dans ce livre conteste ce point de vue qui sous-estime les

enjeux liés aux conflits de classe, même s'il ne rejette pas la possibilité de parvenir à un compromis dont le résultat commun serait positif et de collaborer en vue de résoudre ces problèmes conflictuels sous certaines conditions. Les intérêts antagonistes des travailleurs et des capitalistes sont réels et intégrés à la structure sous-jacente des relations qui définissent le capitalisme. En général, les élites privilégiées et les classes dominantes préfèrent affronter des forces populaires désorganisées et impuissantes. Mais, dès lors que cette première option est impossible, elles se rabattent alors sur la seconde possibilité qui leur paraît la meilleure, à savoir la poursuite d'un compromis de classe positif. Encore faut-il préciser que l'impossibilité de recourir à la première option relève d'une lutte sociale et pas seulement d'une question d'éveil intellectuel.

Par conséquent, les stratégies symbiotiques de transformation contiennent toujours un contrepoint entre deux types de processus. Premièrement, il existe des luttes situées sur les zones d'exclusion institutionnelles qui tentent d'ouvrir la partie ascendante de la courbe à l'action collective et de fermer autant que faire se peut la pente descendante. Et, deuxièmement, nous devons faire face à un processus qui tente d'atteindre l'équilibre le plus favorable dans le cadre de ces limites institutionnelles. Dans les démocraties capitalistes stables, ces paramètres institutionnels semblent assez figés et inattaquables, voire invisibles. Mais des occasions se présentent épisodiquement pour repousser ces limites imposées institutionnellement, et lorsqu'une telle situation se produit, les changements obtenus dépendront significativement du résultat des confrontations et des mobilisations. Lorsque ces limites institutionnelles neutralisent les options de sortie que mobilisent traditionnellement des élites surpuissantes et qu'elles s'ouvrent aux formes autonomisées de participation populaire, l'expérimentation collaborative en matière de résolution des problèmes peut alors devenir une possibilité réelle dont peuvent s'emparer des mouvements qui luttent en faveur de l'égalitarisme démocratique.

Des transformations symbiotiques postcapitalistes ?

Affirmer que les stratégies symbiotiques peuvent potentiellement renforcer l'espace du pouvoir d'agir et créer des formes relativement stables de collaboration positive est une chose. Mais pourquoi devrions-nous croire que ces stratégies ont aussi le potentiel de transformer cumulativement le système dans son intégralité ? En tant que stratégie postcapitaliste, en quoi une stratégie symbiotique serait plus crédible qu'une stratégie de rupture ou qu'une stratégie interstitielle lorsqu'il s'agit d'améliorer la vie des individus ? Après tout, les exemples historiques les plus impressionnants ont montré comment les stratégies symbiotiques (étendre l'espace de la classe ouvrière et renforcer le pouvoir d'agir des travailleurs en tant qu'acteurs incontournables de l'État-providence) ont consolidé le capitalisme. En conséquence, il paraît difficile de défendre de manière abstraite les stratégies symbiotiques en tant qu'elles constitueraient une base sociale en vue d'une transformation postcapitaliste.

Nous sommes donc en présence de logiques stratégiques différenciées et d'un pronostic indéterminé lorsqu'il s'agit d'anticiper l'avenir. La vision pessimiste est que cette condition (vivre dans un monde dans lequel le capitalisme reste hégémonique) est notre destin : il est fort peu probable qu'une alternative démocratique et égalitaire au capitalisme soit soutenue par une mobilisation populaire massive au sein des démocraties capitalistes développées. Les transformations interstitielles sont également limitées à des espaces restreints, et les stratégies symbiotiques, lorsqu'elles atteignent leurs objectifs, renforcent la capacité hégémonique du capitalisme. Pour sa part, le point de vue optimiste se fonde sur l'idée que nous ignorons la nature des défis que nous rencontrerons dans l'avenir et des possibilités de transformation du système : les stratégies interstitielles d'aujourd'hui peuvent convaincre les individus qu'un autre monde est possible et les inciter à renforcer les voies du pouvoir d'agir ; les stratégies symbiotiques peuvent potentiellement élargir les espaces interstitiels dans lesquels d'autres stratégies peuvent se déployer ; et, dans des conditions historiques inattendues, l'effet cumulatif de ces institutions, qui se sont alors construites autour d'expériences socialement autonomes, pourrait faciliter l'émergence de transformations par la rupture.

1. Joel Rogers and Wolfgang Streeck, « Productive solidarities : Economic strategy and left politics », *in* David Miliband (dir.), *Reinventing the Left*, Cambridge, Polity Press, 1994, p. 130.

2. Une grande partie de cette section est tirée d'un article déjà publié par Erik Olin Wright, « Working-class power, capitalist-class interests, and class compromise », *American Journal of Sociology*, vol. 105, nº 4, 2000, p. 957-1002.

3. Dans les développements qui vont suivre, je m'appuierai sur une conception simplifiée et binaire de la structure de classe du capitalisme qui se polarise autour de deux classes principales (travailleurs et capitalistes). Dans certains cas de figure, il est néanmoins important de recourir à un concept de classe hautement différencié qui permet de saisir un ensemble complexe de situations concrètes au sein des structures de classe. Le travail que j'ai mené sur la question de la « classe moyenne » et des « positions de classe contradictoires » constitue un exemple possible d'une telle analyse. Voir Erik Olin Wright, *Classes*, *op. cit.*, et *Class Counts : Comparative Studies in Class Analysis*, *op. cit.* En effet, les processus causaux ne peuvent pas être correctement identifiés sans que soient précisées les différenciations et les divisions détaillées qui traversent les classes sociales sur la

base de critères comme le secteur d'activité, le statut, le genre et la race. Mais pour d'autres analyses, il est bien plus utile de recourir à un concept de classe simplifié et beaucoup plus abstrait qui se polarise autour du rapport de classes capitaliste opposant les capitalistes aux travailleurs. C'est principalement ce concept de classe que je vais utiliser dans ce chapitre.

4. La relation dite du J inversé entre le pouvoir de la classe ouvrière et les intérêts capitalistes m'a d'abord été proposée dans un article rédigé par Joel Rogers, « Divide and conquer : Further reflections on the distinctive character of American labor law », *Wisconsin Law Review*, vol. 13, nº 1, 1990, p. 1-147.

5. Cité dans Andrew Glynn, « Social democracy and full employment », *New Left Review*, vol. 211, 1995, p. 37.

6. Pour une élaboration plus formelle des fondements théoriques de ce modèle, voir Erik Olin Wright, « Working-class power, capitalist-class interests and class compromise », art. cité, p. 969-976.

7. Cela ne signifie pas que le pouvoir d'association de la classe ouvrière est une condition nécessaire pour solutionner ces problèmes de coordination. Il peut y avoir d'autres dispositifs qui peuvent constituer des stratégies alternatives pour résoudre ces mêmes problèmes. Plus précisément, nous souhaitons seulement montrer que le pouvoir d'association de la classe ouvrière peut constituer un mécanisme de régulation qui permet de faciliter la résolution de ces problèmes.

8. Pour une discussion sur le pouvoir des syndicats et la modération salariale, voir Lars Calmfors and John Driffill, « Bargaining structure, corporatism, and macroeconomic performance », *Economic Policy*, vol. 6, 1988, p. 13-61 ; Andrew Glynn, « Social democracy and full employment », art. cité ; Jonas Pontusson, « Between neo-liberalism and the German model : Swedish capitalism in transition », *in* Colin Crouch et Wolfgang Streeck (dir.), *Political Economy of Modern Capitalism : Mapping Convergence and Diversity* Thousand Oaks, CA, Sage 1997, p. 50-70.

9. Wolfgang Streeck, *Social Institutions and Economic Performance : Studies of Industrial Relations i Advanced Capitalist Economies*, Newbury Park, CA, Sage, 1992, p. 160-164.

10. Dans certaines conditions socioculturelles, il est tout à fait possible que certaines formes de coopération émergent et se perpétuent sans pour autant s'appuyer sur un pouvoir associatif fort. C'est le cas par exemple au Japon qui a mis en place un système relativement coopératif au niveau des relations de travail (voir Chie Nakane, *Japanese Society*, Londres, Weidenfeld and Nicholson, 1970), même si ce constat relève parfois d'un point de vue culturaliste qui a fait l'objet de critiques profondes (voir par exemple, Masahiko Aoki, *Comparative Institutiona Analysis*, *op. cit.*, p. 304 et suivantes). Il n'en demeure pas moins qu'un haut niveau de coopération au sein de la production suppose le soutien d'un pouvoir d'association important.

11. Wolfgang Streeck, *Social Institutions and Economic Performance : Studies of Industrial Relations i Advanced Capitalist Economies*, *op. cit.*, p. 165.

12. Voir, par exemple, Gøsta Esping-Andersen, *Three Worlds of Welfare Capitalism,* Princeton, NJ, Princeto University Press, 1990 ; Philippe C. Schmitter, « Corporatism is dead ! Long live corporatism ! Reflections o Andrew Schonfield's modern capitalism », *Government and Opposition*, vol. 24, nº 1, 1989, p. 54-73 ; id. et Gerhard Lembruch (dir.), *Trends Towards Corporatist Intermediation*, Londres, Sage, 1979.

13. Dans les sphères de la production et de l'échange, il peut y avoir une hétérogénéité considérable dans la forme que peuvent revêtir les courbes correspondant au compromis de classe et au niveau du pouvoir d'association de la classe ouvrière entre les entreprises et les secteurs d'activité. Le résultat est que dans un pays donné les conditions de production d'un compromis de classe peuvent être beaucoup plus favorables dans certaines entreprises et certains secteurs d'activité que dans d'autres. Par conséquent, la courbe agrégée en J inversé caractérisant une sphère donnée, est elle-même une fusion issue de la distribution de ces courbes entre les entreprises, les secteurs d'activité et d'autres unités d'analyse moins agrégées.

14. Bien entendu, la variation réelle sur une échelle spatio-temporelle donnée est beaucoup plus complexe que

ce que nous décrivons ici. Les pays peuvent varier en fonction de leur positionnement sur chacune de ces courbes, mais aussi selon plusieurs facteurs dont : 1) le poids relatif des différentes courbes dans la définition de la configuration globale de la société ; 2) les unités d'analyse qui sont propres à chaque pays dans lequel des compromis de classe sont davantage enracinés ; 3) les formes spécifiques que peuvent revêtir les courbes élémentaires. Par exemple, selon un moment ou un lieu précis, les zones ascendantes de certaines courbes pourraient s'aplanir ou devenir assez raides. Je remarque également que ma compréhension théorique de ces relations n'est pas suffisante pour produire un discours systématique sur ces deux sources de variation.

15. L'axe des abscisses de la figure 11.5 représente le pouvoir d'association de la classe ouvrière, mais un pouvoir qui ne différencie pas les trois grandes sphères précédemment décrites (production, échange et politique). Cet axe est donc un condensé du pouvoir d'association qui s'exerce dans les trois sphères (qui sont elles-mêmes des condensés du pouvoir d'association qui s'exerce dans les différentes unités d'analyse qui composent une sphère). L'intuition sous-jacente est que la viabilité du socialisme démocratique exige des niveaux de pouvoir d'association élevés au sein des trois sphères, et que menacer *durablement* les droits de propriété capitalistes fondamentaux dans des conditions démocratiques ne peut se produire que lorsqu'un tel pouvoir devient unifié et effectif. Cependant, selon cette forme théorique, cela ne signifie pas que ces trois sphères exercent une influence égale. Traditionnellement, les marxistes ont fait valoir que le pouvoir de la classe ouvrière au niveau de l'État était le plus décisif pour contester les droits de propriété capitalistes, alors que les anarcho-syndicalistes ont fait valoir que le point essentiel est le pouvoir des travailleurs au sein de la production.

16. Andrew Glynn, « Social democracy and full employment », art. cité, p. 53-54.

17. C'est l'argument de base que développe Joel Rogers, *in* « Divide and conquer », art. cité.

18. Robert Alford et Robert Friedland, *Powers of Theory : Capitalism, the State and Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

19. Le recours aux termes « libéral » et « conservateur » dans ce contexte se réfère à leur utilisation classique dans la politique américaine. Par ailleurs, dans de nombreux pays européens, le terme de « conservateur » équivaut à celui de « libéral ».

20. Pour un examen approfondi de ces projets et leur contribution potentielle à une démocratie revitalisée aux États-Unis, voir Carmen Sriani et Lewis A. Friedland, *The Civic Renewal Movement : Community Building and Democracy in the United States*, Dayton, OH, Kittering Foundation Press, 2005.

21. Michael Dorf et Charles Sabel, « A constitution of democratic experimentalism », art. cité.

22. *Ibid.*, p. 274.

CONCLUSION

Construire des utopies réelles

À la fin de la première décennie du XXIe siècle, le capitalisme a traversé, une fois de plus, une période de crise aggravée. Le triomphalisme complaisant des deux dernières décennies du XXe siècle a largement disparu pour laisser place à une nouvelle période d'incertitude concernant l'avenir du capitalisme. Les institutions destinées à tirer le capitalisme vers l'avant et à préserver les conditions d'accumulation du capital semblent désormais désorientées. La presse relaie par ailleurs de nombreux débats superficiels sur la question de savoir si le capitalisme peut ou non survivre aux perturbations actuelles.

Il semble néanmoins acquis que le capitalisme survivra à cette crise majeure dans un avenir proche. Certes, les perturbations produites par la crise économique de 2008 ont causé de grandes souffrances, et les effets désastreux de la déréglementation systématique des marchés ont dévoilé la dimension irrationnelle du capitalisme, mais la souffrance et l'irrationalité ne suffisent pas à produire des transformations sociales fondamentales. Comme lors de périodes précédentes durant lesquelles une frénésie spéculative a entraîné un effondrement de la sphère financière, le même scénario semble se reproduire : tant qu'une alternative viable au capitalisme n'est pas historiquement à l'ordre du jour – une alternative bénéficiant de surcroît d'un large soutien populaire qui se traduirait par un mouvement politique capable de prendre le pouvoir –, le capitalisme restera la structure dominante de l'organisation économique.

Ce livre a tenté de remettre en jeu des alternatives au capitalisme dominant. Cette entreprise intellectuelle a nécessité au préalable de clarifier le diagnostic et la critique du capitalisme en tant que structure économique, afin d'élaborer un cadre conceptuel pour penser des alternatives émancipatrices et préciser les éléments centraux d'une théorie de la transformation sociale. Nous pouvons désormais rappeler les principaux enseignements de cette enquête :

1. Le capitalisme entrave la réalisation de la justice sociale et de la justice politique

Il s'agit du point de départ fondamental pour amorcer une recherche de solutions alternatives : la critique du capitalisme en tant que structure de pouvoir et d'inégalité. Nous avons vu que les mécanismes centraux et les processus capitalistes qui organisent l'activité économique bloquent intrinsèquement l'universalisation des conditions qui favorisent l'épanouissement humain et l'approfondissement de la démocratie. Bien entendu, toutes les injustices sociales ne sont pas imputables au capitalisme, et l'élimination complète du capitalisme n'est pas forcément une condition nécessaire pour faire avancer significativement la justice sociale et politique. Mais cela implique que la lutte pour l'émancipation humaine nécessite une lutte contre le capitalisme lui-même, et non pas simplement une lutte au sein du capitalisme.

2. Les structures économiques sont toujours des hybrides

Bien qu'il soit utile à des fins analytiques de définir le « capitalisme », l'« étatisme » et le « socialisme » comme trois types idéaux de structure économique qualitativement distincts, qui se différencient par la nature du pouvoir organisant l'activité économique, aucun système économique concret ne peut se réduire à l'une ou l'autre de ces formes pures. Tous les systèmes économiques contemporains existants sont en réalité des configurations complexes qui rassemblent des éléments capitalistes, étatistes et socialistes. Cette idée s'applique non seulement aux économies nationales, mais aussi à toutes les unités d'analyse qui composent les systèmes économiques, y compris les entreprises : une entreprise capitaliste dotée d'un comité d'entreprise influent combine des éléments capitalistes et socialistes, tout comme une coopérative de travailleurs autogérée qui embauche des employés.

Dans de telles configurations hybrides, une structure économique dite « capitaliste » permet d'identifier la forme dominante de pouvoir au sein de cette configuration. Une entreprise est capitaliste si l'allocation et l'utilisation des ressources économiques au sein même de l'entreprise dépendent principalement de l'exercice du pouvoir économique. Une économie est capitaliste lorsque le pouvoir capitaliste constitue la forme dominante de pouvoir sur les activités économiques. Il va de soi que cette manière d'appréhender l'économie sous l'angle des rapports de pouvoir implique une compréhension nouvelle du problème de la transformation : une transformation émancipatrice ne doit pas être considérée comme le passage binaire d'un système à un autre, mais plutôt comme un changement des rapports de pouvoir au sein de la configuration particulière qui constitue un hybride.

3. L'hybride socialiste

La thèse centrale de ce livre est que le dépassement du capitalisme qui ouvrirait la voie à des conceptions démocratiques, égalitaires et radicales de la justice sociale et politique exige un renforcement du pouvoir d'agir social au sein de l'économie. Une telle exigence implique donc de prendre très au sérieux la question de la démocratie. En premier lieu, un renforcement général et profond du pouvoir d'agir consiste à subordonner le pouvoir étatique au pouvoir social qui vient de la société civile. C'est le sens ordinaire que nous donnons à l'idée même de « démocratie ». Le gouvernement du peuple et par le peuple signifie que le pouvoir dérivé de l'association volontaire de la société civile contrôle le pouvoir enraciné dans l'État. Cependant, le renforcement du pouvoir d'agir social ne se limite pas au seul contrôle démocratique de l'État, mais implique aussi la subordination du pouvoir économique au pouvoir social. Fondamentalement, cela signifie que l'allocation et l'utilisation des ressources productives cessent d'être gouvernées par la propriété privée des moyens de production. Enfin, et c'est peut-être le point le plus difficile à aborder, renforcer le pouvoir d'agir social revient à démocratiser la société civile elle-même, c'est-à-dire à créer une société civile associative qui serait composée d'associations à la fois restreintes et englobantes, organisées selon les principes d'égalité et de démocratie. Pris ensemble, ces processus de démocratisation constitueraient une transformation fondamentale de la structure de classe car le noyau des rapports de classes capitalistes s'appuie sur un pouvoir économique qui est intrinsèquement lié à la propriété privée des moyens de production. La subordination complète de ce pouvoir économique par le pouvoir social signifierait donc que l'assujettissement de la classe ouvrière à la classe capitaliste serait aboli.

4. L'hétérogénéité et le pluralisme institutionnels : les multiples voies permettant de renforcer le pouvoir d'agir social

Le projet à long terme qui vise à renforcer le pouvoir d'agir social au sein de l'économie suppose d'augmenter le pouvoir social à travers un certain nombre de transformations institutionnelles et structurelles. Le socialisme ne doit pas se réduire à un modèle institutionnel unitaire qui organiserait l'économie selon des principes *a priori*, mais apparaître plutôt comme un modèle pluraliste ouvert à des expérimentations institutionnelles diverses dans le but de réaliser un principe commun sous-jacent. Dans le chapitre 5, j'ai identifié sept voies possibles permettant de répondre à cette exigence : le socialisme étatiste, la régulation sociale-démocrate de l'économie, la démocratie associative, le capitalisme social, l'économie sociale, l'économie de marché coopérativiste et le socialisme participatif. Ces multiples champs d'expérimentation peuvent être réalisés de différentes manières à travers les innovations spécifiques et les propositions utopiques que nous avons explorées dans les chapitres 6 et 7 : budget municipal participatif, Wikipédia, économie sociale québécoise, revenu de base inconditionnel, fonds de solidarité, fonds d'investissement des salariés, Mondragón, socialisme de marché et économie participaliste. Aucune de ces voies et de ces propositions spécifiques n'est susceptible par elle-même d'assurer la viabilité institutionnelle d'une économie socialiste mais, lorsqu'elles sont combinées entre elles, elles acquièrent le potentiel de changer la configuration sous-jacente du pouvoir qui contrôle l'activité économique.

5. Pas de garanties : le socialisme est un terrain de développement de la justice sociale et politique pour une garantie de réaliser ces idéaux

La justice sociale, telle que je l'ai définie dans le chapitre 2, exige que toutes les personnes aient un accès égal aux moyens sociaux et matériels qui sont nécessaires pour vivre une vie épanouissante ; la justice politique implique que toutes les personnes aient un accès égal aux moyens politiques de participer à des décisions qui affectent leur vie. La domination du pouvoir social sur l'économie ne garantit pas la réalisation de ces idéaux égalitaristes, démocratiques et radicaux. La société civile est en effet une arène sociale dans laquelle coexistent aussi bien des associations démocratiques et égalitaires que des associations excluantes enracinées dans des logiques identitaires qui s'opposent à l'universalisation des conditions de l'épanouissement humain. Par conséquent, renforcer le rôle et le pouvoir des associations au sein d'une structure économique pourrait avoir pour effet non pas de détruire mais de reproduire au sein de la société civile un certain nombre d'oppressions.

L'argument en faveur du socialisme défini comme le pouvoir démocratique sur la répartition et l'utilisation des ressources productives n'est donc pas que le socialisme garantit la justice sociale et politique, mais plutôt qu'il crée un terrain d'expérimentation socio-économique qui favorise la lutte pour la réalisation de ces idéaux. Cet argument repose donc essentiellement sur une forme de croyance positive dans les vertus de la démocratie (la « foi en la démocratie »). Il s'agit en effet de la croyance selon laquelle plus la répartition du pouvoir dans un système donné est démocratique, plus il est probable que les valeurs humaines et égalitaires prédomineront. Ce pari démocratique ne repose pas en dernier ressort sur une croyance anthropologique en la bonté innée des individus, mais sur la conviction qu'une démocratisation profonde des conditions d'existence transformera les interactions entre les individus, de telle sorte que les impulsions les plus humaines de notre nature puissent prévaloir sur nos tendances les plus sombres. Mais la démocratie peut être détournée, et des solidarités aussi bien excluantes qu'universalistes encouragées. Il n'y a donc pas de garanties absolues.

À ce sujet, les philosophes et les militants politiques partagent un fantasme commun : il suffirait de concevoir des institutions parfaites pour ensuite baisser la garde politiquement. Car si nous pouvions avoir la meilleure forme institutionnelle possible de démocratie, cela déclencherait une dynamique d'autorenforcement qui viendrait consolider la démocratie. Les économistes ont également idéalisé l'autoreproduction du marché. Selon eux, si nous pouvions concevoir des institutions permettant de garantir des droits de propriété justes, alors les marchés s'auto-alimenteraient en produisant perpétuellement les incitations et les motivations nécessaires à leur bon fonctionnement. Et certains socialistes ont espéré que la destruction du pouvoir capitaliste et la mise en place de nouvelles institutions économiques dirigées par les travailleurs renforceraient le socialisme lui-même : ces

institutions produiraient en effet le type d'individus qui garantiraient un fonctionnement harmonieux du socialisme, et les conflits sociétaux qui pourraient venir de ces institutions disparaîtraient progressivement. Notons par ailleurs que ce genre d'aspiration a sous-tendu la célèbre prédiction de Marx concernant le « dépérissement de l'État », au moment précis où le socialisme évoluerait vers le communisme.

Toutes ces visions imaginent ainsi que les institutions peuvent être conçues pour être en mesure de produire un type d'individu entièrement dévolu au bon fonctionnement de ces institutions et marginaliser tout processus social qui pourrait compromettre ou perturber ces logiques. En résumé, elles imaginent un système social sans contradictions, sans conséquences inattendues qui viendraient détruire l'action individuelle et collective, un système qui serait parvenu à un équilibre émancipateur autosuffisant.

Je ne crois pas qu'un système social complexe, y compris un système socialiste au sens large, puisse un jour se conformer à un tel idéal. Bien entendu, la conception des institutions est un élément important. La raison d'être de ce travail qui consiste à envisager des utopies réelles et à penser la relation entre les dispositifs institutionnels et les idéaux émancipateurs est d'augmenter les chances que certaines valeurs soient réalisées. Mais au bout du compte, la réalisation de ces idéaux dépendra de l'action humaine, de la volonté créatrice et participative des individus à rendre le monde meilleur, en tirant profit des erreurs commises et en défendant vigoureusement les progrès qui auront été accomplis. Un socialisme pleinement réalisé dans lequel les sphères du pouvoir (l'État, l'économie et la société civile) auront été radicalement démocratisées pourra stimuler une telle volonté et augmenter la capacité d'apprentissage des individus pour surmonter des problèmes imprévus. Mais aucun dispositif institutionnel ne pourra jamais parfaitement s'autocorriger. Il faudra donc rester vigilant et ne jamais baisser la garde politiquement.

6. L'indétermination stratégique : plusieurs chemins sont possibles

Le mouvement des idéaux égalitaires, démocratiques et radicaux de justice sociale et politique ne se mettra pas en route simplement comme produit accidentel d'un changement social involontaire. Si nous souhaitons ce mouvement, il faut le provoquer par des actions conscientes en agissant collectivement. Cela implique qu'une théorie de la transformation doit inclure une théorie sur nos capacités conscientes d'action et de stratégie.

Tout comme il existe de multiples formes institutionnelles dans lesquelles le pouvoir d'agir social peut être augmenté, il existe aussi plusieurs logiques stratégiques à travers lesquelles ces institutions peuvent être construites et développées. À ce sujet, nous avons examiné trois logiques stratégiques de transformation : par la rupture, interstitielle et symbiotique. Aucune de ces logiques stratégiques de transformation n'est susceptible d'être suffisante en soi lorsqu'il s'agit de renforcer le pouvoir d'agir social. À long terme, toute trajectoire plausible de transformation doit se fonder sur des éléments tirés de ces trois stratégies. Par ailleurs, j'ai précisé dans le chapitre 8 que les ruptures systémiques au sein des sociétés capitalistes et démocratico-libérales sont des stratégies improbables pour instaurer un égalitarisme démocratique. Cependant, cela ne signifie pas que nous devons rejeter tous les aspects de cette logique de transformation. Des ruptures partielles, des brèches institutionnelles et des innovations décisives dans certains domaines spécifiques sont possibles, notamment au cours d'une période de crise économique aggravée. Par-dessus tout, la conception de la lutte au sein d'une vision de rupture – la lutte comme défi et confrontation, impliquant des victoires et des défaites, plutôt que la résolution collaborative des problèmes – demeure essentielle pour un projet réaliste visant à renforcer le pouvoir d'agir social.

Ces aspects de la logique de rupture doivent être combinés avec des stratégies interstitielles et symbiotiques. Les stratégies interstitielles permettent de créer et d'approfondir des institutions dotées de pouvoir d'agir social, du bas vers le haut. Ces nouvelles institutions fonctionnent alors comme des preuves concrètes qu'un autre monde est possible et peuvent aussi potentiellement s'étendre jusqu'à éroder le pouvoir économique. Mais si un tel scénario se produit, nous avons vu qu'il pouvait éventuellement se heurter à des limites. L'affrontement avec une opposition organisée des forces capitalistes devient alors inéluctable et, dans ce cas de figure, les stratégies de rupture peuvent s'avérer nécessaires lorsqu'il s'agit d'élargir les espaces dans lesquels les transformations interstitielles peuvent éclore. Les stratégies et les transformations symbiotiques préfèrent relier les intérêts de la classe dominante à un pouvoir social élargi, stabilisant ainsi la base institutionnelle permettant de renforcer le pouvoir d'agir social. L'idée est de créer des contextes favorables à la production de « compromis de classe », impliquant un jeu à somme positive et des formes actives de collaboration entre intérêts opposés pour résoudre des problèmes divers. Cependant, ces contextes favorables sont eux-mêmes intégrés

dans des règles du jeu qui rendent coûteuses les défections de groupes puissants, et ces règles sont souvent le résultat de victoires et de défaites à l'issue de luttes plus conflictuelles.

La meilleure façon de combiner ces éléments stratégiques dans un projet politique visant au renforcement du pouvoir d'agir social dépend fortement des conditions historiques et des possibilités réelles (et des limites) pour « faire l'histoire » que ces conditions créent. De plus, compte tenu de la complexité des conditions historiques, même les plus favorables, et de la boîte de Pandore des conséquences inattendues, il est peu probable que ces visions stratégiques soient en mesure d'être configurées par des personnes, aussi astucieuses soient-elles. La meilleure solution est donc d'adopter un pluralisme stratégique assez souple.

7. L'opacité des limites futures du possible : nous ne pouvons pas connaître à l'avance les limites de la trajectoire d'un renforcement du pouvoir d'agir social

Les sept voies d'accès permettant de renforcer le pouvoir d'agir social fournissent une cartographie approximative de la trajectoire que doit suivre une transformation qui valoriserait la composante socialiste du système économique. Les logiques de transformation nous renseignent ainsi sur les stratégies qui nous permettraient d'accéder à l'une de ces voies. Mais nous ne pouvons pas décrire à l'avance l'ensemble complet des formes institutionnelles qui nous permettront de consolider, d'élargir et de renforcer le pouvoir d'agir social selon ces voies. Nous ne pouvons pas non plus vraiment savoir jusqu'à quel point il est possible de les suivre.

Les générations précédentes de socialistes avaient davantage confiance dans les capacités d'une économie radicalement démocratique à dépasser le capitalisme. Selon les termes que nous avons utilisés dans ce livre, ils étaient convaincus que le pouvoir social, surtout lorsqu'il s'exerçait dans la sphère de l'État, pouvait dominer l'activité économique. De ce point de vue, Marx a avancé l'argument le plus puissant. Il pensait avoir découvert les lois du mouvement de la société capitaliste et était convaincu qu'à long terme le capitalisme détruirait ses propres conditions d'existence. En conséquence, le pouvoir économique capitaliste deviendrait une infrastructure fragile et inefficace pour organiser l'activité économique. L'érosion prévisible du pouvoir capitaliste fournirait alors une base assez solide pour asseoir la montée en puissance du pouvoir social, c'est-à-dire du pouvoir de la classe ouvrière qui accéderait à la position dominante au sein d'un ordre économique radicalement transformé. Il faut remarquer que cette thèse se fondait davantage sur l'affirmation selon laquelle le capitalisme était condamné à long terme que sur une théorie systémique du bon fonctionnement et de la durabilité des relations économiques dans une structure profondément démocratique et égalitaire.

Mais, dès lors que nous abandonnons la théorie de l'auto-extinction du capitalisme, thèse que j'ai notamment soutenue dans le chapitre 4, il devient beaucoup plus urgent de démontrer la viabilité du socialisme. Il se pourrait néanmoins, contrairement aux aspirations d'émancipation sociale, qu'il soit impossible dans un système économique complexe de construire une configuration institutionnelle et structurelle durable dans laquelle le pouvoir social serait la forme dominante de pouvoir. La viabilité d'un système économique radicalement démocratique et égalitaire ne pourrait tout simplement pas être garantie en raison de la complexité et des échelles du monde contemporain. Les tentatives visant à créer une telle configuration socialiste pourraient toujours s'avérer instables et dégénérer en une variante de l'économie étatiste ou capitaliste. C'est pourquoi la meilleure solution consisterait au mieux à neutraliser les effets les plus néfastes du capitalisme. Malgré la meilleure volonté du monde, il n'y aurait aucune réelle voie socialiste.

Mais il se pourrait aussi que les limites apparentes à l'expansion du pouvoir social soient beaucoup plus faibles que nous le croyions. Et dans des conditions

futures qu'il serait difficile d'anticiper, il se pourrait aussi que ces limites soient radicalement différentes de celles d'aujourd'hui et que nous assistions à une spectaculaire montée en puissance du pouvoir social. Le monde pourrait alors correspondre à cette description : un revenu de base inconditionnel libère du temps pour la participation à l'économie sociale. Des fonds d'investissement des salariés et des fonds de solidarité renforcent la capacité des syndicats et d'autres associations à contrôler les entreprises et les investissements. Les coopératives de travailleurs autogérées sont revitalisées par les nouvelles technologies de l'information qui facilitent la coopération entre elles, et de nouvelles infrastructures coopérativistes sont mises en place afin de protéger les coopératives de producteurs des pressions destructrices du marché. La participation directe de l'État dans l'économie s'articule avec de nouvelles formes de participation associative qui améliorent l'efficacité et le contrôle des entreprises publiques. Un grand nombre de municipalités adoptent le budget participatif qui s'étend à des nouveaux secteurs de dépenses publiques. Et des institutions entièrement nouvelles et inattendues sont inventées pour promouvoir le renforcement du pouvoir d'agir social. Un tel scénario pourrait aussi se réaliser.

Je ne crois pas que mon manque de confiance concernant les limites du possible reflète simplement un manque d'imagination théorique (même si, bien sûr, je peux aussi me tromper sur ce point). Au contraire, je pense qu'un tel sentiment renvoie à une question essentielle qui consiste à comprendre les ramifications multiples des conséquences imprévisibles que l'on voit naître dans les systèmes complexes. Mais il est absolument crucial de ne pas glisser de cet aveu d'ignorance concernant les limites futures du possible vers une croyance en l'impossibilité du socialisme. En réalité, nous ignorons tout simplement quelles pourraient être les limites ultimes à l'expansion d'un pouvoir d'agir social renforcé, démocratique et égalitaire. La meilleure chose que nous puissions faire consiste alors à orienter la lutte vers ces voies permettant de renforcer le pouvoir d'agir social, et de concevoir cela comme un processus expérimental par lequel nous testons et retestons continuellement les limites du possible tout en essayant du mieux que nous pouvons de créer de nouvelles institutions qui, à leur tour, dépasseront ces limites elles-mêmes. Ce faisant, non seulement nous envisageons des utopies réelles, mais nous contribuons à rendre réelles ces utopies.

1. Les *fab labs* (« laboratoire de fabrication » en anglais) et autres *makerspaces* proviennent de la culture *maker* qui est née aux États-Unis dans les années 2000. Un *fab lab* est un lieu ouvert au public qui met à disposition un certain nombre d'outils, de machines de fabrication numérique ou de compétences pour la conception et la réalisation de projets. Les *fab labs* s'organisent sur des principes d'ouverture et de collaboration. (*NdT*)

2. *Op. cit.*

POSTFACE À L'ÉDITION FRANÇAISE

La plupart des changements sociaux de grande ampleur de l'histoire humaine se produisent à l'insu des peuples comme effet cumulatif des conséquences non intentionnelles de l'action humaine. En revanche, pour être en mesure de promouvoir une « stratégie » de changement social, il faut que les transformations sociales souhaitées soient possibles grâce à une action intentionnelle et délibérée. Cela est particulièrement ambitieux si cette stratégie a pour but de remplacer un système aussi complexe que le capitalisme par un système socio-économique alternatif. Il ne suffit pas en effet d'identifier la gravité des préjudices existants dans le monde ou d'avoir des motifs valables pour croire en la désirabilité et la viabilité d'une alternative. Il est également nécessaire de disposer aujourd'hui des moyens d'action qui augmentent la probabilité de réaliser cette alternative dans le futur. La proposition fondamentale de ce livre fut de contribuer à clarifier ce problème.

Durant les six années qui ont suivi sa publication, j'ai poursuivi ce travail en donnant des conférences dans le monde entier autour de ses thèmes centraux. Ces présentations étaient essentiellement destinées à un auditoire qui partageait largement les valeurs défendues dans l'ouvrage et le diagnostic et la critique du capitalisme que j'avais exposés dans la première partie. Cet auditoire partageait également le désir de voir naître une alternative égalitaire, solidaire et démocratique. Mais un certain nombre de personnes ont souvent accueilli avec scepticisme la vision stratégique que je défendais. L'idée selon laquelle les utopies réelles pourraient amorcer une stratégie de dépassement du capitalisme est certes séduisante, mais semble assez improbable. Elle est séduisante parce que la possibilité de créer des utopies réelles sous-entend que des actions nombreuses peuvent être entreprises, notamment lorsque l'État semble refuser de promouvoir la justice et l'émancipation sociales. Nous pouvons alors poursuivre sérieusement notre entreprise de reconstruction, non « sur les cendres du vieux monde », mais dans ses interstices. Mais, pour beaucoup, cette idée est improbable car il semble fort peu plausible que l'accumulation des espaces d'émancipation au sein d'une économie dominée par le capitalisme puisse réellement supplanter ce système économique, étant donné l'immense pouvoir et la richesse des grandes sociétés capitalistes et la dépendance des conditions de vie de la plupart des individus à l'égard du bon fonctionnement des marchés.

L'argument central qui nourrit ce scepticisme est que la dimension capitaliste de l'État rend impossible le dépassement du capitalisme par les utopies réelles : si ces dernières veulent jouer un rôle déterminant dans le dépassement du capitalisme, il faut qu'elles soient, d'une manière ou d'une autre, encouragées par l'État. Mais si ces nouvelles formes d'activités et de relations économiques remettaient en cause et menaçaient la position dominante du capitalisme, elles seraient alors tout simplement écrasées par l'État capitaliste. Après tout, ceci est l'une des fonctions essentielles de l'État capitaliste : assurer sa propre reproduction. Par conséquent, étant donné le

caractère de classe et le pouvoir coercitif de l'État capitaliste, comment la construction d'utopies réelles peut-elle constituer l'élément central d'une stratégie de dépassement du capitalisme ?

Dans les développements qui vont suivre, je répondrai à cette objection, puis j'esquisserai les contours d'un scénario pour les décennies à venir, scénario qui incite à un optimisme mesuré.

La question de l'État capitaliste

Si l'État capitaliste était une totalité intégrée et cohérente, dont les structures étaient effectivement organisées dans le but exclusif d'assurer à long terme la position dominante du capitalisme, l'État n'aurait aucune chance de jouer un rôle positif dans le développement d'espaces émancipateurs. Cependant, aborder le problème sous cet angle n'est pas la meilleure façon de penser le caractère de classe de l'État et son impact sur la société. Deux problèmes nous paraissent particulièrement pertinents ici : le premier concerne précisément la signification du « caractère de classe » de l'État, le second entend discuter la fonctionnalité contestée et contradictoire de l'État.

Le caractère de classe de l'État

Les théoriciens, lorsqu'ils affirment que l'État au sein même du capitalisme est un État *capitaliste* pourvu d'un caractère de classe distinctif, expriment l'idée suivante : lorsque nous observons que l'État soutient systématiquement le capitalisme, ce n'est pas simplement en raison des préférences exprimées par les individus exerçant le pouvoir d'État, mais du fait de la structure de base de l'État. Cette proposition peut être évoquée de différentes manières, mais fondamentalement l'idée consiste à soutenir qu'il existe au sein de l'État des mécanismes construits qui sont biaisés, de telle sorte qu'ils favorisent systématiquement les actions menées par l'État en faveur du capitalisme et qui servent les intérêts de la classe capitaliste. Cette proposition générale peut être acceptée comme une manière de comprendre l'État capitaliste comme un type idéal et d'affirmer que les États capitalistes réels ont un caractère moins cohérent. De même que les systèmes économiques capitalistes concrets devraient être appréhendés comme des écosystèmes hybrides, structurés par des relations économiques différentes au sein desquelles le capitalisme est dominant, l'État capitaliste devrait également être perçu comme un système hétérogène librement combiné d'appareils à l'intérieur desquels, selon des degrés variables et inégaux, les mécanismes en faveur du capitalisme sont dominants. Cet écart que nous observons dans l'équilibre des intérêts de classe et qui est incarné dans l'État est le résultat de luttes spécifiques. La trajectoire des compromis et des concessions, des victoires et des défaites est inscrite aussi bien dans la conception formelle que dans les normes informelles des institutions politiques. Le degré selon lequel un appareil d'État est capitaliste – dans la mesure où il intègre des mécanismes en vue de protéger le capitalisme – peut donc varier en fonction des lieux et des époques.

La question de la démocratie est également un aspect pertinent pour évaluer la variabilité du caractère de classe des différents appareils d'État. Plus la responsabilité des différents appareils d'État est réellement démocratisée, moins le caractère de classe de ces appareils demeure purement capitaliste. Ainsi, une démocratie parlementaire ordinaire a toujours eu un caractère de classe contradictoire : comme le remarquent généralement les auteurs marxistes, même si les règles du jeu qui encadrent la démocratie électorale ont pour effet d'ensemble de

restreindre et d'apaiser les luttes de classes concernant l'État de manière à soutenir la position dominante du capitalisme, il est également avéré que les élections introduisent des tensions potentielles dans le caractère de classe des organes législatifs, pour autant qu'elles impliquent une réelle compétition démocratique. En temps de crise et de mobilisation populaire, ces tensions peuvent assouplir les limites du possible et entraîner l'émergence de nouvelles formes d'initiatives d'État.

Les exigences pour approfondir et revitaliser la démocratie peuvent donc être pensées comme des exigences pour diluer – et non pas éliminer – le caractère capitaliste des appareils d'État. Cette question ne se limite pas seulement à la démocratisation des rouages ordinaires de l'État, mais concerne également un grand nombre de commissions semi-publiques et d'organisations qui interfèrent avec l'ensemble des États modernes. Approfondir la démocratie ne consiste pas à démocratiser simplement les États nationaux centralisés, mais aussi les appareils d'État régionaux et locaux. Les luttes visant à renforcer la dimension démocratique des administrations locales peuvent être particulièrement importantes dans la manière de penser les ressources à partir desquelles des initiatives publiques peuvent élargir le champ des expériences économiques non capitalistes.

Une fonctionnalité contestée et contradictoire

L'idée que l'État puisse exercer une « fonction » de reproduction du capitalisme suppose implicitement qu'il existe des moyens cohérents lui permettant de satisfaire les différentes conditions de reproduction du capitalisme. Cependant, un certain nombre de situations échappent à cette règle. En particulier, il peut y avoir des décalages temporels entre les effets à court terme sur la reproduction des actions conduites par l'État et les conséquences dynamiques de plus long terme. En ce qui concerne les structures économiques dominantes, les effets sur la reproduction des interventions de l'État sont le résultat d'initiatives qui répondent principalement aux conditions et aux enjeux immédiats. Ainsi l'État féodal a rendu possible le capitalisme marchand, même si les dynamiques du capitalisme marchand furent à long terme fatales aux relations féodales. Le capitalisme marchand a donc permis à la classe dirigeante féodale de résoudre des problèmes à court terme, et c'était là l'essentiel.

De même, au milieu du XXe siècle, fort de l'émergence de la social-démocratie, l'État capitaliste a facilité le développement d'un secteur public dynamique et s'est appuyé sur une réglementation publique du capitalisme. La social-démocratie a en effet permis de résoudre une série de problèmes qui touchaient directement le capitalisme – ce qui a eu également pour effet d'assurer sa reproduction –, même si, au même moment, l'espace permettant de promouvoir différents éléments socialistes au sein de l'écosystème économique a été élargi : démarchandisation partielle de la force de travail par le biais de prestations publiques permettant une prise en charge partielle des conditions de vie matérielles des travailleurs ; renforcement du pouvoir d'agir social de la classe ouvrière dans les entreprises capitalistes et sur le marché du travail ; et réglementation démocratique du capital afin de traiter les externalités

négatives les plus graves produites par le comportement des investisseurs et des entreprises au sein des marchés capitalistes (pollution, risques liés à la production et au lieu de travail, comportements de prédation sur le marché, volatilité des marchés, etc.). Un grand nombre de capitalistes ne se sont pas ralliés à ces initiatives impulsées par l'État et se sont même sentis menacés par de telles dispositions, mais au final l'État social-démocrate a permis de résoudre certains problèmes concrets et fut donc toléré.

Le fait que cet arsenal d'actions publiques ait pu contribuer à la stabilité du capitalisme du milieu du XXe siècle est souvent perçu comme l'indice que ces politiques publiques ne pouvaient pas remettre fondamentalement en cause le capitalisme et qu'elles ne représentaient certainement pas un danger pour la survie de ce système économique. Ce point de vue relève selon moi d'une erreur d'appréciation. Une intervention de l'État peut certes produire un effet immédiat, permettant de surmonter un certain nombre de problèmes soulevés par le capitalisme, et même de le renforcer, mais elle peut aussi amorcer un mouvement dynamique qui a le potentiel d'éroder la position dominante du capitalisme au fil du temps. Bien entendu, à mesure que la classe capitaliste a perçu l'extension de l'État comme une entrave progressive aux conditions d'accumulation du capital, les attaques du néolibéralisme se sont finalement concentrées précisément sur la dimension démocratique et sociale de ces initiatives défendues par l'État.

Durant la première décennie du XXIe siècle, le monde a changé, ne présentant plus qu'un lointain rapport avec celui où prospérait la social-démocratie. Du point de vue des capitalistes, la mondialisation du capital a facilité le transfert des investissements vers des régions du monde où la réglementation est moins contraignante et le coût du travail moins élevé. La menace induite par ces mouvements de capitaux, à laquelle viennent s'ajouter un certain nombre de changements technologiques et démographiques, a eu pour effet de fragmenter la classe ouvrière et de fragiliser le mouvement syndical, diminuant ainsi la capacité de la classe ouvrière de s'organiser et de se mobiliser politiquement. À la mondialisation s'ajoute la financiarisation du capital, avec pour conséquence l'augmentation massive des inégalités de richesse et de salaire qui, à leur tour, ont renforcé le poids politique des opposants à l'État social-démocrate. Les décennies de l'Âge d'or présumé de la social-démocratie apparaissent désormais comme une anomalie historique, une brève période durant laquelle des conditions structurelles favorables et un solide pouvoir populaire ont permis à un modèle démocratique, social et relativement égalitaire de contester la domination absolue du capitalisme. Avant cette période, le capitalisme était un système vorace et, sous l'ère du néolibéralisme, il a retrouvé sa voracité en retournant à l'état normal qui caractérise tant les écosystèmes capitalistes. Peut-être qu'à long terme le capitalisme est tout simplement non érodable. Les partisans d'une rupture révolutionnaire avec l'État capitaliste ont toujours prétendu que la prédominance du capitalisme ne pourrait pas être solidement atténuée par des réformes, et que les efforts accomplis en ce sens nous détournaient de la tâche principale qui consiste à construire un mouvement

politique visant à renverser le capitalisme.

Par conséquent, la question pour le capitalisme au XXIe siècle est de savoir si oui ou non cette forme de déconnexion temporelle observée dans la seconde moitié du XXe siècle est encore possible au sein même de l'État capitaliste. Existe-t-il en effet un éventail d'interventions publiques qui permettraient de résoudre les problèmes urgents auxquels est confronté le capitalisme, mais qui auraient aussi pour conséquences potentielles à plus long terme d'étendre l'espace dans lequel des relations économiques, égalitaires et démocratiques pourraient se développer ?

Perspectives

Gramsci est resté célèbre pour avoir déclaré qu'il fallait allier le pessimisme de la raison à l'optimisme de la volonté. Mais pour maintenir l'optimisme de la volonté, l'optimisme de la raison est parfois nécessaire, même dans de faibles proportions. Selon moi, il existe deux tendances qui sont source d'optimisme lorsqu'il s'agit de penser des possibilités futures qui pourraient appuyer les initiatives des États et éroder potentiellement la position dominante du capitalisme à long terme.

Premièrement, le réchauffement climatique est susceptible de signer la fin du néolibéralisme. Même en laissant de côté la question de l'atténuation du réchauffement climatique par le soutien d'une production énergétique sans émission de carbone, les adaptations nécessaires au réchauffement climatique exigeront une augmentation massive de biens publics fournis par l'État. À titre d'exemple, le marché n'est tout simplement pas en mesure de construire des digues pour protéger Manhattan. L'ampleur des ressources nécessaires permettant de soutenir de telles interventions publiques pourrait facilement atteindre un niveau similaire à celui qui fut investi dans les grandes guerres du XXe siècle. Même si les entreprises capitalistes tireront énormément profit de la production de ces infrastructures publiques – de la même manière qu'elles ont pu tirer profit de la production militaire en période de conflit –, le financement de tels projets exigera des augmentations fiscales considérables et un effort idéologique pour réhabiliter la fonction interventionniste de l'État lorsqu'il s'agit de mettre à disposition des biens publics. Si ces processus se développent à l'intérieur du cadre de la démocratie capitaliste, cette redynamisation du rôle de l'État consistant à fournir des biens publics ouvrira un espace politique favorisant des interventions publiques plus larges et à vocation sociale.

Seconde tendance contre laquelle l'État capitaliste devra lutter tout au long du XXIe siècle : les effets à long terme produits par la révolution de l'information et ses bouleversements technologiques sur l'emploi. Bien entendu, chaque nouvelle vague de changement technologique fait l'objet de spéculations concernant la destruction des emplois qui peut déboucher sur une exclusion sociale généralisée et un chômage structurel permanent mais, lors des vagues antérieures, la croissance économique avait finalement créé suffisamment d'emplois dans des secteurs nouveaux pour surmonter de tels déficits. Cependant, à l'ère du numérique, il est fort peu probable que les formes d'automatisation qui se sont désormais durablement introduites dans le secteur des services, et parmi les professions, maintiennent une croissance économique permettant de garantir des opportunités d'emploi adéquates par le biais du marché capitaliste. Par ailleurs, l'ampleur de ce problème est exacerbée par la mondialisation de la production. À mesure que le XXIe siècle avance, ces problèmes s'aggravent et ne seront pas résolus par l'action spontanée des forces du marché. Il en résulte une augmentation de la précarité et de l'exclusion sociale d'une portion significative de la population. Indépendamment des réflexions concernant la justice sociale, cette tendance est susceptible de produire de l'instabilité sociale et des

conflits coûteux.

Ces deux tendances posent conjointement des défis majeurs et inédits à l'État capitaliste : la nécessité d'augmenter massivement la production de biens publics afin de régler la question du changement climatique, et l'obligation de promouvoir des politiques publiques pour prendre en charge l'exclusion économique et l'insécurité sociale occasionnées par le changement technologique. Il s'agit là du contexte dans lequel les mobilisations et les luttes populaires ont une chance de produire des nouvelles formes d'interventions publiques qui pourraient garantir le développement d'une activité économique plus égalitaire et démocratique, coexistant ainsi avec le capitalisme au sein d'un écosystème économique hybride.

Je souhaiterais maintenant soumettre le scénario suivant.

La nécessité de traiter les adaptations au changement climatique marque la fin du néolibéralisme et de ses structures idéologiques. L'État se lance alors dans de grands projets de travaux publics et joue ainsi un rôle plus intrusif dans la planification économique en stimulant la production énergétique et en développant des systèmes de transport afin d'accélérer la transition en dehors du système énergétique axé sur les hydrocarbures. Dans ce contexte, la reconnaissance d'un spectre plus large de rôles par l'État revient à l'agenda politique incluant une compréhension étendue du besoin de biens publics et la responsabilité pour les pouvoirs publics de contenir l'augmentation de l'exclusion sociale et des inégalités économiques puisque le plein-emploi ne peut plus être garanti par le marché du travail capitaliste.

Face à ces pressions, deux réponses étatiques pourraient considérablement transformer notre écosystème économique hybride en suivant l'un des chemins indiqués par la boussole socialiste que nous avons présentée dans le chapitre 5. D'abord, ce revirement idéologique et ses pressions politiques pourraient encourager la création d'emplois dans le secteur public afin de garantir la mise à disposition de biens et de services publics – conformément aux modèles du socialisme étatiste et du socialisme participatif exposés dans le chapitre 5. Les pays riches peuvent certainement fournir des emplois financés par l'État ; la question relève alors d'une volonté politique d'augmenter ou non les impôts en faisant abstraction des contraintes économiques. Ensuite, l'État pourrait prendre sérieusement en considération la possibilité de changer plus fondamentalement le lien entre moyens de subsistance et emplois en introduisant notamment un revenu inconditionnel de base, une proposition politique qui a déjà fait l'objet de débats publics approfondis durant la seconde décennie du XXIe siècle. Rappelons les grandes lignes de ce dispositif que nous avons présenté dans le chapitre 7 : chaque résident légalement installé perçoit un revenu mensuel, sans aucune condition, dont le montant est suffisamment élevé pour assurer des conditions de vie culturellement décentes et sans superflu. Ce revenu est financé par un système général d'imposition et versé à tout le monde, indépendamment des valeurs morales ou du niveau de vie de chacun. Bien entendu, les personnes bénéficiant d'un emploi rémunérateur verront leurs impôts augmenter, et leur montant d'imposition sera supérieur au montant du revenu inconditionnel de base perçu, de telle sorte que leurs revenus nets (salaires + revenu

inconditionnel de base – impôts) déclineront. Mais, pour beaucoup de contributeurs nets, il se pourrait que ce supplément de revenu soit perçu comme un facteur de stabilisation qui limiterait les risques rencontrés sur le marché du travail.

Le revenu inconditionnel de base est donc un mode d'intervention publique qui répond aux principaux défis auxquels est confronté l'État capitaliste face au déclin des possibilités de travail au sein même du marché capitaliste. Ce revenu est la quintessence même d'une réforme symbiotique parce qu'il résout un problème propre au capitalisme tout en élargissant l'espace potentiel dans lequel le pouvoir social peut s'exercer. Du point de vue de la reproduction du capitalisme, le revenu inconditionnel de base remplirait trois fonctions. Premièrement, il réduirait les effets les plus violents des inégalités et de la pauvreté, qui sont produits par l'exclusion sociale, et contribuerait alors à la stabilité sociale. Deuxièmement, il garantirait un modèle différent d'activités génératrices de revenus : l'autocréation d'emplois permettant de générer des revenus discrétionnaires pour les individus. Il favoriserait la création de professions indépendantes axées sur le marché et qui pourraient attirer un certain nombre de personnes, même si les revenus générés par ces emplois autocréés n'étaient pas suffisants pour vivre décemment. Par exemple, on peut imaginer qu'un certain nombre de personnes souhaiteraient développer une petite exploitation agricole ou devenir jardiniers si elles percevaient ce revenu pour couvrir leurs besoins fondamentaux. Et, troisièmement, du point de vue de la production capitaliste, le revenu inconditionnel de base stabiliserait le marché de la consommation. En effet, l'automatisation de la production par les entreprises capitalistes se heurte fondamentalement au problème global du sous-emploi et de la sous-consommation. Par conséquent, ce revenu maintiendrait un niveau de demande largement suffisant pour la consommation de biens fondamentaux. Pour toutes ces raisons, le revenu inconditionnel de base peut devenir une option politique séduisante pour les élites capitalistes, notamment dans un contexte où l'idéologie néolibérale, qui doit faire face à la réhabilitation active de l'État régulateur, montre des signes d'épuisement.

Si le revenu inconditionnel de base apparaît comme une solution séduisante aux problèmes rencontrés par le système capitaliste, comment peut-il aussi contribuer à l'érosion du capitalisme ? Un trait essentiel du capitalisme que Marx a mis en lumière est la double séparation des travailleurs : la séparation simultanée vis-à-vis des moyens de production et des moyens de subsistance. Le revenu inconditionnel de base permettrait aux travailleurs de renouer avec les moyens de subsistance, même s'ils restent séparés des moyens de production, et donc modifierait directement les rapports de classe au sein du capitalisme. Un tel revenu financé par l'impôt et distribué par l'État permettrait aux travailleurs de refuser des emplois capitalistes et de choisir, à la place, de s'engager dans des activités économiques non capitalistes, y compris des activités qui se sont construites sur la base du pouvoir social. Par exemple, les coopératives de travailleurs deviendraient économiquement plus viables si leurs membres percevaient un revenu de base indépendamment du succès commercial de la coopérative. Le revenu inconditionnel de base aiderait également à

résoudre les problèmes liés au marché du crédit auxquels sont confrontées les coopératives de travailleurs en facilitant les emprunts de capitaux auprès des banques : de tels emprunts deviendraient subitement moins risqués puisque le niveau de vie des membres de la coopérative n'aurait plus besoin d'être couvert par les sources de revenus générés par la coopérative. Le revenu inconditionnel de base garantirait l'éclosion de l'économie sociale et solidaire, des arts du spectacle, du militantisme local, et plus encore. L'espace dans lequel pourraient se développer des relations économiques et socialistes durables – c'est-à-dire socialement dotées de pouvoir – serait ainsi élargi.

En outre, ces mêmes développements technologiques, à l'origine du problème de l'exclusion sociale, pourraient aussi ironiquement contribuer à créer un espace plus consistant qui favoriserait l'extension et l'approfondissement d'activités économiques organisées d'une manière plus démocratique, égalitaire et solidaire. Dans la production industrielle, les rendements d'échelle croissants constituent l'une des conditions matérielles de la production qui permet au capitalisme de se stabiliser : lorsque les coûts unitaires liés à la production de centaines de milliers de marchandises sont inférieurs à la production d'une poignée de marchandises, il devient difficile pour de petits exploitants d'être compétitifs sur le marché. La marque de fabrique de l'ère industrielle du développement capitaliste est d'avoir introduit d'importantes économies d'échelle. Or, dans beaucoup de secteurs, les nouvelles technologies du XXIe siècle ont réduit de façon spectaculaire les rendements d'échelle, en rendant les petites échelles et la production localisée plus viables. Dans un univers numérique, le volume de capital nécessaire pour acquérir une quantité suffisante de moyens de production et rester compétitif au sein du marché décline. Par la suite, cette situation permettra probablement de renforcer la viabilité des coopératives de travailleurs et des entreprises issues de l'économie sociale et solidaire, puisqu'elles opèrent de manière plus efficace à une échelle relativement restreinte en orientant leurs activités vers des marchés locaux. Pour reprendre une terminologie marxiste classique, la transformation des forces productives ouvre des possibilités nouvelles pour les rapports de production.

D'autres politiques publiques impulsées par l'État, dont la grande majorité pourraient être mises en place au niveau local, permettraient de stabiliser plus profondément la dynamique du secteur non capitaliste. L'un des obstacles auxquels doivent faire face les nombreuses formes de production sociale est d'accéder à un espace physique : une terre pour des jardins partagés et des exploitations agricoles, des ateliers pour une production sur mesure, des bureaux et des ateliers pour la conception de projets, des espaces d'accueil pour les arts du spectacle, et ainsi de suite. En tant qu'équipements publics, de tels espaces de travail pourraient être fournis par les collectivités territoriales qui souhaiteraient s'investir dans la création d'infrastructures favorisant des formes d'activité économique plus égalitaires et démocratiques. Des fiducies foncières communautaires peuvent soutenir l'agriculture urbaine. Des *fab labs* subventionnés et des *makerspaces* fondés sur des technologies de fabrication numériques peuvent également soutenir certaines formes de production

matérielle[1]. Les établissements scolaires et universitaires pourraient aussi proposer des formations spécialisées qui se concentreraient sur les problèmes que rencontrent la production sociale et la gestion coopérative.

La combinaison d'un revenu universel de base, qui faciliterait la défection vis-à-vis du secteur capitaliste de l'économie, avec des technologies nouvelles, qui faciliteraient le développement de formes non capitalistes de production et des infrastructures mieux adaptées qui seraient fournies par des collectivités territoriales favorables à ces initiatives, permettrait d'envisager qu'au fil du temps le secteur de l'économie organisé par le pouvoir social pourrait s'enraciner plus profondément et s'étendre selon des voies imprévisibles.

Il est important d'insister sur le fait que ce scénario se produirait au sein même du capitalisme, et que ces formes non capitalistes de production devraient inévitablement se soumettre positivement aux impératifs du capitalisme. La plupart des intrants qui relèvent du secteur non capitaliste seraient elles-mêmes produites par les entreprises capitalistes, les producteurs rattachés à ce secteur achèteraient aux entreprises capitalistes une part significative de leurs biens de consommation, et de même la production de biens publics par l'État impliquerait souvent des contrats avec des entreprises capitalistes. Et malgré la stabilisation de cette nouvelle configuration, l'État contrôlerait toujours une économie dans laquelle le capitalisme resterait prééminent, voire dominant. La position dominante du capitalisme serait néanmoins réduite pour deux raisons : les contraintes imposées aux individus sur leurs moyens de subsistance diminueraient et de nouvelles possibilités d'élargir la portée du pouvoir social au sein même de l'économie seraient offertes aux luttes en cours contre le capitalisme.

Le revenu universel de base entretient donc une relation paradoxale avec le capitalisme. D'un côté, il peut aider à résoudre une série de problèmes réels à l'intérieur du capitalisme et contribuer à la vitalité de l'accumulation du capital dans certains secteurs particuliers. De l'autre, il peut potentiellement déclencher une dynamique qui renforce le pouvoir d'agir social en réduisant la position dominante du capitalisme et en orientant l'écosystème économique vers un horizon postcapitaliste. Par conséquent, si ce revenu généreux pouvait être mis en œuvre et défendu, un tel dispositif pourrait à la fois éroder la position dominante du capitalisme au sein du système économique global et renforcer les conditions d'accumulation du capital au sein des espaces, réduits dès lors, dans lesquels se déploie habituellement le capitalisme.

Bien entendu, ce scénario ne va pas de soi. Rien ne garantit absolument qu'un revenu de base généreux puisse durablement être institué et, si une telle hypothèse était vérifiée, cette disposition devrait alors être accompagnée par des initiatives publiques visant à créer des infrastructures qui seraient propices à l'expansion d'activités économiques promouvant le pouvoir social et démocratique. De la même manière, rien ne garantit absolument qu'un tel revenu puisse être utilisé par ses bénéficiaires pour construire des structures économiques renforçant le pouvoir social. Le revenu inconditionnel de base peut aussi être utilisé en vue de sa

consommation personnelle. Comme l'affirme Philippe Van Parijs dans son ouvrage *Real Freedom for All*[2], le revenu de base inconditionnel redistribue une « liberté réelle » aux personnes et rend donc possible l'éruption massive de coopératives de travailleurs et d'entreprises issues de l'économie sociale et solidaire. Mais le spectre de parasites exploitant celles et ceux qui travaillent est l'un des puissants arguments moraux mobilisés contre un tel revenu, et ces arguments pourraient certainement bloquer les efforts politiques destinés à mettre en place ce dispositif, ou du moins conduire à adapter des conditions d'éligibilité indésirables à ce programme. De plus, même si les États capitalistes pouvaient supporter fiscalement un tel dispositif, un revenu inconditionnel de base qui serait suffisamment généreux pour dynamiser et répandre des activités économiques non capitalistes serait coûteux, et il est donc fort probable que, si cette mesure était adoptée, le montant de ce revenu serait fixé à un niveau qui serait en deçà d'un niveau de vie culturellement acceptable. Cette situation diminuerait alors les possibilités de produire des effets à long terme susceptibles d'éroder le capitalisme. Dans une large mesure, les potentialités émancipatrices du revenu inconditionnel de base dépendent des conditions idéologiques et politiques dans lesquelles ce dispositif est institué et développé.

Si les limites du possible inscrites dans le caractère capitaliste de l'État sont si restreintes qu'elles entravent les actions publiques qui faciliteraient le développement de processus économiques non capitalistes, les perspectives d'éroder le capitalisme seraient alors lointaines. Mais si la déconnexion entre les solutions présentes et les conséquences futures est possible, et si les forces sociales et populaires se mobilisent pour mettre à l'ordre du jour la consolidation d'espaces économiques alternatifs, une extension significative des activités économiques incarnant des valeurs d'égalité, de solidarité et de démocratie deviendrait alors possible. Une telle hypothèse permettrait par ailleurs de fonder une trajectoire potentielle de dépassement du capitalisme.